

B.D.I.C. 342

C.N.T. A.I.T.

Le combat



SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 116

20 FRANCS

VENDREDI 8 JANVIER 1954

Les grèves actuelles

Les grèves ont une tendance à se généraliser et à gagner des secteurs où l'idée de faire grève était jusqu'alors totalement inconnue. Un symptôme nouveau est que la grève sort du cadre ouvrier pour appuyer toutes sortes de revendications et même pour faire agir les gouvernements: tout le monde à présent le trouve naturel. Ces mouvements qui se développent dans le monde entier n'ont pas le caractère révolutionnaire affirmé de la première époque où la grève fut considérée l'arme révolutionnaire par excellence, destinée à obtenir l'émancipation intégrale des travailleurs. L'affaiblissement de l'idée de grève qui s'ensuivit est dû à la collaboration politique et sociale avec l'Etat et le capitalisme commencée par les radicaux et reprise par les socialistes de toute tendance.

Or de nos jours, et en particulier depuis cette année, les grèves prennent une extension et des caractères inattendus; elles redonnent un sens profond à ce geste des travailleurs, dont on oubliait qu'il avait pris, au début du vingtième siècle, un caractère presque mythique. Le caractère politique que les divers partis qui dominent les syndicats leur imprimaient et les nombreux échecs qui en ont résulté avaient fini par les dévaloriser dans l'esprit des travailleurs. D'où l'indifférence, la non obéissance aux ordres donnés par les Comités syndicaux, la désertion même des syndicats. Puis maintenant, d'une façon spontanée comme les grands mouvements populaires de l'histoire, le mécontentement ressentit plus ou moins obscurément par les travailleurs, souvent entraînés dans des grèves pour des buts qu'ils n'approuvaient pas, se rendant compte de l'impasse où conduit la structure actuelle de la société, s'est traduit en France en août dernier précisément par une grève, une des plus vastes que ce pays ait connue, anormale ou paradoxale en apparence: sa date coïncidant avec la période des vacances, son ampleur, son unanimité, le fait qu'elle a commencé dans le secteur public, puis entraîné le secteur privé, une apparente confusion sur les buts, le peu d'action des cadres dirigeants sur la base. L'ensemble révèle un mécontentement profond et l'attachement aux conquêtes syndicales, faits d'autant plus révélateurs que le peuple français est relativement à l'aise lorsqu'on le compare à d'autres peuples et que, malgré tout ce qui a été dit ou peut être encore dit contre la grève pour l'en détourner, il y revient spontanément. Le plus significatif est que, malgré les affirmations de la presse, même syndicale, déclarant qu'il a perdu, il sent parfaitement qu'il a gagné et il est prêt à recommencer, et que c'est son meilleur moyen d'action. Les porte-voix syndicaux n'ont pas su dégager qu'il est des victoires morales qui l'emportent sur quelque déroute matérielle: les revendications matérielles obtenues en août, pour appréciables qu'elles soient, sont un échec par rapport aux objectifs; mais la vraie victoire, celle que le peuple sent, est une victoire morale, et c'est la véritable.

Les travailleurs reviennent par intuition aux méthodes et tactiques du syndicalisme révolutionnaire classique. Les syndicalistes révolutionnaires doivent savoir apprécier cette situation qui met en évidence l'échec du réformisme et aide les travailleurs à reprendre conscience d'eux-mêmes autour des buts et principes de notre internationale, alors que l'impasse est dans une prétendue rénovation se disant avec son temps,

adoptant les positions qui n'ont pour objet que de tirer profit de soi-disant avantages que l'Etat ou le patronat accordent à ceux qui acceptent la collaboration avec lui. La situation actuelle confirme l'échec des Conseils Economiques, conventions collectives et autres innovations de même nature, dans lesquels l'Etat imprime son dirigisme afin de brider les tra-

vailleurs avec l'aide du fonctionnarisme syndical et des techniciens qui se rendent indispensables par la complication des divers rouages-institutions qui aboutissent d'une façon progressive, mais fatale, à une restriction toujours plus grande de la liberté.

R. LAMBERET.

Le coin des P.T.T.

Il est à peu près certain que lorsque cet article paraîtra, nous serons fixés sur l'issue de la grève; en dépit des déclarations grandiloquentes de certains stratèges fédéraux, il est fort probable que nous assisterons une fois de plus à une conclusion en queue de poisson ainsi que nous l'indiquions dans le dernier numéro du « Combat Syndicaliste ». Comment pourrait-il en être autrement?

La grève a d'étranges analogies avec la guerre. A-t-on jamais vu une armée remporter une victoire lorsqu'une partie des troupes n'est pas du tout décidée à se battre, lorsqu'une autre partie n'a pas d'opinion bien arrêtée sur la question ou mieux préfère voir les marions tirés du feu par le voisin, lorsqu'une autre partie se dépense dans des actions isolées entreprises par des groupes agissant sans entente préalable, sans idée de coordination, lorsqu'enfin le haut commandement est partagé entre des généraux rivaux les uns des autres, ayant chacun leurs troupes de prédilection, plus soucieux de ménager à la fois l'avenir et le prestige de leur arme que de coordonner leurs efforts sur des objectifs précis.

Telle est la situation à laquelle il nous est donné d'assister dans les P.T.T.

La Fédération nationale des Syndicats autonomes a la vedette, et pour cause, les bureaux-gares lui sont acquis en majorité; la présente grève est donc pour elle une manière de mesurer son pouvoir de décision. La Fédération postale communiste, pas du tout décidée à laisser une autre organisation tenir l'affiche à elle seule, veut bien soutenir l'action, surtout si l'occasion s'offre à elle d'accroître son stock de martyrs pour les besoins de sa publicité, mais pas en sacrifiant le meilleur de ses troupes si celles-ci n'y sont ni préparées ni résolues. C'est ainsi que l'entrée en action des grands bureaux postaux, centraux d'arrondissements à Paris et recettes principales en province qui aurait pu être un apport sérieux dans le mouvement ne s'est pratiquement pas manifestée; c'est que là, il y a tout le personnel distributeur et nous sommes en pleine période d'étrénes, ce n'est donc pas le moment de plaisanter. Déjà, au cours de leurs tournées, les facteurs en entendent de cruelles, étant rendus collectivement responsables par un public ignorant et furibard qui met dans le sac... postal, si l'on peut dire, le trieur, le facteur, le guichetier et la téléphoniste. Aussi est-il permis de penser que, pour une fois, les facteurs cégétistes n'auraient pas manqué d'envoyer au bain leur grande Fédération si celle-ci avait eu le mauvais goût d'insister.

Quant à la Fédération socialisante F.O. et à l'emmerpésante C.F.T.C., elles n'ignorent pas que leurs troupes de cadres de maîtrise et de personnel féminin, déjà suffisamment échaudées par les retenues de traitements et de salaires consécutives aux événements d'août ne vont pas se hasarder à risquer le paquet une fois de plus, surtout au moment où les gosses attendent leurs étrennes. Les femmes sont beaucoup plus réalistes que les stratèges de café du commerce du syndicalisme.

En conclusion, une grève c'est comme une opération militaire, ça s'étudie, ça se prépare, ça ne doit pas se décider à l'aveuglette sur la seule initiative d'une culotte de peau syndicaliste en mal d'action d'éclat. En août 1954, les comités de base ont eu la faiblesse d'abdiquer en remettant leurs pouvoirs entre les mains des dirigeants fédéraux qui, eux, ne savent que répéter le mot d'ordre de certain fils du peuple qui disait jadis: « Il faut savoir terminer une grève »; une gaffe une fois faite ne se rattrape pas du jour au lendemain.

Les grévistes d'août devaient bien se douter que les gouvernants sont des gens sans parole, sans honneur, prêts à renier leurs engagements avec la même facilité qu'ils mettent à s'octroyer 25.000 francs de boni à titre de frais de secrétariat. Quand on sait cela, on en tient compte et on ne s'avise pas de lâcher la proie pour l'ombre.

La grève n'est pas un moyen dont on doit user inconsidérément. Quand on n'est pas sûr de pouvoir la mener à bonne fin, mieux vaut se tenir tranquilles, car, à ce jeu-là, il en adviendra un jour des grèves revendicatives comme des grèves politiques chères au grand parti des masses, plus personne ne bougera hormis quelques fanatiques.

Travailleurs des P.T.T., à l'avenir, méfiez-vous des apprentis sorciers du syndicalisme et prenez vous-mêmes chacun vos propres responsabilités sans attendre que l'on vous dicte votre ligne de conduite personnelle.

Syndicat des P.T.T. de la 2^e U. R.

Le Prêtre n'est là, dans la Société que pour maintenir l'Homme dans sa crasse intellectuelle, que pour faire des multitudes servilisées, un troupeau de brutes imbéciles et couardes.

Octave MIRBEAU

BILAN ET ESPOIRS

L'année qui vient de se terminer a vu s'accroître la régression sociale, l'écrasement continu sous la botte des dictateurs de la classe ouvrière internationale, l'aggravation, malgré les apparences trompeuses, des menaces de guerre. Tout cela, bien que la forteresse inexpugnable que constitue jusqu'ici le capitalisme privilégié se soit effritée chaque jour un peu plus et que la faillite des politiciens à sa solde soit totale.

Pourtant, à la faveur de conflits sociaux, d'une importance exceptionnelle une leur de folle espérance, trop rapidement évanouie, laissa entrevoir au prolétariat révolté la perspective de rompre enfin les chaînes qui l'entraînaient.

Les trahisons répétées des organisations syndicales inféodées aux blocs impérialistes, leur persévérance à aiguiller les forces ouvrières vers des objectifs sans rapport avec le véritable but à atteindre rendirent stérile un mouvement dont la spontanéité et la puissance avaient laissé pantois les puissants du régime.

1954 ne doit pas voir se répéter pareille défaite. Cette défaite, l'unité d'action à la base ayant été totale, ne peut être imputée qu'à l'absence de prise de conscience des travailleurs, à leur impossibilité, par manque d'éducation syndicale, d'échapper à la tutelle de leurs mauvais pilotes et de prendre en mains, eux-mêmes, la défense de leurs intérêts.

Il faut redonner au syndicalisme révolutionnaire, plus calable que jamais, sa véritable signification en partant de son principe de base: la solidarité.

Le monde du travail doit reprendre conscience de sa puissance irrésistible.

L'homme est la seule valeur réelle existante; le Syndicalisme doit tout mettre en œuvre pour son émancipation, pour son développement harmonieux.

Les travailleurs de tous les pays sont pareillement exploités. L'action syndicaliste doit donc être internationale. Elle doit favoriser les rapprochements entre les peuples, rejeter le racisme et le patriotisme, barrières entre les hommes.

Le Syndicalisme a pour but la prise en gestion des organismes de production et de consommation. Il tend à satisfaire les besoins de chacun en visant l'égalité économique.

Conscient de ce but, le syndicalisme présent doit être réaliste. Il doit s'attacher à l'éducation des travailleurs, à la satisfaction de leurs revendications immédiates en fonction de ses principes et de leurs besoins.

Le syndiqué n'est pas uniquement

un cotisant. Il doit être avant tout un élément militant apportant son intelligence, ses idées, ses moyens d'action personnels à l'organisation pour une plus grande efficacité au combat.

Le syndiqué doit tendre à s'élever moralement et intellectuellement, afin d'être plus apte à jouer un rôle utile dans la Société.

Le syndiqué doit être compréhensif envers ses camarades, rejeter toute compromission avec les forces d'oppression, partis politiques, agents de l'Etat, etc. Le syndiqué doit propager les buts, les principes du syndicalisme révolutionnaire, diffuser sa presse, contribuer au maximum à son développement. Le syndiqué doit être solidaire avec ceux qui souffrent, ceux qui succombent sous les coups de force de la répression, quel que soit leur pays. Il doit donc venir en aide à ceux qui ont besoin de secours. Le syndiqué doit enfin avoir conscience qu'il fait partie d'une classe sociale exploitée et qu'il lutte contre la classe des exploités, non pas pour l'asservir, mais pour équilibrer les biens produits en fonction des besoins de tous et non plus au profit d'une minorité.

La Confédération Nationale du Travail vous appelle à venir en son sein pour construire ce syndicalisme ne visant que les intérêts des travailleurs en dehors des partis, des clans, des sectes. Un syndicalisme qui lutte pour le bien-être de l'homme et son émancipation. En dehors de toute compromission.

Evariste BOCLET EST MORT

Comme un coup de massue, à moins de 24 heures des obsèques, nous est parvenue la stupéfiante nouvelle. Il nous fut impossible d'alerter en temps utile ses innombrables compagnons de lutte qui se fussent fait un devoir de l'accompagner à sa dernière demeure.

Il nous avait habitués, bien que nous sachions sa santé fortement compromise, à de tels redressements, tant était grand son courage, qu'il nous apparaissait impossible qu'il succombe.

N'avait-il pas accepté, malgré le mal implacable qui le minait, d'apporter son concours éclairé de vieux militant, depuis toujours sur la brèche, à notre C.A. Confédérale où son travail fut unanimement apprécié.

Animateur de notre mouvement aux établissements Latil, il y laisse une équipe qui s'inspirera de son action pour mener à bonne fin la tâche que nous nous sommes assignée.

Boclet est mort en combattant.

Ceux qui l'ont cotoyé, ont travaillé au coude à coude avec lui, sont seuls susceptibles d'apprécier l'importance de la perte qui nous afflige.

A sa famille douloureusement affectée, la C.N.T. toute entière adresse ses respectueuses condoléances.

C. N. T.

COMMUNIQUÉS

FEDERATION DU BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment doit être envoyé à l'adresse suivante, fonds et correspondance: ARONDEL Maurice, 100, rue Doudeauville, Paris-18°. Chèque Postal: 6261-16 Paris.



Tous les fonds doivent être envoyés à Arondel Maurice, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9°), C.C.P. 8824-68 Paris.

2° UNION REGIONALE

Pour tout ce qui concerne la 2° U.R., adresser la correspondance au Secrétaire, le camarade **Ch. MARTIN**, 37, rue Pernety, à Paris (14°).

C.N.T. Brest.

— S.U.B.: Assemblée Générale, dimanche 17 janvier 1954, à 9 h. 30, Chope du Combat, 2, rue de Meaux (Métro: Colonel-Fabien).

SYNDICAT DES EMPLOYES

Réunion du Syndicat, le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, au Siège, 39, rue de la Tour-d'Auvergne.

Intercorporatif de Brest

Dimanche 10 janvier, à 9 h. 30, local C.N.T., porte Fautras, Assemblée Générale de l'Intercorporatif au cours de laquelle d'importantes décisions seront prises. Un appel est adressé à tous les syndicalistes pour qu'ils y assistent.

Le Bureau.

8° UNION REGIONALE

Meeting à Bordeaux

Le dimanche 27 décembre, l'Union locale C.N.T. de Bordeaux avait organisé au cinéma des Capucins un meeting contre les accords hispano-américains. Ce meeting suivait d'autres réunions socialistes et communistes sur le même sujet. Il était indispensable de souligner notre position et de montrer en quoi elle se différencie de la position de l'U.G.T. ou de l'attitude traditionnelle des gens du Kremlin.

Ce meeting, où ont pris la parole J. Barrué et P. Lapeyre pour la C.N.T. française, et Federica Moutscry pour la C.N.T. espa-

Les collaborateurs du C.S. sont priés de n'écrire que sur un côté de leurs feuillets en laissant une marge légère pour des corrections éventuelles.

Syndicat Unifié du Bâtiment de la Région Parisienne

Assemblée Générale du Bâtiment: dimanche 20 décembre 1953, à 9 h. 30 précises, à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Paris (19°), métro: Colonel-Fabien. Ordre du jour très important.

gnole en exil, a eu un succès satisfaisant. Environ 900 auditeurs. Une collecte, qui a rapporté 19.000 frs, a permis de couvrir les frais de propagande.

19° REGION

Union Locale des Syndicats

Siège: Vieille Bourse du Travail

Salle n° 5

ASSEMBLEE GENERALE

13, rue de l'Académie - Marseille

DES DELEGUES

DES SYNDICATS DE L'U.L.

Les délégués respectifs des syndicats adhérents sont invités à assister à l'Assemblée Générale de l'Union qui aura lieu le dimanche 10 janvier 1954 à 9 heures très précises.

Ordre du jour:

- 1° Compte rendu moral et financier de l'année 1953. Renouvellement du Bureau pour 1954;
- 2° Dispositions à prendre en vue de la tenue du Congrès de la C.N.T., qui aura lieu les 6 et 7 juin 1954;
- 3° Discussion et décisions à prendre sur les questions portées à son ordre du jour;
- 4° Questions diverses.

Le Bureau de l'Union Locale, vu l'importance des questions portées à l'ordre du jour, compte sur la bonne volonté de chacun quant à sa présence indispensable et à son exactitude.

Le Bureau de l'Union Local.

NOTA. — Il est rappelé à tous les adhérents et sympathisants que la permanence a lieu tous les mercredis et samedis de 17 h. à 19 h. 30. Tous les mercredis soir, réunion du Conseil de l'Union. Prendre note que notre « Combat Syndicaliste » est en vente à notre Siège.

Calendrier S. I. A.

Une magnifique trichromie sur carton, représentant le symbole de la SOLIDARITE complétée par douze pages reproduisant, au recto, un quadrillé numéroté pour dates et momento pour chaque mois et, au verso, chacun des sujets suivants:

L'agrandissement de l'Univera. — Et voilà les spermatozoïdes. — La langue internationale Esperanto. — La Renaissance. — Des faits historiques. — Les arts graphiques. — Le transformisme. — La psychanalyse. — La micrographie spectrographique et minéralogique. — L'agriculture. — Fusées sidérales et psychiatrie. — La photographie.

Le prix du calendrier est de 100 francs et est en vente à notre librairie.

Pas de hiérarchisation de l'aumône consentie en août

Depuis de nombreuses années, la C.G.T. se plaint amèrement du blocage des salaires, que ses préoccupations politiques ont empêché d'être prises en considération par la masse des sacrifiés de tous temps.

La situation créée par les grèves qui éclatèrent spontanément en août dernier a permis aux catégories les moins favorisées de l'exploitation capitaliste d'obtenir un relèvement de leurs salaires que l'on a qualifié, par euphémisme, anormalement bas.

Un pareil déblocage partiel incite la grande Centrale la plus politisée du pays à exiger une augmentation hiérarchisée de tous les salaires. Sans mesurer l'inconséquence de cette attitude qui contraste avec ses antérieures affirmations que le blocage des salaires correspondait au blocage du pouvoir d'achat, elle entend maintenant, sinon aggraver par des aménagements catégoriels, la flagrante inégalité qui suppose chez la race humaine des individus nantis d'un ou plusieurs estomacs.

L'explosion d'août 1953 n'envisageait que de remédier à la situation du facteur et du lampiste et au cours de cette période qui connut les notoires trahisons des bonzes confédéraux des Centrales rivales, jamais ne fut envisagé une modification quelconque de la situation, déjà privilégiée, des hauts fonctionnaires.

La nouvelle attitude des dirigeants de la rue Lafayette n'est-elle pas une illustration de leur volonté de rendre inopérante la modeste amélioration consentie par les pouvoirs publics; car une augmentation hiérarchisée ne peut qu'amener une nouvelle marée montante des prix et des salaires.

Le mouvement apparent d'une augmentation générale des salaires masque toujours une réelle immobilité, sinon une régression de la situation des exploités; les prix demeurent constamment au-dessus du pouvoir d'achat par le fait qu'une simple menace d'augmentation de salaires motive l'action néfaste des trop nombreux intermédiaires qui s'interposent entre le producteur et l'acheteur.

Notre vigilance doit être en alerte constamment et, dans le cas présent, il nous faut nous méfier des revendications démagogiques qui n'ont en vue que le maintien de l'inégalité que nous combattons.

Les résultats bien maigres obtenus en août sont loin des chiffres que nous avons établis; il nous faut combattre de toutes nos forces les idées de hiérarchisation et en même temps ouvrir la voie à la réalisation du minimum de 35.000 francs qui est seul susceptible d'amener l'apaisement social ou des efforts d'émancipation pourront être poursuivis dans un climat plus favorable.

LA LIME.

un meilleur devenir. L'OUVRIER, ET LUI SEUL, DOIT ETRE MAITRE DE SON DESTIN, c'est pourquoi, après tant d'années de syndicalisme réformiste, collaborationniste, politique, il est temps de retourner aux saines méthodes du syndicalisme révolutionnaire.

Le doute n'est plus possible, la politique est un facteur de désagrégation, de désunion; dès lors, il faut chasser des syndicats, les spéculateurs politiques; désormais les responsables syndicaux doivent être au service des travailleurs et non pas aux ordres d'un parti quelconque. Pour ce faire, il faut que l'ouvrier passe à l'action, qu'il adhère au syndicat non pas avec l'idée préconçue d'y apporter sa cotisation ou pour obéir à des slogans, mais il doit adhérer au syndicat avec l'intention d'intervenir directement dans la marche de l'organisation. En homme conscient de son rôle social, il doit participer à l'œuvre de rénovation sociale qui assurera le travail pour tous dans la liberté et le bien-être pour chacun dans la PAIX et la JUSTICE.

Camarade, dès aujourd'hui adhère à la C.N.T., seule centrale dont la devise est:

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et non pas d'une poignée de politiciens, d'un parti, d'un dictateur.

LE BUREAU DE L'UNION LOCALE.

EXPLOITÉ, lis bien ce qui suit!

L'année s'achève sur un bilan désastreux à ton compte; les perspectives de la nouvelle s'annoncent plus désespérantes encore et ce ne sont pas les événements politiques et économiques en cours qui contribueront à ton bonheur.

Salaires en diminution ou insuffisants. Augmentation continue du coût de la vie. Persistance et aggravation du chômage.

Telles sont les conditions vitales imposées par l'économie capitaliste, qui menacent de durer longtemps encore.

POURQUOI?

Parce que tu crois à cette solution paresseuse: Attendre un miracle, des réformes stériles.

Comprends bien que les exploités ne lâcheront pas leurs privilèges sans douleur et que, pour obtenir le moindre avantage, il te faut marcher de l'avant; qu'itter les sentiers chloroformés du parlementarisme; agir directement. Oui, agir directement suivant les principes du syndicalisme révolutionnaire, indépendamment de l'influence politique des pays qui se disputent la suprématie mondiale, dont tous les travailleurs feront bientôt les frais.

Vois, à titre d'exemple, le bilan de la dernière avant-der, dressé pour toi par les instituteurs de l'« Ecole Emancipée »:

LA GUERRE DE 1939-45 TOTALISE:

32.000.000 de soldats tués.
20.000.000 de victimes civiles.
26.000.000 d'exterminés dans les camps, soit 78 millions de morts.
Entends-tu, sais-tu lire?
Nous disons 78 millions de morts!
29.500.000 blessés ou mutilés.
21.245.000 personnes évacuées, en prison, déportées, internées ou déplacées.
150.000.000 de personnes sans abri.
1.000.000 d'enfants sans parents.
20.000.000 de personnes sur les routes.
30.000.000 de logements détruits.

La dernière guerre mondiale a coûté jusqu'en 1945: 375 milliards de dollars-or!

Avec cet argent, on aurait pu offrir à chaque famille des Etats-Unis, du Canada, de l'Angleterre, de l'Irlande, de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Belgique une maison de 75.000 frs suisses (c'est-à-dire 6 millions 500.000 frs français environ), garnie d'un mobilier de 25.000 frs et, en plus, un présent de 100.000 frs. A chacune des villes dépassant 200.000 habitants, on aurait pu faire donation de 125 millions de francs pour les bibliothèques, 125 millions pour les écoles, 125 millions (toujours en francs suisses) pour créer des hôpitaux.

Comprends bien qu'avec la bombe atomique, un seul aviateur peut tuer 250.000 personnes et que, par conséquent, les notions de courage ou de patrie sont des choses périmées qui n'ont plus aucun sens.

Si tu veux bien te rappeler que ceux qui te servent les grands mots: Devoir, Patrie, Honneur, sont ceux qui, la peur au ventre, la diarrhée dans le pantalon, battaient les records de vitesse à pied sur les routes de France, en Juin 40, quand ils n'écrasaient pas les civils avec leurs voitures pour aller plus vite.

Posant la question: A qui profite le crime? il est clair que la paix ne peut être l'œuvre des profiteurs; elle doit donc être imposée par les éternelles victimes des massacres périodiques: les travailleurs de tous les pays, unis dans une même organisation (A.I.T.).

Sur le plan économique également, dans l'immédiat, l'action syndicale tend à l'amélioration des conditions de travail; il n'y a donc aucun choix pour toi, entre les méthodes de production accélérée des grands pays mondiaux, pas plus qu'il n'y en a entre la peste et le choléra.

Il faut que ça change, dis-tu!

D'accord! l'expérience des replâtrages, suffisamment concluante, n'a abouti qu'à tourner en rond.

Le rapport salaires-prix: encore un vieux cliché! l'usage ayant montré que lorsque les salaires montent par l'escalier, les prix empruntent l'ascenseur. Dans cette manœuvre, les bas salaires sont toujours défavorisés, l'augmentation des prix s'attaquant de préférence aux produits les plus demandés, en l'occurrence, ceux, indispensables, il s'ensuit que le salarié privilégié peut encore s'offrir un piano, de qualité inférieure, peut-être, alors que le damné ne peut se procurer un bifteck.

La vie n'est pas un conte de fées et vouloir changer une organisation sociale, suppose qu'on possède les éléments de remplacement ainsi que la puissance d'exécution de cette opération.

A l'organisation actuelle du travail établie sur le principe de la plus-value, c'est-à-dire pour le bénéfice de quelques privilégiés, cause déterminante des crises économiques périodiques et de leurs cortèges de misères, doit se substituer une organisation éliminant tous profits, basée sur les besoins des consommateurs, sous le contrôle des travailleurs, ceux-ci participant à la gestion des moyens de production.

Le but essentiel du syndicalisme révolutionnaire étant d'assurer un nécessaire vital intégral à l'homme et élever sa personnalité, il importe que les travailleurs soient documentés sérieusement en vue de réaliser cet idéal social.

Tu as donc le devoir de t'organiser pour lutter, afin d'obtenir une vie plus décente pour toi et tes enfants, pour lesquels tu consens d'immenses sacrifices dans le but d'enrichir leurs connaissances professionnelles. Mais, face à un marché du travail déjà encombré par suite de l'organisation actuelle, tes sacrifices seraient vains, si, sur le plan social, tu ne leur frayais toi-même le chemin de l'avenir.

Comme prélude à ce progrès social, tu dois exiger immédiatement que les revendications suivantes aboutissent rapidement:

- 1° Augmentation massive du salaire de base: 35.000 (abstraction faite du budget-type établi par des humoristes syndicaux);
 - 2° Maintien des 40 heures qui doit précéder la journée de 6 heures (cette revendication n'est pas démagogique, en Australie et en Nouvelle-Zélande, par exemple, la semaine légale est de trente-cinq heures);
 - 3° Retraite à 50 ans pour tous, égale au salaire minimum garanti (rien de démagogique encore pour cette revendication. Les militaires improductifs ont leur retraite après 15 ans de service).
- Si tu as pris connaissance de cet exposé succinct, avec intérêt, va rejoindre les camarades déjà sur la brèche, pour la réalisation de cet idéal social.

SECTION LOCALE C.N.T. D'AUGY.

P.-S. — Certains travailleurs, inspirés sans doute par les « moutons de Panurge » prétendent que notre Organisation est peu représentative. C'est faire preuve d'une ignorance absolue et manquer d'imagination autant que de documentation.

Ayant comme objectif la vérité toute nue et n'étant inféodés à aucun parti politique, ces esprits malins oublient que notre indépendance nous dispense des ceillères réglementaires et nous permet de mordre au lieu de flatter; mordre au collet pour avertir et, le cas échéant, à la gorge pour terrasser, justement, pour cette impudique vérité. — Section Locale.

Le prochain C. S. paraîtra le vendredi 5 Février

DANS NOS RÉGIONS

18° REGION

ATTEINTE A LA LIBERTE D'EXPRESSION

La Confédération Nationale du Travail vient d'organiser une tournée de conférences avec Aristide Lapeyre sur le sujet suivant: La religion, le capitalisme et l'Etat contre les travailleurs.

Une conférence était prévue à Aiguebelle (Savoie). Tout d'abord, nous nous sommes vus refuser la salle du cantonnement Borie (salle ordinairement accordée aux diverses organisations et servant même à célébrer la messe le dimanche). Naturellement, la Direction ne tenait pas à nous voir parler aux travailleurs car elle sait bien notre action sur les chantiers. Nous trouvons inadmissible que, en dehors du travail, les entreprises aient des droits sur la liberté des travailleurs, sous prétexte qu'ils sont logés dans des villages pré-fabriqués et sous le contrôle de l'E.D.F.

Après accord avec le maire pour la salle de la mairie, la propagande fut effectuée. Or, une demi-heure avant la conférence, le maire nous refuse la salle sous prétexte d'intervention de la préfecture, de la police, etc. On ne sait pas bien au juste car il se contredisait assez souvent. Néanmoins, un fait est là, pour faire plaisir au curé, ou aux politiciens, le maire d'Aiguebelle viole la liberté d'expression garantie par la Constitution.

M. le maire qui nous a déclaré qu'en U.R.S.S. la liberté de réunion était totale, sans doute pour nous pousser à la comparaison,

n'en vint pas moins à employer des méthodes fascistes. Nous appelons tous les travailleurs à réfléchir, à être vigilants et à lutter pour que soient sauvegardées les libertés qui nous restent et conquérir celles qui nous manquent. L'action du maire d'Aiguebelle et de ceux qui l'ont poussé, s'il y en a, loin de nous faire peur, ne peut que nous renforcer dans notre lutte.

La C.N.T.

19° REGION

APPEL DE L'UNION LOCALE DE MARSEILLE

Nombreux sont les travailleurs qui fuient le Syndicat oubliant que le capitalisme, puissamment organisé, guette les moindres faiblesses ouvrières et que l'amélioration de la condition prolétarienne dépend de la volonté des travailleurs, de leur conscience de classe, de la solidarité de classe.

Voici qu'à la suite de l'indifférence ouvrière, le capitalisme passe à l'action, impose la lutte de classe, il sévit durement. Le résultat de son action se chiffre par:

Réduction du personnel;
Augmentation du chômage;
Blocage des salaires;
Augmentation constante de la production au détriment de la santé ouvrière et de la sécurité sociale;
Misère des foyers ouvriers.

Cela durera-t-il toujours? Incontestablement si l'ouvrier continue à se désintéresser du syndicat, le capitalisme imposera sa loi; il n'en sera plus de même si l'ouvrier décide de considérer le syndicat comme un outil de défense et de lutte quotidienne, s'il se convainc qu'à l'heure actuelle il ne suffit plus d'être syndiqué, d'être un bon cotisant, mais que, plus que jamais, il est indispensable que l'ouvrier voit dans le syndicat une grande famille où chacun, par son intelligence, son expérience, contribuera au perfectionnement des méthodes de lutte capables d'assurer un

Nous voulons un enseignement qui forme les hommes

La grève de l'enseignement qui vient de se dérouler rappelle et fait prendre conscience à beaucoup de gens qu'il y a un problème de l'enseignement. Pour nous, syndicalistes d'avant-garde, il y a non seulement une question de vie décente pour les instituteurs et de liberté, mais aussi une question d'éducation. Nous entendons par là les matières enseignées, l'interprétation des notions élémentaires que l'on présente aux enfants, l'histoire, par exemple, la morale. La façon dont on oblige les instituteurs à enseigner.

Dans ce domaine, nous avons les méthodes d'éducation nouvelle (dites Freinet). Nous devons propager ces méthodes, encourager et aider ceux qui les appliquent et nous devons même aider à déterminer celles-ci dans de multiples domaines. Plus que jamais, au moment où les soi-disant défenseurs du prolétariat se livrent à des attaques violentes contre Freinet et son équipe, nous devons réagir.

L'appui apporté à la C.N.T. par des instituteurs dans l'Isère, par exemple, doit nous montrer que, dans ce domaine, nous trouverons des amis et surtout ferons du bon travail pour l'évolution du prolétariat.

Nous devons aussi connaître l'expérience que tentent actuellement des camarades espagnols de Limoges. Ayant eu l'occasion de passer par là, j'ai pu me rendre compte du fonctionnement de leur école. Ecole, c'est un grand mot, faute de moyens, ils en sont réduits à un cours tous les dimanches matin. Cours comprenant une trentaine d'élèves: Français-Espagnols. J'ai pu me rendre compte de la valeur et de l'ambiance de cette réalisation.

1° Pas de maître, le camarade qui enseigne est avant tout un ami, un camarade.

2° Pas de discipline. Chacun se place où il veut, parle, se déplace, est libre enfin! Mais les élèves n'en profitent pas! Pourquoi? Ils sont là pour apprendre. Ils le savent, alors pas be-

soin d'obligation quelconque, avec autorité. L'ami est là avec ses connaissances, qui se penche sur chacun, lui donne les explications voulues, oriente ses recherches, lui donne un plan de travail. On se groupe par équipe, selon ses aptitudes, on s'aide mutuellement.

Qu'ils sont loins les cours de nos écoles traditionnelles, où l'on abrute le jeune avec des exercices de mémoire, qui en font un véritable perroquet, mais rarement un esprit critique, un chercheur.

Là, l'enfant n'est pas un enregistreur de disques, mais chacun a sa personnalité qui se forme, s'extériorise dans la liberté. Là, de lui-même, il éprouve son sens d'observation, de recherche. Là! on l'amène à réfléchir et non pas seulement à répéter.

On lui montrera sa condition de jeune, puis des hommes de tous les pays. On lui montrera les travailleurs sous l'angle véritable. On l'amènera de lui-même à réfléchir sur leurs conditions, leur vie. On sèmera en lui la graine de la conscience individuelle.

Chose aussi intéressante: les jeunes gèrent eux-mêmes leur école, c'est-à-dire qu'ils apportent chacun de l'argent, par la suite décident en commun de son utilisation pour l'achat du matériel.

On est étonné de voir parmi eux cet esprit sensible, réfléchi, cette vitalité. Comme nous aimerions que des initiatives semblables se développent et comme nous aimerions être assez forts pour que nos camarades instituteurs puissent appliquer de telles méthodes, pour qu'enfin se forme une jeunesse consciente.

Nous aimerions aussi que les camarades militants d'avant-garde se penchent sur ce problème (notamment ceux de Limoges) et apportent une aide dans ce sens.

Il n'appartient qu'à nous, avec une C.N.T. plus forte, que tout ceci se réalise.

G. COUGEL.

NOTRE POLITIQUE

Proletaires! pour nous, une seule politique: la lutte de classe.

Les partis politiques ont cloisonné la classe ouvrière, empêchant sa fusion et son élan libérateur.

Camarades ouvriers, contre le patronat, le salariat, la misère, le chômage, la vie de plus en plus chère... Contre toute production destinée à la guerre, pour abattre enfin le capitalisme et le fascisme, générateurs de guerres: organisez votre lutte de classe en rejoignant la C.N.T., seule centrale indépendante de tout parti politique, et seule centrale vraiment révolutionnaire, parce qu'elle attaque le mal dans ses racines!

Si nous avons une politique c'est celle de la lutte de classe (la lutte des exploités contre la classe des exploités).

Si nous avons un parti, c'est celui de la révolution totale!

Travailleur conscient, viens donc lutter avec nous pour le chambardement de tous ceux qui veulent nous gouverner!... et vive la lutte de classe « pour que ça change », pour que nous remplacions le gouvernement des

gens par une administration des choses.

Ce que nous voulons:

- La production aux Syndicats;
- La distribution aux Coopératives;
- L'administration aux Communes.

Ce qu'il faut faire pour y arriver:

- S'unir;
- Coordonner notre action dans les Comités d'Unité d'Action « A LA BASE »;
- Préparer le déclenchement de la grande grève: la der des der! celle qui provoquera l'expropriation de tous les capitalistes;
- La grève générale, avec prise de possession de tous les moyens de production, afin d'en assumer nous-mêmes la gestion directe;
- Camarades! au travail! à l'action! On y arrivera!

« Paciencia », comme disent nos frères d'Espagne exilés... Oui, patience, mes amis... et « on les aura »! Patience et persévérance.

Lola ROUSSEL.

LIBRAIRIE

Camarades,

Les étrennes approchent! Pour vos enfants, petits-enfants, neveux et nièces nous avons en librairie un choix important de beaux albums (Bambi, Pinocchio, Donald, etc... au prix de 115 fr., franco 145 fr.

C. C. P. de la Librairie n° 7473-08 adressé à MARCHETI Robert, 1, rue Dulaure, Paris-20°.

Catalogue sur demande.

Faites plaisir à vos petits en faisant vivre l'organisation!

« LES LIVRES DE POCHE »

BENOIT. — Koenigsmark. — Made-moiselle de la Ferté.
COLETTE. — L'Ingénue libertine.
CRONIN. — Les Clés du Royaume (? vol.). — La Dame aux camelots.
DABIT. — L'Hôtel du Nord.
GIDE. — La Symphonie pastorale.
GREENE. — Le troisième Homme.
HEMINGWAY. — L'Adieu aux Armes. — Pour qui sonne le Glas (?).
HERIAT. — Famille Boussardel (?).
HUXLEY. — Contrepoint (?).
KENNEDY. — La Nymphé au cœur fidèle.
KOESTLER. — Le Zéro et l'Infini.
LEHMANN. — L'Invitation à la Val-se.
MALAPARTE. — Kaputt (?).
MALRAUX. — La Condition humaine.
MAUGHAM. — Le Fil du Rasoir (?).
MAURIER. — Le Général du Roi.
MONTHERLAND. — Les jeunes Filles.

FAGNOL. — Marius.
ROLLAND. — Colas Breugnon.
SAINT-EXUPERY. — Vol de nuit. — Pilote de guerre.

SARTRE. — Les Mains sales. — Le Mur.
STEINBERK. — Les Raisins de la Colère (?). — Les Souris et les Hommes.

ROCHE. — Jalna (?).
VARENNE. — Nez de Cuir.
VERCEL. — Capitaine Conan. — Remorques.
WERFEL. — Le Chant de Bernadette (?).

WIINSOR. — Ambre (?).
ZOLA. — La Bête humaine. — Thérèse Raquin. Vol. broché 150 (180) Vol. double (?) 250 (280).

« ROMANS DIVERS »
X. — Le Coin des Enfants, 250 (280)
ASSO. — Récréation, 350 (380). Si-xième Evangile, 360 (390).

CASTRO. — Emigrants, 390 (420).
CELSE. — Eugène, 180 (210).
DOMMANGET. — Jacques Roux, le Curé rouge, 100 (130). — La Révolution de 1848, 100 (130). — Sylvain Maréchal, 600 (645).

BLANC. — Confusion des Peines, tome I, 600 (645). — Joyeux fais ton fourbi, T. 2, 500 (545). — Le Temps des Hommes, tome 3, 260 (290). — Les 3 vol. 1.450 franco.
HALLE. — Par les chemins creux et la grand' route, 300 (330).

HUGO. — Poésies, vol. broché, 900 (970). Vol. relié, 1.200 (1.270).
LITRE. — L'Adolescente émerveil-lée, 350 (380).

REPRESSION ET REVOLTE

1953 aura vu le colonialisme français s'acharner avec plus de vigueur sur les peuples qu'il exploite.

Nous avons déjà, dans ce journal, dénoncé la répression sévissant en Afrique du Nord. Ce n'est pas dans le peu de place qu'offre un journal que nous pouvons relater un bilan de toute la répression qui sévit sous forme d'arrestations, de ratisages, d'assassinats, de tortures policières, d'emprisonnements, de traîtrises de fantoches. Il faudrait un volume entier.

Je relate simplement ici un témoignage paru dans l'« Algérie Libre » du 14 novembre 1953. Mais je le relate avec une mauvaise conscience, car, jusqu'ici, nous n'avons rien fait contre cette répression.

« Jeudi 15 octobre à 16 h. 30, l'Administrateur armé d'une mitrailleuse, des gendarmes, des gardes mobiles et des gardes champêtres tombèrent comme des faucons sur notre Dechra de Tigraout. Après avoir perquisitionné maison par maison, les forces répressives procédèrent aux arrestations de Sefraoui Kaddour, Ahmed Missoum et Khaled Abdelkader. En notre présence, un enfant de dix ans fut sauvagement battu par les gardes mobiles qui l'ont arraché à ses parents. Nous fûmes conduits ensuite en direction de Nedromah, en passant par les dechras de Beghaoun, Tient et Kriba. Une véritable chasse à l'homme était organisée dans la région. Les gardes mobiles, pareils à des bêtes féroces, se jetaient impétueusement sur les populations. Plusieurs personnes furent arrêtées et emmenées avec nous à la gendarmerie de Nedromah. Nous fûmes alors jetés dans une cellule de trois mètres de côté où nous nous trouvions au nombre de 24. Aussitôt, les tortures commencèrent: on nous déshabilla un par un, puis les mains et les pieds liés, on nous mit en position classique pour la baignoire. Nous avons été soumis aux sévices de l'électricité, de la baignoire et du bâton dans l'anus.

« Ces tortures durèrent trois jours, c'est-à-dire du 15 au 18 octobre. Le frère Zahi Mohammed déclara aux bourreaux nationalistes: « J'ai été, pendant quatre ans prisonnier chez les Allemands et je n'ai jamais vu de sévices pareils ». Les policiers redoublèrent de violence après cette déclaration. »

« Ces tortures durèrent trois jours, c'est-à-dire du 15 au 18 octobre. Le frère Zahi Mohammed déclara aux bourreaux nationalistes: « J'ai été, pendant quatre ans prisonnier chez les Allemands et je n'ai jamais vu de sévices pareils ». Les policiers redoublèrent de violence après cette déclaration. »

« Ces tortures durèrent trois jours, c'est-à-dire du 15 au 18 octobre. Le frère Zahi Mohammed déclara aux bourreaux nationalistes: « J'ai été, pendant quatre ans prisonnier chez les Allemands et je n'ai jamais vu de sévices pareils ». Les policiers redoublèrent de violence après cette déclaration. »

« Ces tortures durèrent trois jours, c'est-à-dire du 15 au 18 octobre. Le frère Zahi Mohammed déclara aux bourreaux nationalistes: « J'ai été, pendant quatre ans prisonnier chez les Allemands et je n'ai jamais vu de sévices pareils ». Les policiers redoublèrent de violence après cette déclaration. »

-- Chronique juridique --

LE MEMENTO DES TRAVAILLEURS

POUR LES TRAVAILLEURS ETRANGERS A QUI EST REFUSE LE RENOUELEMENT DE LEUR TITRE DE TRAVAIL

L'article 4 du décret du 12 mars 1951 prévoit que les travailleurs étrangers peuvent être admis au bénéfice des allocations de chômage tant que leur carte de travail est en cours de validité, mais cessent de percevoir ces allocations dès que la validité de ce document arrive à expiration.

Or, par lettre circulaire « M.O. » 98/53 du 13-11-53, le Ministère du Travail appelle l'attention sur le cas des travailleurs étrangers qui, sans être l'objet de mesures de licenciement, se voient refuser le renouvellement de leur titre de travail en raison de la situation de l'emploi.

« Dans un souci humanitaire, il m'a paru nécessaire d'adopter, en faveur de cette catégorie de travailleurs, une mesure de bienveillance qui ne porte néanmoins pas atteinte aux intérêts de nos nationaux.

« A l'avenir, en conséquence, le travailleur étranger à qui le renouvellement de sa carte de travail est refusé, pourra, pendant la durée de validité de sa carte, de séjour et au maximum pendant six mois, être inscrit comme demandeur d'emploi dans une ou plusieurs professions relevant du secteur déficitaire et pour lesquelles il justifie de références ou d'aptitudes physiques ou professionnelles suffisantes. Le cas échéant, vous prescrirez un contrôle préalable si les attestations fournies ne vous paraissent pas probantes. Il bénéficiera ainsi, durant cette période, des allocations familiales et de la garantie des assurances sociales, s'il est titulaire de la carte de résident ordinaire. »

INDEMNITES DE DEPLACEMENT AUX ASSURES SOCIAUX

L'arrêté du 27 février 1951 prévoit dans son article 3, que l'indemnité de repas ou d'hôtel, allouée aux assurés sociaux en cas de maladie, longue maladie et invalidité et aux acciden-

taires » du 12 novembre 1953:

« A Mobaye, une femme du nom de Dabayassi, mère d'un bébé de cinq à six mois, a planté son champ de coton, 80x80 mètres, c'est la mesure réglementaire. L'agent d'agriculture européen veut l'obliger à aller travailler sur le champ d'un autre. Elle refuse, en déclarant qu'elle doit s'occuper de son nourrisson. On la sépare de son bébé, on l'emprisonne au nom de la France. Au bout de huit jours, on lui demande 500 francs d'amende. Comme elle ne les a pas, l'administrateur des colonies, chef du district, la remet à un milicien qui pendant trois jours l'expose en vente sur la voie publique... »

« ...Plusieurs personnes ont été vendues sur le marché de Mobaye par des miliciens, sur ordre de l'administrateur des colonies, chef du district. »

Mais l'Afrique Noire, par le syndicalisme, se défend. Les derniers mois de l'année 1953 auront vu en A.O.F. l'éclatement de magnifiques grèves générales, de grèves dépassant parfois en durée celles qui atteignent le capitalisme et l'Etat en France.

A la suite d'un autre témoignage sur l'assassinat d'un paysan noir, Boganda conclut:

« Les paysans oubanguiens peuvent-ils attendre avec résignation les coups de crosse des miliciens qui ont achevé Yangoubanda, déjà anémié par la sous-alimentation et la culture forcée du coton? »

« Pourquoi travailleraient-ils, s'ils attendent la mort d'un moment à l'autre? Pourquoi travailleraient-ils si le fruit de leurs efforts ne leur appartient pas? »

Et nous, qu'attendons-nous?

Allons-nous attendre que les peuples coloniaux découvrent le communisme libertaire?

Allons-nous puiser dans ces témoignages une simple satisfaction de s'être engagé dans la lutte contre le capitalisme? Ou, bousculant une partie d'un (Suite page 4)

« Un fait parmi des milliers d'autres! »

« Un fait parmi des milliers d'autres! »

Face à cette répression, face à l'exploitation, le peuple nord-africain se révolte. Au Maroc, les attentats font couler le sang de bourgeois français et de « collaborateurs » marocains. En Algérie, la population manifeste souvent contre les arrestations et, de par son action, fait parfois fléchir les flics tandis que les chômeurs s'organisent magnifiquement. La « quinzaine de lutte contre la répression » est un pas vers une lutte générale qui aura d'autant plus de succès que le peuple français se solidarise concrètement avec elle. En Tunisie, les grèves éclatent.

Dans nos Histoire de France, dans certains mouvements de jeunesse — tel que le scoutisme —, par la radio, le cinéma, la presse, l'on masturbe le cerveau des gosses de France avec la mission civilisatrice de celle-ci chez les peuples « arriérés » d'Afrique Noire. Le visage de la vérité est caché. La vente humaine, le travail forcé existent. En Oubangui-Chari, dans les régions cotonnières, chaque habitant est astreint obligatoirement à planter le coton sur une superficie de 80x80 m., sous les exactions brutales de la milice qui ne recule pas devant l'assassinat.

A tous les récits bourgeois, les hypocrisies des revues « missionnaires » calotines, à toutes les pommades faites au Prix Nobel de la Paix 1952, le Dr Schweitzer, nous opposons un témoignage du député de l'Oubangui-Chari, Boganda, paru dans l'« Obser-

rendre à la mairie de sa résidence. Au vu de son livret de famille ou de l'extrait de son acte de naissance, cette mairie lui remettra une fiche individuelle ou collective d'état civil qui remplacera les pièces d'état civil exigées jusqu'ici, ainsi que les certificats de vie, de célibat, de non-reniement, de non-divorce.

« Les certificats de non-séparation de corps, le domicile ou de résidence sont remplacés par une déclaration sur l'honneur.

« Les légalisations et les certificats de signature par les maires et les commissaires de police ne doivent plus être exigés par des administrations, services ou organismes publics ou contrôlés par l'Etat. »

REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX POUR LES ENFANTS

lorsque les époux sont séparés et que la femme travaille

Pour répondre à une question posée par une lectrice, rappelons que, lorsque dans un ménage les époux sont séparés en fait, mais non en droit, le mari n'est pas juridiquement déchu de la « puissance paternelle ».

Suivant la règle générale, la Caisse de Sécurité Sociale dont dépend le mari reste donc en principe compétente pour le service des prestations demandées par sa conjointe. Il appartiendrait donc à celle-ci de requérir de l'employeur du mari les attestations de salaires exigées par la Caisse. Si celui-ci refuse, la femme pourrait se prévaloir de ce refus pour obtenir de sa propre caisse les prestations auxquelles elle a droit pour elle-même et les enfants qu'elle a à charge.

Dans la pratique, étant donné les difficultés que cette procédure ne manque pas de soulever, il a été recommandé aux caisses de se montrer particulièrement compréhensives à l'égard des femmes assurées par elles-mêmes et abandonnées par leur mari. Les prestations sont alors servies à la femme sur justification de sa situation de fait et, par exemple, par la production d'un certificat de domicile attestant qu'elle vit seule avec ses enfants.

« Dans le cas où l'intéressé ne se présente pas lui-même à l'administration ou au service chargé de l'instruction de sa demande, il peut se

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C.C.P. André Roux - 262, av. de la République
à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Artistes et révolutionnaires

Nous voulons aujourd'hui entretenir nos lecteurs d'un sujet qui, pour être délicat, n'en est pas moins l'intérêt des chercheurs.

Existe-t-il un art ou des artistes révolutionnaires? L'inspiration peut-elle trouver ses raisons dans la cause d'une classe, d'un concept sans être menacé de rétrécissement? Que peut-on appeler l'art engagé?

Ces questions, amis lecteurs, combien de fois les a-t-on posées sans y apporter d'autres réponses que des à peu près! Essayons donc de ramener l'objet de notre curiosité sur un plan humain, vierge de tous préjugés de classe, de religion ou de parti et nous aurons bien vite fait de découvrir que l'expression de l'art varie selon les artistes.

Pour bien comprendre un art, il nous faut d'abord comprendre ses interprètes, ses créateurs puisque, sans artistes, l'art ne peut exister. Cette lapalissade à elle seule nous place devant une vision réelle du sujet. Les artistes étant des hommes comme nous, c'est-à-dire avec leur personnalité propre, leur individualité, leur unicité, que pouvons-nous attendre d'eux sinon des attitudes, des propos qui répondent à leur tempérament, à leur caractère, à leur esprit... à leur MOI.

Si donc, les conditions physiques et psychiques qui déterminent leur individualité les amènent à se comporter en bourgeois, en coco, en fasciste, ce qu'ils pourront nous offrir ne sera que l'expression de leurs idées et de leurs mœurs. Evidemment, tel artiste issu d'un milieu bourgeois peut, à un moment donné, par suite de circonstances, de raisonnement intérieur, rejoindre les rangs révolutionnaires ou pour le moins éprouver de fortes sympathies pour la cause des opprimés mais le contraire se produit également et les exemples sont fréquents de ces écrivains, chanteurs, etc., passés de l'autre côté de la barricade. Ce qui prouve bien que, dans la nature humaine comme en toute chose, rien n'est absolu.

Qui de nous n'a connu le cas de tel acteur de cinéma ou de théâtre, stigmatisant la guerre, ironisant les grands et les pouvoirs, et puis s'en allant souffler dans le clairon de Déroulède!

Certains nous diront: les artistes ne sont pas sérieux, il faut s'en méfier. Pas plus que de ces militants syndicaux toujours prêts à trahir l'idéal ouvrier.

Une chose est certaine: de même qu'il y a parmi les prolétaires des militants irréprochables et des arrivistes, il y a dans le monde des artistes des gens sincères qui souffrent avec le peuple et des rebus qui considèrent l'art comme un moyen de mener la bonne vie.

Quant aux longues discussions qui ont rempli pendant tout un temps les colonnes de la presse littéraire concernant l'art engagé, nous pensons qu'il n'y avait là qu'une querelle entre académiciens, plus soucieux de leurs prébendes que de la recherche de la vérité.

Le militant sincère s'engage à respecter les statuts qu'il a librement acceptés, de même l'artiste se promet de rester fidèle à l'expression de son choix. C'est autre chose de savoir si son choix est heureux ou non et si son engagement n'en fait pas le docile instrument de l'une ou de l'autre boutique politique.

Tout ce que nous pouvons demander aux artistes, c'est de la sincérité, de l'honnêteté et si ces deux conditions sont remplies, nous pouvons espérer que bon nombre d'entre eux nous rejoindront tôt ou tard, c'est-à-dire lorsque certaines circonstances favorables auront hâté la maturation de leur sensibilité. Hors cela, il y aura toujours comme dans d'autres domaines de la vie sociale des bourgeois, des interprètes dont le seul talent est de flatter les bas instincts des foules pour devenir bientôt leurs idoles.

Qu'on nous permette à ce sujet de rappeler les propos de Maeterlinck: « Dans un roman, un drame, une comédie, un vaudeville, une farce, plus une pensée, une parole, une manifestation quelconque est idiote, insipide et basse, plus on la proclame naturelle et remarquable; plus elle est vulgaire et vile, mieux on s'y reconnaît; plus on l'admire parce qu'elle se rapproche davantage de ce qu'on appelle la nature, la vie, la vérité humaine, c'est-à-dire de la stupidité et de l'ignorance qui, seuls, intéres-

sent le plus grand nombre des hommes ». L'auteur exprime à merveille le fond de notre pensée, bien que nous puissions ajouter pour conclure que, de même que l'art subordonné à une entreprise politique ou commerciale ne nous intéresse pas, l'art pour l'art nous paraît une absurdité car il est une expression de la vie, il n'est pas la seule ni même la plus importante. Il y a quantité d'autres manifestations qui contribuent à alimenter notre existence, nous nous proposons d'en parler dans de prochains articles.

GUYOT.
(Minorité syndicaliste révolutionnaire de Belgique)

Répression et Révolte

(Suite de la troisième page)

orgueil idéaliste de faux anarchisme, allons-nous engager une action contre la répression colonialiste, une action à nous tout seuls, sans tenir compte des organisations de luttes des peuples opprimés sous prétexte que celles-ci sont nationalistes? Ce serait méconnaître l'Histoire!

En ce début d'année, laissons la morale des vœux à l'hypocrisie bourgeoise. Mais si, au cours de l'année 1954, les syndicalistes révolutionnaires n'engagent pas une action réelle contre le colonialisme et la répression, alors nous serons des assassins, complices du capitalisme français.

P. MORAIN.

ANGLETERRE

Congrès de la Syndicalist
Workers Federation

RESOLUTION

« Le 4^e Congrès de la Fédération des Travailleurs Syndicalistes, réuni à Londres le 29 novembre 1953, envoie ses salutations de solidarité à toutes les sections de l'A.I.T. et, par elles, aux syndicalistes révolutionnaires du monde, en particulier à ceux qui continuent à maintenir la bannière de notre mouvement international dans des pays tels que l'Espagne, le Portugal, l'Argentine et la Bulgarie, où le mouvement est forcé de lutter contre les forces brutales de la répression policière et l'Etat totalitaire. »

ESPAGNE

A PROPOS DE FRANCO

Il nous arrive parfois de discuter avec des responsables C.F.T.C. qui nous déclarent avec une conviction non dénuée de sincérité que le Pape s'est montré adversaire résolu du système franquiste.

Mais, dans l'Ouest-France du lundi 21 décembre (quotidien catholique de la région), nous avons lu que le Pape avait décerné au tortionnaire de l'Espagne l'ordre du Christ, la plus haute distinction honorifique de la papauté.

Que pensent les militants sincères de la C.F.T.C. devant cet acte de Rome qui dénote plus que de la bienveillance à l'égard du général « Piti-mimi ».

Que l'attitude papale puisse les faire réfléchir.

On nous communique...

Une date à retenir: Dimanche 31 janvier 1954, à 14 h. 30, salle Suzanne-Buisson, 7, rue de Trétaigne (métro: Joffrin), les amis de Sébastien Faure organisent, pour la première fois, avec le concours du groupe libertaire « Louise-Michel », la fête anniversaire de l'amitié anarchiste. Un magnifique programme vous sera offert.

Le Directeur-Gérant:
AKOUN Elie.
SO.FRIM.
17, rue de Clignancourt.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

Aspects tragiques de l'Espagne totalitaire (Suite du n° 115)

Dans les rangs formés pour aller à la cour et rentrer aux dortoirs, et dans ceux des dimanches et jours de fête pour assister à la messe, on oblige les vieux, malades et infirmes à le faire au son de marches militaires comme s'il s'agissait de reclus jeunes et sains.

Le jugement le plus étroit et obscurantiste s'applique aussi à San Miguel de los Reyes quant aux livres d'étude et lectures récréatives. En ce sens, le curé du pénitencier est un digne auxiliaire du directeur, car sa censure ne permet pas au plus petit rayon de lumière spirituelle de pénétrer.

Auparavant, l'entrée des livres était autorisée, avec l'évêque à l'égard de quelques auteurs, comme Chamuno, Maranon, Pio Baroja, Stephan Zweig et d'autres. Le nouveau directeur a interdit l'entrée des livres et a même suspendu celle de la presse sportive, comme « Marca », qui est autorisée par la Direction Générale des Prisons. Dans sa haine pour la culture et tout ce qui signifie expansion du prisonnier, le directeur a ordonné la remise de tous les livres particuliers, même ceux d'étude et les dictionnaires de la langue espagnole, pour les déposer à la bibliothèque du pénitencier où ils sont restés jusqu'à présent sans qu'on ait pu à peine les lire, car s'il est permis au reclus d'aller lire à la bibliothèque, il ne peut profiter de cette autorisation, puisque les heures de lecture coïncident avec celles du travail, et comme 90 pour 100 des condamnés sont obligés de travailler dans les ateliers pour améliorer l'alimentation, étant donné que l'ordinaire est mauvais et insuffisant, il est bien évident qu'avec une habileté jésuitique le but poursuivi par le directeur est de priver le condamné de l'étude, chose qu'il a obtenue par ce système, en vertu duquel le détenu ne peut même pas disposer de ses propres affaires. Devant cette atteinte à la culture, de nombreux emprisonnés ont opté pour renvoyer les livres à leurs familles; parmi ceux-ci se trouve le groupe de Français de cette prison qui ont envoyé au consul français de Valence tous les livres qui leur appartenaient. Le cri connu du fauve franquiste Millan Astray, « Mort à l'intelligence », résonne lugubrement dans les murs du pénitencier de San Miguel de los Reyes, l'un de ces centres de douleur et d'injustice du régime franco-phalangiste.

On veut que les emprisonnés restent soumis à l'ignorance, à l'abrutissement, qu'ils deviennent immoraux, que pendant leur séjour dans les prisons ils ne cultivent pas leur intelligence et s'avachissent au point de rester insensibles devant la douleur de leurs propres compagnons, pour tuer en eux ce qu'il y a de noble, de juste, l'idéal pour lequel ils luttent et pour lequel la dureté du régime fasciste les a conduits à la prison; aussi lorsqu'ils sortent — s'ils en sortent — ils ne pourront se réadapter à la vie civile et la prison n'aura pas été pour eux l'université douloureuse du peuple, mais le puits purulent des plaies humaines. L'UNESCO qui a accueilli dans son sein, pour la honte du monde civilisé, les représentants franquistes, peut offrir ces exemples édifiants de la façon dont l'Espagne de Franco défend la culture.

Se rapportant à cette question, un emprisonné a fait 45 jours de cachot. Il s'appelle Ramon Avino Fuentes, de la gauche républicaine. Son fils, à Madrid, lui proposa d'acheter quelques livres pour les lui envoyer. Il lui répondit: « J'accepterais avec plaisir ta proposition, mais il est inutile que tu envoies les livres, parce qu'à San Miguel la culture est interdite ». Comme la lettre était envoyée par courrier ordinaire, en passant par la censure, le gardien-chef de ce service retint la lettre et la remit au directeur, qui fit mettre son expéditeur au cachot.

Les scissionnistes de la C. N. T. E.

De tout temps, l'ambition a causé des rivalités parmi les vaniteux; les louanges et les titres surfaits pour les besoins de la cause durant la Révolution en Espagne ont tourné la tête à des hommes qui jadis furent de bons militants. Mais, hélas! l'échec ou les revers soufferts par la mainmise du fascisme sur l'Espagne ont fait prendre par orgueil des positions erronées à des hommes qui semblent aujourd'hui poussés vers un repentir tardif.

Ces quelques mots nous sont inspirés par le document dont nous extrayons littéralement les passages que nous jugeons essentiels pour que soit compris une fois pour toutes qu'il n'y a qu'une C.N.T. espagnole et que la fraction scissionniste n'est que l'expression de quelques arrivis-

tes et politiciens comme le prouve le texte suivant que nous regrettons de ne pas publier *in extenso* à cause de sa longueur. Personne n'ignore que ceux qui sont de bonne foi et ont été leurrés par un sentimentalisme exploité en vue de la libération de l'Espagne par voie diplomatique, par ce courant politique, sont attendus les bras ouverts par leurs camarades de la C.N.T. d'hier et d'aujourd'hui: Extraits de la motion approuvée par l'Assemblée générale de la F.L. de Paris, de la C.N.T.E. scissionniste du 15 août 1953:

« A l'Assemblée générale extraordinaire de cette F.L. et par suite du débat provoqué par les rapports relatifs au dernier Congrès de l'A.I.T., nous avons pris l'accord d'exiger la démission irrévocable de tous les membres de l'actuel sub-Comité National.

Quelles sont les raisons qui déterminent notre condamnation sévère d'une ligne de conduite?

A mesure que, dans ces derniers temps, la population pénale de notre pays grossissait de militants, nous étions persuadés, à la F.L. de Paris, que le moment était venu de nous grouper, en étroit contact, pour apporter à nos prisonniers — spécialement à eux — un concours fraternel qui fut à la fois stimulant et encourageant...

Quels travaux positifs avons-nous fait? Qu'avons-nous fait pour ne pas nous désillusionner mutuellement dans un travail stérile?

Le spectacle de nos querelles déprime et attriste. Cette F.L. a dénoncé au Sub-Comité National certains faits surprenants estimant que, si on n'amendait pas quelques erreurs, on arriverait à une situation chaotique... Chaque fois que nous avons élevé une censure bénigne, une critique ou une simple observation, on nous a accusés, même publiquement, de l'horrible délit de rompre cette harmonie supposée, appliquée hiérarchiquement comme un « diktat ».

La responsabilité de nos échecs nous incombe à nous tous, plus ou moins, mais que dire de la formidable responsabilité qui pèse sur le Sub-Comité National?...

Nous avons frustré nos prisonniers. Le Sub-Comité National les a déçus, en sa triple essence:

Comme hommes, parce que leurs besoins n'ont pas été secourus comme il le fallait;

Comme expression idéologique, en nous refusant le droit de critique dans notre presse;

Comme révolutionnaires, en supprimant, délibérément, tout développement conspiratif contre le régime et notre presse confédérale clandestine.

Nous n'exagérons pas. Le secrétaire lui-même, de vive voix, et devant quarante et quelques membres de l'Assemblée, l'a dit à Paris. En toute franchise. Mais pour corriger tant de travers, il a voulu ressusciter artificiellement notre presse en la fabriquant en France, dans le but de négocier un prestige bien tombé devant le VIII^e Congrès de l'A.I.T.

Que s'en est-il suivi? Il est facile de le deviner...

CONGRES DE L'A.I.T. — La majorité des Locales, soutenues d'ailleurs par le Sub-Comité National dans ses circulaires euphoriques, prit la décision d'assister au Congrès pour raisonner et défendre la position de l'Espagne, pour justifier l'absence de l'intérieur et soutenir les diverses filiales qui ont notre interprétation et sympathisent avec la cause espagnole. Et, en dernier, abandonner les sessions si le Congrès tolérait la dualité de représentation.

Pourquoi le Sub-Comité National décida-t-il en dernière heure de ne pas assister?

Parce qu'il avait la pleine conscience d'une situation d'infériorité, produit de ses bêtises.

Au Plenum de Toulouse de juin 1952, le camarade Vallejo affirma, sans aucun respect pour les emprisonnés, qu'on avait supprimé la presse clandestine parce qu'elle constituait un suicide organique et un moyen d'alimenter les prisons. Cette honteuse affirmation, il l'a répétée dans une assemblée de cette locale à laquelle il assistait.

Eh bien! ce camarade, d'accord avec le Sub-Comité National, falsifia entièrement une C.N.T. clandestine, dont le fac-similé parut dans l'Espagne Libre le 7 juin 1953...

Le Sub-Comité National nous dit que lorsqu'il apprit la dernière répression, il envoya un délégué pour aider à la réorganisation. S'il en est ainsi, nous acceptons encore moins l'absence de l'intérieur au Congrès de l'A.I.T., car le même émissaire pouvait résoudre la question. Et qu'on n'invoque pas des empêchements de caractère organique quand le Sub-Comité National n'observe aucune règle dans son action et ne s'arrête

pas pour falsifier la presse clandestine...

Abandon des prisonniers

— Le Sub-Comité National, qui évoque l'Espagne avec la même facilité et fréquence avec laquelle il la supplante, ne connaît pas le nombre des prisonniers et ne s'intéresse à leur sort que pour des buts purement sentimentaux et de propagande. Il n'a fait aucune campagne documentaire face aux chancelleries et organisations démocratiques du monde, bien que les prisonniers le désirent et le demandent comme nous pouvons le démontrer par des lettres provenant de quelque pénitencier.

Il ignore ou ignorait le nombre de Comités Nationaux détenus. La liste fournie par l'Espagne Libre dans son numéro extraordinaire du 19 juillet dernier fut extraite d'un rapport du camarade Juanel, premier délégué régulier de l'organisation en France, et qui fut sept ans emprisonné. Ils refusent aussi d'envoyer ce rapport, destiné aux militants. Ils ne veulent pas qu'il soit connu des camarades et s'en servent pour paraître informés.

... Il n'existe aucune liaison sérieuse ni régulière avec l'intérieur. Le Sub-Comité National n'a pas de relation régulière avec l'intérieur et ne dispose pas du plus petit service de frontière. Ainsi s'explique que les camarades, évadés du Pénitencier de..., aient dû traverser la frontière par leurs propres moyens, au prix de difficultés angoissantes et interminables...

Supplantation de l'Espagne: Au Plenum extraordinaire de Toulouse — juin 1952 — le camarade Vallejo s'est érigé secrétaire de l'organisation en France, invoquant un mandat d'Espagne que personne ne lui avait conféré. Nous ajoutons pour preuve qu'on l'attendait à l'intérieur pour qu'il informe de sa gestion.

Avec lui vint un camarade représentant la Galicie, qui avait passé plus de trois ans à Barcelone, sans qu'il apporte aucun mandat ni accord de sa régionale. Le camarade qui représentait l'Aragon était en semblable situation...

Les résolutions présentées à ce Plenum et approuvées sous la pression morale qu'ils avaient été élaborés en Espagne, furent entièrement rédigées en France, en marge des délégations.

Quelques régionales, assez de pénitenciers, sans parler des militants qualifiés, ignoraient la tenue de ce Plenum où tant de décisions furent prises en leur nom.

A ce même Plenum, le camarade Vallejo exigea la réélection du camarade Liarte comme directeur de l'Espagne Libre, au nom de l'organisation de l'intérieur, étrangère comme toujours à ces abus de mandat.

Espagne Libre, organe exclusif du Sub-Comité National.

Conduite contraire aux règles organiques du Sub-Comité National. — Les rares fois où le Sub-Comité National soumet quelque problème aux Locales, personne ne peut vérifier le vote, parce qu'on ignore le nombre de F.L. existantes et le nombre d'affiliés que chacune contrôle, étant toujours obligés d'accepter la référence officielle qu'il nous envoie...

CONCLUSION. — Devant une balance de gestion si catastrophique et honteuse comme celle que nous avons établie, n'importe quel Comité confédéral eût démissionné spontanément. Mais comme le Sub-Comité National s'obstine à rester à la tête de l'organisation, essayant de présenter comme des victoires ses bruyants échecs, la F.L. de Paris exige sa démission immédiate...

Les déclarations suivantes confirment cette circulaire.

Juanel (J. Manuel Molina) relève: « A mon sens, nous avons commis la bêtise de mettre tout l'enjeu sur la carte des questions politiques et diplomatiques, moins risquées et qui ne s'imposaient pas, et absolument inefficaces si elles ne sont pas accompagnées d'autres procédés consubstantiels à nos caractères et traditions que nous ne devons jamais oublier... »

« Te rends-tu compte que, de cette façon, nous restons à la merci, non seulement des monarchistes, mais de Franco lui-même? »

« Nous avons commis une erreur terrible, oubliant l'action et nous fiant à des règles pacifiques de solution, à la satisfaction indescriptible des droites et de Franco. »

(De Solidaridad Obrera.)

NOTE: Après ces citations, une question se pose et demande une réponse: Quel rôle a joué Merino, le délégué du Sub-Comité National, au Congrès de la S.A.C. en septembre dernier; il ne pouvait ignorer ces faits?

B.D.I.C.

L'EMANCIPATION des TRAVAILLEURS
DOIT ETRE L'OEUVRE
des TRAVAILLEURS
EUX MEMES

C.N.T. A.I.T. Le combat

SYNDICALISTE

« L'histoire des pauvres
n'est pas longue à écrire :
jadis ilotes, hier serfs,
aujourd'hui salariés. Tou-
jours esclaves. »

LOUISE MICHEL.

De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 117

20 FRANCS

VENDREDI 5 FÉVRIER 1954

LES OUBLIÉS

Défense des Vieux

PERSONNE n'y pense, sauf les intéressés qui n'en peuvent mais... L'Etat, dictateur et régisseur de toute chose, accorde aux plus de 65 ans (ou de 60, si incapacité de travail) : 56.400 francs par an aux vieux travailleurs salariés ayant cotisé, aux Assurances sociales, 28.200 francs seulement aux allocations temporaires.

Je dis bien par an, et je ne suis pas sûr de me faire bien comprendre.

Je reprends :

56.400 francs pour les uns ;

28.200 francs pour les autres, ces deux sommes par an

J'ai le droit de dire que c'est une honte.

Les vieux, je les connais bien. Resté volontairement avec le peuple pour vivre sa vie, permanent du groupement des vieux de ma commune, recevant toutes les doléances, remplissant tous les dossiers, j'assure au surplus le rôle de délégué à la propagande pour le département.

C'est dire que tous les dimanches, une fois, parfois deux, je suis avec les vieux.

Je les ai devant moi, et, chaque fois, le douloureux spectacle, offert par des assemblées diverses, se renouvelle.

En pensée aussi, constamment, je les revois. Ils ont mis leurs moins mauvais habits, ciré comme ils ont pu leurs seules chaussures à peu près présentables. Ils sont là, singulièrement attentifs, mais je sens qu'ils représentent la misère qui se cache et essaie encore de sauver la face.

Je dis bien : qui essaie, car je sais qu'ils ont honte de leur condition misérable.

Quand ils viennent à moi pour exposer leur pénible situation ou un litige avec l'Administration, ils m'abordent, moi qui les défends et suis leur ami, avec cette même appréhension craintive que leur a donnée la fréquentation des divers bureaux, comme s'il existait entre eux et tous les autres, hommes et femmes, une différence de classe.

Leur complexe d'infériorité est évident, et ce n'est pas leur faute.

Ils ne savent pas que tout membre de la société humaine, vaste coopérative de production et de consommation, a droit, de sa conception à sa mort, à la part curieusement appelée par les maîtres de ce temps : « minimum vital ».

Qu'il s'agisse de l'enfant : capital-travail de demain ; des salariés ou de la femme au foyer : capital-travail en plein rendement ; des vieux, enfin, capital-travail d'hier qui ont tout donné.

Si une discrimination s'imposait, pour un quelconque avantage, elle serait en faveur des vieux.

Nul ne peut prévoir ce que l'enfant qui vient au monde apportera à la société, mais, pour les vieux, les faits sont là.

Maisons bâties, mines creusées et exploitées, bateaux lancés sur les mers ouvertes en sillons, meubles assemblés, sculptés, routes tracées, rails posés, champs fer-

tilisés à longueur de vie par la charrue ou le tracteur, étoffes tissées, mise en place des moyens de réalisation de tous les arts... J'en passe !

Ils ne savent pas.

Je revois avec une émotion profonde ces visages fatigués, ces mains usées dont la peau ridée se gonfle de veines bleues, les mains quasi-inutiles posées sur les maigres genoux, des mains qui ne peuvent plus guère que porter à leur bouche une nourriture parcimonieuse.

Et je crie : « Au secours des vieux ! Au secours ! »

La plupart n'ont pour vivre que 28.200 francs par an : 77 francs par jour, même pas le prix d'un kilo de pain et d'un litre de lait.

Ils végètent, en majorité, dans des taudis innommables. Le soir, la faim au ventre, ils se couchent sans dormir dans des lits (!) sur lesquels ils ont empilé tout ce qui leur reste de haillons. Et, désespérés, songeant au temps où ils vivaient moins mal, ils répètent : « Plus jamais ! Plus jamais ! »

En effet, l'avenir leur est fermé. Ils n'ont aucun moyen efficace de se défendre.

Seule, la classe ouvrière active, celle qui tient en mains les moyens de production peut leur porter secours.

C'est donc à la classe ouvrière tout entière que je m'adresse pour qu'elle vienne au secours des vieux ;

Parce qu'il faut que la justice sociale remplace l'aumône jetée !
Parce que tout travailleur est un vieux en puissance (en impuissance serait plus exact) !

Parce que nous ne voulons plus entendre, comme une litanie sinistre, répéter, de minute en minute, lors d'une très belle émission de la radiodiffusion française, consacrée aux vieux, la phrase suivante : « Toutes les trois heures et demie, un vieux se suicide en France ! »

Puissent les défenseurs bénévoles des vieux êtres enfin entendus !

Louis HOBÉY.

A propos de la C.E.D. (1)

Les trois préposés à l'organisation du prochain massacre mondial, après s'être réunis, au loin, en un lieu débordant de félicité, afin de s'accorder mutuellement des concessions à la mesure de leur appétit, décident cette fois, une réunion de leurs sous-ordres, en Europe, avec un quatrième partenaire.

Aux discussions concernant la C.E.D., s'ajoute une proposition qui, se présentant sous forme d'une froide analyse des moyens de destruction, s'annonce laborieuse. Il s'agit, dès aujourd'hui, d'orchestrer le futur conflit : neutraliser l'arme atomique. C'est, en quelque sorte une normalisation des procédés destructifs, mis à la disposition de l'abattoir mondial. Les conditions nouvelles, trop rapides, risquant de compromettre le processus de ce genre d'opération, il faut donc prévoir

un travail perlé, qui nécessite un temps d'exécution convenable et permette d'épargner de l'anéantissement une classe, celle des profiteurs, afin de les laisser vaquer à leur besogne habituelle. Les peuples soumis, quoique offerts en holocauste, acceptant toujours la guerre sous le signe de la faillite, trouveraient sans doute cette suggestion heureuse.

D'autre part, les partis politiques français, pour ne pas être en reste avec leur représentant et maintenir une ambiance de circonstance, tendent à ravaler ces événements, à une simple querelle... d'Allemands. A en croire les patriotards de toutes nuances, imbus de haine tenace autant que d'aveuglement, le peuple allemand doit être considéré seul capable de déclencher tous les carnages de l'univers. C'est un jugement malhonnête et à

courte vue, laissant supposer que les autres peuples sont composés d'anges de douceur et que les travailleurs allemands, trompés, exploités comme partout ailleurs, assimilés à tort aux revanchards, n'aient tenu aucun compte des désastres de la dernière avant-dernière. Comment expliquer alors que la paix peut être troublée par les conflits de Corée et d'Indochine ? Comment ne pas être surpris également de cette étrange et tolérante collaboration des savants atomistes allemands, avec leurs ennemis de la veille, de l'Est et de l'Ouest, dans le but de faire profiter ceux-ci de leurs travaux scientifiques à usages destructeurs, largement rémunérés d'ailleurs par des ponts d'or.

Nos zélés va-t-en-guerre, rouges ou tricolores, éblouis par leurs récents et laborieux succès militaires, semblent ignorer que, sur le plan économique, ce peuple actif, à l'étroit, libéré du lourd fardeau de l'armement, pourvu déjà d'un outillage moderne est à la veille de reprendre dans toutes les branches de l'industrie une place de choix sur le marché mondial. En dépit des décisions concernant son intégration ou son exclusion de la sanglante compétition en perspective, il se trouvera, le cas échéant, volontairement ou non engagé sur la galère, en possession de moyens puissants. Quant aux augures, qu'ils soient généraux, enfants de troupe ou parlementaires, leurs prévisions, à ce sujet, ont autant de valeur que celles concernant la mémorable fessée de juin 1940.

Faut-il rappeler à ceux qui ont la mémoire courte les événements révolutionnaires d'Allemagne de 1918 ; l'action antimilitariste en pleine guerre de Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Frantz Mehrins, Clara Zetkin et du

(1) Lire: Commission Européenne de Destruction.

(Suite page 4)

Sus à l'hypocrisie laïque ou religieuse

Au moment où les vieux languissent dans le besoin, délaissés par une gèrénocratie qui s'arrange un pouvoir de plus en plus étendu, il n'est pas inopportun de se pencher sur les deux classes du sous-prolétariat moderne.

Si, d'un côté, on voit les économiquement faibles composant la cohorte des vieux que l'âge ou la maladie a exclus du circuit de la production auxquels se joignent les rentiers trop confiants en une fausse élite se jouant de leur crédulité, nous observons en outre que l'esclavage moderne a favorisé le développement d'une catégorie importante de travailleurs qui connaissent l'exploitation la plus sordide conjuguée avec l'égoïsme de la masse des ouvriers plus ou moins spécialisés ; ceux-ci se croyant supérieurs à celle des manœuvres que la chance n'a pas favorisés quand l'inaptitude physique n'est pas la cause unique de leur détresse économique.

La classe des économiquement faibles a vu son existence prendre un caractère légal par l'établissement d'une carte spéciale qui englobe environ quatre millions d'êtres humains condamnés à une mort lente par l'octroi d'une allocation quotidienne atteignant le dixième de ce que l'on nomme le minimum vital.

L'hypocrisie, religieuse ou laïque, manifeste ainsi une fausse sollicitude envers cette masse que la médiocrité d'une équipe gouvernementale domestiquée par la Haute-Finance jette dans la plus noire misère ; mais une telle détresse laisse également indifférentes les trop nombreuses Centrales syndicales dont les chefs se préoccupent davantage des prébendes que leur accorde l'activité politique qu'ils servent que de la vieille formule *Bien-Être et Liberté* qui fut longtemps en usage et que conservent les syndicalistes révolutionnaires.

Si la carence des chefs est à dénoncer, il ne faut pas néanmoins absoudre la masse des cotisants qui, malgré la précarité de leur situation présente, se désintéressent du sort qui les attend demain. La distinction que l'on paraît mainte-

nir entre le secteur privé et le secteur public révèle une absence totale d'objectivité puisqu'il est prouvé que l'exploitation demeure identique dans les deux cas.

L'humaine aspiration à une justice sociale, innée chez l'homme, devrait conduire à l'abandon de ces particularités artificielles incompatibles avec les besoins physiques des travailleurs. La vraie solidarité ne devrait-elle pas conduire à des solutions audacieuses qui secourraient la torpeur de ceux qui se

(Suite page 4)

LA PAIX, C'EST LA GUERRE

Voilà des mois que l'on prépare l'Europe comme plate forme de guerre, la petite Europe des six Pays plus ou moins tributaires des Américains à savoir : Belgique, Luxembourg, France, Pays-Bas, Hollande, Italie.

Par curiosité ouvrez un dictionnaire et regardez à la page Europe ; vous vous rendez compte de l'importance de cette formation par rapport à l'ensemble européen.

Au cours des semaines précédentes, on a pu voir à la suite du débat sur l'armée européenne, le marchandage de nos soit disant « représentants ».

Heureusement pour eux, que le ridicule ne tue plus car ils seraient tous « crevés » depuis longtemps. Ou sont donc les déclarations des communistes contre les G... de Vaches et l'antimilitarisme d'antan de la S.F.I.O. : « Pas un sou, pas un homme, pas de défense nationale en régime capitaliste ».

Le plus triste dans tout cela, c'est la guerre qui se prépare, et les peuples qui restent là, amorphes, devant le bla-bla des gouvernements. Car en fin de compte, il faut bien se mettre dans la tête et le mettre aussi dans la tête de la classe ouvrière : que les gouvernants ne représentent en réalité que les intérêts de ceux qui nous maintiennent sous leur joug, c'est-à-dire la

sainte trinité : Armée-Capital-Religion.

Quant à nos aspirations véritables, c'est chose remise aux Calendes grecques comme l'on dit.

Faire l'Europe, c'était faire une union véritable des peuples, des producteurs comme des consommateurs, c'était supprimer ce fatras, de lois, de règlements nationaux contradictoires qui pèsent sur nos têtes.

C'était déclarer la paix au monde mais pas avec des bombes atomiques. Faire l'Europe ce n'était pas donner des armes aux ex-nazis, comme on l'a fait pour nos nageurs en eau trouble lesquels ne sont que des mercenaires prêts à offrir leurs honteux services à qui les paiera.

Au nom de la Démocratie et de la Liberté on fait marcher les peuples. « Démocratie européenne », parlons-en, liberté de crever de faim. On fait semblant de respecter la liberté d'opinion pour donner le change, mais que l'on s'y trompe pas, le Patronat de droit divin reste le grand maître de la situation tandis que les gouvernements incapables d'organiser la société attendent les dollars de Wall-Street pour boucler le budget de l'Etat.

Moyennant quoi l'Amérique réclame discrètement mais ferme-

(Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

Confédération Nationale du Travail
39, rue de la Tour d'Auvergne à Paris-9.
Permanence au siège tous les jours, sauf dimanche
de 14 à 18 heures.
Téléphone : TRUdaine 78-64.

Trésorier Confédéral
Arondel Maurice, 39, rue de la Tour
d'Auvergne à Paris-9.
C. C. 8824 - 68 Paris.

Administrateur du Combat Syndi-
caliste.
André Raux, 262, Av. de la Ré-
publique à Epinay S/Seine (Seine).
C. C. 233 - 92 Paris.

Bâtiment.

Doudeauville, Paris-18.
C. C. 6261 - 16 Paris.
2° U. R.

Tout ce qui concerne la Fédéra-
tion du Bâtiment et le SUB doit
être envoyé, fonds et correspondan-
ce, à Arondel Maurice, 100, rue

Adresser la correspondance à :
Ch. Martin, Secrétaire, 37, rue
Pernety, à Paris-14.

Convocations :

REUNION DES CONSEILS SYNDICAUX

de la 2° U. R.
Dimanche 7 février à 9 h. 30
129, Boulevard Saint-Germain.

Ordre du jour :

- 1° Activité des Syndicats.
- 2° Commentaires sur la grève des P.T.T.

Syndicat des Employés.

Réunion du Syndicat le premier
jeudi de chaque mois, à 20 h. 30
au siège, 39, rue de la Tour d'Au-
vergne.

S.U.B.

Assemblée Générale dimanche
21 février 1954 à 9 h. 30, à la Chope
du Combat, 2, rue de Meaux. (Mé-
tro Colonel Fabien).

DANS NOS RÉGIONS

Première U. R. — Montargis

À la suite de plusieurs grèves
partielles déclenchées par la C.G.T.,
dont les responsables vont criant :
Victoire ! consécutive à de légères
augmentations obtenues par cer-
tains ateliers, sous le signe de la
productivité. Mais, devant le mé-
contentement provoqué par l'aug-
mentation des cadences des respon-
sables de la C.G.T. se mirent à en-
gager une campagne contre la pro-
ductivité après en avoir été les
partisans farouches.

Cette tactique des grèves partiel-
les était loin de satisfaire les tra-
vailleurs de la section Tuyaux qui
n'hésitèrent pas à déclencher une
grève contre la productivité. La ré-
ponse patronale ne se fit pas at-
tendre ; la visite de M. Bonnefous,
délégué de la Direction de Paris,
eut pour effet d'ordonner la reprise
du travail pour le lendemain ma-
tin à neuf heures, sous peine de li-
cenciement de tous les ateliers.

Encouragés par les délégués et
responsables syndicaux, les travail-
leurs se prononcèrent pour la pours-
uite de la grève. La direction pro-
nonça le licenciement de 240 tra-
vailleurs à l'atelier des Tuyaux,
ainsi que ceux de l'atelier d'ébar-
bage technique où se manifestent
les mêmes méthodes de producti-
vité.

Dans la crainte d'un lock-out gé-
néral de l'entreprise les syndicats
refusent d'étendre la grève. En de-
hors d'une vingtaine de camarades
restant sur le pavé, attendant un
jugement des prud'hommes remis
de 8 en 8 jours, les travailleurs sont
réintégré. Parmi les camarades
frappés se trouvent des délégués de
la C.G.T. ainsi que le secrétaire
adjoint Lebruchec et un comptable.

Au cours d'un meeting, le secré-
taire local C.G.T. demanda aux tra-
vailleurs de lui laisser carte blan-
che pour régler le conflit Tuyaux ;
après renouvellement à 3 reprises
de cette demande, les intéressés
répondirent par un oui qui ne ma-
nifestait pas une grande confiance.

C'est la 23° grève qui marqua
l'année 1953 en dehors des arrêts
momentanés du travail dans l'en-
treprise. La direction entend que
la production soit assurée avec le
personnel d'avant guerre et cette
décision laisse prévoir de nom-
breux licenciements dans un délai
qui peut être bref.

La production a augmenté d'un
tiers environ par rapport à l'année
dernière. Le temps de travail de
l'atelier de la chaussure, qui est
important, a été réduit de 9 h. 30
à 8 h. 30. Une effrenée chasse au
temps mort est engagée pour ac-
croître la productivité. Où il fallait
trente ouvriers et manœuvres, le
personnel, se trouve réduit à vingt ;
cette compression de main d'œuvre
se traduit par une augmentation de
dix à quinze francs de l'heure, en
moyenne.

Un seul remède à cette pénible
situation : *Unité d'action contre
les exigences patronales.*

RIDOULT.

2° U. R. Chez les Employés

Réuni en Assemblée Générale le
7-11-53, le Syndicat après une vue
rapide sur les activités 1953, a,
grâce à de nouvelles adhésions,
fondé une section d'entreprise, et
mis au pied un projet de tract.

Une caisse Congrès a été ouverte
pour subvenir aux frais d'un dé-
légué du Congrès de Marseille.
Avant de lever la séance, il a été
décidé de faire appel à tous les an-
ciens camarades afin qu'ils fassent
un effort pour être présents aux
Ass. des du Syndicat qui se
tiennent tous les premiers jeudis

du mois au siège 39, rue de la Tour
d'Auvergne à 20 h. 30.

Le Syndicat des Employés.

Dans les P. T. T.

Le mouvement revendicatif de
décembre n'a pas été impulsé par
les centrales syndicales, que ce soit
la C.G.T. ou la Fédération nationale
des Syndicats autonomes. Les co-
mités d'action nés dans la grève
d'août et qui ont continué à lutter
efficacement (grève des heures sup-
plémentaires chargeurs) ont été
les seuls à mener le mouvement.
Les centrales syndicales débordées
par ce mouvement, surtout la F.N.-
S.A. qui compte dans les bureaux
gares, d'importants effectifs, n'ont
suivi qu'à contre cœur et se sont
contentées de convier les grévistes
sans essayer d'étendre l'action aux
services. Le camarade Portes, de
la F.N.S.A., à la réunion des re-
présentants des comités de grève,
rue de Turbigo, le lundi 26 dé-
cembre allait jusqu'à se lamenter
sur les décisions inconsidérées des
comités d'action lancés dans une
action mal engagée et mettait l'ac-
cent sur la seule compétence des
organisations syndicales pour lan-
cer un mouvement de grève. La
vertu reconnue en août, de la spon-
tanéité des masses était à ce mo-
ment là, très loin...

On réparait alors de stratégie,
d'efficacité, de tactique...

Prenons garde que les dirigeants
syndicaux ne tirent pas de cette
grève déclenchée par les comités
d'action la leçon que seules les or-
ganisations syndicales sont capa-
bles de conduire un mouvement.
Leur comportement pendant la
grève, leurs alternatives, leurs pri-
ses de positions ne peuvent que
nous confirmer dans cette crainte.
L'écho de cette grève est pour eux
une victoire. Ils vont pouvoir si
nous ne sommes pas vigilants, re-
prendre en main leurs troupes. Ces
troupes indisciplinées qui en août
païs en décembre renversèrent
leurs plans et firent pâler leurs
étoiles.

Nous ne pensons pas que l'on
doive, à l'exemple des Centrales
syndicales majoritaires se lancer
dans le rabattage des adhésions. La
grande masse des postiers est inor-
ganisée (environ 70 %). Aucune
pression ne peut obliger ces cama-
rades à venir rejoindre les syndi-
cats. Et même s'ils les rejoignaient,
ils ne le feraient pas le plus sou-
vent après une prise de conscience
valable, mais seulement dans l'es-
poir de voir leurs revendications
défendues par tous sauf par eux.
Le meilleur moyen de faire rentrer
les inorganisés dans la lutte est la
constitution des comités de grève,
des comités d'action sur le plan du
service. Dans les comités d'action
où toutes les tendances se cristalli-
sent l'inorganisé ne se sentira pas
le parent pauvre mais prendra
conscience de ses moyens. Les co-
mités d'action seuls représentants
de la volonté de la base, seuls ca-
pables s'ils sont présents dans tous
les services, de déjouer les manœuvres
des états majors syndicalistes
comme ce fut le cas à F.O. dont
les adhérents lancés dans le mou-
vement Pont mis dans l'obligation
de soutenir la grève jusqu'au 25
décembre. Syndicat des P.T.T.

Une véritable boîte

Dans une fabrique... de caou-
chouc à Beauchamps (S.-et-O.), rue
Pasteur ; vous qui cherchez du
travail, vous pouvez être embauché
sur la base de 100 fr. de l'heure.
Les deux patrons vous promettent
bien des primes en plus, mais sur
celles-ci ne comptez guère. Tout

d'abord, l'humanisme de ces bra-
ves patriotes français, vous accor-
dera 10 fr. de l'heure, à la condi-
tion expresse, de ne pas manquer
une journée dans le mois.

Si vous êtes malade ou blessé
aux dernières heures de votre men-
suel esclavage, tant pis pour vous ;
en outre, cette boîte n'a ni vestia-
ires, ni sécurité, pour la dizaine
d'ouvriers qu'elle emploie, mais
par contre il y a deux contremaî-
tres, le fils et le gendre ; naturel-
lement, ce sont des aboyeurs pou-
sant aux cadences infernales.

Si vous êtes soumis et que vous
résistez dans cette tôle, il vous fau-
dra pour cela, plaie en commen-
çant avant l'heure, pour pouvoir
espérer un quelconque éphémère
avance dans l'échelle hiérarchique !
A cet esclavage moderne, il n'y
a pas d'opposition, ce qui m'a fait
dire par mon contremaitre à qui
j'en faisais la remarque, que je
n'avais qu'à aller en Russie. Et
cependant, camarades, n'est-ce pas
déjà les prémices du paradis Russe
que le travail aux primes et au ren-
dement !

N'est-ce pas un certain parti et
une certaine C.G.T. qui, en 44-45,
faisait retrousser les manches des
ouvriers par l'office de syndicats
prétendus officiels ?

A cette époque il fallait produire
d'abord, et revendiquer ensuite...

Nous avons fait appel à l'inspec-
tion du Travail, mais le mieux c'est
d'agir par nous-mêmes en dehors
des officiels, en méditant cette pen-
sée du bon La Fontaine : « Notre
ennemi, c'est toujours notre maî-
tre ».

8° U. R. La grande famille Yak

La Maison Souillac joint à un
paternalisme « bon enfant » un
sens aigu de ses intérêts. Elle sait
faire appel aux bons sentiments de
ses administrés : travail d'équipe,
effort nécessaire de chacun, primes
aux suggestions. Elle sait calculer
un prix de revient et a retenu de
la productivité ce qu'on pourrait
en appeler la caricature :

« Il arrive souvent, écrit J. Fou-
rastie, un des techniciens de la pro-
ductivité, que les progrès de la
productivité aboutissent purement
et simplement à la hausse de la
productivité sans baisse des prix
de vente ni hausse des salaires.
C'est le devoir de l'Etat et des Syn-
dicats ouvriers de lutter contre cet
état de choses ».

Laissons l'Etat qui a d'autres
soucis. Mais ne pensez-vous pas
qu'un Syndicat ouvrier serait utile
pour s'occuper des systèmes de sa-
laire de chez Souillac : est-il nor-
mal que par un calcul savant du
prix des pièces, la paye de quin-
zaine varie constamment ? Est-il
normal que les heures dites sup-
plémentaires soient rétribuées se-
lon le bon vouloir ou les calculs
« savants » de la Direction ? Est-il
normal que ces variations de ta-
rifs, ce rendement perfectionné
sanctionné par du rabiot quand on
le juge trop faible, aboutissent en
fait à des salaires dérisoires ? Est-
il normal que l'accroissement de
la productivité et les calculs sa-
vants aient pour résultat essentiel
de payer mensuellement en 1954 un
travailleur, homme ou femme,
moins de 25.000 francs ? Combien
chez Souillac atteignent ce chiffre
pourrait bien modique ? Le pater-
nalisme de Yak ? Il cache surtout
l'autoritarisme d'une Direction qui
s'arroge, sans discussion, le droit
de fixer les salaires de « ses » ou-
vriers, le droit de les modifier sans
explications.

Dans la grande famille Yak il y
a beaucoup de parents pauvres :
ils pourraient peut-être constituer
un « conseil de famille » pour mé-
re à la raison le grand chef et
comprendre que ces systèmes com-
pliqués de tarifs et de primes abou-
tissent surtout à semer la division
parmi les travailleurs de l'entre-
prise pour le plus grand profit de
la Direction. L'U.L. de Bordeaux.

19° U. R. Union locale Marseille

Le 10 janvier 1954 a eu lieu
la réunion générale de l'Union
Locale de Marseille. Tous les Syn-
dicats étaient représentés.

Après lecture du compte rendu
moral et financier, adopté à l'u-
nimité, on nomma une commis-
sion pour l'organisation du
prochain congrès.

Ensuite, eut lieu le renouvelle-
ment du bureau de l'U.L. et celui
de l'U.R. Le camarade Ferre est
désigné en tant que secrétaire ré-
gional, le camarade Sanchez trésorier
de l'U.L. de Marseille.

Le camarade Casanova est
nommé secrétaire régional, le ca-
marade Dominiconi adjoint, le
camarade Maguy Lafore trésorier
régionale.

De ce fait, à l'avenir, les unions
locales de la 19° région devront
s'adresser, pour tout ce qui con-
cerne l'organisation, au camarade
Casanova, C.N.T., Vieille Bourse
du Travail, 14, rue de l'Académie
à Marseille (B.-du-R.). Ferré.

CHRONIQUE DU S. U. B.

Monsieur le Ministre et les mal logés

M. le Ministre peut se frotter
les mains : 105.000 logements
terminés en 1953. L'on peut voir
aux alentours de Paris de belles
pancartes « appartements à lou-
er ». Des H.L.M. sont vides

Alors de quoi « ces ouvriers se
plaignent-ils » ?

Des appartements à louer, des
H.L.M. vides qui ne trouvent pas
d'acquéreurs ; leurs prix, leurs
loyers, sont trop chers. Les ru-
pins seuls peuvent se les offrir.
Les rupins seuls peuvent s'offrir
des remboursements de frais à
10 ou 20.000 fr. par mois. Mais
ils sont déjà bien logés, possédant
souvent des villas supplémentai-
res à la campagne, en province,
dans la banlieue éloignée, pour
l'été ou le week-end.

Et ce sont eux qui occupent en
grande partie les 380.000 loge-
ments construits depuis la « Libé-
ration ».

M. le Ministre a fait construire
pour les riches.

Les prolétaires continuent à
s'enlasser dans les taudis, les ba-
raquements « provisoires », les
bidon-villes, parfois des tentes ou
sous les ponts, avec tous les dra-
mes, les gosses malingres ou
martyrs, l'alcoolisme que cela
comporte.

« Ils continuent à vivre dans les
« Buckenwald » nouveau genre,
taudis que des villas restent vides.

Les gars du bâtiment construi-
sent pour les bourgeois, mais eux,
font parti des 7 millions de
Français qui ne sont pas logés
en définissant ce mot « logés »
tel qu'il doit être : « logés huma-
inement ».

Dans des villes de grande re-
construction comme Evreux, des
Nord-Africains construisent le
jour et n'ont rien pour dormir la
nuit.

La classe ouvrière paye les
frais de la reconstruction en se
serrant un peu plus la ceinture.
Les loyers sont doublés, triplés,
quadruplés et les ouvriers ne sont
pas relogés.

M. le Ministre construit pour
les rupins. Pour nous autres : des
larmes de crocodiles.

Le 7 janvier dernier, il suit hy-
pocritement le cercueil d'un gosse
de 3 mois mort de froid dans une
vieille guimbarde en ferraille. Les
bourgeois ont beau s'en émouvoir,
les mals-logés considèrent cette
participation macabre comme
une insulte.

M. l'abbé Pierre, non, ce n'était
pas un homme que tu trouvais
devant toi, ce triste matin, mais
un sépulchre blanc.

Du fric, du fric, toujours plus
de fric, pour ceux qui en possè-
dent largement. Tout doit profi-
ter aux capitalistes dans cette so-
ciété pourrie.

Si tous les mals logés se révol-
taient et à l'exemple de nombreux
d'entre eux, trop peu nombreux,
occupaient de force, « squat-
taient » tous les logements vides,
les H.L.M. vides, les villas vides,
les riches « appartements à lou-
er », les châteaux...

Peut-être alors les gars du bâ-
timent auraient plus de joie à
travailler.

P. MORAIN.

Le point de vue cégétiste... et le nôtre

On parle maintenant dans tou-
tes les organisations syndicales
de la fixation d'un salaire mini-
mum basé sur 173 h. par mois.

Il y a pourtant longtemps que
la C.N.T. s'est attachée à cette
question, et cela sans faire ce
futile battage que constituent
« Commissions du Travail » ou
« Réunions de la Commission Su-
périeure des Conventions Collec-
tives ».

Il y a aussi longtemps que la
C.N.T. a proposé la revalorisation
des salaires, et cela d'une façon
catégorique, sur la base du pou-
voir d'achat de 1938

Messieurs les bonzes des

« Grandes Centrales » vous arri-
vez un peu tard !!

Nous voudrions dire un mot
aussi au sujet des revendications
sur les salaires présentées par la
Fédération du Bâtiment C.G.T.
dans le N° 37 du « Bâtitteur ».

Nous voyons en effet, toujours
la scandaleuse hiérarchie des sa-
laire défendue impudiquement
par les Caïds de la grande C.G.T.

Ce que nous propose la Fédéra-
tion du Bâtiment C.G.T., c'est tout
simplement un éventail de sa-
laire plus vaste et plus révoltant
que jamais.

Voyons plutôt ce bel éventail :

	Taux horaires	Fr.
Manœuvre	145	nets
Manœuvre spécialisé ..	170	—
O. Sp. 1° échelon	184	—
O. Sp. 2° échelon	199	—
O. Sp. 3° échelon	206	—
O. Q. 1° échelon	221	—
O. Q. 2° échelon	235	—
O. Q. 3° échelon	243	—
O. hautem. qualifié ...	258	—

Nous ne pensons pas qu'un tra-
vailleur digne de ce nom puisse
accepter une telle farce, sans a-
voir la nausée

Rappelez-vous, travailleurs du
bâtiment de la région bordelaise,
ce que vous proposa la C.N.T.
par tracts et communiqués de
presse, durant les grèves d'août
dernier.

Augmentation de salaires non
hiérarchisée, car la hiérarchie
nous divise et fait le jeu du pa-
tronat ?

Nous vous renouvelons aujour-
d'hui ces propositions :

— Salaire minimum de 200 fr.
de l'heure

ce qui nous amènera aux envi-
rons de 35.000 fr. mensuels pour
173 h. ou 40 h. par semaine

Ainsi chaque camarade pour-
rait satisfaire ses nécessités et
l'unité ouvrière en serait réelle-
ment renforcée.

Méditez, camarades, ce slogan
que la C.N.T. a toujours mis en
avant pour la réalisation de la
vraie justice sociale.

De chacun selon ses forces, à
chacun selon ses besoins.

Le Syndicat Unifié du Bâtiment
de la 8° U. R.

SOUSCRIPTION

- pour « Le Combat Syndicaliste »
- U.L. de Saint-Denis, Chartier, 100;
 - Tanguy, 100; Machard, 50; Darmu-
zey, 80; Hémy, 100; Maquin, 100;
 - Hué, 200; Huret, 35; Lola Roussel,
100; Enckermann, 100; Sadik, 100; U.
L. de Puteaux, 1.000; Guillemet, 280
 - U.L. de St-Nazaire, Moizeau, 300;
 - Chauvanel, 300; Bide, 200; Vince,
200; U.L. de Toulouse, Bonnet, 300;
 - Giralt, 100; Lencina, 100; Charbal-
lera, 100; Costa, 100; Vicente, 300;
 - Gulmiau, 30; Denietri, 100; Nan, 100;
 - Garofe, 100; Gamme, 50; Noel, 100;
 - Djaizali, 200; Uno, 100; Cerda, 100;
 - XXX, 30; S.U.B. de Toulouse, 1.090;
 - Syndicat Bois-Ameublement: Dépailler,
100; Derache, 100; Deck, 100; Mal-
fatti, 100; Jarry, 100; Martin, 100;
 - Allougi, 100; Artier, 100; Torralba,
100; Bouquele, 100; Kimdsen, 100;
 - U.L. de Palaiseau, 1.000; U.L. de Mar-
seille, Vines, 300; Pers'ci, 200; Bré-
gliano, 200; Casteyo, 50; Cauqui, 50;
 - Planas, 200; Agricola, 140; Fugier,
200; Anonyme Marseille, 500; U.L. de
Rennes, Racape, 100; Moizo, 100;
 - Cedo de Praz-Coutant, 570; Hobey,
70; Camarades de Belgique: Badot
Guy, 100; Genart, 10; Aurailauiou,
10; Simon, 100; Procos, 10; Aubercq,
10; Guillaume, 10; Delattre, 10; Ca-
nivez, 5; Brassart, 10; Ep. Simon, 20;
 - Boland Edouard, 30; Hubert, 20; Meu-
linart, 5; Traustrase, 10; Brarbreil, 5;
 - Laulert, 5; Depret, 5; Simon M., 5; Le
Boukulaire, 20; Trubiau, 5; Prinandi,
25; Ep. Simon, 25; Un Copain, 10
(A noter que ces francs sont en francs
F.)

Merci à tous les donateurs.

L'Administrateur: A. RAUX.

Le prochain

C. S.

paraîtra le

Vendredi 5 Mars 1954

une libre - Tribune libre - Tribune libre - Tribune

LES ARTICLES INSERES CI-DESSOUS N'ENGAGENT QUE LA RESPONSABILITE DE LEUR AUTEUR ET NE PEUVENT INTERVENIR DANS LA LIGNE DE L'ORGANISATION, A AUCUN MOMENT.

CATALOGNE LIBERTAIRE 1936-37

la collectivisation par le Peuple

Le mouvement de collectivisation et de socialisation en cours en Catalogne et dans le Levant ne présente aucun caractère de socialisme d'état bureaucratique. Il s'agit d'un socialisme ouvrier syndicaliste qui se développe à partir de la base, Le Conseil économique coordonne et organise, il ne crée pas. Le conseil exécutif de la généralité sanctionne toutes les décisions des comités et se rend compte, d'après les paroles du président Companys, que la population catalane penche vers l'anarcho-syndicalisme et édifie selon ses principes. Au milieu de la guerre civile, les syndicats de la C.N.T. ont entrepris en Catalogne et dans le Levant un travail constructif gigantesque pour transformer les relations sociales et culturelles. Ils ont été bien secondés dans quelques cas, et surtout dans le Levant, par l'U.G.T.

l'activité de la CNT

L'activité de la C.N.T. au cours de la guerre civile ne pouvait pas être couronnée encore par la lutte immédiate pour la réalisation du communisme libertaire. Une base d'entente avec les partis politiques participant à la lutte commune contre le fascisme devait être trouvée. Cependant le mouvement de collectivisation de cette étape déjà révèle visiblement des traits libertaires. La collectivisation est réalisée par les syndicats, leur activité n'est que coordonnée par le conseil économique et le conseil exécutif de la généralité. Ce sont les ouvriers qui en prennent l'initiative. Ce sont les ouvriers qui en prennent l'initiative. Vu sous cet angle, l'U.G.T. socialiste travaille, elle aussi dans le sens du syndicalisme et non pas du socialisme d'état. Les Plenums des syndicats catalans de la C.N.T., pendant les mois de lutte, montrent d'une façon évidente le caractère du développement social en Catalogne.

En Catalogne, les ouvriers et les paysans procèdent eux-mêmes à l'édification d'un nouvel ordre social. Le pays s'achemine vers le socialisme... Ce socialisme n'est pas décrété d'en-haut, il n'est pas le produit de la dictature d'un parti politique. C'est un nouvel ordre social libertaire qui repose sur la collaboration d'organisations économiques autonomes des producteurs et consommateurs du pays. Le socialisme des ouvriers catalans n'est pas un système économique politiquement dirigé suivant le mo-

de autoritaire; il se base sur la coordination des efforts constructifs de syndicats indépendants de toute contrainte politique. Pour la première fois, nous voyons se réaliser ici la vieille formule de la Première Internationale : L'émancipation des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes.

Communiqué par l'U.L. de Clarmart
Extrait de la Brochure « Catalogne Libertaire 1936-1937 ». p 52

CIVILISATION

Dans un journal, je viens de lire Un reportage d'un triste sire Qui nous raconte une drôle

D'un lointain pays d'Afrique noire. Les noirs croupissent comme du

N'ont pas de goût pour le travail Ils ne travaillent qu'un mois sur

Et font travailler leurs épouses. Tout le temps se passe en palabres, En tam tam et musique macabre. C'est vrai que ce sont des sauvages Qu'il faudrait mettre à l'ouvrage. Moi qui suis blanc, civilisé Mon frère noir, je voudrais t'aider, Mais c'est si lointain ton domaine Que je te dédie mon poème.

Dans le pays où je suis né Il y avait une belle vallée De l'eau, de l'air, de la lumière Et de la bonne terre nourricière.

Maintenant, il y a des mines Où tournent les infernales

Des cheminées, partout se dressent Sur ce pays de tristesse.

Pour une bien maigre pitance Afin que vivent dans l'opulence Les parasites de toutes espèces Des hommes produisent de grandes

Dans cette société pourrie Qui a comme base le profit, Rien ne reste aux travailleurs Mais tout aux accapareurs.

Des esclaves aux lourdes chaînes Trainant leurs misères et leurs

Des voleurs, et des assassins Aux producteurs frustrant les biens Des monstres aux pires intentions Voilà... notre civilisation.

J. H.

LIBRAIRIE

Livres d'éducation sexuelle
C. ALBERT. — L'Amour libre. 300, 330.
ARMAND. — Amour libre et liberté sexuelle. 20, 30.
A. BINET. — L'Amour et l'émotion chez la femme. 240, 270.
A. BINET et J. HARTEMANN. — Les Rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme. 240, 270.
Dr P. CHAVANON. — Nous, les... Cobayes. 380, 410.
Dr MARCHAL et O.-J. de MERO. — La Liberté de la conception. 450, 480. Le Calendrier de la femme (annuel). 180, 190.
Dr PELLETIER. — L'Emancipation sexuelle de la femme. 80, 110.
M^e J. VASSIVIERE. — La Virginité chez la jeune fille. 30, 45.

Livres et Brochures d'éducation
V. ALBA. — Le Mouvement ouvrier en Amérique latine. 550, 595.
P. BESNARD. — L'Ethique du syndicalisme. 50, 80. Le Monde nouveau. 180, 210. La Paix. 100, 130.
J. de CASTRO. — Géopolitique de la Paix. 990, 1.035.
E. CHAUMEL. — Histoire des cheminots et leurs syndicats. 280, 310.
M. COLLINET. — Essai sur la condition ouvrière. 510, 555. Esprit du syndicalisme. 550, 595.
J. DANOS et GIBELIN. — Juin 36. 550, 595.
E. DOLLEANS. — Féminisme et mouvement ouvrier, la vie de G. Sand. 420, 450. Histoire du mouvement ouvrier. T. I 1830-1871. 450, 495. T. II 1871-1936. 450, 495.
E. DOLLEANS et M. CROZIER. — Mouvement ouvrier et socialiste. Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, 1750-1918. 1.500, 1.600.
M. DOMMANGET. — Histoire du 1^{er} Mai. 750, 795.
J. JACQUES. — Vie et mort des corporations. 125, 155.
P. LOUIS. — Histoire du mouvement syndicaliste en France. T. I 1789-1918. 300, 330. T. II 1918-1948. 300, 330.
R. LAMBERET. — Mouvements ouvriers et socialistes. L'Espagne (1750-1936). 645, 700.
A. LEONETTI. — Mouvements ouvriers et socialistes. L'Italie (des origines à 1922). 570, 615.
J. MAITRON. — Le Syndicalisme révolutionnaire. Paul Delassalle. 550.
A. MARC. — Avènement de la France ouvrière. 300, 345.
MUSE SOCIAL (Le). — Guide pratique des A.S. et de la retraite des vieux travailleurs. 250, 280.
F. PELOUTIER. — Histoire des Bourses du travail. 300, 345.

M. RAGON. — Histoire de la littérature ouvrière. 510, 540.
J. RENNES. — Le Syndicalisme français. 300, 345.
W. VOGT. — La Faim du Monde. 450, 495.
WALLING. — Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux E.-U. 300, 370.
G. WOODCOCK et I. AVAKOUMOVITCH. — Pierre Kropotkine. Le prince anarchiste. 790, 835.

Brochures.

L. BARBEDETTE. — Pour la justice économique. 10, 20.
P. BESNARD. — Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme. 25, 35. Le Problème des salaires. 10, 20. La Responsabilité. 20, 30.
C.N.T. — Les Buts et l'organisation du syndicalisme révolutionnaire. 30, 40. La Charte du syndicalisme révolutionnaire. 10, 15. Les Délégués du personnel. 30, 40. Le Syndicalisme et la guerre. 5, 15.
P. CAMUS. — Le Syndicalisme et le problème paysan. 20, 30.
S. CHARPY. — Prendrons-nous les usines. 30, 45.

V. GRIFFUELHES. — Le Syndicalisme révolutionnaire. 20, 30.
KROPOTKINE. — Le Salarial. 20, 30.
LASHORTES. — Qu'est-ce que le prolétariat. 10, 20.
A. MAILLE. — Le Problème démographique. 20, 30.
E. RÔTOT. — Le Syndicalisme et l'Etat. 15, 25.
P.-L. TIMORI. — Qui succèdera au capitaliste? 40, 50.
G. YVETOT. — L'A.B.C. du Syndicalisme. 20, 30.
Divers. — Les Anarchistes et l'activité syndicale. 30, 40. Les Anarchistes et le problème paysan. 30, 40. Les Anarchistes et le problème social. 30, 40.

EXPEDITION:

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

C. C. Postal de la Librairie, Paris C. C. 7.473-08, M. Marchetti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20^e).

Chronique des Employés

La direction d'un magasin vient de faire passer une note tirée du journal « Les Echos » du 16 décembre 1953, avec l'additif: « Prenez-en de la graine ».

Tous commentaires sont inutiles, les mots parlent d'eux-mêmes pour monter à quel point nos patrons veulent la soumission de leurs vendeurs.

Une entreprise commerciale allemande a défini pour ses employés le vendeur idéal.

Selon cette firme, il doit être digne comme un archevêque, inventif comme un grand artiste, plein de tact comme un ambassadeur, rempli d'optimisme comme un chef de propagande, bon comme une institution charitable, éloquent comme un ministre, élastique de conscience comme un parlementaire, sportif comme un professeur de gymnastique, souriant comme une vedette de cinéma, rassurant comme un médecin de famille et, en dernier lieu, posséder une peau aussi dure qu'un rhinocéros.

Heureusement et pour la première fois, brisant l'esprit paternaliste qui règne en maître dans ce magasin, les employés ont tout de même réagi et montré à la direction qu'ils n'entendaient pas accepter cette nouvelle méthode de travail.

E. AKOUN.

P.S. — Pour d'aussi sévères exigences, nous ne pouvons qu'ajouter ceci: les vendeuses gagnent de 17.500 à 20.000 frs par mois. Les salaires des vendeurs varient de 19.000 à 30.000 frs.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure:

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale: 5 fr.

Chronique juridique

accélération de procédure aux prud'hommes

Le Journal officiel du 8 janvier a publié le texte, adopté sans débat, le 27 mars par l'Assemblée nationale puis, le 27 octobre par le Conseil de la République, et enfin le 31 décembre, en seconde lecture, par l'Assemblée nationale, d'une loi destinée à accélérer la procédure devant les prud'hommes.

Cette loi ajoute l'alinéa suivant à l'article 74 du code du travail: « Toutefois, le défendeur ne pourra pas être relevé, en vertu de l'article 21 du code de procédure civile, de la déchéance résultant de l'expiration du délai d'opposition, s'il apparaît que la citation a été délivrée par un cas fortuit ou de force majeure. »

La loi complète en outre l'article 86 par les dispositions suivantes: « Toutefois, l'exécution provisoire sans caution s'applique de plein droit aux jugements rendus par le conseil des prud'hommes qui ne sont susceptibles d'appel que par suite d'une demande reconventionnelle, ou qui sont rendus en matière de demande de remise de certificats sous astreintes, ou lorsque ces deux circonstances se trouvent réunies dans les mêmes affaires. »

maintien des anciennes conditions pour les retraités R.A.T.P. et S.N.C.F.

Le Journal officiel du 10 janvier publie trois décrets portant règlement d'administration publique par application aux agents de la R.A.

T.P., de la S.N.C.F., des chemins de fer secondaires, d'intérêt local et des tramways, du décret du 9 août relatif à l'âge de la retraite. Ces textes rétablissent intégralement pour les intéressés l'état de choses existant avant le 9 août: les agents des sociétés visées par les trois décrets pourront toujours demander leur retraite lorsqu'ils auront atteint l'âge d'ouverture du droit à pension, fixé par la législation antérieure. Ils pourront toutefois, s'ils le désirent, être maintenus en activité au delà de cette limite, et jusqu'à une seconde limite, obligatoire celle-là, qui est fixée à soixante ans pour les catégories « actives » et soixante-cinq pour les « sédentaires ».

durée du mandat des délégués aux comités d'entreprises

Le Journal officiel du 10 janvier publie une loi (n° 54-12) du 9 janvier modifiant l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprise. Ce texte stipule notamment que la durée du mandat des membres du comité d'entreprise est portée de un à deux ans.

notion de la journée d'arrêt du travail

La journée d'arrêt de travail est soit celle du jour de l'accident (si l'ouvrier ne reprend pas son travail le lendemain), soit la dernière journée de travail lorsque l'ouvrier a quitté sa résidence pour se rendre à son travail le lendemain de l'accident.

En effet, le jour d'arrêt de travail, au sens de l'article 45 de la loi du 30 octobre 1946, ne peut être qu'un jour où le travailleur vient à son travail.

Plusieurs situations peuvent se présenter:

Cette journée aura pu être menée à son terme, l'accident ne l'ayant pas interrompue; dans ce cas, l'arrêt de travail coïncidera avec la fin de la journée de travail; — La journée sera interrompue soit par l'accident lui-même, soit, plusieurs jours après, par les conséquences retardées dudit accident, et cela à quelque moment que se place l'interruption et même si ladite journée n'a comporté que le trajet du travailleur pour venir à l'usine, pourvu que l'impossibilité de travailler soit reconnue résulter de l'accident.

Dans ces différentes hypothèses, la journée de travail achevée ou interrompue est incontestablement à la charge de l'employeur.

A partir du lendemain de ladite journée, la Caisse doit verser les indemnités journalières (4^e Bureau de la Direction générale de la Sécurité sociale. — Lettre n° 5835 du 13 juin 1952, à M. le Président du Conseil d'administration de la Caisse primaire de Sécurité sociale de la Savoie).

formalités à remplir

Tout accident de travail impose, tant à l'employeur qu'à la victime de l'accident, ou ses représentants, un ensemble de formalités qui peuvent se résumer ainsi:

1^o Déclaration de la victime à l'employeur.

La victime d'un accident du travail doit, sauf cas de force majeure, d'impossibilité absolue ou de motifs légitimes, déclarer son accident à l'employeur ou à l'un de ses préposés dans la journée même où l'accident s'est produit, et au plus tard dans les vingt-quatre heures.

Si cette déclaration n'a pu être faite à l'employeur ou à l'un de ses préposés, elle devra leur être adressée par lettre recommandée avec avis d'accusé de réception. Il en sera notamment ainsi au cas d'accidents de trajets mettant la victime dans l'impossibilité de rejoindre, le jour même ou le lendemain, son lieu de travail.

2^o Déclaration de la victime à la Caisse primaire de Sécurité sociale.

S'il est nécessaire, la déclaration de l'accident peut être faite également par la victime ou ses représentants — lesquels, en cas d'accident mortel, seraient ses ayants droit — à la Caisse primaire de Sécurité sociale ou à sa section locale.

Cette déclaration doit être faite sous forme de lettre recommandée avec avis de réception. Il est utile de l'accompagner de précisions sur les circonstances de l'accident, la nature des blessures, et si possible, les noms et adresses des témoins.

Un délai de deux ans est prévu pour faire cette déclaration à la Caisse de Sécurité sociale, faculté dont il sera fait notamment usage lorsque l'employeur aura négligé d'adresser à la Caisse sa propre déclaration.

Sur le licenciement des délégués

Un arrêt rendu par la Cour de Cassation le 9 juillet 1953 a confirmé qu'était nul le licenciement d'un membre du Comité d'entreprise (ou d'un délégué du personnel) lorsqu'il avait été effectué sans que le Comité d'entreprise, ou à son défaut l'inspecteur du Travail, ait donné son accord. Même si un tribunal est saisi ultérieurement du litige, il ne peut valider le licenciement pour la période postérieure à la date à laquelle le mandat de l'intéressé a pris fin.

La Cour de Cassation a considéré, en effet, qu'un licenciement décidé sans que les dispositions légales aient été respectées ne pouvait produire aucun effet à quelque date que ce soit.

Nous donnons ci-dessous les principaux passages de cette décision:

« Attendu qu'en vertu du premier de ces textes tout licenciement d'un membre titulaire ou suppléant du comité d'entreprise envisagé par l'employeur, devra être obligatoirement soumis à l'assentiment du comité; qu'en cas de désaccord, le licenciement ne peut intervenir que sur décision conforme de l'Inspecteur du Travail dont dépend l'établissement; que toutefois, en cas de faute grave, le chef d'entreprise a la faculté de prononcer la mise à pied immédiate de l'intéressé en attendant la décision définitive;

« Attendu que par les dispositions susvisées le législateur a fait bénéficier les membres titulaires ou suppléants du comité d'entreprise de mesures de protection dérogeant au droit commun, à raison des fonctions par eux exercées, contre les congédiements dont ils pourraient être l'objet de la part de leurs employeurs;

« Attendu qu'en l'espèce, le congédiement de D... prononcé en vertu de l'article 23, livre premier du Code du Travail, et sans l'assentiment du comité d'entreprise et l'accord de l'inspecteur du Travail était entaché de nullité;

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'adresse : 20 francs
C.C.P. André Raux - 262, av. de la République
à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

L'EUR D'ESPOIR

BILAN 1953

Nous croyons qu'il n'est pas trop tard pour reparler de certains événements qui ont marqué l'année 1953.

La grande presse, selon son habitude, a publié force textes et force documents photographiques.

Nous serons plus modestes et nous nous contenterons de remarquer que malgré la mort de Staline et l'avènement de Malenkov, la liquidation de Béria, le procès de Mossadegh, l'élection d'Eisenhower, etc... rien n'est changé ou presque sur notre planète.

Le lampiste n'a pas vu grossir son beefsteak, cependant que les trafics et les combines continuent. On serait donc tenté de redire : « Plus ça change, plus c'est la même chose ».

Pourtant, d'autres considérations nous autorisent à penser que sur le terrain de la lutte de classes, on peut noter un certain progrès de l'esprit revendicatif des masses. Sans nous leurrer sur le contenu de ces manifestations, nous estimons quand même que la révolte de Berlin-Est, les grèves d'août en France, la résistance active des guérilleros en Espagne, les actes de sabotage dans les pays colonisés, etc... sont autant de signes distinctifs d'une contre-offensive prolétarienne sur le plan mondial.

Nous sommes dans sa tout près de croire que la guerre des blocs n'est pas entrée dans sa phase aiguë parce que les divers remous sociaux, qui ont harcelé les régimes de l'Est à l'Ouest, ont empêché les chancelleries et les états-majors de mettre leurs sombres projets à exécution.

En résumé, ce n'est pas prendre ses désirs pour des réalités que d'affirmer que le bilan 1953, loin d'être déficitaire, grossit notre réserve d'espoir et renforce notre volonté de lutte.

Redoublons de persévérance, soyons plus attentifs encore aux menus faits de la vie ouvrière, ne nous laissons pas abattre par la défaite d'un moment ; notre cause vaincra car si nous nous sentons « l'âme des conquérants ».

Nos souhaits pour 1954 :

— Voir se développer le rayonnement de nos idées dans des pays, comme la Belgique, où une poignée de camarades s'efforcent par leur présence, à la mesure de leurs possibilités humaines, de faire comprendre à un prolétariat intoxiqué de médicaments politiques qu'il n'est qu'une solution : la lutte des opprimés hors et contre toute boutique politique ou pseudo-syndicale et qu'il n'est qu'une voie pour y parvenir : celle du syndicalisme fédéraliste et révolutionnaire.

— Voir se fortifier — numériquement et idéologiquement — les sections de l'A.I.T. en vue d'une mobilisation de nos militants pour que deviennent victorieuses les prochaines offensives que le prolétariat devra engager contre les boucaniers de la politique qui d'un bout à l'autre de notre pauvre globe s'approprient à nous faire goûter les délices atomiques ou hydrogènes.

Pour le Groupe, écrire à :

G. Badot,
Chaussée de Montigny, 77.
Gilly.

(Corresp. de Belgique).

A PROPOS DE LA C.E.D.

(Suite de la première page)
groupe Spartacus, ainsi que la mort de leurs principaux animateurs : Rosa Luxembourg et Liebknecht, tués, leurs cadavres mutilés, traînés dans les rues et jetés à l'eau par les soldatesques germaniques revancharde et déchaînée. Et dernièrement encore, en juin 1953 : les émeutes sanglantes de Berlin-Est, découlant de la révolte des ouvriers contre les méthodes de travail imposées par les Staliniens. Ce qui prouve, tout de même, les réactions du peuple allemand contre leurs oppresseurs, au moment opportun.

Bien que les avis soient partagés sur la qualité de l'agresseur, tout le monde paraît d'accord sur un point commun : préparer la guerre au nom de l'idéologie. Au fait ! sous ce camouflage des idées nobles et face à ces discussions aussi fastidieuses que stériles, quelle est donc la situation du capitalisme international ?

La Russie soviétique vient de passer des commandes à l'Angleterre, momentanément asphyxiée par les pétroles d'Orient, pour la construction de bateaux de différents types, commandes payées en or massif qui, selon l'opinion flatteuse des intéressés, est de qualité supérieure à celle du Sud africain. Voilà donc le vil et inodore métal prolétarien, converti en dollars, et alliant la cavalerie de Saint Georges. Comme tout se tient ! Puis les transactions continuent, des hommes d'affaires anglais, représentant de nombreuses firmes mécaniques et électriques, partent pour Moscou et signer des contrats et recevoir, en contre-partie, du bois, des céréales, etc... D'autre part,

la Russie reçoit en commandes, de l'Égypte, une importante série d'avions à réaction Mig-15. En somme, le circuit des affaires se rétablit entre tous les capitalismes mondiaux, y compris celui d'État. Les Américains, de leur côté, ne s'endorment pas, sans soucis d'exciter la convoitise des États moins favorisés et tout en « flairant » les pétroles d'Iran, portent leur activité sur plus de deux cents exploitations pétrolières, en pleine mer, situées à 50 kilomètres de leurs côtes ; faisant suite à la déclaration de Truman : considérant les ressources du sous-sol marin, appartenant à leur juridiction et à leur contrôle. Aucun État n'a d'ailleurs protesté, et pour cause.

Quelle que soit l'issue de ce cénacle, ressemblant à une réunion de criminels se partageant l'ouvrage et masquant, par des slogans ronflants, son véritable but ; cet imbroglio tragique prouve, cette fois encore, que la guerre est d'ordre économique. Toujours la lutte pour des profits, soit le coton, le pétrole et autres produits vitaux ; demain l'uranium ou pour éliminer un concurrent. On déclenche la bagarre lorsque les marchés encombrés provoquent le marasme ; elle présente, en outre, le double avantage : stopper les revendications ouvrières et neutraliser le progrès social.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, tous les travailleurs doivent comprendre qu'ils n'ont qu'une patrie : l'Univers, un seul ennemi commun : le capitalisme, et profiter des circonstances pour mettre celui-ci à genoux.

Ch. ALBERIC.

PAIX EN INDOCHINE

Nous sommes loin d'être flattés par l'usage des doux noms dont l'autorité militaire pare les opérations d'Indo-Chine ; notamment, le terme *nettoyage* est trop en rapport avec les assassinats perpétrés pendant la guerre de 14-18 par les nettoyeurs de tranchées, dûment dépouillés pour l'exécution de leurs forfaits. La dernière opération en date, appelée Colombe, par euphémisme peut être, n'a pas apporté dans la malheureuse région l'arrêt tant souhaité des hostilités.

C'est qu'il est difficile de concilier les divergences des différents États associés ; de la Cochinchine où la corruption est élevée à la hauteur d'une institution au Tonkin où sévit un nationalisme farouche en passant par les attitudes versatiles du Cambodge, nos dirigeants paraissent s'inquiéter de la perspective d'une Conférence à Cinq capable de rechercher des ménagements envers la Chine communiste, même au détriment de Ho Chi-Minh, mais aussi de porter atteinte à un prestige surfait.

Les récents événements paraissent fertiles en enseignements et sont de nature à confirmer une entente tacite qui s'est jusqu'ici maintenue pour favoriser le ravitaillement du Viet-Minh en vue de prolonger le conflit. Le matériel lourd manque aux troupes du général Vo Nguyen-Giap pour forcer le delta du Fleuve Rouge ; seul le blocus de ce dernier peut assurer les manœuvres du Viet-Minh en rase campagne pour passer de la récolte du riz à Vinh à la cueillette du pavot dans la région des Hauts Plateaux du Laos.

N'oublions pas que le Viet-Minh est pauvre, mal nourri, mal soigné. Il a un impérieux besoin de riz, de médicaments, de devises. Ses visées sur les mines d'étain de Boueng et de Phon-Thien ne sont pas aussi chimériques que l'imaginaire l'État Major franco-vietnamien qui a négligé les alarmes que lui adressait un ministre laotien.

Les recherches actuelles du Viet-Minh dans la région de Lakhom-Panon (Siam) en vue d'opérations de troc pour se procurer des antibiotiques ainsi que du riz contre de l'opium et de l'opium jointes au désir de contacts avec les quelque cinquante ou soixante mille Tonkinois et Annamites qui se sont réfugiés dans cette région et susceptibles de constituer une imposante cinquième colonne ne sont peut être pas sans rapport avec la poussée de ces derniers temps.

Dans la partie la moins large de l'Indo-Chine française (1) des forces du Viet-Minh estimées à 20.000 hommes ont réussi à s'infiltrer le long de la route coloniale n° 12 et menacer les communications avec le Nord-Laos d'une part et constituer un sérieux danger pour la sécurité du Cambodge d'autre part.

Renouvelant la récente évacuation de Lai-Chau qui le 9 décembre était de grande importance stratégique pour être finalement abandonnée deux jours plus tard comme dépourvue de toute valeur militaire, la hâte fébrile qui préside à l'aménagement de l'aérodrome de Seno va-t-elle confirmer les hésitations du Haut-Commandement ?

Les deux divisions Viet-Minh suivies de plusieurs dizaines de milliers de coolies se sont brusquement trouvées réduites à quatre bataillons ; mais ces derniers n'en parvinrent pas moins à bousculer les 3 compagnies qui leur étaient opposées. Nous sommes habitués au langage des États-Majors ; pour eux-ci rien n'est vain ; ils parviennent à tout calculer, tout deviner ; il n'est jamais de surprise pour un général. Pourtant, on demeure perplexe devant l'inertie du Haut-Commandement qui trois semaines avant Noël était au courant d'une poussée d'envergure des éléments adverses en direction du cours moyen du Mékong. Peut-être n'attachait-il pas d'importance à cette information en raison de la difficulté du terrain et des problèmes du ravitaillement.

Toutefois, devant le fait accompli, la lente progression qui demanda de 20 à 30 jours à une prudente allure, s'est muée en une ruée brutale, qui, en trois jours, fit parcourir aux rebelles une distance de 250 km. Nous voilà bien loin des performances de la guerre éclair de Hitler ! De telles outrances ajoutées aux alarmes provoquées dans les milieux diplomatiques ne sont elles pas orchestrées pour faire impression Outre-Atlantique ?

Un fait pourtant demeure. La récente offensive de Giap offre un centrant démenti au général Salan qui prophétisait en mai dernier : « L'ennemi n'a jamais atteint le Mékong et ne l'atteindra jamais ». Et le général Coguy d'enclencher dans son Ordre du Jour de Noël : « L'ennemi est inquiet et il parle de négociation. Nous sommes ici pour vaincre ». Nous sommes assez familiarisés avec la forfanterie coutumière des chefs militaires pour n'être pas surpris des paris stupides auxquels ils se livrent.

Depuis sept ans on s'égorge, on se calcine au napalm et dans les rizières se dressent de constants et mutuels guet-apens. On reproche au Viet-Minh les excès commis contre les forces qu'on lui oppose ; ne croirait-on pas que ce sont des saints que l'on enrôle à des prix substantiels dans l'armée coloniale qui va défendre des comptoirs pendant que les volontaires du Viet-Minh pensent lutter pour une indépendance problématique ?

Les réticences françaises pour accorder cette indépendance aux États associés fondent les viet à se méfier des promesses réitérées et jamais tenues. Les bruits de négociation n'ont pas d'écho chez les jusqu'au boutistes du plan militaire qui a besoin de succès pour rétablir un prestige fort menacé. Mais l'effusion inutile du sang humain qui se gaspille là-bas ne peut nous empêcher de souhaiter une fin rapide de stupides hostilités.

HAINER.

(1) L'Indochine comprend en effet la Birmanie et le Siam et cette précision paraît nécessaire.

Sus à l'hypocrisie laïque ou religieuse

(Suite de la première page)

sont installés dans de confortables sinécures ?

Quand l'indice de productivité en sensible augmentation maintient le blocage des salaires, allons-nous fermer les yeux sur les dilapidations constantes de finances mal gérées qui entretiennent le malaise social.

Le silence coupable de la presse sur les effets de la dévaluation permanente de la monnaie due aux détournements de diverses ressources exceptionnelles, extirpées au contribuable ou sollicitées à l'étranger (prélèvement exceptionnel, impôt de solidarité, réserve de devises étrangères, aide Marshall, etc...) la somme impressionnante des milliards s'est volatilisée ; mais, de substantiels profits ont dû rester en des mains impures.

Elle est au moment où peuvent être faites ces pertinentes observations, que l'on nous accuse de vivre au-dessus de nos moyens, de dépenser trop en ne travaillant pas assez.

L'oisiveté, mauvaise conseillère, des *Economiquement Forts*, doit nous ouvrir les yeux et nous avons le devoir de démasquer la duperie qui prolonge l'agonie des victimes d'un régime qui se condamne lui-même ; l'antinomie de l'aide religieuse qui se manifeste en faveur des déshérités doit nous permettre de proclamer que la perpétuation de la domination qui s'affirme de plus en plus repose sur le paupérisme indispensable au maintien des dogmes de quelque couleur qu'ils se parent, qu'ils aient pour sièges Rome, Moscou ou Washington.

LA LIME.

CHRONIQUE JURIDIQUE

(Suite de la page 3)

« Attendu que les juges, bien qu'ayant exactement constaté cette nullité, ont néanmoins validé ce même congédiement pour la période postérieure au 29 juillet 1949, date à laquelle le mandat de D... prenait fin, en se fondant sur ce que l'immunité dont jouissent les membres d'un comité d'entreprise doit cesser avec le mandat lui-même ».

« Mais attendu que le congédiement de D... décidé sans que soient respectées les garanties prévues par l'ordonnance du 22 février 1945, n'était susceptible de produire aucun effet, à quelque date que ce soit ».

« D'où il suit que les juges du fond, par fautive application, ont violé les textes visés au moyen, et n'ont pas donné de base légale à leur décision ».

« Par ces motifs :

« Casse et annule ».



Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17, rue de Clignancourt

LA PAIX, c'est la guerre

(Suite de la 1^{re} page)

ment des compensations. Le chômage est latent en France, en Italie il en est de même, les gains sont faibles et beaucoup de gens sont sous-alimentés.

On nous cite comme réalisation, le fameux pool charbon-acier ; or l'exemple est mauvais.

La Haute Autorité en la matière, le fameux Monnet, le planificateur se plaignait dernièrement que des signataires du pacte traitaient des affaires en dehors du pool à 10 % moins cher, alors ! et encore on pourrait citer bien d'autres manquements aux engagements.

On parle de lien ensemble des pays dont la politique est contradictoire et le nationalisme, exacerbant. Les gros industriels dont les intérêts les poussent à dominer le marché, ne veulent pas de l'Allemagne dont la capacité à laquelle elle peut atteindre sur le plan économique, leur est bien connue. Voilà ce qui gêne les profiteurs qui ne veulent pas laisser leurs super-bénéfices. Quant au réarmement on sait très bien que celui-ci aura lieu d'une façon ou d'une autre, on poussera l'Allemagne occidentale à reconquérir la partie orientale, ce qui finira par provoquer une intervention de l'U.R.S.S., qui ne tient pas tellement à la guerre car elle sait que la guerre ébranle les régimes.

Elle joue donc la carte de Paix, mais de toutes façons, nous ne pouvons avoir confiance dans les gouvernements où la pensée et l'action sont à sens unique.

La situation en Amérique n'est pas plus brillante, l'état moral du pays est mauvais : la presse, la radio, les déclarations des gouvernants affolent la population, pour lui faire mieux admettre la nécessité des crédits militaires à travers le monde.

Quand une Démocratie traite avec Franco dont les mains sont rouges du sang de ses compatriotes, pas seulement de ceux qui sont des crimes, mais aussi de ceux dont le nôtre est d'être des républicains sincères, cela juge un pays. S'allier avec l'assassin contre l'innocent pour sauver leur économie et leurs stocks imposants, voilà la politique des dirigeants américains réduits au dilemme suivant : ou des marchés importants, ou la guerre.

AA-on assez répété que les guerres ont toujours des causes économiques. Tous les pays du monde en Europe, en Asie, en Amérique ployent sous le fardeau des armements, y compris la Russie et ses satellites.

C'est aux peuples qu'il faut s'adresser, par dessus les gouvernants. Si les peuples voulaient faire la grande ronde pour la paix, tous les auteurs de guerre seraient balayés comme fétus de paille.

Si le syndicalisme était vraiment international il ne suffirait qu'un mot d'ordre pour arrêter la guerre. Si demain les métallurgistes refusaient de produire des canons, des avions, des munitions, si les savants, refusaient de travailler, de créer dans un but destructif, si les dockers refusaient de charger ou de décharger les bateaux qui transportent à travers les mers tous ces explosifs, tout ce matériel de guerre ainsi que les matières premières nécessaires à leur fabrication, si le syndicalisme sortait, enfin, de son verbiage éculé, usé, et s'imposait par son action directe il s'empêcherait certainement.

« Mais le patronat, les gouvernants connaissent le diviser pour régner » en divisant la classe ouvrière ils détruisent les forces d'opposition.

Aujourd'hui les forces en présence sont immenses, il ne doit plus être question de petits groupements, mais de la masse entière des travailleurs groupée dans une organisation nationale, puis internationale, usant de contacts permanents, employant les moyens modernes pour donner l'alerte en cas de danger, et cela en dehors de tout parti politique.

On me criera : Utopie. Je dis non. Si les producteurs déclaraient la grève mondiale devant la guerre, celle-ci n'aurait pas lieu. Sinon décrétons que c'est une nécessité biologique et faisons comme les autruches devant le danger. Ne nous plaignons plus, on n'a que les maîtres que l'on se donne et que l'on mérite. Que chacun y réfléchisse.

M. DINAN.

FERRATUM

Dans le numéro 116 du *Combat Syndicaliste*, une erreur de mise en pages a fait attribuer au Secrétariat de l'A.I.T. la responsabilité de l'article intitulé « Les scissionnistes de la C.N.T.E. » publiée sous la rubrique A.I.T.

Le Secrétariat de l'A.I.T. est totalement étranger à cette publication ; c'est à la C.N.T. Française SEULE qu'en incombe la responsabilité.

C. N. T. F.

C.N.T A.I.T Le combat



SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 118

20 FRANCS

VENDREDI 5 MARS 1954

... Je ne suis l'esclave de rien au monde que de la nécessité naturelle: je ne suis asservi ni au prêtre, ni au magistrat, ni à l'homme d'épée; je ne suis lié à aucun préjugé, je suis au-dessus du respect humain et de la popularité même...

P.-J. Proudhon
(Lettre écrite de la prison de Sainte-Pélagie)

A bas la charité

Ma femme a crié : « NON ! ». Elle l'a crié de toute sa force.

C'était à l'instant même, en ce jour du 1^{er} février 1954, à 13 h., où la radiodiffusion française transmettait le message de l'abbé Pierre : « en faveur de tous les errants, de tous les clochards, de tous les sans-logis, de tous ceux qui, dans ce Paris de luxe et de misère, étaient en train de mourir de froid et aussi de faim, car on ne meurt jamais aussi facilement que lorsque l'on n'a pas mangé. »

On me connaît. Je ne fais pas profession d'être le seul à agir ainsi. J'affirme simplement que je ne me couche jamais sans penser, chaque soir, — en particulier, car je pense aussi à d'autres — aux sans-abri qui ne trouvent pas le repos : occupants des bancs publics, des « sous les ponts », des couloirs d'immeubles, des gares, des entrées de métro, à ceux qui marchent toute la nuit pour ne pas geler debout, aux habitués des tunnels désaffectés, des chantiers de construction.

Au « NON » catégorique et réprobateur de ma femme, j'ai répondu : « Qui que ce soit qui les sauve tout de suite, qui les empêche de mourir tout de suite, s'ils ne veulent pas mourir, je suis avec ceux où celui-là. »

J'ai répondu cela parce que, si j'ai acquis, à la suite de quelles vicissitudes sur moi-même, le privilège d'être aujourd'hui sans haine, je n'en suis pas moins l'adversaire acharné de toute souffrance non volontairement acceptée.

J'ai répondu cela parce que celui qui connaît le tréfonds de la souffrance physique, intellectuelle ou morale s'enfoncé lentement en elle comme dans une eau glacée et ne peut plus rien pour, de lui-même, regagner la rive et se sauver.

Et cependant, ma femme avait raison.

La femme d'un militant, d'un écrivain, d'un savant, n'est pas seulement, quelle que soit la notoriété du mari, l'épouse attentive qui, en le nourrissant, en le soignant, en lui facilitant son travail lui permet, non seulement de le mener à bien, mais encore de durer. Sa personnalité reste entière, mais de plus s'enrichit par l'échange quotidien d'idées générales, les discussions qui ne peuvent manquer, soit entre mari et femme ou entre amis dans un tel milieu où chacun donne et prend selon ses moyens.

Ma femme avait raison et s'appuyait sur des arguments irréfutables.

Attachée autant que moi à la défense et à la sauvegarde des malheureux, elle refusait son adhésion à une charité occasionnelle, sinon sporadique dont la honte est d'autant plus grande que cette charité est plus spectaculaire.

Elle s'élevait contre le fait que la collectivité organisée plus connue sous le nom d'Etat et de gouvernement laissât à des particuliers l'initiative d'ouvrir des centres d'accueil, de recevoir la nourriture, le bois, le charbon, les couvertures et d'en assurer eux-mêmes la distribution.

Libre-penseuse, elle notait qu'une fois de plus c'était un religieux — catholique — bientôt suivi de tous les autres : protestants, armée du salut, israélites, qui lançait l'appel. Révolutionnaire, ne pouvant supporter que des gens meurent de froid et de faim dans un pays où l'abondance est maîtresse, elle se dressait contre la destinée inique et absurde imposée à ces hommes et à ces femmes qu'on appelle pauvres.

Ma femme avait raison, et, le pire est qu'elle avait raison contre moi. J'ai toujours, en effet, défendu l'absolu dans l'exposé et le dépôt des revendications sociales. Aujourd'hui, je paraissais abandonner l'ab-

solu — ceux qui produisent ont droit à tout — pour le relatif, et quel relatif est l'aumône jetée.

Force me fut bien de reconnaître la valeur des principes de base que mon interlocutrice me rappelait un à un et sur lesquels, depuis toujours, nous avons été d'accord :

1^o - La charité n'est pas une solution à la misère humaine; elle abaisse, humilie et dégrade celui qui la reçoit.

La charité, par contre, est une habile et extraordinaire occasion de propagande si l'on pense au moment choisi, extrêmement favorable : le moment où des bébés et des vieux meurent de froid.

La charité chrétienne est la pire de toutes : l'escroquerie à bon compte : une miette de pain reçue suffira sur cette terre où la résignation doit être la loi. Les félicités éternelles sont promises dans le ciel (!)

2^o - Toutes les trois heures et demie, en moyenne, pour toute l'année, un vieux se suicide en France : sept par jour. On le sait : C'est Clara Tangani qui l'a dit à la radio. Tous les hivers, des bébés meurent de froid: Tout le monde savait cela avant la vague de froid.

Les deux mille recueillis aussi existaient et ce n'est pas de cet hiver qu'ils souffraient du froid et de la faim.

Tout le monde sait que ce ne sont pas deux mille qui auraient dû être secourus. Ils sont des millions en France de sans-logis, tant à Paris qu'en Province (il ne faut pas les oublier non plus ceux-là !), des millions de sans-logis ou de mal logés que la féroce société organisée force à l'obéissance et à l'acceptation en leur imposant une sous-alimentation savamment calculée par la non-augmentation du pouvoir d'achat des masses : le paupérisme soigneusement entretenu.

3^o - Tout le monde sait également que, lorsque viendra le dégel, la charité fondra comme la glace sous les savates des clochards.

Avoir bon cœur, pour une fois, cela réchauffe. On a parfois besoin de sa propre estime. Avoir bon cœur tous les jours, non seulement cela coûte cher, cela fatigue, mais surtout, cela dérange en rompant les habitudes d'une vie que l'on s'était acharné à faire « comme il faut ». Bref, il y a temps pour tout : pour la charité et pour le reste.

Après le dégel et les prémices du printemps, les villas, les châteaux, les demeures cosues ou simplement « bien », se retrouveront garnis. Rien ne sera changé au confort ni à la douce quiétude d'une situation bien établie des gens qui les habitent.

Par contre, pour les mal-logés, les plafonds resteront béants, les courants d'air aiguës, les gouttières (trous du toit), tenaces.

Les pas-logés du tout reprendront les courses nocturnes, les ponts, les tunnels, les chantiers. Au moment où j'écris : 13 février : treize jours seulement après la vague de charité qui menaçait de recouvrir toute la France, j'apprends que l'abbé Pierre, mis en demeure de « libérer » sous trois jours des refuges qui lui avaient été « prêtés » achète une usine désaffectée — 60 millions — pour ne point jeter à la rue en plein gel ceux au cœur desquels il avait déposé le levain sacré de l'espérance.

Bref, rien n'est changé : rien ne sera changé !

Les capitalistes accumuleront leurs profits (plus-value) comme devant ;

Le manoeuvre léger comptera ses chemises trouées ;

L'Etat creusera des gouffres de plus en plus profonds pour y en-

(Suite page 4)

Albert CANÉ n'est plus... Du mensonge et de l'hypocrisie

Albert Cané, l'ardent animateur du « Comité pour le droit d'asile », le continuateur de l'anarcho-syndicalisme de l'époque de Pellontier et de Yvetot, le compagnon de Pierre Besnard, Le Pen, Chausse, Birman, le frère de tous les proscriptions anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, toujours prêt à les défendre et à les soutenir... n'est plus !

Il est mort le 25 janvier dernier, dans sa 70^e année, à Menton.

Toute sa vie, il lutta courageusement et dangereusement.

Né à St-Vigor d'Imonville, il vint à Paris dès sa jeunesse, et adhéra, fin 1906, au Syndicat des Electriciens de la Région Parisienne, de la C.G.T. Il y mena toutes les luttes, en employant la méthode de l'action directe révolutionnaire. Albert Cané ne passa pas un seul jour sans soutenir, à la permanence du Syndicat, par sa méthodique activité, tous les réfugiés politiques : ainsi, il devint trésorier du « Comité de Défense Sociale », comité qui fut, pendant tant d'années, le groupement le plus combatif de Paris, et de France. Albert Cané, en 1912, avec Sébastien Faure, Thuillier, Brouchoux, Yvetot, fut un des organisateurs de la Campagne de Protestations contre les bagnes militaires d'Algérie.

Le 11 Février 1912, par la volonté du peuple, le corps d'Aernoult, assassiné au bagne de Djenon-el-

Dar, est ramené à Paris, et sur le parcours de la gare de Lyon au Cimetière du Père-Lachaise, plus de 300.000 manifestants réclamèrent la libération d'Emile Rousset, encore détenu en Afrique. Grâce à la lutte obstinée du Comité, Rousset revint à Paris, quelques mois plus tard, et il put dénoncer, dans un meeting, les infamies et les crimes qui se commettaient dans les bagnes militaires !

En 1919, le gouvernement français expédia en Mer Noire une importante escadre dirigée contre le peuple russe en pleine fermentation révolutionnaire. La lassitude de quatre années de guerre n'est pas de nature à rencontrer l'acceptation des équipages qui en Avril se mutinent contre l'intervention souhaitée par les réactionnaires de toute obédience. Des grosses unités à celles de petit tonnage une effervescence se manifeste et l'autorité maritime, un instant désemparée par la peur de la soudaine révolte qu'elle n'a pas pu prévoir est prise de panique. Trompant la vigilance des révoltés, cette autorité réussit à faire regagner les bases françaises par toutes les unités et violant de solennelles promesses, entreprend une sévère répression contre les mutins les plus en vue, parmi lesquels se trouvent Marty et Badina.

Alors une campagne pour l'am-

(Suite en page 4)

Les tâches présentes

Avant les débats qui vont s'ouvrir à Marseille en juin prochain, il paraît utile de mettre au point nos conceptions sur la transformation des rapports sociaux, celle-ci se trouve toujours, à nos yeux, basée sur la suppression des classes qui ne peut avoir pour conséquence qu'une modification profonde des formes actuelles de propriété, de production et d'échange.

Ce n'est que par la destruction systématique des institutions oppressives de l'Etat qui renforcent constamment ses positions, surtout à la faveur des conflits guerriers qui apportent tant de troubles dans les esprits par les mesures dictatoriales imposées par l'autorité militaire, support indispensable de la néfaste puissance administrative qui nous opprime, que cette souhaitable modification peut se produire. Le développement des services de Sécurité Sociale est un des aspects de cette force oppressive qui enrégimente les humains du berceau à la tombe et permet un contrôle constant des activités indépendantes.

Il est urgent de mettre un frein aux conceptions opportunistes introduites progressivement dans les méthodes d'action de la classe ouvrière ; les conceptions partisans ont fort altéré la virilité de celle-ci et nous sommes au regret de constater que sa capacité de résistance à la cohésion monolithique des exploités s'en trouve considérablement réduite.

Rappelons la méprise des syndicalistes révolutionnaires quant à l'influence exercée sur eux par la révolution russe en octobre 1917 n'ayant pas su déjouer les travaux de sappe poursuivis adroitement par les politiciens qui, complétant la grande trahison de 1914 ont annihilé tout esprit d'indépendance dans les milieux syndicaux habités jusque là à une stricte neutralité vis-à-vis des perpétuels diviseurs des partis politiques, surtout ceux qui proclament leur volonté de défendre les libertés ouvrières.

Il faut éviter de confondre la défense des libertés acquises dont le maintien est constamment remis en

question et les conquêtes nouvelles qui doivent couronner les efforts des précurseurs. Pour cela, il est indispensable de revenir aux saines notions de la vraie et de l'indispensable révolution sociale qui est en léthargie depuis que la corruption a contaminé les dirigeants syndicaux grisés par les rapports de plus en plus étendus de la collaboration avec le patronat. Les fameux principes de la charte condamnant l'exploitation de l'homme par l'homme et poursuivant la suppression du patronat et du salariat sont oubliés par les bénéficiaires de sinécures ou l'habitude du travail s'est évanouie.

Il est donc nécessaire de réveiller l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière par de fréquents appels à son activité critique qui doit précéder l'expression de son inébranlable volonté d'action.

Il est de notre devoir de rappeler avec insistance les principes fédéralistes qui nous animent et de laisser aux militants présents ou futurs qui ont des lumières sur la nécessité de la lutte en participant aux vicissitudes quotidiennes, le choix de l'action la plus propre à ouvrir la voie à une libération définitive ; réalisé sur le plan matériel, elle parviendra à se poursuivre sur le plan intellectuel pour mettre un terme à la paresse d'esprit qui, peu à peu, a permis l'acceptation de mots d'ordre imposés qui, flattaient certaines vanités, ont annihilé tout esprit d'indépendance.

Est-ce trop demander que de rechercher les moyens à mettre en œuvre pour cette besogne de redressement indispensable ? Ce n'est pas tant l'œuvre présente qui compte ; c'est tout un passé révolutionnaire qu'il s'agit de faire revivre et qui doit concrétiser les espoirs momentanément déçus. En poursuivant l'effort quasi-centennaire des fondateurs de l'A.I.T. sachons demeurer dignes de leurs efforts et nourrir l'ambition de faire éclore les jours meilleurs qu'ils souhaitèrent.

LA LIME.

Le mensonge et de l'hypocrisie

Le mensonge et la calomnie sont les armes des lâches tandis que l'hypocrisie règne dans le domaine politique. Ainsi Machiavel n'est pas mort, il est plus que jamais l'inspirateur, le grand Conseiller des Marxistes, jésuites sans scrupules et falsificateurs de l'histoire.

Dans la « Vie Ouvrière » le Kamarade Benoit Frachon, général secrétaire de la C.G.T. se métamorphose en pionnier de : « L'Unité Ouvrière ». Le bon Benoit écrit : « L'unité de la classe ouvrière est une condition nécessaire de sa lutte victorieuse pour la défense de ses intérêts économiques et sociaux, pour la défense de ses libertés » ; Certes (qui, ose le nier ?) l'unité ouvrière est une condition indispensable, impérieuse pour assurer la défense des intérêts économiques, sociaux, ainsi que la défense de la Paix et de la Liberté, mais est-il vrai que : « La C.G.T. est la seule organisation syndicale qui mène une action conséquente et suivie pour l'Unité, qu'elle défend, en toute indépendance et avec fermeté, les intérêts vitaux de la classe ouvrière ? ». Benoit l'affirme alors que l'expérience démontre que la C.G.T., succursale du Parti Communiste Matérialiste-Marxiste Français, est la principale responsable de la désagrégation actuelle de la classe ouvrière.

Benoit Frachon est-il atteint de déficience de mémoire ? Il faut le croire puisque ce révolutionnaire patenté au service d'une Dictature ignoble, ne se souvient pas que les Leaders de la C.G.T. actuelle sont des personnages pour qui l'injure est l'arme préférée et le mensonge un poison dont ils usent et abusent. En voulez-vous des preuves ? Penchez-vous sur la littérature qui va de Karl Marx-Engels, Lenine, Trotsky, Staline jusqu'aux Mon-mousseau. Frachon et tous les cheffailons qui écumant les deniers des travailleurs. Ce n'est pas la honte, le rubicond Benoit prétend que : « La C.G.T. groupe tous les travailleurs sans distinction d'opinion politique, philosophique ou religieuse », et il ajoute : « Cet article des Statuts de la C.G.T. n'est pas un panneau pour réclamer, il est une réalité ». En effet, cet article des Statuts de la C.G.T. fut une réalité à l'époque où les Dialecticiens-Matérialistes étaient inconnus à la C.G.T., il n'en est plus de même aujourd'hui car, en dépit des affirmations de M. Benoit, la Grande Centrale Moscovitaire est déréglée par une politique essentiellement dictatoriale. Actuellement, les Bonzes cégétistes ignorent tout, ou font semblant de tout ignorer, du syndicalisme révolutionnaire de la C.G.T. à l'époque de sa création, en revanche Benoit ose écrire : « La C.G.T. est la seule centrale syndicale en France qui soit une organisation de tous les travailleurs, il est facile d'en fournir les preuves irréfutables. Voici un exemple, les dirigeants de F.O. qui ont fait la scission en 1947. Jouhaux, Bothéreau, Neumeyer étaient membres du bureau de la C.G.T., mais ils n'étaient pas communistes ». Certes Jouhaux et consorts n'étaient pas communistes ; pire que cela, tous les ouvriers savent que Jouhaux, depuis sa fameuse trahison de 1914, n'a plus rien de commun avec la classe ouvrière, seulement M. Frachon, qui prêche pour sa paroisse, cite la scission (Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

Confédération Nationale du Travail
39, rue de la Tour d'Auvergne à Paris-9^e.
Permanence au siège tous les jours, sauf dimanche
de 14 à 18 heures.
Téléphone : TRUdaine 78.64.

Trésorier Confédéral Administrateur du Combat Syndicaliste.
Aronde Maurice, 39, rue de la Tour d'Auvergne à Paris-9.
C. C. 8824 - 68 Paris.
André Raux, 262, Av. de la République à Epinay S/Seine (Seine).
C. C. 233 - 92 Paris.

Bâtiment. Douceville, Paris-18^e.
C. C. 6261 - 16 Paris.
2^e U. R.
Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le SUB doit être envoyé, fonds et correspondance, à Aronde Maurice, 100, rue Pernety, à Paris-14^e.
Adresser la correspondance à :
Ch. Martin, Secrétaire, 37, rue Pernety, à Paris-14^e.

ASSEMBLEE GENERALE DU BATIMENT
Dimanche 21 mars 1954, à 9 h. 30
2, rue de Meaux, Paris-19^e - Métro :
Colonel-Fabien.

2^e U. R. 19^e Union Régionale
SYNDICAT INDUSTRIEL UNION LOCALE
DES METAUX DE MARSEILLE

Le Conseil National du S.I.M., élargi à tous les responsables de Section, aura lieu les :

Samedi 6 mars à 14 h. 30 et
Samedi 20 mars à 14 h. 30
39, rue de la Tour d'Auvergne,
Paris (9^e). Présence indispensable.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U. R.18^e U. R.

Réuni en Assemblée générale le 4-2-54 au Siège, le Syndicat des Employés s'est réjoui de la réponse que certains anciens camarades ont fait à son appel et demande à ceux qui n'ont pas encore répondu d'écrire pour indiquer leur position, suggestions et autres vis-à-vis du syndicat et de sa ligne de conduite. Les camarades ont ensuite discuté sur le prochain congrès de la C.N.T. et approuvé une modification relative à l'article 6 des statuts confédéraux.

Avant de lever la séance une subvention de 300 fr. a été votée pour la liaison régionale. Subvention d'essai qui est susceptible d'être augmentée suivant les besoins et le résultat obtenu.

9^e UNION REGIONALE

Limoges

RESURRECTION

C'est avec une certaine joie que nous pouvons annoncer la constitution d'un syndicat Inter dans notre ville.

Certes depuis quelques temps les anciens avaient envisagé cette éventualité.

C'est maintenant un fait acquis, après le passage de notre camarade Fauchois.

Pour toute correspondance s'adresser au camarade Jean Peyroux, route du Palais, Limoges.

Une nouvelle année est commencée, celle qui vient de s'écouler a vu s'accroître la régression sociale, les menaces de guerre, l'écrasement plus grand de la classe ouvrière. Elle a vu aussi grandir la faillite et l'incapacité des syndicats rattachés aux partis politiques.

Il appartient à vous tous camarades d'œuvrer à ce que 1954 voit une amélioration de notre sort. Pour cela il faut rejeter le syndicalisme à la solde de Moscou ou de Washington. Nous, travailleurs, nous ne voulons plus lutter pour que règne dans ce pays le régime des Cosaques ou les méthodes des gangsters de Chicago.

La Confédération Nationale du Travail vous appelle à venir en son sein pour construire un syndicalisme ne visant que les intérêts des travailleurs en dehors des partis, des clans, des sectes. Un syndicalisme qui lutte pour le bien-être de l'homme et son émancipation, en dehors de toute compromission.

La C.N.T. vous appelle à l'action pour le retour aux 40 heures, la suppression du travail aux pièces, et au rendement. Un salaire décent couvrant les besoins normaux de chacun. L'écrasement de la hiérarchie des salaires, la suppression des zones de salaires, impôts sur les salaires, etc.

Pour des conditions de vie normales pour les vieux, les invalides, les étudiants. Pour la prise en gestion directe par les travailleurs des organismes sociaux (Sécurité sociale)

(Suite page 3.)

LE COIN DES P. T. T.

Nous avons déjà eu l'occasion de stigmatiser le syndicalisme à la petite semaine pratiqué depuis des années par les grandes fédérations. Nous avons dit combien à notre avis, était fallacieux le procédé qui consistait à obtenir des augmentations déguisées de traitement ou de salaire en jouant sur les indemnités et les primes. Nous dirons même que c'est un jeu dangereux qui peut se retourner à l'occasion contre les intéressés et même contre tous les membres de la corporation. A notre point de vue les seules indemnités défendables sont celles qui se justifient par des frais supplémentaires imposés aux intéressés. Pour ce qui est des autres sujétions, des compensations équitables peuvent être trouvées par ailleurs ; par exemple : augmentation d'échelon indiciaire, repos compensateurs, changement de service au bout d'un certain nombre d'années, classement dans le service actif en vue d'un départ à la retraite anticipé. En effet si un travail est réputé pénible ou dangereux, ce n'est pas l'octroi d'une somme d'argent qui le rendra moins pénible ou moins dangereux ; pour la machine humaine la fatigue ou le risque reste le même, mieux vaudrait davantage de repos.

L'octroi d'indemnités ou de primes en argent fait toujours des envieux et c'est alors à qui s'efforcera de prouver par a plus b que son cas personnel peut et doit être assimilé à celui de telle ou telle catégorie jusqu'au jour où, à force d'avoir été galvaudée la dite indemnité a perdu tout véritable sens ; c'est le cas notamment des indemnités dites de technicité.

En bref les indemnités de fonction ou de technicité, les primes sont des os à ronger qui laissent intacte la question des traitements et salaires.

Autre danger, le plus grand celui-là, c'est que les indemnités et les primes n'entrent pas en ligne de compte dans la détermination du montant de la pension de retraite (nous nous excusons ici auprès de nos camarades non pensionnés de tous secteurs d'évoquer cette question des retraites que nous souhaitons voir s'étendre bientôt à tous les travailleurs). Or si les retraites sont calculées sur des traitements de base qui ne représentent en gros que les 6 ou 7 dixièmes de la rémunération globale, il arrive fatalement que nombre de retraitables redoutant de se retrouver du jour au lendemain avec un pouvoir d'achat considérablement diminué font tout leur possible pour rester en place jusqu'à complet épuisement, but d'ailleurs recherché par les ministres des Finances en quête d'équilibre budgétaire.

Quant aux jeunes qui cherchent du travail, le Ministre de la Défense Nationale ne demande pas mieux que de leur en procurer grâce aux engagements ; ainsi d'une pierre les gouvernements font deux coups.

En conclusion les travailleurs des P.T.T. syndiqués à la C.N.T. posent donc entre autres revendications, la révision des traitements et salaires de base, l'amélioration du régime des retraites, l'extension du bénéfice du service actif à toutes les catégories effectuant un service de nuit régulier ou un service irrégulier par l'horaire.

La misère en faux-col

Trop de travailleurs tendent encore à croire que les employés font partie d'une classe privilégiée et à considérer ces derniers comme des intellectuels, des demi patrons ou autres. Cela est dû à leur fonction les obligeant à cotoyer matin et soir, contre leur gré du reste, directeurs et patrons de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, ou à leurs pseudo avantages.

Non, les employés ne font pas une secte indépendante des autres travailleurs, mais font partie intégrante du prolétariat malgré leurs trompeuses apparences.

Les employés sont soumis aux mêmes difficultés et subissent, tout comme leurs frères de misère des chantiers, des usines et des champs, les mêmes iniquités d'un régime d'injustice et de dictature qui se pare de mots tels que liberté, égalité.

La liberté peut-elle exister dans un pays où d'importantes forces régressives subsistent (armée, C.R.S., police, etc...) pour maintenir l'ouvrier dans d'affreuses conditions de vie ? Où l'exploitation la plus cynique règne en maître ?

« Propriété privée » et « égalité » sont-ils compatibles ? Y a-t-il égalité entre les actionnaires des trusts et les salariés surtout lorsque l'on sait que nombreux sont les

employés qui gagnent moins de 25.000 francs par mois ?

Non, bien sûr !

En attendant l'instauration d'un milieu social digne de ce nom, nous l'invitons à lutter avec nous pour les revendications suivantes :

— Augmentation massive des salaires de base, dégressive ensuite. Rien au sommet de l'échelle hiérarchique.

— Suppression des zones de salaires.

— Application des 5/8 (semaine de 40 heures).

— Suppression du travail au rendement et des heures supplémentaires.

— Echelle mobile unilatérale.

— Un mois de congés payés pour tous.

Des retraites égales au minimum vital pour les vieux travailleurs.

Dénuées de tout caractère utopique satisfaction provoquerait un pas en avant vers le bien être des travailleurs et ouvrirait un chemin vers l'égalité économique dans une société où l'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtrait.

Si tu es d'accord avec ce programme rejoins les camarades de combat, adhère au Syndicat des Employés de la C.N.T.

E. AKOUN.

La balance de Thémis est en bonnes mains

Le hasard d'une démarche au « Palais » nous a permis d'enregistrer la scène suivante, qui semble mériter qu'elle soit rapportée.

Il s'agit d'un juge, bien, distingué, crachat rouge, comme il se doit, tranchant sur la robe noire, barbiche blanche en éventail, et en bataille.

Il écoute, d'une oreille complètement indifférente, un pauvre type, sollicitant l'assistance judiciaire, lui expliquant la modicité de ses ressources.

« J'habite en hôtel, monsieur le juge, j'ai 9.000 francs de loyer par mois et... »

Sortant brusquement de sa torpeur et lui coupant brutalement la parole, notre « peseur juré » rétorque d'une voix cinglante :

« Je n'ai pas à entrer dans ces considérations là, vous n'avez qu'à ne pas habiter à l'hôtel.

Vous pourriez tout aussi bien habiter au « Ritz » cela vous permettrait de m'indiquer que vous payez encore beaucoup plus cher ».

C'est tout !

Ainsi, parmi ceux qui rendent la justice, ou font semblant, il se trouve des gens qui ignorent encore qu'une crise du logement existe, que des millions de per-

sonnes habitent des taudis quand ils ont, si l'on peut dire, le bonheur d'en avoir un à leur disposition, que faute de cela ils n'ont d'autre ressource — des centaines de milliers sont dans ce cas — que de verser dans la poche d'un « marchand de sommeil » les 2/5 de leurs « 23.000 francs Edgar Faure ».

Peut être, monsieur le juge, confortablement vautre dans votre douillet appartement, ne vous êtes vous même pas rendu compte qu'une température exceptionnellement rigoureuse sévissait ces temps derniers.

Sans doute ignorez vous aussi que pendant cette période — faisant, avec l'appoint d'une publicité déplacée, étalage d'un faux altruisme — les responsables du régime que nous subissons ont laissé scandaleusement crever dans la rue, pire que des chiens, car ceux-ci possèdent au moins une niche, une multitude de pauvres hères qui n'avaient commis d'autre crime que d'être mis « hors la Loi », presque toujours sans raison valable, par vos semblables.

Comment, en effet, la justice rendue par de telles compétences pourrait-elle être autre chose qu'une parodie.

S. U. B.

Par temps de gel, les ouvriers du Bâtiment se voient obligés d'interrompre leur travail. Ils perçoivent une somme égale à 75 % de leur salaire. Quand on compare les faibles salaires, en général, du Bâtiment, c'est un nouveau cran à la ceinture que l'hiver apporte à ceux qui bâtissent pour les rupins.

Dans les industries annexes du bâtiment, telle la fabrication des produits en ciment (parpaings, dalles, tuyaux, etc...) la situation est encore pire. Ces industries ne s'encadrent pas dans ce cas dans la branche « Bâtiment » et leurs travailleurs ne perçoivent alors aucun dédommagement. D'autres industries, n'ayant aucun rapport avec le Bâtiment, suivent le même processus de misère.

Un décret du gouvernement doit depuis un certain temps, remédier à cette situation. Nous l'attendons toujours. Faudra-t-il que cet hiver rigoureux soit du passé pour qu'il paraisse ?

L'allocation de chômage partiel se trouve pour ces travailleurs au nombre minimum de cinq dans l'entreprise qui les exploite.

Les autres, qu'ils crévent.

Cette revendication particulière au bâtiment se pose :

SALAIRE COMPLET ET NON A 75 % PAR INTEMPERIE.

EXTENSION DE CETTE DISPOSITION AUX INDUSTRIES ANNEXES.

Cela peut d'ailleurs très bien se poser dans d'autres industries se trouvant arrêtées par le gel.

Une entreprise métallurgique de la région parisienne se trouvant obligée d'arrêter le travail d'un atelier a octroyé exceptionnellement l'allocation d'intempérie aux ouvriers de cet atelier lors des derniers froids rigoureux.

Dans notre petite fabrique de parpaings, Châtenet, à Conflans-St-Honorine (S.-et-O.), nous avons passé cette période de -15° à créver la fame et le froid. Heureusement que la solidarité de copains ouvriers se trouvait là.

Nos prises de renseignements au bureau du chômage et à l'Inspection du Travail, confirmèrent ce qui est dit plus haut. Nous n'étions que deux dans l'entreprise. Nous avons au moins trouvé un allié pour l'avenir en la personne de l'Inspecteur du Travail qui, averti, veut nous contacter à la boîte. Devant des formes d'action réduites par la petitesse d'entreprise, tout est bon pour plier ultérieurement le patron à la loi, lorsque celle-ci est à notre avantage.

Certes, par principe même, les syndicalistes révolutionnaires ne sont pas légalistes. Mais ils savent se servir de tout ce que la loi peut leur offrir. Il s'agit de s'en servir, mais pas de s'y arrêter.

COALITION PATRONALE

Si la coalition ouvrière s'obtient difficilement il n'en va pas de même pour nos patrons qui s'entendent à merveille pour la défense de leurs intérêts au détriment de tout sens d'humanité.

L'exemple suivant est une preuve de plus.

Place Saint-Pierre à Paris, centre du commerce de tissus, les magasins se touchent et se trouvent de tous côtés.

Dans de telles circonstances, une sévère concurrence devrait jouer. Il n'en est rien. Nos commerçants se tenant bien la main pour l'établissement de leurs prix de vente ; ainsi que lorsqu'il s'agit de l'embauche des employés.

Jugez plutôt.

Si vous avez travaillé aux établissements « Moline » et désirez entrer chez le voisin « Dreyfus » il vous sera aussitôt répondu : « Monsieur nous regrettons, mais nous ne prenons aucun vendeur ayant travaillé chez Moline » et réciproquement bien entendu.

Le seul fait d'avoir travaillé dans une maison vous fait devenir « bête noire » et vous barre la route d'entrée dans d'autres magasins (1).

Il était nécessaire de dénoncer une pareille iniquité à ajouter au compte, déjà bien long, de nos exploités.

Il est temps, que nous, exploités, prenions conscience de notre force et réagissions comme il se doit, pour la défense de notre droit à la vie.

Isolé on ne peut rien, unis on peut tout.

Rejoignez la C.N.T., seule organisation apolitique qui peut vous conduire vers la victoire finale.

HILERME.

du Syndicat des Employés.

(1) Vous n'avez pas le droit de quitter votre emploi dans la crainte de rester sans boulot assez longtemps.

Les employés le savent malheureusement, et poursuivis par la hanse du chômage acceptent, trop souvent, hélas, des conditions de travail déplorables pour des salaires dérisoires.

C.N.T. CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL A.I.T.

(Association Internationale des Travailleurs)

Bourse du Travail, 42, rue Lalande, Bordeaux.

AUX TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES « SOCIETE AUXILIAIRE ET MAUREL » DU CHANTIER DU PONT DE PIERRE DE BORDEAUX

Camarades,

Le Syndicat Unifié du Bâtiment s'adresse à vous.

Il est temps de s'unir et de nommer nos délégués, car il faut de toute urgence faire face aux exigences et injustices de la direction. Nous en avons assez d'être de simples bêtes de somme, car si nous sommes payés avec un salaire dérisoire, on exige le maximum d'efforts.

Rappelons que pour les acomptes, par exemple, nous demandons partie de ce que nous avons gagné et l'on nous donne ce que bon leur semble. Exigeons le respect de nos droits, luttons pour notre dû !

Tu peux sans crainte confier tes inquiétudes à tes camarades de la C.N.T. En eux, tu trouveras des amis sûrs, toujours disposés à te défendre.

Aie confiance et unis-toi à eux. L'union fait la force !...

Assez de tromperies ! Que ces messieurs de l'entreprise n'aient pas s'imaginer que nous nous laissons acheter avec quelques bouteilles de vin !

Assez de tromperies ! Grâce à notre travail le programme de construction est très avancé et les entreprises se soucient très peu de notre peine et des conditions souvent très dures du travail.

CAMARADE, UNIS-TOI A CEUX QUI VEULENT QUE CESSENT CES ABUS. LUTTE AVEC TES CAMARADES DE LA C.N.T. CONTRE NOTRE EXPLOITEUR POUR L'AMELIORATION ET LE RESPECT DE NOTRE CONDITION.

NOMMONS NOS DELEGUES, AU COUDE A COUDE, UNIS FACE AU PATRON VORACE ET NEGRIER, NOUS VAINCRONS !!

Le Syndicat Unifié du Bâtiment

de la C.N.T.

8^e U. R.

Distribué le 26 février 1954 aux ouvriers travaillant au chantier d'élargissement du Pont de Pierre de Bordeaux.

INFORMATION INTERNATIONALE

Dissensions dans la S.A.C. (Suède)

Lorsqu'on lit dans la presse les informations relatives à la dissension qui existe dans la S.A.C., on se rappelle ce qui est arrivé dans d'autres mouvements qui ont passé par les mêmes circonstances que la S.A.C. actuellement. Il a toujours existé un groupe qui trouve juste la méthode d'étrangler l'opinion des autres et, s'il n'y arrive pas, de se défaire des personnes qui le gênent par l'exclusion.

Il est tragique que cela puisse se passer dans la S.A.C. car cette organisation s'est déclarée l'ennemie du système d'« UN parti », et nous trouvons justement ici tout l'opposé. On parle de « socialisme libertaire », cliché nouveau, qui rend seulement la chose encore plus tragique, puisque l'essence même du socialisme est libertaire. Il n'est besoin de rien lui ajouter, mais quand on le fait, il vaut mieux ouvrir les yeux. Il y eut une fois un groupe qui trouva bon d'ajouter le mot : « national » devant socialisme ; et les blessures n'en sont pas encore cicatrisées. Le bolchevisme se donne aussi l'apparence d'être socialisme en employant le qualificatif : d'« Etat », et nous savons tous ce que cela signifie. Ces deux exemples doivent nous faire réfléchir. « Socialisme libertaire » (expression par laquelle la S.A.C. désigne actuellement sa position) sonne très bien. Il est seulement malheureux que ses actions parlent une autre langue, de persécutions fastidieuses et d'actions dictatoriales contre ceux qui ne partageaient pas l'opinion dirigeante — ce qui nous fait réfléchir et penser un peu —. Une chose est claire : le socialisme est le socialisme, cela suffit. Nous devons considérer toutes les autres distinctions avec beaucoup de précaution.

Si nous voulons employer le mot « libertaire » pour nous distinguer des autres mouvements ouvriers, il faut aussi en observer l'esprit dans nos actes. Mais, pour ne parler que de la S.A.C., on y a exclu des membres qui se sont maintenus d'une façon conséquente dans le syndicalisme, pour le seul fait que ces personnes ont trouvé nécessaire de s'unir dans une union syndicaliste en vue de travailler pour ce qui, selon leur opinion, est le syndicalisme, puisque les « militants du socialisme libertaire » emploient des méthodes dictatoriales. Ce qui rend l'affaire encore plus tragique est qu'on considère cette union comme un appui pour une S.A.C. qui veut suivre une ligne syndicaliste.

Je ne doute pas que la majorité des affiliés de la S.A.C. veuillent suivre cette ligne, mais l'organe officiel du mouvement, ARBETAREN a une autre opinion, et c'est la vraie cause de la dissension. « PERSPECTIVES NOUVELLES »

Quand l'actuel rédacteur en chef du quotidien « Arbetaren » — Evert Arvidsson — en devint le chef et écrivit son premier article, il lui donna ce titre : « Nouvelles perspectives ». Je recommande la lecture de cet article avec une attention profonde. Cela est très utile, car si l'on suit l'évolution du journal, nous notons souvent le mot « nouveau », on peut se former une opinion des causes de la dissension et noter que c'est le journal « Arbetaren » qui en est la vraie cause dans la S.A.C.

Mais ce n'était pas seulement dans le journal que la rédaction faisait sa propagande pour sa « ligne libertaire ». D'autres moyens furent employés, par exemple des membres du groupe de l'« ordre nouveau » le représentaient dans toutes les conférences et meetings de premier plan dans tout le pays. Des discours de ces personnes soulignaient « la ligne du journal », qui fut considérée « plus réaliste », s'approchant davantage de la « réalité » et de l'« esprit contemporain ». Ce verbalisme dans le journal et les conférences eut comme résultat que nos adhérents restèrent confondus et indifférents.

« RAISON ET CONSCIENCE »

L'auteur de cet article vint à un meeting où Arvidsson allait parler de « Syndicalisme et Défense ». C'était le début de la « nouvelle ère ». Il déclara :

« Je dois d'abord déclarer, avant d'approfondir mon discours, que mon cœur est avec Hertz (pacifiste), mais ma raison avec Jung (le général commandant de l'armée à cette époque).

Comme ces paroles d'Arvidsson sont en opposition avec le syndicalisme révolutionnaire ! Il étrangle toute l'idée internationale, qui est son essence. Et la malhonnêteté de la rédaction d'« Arbetaren » est aussi patente que le socialisme « nouveau », car elle va jusqu'à présenter toute protestation contre

le « nouveau » comme une tentative pour provoquer une dissension.

...IL VAUT MIEUX SE TAIRE SUR LES QUESTIONS DELICATES.

Lorsque nous critiquions « Arbetaren » qui n'avait pas parlé du budget militaire pour 1951, comportant des dépenses de 1 million cinq cent mille couronnes suédoises, la réponse du journal fut qu'« il vaut mieux se taire sur les questions délicates ».

Ceci fut dit dans une grande conférence annuelle. On parla avec crainte dans cette conférence, mais ce qui fut dit suffisait pour démontrer comment on oubliait l'antimilitarisme — un des points les plus importants du programme de notre syndicalisme.

La situation devint naturellement encore plus agitée lorsque le journal refusa ensuite de publier des articles antimilitaristes. Bien que ces questions s'annoncent et causent les dissensions par leur importance puisqu'elles sont des questions de principes, le journal « Arbetaren » s'en lave les mains et se considère comme l'innocence même.

QUI EST LE DIRECTEUR DU THEATRE ?

L'homme qui a joué la grosse carte dans le mouvement et avec le mouvement même est Helmut Rüdiger et il paraît qu'il sortira rapidement victorieux. Il commença son travail souterrain en intriguant hypocrite et adulateur. Il introduisit subtilement ses « nouvelles » idées, en se cachant derrière des hommes innocents et de bonne foi, qui attaquèrent la rédaction du journal de l'époque. Rüdiger appelle ses intrigues « discussions d'idées ». Il arriva ainsi à détruire avec sa « discussion » l'union des jeunes, puis vint le tour de la S.A.C.

« Arbetaren » publie toujours ses idées comme « de nouvelles idées » et de « nouvelles analyses » de la réalité-oui, c'est « nouveau » dans l'absurde. Tout ce qu'il écrit est publié immédiatement dans « Arbetaren » et si quelque article ne peut en aucune façon corres-

pondre au syndicalisme et à son esprit, alors ce « cachi-vachi » s'appelle « Points de vue intéressants », tandis qu'il y est question de propagande purement contraire au syndicalisme. Il est rare qu'il apporte quelque contribution aux idées du syndicalisme révolutionnaire.

Dans « Arbetaren » on n'a jamais mentionné les persécutions contre l'organisation sœur des I.W.W. aux Etats-Unis, organisation traitée de « communiste » simplement parce que certains cercles du pays du dollar combattent son radicalisme. Mais ce n'était pas la mélodie de Rüdiger, ni cela ne correspondait pas à ses buts de parler de ces faits — et la rédaction semble être de la même opinion. Et il ne suffit pas que Rüdiger change les idées et les principes dans notre pays ; il s'en occupe aussi du point de vue international. Il suffit de voir « Arbetaren » du 5 janvier de cette année pour trouver des preuves de cette mentalité.

Pour le reste, voyons sa « correspondance internationale ». La documentation démontre clairement qu'il use des moyens les plus bas et mensongers pour arriver à ses fins. Si c'est nécessaire, je reviendrai sur cette question. Je peux prouver ce que je dis par beaucoup de faits.

Si nous voulons que la S.A.C. continue à vivre, il faut crier « HALTE ! » à cet homme et en terminer aussitôt avec son influence. Peut-être est-il trop tard ? Je sais qu'il existe dans le mouvement un grand mécontentement contre Rüdiger, mais ces éléments doivent sortir tout de suite de leurs griffes, s'ils ne veulent pas que la dernière occasion de sauver la S.A.C. disparaisse. Mais l'homme est très ingénieux. Comme tout vrai intrigant, il est commodément caché, regardant comment l'organisation creuse sa propre sépulture, avec la poche qu'il lui fournit, lui, Rüdiger.

LA MULETA

Le groupe qui a semé sans conscience la dissension dans la S.A.C. travaille sans doute avec une grande adresse, car il accuse ensuite l'opposition d'être la cause du mal. Un exemple typique en est la mé-

thode éhontée et mensongère employée contre le camarade Holmô. Ce dernier parle un langage clair, direct et sensé contre la bassesse et les manœuvres au sein de la S.A.C. Pour cette raison, Holmô a été le drapeau rouge (comme aux arènes) pour la phalange de Rüdiger ; et ceci se comprend bien, car ils n'ont pu lui donner une réponse sensée, mais ils le couvrent de mensonges, d'aboiements et de « saloperies ». Si « Arbetaren » avait suivi ses « lignes libertaires », si souvent mentionnées, sa rédaction n'aurait pas refusé de place à Holmô lorsque celui-ci voulait publier son point de vue. Mais elle l'a fait, alors que Rüdiger et ses amis avaient tout le journal à leur disposition. Ce procédé a obligé ceux qui sont syndicalistes traditionnalistes et révolutionnaires à commencer la publication de leur propre petit journal, pour pouvoir parler librement. La propagande mensongère que le groupe « Rüdiger » a commencé contre Holmô consiste surtout en démagogie et expressions sans vergogne. On a dit qu'Holmô avait disparu de la S.A.C. pour être employé dans l'Organisation Nationale (L.O. démocrate). Ce qu'il a fait en réalité est de s'employer dans l'A.B.F. (association culturelle des ouvriers) dont la S.A.C. fait partie. N'essayez pas de créer la confusion dans cet affaire. Il doit y avoir quelque limite dans la saloperie !

Moi et tous ceux qui connaissons Holmô remarquons bien ces mensonges insidieux : qu'il a coopéré avec L.O., qu'il est payé par elle, et seulement dans le but de détruire la S.A.C.

Si l'on voulait supposer que L.O. et les social-démocrates ont payé l'un ou l'autre pour semer la dissension dans la S.A.C., il est beaucoup plus évident de soupçonner Rüdiger et compagnie ; car c'est lui et son groupe qui ont causé le plus grand mal à la S.A.C.

Oscar JANSSON.

Note de la Rédaction : L'auteur de cet article, le camarade Oscar Jansson est un vieux militant fondateur de la S.A.C. et membre du Conseil National de cette organisation jusqu'au dernier Congrès de septembre 1953. A cause des intrigues dont il était témoin, ce camarade a rejoint et s'est solidarisé avec la minorité syndicaliste révolutionnaire d'opposition au réformisme des Rüdiger et des Arvidsson.

UN PEU D'ÉCONOMIE

Les conjonctures favorables de la situation commerciale qui voit le déficit tomber de 176 milliards en 1951-52 à 51 milliards en 1952-53 et les achats à l'étranger se réduire de 413 à 206 milliards n'ont eu aucune répercussion sur la misérable condition des travailleurs ; les grèves d'août n'ont pu ébranler une position gouvernementale pré-occupée par ailleurs d'un réajustement du franc qui réduirait sa valeur actuelle de 10 %.

Si cette mesure envisagée par le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques se présente à un moment favorable, la baisse des prix sur les marchés français qui en résulterait n'aurait pas pour effet d'abaisser les barrières douanières qui n'ont pas disparu par le plan Monnet-Schuman et qui restent debout devant le projet de communauté européenne de défense. De plus, en vendant davantage à l'extérieur, la tentation peut venir d'acheter en proportion et d'amenuiser ainsi la réserve de devises.

Les opérations commerciales entre l'Est et l'Ouest européens engagées timidement par la France sont en plein essor en Angleterre qui en tire de substantiels profits présentement en s'assurant une place prépondérante pour l'avenir.

Quelles sont les réactions ouvrières devant un tel état de choses ? L'intransigence patronale se manifeste d'abord par un refus de participer aux travaux de la Commission supérieure des conventions collectives qui vient d'aboutir en décembre à une nouvelle évaluation du salaire minimum garanti. Le taux horaire de 100 fr. usité depuis 1951 passe à 115 et suscite l'opposition systématique du C.N.G.P. parce que ses calculs révèlent qu'il y a lieu de craindre une augmentation généralisée des salaires. La protestation de la C.G.C. contre l'écrasement de la hiérarchie n'est pas faite pour modifier cette opposition.

Cette augmentation portant de 20.000 à 27.666 (1) le salaire mensuel du manoeuvre parisien donne un indice de 38 points au dessus de celui de 1951 pour une durée mensuelle de 200 heures de travail ; mais, si l'on abaisse ce chiffre à 173 (loi de 40 heures) l'indice devient 60 et on aboutit à un prix horaire brut de 160 francs.

Le double aspect moral et psychologique que revêt le conflit qui oppose le patronat aux syndicats

rend presque impossible l'intervention de la loi dans un tel conflit et nous néglignons également l'incompatibilité qui subsiste entre le relèvement pondéré du salaire avec la stabilité de l'indice des prix. Cette situation provient de la négligence des pouvoirs publics à mettre en harmonie l'effort des travailleurs et la part de production qui en résulte. Depuis cinq ans on a trompé les masses par de fallacieuses nécessités reposant sur une stabilité illusoire du franc et s'opposant à un relèvement des salaires. Les grèves d'août n'ont pas provoqué les réflexes nécessaires des exploitateurs et de leurs domestiques parlementaires (voire de leurs complices des centrales syndicales).

Mais, l'expansion économique que l'on enregistre en fin 53 est subordonnée au lien étroit qui doit permettre de distribuer du pouvoir d'achat réel après l'augmentation de la production et d'accroître celui-ci à mesure que la technique développe le volume des marchandises. Il ne faut pas perdre de vue que la situation évoquée au début de cet article demeure liée à une réduction éventuelle des commandes off-shore nécessitée par la menace de crise économique qui pèse sur les Etats-Unis et masquée récemment par la suppression de ces commandes aux entreprises françaises où la majorité du personnel se révèle communiste.

La politique des prix et salaires devraient être poursuivie plus objectivement et tendre vers une compression massive des marges bénéficiaires sur lesquelles on serait heureux de voir se pencher les thuriféraires de la hiérarchie qui se font trop souvent les complices aveugles ou déclarés de ce patronat de combat qui méconnaît l'évolution sociale et qui serait vite amené à composition si une action salutaire contre les méthodes écloses pendant la guerre et poursuivies fructueusement depuis était entreprise.

Et nous ne pouvons conclure sans appeler la médiation de nos lecteurs sur la récente déclaration du nouveau Président de l'Assemblée Nationale :

« Les conditions de vie du plus grand nombre sont vraiment trop difficiles et l'on se sent gêné jusqu'à la honte, qu'il faille réunir des commissions officielles pour discuter sur quelques points d'indice, afin de donner aux enfants, aux femmes et aux hommes des moyens d'existence convenables et dé-

CE QUE TOUT SALARIÉ DOIT SAVOIR

SIMPLIFICATIONS DES FORMALITES ADMINISTRATIVES

Le « Journal Officiel » du 1er novembre 1953 a publié une circulaire adressée aux préfets et relative aux législations de signature, aux termes de laquelle, et conformément à l'article 8 du décret du 26 septembre 1953, les administrations, services et établissements publics et les entreprises, organismes et caisses contrôlés par l'Etat ne peuvent désormais exiger la légalisation ou la certification matérielle des signatures apposées sur les pièces qui leur sont remises ou présentées, sauf pour celles apposées sur les actes destinés à une autorité étrangère.

D'autre part, une seconde circulaire, se référant à l'article 1er du même décret, rappelle que « dans les procédures et instructions de requêtes administratives conduites par les administrations, services et établissements publics ou par les entreprises, les organismes et les caisses contrôlés par l'Etat, la présentation du livret de famille régulièrement tenu à jour vaut remise, selon le cas, de l'extrait de l'acte de mariage des parents ou du bulletin de leur mariage, de l'extrait de l'acte de naissance des parents ou des enfants ou du bulletin de leur naissance, de l'extrait de l'acte de décès des parents ou des enfants morts dans leur majorité ou du bulletin de leur décès ».

Ces dispositions s'appliquent aussi bien aux administrations, services et établissements publics des départements et des communes qu'aux administrations, services et établissements publics de l'Etat. Elles s'appliquent également aux entreprises, organismes et caisses contrôlés par l'Etat.

Elles ne sont toutefois pas applicables aux procédures suivantes : naturalisation, délivrance de passeport, délivrance de certificat de nationalité, inscription au registre du commerce, procédure tendant au recrutement des fonctionnaires et agents des administrations, services, établissements, organismes ou caisses, liquidation des droits à pension de ces fonctionnaires ou agents.

La circulaire précise, enfin, que les livrets de familles actuellement en usage, quelle que soit la date de leur délivrance, pourront être utilisés à ces fins à partir du 15 novembre.

LICENCIEMENTS DE TRAVAILLEURS AGES TITULAIRES DE RETRAITES OU PENSIONS

Un parlementaire avait avisé le ministre du Travail que certains industriels présentent à leurs employés, bénéficiant d'une retraite civile ou militaire, un formulaire à remplir par l'intéressé, qui doit y déclarer le montant de sa retraite. Il lui demandait si cette pratique est conforme à la loi et si l'intéressé est tenu de faire cette déclaration à des organismes autres que les organismes officiels, tenus au secret professionnel. Il lui signalait en outre, que certaines maisons avaient procédé au licenciement d'employés ou ouvriers de plus de soixante ans et de moins de soixante-cinq ans. Il lui demandait si cette manière de faire n'est pas opposée à la législation du travail en vigueur.

Le ministre du Travail a répondu en ces termes (« J.O. » - Débats Parlementaires - A.N. (21-10-53), page 4451) :

« Aucun texte légal ne fixe une limite d'âge pour le licenciement des travailleurs salariés du secteur privé. Toutefois, certaines conventions collectives, ainsi que le règlement intérieur de diverses entreprises, prévoient des dispositions particulières sur ce point, notamment dans le cas de licenciements collectifs. Il est alors généralement tenu compte de l'âge, de la valeur professionnelle, de l'ancienneté dans l'établissement, des charges et de la situation de famille des intéressés. En l'absence de renseignements plus précis que ceux fournis par l'honorable parlementaire, il semblerait que la rubrique du questionnaire présenté par certains industriels à leurs employés ou ouvriers relative au montant de la pension civile ou militaire dont ils pourraient éventuellement bénéficier, ait pour but de recueillir un élément supplémentaire d'appréciation sur la situation de leur personnel.

En tout état de cause, la déclaration dont il s'agit n'a fait l'objet d'aucune obligation légale. »

LES FRAIS DE DEPLACEMENT REMBOURSES PAR LA SECURITE SOCIALE EN CAS DE MALADIE DE LONGUE MALADIE ET D'INVALIDITE

Un arrêté du 26 février 1953, paru au « J.O. » du 10 mars 1953,

apporte quelques précisions à l'arrêté du 22 juillet 1946 concernant le remboursement des frais de déplacement des assurés sociaux atteints de maladie, longue maladie ou invalidité.

Aux frais de transport et indemnités de repas et d'hôtel nécessités pour la consultation de spécialistes ou par les visites de contrôle, s'ajoute, s'il est établi que le déplacement du salarié ou assimilé a entraîné une interruption de travail, une indemnité compensatrice de la perte de salaire, dont l'intéressé devra fournir la justification.

Cette indemnité ne pourra être supérieure au double du taux maximum de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie lorsque le déplacement a lieu hors de la commune de résidence ou au taux maximum de ladite indemnité journalière dans les autres cas.

L'assuré qui, lors du déplacement, aurait cessé toute activité salariée ou assimilée pour devenir travailleur indépendant, a droit, pour les déplacements prévus ci-dessus entraînant une interruption de travail, à une indemnité forfaitaire de perte de salaire égale aux deux tiers du maximum de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des professions non agricoles, lorsque le déplacement a lieu à l'intérieur de la commune de la résidence ou de la commune du lieu de travail.

Cette indemnité forfaitaire est doublée lorsque le déplacement a lieu hors de ces limites.

Dans nos Régions (Suite)

le, médecine du travail, entreprises et magasins coopératifs, etc.).

A la politique des partis nous opposerons la politique des travailleurs groupés dans le Syndicalisme.

A ceux qui nous traitent de diviseurs nous proposons l'action directe pour notre émancipation.

A ceux qui essaient de nous faire passer pour des terroristes voulant tout casser, nous indiquons que notre seul souci est la justice sociale et le bien-être pour tous.

Camarades n'attendez plus, ne continuez pas à vous laisser exploiter par un parti, toujours valet du régime pourri, périmé qui nous accuse.

Venez avec nous construire un monde meilleur. Revenez au véritable syndicalisme.

La C.N.T. et l'Association Internationale des Travailleurs vous attendent.

Contactez Georges Conget, 3, rue Bayard, Grenoble.

(1) se décomposant comme suit : salaire net : 25.166 ; sécurité sociale : 1.660 ; surtaxe progressive : 840.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.

Changements d'Adresse : 20 francs
C.C.P. André Raux - 262, av. de la République
à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

Parait tous les 15 jours
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Deux mots aux électeurs

Voici qu'à nouveau la foire électorale bat son plein, nous offrant le merveilleux spectacle de ses clowns, acrobates et jongleurs de la politique.

Les dindons de cette farce tragique seront encore et toujours les travailleurs dont la nouveauté bonne enfant permet la pérennité des pouvoirs parasitaires.

Faudra-t-il une fois de plus expliquer le mécanisme du parlement, du gouvernement, de l'Etat ?... Faudra-t-il répéter pour la Nième fois que les représentants du peuple ne représentent en fait que leurs intérêts profiteurs et égoïstes.

Que le parlement étant une annexe de l'Etat coercitif et nuisible, aucune victoire ouvrière ne peut être remportée dans ce lieu de bavardages, de compromissions et de combines.

La seule lutte efficace qui puisse être entreprise est la lutte de classe organisée par et pour les authentiques travailleurs eux-mêmes.

Tout le reste n'est que baratin de politiciens roublards, désireux d'obtenir ou de garder un mandat qui leur permet de vivre grasement tandis que les moutons du peuple menés par tant de mauvais bergers n'auront pour toute nourriture que les

maigres paturages d'un salaire minimum vital, c'est-à-dire juste assez pour ne pas crever et continuer à produire pour toute la racaille politicienne et patronale.

La minorité Syndicaliste Révolutionnaire de Belgique, consciente de l'inanité des revendications sur le terrain de la légalité, appelle les travailleurs, du moins les plus lucides d'entre eux :

— à ne pas se soucier du bulletin de vote, hochet qu'agite l'Etat pour amuser ses sujets;

— à tourner le dos aux délégués syndicaux inamovibles, aux prêtres, aux politiciens de tous les partis sans distinction d'étiquette;

— à venir renforcer, sous le signe de la lutte de classe, le combat syndicaliste révolutionnaire en vue de la suppression de l'Etat, du patronat, bref de toute autorité (civile, religieuse, militaire, etc...) et pour l'édification du système de la plus grande liberté où chaque individu sera responsable devant lui-même et solidaire vis-à-vis des autres de la production, de la consommation et des loisirs.

(Corresp. de Belgique.)

Pour le groupe, écrire à : Guy Badot, Chaussée de Montigny, 77, Gilly.

A bas la charité

(Suite de la 1^{re} page)

gloutir les milliards de milliards du budget de la guerre ;
Les palaces, les casinos, les plages...

Et les millions de pauvres spartanement cet enfant de Sparte, le renard de la faim continuer de leur dévorer les entrailles.

CAR, LA CHARITE, C'EST ÇA !
Abbé Pierre, abbé Pierre, je ne vous connais pas. J'ignore si ma femme qui a raison pourrait être votre amie. Je pense que moi, sans doute, je le pourrais, comme j'étais celui de Dhers, ancien député M.R.P. de la Drôme. Pendant les périodes électorales, et cela tous les soirs, je contredisais en lui le M.R.P. Pourtant, nous nous retrouvions facilement ensemble sur le fond de l'humain, comme je pourrais me trouver d'accord avec vous sur la seule question qui, sans doute, puisse nous unir : sauver tout de suite ceux qui ne s'opposent pas à être sauvés.

Mais, abbé Pierre, où nous sommes plus d'accord, c'est lorsque vous déclarez dans votre conférence de presse du 9 février :
« Pour relever toutes ces misères, nous affirmons qu'il serait autant absurde de vouloir y faire face sans le secours de l'Etat que de vouloir laisser à l'Etat, par sa seule intervention, le soin d'y faire face d'urgence. »

Je laisse délibérément de côté votre désir possible de marquer personnellement votre place dans ce grand œuvre. J'écarte également, je suis beau joueur, le bénéfice de propagande que l'Eglise, et sa manifestation temporelle : le M.R.P. pourraient en retirer.

Si je ne suis pas d'accord, et nous sommes quelques-uns à ne pas l'être, c'est que la société, la collectivité organisée que l'on appelle sous sa forme actuelle, profondément méprisable : l'Etat, doit se charger, et elle seule, de relever toutes « ces misères ».

Nous le voulons parce que le bonheur de tous doit être l'œuvre de tous, pour être la prospérité de tous.

Soyez tranquille, nous le ferons !
Votre « urgence » — et vous le

savez bien — ne sera que caudère sur jambe de bois !

Notre intervention sera définitive.

Nous commencerons par démolir, pour débayer le terrain, par le faire propre, en le débarrassant de « toutes ces misères ».

Nous rassemblerons les matériaux.

Enfin, nous construirons tous ensemble une maison belle et claire où règnera pour tous la douce chaleur du bien-être, où la lumière se nommera : non pas « charité », mais JUSTICE !

Vous pouvez continuer votre œuvre, abbé Pierre !

NOUS AUSSI CONSTRUISONS DEJA !

Louis HOBEY.

On nous communique :

Le Comité National de S.I.A., informe ses adhérents et les réfugiés indigents, que les demandes d'allocations d'assistance aux indigents et vieillards doivent être adressées à la Mairie, à condition d'habiter dans la localité depuis six mois. Il est indispensable d'indiquer la qualité de réfugié.

Le C.N. s'occupera des cas qui n'auront pas eu satisfaction dans les trois mois à partir de la demande ; ne pas omettre d'indiquer la date de la dite demande.

Le C.N. prendra également en considération les cas qui seraient automatiquement refusés et autant que possible présentés par la Section locale, mais il demande que dans la correspondance, les renseignements suivants soient donnés sur une feuille à part, à savoir : âge, maladie ou invalidité (degré) N° du certificat de Nationalité, adresse et situation de famille.

Pour le Comité National de S.I.A.
21, rue Palaprat Toulouse

Les membres de la C.N.T.F. adhérent à la S.I.A. peuvent prendre leurs feuillets 1954, et leurs timbres S.I.A. au siège, l'après-midi, sauf le dimanche.

Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne

B.D.I.C.

Du mensonge et de l'hypocrisie

(Suite de la première page)

de 1947, il ne dit mot au sujet de la scission de 1920 et de la création de la C.G.T.U. dont les dirigeants étaient tous marxistes épaulés par quelque libéraliste dévergondé, il ne dit pas qu'après avoir provoqué la scission les bolchevistes, mettant à profit le climat créé par la révolution russe, préchèrent l'Union au sein de la C.G.T., que cette Union fut obtenue par des marchandages entre chefs socialistes et bolchevistes, que par la suite, par des manœuvres louches, les bolchevistes éliminèrent de la C.G.T. les socialistes leurs frères ennemis. Au fait, dans quel but le cégétiste Benoit falsifie l'histoire, ne souffle-t-il pas au sujet de la Dictature dite Proletarienne qui s'empara de la C.G.T. et en fit une antichambre de la politique internationale du Kremlin ?

Certes, tout comme Frachon on est convaincu que la C.E.T.C. « implique une limitation, que la centrale des syndicalistes indépendants est une création gaulliste, que F.O. est au service des milliardaires américains », cependant il est certain que la C.G.T. n'est pas la seule organisation de tous les travailleurs, pire que cela, cette centrale n'est plus qu'une succursale du Parti Marxiste-Léniniste-Staliniste Français. Elle est nationaliste à outrance, collaborationniste, en un mot. Elle est une bonne à tout faire. A cela, le vénérable Frachon, en sophiste consommé, répondra que : « La fin justifie les moyens » en vertu de quoi la C.G.T. qui fut révolutionnaire est, aujourd'hui, réformiste à l'excès c'est pourquoi Elle pratique la politique de la main tendue. Elle prêche « L'unité à outrance » En réalité, la C.G.T. par sa politique de l'autruche, par ces slogans de l'emporte-pièces, par ses mensonges à jet continu doublés d'hypocrisie, est arrivée à inculquer à l'ouvrier cette notion qui veut que la première vertu de l'homme consiste à s'incliner aux ordres des bureaucrates-dictateurs. L'actuelle C.G.T. a horreur des hommes conscients

de leur rôle social. Elle se préoccupe d'avoir à sa disposition des bons colissants, des moutons qui se laissent tondre bien gentiment sans jamais protester, qu'on exploite honteusement et qu'au moindre accroc on laisse choir comme une vieille paire de chaussettes. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'en disant cela nous sommes au service de tel ou tel autre Trust car la liste des victimes des Bonzes cégétistes est très longue et nous sommes à même de la publier si quelqu'un le désire.

Sous prétexte d'unité, les cégétistes à la Frachon font l'éloge de l'ouvrier en général, ils flattent le Prêtre Ouvrier ainsi que les policiers qui adhèrent à cette fameuse centrale qu'est la C.G.T., ils font semblant de défendre la classe ouvrière. Nous passerons sous silence l'attitude adoptée au sujet des Prêtres Ouvriers et des policiers, il est de notre devoir de dénoncer le rôle cégétiste face aux ouvriers. On fait semblant de défendre la classe ouvrière, en réalité on se garde bien de lui inculquer une juste notion de la lutte de classe, de la solidarité de classe, de la conscience de classe. Certes en agissant ainsi on élimine toute difficulté, on simplifie à outrance le problème social, économique. Cependant c'est presque une lapalissade de dire que la logique ainsi ue la raison excluent les promesses paradisiaques et affirment qu'il est plus conforme aux lois de la lutte pour la vie d'habituer l'ouvrier en général, à prendre conscience de sa fonction sociale, économique et d'agir en conséquence. Il serait temps de convaincre l'ouvrier de se libérer des mythes politiques ou dictatoriaux.

Est-il nécessaire de le dire ? Les arguments de M. Benoit puent la tyrannie, et la tyrannie, qu'elle se nomme césarienne ou prolétarienne, n'en est pas moins la tyrannie. N'ayant pas l'habitude de lancer la pierre et ensuite de cacher la main coupable, nous jugeons les événements et les hommes avec impartialité et objectivité. Dans la confrontation

des théories, des faits et du comportement humain, nous en tirons les enseignements qu'ils comportent sans nous préoccuper de calomnier, avec la conscience tranquille de ceux qui croient lutter pour l'émancipation humaine. Que cela plaise ou déplaise, nous avons le droit de dire la vérité, toute la vérité même si cela doit nous conduire au peloton d'exécution. Et la vérité consiste en ceci : Tout membre de l'espèce humaine, tout travailleur, a droit, en travaillant, de vivre aussi convenablement que les plus Grands Farceurs de la terre. La hiérarchie de salaires, qu'elle soit appliquée en Russie ou dans les pays capitalistes, est une infamie, une immense injustice. Les différences économiques qui permettent aux uns le luxe, qui accablent les autres à la misère, sont une atteinte au Bon Sens, à la Justice, à l'Humanisme. Toute théorie ou philosophie qui prétend affirmer le contraire affirme en réalité une immense fumisterie.

Voici la conclusion qui s'impose : La C.G.T. (tout comme le parti Bolcheviste) prétend que la hiérarchie est une nécessité historique, donc la C.G.T. est partisans de maintenir les injustices qu'Elle prétend combattre, en un mot, la C.G.T. est conservatrice. Qui prouvera le contraire ?

Luc BREGLIANO.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE
DU SYNDICALISME
REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.



Le Directeur-Gérant :

AKOUN-Elie.

SO.FR.IM.

17, rue de Clignancourt.

Albert Cané n'est plus...

(Suite de la première page)

nistie épaulant le Comité des Marins de la Mer Noire se forma : Cané en fut l'instigateur, l'animateur, et le secrétaire.

Il fit appel à Sébastien Faure, Georges Pioch, Han Ryner, à la grande Séverine, et à tant d'autres qui, de 1920 à 1922 entreprirent l'agitation dans la France entière.

Puis, ce fut l'affaire Sacco et Vanzetti, arrêtés aux Etats-Unis, accusés faussement d'un crime qu'ils n'avaient pas commis, et qui commençaient un calvaire de sept années, pour être finalement, assassinés légalement !

Cané se lança dans la lutte pour leur défense, et à la suite d'un meeting Salle Wagram à Paris en faveur de Sacco et Vanzetti, le tribunal de la Seine le condamna à 6 mois de prison, le 17 novembre 1921.

Les journaux de l'époque relatent qu'à son procès : « Cané revendiqua fièrement son action révolutionnaire, et qu'il fit le procès des conditions sociales en France : il se proclama anarchiste, et, pour cette raison, d'avoir fait toujours de la propagande anarchiste, et syndicaliste-révolutionnaire ! »

Ensuite, pour apologie de faits qualifiés crimes, le tribunal du Hâvre réclama Cané, qui, dans un meeting, tenta de disqualifier Cottin qui avait tenté un attentat contre Clemenceau. Cané prit alors 6 mois de prison de plus.

La dictature Primo de Rivera en Espagne, et le Fascisme en Italie amenèrent à Paris bien des proscrits, tant Espagnols qu'Italiens, autour du comité de Défense Sociale, et de Cané, qui en était le membre le plus actif par ses relations et son influence : il fut leur avocat.

Pour la défense d'Ascaso, Durruti et Jover (attentat manqué contre Alphonse XIII, en 1927).

Pour Mario Castagna, victime politique, qu'André Berthon défendit. Pour Ernesto Bonomini, défendu par Henri Torrès... et pour tous les expulsés, emprisonnés, condamnés, dont la défense fut confiée à un groupe d'avocats, Cané, sans arrêt, faisait des démarches, interpellait, sollicitait.

En 1935, manifestation pour le Droit d'Asile aux Italiens : Gozzoli, Cecili et Perissino. Cané constitua un Comité avec les syndicalistes de la région parisienne, et le comité de Défense Sociale.

Les 3 Italiens furent interdits de séjour. Cané remua tout Paris en leur faveur : la C.G.T., les Partis, les hommes politiques, les écrivains, les avocats, les journalistes... et alors, la Sûreté dut tenir compte de l'opinion publique !

Puis, ce fut l'Espagne du 19 juillet 1936... presque tous les proscrits parlent en Espagne, et Cané se donne corps et âme à la cause des Espagnols.

1939 ! la guerre n'abat pas Cané. Il donna son concours dans la région parisienne, à la reconstitution falsifiée des cartes d'identité et des dans la clandestinité, de la C.N.T.E., certificats pour soustraire les camarades à l'arrestation par l'occupant, facilita le travail de propagande, donna asile aux camarades recherchés par la police, organisa des réunions clandestines et des groupes d'action.

Il reconstitua l'Union des Syndicalistes de la C.G.T.S.R. dissoute en 1939 à cause de l'approbation par les communistes du pacte germano-soviétique. Il en devint le secrétaire, et, comme tel, fut interné au camp de Compiègne avec 500 autres militants, tant anarchistes que syndicalistes, et il fut gardé en otage.

Ces dernières années, il continua à s'occuper des réfugiés espagnols anarchistes et anarcho-syndicalistes, et à aider la lutte qui se poursuivait à l'intérieur de l'Espagne.

Albert Cané fut un militant de cette époque, où les anarchistes luttaient sans trêve ni repos. Il agissait, parlait, écrivait sans relâche, allant d'un combat à l'autre.

Organisateur né, instinctif, intelligent, sensible, Cané est un enfant du peuple, de l'Anarchie, et de l'Internationale... un combattant de la solidarité humaine, qui illumine notre vie de son exemple embrasé !

Umberto Marzocchi a tenu à rendre cet hommage à Albert Cané, au nom de tous les compagnons Italiens ; nous joignons notre hommage au sien, nous, les Syndicalistes Révolutionnaires de la Section française de l'A.I.T.

Albert Cané n'est plus... mais, il vivra en nous, par nous, par notre action qui continuera la sienne !

(Documentation extraite d'un article de Marzocchi, dans le journal italien « H Libertario » de Milan du 9 février 1954.

Traduction Lola Roussel)

Où va la jeunesse ?

Grave problème pour toutes les organisations d'Avant-Garde qui voudraient voir les jeunes effectuer la relève, assurer la survie et le développement des organisations et de l'idéal défendu.

Tous ceux qui se penchent sur ce problème doivent lire le livre d'Alain Sergent (André Mahé) « Le Tour de France en Auberge de Jeunesse ». Le livre, qui décrit la vie en Auberge et le climat, a servi de cadre à l'enquête ayant pour but de voir ce que pensent les jeunes d'aujourd'hui.

Beaucoup de camarades gagneront à lire ce livre et comprendront davantage les jeunes. En effet, le progrès technique, l'évolution rapide établissent une coupure très nette entre les générations.

Sergent dit les deux forces vivantes actuelles sont le communisme et l'ajisme. Certains penseront : le syndicalisme ? A eux d'examiner ce problème mais ils ne pour-

ront pas nier la valeur des auberges du point de vue mouvement gestionnaire et surtout mouvement vivant formant des militants d'avant-garde.

Le livre de Sergent est une œuvre apportant des éléments de valeur. Les jeunes, eux, y trouveront des raisons de lutter, d'espérer, des notions sur les mouvements de jeunesse et des descriptions rapides d'hommes tels que Freinet, Lecoq, etc... et leurs luttes.

A voir comment les feuilles réactionnaires freinent la propagande pour cet ouvrage, car il traite un sujet tabou — car il ne faut pas que la jeunesse évolue et prenne conscience — nous ne pouvons qu'aider la propagation de ce livre et dire bravo Sergent.

« Tour de France en Auberge de la Jeunesse ».

Edition de Paris - Prix : 420 fr.

En vente à notre librairie.

Le prochain C. S. paraîtra
le vendredi 2 Avril

C.N.T. A.I.T. Le combat



SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 119

20 FRANCS

VENDREDI 2 AVRIL 1954

ÉCRASONS LA HIÉRARCHIE

Celui qui jette un simple coup d'œil sur la question se trouve en face d'un système dont la complexité est sans doute la meilleure défense. Il n'existe pas, en effet une seule, mais plusieurs hiérarchies.

Il y a la hiérarchie par échelons dans un même métier. Un instituteur, en occupant le même poste, monte de classe au bout d'un certain nombre d'années, soit à l'ancienneté, soit au choix : le traitement augmente avec l'âge.

Il y a la hiérarchie par échelles (catégorie d'emploi), chaque échelon comprenant également des échelons, comme, par exemple, dans la S.N.C.F.

Il y a enfin la hiérarchie basée uniquement sur la catégorie de l'emploi : manœuvre, manœuvre spécialisé, ouvrier qualifié, etc... jusqu'à l'ingénieur ; le directeur du personnel et le directeur commercial. La catégorie reçoit le salaire fixé par la convention collective du moment.

De la complexité des systèmes hiérarchiques, un seul fait compte : c'est que tout travailleur, du haut en bas de la hiérarchie, est et reste un salarié, quel que soit le montant de ce salaire.

MEFAITS DE LA HIÉRARCHIE

Ce fait d'être un salarié, qui devrait unir la masse dans ses revendications, lui donner un esprit et une volonté de lutte de classe, est justement celui qui la divise et par lequel le patronat divise.

Le désir de prendre place dans la hiérarchie s'explique facilement.

La course à l'avantage pécuniaire est un fait qui n'a pas besoin d'être démontré. Il faut de l'argent pour vivre, il en faut beaucoup. Chacun cherche à en gagner le plus possible. Comme il n'est pas certain qu'on y arrive en faisant simplement mais scrupuleusement et parfaitement son devoir, le mieux encore est de se pousser, de se faire bien voir.

Que de bassesses parfois pour passer chef d'équipe dans un usine, chef de bureau dans une administration, ou, fonctionnaire, arracher une promotion au choix ! Que de lâchetés aussi, et que de reniements !

La conquête d'un avantage pécuniaire amène toujours en complément, dans le système de hiérarchie par catégorie, un allègement du travail physique ou intellectuel. Plus on s'élève au point de vue matériel, plus il est facile d'accomplir la tâche qui vous est confiée. Les conditions de propreté, de salubrité, de sécurité vont également de pair avec le salaire.

Enfin, à ces deux points acquis, s'ajoute ordinairement un troisième, moral celui-là : la satisfaction intérieure ou visible : (vanité, orgueil), de ne pas être le plus bas, de tenir un rang. Cette satisfaction est d'autant plus grande que le rang est plus élevé. Pour certains, elle compte presque au tant que le salaire.

De là à considérer ceux qui sont au-dessous de soi comme des êtres inférieurs, il n'y a qu'un pas, vite franchi par certains. Les rois et les nobles se flattaient d'avoir du sang bleu dans les veines, alors que la tourbe, le peuple, n'avait que du sang rouge. Tel ingénieur, encore, être d'un autre sang, d'une autre race que le manœuvre qui, de son épaule, pousse les wagons ou manie tous les jours de lourds fardeaux ?

Ce n'est pas entre patrons et travailleurs que se développe à l'heure actuelle la plus féroce des luttes de classe. Elle a lieu au cœur

même de la masse des salariés. Le mot d'ordre est : parvenir. Il faut monter, monter toujours. Quand on s'arrête, bien malgré soi, on n'a qu'un but : sauvegarder sa position et arracher, pour « sa » catégorie, le plus d'avantages possibles. Quand le manœuvre de la S.N.C.F. à l'échelle I touchait 1.000 frs d'augmentation, le Chef de gare principal, à l'échelle 18 était jaloux parce qu'il ne touchait que 10.000 frs au lieu de 18.000.

Pour voir les cadres se joindre au mouvement de masse des grévistes, il faut que le courant trop fort les emporte, et, encore, ils lâchent les premiers : on l'a bien vu lors des dernières grèves ! Même ceux qui sont simples, et, sur le lieu du travail, se distinguent à peine de l'ouvrier, savent qu'ils ont droit à une vie autre que celle de la masse, à une vie supérieure. Ils y tiennent et ils la défendent. Ne parlons pas des autres, qui, comme certains patrons auxquels ils se frottent et s'assistent, disent de ouvriers : « Ces gens-là... » et veillent jalousement encore sur leurs privilèges.

La hiérarchie est donc le plus sûr des éléments contre-révolutionnaires du salariat. Tout mouvement revendicatif de la base est freiné, sinon combattu par le sommet. Par contre, tout avantage, arraché par la base au point de vue salaire, est réclamé, multiplié, par tous les hiérarchisés.

Le patronat le sait bien, qui pour les situations élevées, sait obtenir facilement le concours de ses meilleurs défenseurs par d'avantageux contrats individuels.

JUSTIFICATION DE LA HIÉRARCHIE

Les tenants de la hiérarchie trouvent qu'elle est juste et ils le prouvent... à leur manière !

L'instruction, la possession de connaissances étendues est le premier argument qui la justifie. L'intéressé a travaillé pendant longtemps pour s'instruire, acquérir les diplômes ou la documentation technique et la pratique qui, dans son métier, le font maître. Il entend récupérer durant toute sa vie, en même temps que le capital investi, le manque à gagner subi pendant les longues années d'études.

Il ne manque pas de revendiquer un traitement en rapport, non seulement avec les fonctions occupées, mais encore avec les responsabilités assumées. Ce salaire élevé, il estime que sa position sociale l'exige en même temps que ses fréquentations, ses réceptions, en un mot, tous les actes de la vie quotidienne correspondant à sa situation. Sa formule favorite est : « A chacun selon ses moyens ».

CONTRE LA HIÉRARCHIE

Si nous envisageons une profession uniforme ou l'avancement à lieu à l'ancienneté ou au choix, les circonstances : temps passé, plafond des études étant les mêmes pour tous, la hiérarchie apparaît parfaitement indéfendable.

Un instituteur de 25 ans a meilleur appétit que son directeur de 55 ans. Il fonde un foyer : de nombreuses dépenses, l'entretien de sa petite famille lui font une vie précaire. Au surplus, il lui faut lire, écrire, continuer de se cultiver. L'instituteur de 55 ans, à la veille de sa retraite, gagne beaucoup plus que le jeune. L'argent lui arrive alors qu'il vit de moins de choses. Il ne voyage plus ; lit moins.

Cette différence de salaire ne cor-

(Suite page 4)

LES TRAVAILLEURS DE GUINÉE ont, en 1953, montré l'exemple aux travailleurs français pour 1954

Dans la seconde partie de l'année 1953, de magnifiques grèves générales faisaient céder en Afrique, Noire les tenants du capitalisme. Le peu d'informations que nous recevons des pays colonisés, l'absence des syndicats C.N.T. en Afrique Noire, ne nous ont pas permis à l'époque de relater la lutte de nos camarades travailleurs. Alors qu'actuellement les travailleurs en France se préparent à la lutte, il nous semble opportun de relater ces faits et d'en tirer les conclusions.

Chacun sait que les travailleurs d'« Outre-Mer » furent dotés dans le courant de l'année 53 d'un Code du Travail. Celui-ci apportait effectivement une amélioration du régime d'esclavage que le capitalisme colonial fait subir aux peuples colonisés, amélioration en ce qui concerne notamment la durée du travail par la fixation de celui-ci à 40 heures sans réduction de salaire.

Mais les administrations territoriales ne l'entendaient pas ainsi. Par de nombreuses recommandations aux patrons, par des tergiversations de toutes sortes, par des promesses de diminution des prix, elles tentaient de détourner cette loi.

Devant tant de manœuvres, les travailleurs de Guinée adressèrent tout d'abord des motions de protestations au chef du territoire les 18 août, 7 et 14 septembre, motions restant tout naturellement sans effet. Une première action directe, celle de la grève des Heures Supplémentaires fut un plein succès dans le sens qu'elle fut générale et dura 3 semaines. L'administration restant sourde à cette action, les travailleurs jugeant avec raison qu'une grève limitée recevrait la même réponse, entrèrent de plein pied dans la grève générale illimitée qui fut effective du 21 septembre au 25 novembre et remporta pleine victoire.

Une action plus limitée avait d'ailleurs eu lieu au Sénégal et en Mauritanie les 13 octobre, 3, 4 et 5

novembre à la suite desquelles 2 syndicats C.F.T.C. furent l'objet d'emprisonnement arbitraire.

Refus de prendre en considération des promesses de baisse des prix, expérience de recours vains à l'Administration, refus de la grève limitée, action directe par une grève générale illimitée qui dura plus de deux mois, les travailleurs d'Afrique Noire ont abouti à une clairvoyance dont les travailleurs de France, ne peuvent que prendre en exemple, au moment où on les appelle à une action réduite à 24 heures.

La C.F.T.C. et la C.G.T. qui menèrent cette lutte en Guinée, feraient bien de tirer les leçons de cette action en ce qui concerne les luttes futures en France.

Sur un autre plan, il nous apparaît utile de préciser notre position en ce qui concerne le syndicalisme d'« Outre-Mer ». Si nous reconnaissons l'importance qu'ont prises la C.F.T.C. et la C.G.T. dans cette lutte, il nous est permis de faire remarquer que le syndicalisme aux colonies doit être indépendant des fédérations métropolitaines et, à l'image de l'U.G.T.T., être autochtone et libre au sein des Internationales Syndicales. Luttant contre un capitalisme dont les tenants sont communs, il est nécessaire de coordonner l'action en France et aux colonies, mais cela doit se faire non dirigé par un syndicalisme métropolitain mais également. En outre, soutenue et non dirigée par les travailleurs de France, la lutte syndicaliste d'« Outre-Mer » doit être un puissant moyen d'ébranlement de l'impérialisme capitaliste.

Ces principes posés, nous en sommes plus libres pour déclarer qu'une grève générale en France devrait s'étendre à tous les territoires que contrôle l'ennemi commun, le capitalisme français, premier pas pour une lutte de classe internationale concertée.

P. M.

PRÉTENTIONS MAL FONDÉES

De tous les salariés non fonctionnaires, parmi ceux qui ont la renommée de constituer le moindre danger pour l'ordre social existant, figurent en bonne place les employés de bureau et de commerce. Ce jugement n'est évidemment pas très flatteur, mais il résulte d'une réalité qu'il serait puéril de vouloir dissimuler. Toutefois cette réalité n'implique pas (malheureusement d'ailleurs) que les salariés des autres professions, notamment ceux du bâtiment ou de la métallurgie constituent pour ce même ordre social un danger beaucoup plus grand, malgré une phraséologie qui se veut plus menaçante et des comportements plus tapageurs. Le stoïcisme des uns ne diminue en rien la portée du manque d'audace des autres.

Par son travail l'employé se trouve dans une situation plus confuse que celui que l'on appelle communément l'ouvrier. Tous deux sont exploités par l'employeur, mais alors que l'employé est fréquemment au cœur de la gestion de l'entreprise ou bien en contact avec un public endimanché, l'ouvrier, lui, même s'il lui arrive de subir la contrainte patronale dans sa forme paternaliste, n'en travaille pas moins dans une atmosphère ne le prédisposant pas à voir une similitude entre ses conditions de vie et celles de celui qui le presseure. Les employés, travailleurs as-

treints, dans l'exercice de leurs fonctions, à l'usage d'une politesse dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle dépasse volontiers les limites d'une saine bienséance pour atteindre ce qu'il y a de plus fat dans les manières bourgeoises, perdent parfois de vue des vérités dont ils sont victimes. Chez eux, il y a le souci de maintenir toutes les apparences d'un standing de vie hors de proportion avec un délabrement économique qu'il se croiraient diminués de laisser paraître même auprès de ceux qui les exploitent, aussi le regard qu'ils promènent sur ces derniers est-il plus lourd d'envie que chargé de rancœur. Il s'ensuit qu'une fausse fierté — qu'il ne faut pas confondre avec de la dignité — paralyse l'effort revendicatif dont ils pourraient être capables et réduit pour autant une combativité qui n'a pas besoin de savants prétextes pour être presque nulle. Le patronat a tellement bien compris cette disposition d'esprit que pour les avoir mieux en main il s'est empressé dès 1936 dans les conventions collectives de les sacrer Collaborateurs.

Collaborateur le gratte-papier qui gagne par mois quelques dizaines de milliers de francs pour passer le plus clair de son temps à compter les millions de son employeur ? Collaboratrice la vendeuse qui doit

(Suite en page 4)

La première violence
dont l'homme ait à se
plaindre est d'avoir
été engendré.

G. CLEMENCEAU

Une querelle de famille

« Je respecte la foi, mais
c'est le doute qui fait notre
éducation. »

Wilson MUZNER.

Un malentendu doctrinal incarnant aux prêtres ouvriers fait actuellement grand tapage auprès de leur sainte personne. Alors que ceux qui luttent à l'avant-garde, leur accordait quelque sympathie, pour le fait de commettre avec la canaille qui peine et souffre à longueur de journée ; la hiérarchie, intangible sur les principes théologiques, ne semble pas éprouver les mêmes sentiments à leur égard. Constatant que leur action dépasse le cadre du sacerdoce et qu'elle même s'est livrée au jeu d'apprenti sorcier en autorisant cette astuce : prêcher en un lieu de travail dans le but de ramener des brebis égarées ; elle décide d'agir impérativement afin de réintégrer ces jeunes trublions, dans le giron sacré.

Les puissants du culte, confinés en des méditations divines, n'ont pas prévu, en déléguant ces lampistes de Dieu sur le chantier et à l'usine, où le climat n'est pas celui d'un lieu saint, qu'en touchant du doigt la misère, ces derniers risquent de subir l'influence des idées émancipatrices des travailleurs qu'ils étaient chargés de convaincre. On comprend le dynamisme de ces jeunes prêtres en pleine évolution, rompant avec la tradition, quittant les pantoufles sacramentelles, animés du désir d'appliquer objectivement la doctrine du Christ et préférant le monde du travail à la clientèle habituelle et faisandée, représentée par l'immense bourgeoisie. Cependant le partage de la souffrance commune et cette chicane sur les méthodes ne doit pas égarer les militants révolutionnaires, sur le véritable but de cette entreprise. Bien sur ! il n'est plus question de manger du curé, ni de plagier le geste hypocrite de la main tendue, comédie laissée volontiers aux politiciens en quête d'appât électoral, pas plus d'ailleurs qu'il y ait lieu d'être inquiet par la vieille femme, qui, le dimanche, s'endolorit les genoux pour libérer sa conscience ; la tâche à accomplir étant beaucoup plus sérieuse. La présence sur les tas de ces théoriciens nébuleux, tels des commerçants avisés relançant la clientèle à domicile, venus pour ranimer le feu sacré de l'atavique croyance, risque de brouiller la conscience des travailleurs et nécessite, de ce fait, une active réaction. L'histoire a prouvé que l'église, toujours au service des puissants, afin de maintenir leurs privilèges, n'a jamais été favorable à la classe pauvre, si ce n'est en prières, pour mieux l'asservir, aidée en cela par le penchant qu'ont les humains envers le surnaturel. Il est donc nécessaire de lutter contre les endormeurs, les préjugés, les idoles ; parler en langage clair, direct aux ouvriers, afin qu'ils comprennent qu'ils ne peuvent se libérer de l'esclavage en berçant leur misère et qu'à l'exemple des militants syndicaux ils quittent les sentiers roses de l'espérance pour s'engager sur le chemin rocailleux de la vérité, moins plaisant peut-être mais plus efficace. Ces militants, d'ailleurs, incorrigibles mécréants n'ont qu'un culte : le respect de l'homme, ce qui leur permet de diriger objectivement leur conscience réfractaire vers le libre arbitre.

Faut-il toutefois tolérer, les esprits craintifs, mentalement soumis aux tracasseries permanentes d'un croque-mitaine métaphysique, même, s'ils persistent à ignorer, par discrétion sans doute, avec quels matériaux et sur quel chantier, ce

(Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

Maurice ARONDEL, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e. C.C.P. 8824-68 Paris.

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

André RAUX, 37, rue du Regard à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.). C.C.P. 233-02 Paris.

S.U.B. - ASSEMBLEE GENERALE le 25 avril à 9 heures à

la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19^e. Métro : Fabien

CHANGEMENT D'ADRESSE A NOTER

André RAUX, administrateur du Combat, réside maintenant à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.) 37, rue du Regard.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U.R.

A l'occasion du 1^{er} Mai 1954, la 2^e U.R. organise une réunion à 14 h. Salle de l'Épicerie Française, 12, rue du Renard, Paris-4^e (Métro : Hôtel de Ville).

Le bureau de la 2^e U.R. invite tous les militants de la Région Parisienne à faire autour d'eux toute la propagande nécessaire pour la réussite de cette réunion.

Ce 1^{er} Mai doit se dérouler sous le signe d'un regroupement des forces syndicalistes fidèles aux traditions ouvrières.

Les militants de la Région Parisienne sont cordialement invités à assister aux Conseils Syndicaux du 11 avril 1954 à 9 h. 45 précises. 129, boulevard St-Germain, Paris (6^e) (Métro Mabillon).

Ordre du jour :

1^{re} Activité des Syndicats.

Grève de 24 heures.

Propagande C.N.T.

2^e Préparation du 1^{er} Mai.

A tous les Syndicats EMPLOYÉS

Désireux de créer une Fédération Nationale des Employés, le Syndicat des Employés de la Région Parisienne invite les autres sections intéressées par la question de se mettre en rapport avec Emile Akoun, 125, rue de Billancourt, à Boulogne-sur-Seine, qui a été chargé de s'en occuper.

Inutile de rappeler aux Syndicats les avantages que procureraient cette fédération qui permettrait de coordonner tous les efforts locaux à l'échelle nationale.

SYNDICAT DES EMPLOYÉS DE LA R. P.

Réuni le 4 mars 54, le syndicat s'est tout d'abord penché sur la

diffusion du « Combat Syndicaliste » et a décidé de l'envoyer à tous ses adhérents non abonnés au journal ou absents à son Assemblée générale. De plus, chacun fera le maximum pour le diffuser autour de lui. La camarade Lola s'est proposée de le vendre à la criée à l'occasion des galas organisés par la F.A. et la F.C.L.

Une chronique « Employés » paraîtra régulièrement dans le C.S. Le camarade Bouyé est provisoirement chargé de s'occuper de cette chronique.

Une vue d'ensemble a ensuite été faite sur la situation du syndicat et sur ses possibilités d'extension.

Le camarade Sadik, trésorier, donne le compte rendu financier. Le syndicat se réjouit de la bonne reprise des cartes pour l'année 1954 comparée à l'année dernière, décide de faire le maximum pour la création de nouvelles sections d'entreprises et d'essayer de monter une Fédération Nationale des Employés. Les syndicats de province intéressés par la question sont invités à se faire connaître. Ecrire à Emile Akoun, 125, rue de Billancourt à Boulogne-sur-Seine.

Le temps manquant pour porter le Congrès National à l'ordre du jour, la prochaine réunion du syndicat sera presque uniquement réservée à la discussion de celui-ci.

Le camarade Sadik présentera une motion d'orientation destinée à servir de base à la discussion. Le syndicat rappelle qu'il se réunit tous les 1^{ers} jeudis du mois à 20 heures 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne. Tous les adhérents se doivent d'assister régulièrement aux Assemblées générales.

Retour au pouvoir d'achat de 1938

Aux salaires minimum de misère présentés par le patronat, le gouvernement, la commission supérieure des conventions collectives, les syndicats réformistes laissant leur budget-type minimum dans leurs dossiers pour présenter des revendications hiérarchisées basées sur 25.166 francs pour ceux qui étant manœuvre, doivent moins manger qu'un contremaître qui ne fait rien, nous pourrions opposer d'autres chiffres plus en rapport avec les besoins et la dignité de la personne humaine, chiffres constatant que les 35.000 francs, revendication minimum de salaire, que nous avons prêtée ne sont nullement démagogiques.

Mais les travailleurs ne doivent pas se contenter d'un minimum quel qu'il soit. Producteurs, nous fournissons par notre force travail, le seul capital valable qui devrait nous donner les moyens de jouir de l'existence. Les conquêtes arrachées par les luttes passées ne doivent pas être un arrêt de la lutte mais un tremplin pour de nouvelles revendications, ceci jusqu'à écroulement du capitalisme. Les luttes d'avant-guerre auront-elles donc été vaines, lorsque l'on constate que le pouvoir d'achat général de la classe ouvrière de cette époque est supérieur à celui de 1954 ?

La C.N.T. a plus d'une fois réclamé ce retour au pouvoir d'achat de 38. Alors qu'actuellement la classe ouvrière se réveille de sa torpeur, tandis que les confédérations réformistes réclament un salaire minimum de 25.166 francs par une lutte consistant en de faibles débrayages de courte durée, des manifestations ou délégations, une grève générale de 24 heures liée à des raisons politiques, il nous ap-

partient une fois de plus de demander à la classe ouvrière de lutter pour une revalorisation des salaires sur la base du pouvoir d'achat de 1938, revalorisation s'alliant à la compression de la hiérarchie, compression nécessaire et justifiée, à la suppression des zones de salaires, des abattements d'âge, de sexe, de nationalité, à l'extension de ce pouvoir d'achat aux pays colonisés sous le joug commun du capitalisme français.

Est-ce démagogique ? Non ! Nous avons lutté en 36 et il est paradoxal, près de 18 ans après, de devoir réclamer une augmentation massive des salaires pour retrouver un pouvoir d'achat égal à celui de 1938.

L'on nous rétorquera que la situation de l'économie française n'est pas la même. Sans blague ! N'importe quel économiste honnête pourrait comparer les coefficients de production, les bénéfices patronaux des grosses entreprises par rapport à 1938. Même les petites entreprises s'en tireraient fort bien et leur écroulement s'il existait ne nous ferait pas venir des larmes devant la « catastrophe » de patrons en faillite. De toutes façons, l'économie nationale ne nous intéresse guère. L'économie française n'est qu'économie capitaliste et la lutte revendicative si elle nous apporte du bien être passager, est une lutte révolutionnaire visant à la destruction du capitalisme incrusté dans ses contradictions et sur son appât de gains. Entre une lutte pour des salaires toujours plus élevés à la base et une attente passive et vaine de stabilisation ou de diminution des prix, nous n'avons qu'un choix, dicté par la raison, l'expérience et la nécessité de l'é-

Faillite du syndicalisme réformiste

Depuis plus d'un an la classe ouvrière découragée par une régression sur ses conquêtes d'avant-guerre, par une régression de son pouvoir d'achat, dues à la « prise de conscience politique » soit disant réaliste du pseudo-syndicalisme, s'est ressaisie et par un mouvement de colère surprenant bourgeoisies capitaliste et « syndicaliste », bousculant la trahison des messieurs bien nippés confédéraux, démontra sa force en août.

Si l'Etat bourgeois a su mettre sur pied un système de répression et de « briseurs de grèves » il n'en tremble pas moins devant la poussée révolutionnaire du prolétariat qui prend de plus en plus conscience que seule l'action violente est gage de victoire. Beaucoup d'ouvriers déclarent déjà qu'ils n'hésiteraient pas à occuper les usines lors d'un prochain mouvement général de grèves.

Mais le capitalisme n'est pas prêt à lâcher les rênes brutalement, ce qui provoquerait un élargissement de la brèche créée par ses contradictions mêmes et la lutte ouvrière, dans son système. A la pression de la classe ouvrière le gouvernement n'a proposé qu'un salaire minimum de 23.000 francs basé sur 200 heures par mois, cela sur un fond sonore de hauts cris proférés par ces pauvres patrons courant soi-disant à la faillite.

Cette poussée revendicative révolutionnaire des masses a provoqué une autre peur : celle des grandes centrales syndicales. Peur d'une orientation, peut-être encore inconsciente, mais réelle, des travailleurs vers un syndicalisme révolutionnaire sachant bousculer ces bonzes si besoin est.

IMPOTS (1)

Quantité de salariés paient trop d'impôts, faites bien vos comptes. Voici une formule de banlieusard.

Transports : (train, métro, autobus).

Restaurant : jours effectifs de repas du midi.

Achats de blouses ou de bleus

Une paire de chaussures de travail.

Blanchissage blouse ou bleu : semaines effectives.

Impôt sur le revenu ; impôts autre que le revenu ; taxe syndicale.

(1) Déduire sur les transports les 800 frs. mensuels d'allocation.

NOTA. — Il n'y a pas incompatibilité entre le texte qui précède et la déclaration remise au Contrôleur des Contributions. Le travailleur conserve la faculté de compléter sa déclaration en conséquence.

écroulement du capitalisme, celui de l'action.

Et si toutes ces raisons ne réussissent pas à réchauffer les tièdes et à sortir de leur action anti-révolutionnaire les bureaucrates syndicaux, qu'ils méditent donc, sans pour cela tomber dans les panneaux de l'ouvrier américain roulant en bagnole, les paroles d'Eisenhower déclarant que les salaires européens doivent être relevés de 50 % !

Ces « réalistes » endormis peuvent nous rétorquer qu'un grand nombre d'ouvriers seraient heureux de gagner ces 25.166 francs. Comme eux, nous savons que plus d'un million d'ouvriers agricoles ne gagnent environ que 16.600 francs par mois, 800.000 manœuvres ordinaires 19.000 fr., près de 2 millions d'O.S. 22.000 fr., 200.000 fonctionnaires auxiliaires 23.500 francs.

Comparez les à d'autres chiffres, à ceux gagnant plus. Pour amener à la lutte les travailleurs gagnant au-dessus de 25.000 francs, nos réformistes réclament une augmentation hiérarchisée.

En supposant qu'une lutte victorieuse puisse se déclencher pour un si faible minimum, les travailleurs ayant crevé de faim jusqu'ici en recevant moins de 25.000 francs, continueront avec ce minimum tant prôné à crever de faim et à être bernés par rapport aux catégories supérieures, l'éventail des salaires continuant à fonctionner.

Seule la revalorisation du pouvoir d'achat sur la base de 1938, permet la compression de l'éventail hiérarchique.

Cette lutte ne peut se présenter que sous la forme de grève générale illimitée, avec toute la violence que cela puisse comporter

Pour ne pas perdre la faveur des travailleurs et pour freiner, à l'image du gouvernement, cette poussée révolutionnaire, les centrales syndicales réformistes proposent aux travailleurs de lutter pour un S.M.I.G. dérisoire de 25.166 francs établi par les discussions de messieurs bien me crevant sûrement pas la faim, tripotant prix, quantité et durée des chaussettes, chemises, bousillailles, etc... dans une commission supérieure de conventions collectives.

Et malgré toutes leurs belles phrases de lutte, ces dirigeants syndicaux se sentent ridicules et persistent dans ce ridicule.

C'est Monmousseau qui déclarait dans « l'Humanité » du 25 janvier :

« Le budget type fera dresser les cheveux sur la tête de nombre de gens de situation moyenne et bien des travailleurs pourraient se demander comment il se fait que la C.G.T. ait pu l'accepter.

« ...Chacun doit comprendre que la C.G.T. n'est pas d'accord avec ce budget de misère minimum, où ligne par ligne se traduit un mépris extravagant pour la vie des travailleurs.

« Les délégués de la C.G.T. à la Commission du budget ont lutté en faveur d'un niveau de vie valable dans les conditions présentes. Mais il fallait aboutir. »

Mais il fallait aboutir ! Avec qui ? Le patronat organisé et le gouvernement. Monmousseau et ses dignitaires cégétistes avouent donc indirectement la faillite de cette politique syndicale enrégimentée par les conventions collectives, la trahison du syndicalisme révolutionnaire remplacé par une liaison politique avec le

parlementarisme et le système économique capitaliste.

La faillite de cette orientation du syndicalisme depuis la première guerre mondiale, orientation qu'approuvent intellectuels et catolins en mal de social, commence donc à apparaître aux yeux des travailleurs et des bonzes syndicaux C.G.T., C.F.T.C., F.O. eux-mêmes. Mais l'orgueil bureaucratique de ces derniers, leurs conceptions liées au Kremlin, à l'Eglise et à la hideuse S.F. I.O., l'emportent sur la clarté de la réalité du syndicalisme révolutionnaire.

Ce dernier, toute cette « gauche » le sent renaitre mais n'en veut à aucun prix. Il y aurait de bien bonnes réflexions à tirer de précédents numéros du journal « Combat » par exemple.

Aux travailleurs de prendre totalement conscience de l'importance résidant pour leur lutte dans le retour au syndicalisme révolutionnaire, à l'anarcho-syndicalisme tant discrédité par des hommes aux grands cerveaux dits « réalistes », mais aveugles. Qu'ils brisent les freins qui les entravent, freins se présentant sous forme de manifestations et grèves d'avertissement, de revendications dérisoires, de mots d'ordre politicards ! Malgré les dires de leurs bergers « éclairés » les travailleurs ne sont ni amorphes, ni morts. Qu'un mot d'ordre de grève de 24 heures soit, de par leur liberté et leur volonté de lutte retrouvées, le début d'une grève générale illimitée jusqu'à victoire complète, pour des revendications véritables, celles du syndicalisme révolutionnaire. Tant mieux si l'économie capitaliste en souffre, la Révolution en sera plus proche.

P. MORAIN.

LIBRAIRIE

C. ALBERT. — L'Amour libre, 300, 330.

A. BINET et J. HARTEMANN. — Les rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme. 240, 270.

Dr P. CHAVANON. — Nous, les... Cobayes. 380, 425.

Dr MARCHAL et O.-J. DE MERO. — La liberté de la conception. 450, 480. Le Calendrier de la femme. (annuel). 180, 190.

Dr PELLETIER. — L'Emancipation sexuelle de la femme. 80, 110.

V. ALBA. — Le Mouvement ouvrier en Amérique latine. 550, 595.

P. BESNARD. — L'Ethique du syndicalisme. 50, 80. Le Monde nouveau. 180, 210. La Paix. 100, 130.

P. BRIERE. — Salaires et niveau de vie en U.R.S.S. 150, 180.

J. de CASTRO. — Géopolitique de la faim. 990, 1.035.

E. CHAUMEL. — Histoire des cheminots et leurs syndicats. 300, 330.

M. COLLINET. — Esprit du syndicalisme. 550, 595. Essai sur la condition ouvrière. 510, 555.

J. DANOS et GIBELIN. — « Juin 36 ». 550, 595.

E. DOLLEANS. — Féminisme et mouvement ouvrier. La vie de G. Sand. 420, 450. Histoire du mouvement ouvrier. T. I. 700, 745. T. II. 770, 815. T. III. 1.100, 1.145. Les trois vols franco. 2.660 f.

M. DOMMANGET. — Histoire du 1^{er} Mai. 750, 795. La Révolution de 1848. 80, 110.

EXPEDITION.

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

C.C. Postal de la Librairie, Paris C.C. 7.473-08, M. MARCHETI Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20^e).

Petit fait, grande cause

La scène se passe à Paris, par un bel après-midi. C'est jeudi. Les mams ont conduit les enfants au square.

« Arrêtez-le ! » « arrêtez-le ! ». Tout le monde se retourne. Un homme s'enfuit, poursuivi par un autre. Le premier est un algérien, le second un européen. Personne n'a rien vu ni ne connaît le moindre mot de cette « affaire » ; mais qu'importe. Tous sont d'accord : C'est ce Nord-Africain, ce sale bicot, qui a tort et il faut faire l'impossible pour l'arrêter.

La vraie histoire, nul ne la connaîtra.

« Il paraît », « on dit » que cette « brebis galeuse » a pris dans un magasin un coupon de tissus. Des preuves, personne n'en a, mais sur le verdict, la presque totalité des spectateurs sont d'accord.

Chacun donne son avis.

« Avec ces « sales arabes » on n'en finira jamais » dit l'un.

« Et l'on craint de les arrêter, ils peuvent avoir un couteau caché dans leur main », répond un autre pour expliquer sa non participation à une aussi belle prise.

Et patati et patata. Les langues vont bon train.

Cette petite, mais véridique histoire n'a l'air de rien ; un fait commun parmi tant d'autres ; mais

grande est sa portée qui permet, mieux que n'importe quel « galup », de juger l'esprit du public.

Trop de travailleurs n'ont pas encore compris le mal que leur cause le racisme.

Le racisme ne sert que le capitalisme en divisant le prolétariat en classes.

Les « Nord-Africains » tout comme nous, sont des travailleurs ; nos frères de misère, et nous leur devons aide et solidarité.

Non seulement ils subissent le colonialisme qu'ils combattent, mais très souvent leur expatriation est due aux conditions de surexploitation que nos colonialistes leur imposent.

Nous nous devons de mettre en pratique la célèbre formule qui dit « Travailleurs de tous pays unissez-vous ». Aucune exception ne doit être faite.

Le racisme permet l'antisémitisme, le colonialisme, il admet le lynchage des noirs, la supériorité des blancs, et fournit une main-d'œuvre « à bon marché » à nos exploités, de la « chair à canons » à nos gouvernants.

Il faut, que les prolétaires, réagissent contre un tel état de fait.

E. Akoun
du Syndicat des Employés.

POUR L'AFFILIATION A LA SECURITE SOCIALE

L'article 4 de l'Ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la Sécurité sociale, dispose que :

« Sont affiliés à la Caisse primaire tous les travailleurs soumis aux législations de la Sécurité sociale et dont le lieu de travail se trouve dans la circonscription de la Caisse »

« Un arrêté du ministre du Travail et de la Sécurité sociale fixe la liste des catégories de bénéficiaires qui sont affiliés à la Caisse dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu de leur résidence. »

« Lorsqu'un bénéficiaire réside en dehors de la circonscription de la Caisse à laquelle il est affilié, le service des prestations lui est fait, pour le compte de ladite caisse, par la Caisse du lieu de résidence ou une section de celle-ci. »

La règle de l'affiliation des assurés à la caisse du lieu de travail posée par cet article ne suscite en général aucune difficulté lorsque les assurés résident dans le ressort de la Caisse où ils travaillent : la même Caisse reçoit les cotisations et sert les prestations.

Mais il n'en est pas toujours ainsi, soit que l'assuré réside, même à titre occasionnel, hors de la circonscription de la Caisse de son lieu de travail, soit qu'il se déplace dans le ressort de plusieurs Caisse, soit qu'un établissement mobile effectue les déplacements dans plusieurs circonscriptions de Caisse.

C'est pourquoi des dérogations ont dû être admises au principe. Des articles pris en application de l'article 4, alinéa 3, de l'Ordonnance du 4 octobre 1945, notamment l'arrêté du 12 janvier 1949 concernant les retraités du régime général, ont prévu que ces catégories sont affiliés à la Caisse du lieu de leur résidence.

En outre, pour certaines catégories des dispositions particulières ont été adoptées, récemment révisées par un arrêté du 27 mars 1953, lequel abrogeait un arrêté du 9 janvier 1952. Il s'agit :

— des travailleurs à domicile ;

— des nourrices et gardiennes d'enfants ;

— des V.R.P. travaillant pour deux ou plusieurs employeurs ;

— du personnel temporaire recruté sur place par les entreprises de travaux publics ;

— des agents locaux isolés ;

A ce propos, une circulaire ministérielle 31 SS. du 27 mars 1953, apportant des précisions à la circulaire 85 SS. du 9 juin 1952, nous donne quelques indications que voici :

Ce que tout salarié doit savoir

Travailleurs à domicile

En application de l'arrêté du 27 mars 1953, tous les travailleurs à domicile, qu'ils travaillent pour un ou plusieurs employeurs, sont affiliés à la Caisse primaire de leur résidence. Cette Caisse percevra les cotisations et supportera la charge des prestations.

Nourrices et gardiennes d'enfants

Mêmes dispositions que pour les travailleurs à domicile.

V.R.P. travaillant pour deux ou plusieurs employeurs

Les voyageurs, représentants et placiers de commerce qui travaillent pour deux ou plusieurs employeurs, demeurent affiliés à la Caisse de leur résidence. Aucune modification sur ce point à l'arrêté du 9 juin 1952.

De même, les V.R.P. à carte unique restent affiliés à la Caisse du siège de leur entreprise.

Personnel temporaire recruté sur place par les entreprises de Travaux Publics

Est considéré comme étant de fait affilié à sa caisse de résidence.

Cas des agents locaux isolés (V.R.P. à carte unique, courtiers, inspecteur d'une Compagnie d'assurances travaillant pour un seul employeur, receveur des Services de Transports Départementaux, receveur des P.M.U.)

La notion d'établissement distinct du siège social et responsable du versement des cotisations dues pour le personnel qu'il emploie est précisée de façon formelle.

Dès l'instant où un établissement est géographiquement distinct du siège social (succursale de banque, de maison à succursales multiples, usines, etc.), cet établissement est responsable du versement des cotisations à la Caisse Primaire dans la circonscription de laquelle il est situé, et ce, quelle que soit sa durée ou la qualité du personnel qu'il emploie.

Cette notion est extrêmement large et englobe tous les établissements distincts du siège social, quel que soit l'endroit notamment où est tenue la comptabilité des salaires.

Par contre, pour les agents locaux isolés (V.R.P. à carte unique, courtier, inspecteur d'une compa-

gnie d'assurances travaillant pour un seul employeur, receveur des P.M.U., receveur des services de transports départementaux), les cotisations continuent d'être versées à la Caisse dont la circonscription comprend le siège social de l'employeur.

SI LES FAÇONNIERS NE SONT PAS ASSUJETTIS AUX LEGISLATIONS DE SECURITE SOCIALE, LES TRAVAILLEURS A DOMICILE LE DE MEURENT.

Il nous est signalé qu'à la suite de la publication d'un arrêté de la Cour de Cassation du 4 décembre 1952, certaines entreprises ont signifié à leurs travailleurs à domicile qu'ils n'étaient plus désormais

assujettis aux législations de Sécurité sociale.

En effet, l'arrêt de la Cour Suprême ne vise que les façonniers et non pas l'ensemble des travailleurs à domicile.

Rappelons que les travailleurs à domicile sont liés à leurs employeurs par un contrat de louage des services et les façonniers par un contrat d'entreprise. Or, la Cour de Cassation a rejeté l'assujettissement des façonniers en raison de l'existence de contrat d'entreprise.

RELÈVEMENT DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE

Un décret du 18 février 1954, paru au « Journal Officiel » du 19 février, a relevé avec effet du 15 février, le taux journalier des allocations de chômage.

CHOMAGE COMPLET

Le nouveau barème des allocations de chômage s'établit ainsi :

	Paris, Seine et communes assimilées de Seine-et-Oise	Communes de plus de 15.000 hab. et de S.-et-O. non assimilées (1)	Communes de 5.000 à 15.000 hab.	Communes
Chef ménage . . .	300	290	260	225
Conjoint et personne à charge.	130	125	115	100

(1) Conformément au classement en vigueur pour la détermination du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Les taux des allocations indiqués au tableau ci-dessus sont valables pour la première année de chômage ; ils subissent, à partir du 13^e mois de chômage secouru, un abattement qui est jusqu'à présent fixé à 20 % et est augmenté de 10 % par année de secours. (Décret du 16 mars 1951, article 20.)

PERSONNES A CHARGE.

Par personne à charge, au sens de l'article 19 du décret du 12 mars 1951, et pouvant ouvrir droit au versement de la majoration complémentaire de l'allocation, il faut entendre :

1^o Le conjoint, s'il n'exerce pas une activité rémunératrice, ou en l'absence du conjoint, un ascendant qui le remplacerait à son foyer et serait effectivement à la charge du chômeur.

2^o Les descendants ou pupilles du chômeur ou ceux de son conjoint, à la double condition :

— Qu'ils n'ouvrent pas droit aux prestations familiales ;

— Qu'ils ne travaillent pas ou se trouvent dans l'impossibilité physique d'occuper un emploi salarié.

Il est précisé que les descendants, âgés de 15 à 21 ans, en état de travailler, doivent, pour ouvrir droit à majoration, être inscrits à un service de main-d'œuvre, ou fréquenter un cours d'enseignement professionnel ou être en apprentissage. Dans ce dernier cas, leur rémunération journalière doit rester inférieure à deux fois le salaire minimum interprofessionnel garanti.

CONDITIONS DE RESSOURCES.

Nous rappelons que l'allocation de chômage jointe aux ressources de toute nature du chômeur et de son conjoint, des descendants et ascendants à charge ne peut dépasser les maxima fixés dans un barème établi en fonction de l'ensemble des charges du ménage. (Décret du 12 mars 1951, art. 22.)

Les préfets doivent, en conséquence, établir pour leur département, un barème de ressources fa-

miliales au delà desquelles l'allocation de chômage ne peut être accordée.

Les barèmes sont établis dans la limite d'un minimum et d'un maximum déterminé en fonction de l'allocation de chômage, à savoir :

a) Chômeur isolé : minimum 150 % et maximum 180 % de l'allocation principale ;

b) Ménage : minimum 180 % et maximum 225 % de l'allocation principale et de la majoration ;

c) Enfants à charges bénéficiaires des allocations familiales : majoration de 30 % du taux de l'allocation principale, par enfant ;

d) Personnes à charges autres que les enfants bénéficiaires des allocations familiales : augmentation de 175 % du taux de la majoration de l'allocation, par personne à charge.

Sur la base des maxima, le barème des ressources applicable dans le département de la Seine s'établira comme suit :

Pour le chômeur isolé 540 Fr. par jour

Pour un ménage . 968 Fr. » »

Pour chacun des enfants bénéficiaires des allocations familiales . 90 Fr. » »

Pour chaque personne à charge autre que les enfants bénéficiaires des allocations familiales. 228 Fr. » »

Dans tous les cas, les ressources d'un foyer augmentées de l'allocation de chômage et, le cas échéant, de ses majorations, ne peuvent dépasser un plafond, quel que soit le nombre de personnes composant le ménage :

Par lettre circulaire « M.O. » 16/54 du 22 février 1954, le ministre du Travail a fixé, avec effet du 1^{er} mars 1954, cette limite à :

— 50.000 francs pour Paris et les communes de Seine et Seine-et-Oise assimilées à Paris.

— 48.000 francs pour les villes de plus de 15.000 habitants.

— 43.000 francs pour les villes de 5.000 à 15.000 habitants.

— 38.000 francs pour les villes de moins de 5.000 habitants.

A ces chiffres s'ajoutent, éventuellement la majoration du barème prévue pour les enfants ouvrant droit aux allocations familiales.

N.B. — Les prestations familiales n'entrent pas en compte dans le calcul des ressources.

Les pensions d'invalides et des veuves de guerre, ainsi que les salaires des descendants vivant au foyer qui ne sont pas eux-mêmes des chefs de famille, ne sont pris en considération que pour la moitié de leur montant.

LES CROQUE-MORTS

Dans le « Rail Enchaîné et l'Anarchie », on lit, écrit en caractères gras, ce qui suit : « De qui meurt la C.N.T. ». Ce titre est suivi par des ambiguïtés et, parmi tant d'insinuations malignes, en voici une qui mérite d'être mentionnée :

« On parle avec insistance, dans les milieux bien informés d'une dissolution possible et même probable de la C.N.T. Nous disons franchement qu'il fallait s'y attendre depuis longtemps mais que c'est dommage ». Nous voici brusquement devant un désir qui hante beaucoup de Libertaires de carnaval. Ce désir inconscient c'est l'espoir de voir sombrer la C.N.T., seulement voilà, un désir est quelque chose de vague et parfois, d'irréalisable. Lorsqu'on écrit de plus que la C.N.T. « qui avait groupé l'élite du prolétariat, meurt de la vanité de certains dont les ambitions dépassaient les possibilités », c'est affirmer une vérité applicable à tous ceux qui, hantés par la manie de grandeur, n'ont pas hésité un seul instant à œuvrer contre la C.N.T. et par conséquent contre le prolétariat.

L'article du « Rail Enchaîné et l'Anarchie » — pauvre Anarchie où es-tu tombée — n'est pas signé, donc à mon avis, le Rédacteur est responsable d'une telle infamie. Ce fait est d'autant plus grave que ce fameux Rédacteur fut un militant (Elite ?) de la C.N.T., mieux que cela, il fut Rédacteur au Combat Syndicaliste. Cet épouvantail pour moineaux, ce pêcheur en eaux troubles, termine sa trivialité par ces quelques mots : « Devions-nous continuer la C.N.T. ? » de quoi il ressort qu'après avoir asséné un coup de poignard, il regrette que la C.N.T. puisse disparaître. Tartufe triomphe mais son infantilisme révolutionnaire l'empêche de voir au delà du bout de son nez et, à l'instar des névrosés, il prend ses lubies pour des réalités.

Certes la C.N.T. a perdu beaucoup de militants mais quelles sont les causes qui engendrent de tels faits ? L'énergumène Rédacteur du « Rail Enchaîné et l'Anarchie » n'en dit pas un mot, pourquoi ? C'est très simple, lui-même est responsable des erreurs, des vanités qu'il attribue aux autres. Je n'ai

pas l'habitude de calomnier et j'affirme, que je suis en mesure de porter mon diagnostic de perversion sur les méthodes employées par ce Libertaire vadrouilleur et de tous ceux qui, comme lui se complurent sans cesse dans le sophisme.

Qu'on le veuille ou non, il est certain qu'un système quelconque, pour être viable, acceptable, doit être cohérent et non pas contradictoire, de ce fait, tout système qui admet des contradictions ou qui essaye de réconcilier les irréconciliables, est un non sens, un obstacle à toute évolution. Or, au su de tout le monde, la C.N.T. avec ses Statuts et les Principes de l'A.I.T. est une organisation cohérente, capable de redonner aux ouvriers de justes notions de lutte de classe, de solidarité de classe, de conscience de classe, mais pour ce faire il est indispensable que les militants de cette organisation, connaissent les Statuts et les Principes de l'A.I.T., qu'ils s'engagent, coûte que coûte, à les respecter et à les faire respecter. Hélas, bon nombre de militants qui avaient la prétention d'être l'élite du prolétariat, ne furent jamais à la hauteur de leur tâche, ils furent incapables de respecter les Statuts et les Principes, pire que cela, cette fameuse élite fit l'impossible aux fins de ridiculiser Statuts et Principes.

Il est fort possible que la C.N.T. « soit victime de la paperasse et... du Stupide conformisme », mais que devons-nous penser des Libertaires qui écrivent de telles âneries et qui, à leur tour, se débattent dans une infinité de contradictions issues de l'incompréhension absolue de l'idéal qui les anime ? Certes il est possible que ce fameux journal : « Le Rail Enchaîné et l'Anarchie » ait devant lui un grand avenir, en tous cas le comportement du Rédacteur du dit journal et celui de certains collaborateurs ainsi que l'attitude de nombreux militants Libertaires, prouve largement que ces prétendus révolutionnaires, sont en réalité des névrosés, des confusionnistes, des démolisseurs, des propre-à-rien. Ces gens là semblent atteints de masochisme, c'est pourquoi ils sont incapables de mettre leur énergie au service

d'une cause juste, humaine, révolutionnaire. Ils se complaisent dans les commérages, les tripotages, dans l'art de calomnier, ils vivent dans des régions nébuleuses, ils voguent sur l'océan du rêve emportés par des désirs inavouables et strictement personnels, ils ont perdu tout contact avec la réalité. Ce sont là des piteux en butte à mille et une contradictions, bref, ils sont à plaindre. Luc BREGLIANO.

COMMUNIQUES DIVERS

Un camarade recherche deux ouvrages de Montmousseau intitulés : « Les Syndicats ouvriers et les comités d'usines »,

« Le Syndicalisme devant la révolution. »

Faire offres à Brun Marin, 98, route Nationale, La Viste, Marseille (15^e) B. du Rhône.

ESPERANTISTES

Senstatano, organe Espérantiste Libertaire paraît imprimé tous les mois.

Dans le N^o du mois de mars, parmi d'autres articles se trouvent un de l'A.I.T. ainsi que des renseignements concernant la C.N.T. du Venezuela.

Senstatano vous donne chaque mois, une vue internationale du mouvement ouvrier, chaque espérantiste se doit de le lire régulièrement.

Senstatano est en vente au siège de :

La C.N.T. 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

De la C.N.T.E. 24, rue Ste-Marthe, Paris (20^e)

De S.A.T. 67, avenue Gambetta, Paris (20^e)

Le N^o : 25 francs.

Abonnement annuel 300 francs à envoyer à E. Guillemeau 55, rue de la Pomme à Toulouse. C.C.P. 387-67.



Le Directeur-Gérant :

AKOUN Elie.

SO.FR.IM.,

17, rue de Clignancourt.

Courage et sincérité

Sans prétendre jouer les petits vertueux, nous pouvons affirmer que ces deux qualités essentielles de l'être évolué sont plutôt rares dans notre monde civilisé.

En effet, il suffit d'examiner ceux qui nous entourent pour découvrir que bon nombre d'entre eux dissimulent sous des masques hypocrites une lâcheté chronique, une foule de bas instincts qui donnent l'impression que certains hommes n'ont ceci de supérieur à la bête que le raffinement du vice.

Sombre tableau, nous dirait-on !

Non, simplement une image non exagérée d'un monde hiérarchisé et robotisé.

Une cohorte de chefs imbéciles et sanguinaires d'une part, des légions d'esclaves faméliques et superstitieux d'autre part ! Dès lors, que reste-t-il à espérer ?

Beaucoup encore : que les minorités révolutionnaires, par leur comportement irréprochable, rallument la flamme de l'espérance et éclairent le long et dur chemin de la libération que, tôt ou tard, les masses emprunteront malgré leur apathie actuelle.

Pour ce faire, il nous faut être intransigeants sur les questions de principes et n'accepter aucun compromis, même sous prétexte de grossir nos effectifs.

« La souplesse tactique », c'est le mot d'ordre des politiciens qui nous font tant de mal et qui viennent jusque dans nos rangs se-

mer la désunion et la peste autoritaire.

Courage et Sincérité : voilà ce qui doit être la force motrice de notre mouvement.

Il faut oser dire aux intriguants : « Hors de chez nous, votre place n'est pas parmi les honnêtes gens que nous sommes ».

Au risque de se faire taxer de sectaires par tous les aspirants au grade, il faut rompre tout contact dès la première tentative d'infiltration, il faut couper le mal à sa racine.

Une longue expérience nous a démontré que le nombre seul n'assure pas la victoire ; la « collaboration » en Espagne, ce qui se passe aujourd'hui dans la S.A.C. en sont des exemples.

Dans le dernier numéro de notre journal, un camarade fait le rappel historique des origines de la C.G.T. et nous montre comment les envahisseurs politiques en occupant cet organisme ont mené la classe ouvrière française à la débâcle.

Que tout ceci nous serve d'avertissement et renforce notre vigilance car il vaut mieux prévenir que guérir.

Courage et Sincérité, voilà ce que nous devons exiger de nous-mêmes et de nos frères de combat.

Groupe Syndicaliste-révolutionnaire de Belgique.

Réservez votre après-midi du dimanche 25 avril pour assister nombreux à la

FETE DE FRATERNITE

organisée par la C.N.T.E. au profit de ses œuvres d'information et de solidarité.

Ce gala annuel aura lieu au Palais de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, Métro : Maubert-Mutualité, Ouverture des portes à 14 heures, rideau à 14 h. 30 précises.

Un programme sensationnel vous présentera les artistes que vous aimez entendre avec plaisir.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr

Changements d'Adresse : 20 francs

C.P.P. André Raux - 262, av. de la République
à Epinay-sur-Seine (Seine) C.C.P. 233-92 Paris

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Écrasons la hiérarchie

(Suite de la 1^{re} page)

respond au surplús. Il rien sur le terrain professionnel. Elle ne saurait récompenser, ni une expérience, ni une activité plus rentable pour les enfants. Le jeune de 25 ans, encore tout près de la jeunesse, formé aux méthodes actives, conquiert d'emblée les enfants à lui confiés par un enseignement dont l'intérêt ne fut jamais atteint par les méthodes classiques.

La simple justice consisterait dans le renversement des valeurs : le maximum aux jeunes, le minimum aux anciens. Injustice encore, dira-t-on ! Soit. Venons-en donc à la seule solution logique : pour un même emploi, ni classes, ni échelons : le salaire unique d'un bout à l'autre de la carrière. Plus de tireurs de sonnettes, de lèche-bottes, ni de flatteurs pour la conquête d'une promotion au choix ! Nous sommes un certain nombre à avoir lutté pour cette revendication qui paraît bien abandonnée aujourd'hui !

L'exemple ci-dessus ne vaut pas pour les titulaires de brevets, C.A. P. et diplômes plus élevés. Ils entendent monnayer la mise de fonds, l'intelligence et le travail qui leur ont permis de parvenir et de réussir.

Prétentions mal fondées

(Suite de la première page)

simuler toujours la bonne humeur en faisant encaisser, à l'aide du sourire obligatoire, les gros billets dont elle ne récoltera que les miettes ? Collaboratrice la vendeuse de grande maison, lorsque pour la prospérité de l'entreprise elle vend des robes et autres beaux parlements dont le prix est tellement élevé qu'elle, dont les goûts ne sont pas moins raffinés que ceux de ses riches clientes, ne pourra jamais se les payer — ou que seul un commerce inavouable lui permettrait d'acquiescer ? Collaborateurs, aussi, les vendeurs et vendeuses des Grands Magasins et des Unifix, entreprises battant le record des bas salaires alors que leurs bilans accusent des bénéfices considérables ? Collaborateurs enfin, ces vendeurs et vendeuses travaillant chez le boutiquier du coin, cet éternel tricheur, pleurnichard de toujours dont les ambitions sont si grandes et les moyens si limités que pour satisfaire son appétit démesuré il dévorera tout ce qui l'entoure s'il en avait le pouvoir ?

Dans le fait d'être professionnellement classé comme employé, serait-ce comme « cadre » (mot qui sonne mal à nos oreilles), il n'y a vraiment pas matière à être fier, car s'il existe un dosage dans la servitude que le salariat nous impose à tous, l'employé peut se considérer de ce côté là comme des plus copieusement servis ?

Et que l'on nous fasse grâce, pour expliquer une moue dédaigneuse, ou un modérantisme impardonnable, de ce qu'auraient « d'intellectuelles » les occupations du vendeur ou du bureaucrate par rapport à celles de l'ouvrier.

L'employé, plus exposé que l'ouvrier à des vexations qui à long terme de journée lui font faire un amour-propre si souvent blessé, comment n'est-il pas plus révolté encore que ses frères des autres branches professionnelles ? Nous ne lui ferons pas l'injure de le considérer comme un élément incapable de combativité, ou négligeable dans le combat révolutionnaire, mais nous lui reprocherons fraternellement de ne voir la condition qui lui est faite qu'à travers le brouillard artificiel que dégage l'ambiance falsifiée dans laquelle il travaille, et dont il ne s'évade que péniblement. Or qu'il ne s'illusionne pas, cet employé, il n'est pas d'une essence supérieure. Le ferrassier au geste ferme et le manoeuvre aux mains grasses valent humainement autant que lui et sont socialement d'une même utilité. Le prolétariat ne saurait admettre dans son sein le moindre soupçon d'aristocratie. C'est déjà bien trop qu'il soit affublé d'une hiérarchie.

Henri ROUYE
(du Syndicat des Employés).

Ils n'ont pas tant à se vanter - S'ils ont poursuivi leur études, c'est que leurs parents étaient nés avant eux, fournissaient l'argent, en se saignant parfois aux quatre veines. D'autres ont obtenu des bourses. Leur intelligence et leur travail leur ont permis d'arriver ? Laissons de côté le facteur chance. L'intelligence est un don qui n'a rien à voir avec l'instruction. Il existe des gens très savants dont l'intelligence n'est pas souvent le fait. Par contre, on trouve des illettrés qui sont supérieurement intelligents. Reste le travail. Tandis que les étudiants s'appliquaient à conquérir leurs diplômes, les autres, dès 13 ou 14 ans étaient à la ferme, à l'usine, à l'atelier, à la mine ou sur la mer. Ils apportaient à la société leur capital-travail dans des conditions autrement difficiles, et déjà, ils produisaient.

La comparaison de ces deux états de fait suffit-elle à légitimer une situation élevée pour les uns, une stagnation misérable pour les autres ? On peut ne pas le penser.

D'autres données viennent aggraver la comparaison établie. L'homme au bas salaire, le travailleur de force, a des besoins matériels plus grands : nourriture, vêtements, chaussures, que l'ingénieur ou l'employé de bureau. Il vit dans un logement difficilement qualifiable. On arguera pour les autres du besoin de lecture, de culture, de visites d'expositions, de musée, d'auditions de concerts ! Qui osera soutenir que tout cela ne serait pas susceptible de plaire à tout homme ou femme qui en aurait les moyens ?

Le mot de responsabilité est souvent mis en avant par les cadres. Quel est le pourcentage d'accidents dont ils sont les victimes par rapport à ceux des conducteurs de machine ? En cas de catastrophe de chemin de fer, c'est toujours le mécanicien ou l'aiguilleur, et non l'ingénieur qui est poursuivi. D'ailleurs, la responsabilité paie. Le chimiste qui invente une couleur nouvelle, l'ingénieur qui crée un nouveau tissu ou un alliage inconnu, trouvent une satisfaction méritée que ne saurait éprouver le manoeuvre qui, toute la journée, transporte des caisses de boulons ! Cette satisfaction est aussi un salaire.

Le dernier argument est également bien connu : sans la hiérarchie, stimulant puissant, la conscience professionnelle risque de baisser considérablement, ainsi que toute volonté d'initiative ou créatrice. Le moteur de toute activité humaine s'arrêtera, la discipline et la productivité seront gravement menacées.

Cet argument est démenti par la conduite constante des plus mal partagés qui, depuis toujours accomplissent leur tâche avec une bonne volonté digne d'une meilleure récompense. Chez nos ouvriers, chez nos artisans, malgré leur condition souvent misérable, c'est encore le goût du travail bien fait, qui, heureusement, prime !

LES SOLUTIONS

La mauvaise volonté des Cadres à accepter un écrasement quelconque de la hiérarchie est évidente. Quand le salaire minimum vital est porté — dérision — de 20.000 à 23.000 frs à Paris, aussitôt les cadres font confiance à leur C.G.C. pour le maintien total de la hiérarchie des salaires. Le patronat soutient ses fidèles alliés.

De même que cet exposé a voulu rester sur un terrain humain parfaitement accessible à tous, de même, la seule formule humaine susceptible d'apporter une solution, est, par son application : « De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », la formule communautaire.

L'expérience de la Communauté Boismondau, ex-Barbu, de Valence (Drôme), nous offre un exemple pratique et actuel. La répartition mensuelle du bénéfice, produit du travail, est assurée par l'Assemblée générale selon un barème établi par elle, et qui tient compte d'ailleurs d'éléments divers : non seulement professionnels, mais encore, culturels et humains. La hiérarchie classique est écrasée, non totalement toutefois ; celle qui la remplace, et combien différente, est la résultante des avis émis par tous.

LA PRODUCTIVITE

Depuis la Révolution russe (la mainmise d'un parti sur l'Etat), la liberté au sens le plus large du mot a tendance à disparaître dans l'imbroglie des lois de l'Etat moderne destinées à remplacer les anciennes méthodes qui constituaient le code moral et social de l'homme et des collectivités.

C'est surtout depuis la dernière guerre que la liberté recule d'une façon générale : tout sombre dans le dirigisme étatique, tout s'oriente vers une économie et une productivité accélérées.

L'humanité d'après guerre est devenue moins idéaliste, elle perd confiance en elle-même ; tout est remis à l'Etat ; au sein des organisations économiques, la politique remplace l'économie et on prête plus d'attention au gain matériel, aux salaires qu'aux revendications d'ordre moral et culturel. L'humanité est plus insouciant qu'elle ne l'était au début du siècle ; les travailleurs eux-mêmes sont portés, par une habitude politique des gouvernements ou du capitalisme, vers la facilité, le moindre effort, et confient de plus en plus leurs intérêts matériels des syndicats. De cette façon, le terrain est tout préparé pour une nouvelle exploitation de la négligence et de l'insouciance des travailleurs, quels qu'ils soient. Les espoirs se tournent vers les réalisations techniques, les données fournies par les laboratoires d'études des usines et l'organisation nouvelle crée un ensemble de fonctions bureaucratiques où se casent parvenus et incapables au détriment du travail usiné.

Le progrès se développe au milieu d'un chaos épouvantable que les financiers et l'Etat essaient de remettre sur pied par la productivité ; mais leur dirigisme économique est à la fois stakhanovisme pur et corporatisme ; aucun des organismes officiels qui vantent la productivité ne peut inspirer confiance aux travailleurs : les Etats capitalistes qui déclarent combattre l'U.R.S.S. s'empressent d'adopter ses méthodes. Les Nations Unies ne sont pas une fédération de nations selon notre interprétation du fédéralisme, selon laquelle chacun a droits et devoirs égaux ; elles ne sont que l'expression des volontés des gouvernements des grandes puissances. Aussi retrace-t-on dans les résolutions relatives aux problèmes économiques et sociaux les tares des conférences diplomatiques et les habilités primées. Le dirigisme prôné par les communistes, repris par les socialistes et les démocrates donne lieu à une nouvelle conception d'exploitation industrielle et commerciale : les auteurs des plans de productivité nous exposent cette panacée nouvelle qui doit remettre sur pied les entreprises les plus déficitaires, comme celles du secteur nationalisé, en y introduisant les caractéristiques du capitalisme et sa mentalité ; le désir du profit, l'habitude d'apprécier ce que coûtent les procédés traditionnels ce que pourraient rapporter les procédés nouveaux, toujours sous l'angle exclusif du profit, en fai-



La communauté idéale où ne se posera aucune question de salaire, puisque l'argent, le sale argent, n'existera plus, résoudra seule, en la supprimant, la question de la hiérarchie : d'une part, parce que tout travail, quel qu'il soit, sera considéré comme également utile à la communauté, d'autre part, chacun ayant droit selon ses besoins, à la répartition du produit du travail commun.

Cela n'est pas pour demain ? Nous le savons tous, mais nous savons aussi qu'à chaque instant, nos revendications finales méritent d'être posées.

Voltaire disait en parlant de l'Eglise : « Ecrasons l'infâme ! ». Je ne puis mieux faire, en songeant à la nécessité de la transformation sociale, que de crier : « Ecrasons la hiérarchie ! ».

Louis HOBEY.

sant jouer la concurrence à la fois à l'intérieur des entreprises, entre les entreprises similaires et à l'extérieur pour la conquête des marchés nouveaux chez les peuples insuffisamment développés. Mais cet esprit n'a-t-il pas été à l'origine de nombre de guerres ?

Leur idée est d'arriver à une « entente cordiale », capital-travail, formule chère aux Etats totalitaires et fascistes. Quant à la technique nouvelle de l'exploitation moderne des travailleurs, elle consiste à les abrutir au point qu'ils ne pensent plus qu'à obtenir de hauts salaires : ils sont pris dans la glu de la productivité comme des mouches, c'est un mirage trompeur qui les tente et une question que les militants doivent étudier à fond.

Par le système de productivité, on forge une nouvelle gamme d'échelons au sein d'une même profession, on pousse les travailleurs à faire du « spécialisme », comme autrefois on faisait de l'ouvriérisme, au point que la majorité des travailleurs bien doués par nature ne pense qu'aux heures supplémentaires (rendement, primes diverses, etc.), pour arriver au taux maximum et obtenir le maximum de paie par une productivité accrue. La productivité supprime de fait les revendications pour la diminution de la journée de travail et son profit est presque exclusivement réservé aux financiers, qu'ils soient du secteur privé ou de l'Etat qui devient financier à son tour par le truchement des investissements.

A notre point de vue, la productivité, ce maître en caoutchouc, est un nouveau servage qui hiérarchise les professions sur tout un plan de qualification tellement compliqué que la plupart des ouvriers ne peuvent rien y comprendre et que les fonctionnaires syndicaux sont incapables de l'expliquer dans les réunions publiques.

Nous sommes loin de la devise : « à travail égal, salaire égal », car la machine ne donne pas le même rendement pour l'un comme pour l'autre puisque le rendement dépend d'une multitude de faits, comme l'état de la machine ou l'habileté de celui qui la conduit ; même l'ouvrier habile doit attendre le remplacement de l'outillage, l'accomplissement d'un plan national de productivité, en se contentant jusque là de salaires inférieurs. On fait grand état de la réadaptation professionnelle, de la lutte contre le chômage, mais ce qu'on ne dit pas, c'est qu'une grande partie des travailleurs reste par les caisses d'allocation à l'état de demi-chômeurs perpétuels ; le déséquilibre alors augmente entre la productivité accrue et la sous-alimentation de l'immense majorité des travailleurs qui n'arrivent pas à se faire cataloguer comme ouvriers hautement qualifiés.

D'autre part, la productivité exige une centralisation absolue (systématisation de tous les moyens de production et de consommation). Le travailleur comme le consommateur deviennent une pièce de la machine étatique qui restreint toujours plus la liberté individuelle et collective ; l'uniformisation en vue d'un profit accru par un meilleur rendement tue le goût esthétique, l'art, le goût du beau et du produit bien fait. Tout cet ensemble constitue un danger pour l'avenir des travailleurs de toute catégorie ; la productivité entraîne l'abandon de la personnalité au bénéfice du profit.

Face au syndicalisme politisé qui embrigade les travailleurs pour l'exécution de ces plans, le syndicalisme révolutionnaire de l'Association Internationale des Travailleurs a depuis longtemps fixé sa position, défini ses buts et ses moyens qui répondent au-

jourd'hui plus que jamais aux besoins des travailleurs

L'A.I.T. a toujours été et sera toujours à la tête des revendications pour un meilleur rendement de la production, c'est-à-dire pour une production accrue et de meilleure qualité, accompagnée de la suppression des efforts inutiles, et pour l'abondance des produits, mais à une condition primordiale : que cette abondance soit utilisée au profit de toute la collectivité, et non d'une élite, de l'ensemble du monde, et non d'un pays ou d'une fraction de continent ; que cette abondance fasse disparaître par une équitable répartition (au lieu d'entraîner un éventail plus ouvert des salaires, la concurrence et la guerre), la sous-alimentation, les laudis, qu'elle donne à tous la satisfaction de leurs besoins, facilite le développement général de la culture et de l'humanisme, amène la liberté, situation qui ne peut être réalisée tant que subsistera la structure de la société actuelle, étatique, capitaliste et nationaliste.

R. LAMBERET.

Une querelle de famille

(Suite de la première page)

constructeur de l'univers, qui, par la même occasion a créé la vie, pour plaire aux humains, a pu réaliser son œuvre gigantesque ?

On peut se demander pour quelle raison cet inventeur a placé le paradis, d'après les Saintes Ecritures, dans cette partie du ciel, la voie lactée, où règne un froid inimaginable de -270°, traversée sans réchauffement par des étoiles dont certaines dégagent une chaleur de + 15.000° sous laquelle toutes les matières solides sont en fusion. C'est dommage pour leur entendement que ces esprits timorés, n'aient abandonné leur missel et déposé leur obscurantisme, en consultant des ouvrages scientifiques, traitant les rudiments d'astronomie, chimie et biologie. La croyance spirituelle, insignifiante en soi, peut-être jugée par l'athée à titre de réverie ou simple « vue de l'esprit de la part de ceux qui en sont inspirés ; mais elle engendre « l'esprit de croyance » qui se présente, tel une porte ouverte, à toutes les erreurs, à toutes les idioties, à tous les mensonges, conduisant à l'aberration des idées ; là est le danger sur le plan social.

Que, de ce soit l'attitude des exécutants de l'œuvre spirituelle envers la classe ouvrière, elle seule doit résoudre le problème social, par la liquidation de l'économie capitaliste et rien ne peut plus s'opposer à ce renversement. Faire œuvre de charité, en la circonstance, c'est approuver l'organisation actuelle et retarder l'échéance de cette liquidation. Le droit à la vie pour tous se substituant à la misère celle-ci ne doit pas servir de prétexte aux privilégiés pour restituer, par sentiments charitatifs, le trop plein de leurs profits extorqués à cette même classe ouvrière, et ce droit ne peut s'obtenir dans l'obésité et la résignation, mais par la révolte.

A l'encouragement des nombreuses familles, bénies d'ailleurs par les préposés à cet usage, doit être opposé le néo-malthusianisme ; éviter d'augmenter le matériel humain destiné suivant les circonstances à pourvoir le marché du travail, les champs de bataille et le chômage est une forme indirecte de combat, contrairement à la morale chrétienne, l'éducation sexuelle, évitant le lapinisme effréné, doit libérer la classe ouvrière de cette auto servitude.

Peut-on résumer encore, certaines actions culturelles ! Dans l'exécution des crimes collectifs admis par les peuples sous le nom de guerres fatales : les belligérants se mettant sous la protection du même Dieu, en vue de l'écrasement de l'adversaire (ce qui doit bien embarrasser le Tout-Puissant) prouve encore l'ineptie des préceptes religieux.

Autant de raisons n'échappent plus à l'observation de la majorité du monde du travail et provoquant une résistance de celle-ci à l'évangélisation a semblé influer sur les évêques et s'affilier à certaine organisation anti-religieuse, qui accablant ces quelques enfants perdus, créés, de ce fait, faire du syndicalisme pur.

En conclusion de l'examen de leur comportement, ces prêtres-ouvriers, affrontant de leur plein gré, l'arène de la douleur, sont en définitive, des révolutionnaires qui s'ignorent.

Ch. ALBERIC.

PREMIER MAI

Manifestation de conscience révolutionnaire

C.N.T. A.I.T. Le combat



SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 120

20 FRANCS

SAMEDI 1^{er} MAI 1954

Chose étrange, l'humanité a refusée jusqu'à présent de comprendre que vouloir du bien aux autres est indispensable au succès de l'existence collective.

Alexis CARREL

ÊTRE RÉVOLUTIONNAIRE

Depuis l'existence des sociétés primitives de hasard : horde, clan, tribu, jusqu'aux nôtres, dites de plus en plus civilisées, des hommes et des femmes ont trouvé la société mal faite. Tous leurs efforts ont tendu à son amélioration. De tout temps, ont existé ceux que le vocabulaire actuel désigne comme des « révolutionnaires ».

Les mouvements de rébellion : premiers chrétiens, Spartacus, jacqueries, enregistrés depuis deux mille ans, n'étaient que révoltes sporadiques promises aux plus cruelles répressions.

Avec la fin du Moyen-Age, fixée historiquement en 1453, commence l'ère des véritables révolutions.

L'arrivée en Italie, des savants grecs, avec les documents sauvés de Constantinople, d'où ils avaient été chassés, favorise notamment, au point de vue littéraire et artistique, non seulement la Renaissance italienne, mais encore, par la suite, la Renaissance française.

Les grandes inventions : papier, imprimerie, poudre à canon, en même temps que les grandes découvertes : Afrique, Asie, Amérique, amenèrent un bouleversement considérable dans la vie et la transformation des Sociétés. L'imprimerie, par la diffusion de la Bible, est à la base de la réforme religieuse. Au point de vue politique, le canon assure la suprématie du pouvoir royal. Toutes ces diverses révolutions marquent la fin du Moyen-Age, et le commencement d'une ère historique nouvelle : les Temps modernes et les premières manifestations importantes de ce nouvel et plus puissant agent révolutionnaire : la science.

Au mot : « révolution », pour les masses, est attachée, qu'on le veuille ou non, la notion de conquête du pouvoir politique. On dira que l'Angleterre a fait sa révolution en

1688, la France, les siennes en 1789, 1830, 1848, 1870, 1871 (la Commune réprimée), la Russie en 1917, etc. A cette prise du pouvoir politique s'attache également la notion de violence.

Or, depuis au moins quatre siècles, un adversaire du pouvoir politique des seigneurs et des rois a surgi : l'argent. C'est l'enrichissement de la bourgeoisie par le négoce et l'observation stricte d'un corporatisme rigide : ce sont les hommes issus d'elle ou défendant ses principes : Diderot, d'Alembert, Rousseau, Voltaire, Montesquieu, qui provoquèrent l'avènement, sous les auspices de la Révolution de 1789, du capitalisme li-

béral qui tint le véritable pouvoir pendant tout le XIX^e siècle.

La machine à vapeur, les chemins de fer, les applications de l'électricité, l'automobile, l'avion, tous les nouveaux moyens mis à la disposition des industries lourde ou légère, les découvertes en physique, chimie, médecine, etc... ont abouti à la concentration de tous les moyens de production dans un petit nombre de mains : celles des dirigeants des trusts, qui sont aujourd'hui les maîtres du monde.

Il est banal d'énoncer qu'au temps présent, le pouvoir politique

Louis HOBÉY :
(Suite page 4)

PREMIER MAI

Le Premier Mai ? Une histoire déjà vieille mais qui pour nous n'a pas vieilli, une histoire faite pour susciter de la curiosité quant on sait la profusion de courants sociaux, politiques, philosophiques et syndicaux qui ont à cœur de le fêter. Serait-ce parce qu'il se situe au beau milieu de la plus belle des saisons ? Ce premier jour du mois de mai est celui qu'une plaisante coutume a choisi pour fêter le muguet. L'Eglise romaine, toujours à l'affût d'une marchandise négociable, n'a-t-elle pas éprouvé le besoin d'être elle aussi dans la note en faisant du mois de mai le mois de Marie ? A quels tendres romans, à quels jolis contes ne donnerait pas prise une date qui suppose un soleil déjà chaud assurant l'éclosion de toute une flore et la maturité des premiers fruits.

Rien de tout cela pourtant dans la signification que prend pour nous cette journée mémorable que des syndicalistes de la nouvelle

école, oublieux ou ignorants de la grandeur des sacrifices consentis par nos devanciers se contentent à présent de fêter d'une manière rituelle et toute banale comme une quelconque fête légale : celle du Travail. Certes il n'y a pas lieu de dédaigner ce qui peut contribuer à embellir l'existence, bien au contraire nous sommes pour tout ce qui dans la dignité, tend à adoucir la condition ouvrière. Ce n'est pas non plus qu'il nous soit agréable de jeter un voile sombre sur un tableau qu'avec trop de légèreté des entêtés s'évertuent à nous montrer sous un aspect trop séduisant, mais nous aimerions que le premier mai soit autre chose qu'un jour de réjouissances dominicales, qu'il ne devienne pas pour le prolétariat ce qu'est Noël pour la chrétienté. Si le « message » chrétien a donné à ceux qui ont la foi cette fausse tranquillité qu'est la résignation dans les situations les plus inacceptables, il en va autrement des sentiments que fait naître et se développer en nous l'énumération des luttes sanglantes qui ont endeuillé la classe ouvrière depuis l'exécution des Martyrs de Chicago (1887, pour ne partir que de cette date). Ceux-ci nous ont légué, en même temps que leur attachement à la cause ouvrière et à la liberté une haine implacable pour tout ce qui porte atteinte à l'épanouissement d'une humanité fraternelle et libre. Apologie de la haine ? Non, mais déclaration de guerre à tout ce qui l'engendre et qu'un jour de fête légale nouvellement inscrit dans le calendrier ne doit pas faire reléguer à l'arrière plan des préoccupations ouvrières. Rappel d'autant plus nécessaire que ce jour, frauduleusement exploité à des fins publicitaires et mercantiles par les artisans et profiteurs de la stagnation du mouvement ouvrier symbolise ce qui reste de l'espoir de voir enfin celui-ci se lancer dans une action vraiment émancipatrice.

Le premier mai en raison même de son caractère légal comme jour chômé perd par avance pour les exploités du monde ouvrier

Henri BOUYE.
(Suite page 4)

Aux victimes des exploités

Travailleurs des champs et des villes !
Ouvriers manuels et intellectuels de tous les pays !

Ce premier mai 1954, journée glorieuse des luttes de revendication du prolétariat universel,

L'Association Internationale des Travailleurs, la grande centrale ouvrière syndicaliste révolutionnaire, continue de la « Première Association Internationale des Travailleurs »,

vous appelle à grossir ses rangs. Travailleurs de tous les pays, de toutes langues, races, croyances ; vous tous frères opprimés et exploités,

UNISSONS-NOUS

Pour la réduction des heures de travail et la suppression du chômage.

Pour un salaire compatible avec un niveau de vie digne et décent.

Pour les luttes qui ont pour but : l'abolition du salariat, de

l'exploitation capitaliste et étatique et de toutes les oppressions.

Pour renverser toutes les tyrannies et totalitarismes.

Pour la paix et le bien-être des hommes et des peuples.

Pour l'instauration d'un système social fondé sur la liberté et la justice.

En ce 1^{er} mai et toujours :

Vive l'A.I.T.

Vive le Syndicalisme révolutionnaire !

La solidarité ouvrière internationale et l'action directe des travailleurs sont les meilleures armes dans la lutte pour les revendications immédiates et pour le triomphe final.

OUVRIERS ! AFFILIEZ-VOUS A L'A.I.T.

Demandez votre adhésion à la centrale syndicale de votre pays.

Paris, 1 mai 1954.

Le Secrétariat de l'A.I.T.

Le problème des salaires

MINIMUM VITAL

Le « Minimum vital », cette expression barbare devenue à la mode dans le langage des représentants officiels d'un syndicalisme non moins officiel, du Patronat et des Pouvoirs publics qui tous autant qu'ils sont n'en sont plus à une ignominie près, il n'y a que le premier pas qui coûte après tout, est une façade édiflée dans le but de convaincre les plus déshérités parmi les salariés de la grande sollicitude qu'on leur porte de toutes parts. Jusqu'au Président des U.S.A. qui s'en mêle et n'envoie pas dire aux minimalistes que les salaires pratiqués en France sont inférieurs de 50 % à ceux d'avant 1940 compte tenu des coefficients établis à l'époque. C'est clair, c'est net, encaissez Messieurs les minimalistes.

Quant à nous, les maximalistes, nous ne pouvons manquer de nous réjouir en constatant combien les événements nous ont donné raison contre tout le monde. Lorsqu'il y a trois ans de cela, nous nous élevions contre cette formule dégradante du « Minimum vital » prônée aussi bien par la C.G.T. que par la C.F.T.C. en passant par F.O. nous nous faisons traiter d'utopistes et pourtant, que réclamions nous donc d'extraordinaire si ce n'est la revalorisation générale des salaires sur la base des salaires pratiqués en 1938. Mais les sacro-saintes organisations syndi-

cales incapables d'attaquer de front un problème quelconque, en dépit de leur caractère éminemment représentatif, parce que soucieuses de ménager avant tout leur clientèle de simples cotisants préféraient s'en tenir à des petites revendicationnelles avec beaucoup de bruit autour : prime de départ en vacances, prime de séjour en vacances, prime de retour de vacances, prime de rendement, prime de fin d'année, prime de productivité en attendant les primes de fêtes de famille ou les primes de n'importe quoi. de tout ce qui vous passera par la tête.

Les grèves d'août 1953 furent un fiasco presque total ; les fonctionnaires et agents des Services publics reprisent le travail sur l'assurance, assez illusoire d'ailleurs, que l'on ne toucherait pas aux limites d'âge fixées pour leur départ à la retraite ; encore nombre d'entre eux n'ont-ils pas besoin que leur Administration leur fasse violence pour rester car c'est précisément tout ce qu'ils demandent.

Avec tous ces amuse-gogos la question des salaires elle, est restée pleine et entière et aujourd'hui on l'agite à nouveau en s'échouant comme de bien entendu, à rechercher toutes les solutions bâtarde imaginables.

P. ARRADON.
(Suite page 2.)

NOS MEETINGS

LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL, SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS, continuatrice de la vieille C.G.T., de la C.G.T.S.R., héritière du syndicalisme traditionnel de lutte de classes, convie les salariés désabusés par les politiciens et par un syndicalisme abâtardi, à assister aux meetings qu'elle organise :

LE PREMIER MAI

à PARIS

à 14 h. 30 rue du Renard, 12.
4^e Arrt. Métro Hôtel-de-Ville ou Rambuteau.

à BORDEAUX

à 9 h. 30 au Cinéma des Capucins avec BARRUE, A. LAPEYRE, SANS SICART.

à GRENOBLE

Bourse du Travail à 9 h. 30 avec Henri BOUYE.

à BREST

à 9 h. 30 Porte Fautras.

LE 2 MAI

à MARSEILLE

à 9 h. Vieille Bourse Salle Ferrer avec Gardebled, Luc, de la 19^e U.R., un délégué de la C.N.T.E. et Henri BOUYE.

à ANGOULEME

à 10 h. Maison du Peuple avec Fédérica MONTSÉNY et SANS SICART.

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)

PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.

TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

Maurice ARONDEL, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e. C.C.P. 8824-68 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S.U.B. - ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 16 Mai à 9 heures à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19^e. Métro : Fabien

CHANGEMENT D'ADRESSE A NOTER

André RAUX, administrateur du Combat, réside maintenant à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.) 37, rue du Regard.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U. R.

PERMANENCES DE POINTAGE du 1^{er} MAI à PARIS

Au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e) de 9 h. à 12 heures.

12, rue du Renard, Paris (4^e), à partir de 14 h. 30.

Syndicat du BOIS-AMEUBLEMENT, café de « La Source », 19, rue Faidherbe, Paris (11^e), de 10 à 12 heures.

Syndicat des P.T.T., au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e), de 9 h. à 11 h. 30.

Transports

20, rue Ste-Marthe (métro Belleville). Syndicat des transports de 9 h. 30 à 12 h. 30.

PUTEAUX

Bourse du Travail, rue Roques de Filliol, de 10 à 12 heures.

ARGENTEUIL

Salle de la PENSEE HUMAINE 42, rue Paradis, de 10 à 12 h.

8^e U. R.

Bordeaux

Dans les chantiers du Bâtiment de Bordeaux nous assistons à la réédition de la situation de l'année dernière. En effet comme à cette époque la grosse majorité des gars du Bâtiment recommence à effectuer une moyenne hebdomadaire de 48 à 60 heures de turbin. Cependant personne n'ignore que le chômage sévit et touche de nombreux travailleurs, même du bâtiment. Allons camarades, un peu de bon sens. En agissant de la sorte vous forgez vous-mêmes vos chaînes.

Que faites-vous des 40 heures, 173 heures par mois ? Que faites-vous de la solidarité vis à vis des camarades sans travail ?

Pensez-vous aux conséquences de votre attitude, pour vous

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

André RAUX, 37, rue du Regard à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.). C.C.P. 233-92 Paris.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

même et pour les générations futures. Déjà il nous faut monter à l'assaut pour la reconquête des 40 heures perdues par inconscience. Et cette inconscience ne risque-t-elle pas de nous entraîner chaque jour davantage vers l'effritement des avantages acquis, appréciables certes, mais bien, bien loin du but tracé par les vieux lutteurs du syndicalisme qui est « la suppression du Patronat et du Salarial ».

Le Syndicat du Bâtiment C. N.T. vous invite à méditer, à réfléchir sérieusement sur votre conduite qui vous mène droit vers un renforcement de l'arrogance patronale, vers un avenir de misère et d'esclavage.

Vous camarades de F.O., de la C.G.T., qui avez encore le souci de la lutte syndicale aidez les camarades de la C.N.T. et ne soyez plus les complices indifférents ou actifs de ces pratiques. Luttons immédiatement pour l'arrêt des heures supplémentaires. Luttons pour une augmentation massive de nos salaires, 200 francs de l'heure pour tous, pour que les intempéries soient payées intégralement. Si nous savons nous entendre nous pouvons briser la coalition patronale et faire reculer la misère. Notre avenir, camarades, ne dépend que de nous tous et de nous seuls ! Sachons le comprendre.

S.U.B. C.N.T. 8^e U.R.

19^e Union Régionale

UNION LOCALE DE MARSEILLE

Permanence les mercredi et samedi à partir de 18 heures au siège, vieille Bourse du Travail, Salle 5, 13, rue de l'Académie à Marseille.

« Combat Syndicaliste » en vente au siège et au kiosque de journaux, boulevard Garibaldi.

Sous le signe de la productivité

ce seront bientôt des clients pour les médecins, des pensionnaires pour les sanas ou les hôpitaux psychiatriques.

Quant à la paie elle augmente pour une quinzaine, amorce pour produire plus, puis elle diminue à la quinzaine suivante et petit à petit on revient à l'ancien tarif tout en produisant plus et le tour est joué.

Les travailleurs contraints sous le regard des chronomètres à aller toujours plus vite, au détriment de leur santé et de celle de leur génération à venir, pour une légère augmentation de salaire, 10 à 15 fr. de l'heure, finiront-ils par comprendre que l'amélioration de leur sort est entre leurs mains, qu'ils sont les véritables artisans de leur destin et qu'ils n'ont absolument rien à attendre du bon gouvernement providentiel à venir. Les travailleurs enfin désillusionnés réali-

Minimum vital

(Suite de la première page)

Nous, syndicalistes de la C. N.T., dénonçons avec vigueur cette comédie dont le but bien apparent n'est pas tant la défense du pouvoir d'achat des travailleurs qu'un épisode de la lutte que se livrent les organisations syndicales patronales et ouvrières pour le maintien de leur emprise sur les organisations économiques d'une part, de leur influence sur les masses laborieuses d'autre part. Or une véritable solution du problème des salaires aurait inmanquablement pour effet de ruiner les ambitions des uns comme des autres, voilà la vérité.

Aussi laissant volontiers tous ces affairistes et politiciens se débrouiller entre eux, nous syndicalistes de la C.N.T. décidons de poser le problème sur son véritable terrain soit :

1) Revalorisation générale des traitements des salaires sur la base de ceux de 1938 et de la semaine de 40 heures, sans augmentation des normes de rendement.

2) Echelle mobile appliquée, une fois les salaires revalorisés, en tenant compte du coût réel de la vie et non des statistiques officielles sciemment mensongères.

3) Face au chômage technologique, remise en vigueur de la semaine de 40 heures dans l'immédiat avec perspective d'application prochaine de la semaine de 36 heures à l'échelle internationale.

4) Mise à la retraite à 55 ans de tous les travailleurs cotisant à la Sécurité sociale, qu'ils soient du secteur privé ou du secteur public.

5) Resserrement de l'éventail hiérarchique des salaires; application uniforme des augmentations; opposition à tout pourcentage hiérarchisé.

6) Lutte constante en vue d'aboutir au salaire unique pour l'ensemble des travailleurs.

7) Abolition de tout impôt sur les salaires, baptisés revenus pour les besoins de la cause fiscale.

8) Congé payé de trois semaines dans l'immédiat, d'un mois plein par la suite.

Bien entendu ce programme n'est qu'une esquisse et demande à être développé par la suite mais tel qu'il est formulé il doit déjà être propagé comme plateforme de combat. Quant aux salaires ils sont actuellement aux coefficients 15 et 16 alors que le chiffre des affaires évolue entre 20 et 35, soit une moyenne de 27,5 %.

En 1938, dans les industries du Bâtiment et de la Métallurgie, les salaires étaient : compagnons : 11 à 12 f. x 27 = 297 à 300 frs.

Le salaire des manœuvres ne variait avec celui des compagnons que d'une moyenne horaire de 0,25 à 0,50. Nous sommes loin du compte avec les salaires actuels qui dans les mêmes conditions varient seulement de 150 à 200 pour les plus hauts. On ne saurait donc trop insister sur l'évidence choquante de cette différence en dépit des déclarations gouvernementales à la Pinay ou à la Laniel qui, s'appuyant sur des statistiques savamment truquées tendraient à faire croire au public que l'échelle mobile a joué alors que les ménagères elles, sont payées pour constater grâce aux prix de détail qu'il n'en est pratiquement rien.

Quant à la revendication relative au retour à la semaine de 40 heures puis à l'application internationale de la semaine de 36 heures, elle n'a rien de démagogique attendu que le développement du machinisme permet au Patronat d'augmenter son profit en diminuant ses frais de main-d'œuvre. Il est donc anormal que le progrès technique ne profite qu'à une poignée de privilégiés pendant que des milliers d'êtres humains se voient du jour au lendemain jetés sans ressources sur le pavé. L'application de la journée de 6 heures est la condition inéluctable de notre droit à l'existence, de l'intérêt général de l'humanité. Etre contre, c'est être contre le progrès social.

La question de la mise à la retraite à 55 ans va de pair avec la précédente. Ceux qui cotisent pour une retraite voudraient tout de même bien en profiter. Avec la limite de 65 ans, c'est en réalité la retraite au cimetière pour beaucoup.

Enfin, nous nous honorons nous syndicalistes de la C.N.T., en complète opposition avec la position égoïste de la Confédération générale des Cadres, de revendiquer en tout premier lieu l'augmentation considérable des salaires les plus bas. Au nom de quelle loi morale ou même simplement humaine la C.G.C. soutient-elle sa position ? Y a-t-il deux marchés différents, un pour le manœuvre et un pour le hiérarque. Non n'est-ce pas ou alors le manœuvre doit se contenter des laissés pour compte du hiérarque dont le prix est encore trop élevé par rapport à la qualité réelle de la denrée ou de l'article; même le bon marché est encore trop cher.

En conséquence il est de notre devoir de lutter pour mettre un terme à toutes ces injustices, pour obtenir toujours plus de bien être et de liberté; ce faisant nous luttons non seulement pour

nous-mêmes mais prenant exemple sur nos aïeux qui se sacrifièrent pour nous, nous devons à notre tour nous acquitter du même devoir vis-à-vis des générations futures.

Ainsi, qu'en toute circonstance le militant de la C.N.T. fasse valoir ce programme revendicatif, base concrète de toute notre action.

Rien de nouveau

Autrefois, on ne faisait pas de meetings, on n'allait pas en délégation, on ne collait pas d'affiches, on ne prenait pas le mot d'ordre d'un parti. Les femmes n'étaient pas atteintes de tremblote et les hommes de coliques ou de besoin pressant d'aller représenter la collectivité au Mexique, à Barcelone, à Moscou ou à Genève... On agissait.

Aujourd'hui, on tremble à propos de tout et de rien. On accuse les dieux du jour et déjà on parle de les remplacer par d'autres. Comme si les dieux n'étaient pas tous les mêmes.

Pauvres hommes, pauvres fous ! Vous maudissez la guerre et vous fabriquez des engins de mort. Cela ne vous suffit pas ! Vous vendez et vous laissez vendre ces engins de mort à ceux que vous craignez le plus.

Pauvres hommes, pauvres fous ! Vous voyez venir à vous des prophètes miteux et sans autres ressources que celles de leurs mensonges. Vous leur accordez votre confiance parce qu'ils savent vous endormir par de belles promesses. Les prophètes vous promettent le paradis dans un avenir lointain, vous les engraissez afin qu'ils vous accablent d'impôts, de charges de toutes sortes, et ils s'enrichissent à vos dépens.

Pauvres hommes, pauvres fous ! On vous dit : « Travaillez plus, pour produire davantage », et on détruit le fruit de votre travail. On vous affame parce qu'on vous sait veules; on vous massacre parce qu'on vous sait lâches.

Pauvres hommes, pauvres fous ! Vous êtes malheureux par votre faute, et vous êtes innombrables. Votre malheur ne vous suffit pas ! Il faut que vous vous reproduisiez comme des lapins afin que d'autres esclaves héritent de vos chaînes.

Pauvres hommes, pauvres fous ! Vous êtes vraiment à plaindre ou alors vous n'avez que le sort que vous méritez.

« Aux Fous » (Le Combat Syndicaliste, 30-9-1938.)

ORGANISATION

L'Organisation est un des nombreux mots dont on a usé et abusé.

Il sert souvent de prétexte aux pontifes pour tenter de justifier le centralisme, la discipline de haut en bas et le mépris qu'ils ont pour les minorités révolutionnaires qui refusent de se rallier aux « organisations de masses ».

Dire que nous sommes contre toute organisation c'est faire preuve de la plus grande ignorance de nos idées, sinon de calomnie. Nous sommes contre

certaines structures d'organisation, voilà tout.

L'organisation que nous reconnaissons comme valable, c'est celle qui jaillit du besoin qu'éprouve l'individu à unir ses efforts à ceux de ses semblables pour que de cette libération toujours renforcée sorte la force capable de briser les obstacles. Si nous bâtons notre démarche sur l'intérêt individuel, nous ne sommes pas pour autant des individualistes forcés car nous savons que la protestation de l'homme seul risque de rester sans écho.

S'il est vrai que tout individu n'est semblable qu'à lui-même et que l'alter-ego est introuvable, du moins, il est possible de créer l'harmonie dans la diversité, ce qui n'est pas aussi absurde que résoudre la quadrature du cercle quoiqu'en disent nos « individualistes ».

En effet, le maçon, le mineur, le métallo, l'employé dans leurs diverses fonctions contribuent néanmoins à faire tourner la machine sociale et l'inégalité ne provient pas de la différence des emplois mais d'un système hiérarchique anti-nature profitable à une caste de sadiques et à leurs commis des partis politiques.

Se soucier fort peu de l'individu comme le fait le marxisme c'est vouloir nier que la société est composée d'individus.

Vouloir le triomphe de l'individu sans se soucier de la société c'est nier cette vérité essentielle

que l'individu poussé par un besoin naturel recherche la société, cette société fût-elle limitée à des affinités.

Nos individualistes les plus farouches ne pourront nous démentir !...

A notre avis, le problème de l'organisation doit être traité dans son essence et non dans ses formes.

Si le marxisme a accouché des monstruosité telles que le stalinisme c'est parce que Marx et ses coéquipiers ont semé une graine autoritaire qui ne pouvait produire que des plantes empoisonnées.

En maintenant intacts nos principes fédéralistes libertaires, nous ne risquons pas de tomber dans les penchants funestes qui ont détruit la capacité ouvrière.

Que la masse ne donne pas son adhésion à notre mouvement d'idées, ce n'est pas un signe d'inefficacité mais simplement le reflet d'une lente évolution des consciences dont les principaux responsables sont ces organisateurs qui en fait ont organisé la défaite.

Sans avoir la prétention d'apporter la panacée aux questions sociales, nous disons que par notre étude minutieuse de tous les problèmes essentiels autant que par notre dévouement, nous forgeons aujourd'hui les armes qui demain permettront à l'homme de vaincre la bête humaine.

Groupe Syndicaliste révolutionnaire de Belgique.

RIDAULT, Montargis.

L'A. I. T. à tous les travailleurs du monde

DEPUIS le Premier Mai 1886, 68 années ont amené des changements dans l'aspect des luttes que les travailleurs doivent soutenir pour l'émancipation de l'humanité.

Au XIX^e siècle, l'oppression prenait la forme d'une tyrannie directe et brutale du patronat, soutenu par l'Etat pour la sauvegarde de ses privilèges. En 1954, la majorité des travailleurs du globe ne connaît plus directement de « patron » ; et cependant, la situation du monde ne s'est pas améliorée. Les statistiques ne sont pas encore faites à ce point de vue, mais le patron « Etat » dirige un nombre toujours plus considérable de travailleurs, absorbés dans les entreprises étatisées ou nationalisées. Cette évolution devrait logiquement porter ces derniers à considérer l'Etat sous sa nouvelle caractéristique, mais une propagande habilement menée tend justement à la faire négliger.

L'évolution des rapports travail-exploitant donne pleinement raison à ceux qui élaborent notre doctrine et nos tactiques de combat, aux martyrs qui tombèrent à Chicago, proclamant leur opposition irréductible à la fois au patronat et à l'Etat, leur foi anarchiste, ne voulant pas, comme le faisaient les marxistes, dissocier Etat et capital et fortifier l'Etat dans le faux espoir de s'en emparer pour renverser le capital. L'expérience déjà longue et concluante leur donna pleinement raison : toute aide ou collaboration quelle qu'elle soit, directe ou indirecte à l'Etat ne fait que fortifier ce dernier et aboutit finalement à un assujettissement plus étroit du monde du travail.

Les « chevaliers » modernes de l'industrie et du commerce, grâce au pouvoir de la finance et des moyens nouveaux que procurent les applications des découvertes scientifiques, ont fait de l'Etat un appareil technique qui s'efforce de donner à des groupes de pays et par des pactes une direction unique. Par la réglementation collective, l'Etat, qu'il combatte le capital pour se substituer à lui ou le soutienne, tend à assujettir le travail. L'absorption du secteur privé par l'Etat aboutit à une domination encore plus effective que celle du capital privé, de caractère totalitaire ; elle est le couronnement du socialisme d'Etat.

Le socialisme étatique ou réformiste a changé la voie des travailleurs qui était jusque fin du XIX^e siècle une lutte de minorités conscientes en vue d'obtenir pour les peuples de plus en plus de liberté et de bonheur. En se lançant à la conquête politique de l'Etat par la collaboration municipale, parlementaire, ou encore par une intelligence avec l'ennemi classique du prolétariat, la finance, les partis politiques ont entraîné la majorité des travailleurs vers les solutions les plus faciles, vers les internationales politiques ou ouvrières à direction marxiste. Ensemble, ils ont par cette voie revigoré l'Etat ; le nationalisme, un moment affaibli par l'action de l'Association Internationale des Travailleurs, notre première Internationale, recrute aujourd'hui des partisans aveuglés jusqu'au fanatisme parmi des travailleurs leurrés par le faux internationalisme ; au nom du relèvement économique de l'Etat, communistes et socialistes n'ont pas craint d'asservir d'autres peuples. La contradiction flagrante est voilée à leurs yeux par ce but : sauver l'Etat. Cette politique ne peut se faire qu'avec l'aide d'une force armée, et les budgets de l'armée de terre et d'air, de la marine, de la police, absorbent par l'impôt sur les salaires la moitié de l'énergie produite par l'effort des travailleurs manuels et intellectuels.

L'absorption par l'Etat va encore plus loin. Lorsque le machinisme s'établissait il y a une centaine d'années dans les pays les plus évolués, l'ère du socialisme était entrevue dans la splendeur d'un monde nouveau duquel seraient bannies l'injustice et l'inégalité sociales. Ces luttes des minorités conscientes dignifiaient autant les savants que les travailleurs ; divisés par leurs origines, ils étaient unis dans la pensée par la recherche du bonheur pour tous. Mais au

seuil de notre siècle machiavélique, l'artifice de la politique a détruit cette unité naissante. S'il fut un temps où la science représentait un espoir pour vaincre les obstacles opposés à l'émancipation humaine, pour le malheur des opprimés de toute nature, la science s'est maintenant engagée dans des chemins qui mènent à la destruction de la vie.

Comment peut-il se faire que des savants qui sont à la pointe de la recherche thermo-nucléaire aient dirigé tous leurs efforts vers la destruction totale ? Comment des hommes de science, certains physiciens en particulier, ont-ils pu oublier les traditions de la recherche pure pour s'appliquer à des découvertes à sens unique : la destruction, et se rendre ainsi des méthodes d'asservissement ?

Leur position provient sans nul doute de leur intégration idéologique et économique dans un système étatique ; ils en viennent à se consacrer entièrement à la défense nationale, même au prix d'une ruine totale des peuples et de leur liberté.

Il est grand temps de voir où mène cette exaltation de l'Etat. Les temps ont changé ? Oui, mais seulement dans le sens du développement jusqu'à leurs extrêmes limites de l'application de formules posées il y a une cinquantaine d'années. Dans ce monde qui sombre par la conception de l'« Etat Messie » et l'asservissement de la pensée à sa sauvegarde, la voie du salut est de ne pas séparer les luttes économiques du développement et du raffermissement de la conscience humaine, prémices posées par la Première Internationale dans son premier manifeste : « Le Congrès de l'Association Internationale des Travailleurs déclare que cette association, ainsi que toutes les sociétés et individus y adhérant, reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers tous les hommes la vérité, la justice, la morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité ».

L'A.I.T. qui en est l'héritière spirituelle, est à présent le seul espoir du monde du travail. La preuve n'en est-elle pas dans nos buts et principes si étroitement liés à nos méthodes de lutte ? Aucune compromission avec le capitalisme ou l'Etat : les compromissions finissent toujours par amener un résultat opposé à celui qui est recherché. Aucune compromission non plus pour participer aux guerres, compromission présentée partout ailleurs comme solution de moindre mal. D'ailleurs, que ferions-nous de cet engin d'épouvante pour les peuples qu'est la bombe atomique ? Nous voulons détruire la structure capitaliste et étatique du monde et la bombe H ne nous servirait absolument à rien. Seules, les applications des découvertes en vue de l'accroissement du bien-être et de la culture des peuples nous intéressent.

Nous pouvons aller de l'avant, sans contradictions avec nous-mêmes, sans désespoir malgré la lenteur de la répression ou les reculs que nous fait subir la coalition des forces de répression ; les minorités conscientes finissent par faire triompher leur bon droit. Après tant d'expériences et la confirmation que la réalité nous en donne chaque jour par les échecs qui s'accumulent dans l'expérimentation de tous les autres systèmes, l'Association Internationale des Travailleurs, revendiquant d'une façon intégrale ses principes anti-étatiques, anti-capitalistes et anti-militaristes, réaffirme en ce Premier Mai ses principes, ses buts et ses tactiques, contre toute collaboration patronale ou étatique, contre toute guerre et toute forme de nationalisme, contre toutes les oppressions et le colonialisme, par l'action directe et la solidarité universelle de ceux qui luttent pour l'émancipation.

Pour le Secrétariat de l'Association Internationale des Travailleurs :

Le Secrétaire,
R. LAMBERET.

DEBOUT les damnés de la terre

1^{er} Mai, jour de fête, En France, mascarades de défilés avec parfois torchons tricolores ; à Moscou, défilé militaire.

Ainsi depuis la politisation syndicale. Mais les cris et regards de détresse des damnés de la terre, les victimes du capitalisme, doivent être un immense levain de haine pour que ces 1^{er} Mai deviennent une formidable journée de lutte révolutionnaire.

Que ces cris de détresse, que ces regards haineux projetés depuis un an, s'ajoutent à ceux accumulés depuis toujours par les victimes du profit.

Cris et regards des militants de la liberté, dans les prisons et camps de concentration d'Afrique française et d'U.R.S.S., d'Espagne, de Bulgarie, d'U.R.S.S., d'Amérique du Sud, d'Ensisheim en Alsace ; des prisonniers de « droit commun » qui ont tué ou volé « illégalement », souvent poussés par la misère, victimes d'un régime qui tue et vole légalement ; des bagnards retour de Guyane.

Cris douloureux des torturés d'Afrique du Nord, de Madagascar, d'Indochine, d'Espagne.

Cris de courage, faiblement entendus, des objecteurs de conscience emprisonnés.

Cris et regards douloureux, quand ils ne sont pas aveuglés des Nord-Africains, chargés par la police le 1^{er} Mai 1953 à Valenciennes-Anzin, fusillés le 14 juillet à Paris ; des grévistes allemands écrasés par les tanks russes.

Cris et regards des vietnamiens, tués pour leur indépendance, des jeunes Français engagés par la misère, victimes des affiches, de nombreux étrangers engagés dans la légion, victimes de faux engagements après avoir passé au bagne militaire de Sidi-Bel-Abbès, des « mercenaires » coloniaux engagés par misère ou de force dans cette lutte d'Indochine, pour la préservation des coffres-forts de capitalistes français ou américains hystériques.

Cris des femmes, des gosses assassinés, torturés, violés, brûlés dans cette lutte, dans les escarmouches israélo-arabes, dans les ratissages d'Afrique du Nord.

Cris et regards des atomisés continuant à crever des bombes de Nagasaki et d'Hiroshima, des pêcheurs japonais touchés il n'y a pas encore deux mois par les folles expériences des savants, folies ignobles aux visions d'apocalypse et aboutissements normaux du capitalisme.

Cris et regards affolés des gosses orphelins de Corée, d'Indochine, des gosses Eurasiens employés et endoctrinés des deux côtés, des gosses vietnamiens employés à la jouissance sexuelle des ignobles maîtres financiers européens, des « boys » de toutes couleurs, des gosses Rosenberg, des gosses crevant de faim aux Indes, en Amérique du Sud, et parlant, des gosses morts de froid cet hiver, des gosses martyrisés par des parents plongés par le capitalisme dans la déchéance humaine, des gosses qu'une vie anormale a conduits dans les centres de « rééducation » avec comme perspectives finales l'Indochine, des gosses abandonnés à l'ignoble Assistance Publique, des gosses de sana, des gosses vagabonds, des gosses tués manque de soins si ce ne sont les impositions de mains des hideux disciples de sectes mystifiées par la religion, création indirecte du régime de l'Autocratie et de l'Argent.

Cris et regards des vieux auxquels l'on préfère des chiens de flics, des tuberculeux étudiants et autres, des chômeurs, des malades, des sans-logis, des mal-logés, des clochards, des exilés nord-africains en butte au racisme, des exilés étrangers sans travail, des Sud-Africains internés dans les parquages des mines d'or, des noirs et des porto-ricains d'U.S.A., des hommes et des femmes sous le joug du travail forcé en Afrique Noire ; des filles du prolétariat que la misère a poussées à vendre leur chair en enrichissant les tenants des bordels, des vastes « bousbirs » d'Afrique du Nord tels ceux du Glauoi.

Multitude de cris faisant chœur à ceux des travailleurs du monde entier se crevant à la « productivité » avec des salaires misérables, parfois dans des conditions effrayantes.

Mais immenses cris de colère envivante et encourageante des grévistes de France, d'Italie, d'Espagne, d'Angleterre, d'Amérique, du Japon, de Berlin et d'Allemagne, d'Afrique Noire, de Tunisie ; des résistants nord-africains, des « terroristes » marocains, des trois portoricains revalorisant les représentants de la vie du capitalisme américain, des vietnamiens chassant de leur sol le capitalisme français. Des Mau-Mau.

Immense cri révolutionnaire couvrant le monde entier, laissant espérer le jour où, délivré de ses tyrans capitalistes et Etat, le genre humain pourra fêter alors le 1^{er} Mai.

DEBOUT LES DAMNÉS DE LA TERRE !
P. MORAIN.

SYNDICALISME

Il faudrait revenir au syndicalisme. Le syndicalisme a pour base la lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme, afin d'obtenir la suppression du salariat dans le plus bref délai.

Ce programme demande à chaque syndiqué de lutter quotidiennement.

De nos jours, le syndicat est devenu une maison où l'on vend des miracles, donnant satisfaction à la clientèle. Mieux qu'une assurance, le syndicat s'occupe de tout et doit obtenir tout. C'est la maison idéale et pourtant tout autre est la réalité.

Le syndicat n'est que l'assemblage d'hommes ou de femmes ayant comme tâche initiale la lutte pour la vie afin d'obtenir des améliorations appréciables dans le bien-être et de profiter du progrès, qui, logiquement, devrait et doit diminuer les heures de travail et réduire à néant tous les dangers professionnels.

Le syndicat est l'école où l'exploité apprend la solidarité humaine, ensuite l'étude des moyens de défense contre le capitalisme.

C'est dans le syndicat que l'on forge les premières armes pour la défense de la justice sociale ; c'est là aussi que la notion « humanité » prend tout son sens, car le travailleur est partout exploité et partout il doit se défendre solidairement.

Attendre des avantages pécuniaires, c'est être résigné ; résigné, c'est être esclave.

Dans la société, chacun est utile, chacun a des possibilités que la nature lui a léguées en venant au monde.

L'injustice sociale régnant par l'accaparement des richesses naturelles et du produit du travail par des individus ne fournissant aucun effort, c'est ce que communément on appelle profit.

Le manœuvre est aussi utile, aussi indispensable que l'ouvrier, que l'ingénieur, que le directeur ; il ac-

complit son labeur comme les autres.

Si le travail est rendu fatigant, lassant, souvent ennuyant, c'est qu'au lieu de faire bénéficier du progrès, on contraint chaque jour le travailleur à effectuer du rendement et d'être ainsi le serviteur docile de la machine, il doit suivre une cadence et non s'intéresser au travail ; il est devenu un automate ; il travaille sans goût.

Les patrons se plaignent que de nos jours les ouvriers n'ont plus de conscience professionnelle et pour quoi auraient-ils une conscience professionnelle ; ils n'exécutent plus un objet entier, celui-ci passe dans différents mains et, chose plus grave, le travail à la chaîne ne leur permet pas de réfléchir : la pièce est terminée, le nombre est acquis, c'est suffisant.

Il y a un quart de siècle, je voyais, dans une usine, des compagnons tôleurs, heureux de montrer le travail fait. Ce travail passait de main en main et chacun exprimait sa façon de voir, de penser. L'ouvrier était content, il appréciait les remarques judiciaires et amicales. Les copains de l'atelier, loin d'être jaloux, reconnaissent son adresse, son savoir. Maintenant, tout est mécanisé, tout est en pièce détachée pour finir en série.

Dans ce temps-là, il n'y avait pas plusieurs catégories, il y avait des ouvriers et des manœuvres, tous étaient des copains de travail, tous savaient que l'un sans l'autre ils ne pouvaient rien faire.

Au syndicat, chacun apprécie son semblable et ensemble bataille pour le même idéal. Voilà ce qu'est le syndicalisme.

La politique était ignorée des syndiqués ; aujourd'hui, la politique s'est emparée des syndicats et divise les travailleurs.

Il faut revenir aux formules du syndicalisme et reprendre ses principes en les adoptant avec les modalités adéquates au combat.

Le 6^e Congrès confédéral de la C. N. T. se tiendra, à Marseille, les 5-6 et 7 Juin

LIBRAIRIE

- E. DOLLEANS et M. CROZIER. — Mouvement ouvrier et socialiste. Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, 1750-1918. 1.500, 1.600.
- J. DUBOIN. — Economie distributive. 150, 180. L'Economie distributive s'impose. 150, 180.
- J. GUESDE. — Collectivisme et Révolution. 100, 130.
- L. GUILLOUX. — La Maison du peuple. 390, 420.
- J. JACQUES. — Vie et mort des Corporations. 125, 155.
- H. JOUIS. — Richesses insoupçonnées. 150, 180.
- R. LAMBERET. — Mouvement ouvrier et socialiste. L'Espagne (1750-1936). 645, 700.
- P. LOUIS. — Histoire du mouvement syndicaliste en France. T. I. 1789-1918. 360, 390. T. II. 1918-1948. 360, 390.
- A. LEONETTI. — Mouvement ouvrier et socialiste ; L'Italie (des Origines à 1922). 570, 615.
- R. LUXEMBOURG. — Grèves générales, partis et syndicats. 80, 110. Réforme ou Révolution. 90, 120.
- J. MAITRON. — Le Syndicalisme révolutionnaire. Paul Delasalle. 550, 595.
- A. MARC. — Avènement de la France ouvrière. 300, 345.
- MUSEE SOCIAL (Le). — Guide pratique des vieux travailleurs. 250, 280.
- F. PELLOUTIER. — Histoire des Bourses du travail. 300, 345.
- J. PEIRATS. — La C.N.T. en la Révolution, en espagnol. T. II. 700, 745.
- M. RAGON. — Histoire de la littérature ouvrière. 510, 555.
- J. RENNES. — Le Syndicalisme français. 300, 345.
- WALLING. — Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux E. U. 360, 400.
- W. WOGT. — La Faim du Monde. 450, 495.
- E. ARMAND. — La Révolution sexuelle et la camaraderie amoureuse. 400, 445. Amour libre et
- A. BINET. — L'Amour et l'élibération sexuelle. 20, 30.
- motion chez la Femme. 240, 270. EXPEDITION.
- Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.
- C.C. Postal de la Librairie, Paris C.C. 7.473-08, M. MARCHETTI Robert, 1, rue Dulaure. Paris (20^e).

Argenteuil - Pensée Humaine.
Le samedi 8 mai 1954, à 20 h. 45 dans la salle située 42, rue de Paradis, André Maille viendra traiter :
EVOLUTION DES ETRES ANIMES (de la cellule primitive à l'homme)



Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FRIM.,
17, rue de Clignancourt.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs

24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.

Changements d'adresse : 20 francs

C.C.P. André Roux - 37, rue du Regard - Soisy
s-Montmorency (S.-et-O.) C.C.P. 233-92 Paris

Etre révolutionnaire suite de la page 1

a perdu beaucoup de sa force, face au pouvoir économique que le menace gravement.

Pas un seul des gouvernements de la 4^e République n'a réussi à vivre autrement que d'expédients ! Qu'on ne s'y trompe pas, toutefois ! Les « politiques » se défendent. Appuyés par les hauts fonctionnaires, ils constituent l'Etat, force monstrueuse qui légifère, décrète, régit.

La lutte est depuis longtemps engagée entre ces deux puissances : celle économique des trusts, celle politique de l'Etat. Non seulement, l'Etat prend pied sur le terrain économique par ses nationalisations par la fixation arbitraire des prix et des salaires, mais tout se passe comme si nous assistions, sans révolution, ni heurts apparents, à l'instauration lente de ce capitalisme d'Etat qui doit, selon Marx, succéder au capitalisme privé.

S'il ne s'agissait que de cette querelle apparente entre les puissances, les travailleurs n'auraient pas à prendre parti ; mais ils doivent savoir que leur sort se joue dans ce duel latent, camouflé, et cela, sans qu'ils soient jamais consultés.

Le sort des travailleurs, depuis l'esclavage, propriété totale du maître, peine de mort comprise, le serf attaché à la glèbe, jusqu'au compagnon des corporations ou à l'ouvrier d'industrie, n'a guère changé au cours des siècles, du point de vue matériel. Des canuts de Lyon gagnant 18 sous par jour pour 18 heures de travail et qui, en 1831, déployèrent leurs drapeaux noirs à la devise célèbre : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant », au manoeuvre de 1954 qui « abat » 16 ou 17.000 fr. par mois, quelle différence par rapport au coût de la vie ?

On serait tenté de dire qu'il n'y en a point. Au point de vue matériel, certes. Pourtant, une révolution s'est faite dans la classe ouvrière. Nos maîtres ont signé leur destitution quand ils ont permis au peuple de s'instruire.

Par l'instruction, la classe ouvrière a pris conscience d'elle-même. La notion de justice opposant celui qui a faim à ceux qui : palais à la ville, châteaux à la campagne, autos somptueuses, écuries de courses, yachts sur la mer crévent de trop d'abondance, a démontré aux masses travailleuses

— la clarté de nos mots d'ordre. Chaque membre de notre organisation, où qu'il soit, quelle que soit sa situation a une tâche positive à accomplir. Que chaque camarade examine sérieusement comment œuvrer avec le maximum d'efficacité. Il y va de l'avenir et de l'honneur de la classe ouvrière française.

Les difficultés seront vaincues et notre victoire en sera plus belle !
Vive notre C.N.T. ! Vive l'Association Internationale des Travailleurs !

E. G. GERARD.

Notre ligne à nous

1^{er} Mai

(Suite de la première page)

tout ce que les manifestations pleines d'audace auxquelles il donne lieu par le passé pouvaient avoir d'agressif. Ce ramollissement si propre à rassurer le monde patronal est le fruit véreux de la semence réformiste et comme le triomphe de la politique péjorative sur la réalité sociale. Car malgré cette rétrogradation de l'esprit combatif il est faux de dire que les travailleurs sont contents de leur sort, qu'ils n'ont pas conscience du rôle dégradant qu'ils jouent dans la comédie sociale, les quelques mouvements de grève qui sont déclinés de temps à autre pour des améliorations plus que problématiques suffiraient pour le prouver. Mais alors si leur sens des réalités aidé d'une intellectualité plus développée qu'autrefois ne parvient pas à les faire se dresser contre les puissances de toute sorte ligüées pour les maintenir dans une médiocrité indigne de notre époque, c'est donc que le courage leur manque pour donner ce d'œuf de collier qui leur permettrait d'en finir avec une servitude qui leur pèse. Déformé par l'attrait qu'exerce sur lui une richesse qui lui a échappé pour aller se poser en d'autres mains que les siennes, envieux au possible des choses que son dénuement lui rend insaisissables, le travailleur incline à penser qu'il doit toujours dans l'immédiat tenter sa chance et qu'un jour au milieu du gâchis général la fortune peut lui sourire, fût-ce au prix de la malchance d'autrui. Ce raisonnement empoisonné qui découle du matérialisme le plus sordide conduit naturellement à mettre en pratique le chacun pour soi et Dieu pour tous. Arrivé à ce bas égoïsme de déchéance morale et d'insociabilité le travailleur, dénué d'idéalisme, ne s'attarde plus à ce qu'il y a d'élévation et de portée sociale dans le sentiment de solidarité qui devrait le promouvoir lorsqu'il tend à se libérer des contraintes dont il souffre. Oubliant que la cause de ses semblables se confond avec la sienne il ramène tous les problèmes aux proportions de son champignon personnel, qu'il considère comme un univers suffisant. Cette mauvaise utilisation de l'énergie individuelle luffique en partie pourquelles les luttes ont été devenues essentiellement revendicatives et ne mettent pas en cause la légitimité de l'exploitation patronale. Par ailleurs la crainte de bousculer les habitudes prises dans un confort illusoire et la peur de mettre le feu aux poudres ont gagné bon nombre de ceux que l'on pouvait croire les plus solidement convaincus de la nécessité d'une action effectivement révolutionnaire, de transformation sociale. C'est du bon fonctionnement des institutions démocratiques et de l'application des « bonnes » lois que d'aucuns se disent encore révolutionnaires attendant la disparition des forces mauvaises qui divisent et oppriment les hommes.

Sur les liens du travail la politesse hypocrite des salons trouve maintenant son pendant dans la délicatesse étudiée et les ménagements des travailleurs envers leurs exploiters. Tout se passe en famille. Pourquoi jouer les enfants terribles alors que la vie est si belle ?... Mais en attendant, faute d'être assez combatif pour transformer le monde en une véritable famille humaine le prolétariat s'expose à se voir engager dans la plus atroce des guerres. S'il persiste dans son attitude il sera contraint de combattre et de périr dans des querelles qui ne sont pas les siennes. Ce n'est pas sans amertume que l'on songe qu'après tout s'il est sérieusement malmené il n'a que le sort qu'il mérite, et qu'il n'est pas tellement digne de ceux qui ont tant sacrifié pour lui. Cette constatation n'est pas sans nous éblouir ? Sans doute, et nous en acceptons l'augure, mais ça ne change rien à la réalité. Et c'est le cœur serré qu'en ce 1^{er} mai 1954 nous songeons aussi que sous le ciel d'Espagne les meilleurs de nos frères, toujours à l'avant-garde dans un combat inégal tombent les uns après les autres sous les coups répétés de la dictature franquiste. Ceux-là ont un autre idéal que nos apprentis bourgeois. A eux tout ce qui sauve la dignité ouvrière, aux autres tout ce qui la perd.

Le 1^{er} Mai est encore là. C'est le jour où les militants ouvriers, dans les meetings, se penchent sur le passé et prennent des résolutions pour l'avenir. Chaque centrale organise « son meeting » et dans chaque meeting, selon la tendance, les faits de l'histoire du syndicalisme prolétarien sont rappelés avec plus ou moins d'objectivité. Chacun essayant de se justifier, vis-à-vis du passé, et aux yeux de ceux qui sont rassemblés devant eux.

Cependant, parmi les grandes centrales réformistes, on se gardera bien de rappeler la mission émancipatrice et révolutionnaire du syndicalisme ouvrier. En dehors de nos meetings, de notre courageuse C.N.T., nulle part le monde exploité ne sera appelé à s'unir pour le renversement du régime d'esclavage que constitue, comme nous l'a si bien dit Lamennais, le salariat des temps modernes.

Chez les réformistes on parlera du S.M.I.G., (salaire minimum interprofessionnel garanti) — Oh, les belles initiales ! — de l'application hiérarchique de l'augmentation du « S.M.I.G. ». Gageons qu'à la C.G.T. il sera quelque peu question de la C.E.D. et que « Molotov a raison ».

Partout de longs discours, mais aucune clarté d'espérance vers des lendemains humains.

A l'heure où la classe ouvrière est trompée par tant de mauvais bergers, il importe que nous, les militants du Syndicalisme Révolutionnaire sachions renforcer nos consciences et que par tous les moyens cherchions à propager, à étendre au maximum nos idées afin d'éclairer la classe ouvrière et la guider vers sa libération.

L'heure n'est plus aux vaines querelles, camarades de la C.N.T. — nous sommes dans notre pays le dernier bastion du Syndicalisme Révolutionnaire — aujourd'hui plus que jamais il nous faut dans chaque atelier, chantier, ou entreprise, etc... décupler nos efforts, manifester partout la présence de notre organisation, il nous faut imposer — le mot n'est pas trop fort

AUX TRAVAILLEURS

Le 1^{er} MAI N'EST PAS UN JOUR DE FETE, MAIS CELUI DE REVENDICATIONS.

Le 1^{er} MAI n'est pas un jour de bals, de réjouissances, mais, celui de la célébration des sacrifices accomplis par les salariés pour leur EMANCIPATION TOTALE.

Le 1^{er} MAI, c'est la glorification des pendus de Chicago, des fusillés de Fourmies.

Le 1^{er} MAI, c'est le rappel de la bataille évacuée de 1904 au 1^{er} mai 1901 par la C.G.T. alors syndicalisme révolutionnaire, par l'obtention de la journée de 8 heures, c'est le rappel de la bataille de toutes les années et dans tous les pays, engagée par les travailleurs.

Voilà ce qu'est le 1^{er} Mai :

En ce 1^{er} Mai 1954, la C.N.T., héritière morale de la C.G.T., celle des Pelloutier, Pouget, Griffuehles, invite les travailleurs à reprendre conscience de leur dignité et A AGIR DIRECTEMENT :

En ce 1^{er} MAI 1954, la C.N.T. revendique :

Un salaire de base de 35.000 francs sur le principe d'augmentation dégressive.

La suppression de catégories de salaires.

La suppression du travail à la tâche.

La suppression des zones de salaire.

Le retour aux 40 heures.

L'augmentation des congés payés.

La suppression du régime actuel basé sur le SALARIAT et le PATRONAT.

Elle se déclare nettement pour la Paix, par l'absence des travailleurs sans distinction de pays ou de races et invite les salariés à se refuser à choisir entre les deux grands Impérialismes hier alliés, aujourd'hui ennemis.

En ce 1^{er} Mai 1954, la C.N.T., seule Centrale syndicale indépendante de tous les partis politiques et de tous les gouvernements, appelle les ouvriers à s'unir dans son sein pour agir avec vigueur, contre leurs oppresseurs.

Vive l'Union des Travailleurs.

Vive la C.N.T., vive l'A.I.T.

l'existence injustifiée des classes sociales. De là à la lutte des classes, il n'y avait qu'un pas.

Face à ses exploiters, la classe ouvrière s'est organisée lentement au cours du XIX^e siècle. D'abord, illégalement, puis ouvertement : souvenez-vous !

En 1864, sous l'Empire dit : « libéral », reconnaissance du droit de grève, de l'arme toute-puissante que les ouvriers ne savent pas toujours, même aujourd'hui, manier !

En 1884, reconnaissance du droit d'association : syndicats. Dans le même temps, à l'école laïque, obligatoire et gratuite le plus humble a appris non seulement à lire, à écrire et à compter, mais encore, une fois jeté dans la vie, à juger ses maîtres.

La masse ouvrière : C.G.T. de 1906 et de 1945 a été parfois unie. Elle a été aussi divisée. Elle l'est encore actuellement pour son plus grand malheur, toutes les centrales syndicales, sauf la C.N.T. étant inféodées à un parti politique.

Résultat : pouvoir d'achat de 17.000 à 20.000 francs par mois pour les moins favorisés des producteurs qui, de l'agriculteur à l'ouvrier d'usine assurent la vie matérielle de toute l'humanité. D'autres tout aussi misérables : penseurs, poètes, écrivains, savants, artistes apportent à l'évolution humaine les plus hautes valeurs spirituelles et morales. Les uns comme les autres ne peuvent, ni se nourrir, ni s'habiller décemment. Que peut-on penser, d'autre part de la situation mortelle de vieillards réduits à vivre avec 31.200 fr. par an : 85 fr. par jour, même pas le prix d'un kilo de pain et d'un litre de lait ?

Ces faits inhumains attirent fatalement la conclusion suivante :

Aucun homme, aucune femme sensés de notre temps, conscients de la nécessité de la transformation sociale, ne peut pas ne pas être révolutionnaire.

ETRE REVOLUTIONNAIRE !

Ecartons d'un geste la masse moutonnaire qui ne sait que déclamer : « Il faut que ça change », sans bouger le petit doigt car ce simple geste suffirait à troubler une existence parfaitement conformiste. Verbalisme pur ! et essayons d'aller au fond du débat.

Etre révolutionnaire, c'est non seulement sentir la classe ouvrière, faire corps avec elle, mais encore connaître ses besoins, ses aspirations, son histoire, ses luttes, ses défaites, ses redressements insoupçonnés, et avoir une claire vision de son rôle dans l'état social de demain.

Etre révolutionnaire, c'est encore accomplir parfaitement son métier ou sa tâche, avec une conscience professionnelle au-dessus de tout égoïsme : dans la révolution, il n'est pas de place pour les fainéants.

Etre révolutionnaire, c'est avoir une vie d'homme privé ou d'homme public irréprochable, ceci simplement et gravement à la fois pour servir d'exemple.

Etre révolutionnaire, c'est penser à un plan de remplacement de la Société actuelle, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'injustice et l'oppression, par une autre société où tous les besoins de l'homme et toutes les libertés seront assurés.

Mais surtout, être révolutionnaire, c'est travailler sans relâche à la réalisation pratique de cette révolution dont il faut définir les buts et les moyens.

L'humanité pourrait être arbitrairement divisée en deux : les producteurs d'un côté, les consommateurs de l'autre. Division fautive, car les producteurs sont également des consommateurs. Il n'empêche qu'une organisation rationnelle devra comprendre un plan de production et un plan de consommation, ou, si l'on veut, un plan de répartition.

Le plan de production, sous quelle forme que celle-ci soit envisagée, devra couvrir tous les besoins : nourriture, vêtement, logement, culture physique, intellectuelle, artistique ou autre, loisirs, etc... de chaque individu, donc de la société tout entière. La formule humaine par excellence est : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ». Il faudra donc que tous les besoins de la collectivité considérée individu par individu soient satisfaits.

L'organisation de la répartition à la consommation sera une autre tâche. Ceux qui l'accompliront seront aussi des travailleurs comme le seront le poète, le peintre, le sculpteur, etc... La révolution liquidera une fois pour toutes les oisifs du temps présent.

Comment arriver à la réalisation de ce plan révolutionnaire ? Nous ne connaissons, ni les circonstances du début de la révolution ; ni son développement. La conjoncture ne peut s'inventer, ni se deviner.

La révolution est une œuvre de longue haleine. Le tout est de ne pas arriver devant elle les mains vides. Une révolution, il faut la préparer tous les jours de sa vie, et l'arme victorieuse de la révolution, c'est le métier, l'emploi, la profession, la fonction de chacun des travailleurs.

Les maîtres des temps passés, comme ceux du présent, n'ont été nos maîtres que parce qu'ils tenaient et tiennent encore en mains les moyens de production et d'échange. Nous ne serons libérés, la révolution ne sera faite que lorsque nous les leur aurons enlevés. Foin du pouvoir politique ! C'est sur le terrain économique que doivent se porter les efforts de tous les travailleurs.

Chaque homme, chaque femme connaît son métier. S'il ne le connaît pas parfaitement, qu'il l'étudie. Qu'il note par écrit les améliorations à y apporter : nul plus que lui n'aura la compétence nécessaire.

Non seulement chacun peut faire cela pour son métier, mais il doit également réfléchir à la marche générale de l'usine, de la mine, du magasin, du chantier, de l'administration auquel il appartient et coucher par écrit toutes les améliorations à réaliser.

Il y a mieux : que ceux qui ont les possibilités physiques ou intellectuelles nécessaires travaillent pour être capables d'occuper un poste supérieur au leur. Qu'on ne crie pas à l'impossible !

Les exemples ne manquent pas. Les « cadres » comme on les appelle, les patrons eux-mêmes ne sont pas tous sortis de la bourgeoisie. Les inventions de génie faites par de simples ouvriers ou des artisans abondent : les savants, les artistes, les meneurs de foules sont pour la plupart sortis du peuple. Citer simplement quelques-uns de ces noms, alors qu'ils sont légion serait proprement inutile. Le peuple, la masse de ceux qui peinent, est le creuset gigantesque où se brasse, où se mélange et se fondent toutes les matières premières d'où sort souvent le pur métal, car, seul, le travail est créateur. Que sont devenus les descendants des rois et de la noblesse française ? Seuls sont restés de ceux-là les grands industriels ou les grands maîtres des trusts, c'est-à-dire ceux qui ont travaillé.

Etre révolutionnaire, c'est, pour le plus grand bien de tous, vouloir prendre la place de ces maîtres. Mais, pour prendre leur place, il faut en être capable.

La masse des travailleurs le peut. Il est parmi elle des dresseurs et réalisateurs de plans immenses, comme il est des ingénieurs de demain, des statisticiens, des conducteurs de travaux gigantesques.

Il faudra, de la part de chaque révolutionnaire, pour en arriver là, beaucoup d'études et de travail, beaucoup de nuits et de loisirs sacrifiés ! Cependant, il n'existe pas d'autre moyen. Au lendemain de la révolution économique, la subsistance de chacun devra être assurée. Tous, du manoeuvre au plus grand responsable devront donc se trouver à leur poste et continuer la tâche avec, si possible, plus d'ardeur et de conscience professionnelle encore que la veille. Rien ne sera changé sauf que le produit du travail de la collectivité ne constituera plus le bénéfice d'un seul. Ce sera cela : la Révolution !

J'entends bien l'objection : « Et pendant que nous la préparons, cette révolution, le capitalisme se tiendra coi, bien sage. Quand elle sera venue, il acceptera la mainmise des travailleurs sur les entreprises qu'il a fondées, sur ses richesses. Il acceptera sa déposition totale ! »

Je réponds : « Le capitalisme ne pourra pas, depuis longtemps, ignorer qu'il est condamné. Le travail individuel et collectif à la fois ne pourra se faire sans une éducation poussée des masses. Il ignorera rien de ce qui l'attend. Oui, le patron, comme l'ingénieur acceptera de tenir sa place tandis que l'ouvrier qualifié et le manoeuvre tiendront la leur, car ces messieurs réfractaires sauront que s'ils ne se soumettent pas, ils seront non seulement balayés, mais encore, dépossédés, rejetés de la production, et par conséquent de la consommation : la violence elle-même devenant inutile ».

Si tous les révolutionnaires se mettent à cette tâche qu'ont déjà commencé d'entreprendre les meilleurs d'entre eux, nous la ferons comme nous la voulons, notre révolution humaine et sociale.

Par contre, si, nous disant « révolutionnaires », nous nous contentons de parler, d'écrire, sans monter à la conquête souveraine des métiers, de la production et des moyens de répartition, nous n'aurons plus qu'à attendre que le capitalisme tombe de lui-même comme le fruit pourri d'une civilisation dépassée.

Mais quand ? ? ?
Nous aurons le temps d'en fêter encore des premiers mai fériés et chômés !

Nous aurons le temps de continuer de pleurer, de gémir, de pleurer sur notre condition misérable. La seule résignation, même si elle n'est pas chrétienne sera notre loi. Nous l'aurons voulu. Soit !

MAIS ALORS, DE GRACE QU'ON NE VIENNE PLUS NOUS PARLER « D'ETRE REVOLUTIONNAIRE ! »

B.D.I.C.

C.N.T. A.I.T.

Le combat

L'EMANCIPATION des TRAVAILLEURS DOIT ETRE L'ŒUVRE des TRAVAILLEURS EUX MEMES



SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 121

20 FRANCS

VENDREDI 28 MAI 1954

« Le salariat, dans l'ancienne acception du mot, doit disparaître: le salaire est un traitement qui doit permettre à l'ouvrier d'augmenter le standing de son existence et de jouir du bien-être de la vie. Sans bien-être matériel, il n'y a pas de bien-être moral possible et sans bien-être moral, il n'y aura pas, entre les peuples, cette paix que nous cherchons tous et qui n'existera que le jour où la guerre sera rendue impossible, parce que tout le monde en aura horreur. »

Jacques SEYDOUX
De Versailles au Plan Young p. 323

Vœux syndicalistes révolutionnaires

Les camarades de Marseille se réjouissent et sont confiants. Ils se réjouissent parce qu'au début de juin, la Salle Ferrer sise à la Vieille Bourse du Travail, ouvrira ses portes au VI^e Congrès Confédéral de la C.N.T., Section Française de l'A.I.T.

Ces camarades se réjouissent aussi parce qu'ils sont convaincus que de toutes les villes de France, chaque syndicat se fera un devoir d'envoyer un délégué au dit Congrès. Ainsi pendant trois jours Marseille sera le carrefour où de nombreux camarades se concentreront avec l'espoir de forger des liens solides, durables.

Les Marseillais sont confiants parce qu'ils ont préparé minutieusement les « Assises Nationales » ; ils attendent, avec sérénité, le résultat matériel, moral, syndical des débats.

Débats peut-être passionnés, à coup sûr raisonnables. Que nous apporteront-ils ? Donneront-ils des résultats constructifs, prometteurs d'unité plus que jamais indispensable à la bonne marche de notre organisation ?

Inutile de souligner la valeur de notre prochain Congrès Confédéral, de son influence à l'intérieur même de l'organisation, ainsi que celle exercée à l'extérieur.

A quoi sert-il de tergiverser ? Le Mouvement Ouvrier se trouve à un tournant décisif de l'histoire, pressé par les événements. Il doit passer à l'action.

Action avec l'idée déterminée d'éviter de choir dans un esclavage dictatorial, totalitaire, absolu.

Action décisive contre la guerre, contre toutes les guerres, véritables assassinats collectifs légalisés.

Action encore et toujours pour une solidarité internationale qui assurera la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui réalisera une société plus conforme aux nécessités vitales de tous les humains.

La mission de ce Congrès sera claire, précise.

Là les délégués de chaque syndicat discuteront sur des sujets primordiaux : Prix et Salaires. Action Syndicale Révolutionnaire. Unité ouvrière au sein de la C.N.T. Paix et Justice Sociale, Gestion Ouvrière. Coopératives.

Ils devront choisir entre l'action et les palabres. Ils devront trancher toute question, pendante, équivoque.

Dès lors chaque délégué aura pour mission de défendre les Principes de l'A.I.T. Chaque discussion sera amorcée avec le souci majeur d'œuvrer à la mise sur pied d'un plan de bataille en s'inspirant du Syndicalisme Révolutionnaire et avec la conviction d'éviter tout compromis, toute collaboration tendancieuse et toujours néfaste.

Chaque délégué prendra enfin conscience de son véritable rôle social, il s'efforcera, dans la mesure du possible, de fournir des arguments issus de l'expérience ainsi que de l'analyse des événements historiques.

Chacun se fera un devoir de mettre en pratique le respect de la Personne. Il évitera toute question oiseuse cause de perte de temps, il tentera de créer une ambiance de sympathie et de solidarité.

Enfin on analysera, objectivement, impartialement, chaque point de l'ordre du jour ainsi que les motions présentées par les Syndicats. On évitera les discussions stériles, les redites ennuyeuses.

Ainsi la 19^e Union Régionale souhaite la bienvenue à tous les délégués de la C.N.T. Elle leur adresse un salut fraternel et solidaire. Elle formule le vœu que les Assises Confédérales, concrétisent la RENAISSANCE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE.

VIVE LA C.N.T.

DE HAIPHONG A DIEN-BIEN-PHU

La brutale évolution des événements d'Indochine a jeté le désarroi parmi les autorités politiques, militaires et diplomatiques. On est en droit de se demander à quoi ont bien pu servir les longs et nombreux déplacements de ministres et de hauts commissaires dans cette région de l'Asie du Sud-Est, où le militarisme a apporté une fois de plus la ruine et la désolation; on ne peut s'expliquer aisément une aussi grave cécité.

Dans cette guerre, foncièrement impopulaire, poursuivie pour des buts imprécis, menée par des mercenaires-grassement rétribués aux frais de la masse des contribuables (et non à la charge exclusive des meneurs de jeu), il est difficile de connaître le dessous des cartes.

Commencée le 20-11-46 par des troubles à Haiphong qui provoquent l'incident mis à profit par l'autorité militaire de l'époque pour justifier la leçon qu'elle entendait donner aux assaillants. (Bombardement par le Suffren qui le 23-11-46 tua 7.000 personnes). Le 19-12-

46, riposte de l'adversaire qui massacre les Français résidant à Haiphong.

Les atermoiements du Quai d'Orsay qui, pendant plus de sept ans, a refusé d'accorder aux Etats associés de l'Indochine, une indépendance pourtant solennellement promise, ont aggravé les rapports de gouvernements fantoches avec les populations se rebellant contre leur autorité usurpée.

Le refus de conclure avec Ho Chi Minh, dès 1946, une paix à peu de frais (mais jugée honteuse) aboutit au *modus vivendi* de Fontainebleau en septembre 1946 pour conduire au pourrissement de cette guerre réprouvée par tous les esprits objectifs.

Sur ces terres lointaines, l'autorité militaire s'est souvent trouvée prise en défaut par des guérillas qui harcelaient les postes installés à grands frais, au petit bonheur et sans grand souci de stratégie.

Dès le printemps de 1953, l'aérodrome de Sam Neva qui avait été remis en état aux frais des

La section suédoise de l'A. I. T.

La S.A.C., fondée comme notre C.N.T. (espagnole) en 1910, a 44 ans d'existence, avec un prestige national et international indiscutable.

En Suède, la S.A.C. n'est ni la seule organisation ouvrière, ni la plus nombreuse. L'organisation majoritaire est la L.O. (Organisation du Pays), adhérente à la Fédération Internationale de Syndicats Libres, d'inspiration et de direction socialiste; mais si la S.A.C. n'est pas la plus forte numériquement, elle est par contre celle qui groupe la minorité la plus inquiète, la plus éclairée et la plus consciente du prolétariat suédois. On y retrouve les noms les plus prestigieux de la classe ouvrière et d'elle sont sorties les grandes valeurs intellectuelles qui représentent aujourd'hui l'avant-garde scandinave et internationale, comme Folke Fridell et Stig Dagermann, entre autres.

Depuis sa fondation, la S.A.C. a été spirituellement orientée par les anarcho-syndicalistes qui, comme John Andersson, Johanson, Jensen, ont suivi le chemin tracé par la Première Internationale.

Son influence morale est considérable dans tout le pays. Elle s'est placée en évidence dans les moments critiques de la vie sociale suédoise et elle a sa place indiscutable, respectée même par ses propres adversaires.

Dans une ambiance et un milieu social et politique différents de ceux d'Espagne, nos camarades ont su cependant orienter toujours la S.A.C. dans les voies claires apolitiques et syndicalistes révolutionnaires, conquérant pour elle le respect et l'attention. Située en dehors de la lutte des partis, dans une position d'indépendance qui lui a été très avantageuse et a profité à la fois à sa cause et à celle du prolétariat suédois en général, la S.A.C. a pu survivre et se soutenir malgré la guerre sans merci qu'a menée contre elle la L.O. qui, grâce au Pouvoir qui était dans ses mains, l'a combattue sur tous les terrains, en limitant quand elle le pouvait son rayon d'action et ses possibilités de pénétration dans le prolétariat.

Juger d'une façon superficielle la personnalité, l'œuvre et la réalité de la S.A.C. serait une grave erreur que nous ne commettrons pas. Nous apprécions profondément notre organisation sœur, nous connaissons et estimons les vieux militants qui l'ont fondée et l'ont soutenue, et nous désirons seulement qu'elle sache se maintenir comme elle l'a fait jusqu'à présent, pour le bien du syndicalisme révolutionnaire et pour le bien de la S.A.C. elle-même, qui sera la S.A.C. telle qu'elle est, point de ralliement de lutte sociale et morale du prolétariat suédois, indépendante et respectée, ou ne sera pas, car toute déviation, toute dérivaison de caractère réformiste détruirait plus d'idées que de masses. Quelle raison aurait-elle d'exister si les idées étaient adultérées et reléguées, sacrifiées à un circonstancionalisme qui ramènerait la S.A.C. à ce qu'est la L.O. et la détruirait insensiblement, car les ouvriers qui y sont affiliés demanderaient : « Pourquoi soutenir la S.A.C. si la S.A.C. est aujourd'hui comme la L.O. ? »

TIERRA Y LIBERTAD
du 30 mars 1954.

Etats-Unis, s'était révélé trop vulnérable.

Le 20-11-53, une opération amène à Dien Bien Phu des parachutistes dans le dessein de dégager l'effort poursuivi par le Viet Minh sur Lai Chau, capitale du pays Thai et objectif de prestige. Un porte parole de l'Etat-Major français précisait (Suite en page 4)

VI^e Congrès Confédéral

Le 6^e Congrès National de la Confédération Nationale du Travail se tiendra les samedi 5, dimanche 6 et lundi 7 juin 1954 à la Vieille Bourse du Travail, Salle Ferrer, 13, rue de l'Académie, à MARSEILLE (Bouches-du-Rhône).

- 1° - Rapport Moral.
- 2° - » Activité et propagande.
- 3° - » Relations internationales.
- 4° - » Trésorerie.
- 5° - » Librairie.
- 6° - » Administration du C.S.
- 7° - » Rédaction du C.S.
- 8° - » Modifications des Statuts.
- 9° - » Tâches futures de la C.N.T.
- 10° - » Action à mener par la C.N.T.
- 11° - » Coopératives ouvrières de production.
- 12° - » C.D.S.E. et Mouvement Astatsyndicaliste.
- 13° - » Question des salaires.
- 14° - » Orientation.
- 15° - Questions diverses.

ÉCHEC A L'UTOPIE

TRISTAN DA CUNHA

C'est une île perdue au milieu de l'Atlantique, du nom de l'amiral portugais Tristan da Cunha qui la découvrit en 1506, située à 3.000 km du Cap de Bonne Espérance et à 3.700 km de Montevideo (Uruguay).

Sur cet ensemble de roches basaltiques jailli de la mer, des éboulements ont formé sur 7 km. de long et 800 m. de largeur moyenne, une bande constituée par des roches volcaniques désagrégées, recouverte d'un humus assez fertile, l'eau y coule en abondance; c'est le seul endroit où l'homme ait la possibilité de faire quelques maigres cultures et un peu d'élevage.

Ce n'est certainement pas l'intérêt économique qui ait déterminé des êtres humains à s'installer de propos délibéré sur ce plateau embroussaillé avec l'intention de n'en jamais partir. Cette explication d'ordre géographique était nécessaire avant de traiter l'intéressante originalité sociologique suscitée par cette île.

En 1790, un Américain y débarque avec quelques hommes, pour en repartir huit mois plus tard, nanti de six mille six cents peaux de phoque et un important chargement d'huile. Après ce massacre, les bêtes furent ces parages pour séjourner en Georgie du Sud.

Fin 1810, une bande d'aventuriers fuyant la justice de leur pays, pour s'être livrés à la piraterie s'installent dans l'île afin d'y créer une base de ravitaillement pour les bateaux de passage. Ils avaient transporté un peu de bétail et quelques sacs de graines; ils défrichent en quelques mois un hectare de terrain et conquirent une prospérité relative pendant la guerre Anglo-Américaine de 1812-1814, en fournissant des vivres frais aux navires « yankees » patrouillant au large du Cap de Bonne Espérance pour intercepter le commerce britannique, sur la route des Indes.

Par la suite, le gouvernement du Cap propose l'occupation de cette île par la Grande Bretagne afin d'en empêcher l'utilisation dans un futur conflit. Accepté sans grand enthousiasme par Londres, ce projet serait resté lettre morte, si, à l'époque, le Geolier de Longwood proposé à la garde du fameux vampire interné à Sainte-Hélène et craignant que la terre la plus proche : Tristan da Cunha, située à 2.400 km. servit de point de départ à une tentative pour libérer le prisonnier, n'avait obtenu l'envoi d'une garnison dans cette île. En 1816 un détachement sud-africain d'une quarantaine d'hommes dont quelques-uns accompagnés par leur famille débarquent à Tristan da Cunha. Des aventuriers arrivés

en 1810 il ne restait plus qu'un survivant rongé par l'alcoolisme qui mourut avant le rattachement des soldats du Cap commencé dès février 1817; Londres ayant jugé que ce détachement ne renforçait en rien la garde du grand criminel de guerre, de l'époque.

Au moment où la troupe allait s'embarquer, un Ecossois de trente et un an, William Glass, caporal de l'artillerie royale, demandait à son chef de rester à Tristan avec sa femme et ses deux enfants. Certains auteurs, pensent que Glass, sur le point d'être licencié, aurait craint de ne pas trouver un emploi civil en Afrique du Sud, et appréhendait, par préjugé, de rentrer en Ecosse avec sa compagne, une femme de couleur.

Toujours est-il qu'il s'installe dans l'île avec sa famille ainsi que deux maçons originaires de Plymouth qui se joignirent à la petite famille écossaise. La population de Tristan da Cunha se montait donc à six habitants. Le corps d'occupation leur avait laissé, contre un reçu, quelques têtes de bétail, des vivres et du matériel agricole; en outre, Glass avait acquis les biens du dernier aventurier pour quelques livres sterling.

Là, apparaît l'esprit libertaire de notre caporal. Il rédige une convention qui représente la charte de Tristan da Cunha, signée par ses deux compagnons. Voici le résumé de ce document essentiel :

« Nous fondons sur cette île une société basée sur le principe de l'égalité absolue. Bétail et approvisionnements de toute nature appartiennent à chacun des membres. Il en sera de même des bénéfices réalisés. Les achats seront payés en parts équivalentes. Sauf le cas de maladie, le travail est obligatoire pour tous. Afin de ne pas troubler la bonne entente, nul n'exercera une autorité quelconque sur les autres. Enfin, Glass n'introduira aucune dépense surabondante pour l'entretien de sa famille. » (réserves faites par les célibataires, sans doute).

Certes ce n'était pas un communisme intégral, mais déjà un embryon. Reprenant les projets abandonnés par les aventuriers disparus, ils se mirent au travail pour fournir des vivres aux batiments de passage et obtenir en échange ce que leur île ne pouvait produire. Puis, la colonie poursuit sa marche ascendante; des naufragés, des déserteurs, viennent renforcer la communauté. Au début de 1827, l'île comptait quatorze habitants dont cinq célibataires, qui, désireux d'améliorer leurs conditions (Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

Maurice ARONDEL, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris-9^e.
C.C.P. 8824-68 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S.U.B. - ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 20 Juin à 9 heures à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19^e. Métro : Fabien

CHANGEMENT D'ADRESSE A NOTER

André RAUX, administrateur du Combat, réside maintenant à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.) 37, rue du Regard.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U.R. A la S.O.G.E.C.

Le 30 mars l'élection du comité Inter Etablissement de la SOGEC (Société de Gestion et d'Exploitation de Cinémas) a donné le résultat suivant :
Cartel Syndical (F.O. et C.F.T.C.) 34 voix 3 élus titulaires et 3 suppléants.

C.N.T.

26 voix - 1 élu titulaire

C.G.T.

14 voix - 1 élu titulaire et 1 suppléant.

La C.N.T. n'a présenté qu'un seul candidat, J. Conteliez, qui arrive en fait le 1^{er}. (Le cartel étant l'Union de 2 confédérations).

La C.G.T. ayant perdu des voix a essayé, sans succès, de contester la validité de ce scrutin et de faire annuler l'élection.

Syndicat des Employés

CONGRES :

Après plusieurs réunions, le syndicat a épuisé la discussion relative au Congrès national et mandaté, à l'unanimité, le camarade Henry Bouyé pour le représenter à Marseille. Le syndicat a donné carte blanche à son représentant pour décider, sur les questions qui pourraient subitement être soulevées et pour lesquelles le syndicat n'a pu prendre position.

Les camarades : Zola R., Munoz A., Hilly, Bouyé H., Akoun E. posent

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

André RAUX, 37, rue du Regard à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.). C.C.P. 233-92 Paris.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

leur candidature pour la nouvelle C.A.C.

PROPAGANDE :

Désireux d'assurer le maximum de succès au meeting du 1^{er} Mai, des affiches furent collées et des tracts distribués à cette occasion par les « Employés ». De plus « Le Combat » fut vendu à la criée au Gala de la Mutualité et le 1^{er} Mai.

1^{er} et 2^e MAI.

Le camarade Bouyé a été, comme orateur, porter la parole de la C.N.T. aux meetings organisés par les U.L. de Grenoble et Marseille.

Le syndicat a enregistré l'adhésion de nouveaux membres. Résultats appréciables si l'on tient compte de l'indifférence actuelle du prolétariat pour les questions économiques et sociales.

Prochaine Assemblée générale jeudi 3 juin à 20 h 30 au siège.

6^e Union Régionale

Union Locale de Toulouse. — Les permanences sont assurées tous les soirs de 18 h. à 20 h., les samedis après-midi et dimanches matin.

La bibliothèque est ouverte à tous pour éducation, information, documentation.

Syndicat Unifié du Bâtiment. — Permanence tous les soirs de 18 h. à 20 h.

Syndicat des Métaux. — Permanences assurées tous les dimanches matin.

COMPAGNONS DU BATIMENT EN AVANT!

Au cours d'une assemblée générale du Bâtiment, la décision fut prise de passer à l'action dans l'entreprise Pin, laquelle comprend cinq chantiers répartis dans la périphérie toulousaine. Des compagnons furent désignés pour exposer les revendications posées par la C.N.T., et celles particulières aux divers chantiers.

Ces camarades très écoutés par tous les ouvriers, proposèrent l'unité d'action, la nomination de délégués capables de défendre les intérêts moraux et matériels de tous les travailleurs et que l'on pourrait présenter aux élections. C'est dans l'enthousiasme que furent acceptées ces propositions. Les listes syndicales ayant été présentées à la Direction, les élections se disputèrent entre deux confédérations : la C.N.T. et la C.G.T.

Des résultats furent acquis puisque 2 compagnons titulaires et 2 suppléants obtinrent la confiance du personnel.

Les premières revendications posées se rapportèrent à la mise en place de panneaux syndicaux, l'installation de douche, l'octroi de bottes pour travaux dans l'eau, d'indemnités pour l'exécution des travaux salissants, insalubres ou dangereux.

Il reste évidemment dans le cahier de revendications la question des salaires ; le patronat s'enlise par cette échappatoire : « Pour les salaires nous n'y pouvons rien ! ce que décidera le gouvernement ou le parlement, nous l'appliquerons. »

Ce qui fait compagnons, qu'au lieu d'aller vers le mieux, l'on va vers le pire, nous avons à combattre deux genres de patronat, le privé et le technobureaucratique de l'Etat qui lui, devient de plus en plus envahissant.

Pour les faire disparaître tous les deux, nous devons imposer chaque jour notre droit à la vie, également, en arrachant di-

rectement aux employeurs dont les super-bénéfices sautent aux yeux de tous, des conditions de travail et de rétribution toujours meilleures.

A quoi nous sert à nous compagnons, d'édifier des habitations nouvelles si nous nous devons continuer à loger et à crever dans des mansardes, dans des taudis infects de moisissures, contenant tous les germes de tuberculose, dans lesquels nos enfants deviennent rachitiques. Nous ne défendons pas le laponisme, mais la maternité consciente car nous savons bien que tous les Etats encouragent sciemment la natalité pour des buts de guerre avec l'aide notamment de la presse, de la radio et du cinéma.

Toutes ces calamités sont le corollaire logique du profit hiérarchique contre la collectivité.

Nous devons combattre également les conditions iniques de travail, l'action de ces chefs de chantiers qui bien souvent se comportent comme de vulgaires gardes chiourmes, et se désintéressent totalement de la sécurité des ouvriers ; nous pensons à la mort tragique récente en pleine jeunesse, de l'un des nôtres.

C'est pour cela que nous vous disons à tous :

« Organisez-vous dans la Confédération Nationale du Travail, pour arracher des conditions de vie meilleures, pour que disparaisse à jamais l'inique hiérarchie des salaires, pour la suppression des zones contre l'arbitrage gouvernemental, contre la duperie des heures supplémentaires qui constitue un non sens à notre époque de progrès mécanique, contre l'utilisation des progrès scientifiques au seul bénéfice de nos exploités, au détriment de la collectivité.

Compagnons ! tous au coude à coude, pour la libération de l'Humainité.

Syndicat Unifié
du Bâtiment C.N.T.

Un Exemple d'Exploitation

A Cormeilles-en-Parisis (S. et O.) se situe une des plus riches carrières de France. Celle-ci fournit les matières premières se prêtant à la confection de toute la gamme des matériaux de construction : ciment, plâtre, chaux, briques, pierres et sable. Une usine est attenante aux carrières.

Main-d'œuvre composée d'une minorité française, espagnole, tchèque ; grosse majorité polonaise, nord-africaine, chinoise. La direction patronale en profite pour étendre sur son domaine une exploitation et un paternalisme des plus méprisables. Cité et baraquements-taudis, école, bistros du coin, une bonne partie de Cormeilles lui appartient et son autorité y joue. Ainsi il est interdit aux travailleurs nord-africains d'héberger des camarades ne travaillant pas à la boîte sous peine d'expulsion, par la police au besoin, et de débouchage. Les gosses ne sont pas épargnés dans ce paternalisme odieux : école, séances de cinéma. Et à l'approche des vacances des invitations sont faites aux ouvriers pour faire travailler les gosses au profit du patronat Lambert.

Par tous les temps, qu'il pleuve, qu'il gèle ou en été quand le soleil tape et qu'à certains endroits sans air l'on étouffe — un ouvrier transporté d'urgence à l'hôpital en est mort avant même d'y arriver — les travailleurs sont exploités la plupart à 110 francs de l'heure avec abattement d'âge pour les plus âgés. Il s'y adjoint une modeste prime.

Cette prime est fonction de la production, le tout pour enrichir un peu plus patrons et actionnaires. Tout y entre en jeu : nombre de wagonnets chargés, nombre de sacs de chaux, de briques, etc... La direction crée l'émulation exploitante en affichant les résultats de production de chaque branche.

Aucune hygiène élémentaire : aucun poste d'eau, pas de W.-C., vestiaires (?) en plein air ou poussiéreux, douches de l'usine interdites particulièrement aux Nord-Africains.

La carrière s'étage en escaliers géants. Les ouvriers travaillent ainsi les uns en-dessus des autres et il arrive fréquemment que des pierres font des chutes vagabondes sur les travailleurs de l'étage inférieur. Il se trouve même parfois que le

travail d'éboulement se fasse au-dessus des ouvriers chargeurs. Le slogan patronal doit être : « Aux ouvriers de faire Attention ! ». Une caisse accident existe, un grand panneau à l'entrée le prouve. Si à la fin de l'année il y reste de l'argent il va au Comité d'Entreprise. Le plus souvent elle est en déficit. Mieux vaut ne pas lire le baratin du Comité d'Entreprise quand la direction au commencement de l'année accepte « généreusement » de fermer les yeux sur le déficit.

Il a fallu qu'un mineur-ébouleur fasse une chute de dix mètres et se fracasse côtes et mâchoires, pour que les délégués arrachent les mesures de sécurité nécessaires. Une nette amélioration, encore imparfaite a donc été apportée il y a six mois mais il a fallu cet accident plus grave que les nombreux autres pour qu'elle se fasse.

Un ingénieur-chef se balade dans l'immense carrière emmerdant particulièrement ceux qu'il a en grippe, regardant montre en main, par exemple, un tel effectuant ses besoins naturels. Espérons qu'un jour une pierre lui atterrisse « accidentellement » sur sa face hypocrite et mesquine, à l'image d'un chef d'équipe aboyeur auquel une bonne correction lui valut un bras cassé. Dans ce dernier cas, il aurait été souhaitable que la solidarité soutienne les trois camarades nord-Africains « meurtriers », renvoyés et emprisonnés. Mais le paternalisme, le risque de chômage, accru pour les prolétaires étrangers, amènent une lâcheté naturelle, moins naturelle chez les délégués.

La direction patronale a donc beau jeu d'exploitation grâce à son paternalisme, la difficulté de langues différentes, la menace de chômage dans une terre inhospitalière, un comité d'entreprise instrument « d'œuvres sociales », l'amorphisme des délégués.

Certes les deux syndicats C.F.T.C. et C.G.T. sont unis dans leur besogne. Mais quelle besogne, sinon une absence d'action qui décourage ? Rien d'étonnant s'ils n'osent plus convoquer d'Assemblées générales sinon pour la journée revendicative annuelle de la Fédération du Bâtiment C.G.T. qui consiste chez Lambert à la présentation de revendications discrètes ou néfastes

Rôle de l'organisation

Nécessité d'un programme

Nous avons essayé dernièrement de définir la structure de notre organisation révolutionnaire par opposition aux partis ou fractions politiques.

Voyons aujourd'hui quelles sont les tâches essentielles de cette organisation et comment les mener à bonne fin.

Des individus — des camarades — se rencontrent avec le désir de coordonner leurs activités pour plus d'efficacité.

Dès lors, une action concertée n'a de chance de réussir que si elle part d'une base solide, de grandes lignes générales communes, c'est ce qu'on peut appeler un programme, celui-ci n'étant pas immuable et ne devant jamais mettre en cause la finalité révolutionnaire.

Une liste de revendications immédiates concernant les salaires, les pensions, le chômage, etc... doit être applicable dans les diverses activités professionnelles.

Il faut s'adresser à tous les travailleurs sans distinction d'emplois et attirer leur attention sur le rôle de l'Etat et du Patronat exploités, sur la nocivité des catégories dressées par les bons syndicaux pour leurs intérêts conservateurs.

La hiérarchie sévit dans tous les domaines, la productivité capitaliste fait des ravages dans tous les secteurs, l'ouvrier du bâtiment est aussi mal logé que son voisin des métaux ou du rail, le mineur humilié comme l'employé ou la servante.

Pour attaquer le mal à sa racine, il faut donc tracer un plan de revendications générales valables pour toutes les branches de « l'économie nationale ».

A l'entente patronale soutenue par les politiciens et les syndicalistes à faux nez, l'organisation révolutionnaire doit répondre par une campagne de harcèlements à la mesure de ses possibilités.

Les revendications immédiates proposées aux travailleurs par la C.N.T. française sont valables en Belgique, ce qui prouve que sous des formes diverses, l'exploitation n'en est pas moins de l'exploitation.

Nous pensons que ce programme des camarades français n'a rien de réformiste puisqu'il est couronné de ce point final : la révolution sociale.

Parler sans cesse de révolution n'est guère suffisant si nous ne trouvons pas le chemin qui nous y conduit le plus sûrement.

Et ce chemin, nous savons que nous ne pouvons le parcourir seuls car la révolution devra se faire par les ouvriers parvenus à une maturité leur permettant de prendre en mains leur propre destinée.

Tout le reste n'est que verbiage de révolutionnaires à la petite semaine préférant le doux et stérile bavardage des cénacles à une prise de position nette et courageuse.

Laissons les insulteurs et les snobs à leurs crachats et soucions nous plutôt d'accomplir notre œuvre de propagande simple et directe auprès des couches ouvrières, lesquelles nous laissent malgré tout plus d'espoir que les stratèges en chambres et les fumistes de champs de foire.

(Groupe syndicaliste
révolutionnaire
de Belgique).

que la direction rejette facilement. Les 1^{er} Mai consistent en une simple apposition de timbres dans un bistro voisin avec invitation d'assister au meeting et mascarade C. G. T. P.C. d'Argenteuil.

De bonnes volontés existent. Mais il faudrait qu'elles soient consultées, que les délégués comprennent leur rôle, que le comité d'entreprise ne soit pas un simple instrument de paternalisme, qu'un véritable programme revendicatif basé sur le retour au pouvoir d'achat de 38 soit une raison de lutte s'intégrant éventuellement dans une grève inter-professionnelle générale.

PIERROT.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

L'action de S. I. A. doit être évaluée à sa juste valeur

Il existe un critère, malheureusement assez répandu, que S.I.A. est simplement une entité de bienfaisance, une organisation chargée de prêter une aide matérielle à tous ses adhérents qui se trouvent dans le besoin. Erreur lamentable. En effet, nous croyons que le moment est venu d'exposer clairement que S.I.A. est quelque chose de plus qu'une entité de bienfaisance, que son action solidaire n'est pas focalisée ni à apporter un appui exclusivement matériel ni à la seule intention de ses adhérents.

A-t-on bien réfléchi à l'immense tâche de caractère normal et humaniste que S.I.A. accomplit et est appelée à accomplir ?

Peut-on supposer qu'elle ne représente pas autre chose qu'une entité philanthropique ?

L'action de S.I.A. est plus ample, plus généralisée et plus humaniste que tout cela. Elle tend à faire bénéficier tous ceux qui ont besoin de Solidarité, d'une orientation nécessaire pour améliorer leur situation ou pour un appui moral ou matériel qui les reconforte et minimise leurs nécessités. Elle offre généreusement ce qu'elle possède sans rien conditionner, non seulement à ses adhérents mais aussi à tous les Antifascistes traqués qui ont besoin d'elles.

Il existe une infinité de cas d'ordre moral, spirituel, juridique et informatif dans lesquels S.I.A. intervient, orientant, facilitant ou résolvant des solutions aux demandes qui lui sont faites. Ce qui est lamentable, c'est que de nombreux cas n'ont pas été résolus et auraient pu l'être par S.I.A. si ont les lui avaient présentés.

Il résulte de tout cela que les intéressés ne connaissent pas les possibilités que nous pouvons leur offrir, ils ignorent ainsi les orientations à suivre, cela est dû au peu de valeur qu'ils accordent à S.I.A.

Il y a une infinité de faits con-

cernant la situation des invalides, vieillards et malades chroniques, réfugiés des pays totalitaires, qui méconnaissent complètement leurs droits et les formules pour les obtenir.

On peut observer chaque jour, tant au C.N. de S.I.A. que dans quelques sections locales, cette indifférence et l'évidence de ce qui vient d'être dit.

S.I.A. n'est naturellement pas un organisme qui détient la solution de tous les problèmes et de toutes les situations, mais elle oriente, informe en matière juridique tous les intéressés, relativement à l'obtention d'une aide ; elle fait des gestions, aide les nécessiteux dans la mesure de ses possibilités, apporte l'appui moral à ceux qui sont tombés, sans faire de distinction d'aucune sorte, organise des soirées artistiques au profit de ses œuvres, etc...

S.I.A., pourrait réaliser un travail solidaire de beaucoup plus efficace, si tous, comme elle sentaient la nécessité de la valoriser, apportaient leur appui, leur collaboration et participaient à ses activités.

Aucun organisme, aucune organisation ne peut achever une œuvre conséquente et positive si ses adhérents et sympathisants ne la soutiennent pas et ne lui apportent pas les moyens indispensables.

S.I.A. ne peut donc pas être une exception malgré les secours qu'elle obtient de l'extérieur.

Nous concluons qu'il est nécessaire que tous ceux qui sentent l'idée de Solidarité, ceux qui estiment à sa juste valeur l'action que S.I.A. développe, désirent la voir grandir, ont inévitablement le devoir de lui apporter tout leur cœur et leur indiscutable appui.

Pour le Comité National de S.I.A.

Le Secrétaire
à la propagande.

A BORDEAUX

Neuf cents personnes environ s'étaient rassemblées le 1^{er} mai grande salle des Capucins pour écouter attentivement les trois orateurs qui intervinrent et dont nous reproduisons succinctement les exposés :

Jean Barrué

Le camarade Barrué indique les raisons de la non participation de la C.N.T. à la grève soit disant générale du 28 avril dont le but avoué était une augmentation hiérarchisée des salaires. Notre propagande pour ce meeting dit-il a été axée contre la hiérarchie. Avec clarté, il fait le procès des coefficients hiérarchiques des salaires que rien ne justifie, sauf les préjugés, l'hypocrisie et l'égoïsme. Il démontre que si les organisations syndicales défendent la hiérarchie c'est que : 1°) les uns comme la C.F.T.C. ou F.O. ont surtout peuplés des bénéficiaires de la hiérarchie; 2°) les autres comme la C.G.T. embolent le pas à l'U.R.S.S. où l'éventail hiérarchique est largement ouvert. Et à ce sujet Barrué signale qu'en dépit d'opinions superficielles, le marxisme contient en effet la justification de la hiérarchie des salaires.

La position de la C.N.T. est contre toute application systématique des coefficients hiérarchiques. Il faut d'abord relever largement les salaires dévalorisés, cette augmentation étant dégressive : palier minimum 35.000 frs, dégressivité jusqu'à 50.000 frs. Lorsque cette première mesure aura fait cesser le scandale des salaires de misère, on pourra s'attacher aux luttes particulières. Pour cela l'Etat doit cesser de se mêler de la fixation des salaires; le syndicalisme doit reprendre son indépendance et il est inadmissible que si une catégorie de travailleurs peut arracher de meilleures conditions de travail, elle soit réduite à l'impuissance sous prétexte des indices hiérarchiques nationaux. Enfin Barrué souligne le danger pour le syndicalisme de grouper dans son sein des catégories de soi disant salariés à hauts et très hauts salaires ou traitements et même des fonctionnaires d'autorité. La présence de ces indésirables a changé la nature du syndicalisme. Leur sort ne nous intéresse pas : nous luttons pour donner le nécessaire aux travailleurs et non le superflu aux « bien payés ». Le syndicalisme — dit en terminant Barrué — doit s'épurer lui-même et de se déshonorer à jamais

Aristide Lapeyre

« Déterminer, dit-il, le salaire juste de chaque travailleur est absolument impossible, car nul ne peut dire, dans un produit donné quelle est la part de travail apportée par celui-ci ou celui-là. Il faudrait pouvoir dire ce qui revient à celui qui a élevé l'usine, qui a fourni les matériaux, construit les routes qui y mènent, les trains qui ont apporté les matières premières, qui a défriché les terres, amélioré les plantes, les graines, fait pousser

NOS MEETINGS DU PREMIER MAI

ser le blé pour nourrir le travailleur, ce qui a nourri, logé, soigné, éduqué celui-ci, qui lui a appris son travail; savoir la part de celui qui a découvert les machines, les principes qui les font fonctionner... etc. etc. »

Dans un produit donné, il entre tout cela. Quelle est donc la part qui revient à chacun, de ceux qui ont participé, sont morts ou vivants ? En vérité tout objet, tout produit est le résultat de l'effort de tous les hommes de toute la terre qui, à travers les siècles, ont apporté un effort, ou l'apportent encore.

Et en justice, donc, tous les produits de l'industrie des hommes, devraient être répartis entre tous les hommes, non pas selon telle ou telle valeur conventionnelle, mais selon les besoins de chacun d'eux afin de poursuivre l'effort. La hiérarchie des salaires est non seulement une injustice en soi, mais une absurdité patente. D'ailleurs cette valorisation des produits comme de l'effort, aboutit à ce nonsens, que les hommes vivent, héritiers et producteurs de richesses inouïes, dans l'insécurité et la misère permanentes.

Des hommes n'ont pas de toit où abriter leur tête, quand le sol ne manque pas ou élever des maisons confortables, avec les matériaux qui sont à la disposition d'une main d'œuvre nombreuse et inemployée. Car nombreux sont les hommes jeunes et vigoureux qui chôment totalement ou partiellement; sans compter, tous ceux que la société emploie à des œuvres improductives : flics par milliers, jeunes et robustes; curés par milliers, non moins robustes; employés d'administrations parasitaires, etc... millions d'êtres courbés sur des besognes inutiles, voir même nuisibles dont l'effort intelligemment dirigé vers la satisfaction des besoins de tous les autres hommes leurs frères, augmenterait au centuple la part de chacun.

Cette absurdité d'une société à jeter bas, tout le monde qui réfléchit, et quelle que soit sa classe, l'aperçoit, mais ceux qui y trouvent quand même le privilège du pain, du toit, de l'instruction et des loisirs, par crainte du pire, ferment les yeux et se taisent.

Pourquoi, le travailleur, le prolétaire, celui qui est détroussé de sa part de tous les biens qu'il a produit, ferme-t-il aussi les yeux ?

Il fut un temps où l'ouvrier voyait plus clair; et où les Premiers Mai avaient un autre caractère que ceux d'aujourd'hui; ils étaient une journée de revendication, non pas une Fête du Travail et ce jour-là la bourgeoisie tremblait pour ses privilèges; il souffrait sur toute la terre un vent de révolte, de révolution. En ce temps-là, un homme qui vient de mourir, et que l'on enterre demain sous les fleurs et les discours officiels des meilleurs représentants du capitalisme, Monsieur Jouhaux, grand personnage, patron de F.O., était, descendant de révolutionnaires, à la C.G.T., un anarcho-syndicaliste averti et actif. Dès 1905, il rejetait la politique du syndicalisme, af-

firmait que seule l'action directe pouvait amener la disparition du capitalisme et de l'Etat.

L'histoire de cet homme est toute l'histoire de la dégénérescence du syndicalisme. Quand les capitalistes lancèrent les peuples dans la guerre de 1914, les syndicats étaient prêts à l'insurrection; hélas, ses militants responsables, Léon Jouhaux, par peur pour leur peau, l'engagèrent à accepter la pire des calamités : celle qui devait leur coûter 1.350.000 morts et plus de 2.000.000 de blessés. Cette collaboration des chefs syndicalistes, comme celle des chefs socialistes avec le capitalisme sous prétexte de défense nationale, mit fin à l'esprit révolutionnaire, à l'action directe, au profit de la collaboration de classe. Les « lois sociales » enchaînèrent le syndicalisme à l'Etat; petit à petit l'ouvrier ne réclama plus que par personne interposée...

Mais l'expérience longue et cruelle de cette collaboration, a aussi eu comme résultat le déperissement des organisations syndicales. Or, l'absurde n'a qu'un temps, un temps vient toujours où l'esprit a sa revanche. Le réveil des prolétaires n'est peut-être pas si lointain. Les mauvais bergers pourraient bien un de ces jours, récolter le fruit de leurs trahisons. L'année dernière, au mois d'août, il y eut des grèves sévères, venues de la base, échappant au contrôle des pontifes de toutes les centrales; le travail fut désorganisé, et les chefs corrompus eurent toutes les peines du monde à faire rentrer dans l'ordre leurs troupes. Cette semaine, avec tous les moyens qu'un grand Etat met à leur disposition, les pontifes cégétistes et les jésuites de la C.F.T.C., ont déclenché une grève générale. Tout était prévu. Tout, sauf ce qu'il en est advenu : l'échec le plus complet.

La classe ouvrière sait mieux se battre qu'obéir; c'est peut-être un signe de ce réveil des consciences. La classe ouvrière va sans doute réapprendre que seule l'action directe est fructueuse; qu'elle n'obtiendra jamais que ce qu'elle sera capable d'exiger, de prendre. Elle connaîtra à nouveau que toute légalisation n'est qu'une duperie, destinée à lui reprendre ce qu'elle a conquis. Elle apprendra à rejeter comme impur ce qui est dans le code des maîtres; oui, l'avenir appartient à l'esprit de la C.N.T., prenant tous les jours son bain et préparant ardemment la révolution sociale.

Sans Sicart

Le camarade Sans Sicart prend le dernier la parole et commence son intervention en signalant l'ardent désir que manifestent les organisations syndicalistes révolutionnaires pour arriver à la libération sociale dans un futur immédiat. Il indique l'échec des démocraties et du socialisme, comme l'a indiqué récemment à Mexico le leader du parti socialiste d'Espagne Indelacio Prieto lui-même. Si l'échec a eu lieu, dit-il, c'est parce qu'on a appris aux travailleurs à obéir, mais on ne les a jamais éduqués vers

autre chose. Aux militants du syndicalisme révolutionnaire et aux anarchistes — ajouta Sans Sicart — il reste la satisfaction d'avoir fait tout ce qui est possible pour que l'homme soit respecté. On nous traite d'extrémistes — dit-il — malgré que nous ayons lutté pour la moindre effusion de sang, le jour de la révolution. Et pourtant, les gens qui se prétendent « des gens de l'Ordre » essayent les bombes à hydrogène et préparent la nouvelle guerre mondiale.

Il examine ensuite la position de l'énorme F.S.M., avec ses 70.000.000 d'affiliés, qui ne représente qu'un instrument gouvernemental et politique mais où l'ouvrier ne trouvera jamais le moindre appui sérieux. Il parla de l'action directe, des principes du syndicalisme révolutionnaire qui ne peuvent être transgressés, mais au contraire, ces principes ne peuvent que donner confiance à ceux qui pensent avec leur cerveau, car en cas contraire la C.N.T. perdrait sa personnalité et son caractère révolutionnaire, et se convertirait en une organisation politique de plus.

Après avoir exalté les droits de l'homme, Sans Sicart, termine son brillant discours en invitant les travailleurs à lutter davantage pour leurs revendications sociales, car — affirme-t-il — en évoluant sans cesse on arrivera sûrement à la Révolution.

Les interventions très brillantes de nos trois camarades furent chaleureusement applaudies par les auditeurs, unanimes à reconnaître la valeur des principes de notre C.N.T. qui fut une fois de plus démontrée de façon éclatante.

A GRENOBLE

Pour la 1^{re} fois l'union locale de Grenoble organisait un meeting public le 1^{er} Mai. Ce fut un succès total. La salle était pleine montrant que la C.N.T., l'inconnue, la minuscule et grotesque organisation, comme ils nous disent, était bien là. Même un peu là ! montrant qu'elle était fidèle aux martyrs des premiers mai passés, fidèle aux principes du syndicalisme tels que les pensaient ceux de la 1^{re} Internationale.

La C.N.T. à Grenoble rassembla presque autant de personnes que la C.G.T. et la C.F.T.C. réunies ce jour là dans un meeting commun. Quant à Force ouvrière, une simple petite réunion de militants.

Une preuve que les travailleurs ont compris où était leur place, et quelle est la voie menant à leur émancipation. Pour nous une certitude en l'avenir et une plus grande confiance dans la justesse de nos revendications.

Celles-ci ainsi que notre but final furent longuement définies par nos orateurs.

Une bonne journée pour le syndicalisme révolutionnaire à Grenoble. Journée qui se termina au grand festival espagnol organisé par S.I.A.

A la suite des articles parus dans la presse et soulignant l'importance de cette manifestation, à la suite de l'affichage abondant et bien organisé, notre C.N.T. prend rang parmi les organisations avec qui il faut dorénavant compter.

Souignons également la diffusion de 28 avril au cours de la grève, le plus d'un millier de vieux « Combat Syndicaliste » et du manifeste du syndicalisme révolutionnaire. Les échos en résultant ont été très satisfaisants. A tous, nous disons : en avant !

U.L. Grenoble.

A MARSEILLE

C'est devant 200 auditeurs attentifs que notre meeting s'est déroulé à la vieille Bourse, salle Ferrer, sous la présidence du camarade Ferré, secrétaire de l'U.L. Étaient présents : l'A.I.T., S.I.A., la C.N.T., espagnole en exil, l'U.S. italienne.

Le président marqua sa satisfaction de voir notre propagande comprise par les éléments sains de la classe ouvrière et pense que les événements démontreront la valeur des revendications défendues par notre C.N.T.

Il donne ensuite connaissance d'une déclaration de la C.N.T.E. en exil indiquant l'importance de la lutte que mène en Espagne la fraction de l'Intérieur contre le patronat rapace soutenu par le gouvernement fasciste de l'omnipotent bourreau Franco.

Le camarade Gardebled, lui, souligne la valeur de notre conceptions syndicaliste révolutionnaire, de son action anti politique et anti étatique, plateforme d'action directe qui anime notre C.N.T. et la différence des centrales réformistes.

Le camarade Luc de la 19^e U.R. rappelle l'antagonisme existant dans le régime actuel où la classe ouvrière, productrice de toutes les richesses, est éternellement dupée et opprimée, moralement, matériellement et socialement. Il fait ensuite le panayrique de l'action des anarcho-syndicalistes dans notre C.N.T., rappelant celle de la C.G.T. révolutionnaire d'avant 1914.

Henri Bouyé, des Employés de Paris, retrace l'histoire du 1^{er} mai, redonne à cette journée symbolique sa véritable signification.

Il énumère ensuite les avantages obtenus, avant la dernière guerre; l'importance des revendications arrachées par l'unité d'action révolutionnaire, l'effritement du bénéfice de tant d'efforts provoqué par la démagogie, la trahison des centrales syndicales politisées, exhorta la classe ouvrière à se ressaisir, à prendre conscience de sa force, de ses possibilités, et à œuvrer enfin avec la C.N.T. pour obtenir pour tous des conditions de vie décentes dans une société égalitaire, basée sur la liberté et la justice.

Il n'y eut pas de contradicteurs. En conclusion, bonne journée pour notre organisation. A noter que tracts, manifestes, et C.S. ont été diffusés et contribuèrent à notre succès.

Un appel est lancé à tous les militants et sympathisants. Pour tous renseignements, adhésions ou constitutions de sections et syndicats, s'adresser à J. Casanova, Vieille Bourse du Travail, 13, rue de l'Académie, Marseille. Permanence au siège les mercredis et samedis de 18 h. à 20 h.

Tribune Libre : LES FOSSEURS DU SYNDICALISME

Je crois qu'il est une fois de plus indispensable d'examiner les événements qui secouent l'humanité, d'analyser les concepts de certains « Abondancistes » et d'un nombre respectable de « Libertaires » lesquels prétendent que le Syndicalisme est périmé ou dépassé.

Certes un fait est certain, Si nous étions régis par « L'économie Abondanciste » ou le « Communisme Libertaire », il est incontestable que le Syndicalisme serait superflu, malheureusement force nous est de reconnaître que pour changer la structure sociale il faut autre chose que des SI ou des Désirs. Certainement, l'histoire s'est chargée de démontrer la « Faillite du Syndicalisme Réformiste » cependant, pour la vérité historique, nous devons reconnaître qu'on n'a pas attendu 1954 pour dénoncer le rôle néfaste du réformisme, mieux que cela, au dix-neuvième siècle, les anarcho-syndicalistes fondateurs de la Première Internationale dénoncèrent Guesde et les socialistes de l'époque qui voulaient transformer le Syndicalisme Révolutionnaire en antichambre des Partis, de l'Etat, du Collaborationnisme. Guesde et sa camarilla, par des manœuvres louches finirent par s'installer en maîtres au volant de la C.G.T. Celle-ci, patronnée par Guesde puis par Jouhaux, s'enlisa de plus en plus dans les compromis. 1914 enregistre la première grande trahison des Bonzes cégétistes et depuis les trahisseries se succèdent à un rythme accéléré à tel point qu'aujourd'hui la C.G.T. n'a plus rien de commun avec la

C.G.T. créé par les Internationales.

Ce bref aperçu historique suffit pour démontrer que la « Faillite du Syndicalisme Réformiste » était un fait acquis depuis le début en conséquence s'il est superflu de dire que la Classe Ouvrière doit cesser de suivre les Centrales Réformistes et Dictatoriales, en revanche c'est une erreur fondamentale de croire que le Syndicalisme est périmé ou dépassé parce que les événements prouvent que désormais : « Les travailleurs doivent prendre conscience de la nécessité du retour au syndicalisme révolutionnaire, à l'anarcho-syndicalisme tant discrédité, bafoué par les arrivistes et les véreux. » C'est là une condition indispensable pour une saine compréhension de la lutte de classe, alors, n'ayons crainte de dire aux politiciens de tout acabit : « Hors de chez nous, votre place n'est pas parmi les honnêtes gens que nous sommes et, au risque de se faire taxer de sectaires par tous les aspirants au grade, il faut rompre tout contact dès la première tentative d'infiltration, il faut couper le mal à la racine ».

Qui ose nier que le courage et la sincérité sont inséparables de l'honnêteté ? Cependant les événements qui s'échelonnent de 1919 jusqu'à 1939 puis de 45 jusqu'à ce jour démontrent que le courage, la Sincérité, l'Honnêteté font complètement défaut aux Chefs des Grandes Centrales Syndicales Réformistes. Que dire des événements

qui suivirent la « Libération ? ». La C.G.T. forte de plusieurs millions d'adhérents ne fit rien pour imposer silence au Capitalisme, pire que cela, la C.G.T. serve du Parti Marxiste Moscoutaire, par l'entremise des grotesques Thorez, Billoux, Croizat et compagnie, ne cessa de clamer : « Retrouvons les manches » et à force de retrousser les manches on arriva à déculotter totalement la Classe Ouvrière.

Aujourd'hui l'Etat, le Patronat, l'Eglise doivent remercier les Marxistes, révolutionnaires patentés et traités à la classe ouvrière. En effet la trilogie Etat, Patronat, Eglise s'est ressaisie, elle est passée à l'action. Partout, aux mines, sur les chantiers, dans les usines, aux champs, on réduit le personnel et on exige l'augmentation de la production. L'ouvrier désillusionné, trompé ne sait plus à quel Saint se vouer; de plus en plus il ignore la lutte de classe, il accepte tous les compromis. Tandis que le Capitalisme pratique la lutte de classe, et augmente considérablement ses bénéfices, les travailleurs sont, de plus en plus réduits au chômage, à la misère. Cependant la classe ouvrière, en tant que principal producteur, mérite un sort plus conforme à la « Dignité Humaine ». Hélas les contraires sont irréconciliables et le Capitalisme régit par l'appât du gain, par un égoïsme abject, ne renoncera jamais à son rôle d'exploiteur, c'est pourquoi l'économie, libérale ou dirigée ne sera jamais au service de l'humanité. Les Philosophes de la « Moralité de l'avenir » peuvent se

démener pour prouver que le « Matérialisme Libéral » est la seule planche de salut, nous disons que la hiérarchie des salaires instituée par l'économie dirigée ou libérale est une immense fumisterie, une cause de haine, de désunion.

Nous voici donc dans la nécessité de trancher le débat. Le Syndicalisme est-il périmé ? Oui si par Syndicalisme nous voulons faire allusion au réformisme, si au contraire nous songeons au Syndicalisme de l'Association Internationale des Travailleurs, à l'anarcho-syndicalisme, au Syndicalisme révolutionnaire, force nous est de reconnaître que le Syndicalisme est un outil indispensable pour l'émancipation intégrale des travailleurs. On oublie trop facilement que l'augmentation des salaires n'est pas la seule mission du Syndicalisme. Celui-ci doit être un moyen pour éduquer les masses, pour leur faire prendre conscience de la nécessité de s'organiser sur les lieux du travail afin de contrôler la production, de faire respecter la « Sécurité sociale » d'exiger une hygiène impeccable seule garantie contre les maladies professionnelles. L'ouvrier doit cesser de croire qu'il suffit d'être un bon cotisant, il doit se convaincre que le Syndicat est une grande famille dont chaque membre prend des initiatives, propose des nouvelles méthodes. Désormais il faut rompre avec la routine des chefs syndicaux, les ouvriers, et eux seuls, doivent décider de l'utilité d'une grève, en un mot, le Syndicalisme Révolutionnaire, animé par les principes de

l'Association Internationale des Travailleurs, est le levier qui soulèvera le monde, est la masse qui assomera la pieuvre Etat-Capital-Eglise.

Tous ceux qui prétendent nier ou minimiser cette vérité, sont des pauvres types perdus dans la stratosphère à la recherche de l'irréalisable. On ne change pas le désordre Capitaliste avec des palabres ou en vertu d'un coup de baguette magique. A l'action des exploités, il faut opposer l'action ouvrière, l'action du Syndicalisme Révolutionnaire de la C.N.T.

Luc BREGLIANO.

Le syndicalisme lutte contre l'oppression de l'Etat. Nous nions à l'Etat prétendument républicain, qui nous gouverne, la possibilité d'établir une juste balance entre les intérêts multiples et complexes qui s'agitent dans notre pays. Sa constitution, ses bases en font le défenseur des droits bourgeois. Il est l'organisme de domination d'une classe adverse.

Demain, un simple changement de l'étiquette gouvernementale n'apporterait aucune amélioration sérieuse dans la condition des exploités.

L'Etat ne peut être qu'un ennemi pour la classe ouvrière.

Léon Jouhaux. 6-12-1911

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Paraît tous les 15 jours

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

C.C.P. André Raux - 37, rue du Regard - Soisy
s-Montmorency (S.-et-O.) C.C.P. 233-92 Paris

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

De Haïphong à Dien-Bien-Phu

(Suite de la première page)

le 9-12-53 : « Jamais la France ne se désintéressera de Lai Chau ». Deux jours plus tard, cette ville était évacuée parce qu'indépendable et dépourvue de toute valeur militaire ou politique.

On fit bien moins de bruit autour de la chute, au début de janvier dernier, du poste de Phong Saly, à l'extrémité Nord du Laos qui était resté pendant plusieurs mois sans secours.

Enfin, c'est au tour du camp retranché de Dien Bien Phu de subir l'assaut du Viet Minh le 14 mars dernier pour finalement tomber entre ses mains, moins de deux mois plus tard.

Faut-il voir dans cette chute, le résultat des ferventes prières que fait dans sa retraite monacale, l'archevêque de Hanoi, M. R.P. et Haut Commissaire de France en Indochine, avant tant d'autres, a en effet bien besoin de faire oublier les lourdes responsabilités qu'il assura pour torpiller tous les pourparlers engagés avec les rebelles. Il est toutefois douteux que de tels agissements favorisent le recrutement de nouveaux adeptes catholiques ; bien que l'Eglise de Rome, tout comme celle de Moscou, vise surtout à dominer des îlots.

Où, au contraire, devons-nous faire observer que l'Etat-Major s'est, une fois de plus trompé de guerre, en se laissant vaincre à l'arme blanche dans une cuvette où il avait la prétention de demeurer ?

C'est pour avoir laissé les mains libres à des militaires qui n'ont pas reculé devant d'odieuses abus de pouvoir, tolérés par les gouvernements et les Etats-Majors que la situation s'est aggravée.

Parmi les nombreux mensonges officiels restés inconnus du grand public, citons seulement :

Novembre 1950 : « L'ennemi est contraint à s'éloigner de ses bases, à étirer ses lignes de communication et à se rendre ainsi plus vulnérable ». M. Letourneau (bien nommé) ministre des Etats Associés.

Mars 1954 : « Militairement, il est incontestable que l'adversaire n'a pu atteindre aucun de ses objectifs ». René Pleven.

22-3-54 : « Comme à Verdun, ils ne passeront pas ». Général Ely.

Et terminons par ce pari stupide du Commandant en Chef en Indochine 13-2-54 : « Si Giap assiège Dien Bien Phu, il s'y cassera les dents et je lui casserai les reins ». Si c'était une coutume nouvelle inaugurée par nos grands chefs de se mesurer en combats singuliers, il y aurait moins de sang versé.

Après le dépit causé par la défaite, on a cherché à minimiser celle-ci en mettant en relief l'infériorité numérique où se trouvaient les défenseurs du camp retranché. Mais l'opinion n'a pas subi l'influence. En effet, au moment où l'assaillant rassemblait environ 40.000 hommes il y avait dans le camp retranché quelque 18.000 combattants. Les forts en math ne pourront jamais nous convaincre que le rapport est de 6 à 1 comme ils l'ont fait affirmer par la mensu- rante Radiodiffusion française.

La supériorité du matériel des assaillants paraît mettre en doute l'efficacité d'une aviation unilatérale et dénie les affres que connut l'Europe en 39-45.

La peur qui a gagné les sphères dirigeantes leur a fait perdre toute contenance quand elles refusent de signer la paix avec Ho Chi Minh ; c'est, disent les officiels, s'assurer de la présence de trois gouvernements communistes en Indochine avant dix ans. Ils seraient bien embarrassés de nous dire quel sera l'état de l'Europe à ce moment.

Les propositions du Viet Minh tendant à ne pas inquiéter les collaborateurs de l'occupant sont un signe des temps ; elles marquent une leçon des excès européens de 1944-1945. En s'abstenant de l'exercice de représailles, elles deviennent sympathiques à l'homme de la rue, que l'on ne consulte malheureusement pas.

Le temps nous manque pour nous pencher sur les doléances des propriétaires de caoutchouc, de charbon, de wolfram, d'étain qui ont établi en Indochine un système d'exploitation qui n'est pas étranger à la rébellion.

Le plus urgent pour l'instant est de faire taire les canons dont le bruit étouffe les voix humaines aspirant à la Paix.

LA LIME.

La S.A.C. et son problème interne

Il est toujours bon de ne pas aviver les dissensions dans aucune filiale de l'A.I.T. et de laisser chacune d'elles résoudre par elle-même ses problèmes. Malheureusement, la tendance modérée de la S.A.C., circonstanciellement majoritaire, non seulement a créé un problème à l'intérieur de la S.A.C. elle-même, mais probablement selon l'inspiration de mauvais conseillers, essaie de l'étendre au syndicalisme international.

A cette œuvre de susciter des problèmes intestins au syndicalisme révolutionnaire coopèrent aussi en France des militants comme Toublat, du groupe Astato, aujourd'hui dans les syndicats autonomes, qui fut délégué de la C.N.T. française au VII^e Congrès de l'A.I.T. et ne peut supporter qu'on parle d'anarchisme dans les syndicats, ayant une haine d'obsession pour le mot d'anarchisme.

A cette œuvre de désintégration du syndicalisme révolutionnaire coopèrent aussi en France pour certains de ses articles le journal « Démocratie Proletarienne » où écrivent quelques trotskistes et le socialiste de gauche, Marceau Pivert qui parfois s'intitule le défenseur du « socialisme libertaire », naturellement avec des empreintes marxistes.

La S.A.C., en Suède, est une organisation syndicale prestigieuse, que des travailleurs actifs syndicalistes et anarchistes ont contribué à former, comme on peut citer le camarade John Andersson, secrétaire de l'A.I.T. de 1937 à 1953.

Fondée en 1910, la S.A.C., organisation ouvrière syndicaliste révolutionnaire, s'inspira, dès ses débuts, des principes de la Première Internationale. Rüdiger, un Allemand, n'était pas alors en Suède et ne contribua pour rien à sa formation.

La S.A.C. développa sa face et soutint des luttes sérieuses contre la classe patronale et exploiteuse.

Ses effectifs ont toujours oscillé entre 20 et 30.000 adhérents (l'organisation réformiste, en Suède, en compte plus d'un million).

L'aile modérée de la S.A.C. veut laisser entendre que la faute de développement des effectifs de la S.A.C. est due à la « rigidité » des principes. C'est le même slogan qu'utilisent les « Innovateurs » pour attaquer par derrière l'A.I.T., en la présentant comme une organisation plus idéologique que syndicale. Ils oublient l'exemple vivant de l'Espagne où la C.N.T., organisation syndicale de masses, organisation syndicaliste révolutionnaire de travailleurs, et non d'idéologie anarchiste, a compté un million d'adhérents et a été supérieure en nombre à l'organisation réformiste, U.G.T., grâce à l'activité de ses militants.

La S.A.C. a toujours eu de grandes sympathies pour la C.N.T. d'Espagne. Et réciproquement, la C.N.T. espagnole pour la S.A.C. Il sem-

ble à présent qu'il y a un intérêt, de la part de quelques-uns, à ce que les bonnes relations s'agrisent. Et c'est ce que les camarades suédois et espagnols doivent essayer d'éviter, avec tact et intelligence.

La S.A.C., selon ses congrès réguliers, avait une déclaration de principes en accord avec ceux de l'A.I.T. Ils se sont inspirés d'elle pour leur action et leur travail, de relief en beaucoup d'aspects.

Mais, surtout depuis 3 ans, la tendance modérée de la S.A.C. a lutté pour modifier la déclaration de principes de la S.A.C. Finalement, en 1953, cette tendance a obtenu de faire accepter, par une majorité de circonstance, une autre déclaration de principes qui ne se déclare pas ouvertement réformiste mais qui établit de subtiles atténuations interprétatives du « syndicalisme libertaire », de ses moyens de lutte, de ses objectifs et buts. On voit en elle une intention soignée de substituer le fonds et essence réellement révolutionnaire du syndicalisme, de lui enlever la sève anarchiste pour introduire, d'une façon sinieuse, la sève « libertaire » altérée. Connaissant le « restite » du mot libertaire, on veut le vider de son contenu anarchiste pour lui donner une équivalence « démocratique », comme si les syndicalistes révolutionnaires n'étaient pas déjà revenus, et depuis de longues années, des conceptions démocratiques et de leur contenu, comme ils le sont sur le sens de toute dictature. Dictatures et Démocraties son impuissantes pour donner une solution aux problèmes qui affectent la classe des travailleurs et l'humanité.

La « nouvelle » déclaration de principes de la S.A.C. qu'on prétend proposer comme base de discussion internationale, « dans les filiales même de l'A.I.T. et dans les milieux syndicalistes », présente comme « nouveautés » substantielles une classification des « capitalistes », dans leurs structures modernes (comme si toutes n'étaient pas communes dans leurs origines) — bien entendu, « déconverte » sensationnelle à la portée de l'ouvrier et du sociologue moins préparés — et la « pénétration » des Municipalités, problème sur lequel, en Espagne particulièrement, la discussion est vieille et l'expérience aussi plus que concluante. Pour la même raison, la conception du Municipio libre, en Espagne, répandue par quelques camarades et écrivains anarchistes, et celle qui a été formée par le même sens pratique et réalisateur des travailleurs du champ et des usines n'a rien à voir avec l'« intervention » dans la Municipalité historique, engrenage de l'Etat.

L'autre « nouveauté » consiste à reconnaître aux affiliés de la S.A.C. le droit d'avoir leurs croyances religieuses et « politiques », ce qui a toujours été normal dans la

C.N.T., l'A.I.T. et dans toute organisation syndicaliste révolutionnaire. Il est très possible que, derrière la reconnaissance explicite de ce droit, il y ait une autre intention qui n'ose pas encore se manifester, sur laquelle les camarades de Suède, qui se connaissent bien entre eux, savent à quoi s'en tenir.

Il faut toujours nommer le pain, pain, et vin le vin. Les nébulosités et élucubrations mentales alambiquées sont contraires à la lumière et à la clarté. En Espagne, Angel Pestana par exemple, militant actif de la C.N.T., syndicaliste révolutionnaire et anarchiste, cacha durant de longues années ses buts de fonder le Parti Syndicaliste, et ne se découvrit qu'à la dernière heure, à la surprise même de ses camarades intimes.

C'est la clarté de doctrine, de position et d'action que désirent vétérans et jeunes camarades de la S.A.C., conscients de ce qu'est et signifie le syndicalisme révolutionnaire et qui s'efforcent, contre le courant modéré, dans la S.A.C. même, à ce que celle-ci ne devie pas des principes qui lui ont donné la vie et la force.

Nous faisons ce commentaire public, en posant le problème, parce que la « nouvelle » déclaration de principes de la S.A.C., prétendant être le thème de discussion et « bible parfaite » ou perfectible du syndicalisme international, a été déjà communiquée à la presse et un des journaux des camarades d'Italie l'a reproduit... précisément traduit de « Démocratie Proletarienne ».

Que les camarades suédois, comme les espagnols, sachent résoudre leurs problèmes avec hauteur de vues et que tous contribuent à fortifier l'A.I.T., qui, si elle est aujourd'hui une internationale avec un petit nombre d'affiliés, a une grande valeur symbolique et réelle et peut demain, le mouvement syndicaliste révolutionnaire se vivifiant dans chaque pays, compter aussi des millions d'affiliés, avant-garde du prolétariat, comme l'est aujourd'hui la minorité de travailleurs groupés autour de l'Association Internationale des Travailleurs.

Jorge FARGA.

Extrait de TIERRA Y LIBERTAD

Tristan da Cunha

(Suite de la 1^{re} page)

d'existence demandent au capitaine d'un bananier de leur rechercher des compagnes. Le 12 avril 1827, leurs vœux sont exaucés. Quatre mulâtresses et une négresse débarquent sur la plage de l'île. En 1836 l'équipe est encore augmentée d'un Hollandais et d'un Américain ; un autre Américain débarque en 1849 puis deux Italiens sont recueillis par la communauté après le naufrage de leur bâtiment survenu en 1892. Telles sont les origines d'une population, qui au début de 1951, atteignait près de deux cents cinquante personnes, mais dont le « Bottin » ne renfermerait pas plus de dix noms de familles. On remarquera que tous les hommes qui se fixèrent à Tristan da Cunha, appartiennent à la race blanche, alors que la grande majorité des femmes avaient au moins un ascendant de race noire.

Et voici la conclusion de l'auteur de cette information, qui n'est pas un anarchiste militant, mais capitaine de corvette :

« Quoi qu'il en soit, l'œuvre créée par William Glass, est profondément marquée par une étonnante personnalité, a triomphé de tous les obstacles susceptibles de provoquer sa destruction, ou d'arrêter son développement. Antagonisme de races, conflits engendrés par les nationalités, les langues et les croyances, tous ces poisons qui rongent les collectivités humaines, restent sans effets sur ces hommes venus des quatre coins du monde, mais indissolublement liés par le travail sans lequel, ils ne pouvaient vivre, sur cette île perdue dans l'immensité d'un océan désertique. Tristan da Cunha nous offre un bel mais trop rare exemple de ce que peut réaliser, la solidarité et la confiance, quand elles ont chassé les derniers égoïsmes et la suspicion inhérents à toutes les entreprises communes. »

Suite à la conclusion émanant d'un officier de marine, cette page de géographie humaine, méritait d'être cotée ; elle montre l'application pratique de conception réfractaires à tous progrès sociaux et à tout esprit de justice.

Ch. ALBERIC.

A. I. T. Fédération Ouvrière Régionale Argentine A. I. T.

Message diffusé par la F.O.R.A. à l'occasion du 1^{er} Mai 1954. 1886 - 1^{er} Mai 1954.

Commemoration de l'anniversaire du Crime de Chicago.

« Hommes du peuple, gens du travail, prolétaires authentiques qui dédièrent leurs vies à la cause des travailleurs. Créateurs de luttes nouvelles pour la liberté Ils impulsèrent, en Amérique du Nord, à la fin du siècle passé, les grands mouvements sociaux pour réduire les longues et pénibles journées de travail. Que revendiquaient ces hommes ? Moins d'heures d'exploitation, meilleure santé morale et physique. Le capitalisme yankee les condamna à être pendus pour avoir réclamé des améliorations pour le prolétariat comme il condamna plus tard à d'autres peines notre camarade Carlos Tresca et à la chaise électrique Nicolas Sacco et Bartolomé Vanzetti.

Et bien ces cinq anarchistes propulseurs du mouvement ouvrier à la fin du siècle passé, en Amérique du Nord, ont payé de leur vie, l'amour à la cause des travailleurs, à la Liberté, à l'Anarchie.

Les martyrs de Chicago, défendirent vaillamment jusqu'au dernier soupir de leur vie, face à leurs bourreaux l'idéal qu'ils professaient Idéal d'Amour, de fraternité, d'égalité, d'harmonie et Liberté : l'Anarchie !

Depuis, tous les ans, sous tous les cieux, dans tous les climats toutes les races de travailleurs du Monde, revendiquent, leur amélioration sociale, sous l'emblème de notre seul drapeau, rouge et noir, en entonnant des chansons qui annoncent un nouveau jour : Los Niños del pueblo, l'Internationale, et d'autres chansons à venir, marchant vaillamment vers l'Avenir.

Sans maîtres, ni tyrans, sans exploités ni lois.

Le 1^{er} Mai est à nous, prolétaires et anarchistes.

Les tyrans de notre époque « Travailleurs en carton » défigurent sa signification historique, l'utilisant pour leur carnaval.

Les politiciens aussi le défigurent, pour que la machine étatique et capitaliste continue ; même le clergé pour pouvoir continuer son règne, participe à sa défiguration. Et pourtant, le 1^{er} Mai nous appartient, la F.O.R.A. aujourd'hui comme hier agite au vent, le label de la liberté contre le capitalisme et l'Etat.

ARGENTINE D'AUJOURD'HUI

L'Argentine se trouve assombrie par les soutanes, niétinée par les bottes des militaires et torturée par sa police. Et tout cela est couvert par l'action néfaste de la C.G.T. au service inconditionnel de la dictature nazi-fasciste qui dirige ce pays. Le prolétariat argentin doit être en alerte pour abattre la bastille de la dictature et ne confier en aucun cas aux politiciens la défense de ses intérêts, sinon à l'organisation authentique ouvrière de ce pays, la F.O.R.A. essentiellement anti-politique et anti-étatique. La F.O.R.A., depuis sa constitution en 1901, a consacré son action, pour la cause des travailleurs. Jamais la F.O.R.A. n'a fait aucun pacte avec des partis politiques, les considérant tous, de l'extrême-gauche à la droite des ennemis traditionnels du prolétariat et de la liberté.

La F.O.R.A. d'accord avec les résolutions de son 5^e congrès, recommande et propage, les principes d'une économie nouvelle, le communisme anarchiste. Refuse la propriété privée, la terre doit appartenir à celui qui la travaille. Les machines et les outils dans les

mains des travailleurs une vraie justice sociale, égalité de droits et de devoirs.

Supprimons l'Etat parce que exploiteur et tyran. Abolissons l'exploitation de l'homme par l'homme, et de l'homme par l'Etat. Il nous faut la liberté intégrale, plus d'être humains qui souffrent ; Pain, Amour Travail et Liberté Pour obtenir cela il faut que les travailleurs se groupent autour de la F.O.R.A. Venez, renforcer ses rangs pour la conquête de nos droits. Assez de la haute hiérarchie syndicale traites éternels du prolétariat.

Assez de farces politiques. Proletariat en alerte, l'heure de la liberté est proche, il faut la conquérir.

Buenos Aires 1^{er} mai 1954. Le Conseil Fédéral.

Travailleurs, en ce premier mai ainsi que le restant de l'année, luttons pour la liberté.

Protestez contre la fermeture des locaux de la F.O.R.A., la dissolution de ses syndicats industriels, exigez la liberté syndicale et de presse l'abrogation de l'état de guerre interne et de la loi 4.144. Liberté de grève, de réunion, d'association, ce sont des droits qui nous appartiennent.

Vive l'Association Internationale des Travailleurs.

Vive la F.O.R.A.

Buenos Aires 1^{er} mai 1954. Le Conseil Fédéral.

EXPLOITÉ ! Ainsi se transforme le produit de ta sueur.

Bénéfices nets en millions.

	1951	1952
Aciéries de Longwy	172	222
Chantiers et Ateliers de St-Nazaire	180	302
Ardoisières d'Angers	44	61
Schwitz-Hautmont	74	102
De Wendel	320	445
Tréfileries et Laminoirs du Havre	429	752
Filatures Prouvoist-Roubaix	139	175
	1947	1950
Banque de Paris et des Pays-Bas	171	417
Crédit Commercial de France	32	185
Crédit Lyonnais	147	371
La Séquanaise-Capitalisation	78	378
Denain-Anzin	133	128
S.K.F.	50	358
Citroën	135	558
Simca	20	163
Alstom	83	391
Air Liquide	268	853
Rhône-Poulenc	152	897
Cie Française de Transports Pétroliers	19	100
Eaux Minérales de Vittel	12	38
Grands magasins du Printemps	64	324
Mines de l'Ouzenza	76	636
	1950	1951
Aciéries et Forges de Firminy	398	419
	1947	1950
Ugine	73	301
	1951	1952
	559	729



Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FR.I.M.,
17, rue de Clignancourt.

C.N.T. A.I.T.

Le combat



SYNDICALISTE

De chacun
selon ses forcesOrgane officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des TravailleursA chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 122

20 FRANCS

VENDREDI 2 JUILLET 1954

Pour construire la cité
future le prolo ne doit pas
singer le bourgeois, mais
mépriser la vie platement
égoïste de celui-ci.

X..

(Extrait de « Après l'boulot »)

Le VI^e Congrès de la C. N. T.

Notre VI^e Congrès confédéral a vécu !

Il fera date dans les annales du mouvement syndicaliste révolutionnaire. Conscients des importantes responsabilités qui leur incombaient, les délégués, rassemblés salle Ferrer, vieille Bourse du Travail, à Marseille, se penchèrent longuement sur les nombreuses questions portées à l'ordre du jour. Trois jours pleins ne suffirent pas pour épuiser celui-ci et une séance supplémentaire, de nuit, fut nécessaire pour y parvenir.

La C.A.C. et son bureau, qui, depuis deux ans, travaillaient d'arrache pied pour faire de notre C.N.T. le pôle attractif de tous ceux qui luttent pour l'émancipation du prolétariat, sont rentrés dans le rang, pleinement satisfaits puisque nantis de la confiance et de l'approbation d'une confortable majorité.

Le Congrès fit la démonstration éclatante que le reproche fait à la C.N.T., sur son affinité, par certains puristes, était sans fondement et que notre organisation est beaucoup plus préoccupée d'action pratique que de philosophie.

Faisant preuve d'une rare objectivité, les délégués adoptèrent des positions nettes, ne prêtant à aucune équivoque.

Un magistral coup de barre a été donné, redressant le navire qui, sous la direction de pilotes mal inspirés, s'était quelque peu écarté du but vers lequel il voguait à nouveau, vent en poupe.

Entre la perspective de devenir une organisation de « masse », « représentative », inféodée au régime capitaliste, à l'Etat, et celle de rester un groupement moins imposant, important malgré tout par son nombre, fidèle aux principes des pionniers du syndicalisme révolutionnaire, les Pelloutier, Pouget, etc., la C.N.T. s'est prononcée sans hésitation, catégoriquement, pour la seconde solution qui, n'en déplaît à ses détracteurs, se révèle plus valable que jamais.

La lecture de la résolution sur l'orientation, adoptée par le Congrès, reproduite d'autre part, démontrera parfaitement l'importance du travail accompli. Ce document, pourtant rédigé à la hâte, indique avec clarté notre position face aux tâches présentes et futures — salaires, regroupement syndical, participation aux conseils économiques mixtes, instauration d'un nouveau régime économique — : il démontre aussi avec le même éclat à ceux qui se demandent : « De quoi meurt la C.N.T. ? » que la « moribonde » n'est pas en aussi mauvaise posture qu'ils le supposent, que de beaux jours lui seront encore dévolus.

La pérennité de celle-ci sera assurée par la persévérance, l'esprit révolutionnaire du contingent, sans cesse renouvelé, de ses militants œuvrant, en dehors de toute considération personnelle, sous le signe de la solidarité, pour l'amélioration de la condition de tous ceux qui souffrent, de tous ceux qui sont opprimés.

La C.N.T. continue ! Son VI^e Congrès confédéral en a été la magnifique démonstration.

Formulons le vœu que le suivant marquera son épanouissement total.



Effets funestes du pool charbon - acier

Les difficultés que rencontre le pool du charbon et de l'acier ne sont pas pour désarmer les sceptiques de la première heure sur la témérité de ce plan élaboré par un homme bien au courant de la question, puisqu'il est marchand de cognac.

De récentes informations nous apportent une raison confirmant notre pessimisme. En effet, grâce à l'apport substantiel de l'aide américaine, les usines sidérurgiques du Nord et de l'Est ont été pourvues d'un outillage analogue à celui des usines américaines. Une concentration de la production conduit à l'abandon de la méthode adoptée lors de la drôle de guerre qui essaïma les usines dans les régions du Centre et du Sud-Ouest pour les soustraire aux attaques ennemies.

L'attribution des fameuses commandes off-shore, voire celles devant faire face à la coûteuse et inutile guerre d'Indochine, a constitué un lourd handicap pour ces usines situées en dehors des centres de production de matières premières. C'est ainsi que l'une des grandes affaires industrielles du Gard, la Société des Mines, Fonderies et Forges d'Alès, dont on annonce une situation financière difficile, pour une cause qu'on dissimule adroitement, se trouve contrainte de réduire son activité.

Un programme de compression énergétique s'est révélé nécessaire au Conseil d'Administration de cette firme qui va se traduire par le licenciement d'environ un dixième du personnel ouvrier et employé.

Des cas analogues se présentent dans les fonderies du bassin d'Aquitaine qui vont amener une situation tragique pour une partie du personnel.

Du côté minier, la situation est aussi angoissante. La répartition du charbon pour l'ensemble des bassins a provoqué des fermetures de puits en 1953 allant de quatre jours et demi en moyenne dans la Loire, à deux mois pour la Provence, en pas-LALIME.

(Suite page 4)

19 Juillet

L'A.I.T. doit organiser la lutte

LE 19 juillet 1936, répliquant irrésistiblement au putsch déclenché par la clique militaire, dirigée par Franco, le prolétariat espagnol, sous l'impulsion de la C.N.T. et de la F.A.I., prit les armes et, en quelques jours, rétablit à son avantage une situation considérée absolument désespérée.

L'ennemi neutralisé, il fallut s'organiser rapidement. Nos camarades donnèrent à une magnifique démonstration de leur capacité réalisatrice. Complètement livrés à eux-mêmes, ils s'attelèrent à la tâche surhumaine qui consistait à assurer la vie économique du pays et organiser la guerre libératrice.

Trois ans durant, une lutte farouche se poursuivit. Trahis ou abandonnés par ceux en qui ils avaient placé tous leurs espoirs, les meilleurs fils que comptait l'Espagne, submergés, mais refusant de s'avouer vaincus, furent contraints à l'exil. Les camps de Gurs, Argelès, de sinistre mémoire, furent l'aboutissement de cette poignante épopée.

Dix-huit années se sont écoulées depuis qu'elle débuta. Des événements formidables, plusieurs guerres, ont bouleversé le monde.

La C.N.T. espagnole, à l'intérieur comme en exil, avec une persévérance inimaginable, s'est reconstituée. Front haut, ses militants incorruptibles continuent, contre Franco, une lutte implacable, donnant au prolétariat international une belle leçon de courage.

Pourtant, le bourreau responsable des massacres de Guernica, Badajoz, Almería, est toujours là, plus puissant, plus arrogant que jamais, conscient de l'appoint que représente, pour lui et son régime, l'appui du Vatican et des U.S.

Faut-il en déduire que tout espoir

est perdu, que l'ignoble assassin est assuré de l'impunité, qu'il mourra dans son lit, en bon général qui se respecte ?

Non !

Franco n'échappera pas au châtiment qu'il mérite. Tout comme Hitler et Mussolini, il disparaîtra couvert d'opprobre; beaucoup plus tôt peut-être que nous ne le prévoyons.

Aussi, notre vigilance ne doit pas se ralentir un instant et en attendant l'occasion propice nous devons continuer à travailler au regroupement des forces saines du syndicalisme révolutionnaire pour en faire un bloc compact, homogène.

Voilà clair, ne pas surestimer ses forces, ne pas s'illusionner sur l'aide qu'on peut attendre de ceux qui se réclament de l'antifascisme, de la démocratie, des syndicats libres. De graves erreurs ont été commises sur ce point. IL NE FAUT PAS LES REPETER.

Qu'on n'oublie pas que les plus
(Suite page 4)

SUPER TRAVAIL

dans le bâtiment

Un mal terrible ronge les ouvriers du bâtiment : le travail à tâche, au mètre, au forfait. Il a atteint depuis longtemps la corporation des carreleurs et ceux-ci se battent parmi des chiffres nombreux pour savoir combien telle pose de telle plinthe, de tel quart-de-rond, de tels, etc., doit leur rapporter.

Il s'implante de plus en plus dans les autres corporations du bâtiment et du bois, notamment chez les plâtriers et les briqueteurs.

Oh ! certes, il amène de gros salaires; si ce mot de « salaire » est encore juste dans ce cas, car cela devient plus exactement un contrat de collaboration en quelque sorte avec le patron, rapportant des payes élevées aux compagnons se prêtant à une telle besogne, mais aussi des super-bénéfices au patronat. Collaboration qui ne peut nuire en fin de compte qu'à l'ensemble des ouvriers du bâtiment et au mouvement syndical.

Travail nuisible pour les intéressés eux-mêmes. L'appât d'un gain élevé les fait suer à la tâche pendant non seulement 48 heures la semaine, mais 50, 60 heures ou même plus, et certains imbéciles vont jusqu'à bosser le dimanche. A quoi leur servira tout ce fric gagné le temps où ils seront à bout de force, le jour où le chômage les atteindra, chômage déjà ancré dans le bâtiment, aussi paradoxal que cela puisse paraître dans une branche d'industrie où le travail ne devrait pas manquer.

Travail nuisible pour les garçons, les manœuvres qui les servent, se crevant, souvent à 120 balles de l'heure, pour ces nouveaux ouvriers bourgeois. Et un camarade nous cite le cas d'une différence de « salaires » de 10.000 francs par semaine entre

compagnon briqueteur et garçon.

Travail nuisible pour le mouvement ouvrier, syndical, et de ce fait pour l'ensemble des gars du bâtiment. La combativité ouvrière diminue. Ces ouvriers bien payés arrivent à se moquer éperdument des revendications ouvrières. Ils se contentent de la classe ouvrière. Les compagnons qui, volontairement ou non, ne se prêtent pas à ce jeu diabolique, les manœuvres, ont plus de mal à arracher des salaires élevés, l'éventail hiérarchique s'étale d'une manière ignoble, la division, la désolidarisation entre ouvriers s'accroissent, le manœuvre, super-exploité, se retrouve seul pour défendre son maigre bifteck. Les heures supplémentaires ne se comptent plus pour ces ouvriers productivistes, pour les garçons qui les servent, pour les travailleurs payés à l'heure qui dans l'impossibilité de ce fait de faire augmenter leur salaire se laissent tenter par ces heures supplémentaires. Et de tout cela le syndicalisme et ses perspectives ouvrières meurent pour le plus grand profit du patronat, et celui tout relatif de ces travailleurs à tâche.

La C.N.T. lutte pour des salaires élevés mais d'une manière qui ne doit pas profiter au patronat, comme c'est le cas dans le travail à tâche, au mètre, au forfait, mais au contraire d'une façon permettant le recroisement du capitalisme. Ses revendications sont un retour au pouvoir d'achat de 38, basé sur 40 heures par semaine, premières étapes dans une lutte jusqu'à disparition du patronat. Revendications égales pour tous, anti-hiérarchiques, contre toutes normes de productivité.

L'assemblée générale du S.U.B.
PIERROT-LE-MANŒUVRE.
(Suite page 4)

RESOLUTION SUR L'ORIENTATION adoptée par le Congrès de Marseille

Le Congrès, après avoir entendu les diverses interventions sur les tâches présentes et futures sur la tactique et en général l'orientation de la C.N.T., déclare :

Que les revendications immédiates et matérielles des travailleurs malgré leur insuffisance (augmentation des salaires et réduction de la semaine de travail) sont du domaine de ses préoccupations, mais qu'elles ne peuvent être satisfaites qu'au moyen de l'action directe, de la pression ouvrière sur l'édifice patronal.

Affirme que ces revendications immédiates, légitimes et nécessaires, peuvent devenir un piège pour les travailleurs si elles leur faisaient oublier, comme cela est souvent le cas, que le véritable problème est celui de leur complète libération sociale, qui ne peut devenir une réalité qu'après la disparition du patronat et de l'Etat, par l'instauration d'une économie nouvelle dans laquelle les syndicats auront la gestion de la production.

Pour rendre cette transformation possible, la C.N.T. affirme que l'action des travailleurs doit se dérouler en dehors de toute ingérence, avouée ou non, d'une organisation politique, philosophique ou religieuse, comme en dehors de toute promiscuité avec les autorités patronales et étatiques.

En conséquence, réaffirmant, une fois de plus, dans ses positions les principes, les buts et les tactiques de l'Association Internationale des Travailleurs, la C.N.T. rejette toute idée d'entrer dans les comités d'entreprise, organismes de collaboration susceptibles d'éloigner les travailleurs de l'action directe, qui ne doivent pas être confondus avec les délégations du personnel dans lesquelles les travailleurs ont leur place pour la formulation de revendications. Elle rejette également toute idée de se faire représenter dans les tribunaux, conseils de prud'hommes (tout en défendant les adhérents de nos syndicats) et dans tous conseils économiques mixtes pouvant exister de l'échelon local à l'échelon international.

La C.N.T. déclare qu'elle se refuse à tout compromis avec les autres confédérations existantes et que les revendications qu'elle peut être amenée à présenter ne donneront lieu pour elle à la participation d'aucun comité de liaison tendant à établir des rapports avec des organisations.

Dans le domaine de l'action de base, la C.N.T. proclame la nécessité d'épauler les travailleurs dans tous les cas où ils se disposent à passer à l'action dans la mesure où celle-ci n'est pas la conséquence d'une influence extérieure ou étrangère à leurs intérêts propres. Pour cette raison les seuls organismes de liaison auxquels les militants de la C.N.T. se sentiront obligés de participer seront les comités de grève.

La C.N.T. doit tendre à l'écrasement de la hiérarchie, à la suppression de tout travail aux pièces ; elle s'opposera par tous les moyens à la pratique des heures supplémentaires et se prononce contre toutes les formes de primes.

Dans les circonstances actuelles, la C.N.T. ne peut donc faire siennes des revendications de salaires établies en fonction des coefficients hiérarchiques, qui aboutiraient, si elles étaient satisfaites, à des augmentations

(Suite 4^e page)

COMMUNIQUÉS

NOS NOUVEAUX RESPONSABLES

Le Bureau Confédéral issu du 6^e Congrès de la C.N.T. a été constitué comme suit :

Secrétaire à la Propagande : Emile Akoun ;
Trésorier confédéral : André Maille ;
Administratrice du « C.S. » : Armonia Munoz.

Secrétaire général : Yves Prigent ;

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

André RAUX, 37, rue du Regard à Soisy-sous-Montmorency (S.-et-O.). C.C.P. 233-92 Paris.

S.U.B. - ASSEMBLEE GENERALE

Dimanche 18 Juillet à 9 heures à la « Chope du Combat », 2, rue de Meaux, Paris-19^e. Métro : Fabien

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21.

ATTENTION!

Les trésoriers locaux et régionaux sont priés de noter l'adresse et le compte courant du nouveau trésorier.

DANS NOS RÉGIONS

6^e UNION REGIONALE

Pour tout ce qui concerne le Secrétariat régional, s'adresser au camarade Yvon Bonnet, C.N.T., Bourse du Travail, Place St-Sernin, à Toulouse (H.-G.).

Pour la trésorerie régionale s'adresser au camarade Vicente Joseph, boulevard de la Marne, Pont-des-Demoiselles, à Toulouse (H.-G.). C.C.P. Toulouse 1537-88.

8^e UNION REGIONALE

MEETING D'INFORMATION

Le dimanche 4 juillet 1954, à 10 heures, dans l'amphithéâtre de l'ancienne Bourse du Travail, 42, rue de Lalande, à Bordeaux.

Les méfaits des coefficients hiérarchiques.

Ce que propose la C.N.T. Travailliers, assistez nombreux à ce meeting. Aidez la C.N.T. dans sa lutte vers l'émancipation totale de la classe ouvrière.

Les revendications de salaires.

Les Syndicats de la 8^e U.R.

Librairie

Livres d'éducation sexuelle

- C. ALBERT. — L'Amour libre. 300, 330.
ARMAND. — Amour libre et liberté sexuelle. 20, 30.
A. BINET. — L'Amour et l'émotion chez la femme. 240, 270.
A. BINET et J. HARTEMANN. — Les Rapports sexuels et leurs déficiences chez la femme. 240, 270.
Dr P. CHAVANON. — Nous, les... Cobayes. 380, 410.
Dr MARCHAL et O.-J. de MERO. — La Liberté de la conception. 450, 480. Le Calendrier de la femme (annuel). 180, 190.
Dr PELLETIER. — L'Emancipation sexuelle de la femme. 80, 110.
M^e J. VASSIVIERE. — La Virginité chez la jeune fille. 30, 45.

Livres et Brochures d'éducation

- V. ALBA. — Le Mouvement ouvrier en Amérique latine. 550, 595.
P. BESNARD. — L'Éthique du syndicalisme. 50, 80. Le Monde nouveau. 180, 210. La Paix. 100, 130.
J. de CASTRO. — Géopolitique de la Faim. 990, 1.035.
E. CHAUMEL. — Histoire des chemins et leurs syndicats. 280, 310.
M. COLLINET. — Essai sur la condition ouvrière. 510, 555. Esprit du syndicalisme. 550, 595.
J. DANOS et GIBELIN. — Juin 36. 550, 595.
E. DOLLEANS. — Féminisme et mouvement ouvrier, la vie de G. Sand. 420, 450. Histoire du mouvement ouvrier. T. I 1830-1871. 450, 495. T. II 1871-1936. 450, 495.
E. DOLLEANS et M. CROZIER. — Mouvement ouvrier et socialiste. Angleterre, France, Allemagne, Etats-Unis, 1750-1918. 1.500, 1.600.

- M. DOMMANGET. — Histoire du 1^{er} Mai. 750, 795.
J. JACQUES. — Vie et mort des corporations. 125, 155.
P. LOUIS. — Histoire du mouvement syndicaliste en France. T. I 1789-1918. 300, 330. T. II 1918-1948. 300, 330.
R. LAMBERET. — Mouvements ouvriers et socialistes. L'Espagne (1750-1936). 645, 700.
A. LEONETTI. — Mouvements ouvriers et socialistes. L'Italie (des origines à 1922). 570, 615.
J. MAITRON. — Le Syndicalisme révolutionnaire. Paul Delassalle. 550.
A. MARC. — Avènement de la France ouvrière. 300, 345.
MUSEE SOCIAL (Le). — Guide pratique des A.S. et de la retraite des vieux travailleurs. 250, 280.
F. PELLOUTIER. — Histoire des Bourses du travail. 300, 345.
M. RAGON. — Histoire de la littérature ouvrière. 510, 540.
J. RENNES. — Le Syndicalisme français. 300, 345.
W. VOGT. — La Faim du Monde. 450, 495.
WALLING. — Le Mouvement ouvrier et la Démocratie aux E.-U. 300, 370.
G. WOODKOCK et I. AVAKOUMOVITCH. — Pierre Kropotkine. Le prince anarchiste. 790, 835.

EXPEDITION:

Pour les recommandés joindre 40 francs par colis, en plus.

C. C. Postal de la Librairie, Paris C. C. 7.473-08, M. Marchetti Robert, 1, rue Dulaure, Paris (20^e).

De force, nous sommes des révoltés

L'argent roule, coule, fructifie, cela pour une classe bien spécifiée de notre société capitaliste : la classe possédante, la classe bourgeoise. Et si les nuits peuvent nous montrer les orgies des boites nocturnes où ces messieurs font la foire, quittes, par ailleurs, à prêcher la morale ou à mépriser l'ouvrier qui boit pour oublier souvent sa misère, son taudis, sans avoir besoin de la nuit et des boites pour se cacher.

Si les hivers rigoureux pour nous, argentés nous montrer tous ces snobs argentés se hâtant vers les sports d'hiver, les étés étalent l'opulence de formes souvent peu esthétiques, sur les plages mondaines, ; on le voit, usant de riches bagnoles — ces « poubelles roulantes », comme le criait un jeune copain de la mouise — poubelles de luxe fongant, se moquant éperdument des jeunes « auto-stoppeurs » aux maigres ressources, brûlant d'atteindre leurs terres de plaisir : Côte d'Azur, montagne, mer ou campagne, entassant dans leur carrosserie papa, maman, les gosses, la belle famille bien de chez nous quoi ! en route vers le repos d'une année bien gagnée sur le dos des prolétaires de tout âge, de l'âge tendre de l'enfance, déjà misérable, à celui de la retraite, maigre repos (quand cela est un repos) avant de mourir de misère.

C'est pour remplacer un jour cette société pourrie, pour la remplacer par le communisme libre, le véritable communisme, que nous combattons tous les jours par le syndicalisme révolutionnaire. Et dans ce combat, nous luttons pour des revendications répondant aux réels besoins actuels de la classe ouvrière, qui, tout en apportant un peu de mieux-être passager, doivent viser avant tout à l'écrasement du capitalisme.

La voix de la justice ne peut être étouffée. La justice pour tous. Et les jeunes ont leur voix, leurs revendications à faire entendre. Ils fournissent autant d'effort au travail que leurs camarades adultes et pour cela revendiquent la suppression de l'abattement d'âge, l'assurance du travail avant et après l'esclavage militaire, un apprentissage réel pour tous, des vacances saines, la suppression de l'exploitation forcée de gosses et de jeunes, comme cela se produit dans des usines de produits chimiques, ou de textile chez nos sœurs de travail. Ils ne veulent pas être des mousses employés à procurer la boisson sur les chantiers. Bien d'autres revendications de jeunes sont à poser. Aux jeunes de les découvrir, de combattre pour leur aboutissement en liaison avec les camarades plus âgés, dont les problèmes de vie sont inséparables, en militant dans les syndicats, en secourant les artifices bourgeois pouvant les détourner de la lutte vitale. Certes, le sport, le camping, les loisirs nous sont nécessaires, jeunes camarades, mais ils ne doivent pas nous faire délaisser la lutte du syndicalisme, la lutte révolutionnaire.

Car le capitalisme nous oppresse toute notre vie. Un de ses aboutissements nous guette spécialement : le chômage.

Chômage s'étendant aux jeunes pour les embrigader dans une solution de facilité : l'armée. Combien de

jeunes que la misère assaillait, trompés par les affiches mettant en relief l'aventure, le goût de l'action, l'argent, se sont engagés dans cette horrible tuerie d'Indochine ! Je ne leur jette pas la pierre, mais les jeunes syndicalistes révolutionnaires, malgré la misère, malgré le chômage, crient : « Non ! à la guerre. Non ! à l'armée ! ». Et nous saluons nos camarades belges qui, par leur rébellion, soutenue par la classe ouvrière, s'élevèrent contre une prolongation du service militaire ; nous saluons les jeunes objecteurs de conscience qui, même si leur révolte relève d'un sentiment religieux, refusent, au prix de la prison, le service militaire.

Penons garde ! Le capitalisme, depuis l'âge de l'école, tente de nous masquer son véritable visage. L'éducation de la jeunesse est déformée par une éducation adaptée aux besoins du régime en un mot une éducation bourgeoise (qu'elle soit laïque ou religieuse) alors qu'une éducation supérieure, permettant l'accès à des professions telles que l'enseignement, la médecine, la technique, est réservée à une classe bien déterminée : la classe bourgeoise.

Prenons garde à ce capitalisme qui crée sa morale hypocrite, aidée par les religions, morale qui détourne des vrais problèmes, morale qui tend à nous cacher notre propre misère.

Elle y a presque parfaitement réussi en cachant (ou en englobant dans une charité morbide), la misère d'une grande partie de la jeunesse et de l'enfance prolétaire : celle des abandonnés, des têtards, des vagabonds. Face à la démagogie charitable d'allocations familiales, mal comprises, des colonies de vacances paternalistes où l'on apprend aux gosses à saluer le torchon tricolore, à suivre les pas de moniteurs, des orphelinats religieux couverts par les cornettes des bonnes sœurs, je veux crier ici la haine de milliers de gosses, de millions de jeunes qui n'ont pas demandé à vivre, mais puisqu'ils sont sur cette terre, veulent vivre en dehors d'une misère que le capitalisme cache soigneusement. Je le fais en jeune syndicaliste, car si l'Association Internationale des Travailleurs combat la guerre, combat l'armée, il est nécessaire de savoir que cette armée recrute ses mercenaires bien souvent dans cette jeunesse de la mouise, dans cette jeunesse que la bourgeoisie a emprisonnée dans sa morbide charité, de l'Assistance Publique aux centres dits de rééducation.

Je le fais en syndicaliste, car j'ai vécu cette misère, avec des jeunes, avec des gosses ; pour sortir de cette déchéance, il faut détruire le régime de profit pour la bourgeoisie, de famine pour nous ; cette destruction du capitalisme est précisément le rôle de la C.N.T., de l'A.I.T., du syndicalisme révolutionnaire.

Nous accusons le capitalisme de la misère des gosses, de nos taudis, misère des zones qui apporte une atmosphère de cris, de pleurs, de scènes d'ivresse, de maladie et de mort. Et l'humiliation que constitue la visite de l'Assistance sociale hystérique, de la jeune pucelle bien-pensante et très charitable des œuvres de M. le Curé, nous écoëure. Misère

des gosses martyrisés par des parents dégénérés par cette vie de chiens, misère des gosses de marins laissés sans instruction, les prix de pensions étant trop élevés par rapport au salaire du marinier.

Nous accusons le capitalisme de la masturbation collective du cerveau de nos gosses, par l'idée de patrie, de hiérarchie, de morale, d'esclaves, comme nous accusons les religions de venir prêter main-forte à cette aliénation du cerveau.

Nous accusons le capitalisme du vagabondage de bien des gosses, qui dès l'âge de 8 ans, contractent le vice de voler, de mentir, voire de tuer pour subsister, cela à l'image d'une société qui vole, ment, tue tous les jours, dans la légalité.

Nous accusons le capitalisme d'avoir offert à ces gosses par la vindicte bourgeoise, appelée justice, les centres de rééducation où l'on inculque le respect du chef, le mouchardage, l'idée de Patrie et de Religion, centres de rééducation où l'on noie la personnalité dans l'uniforme et les hurlements d'ordres, comme à Montesson, centre de rééducation, demeure une véritable prison, comme à Juvisy, centre où l'on appellera l'armée à l'aide et où l'on offrira à cette jeunesse des débouchés dans cette armée, comme à Dijon, centre de rééducation où des idiots d'éducateurs se feront un plaisir de commander, incapables de faire d'autres travaux dans la vie, que celui de flic ou de juteux, éducateurs et directeurs de centres vivant ainsi par les gosses, parfois scandaleusement, comme au centre des Rosières, de Troyes.

Nous accusons le capitalisme et son Assistance Publique où l'on enverra les gosses dans les départements morts du Lot et de la Creuse, au profit de cultivateurs parfois riches, parfois misérables, mais où ces gosses ne seront pas heureux. Nous l'accusons de faire apprendre parfois un métier à ces jeunes sans tenir compte de leurs désirs.

Nous accusons le capitalisme de la misère des gosses malades, des gosses de sanas, des gosses crevant de faim sur toute la surface de la terre, crevant de froid comme cet hiver, des gosses orphelins de Corée, d'Indochine, des colonies où la répression s'abat impitoyable et où la vie de l'enfant n'est même pas respectée, des filles du prolétariat amenées par la misère à vendre leur chair au profit des souteneurs, jusqu'à être exportées en Afrique du Nord dans les « bousbois » du hideux pacha de Marrakech, le salaud nommé El Glaoui, digne serviteur des capitaines, des flics et des militaires français. Nous n'oublions pas non plus la misère morale des gosses Rosenberg, des gosses Finaly.

Nous accusons le capitalisme de n'offrir à ces jeunes, misérables, qu'une solution : l'Indochine. Le jour où la France hystérique chialait la perte du boucher pédéraste De Latre de Tassigny, partait de Pontoise un contingent composé pour les deux tiers des jeunes de l'Assistance Publique.

C'est pourquoi, jeunes de la mouise, nous crions notre haine à la face de la bourgeoisie, bourgeoisie inface

(Suite page 3.)

LES JEUNES ET L'ACTION MILITANTE

Les esprits chagrins pour s'excuser de leur inaction, s'en prennent aux jeunes qu'ils accusent ouvertement de « je m'en foutisme », parce qu'ils veulent une autre ambiance d'existence ou de méthodes de luttes. Ainsi, par notre prétendue faute, nous reculons devant nos exploitateurs, peu soucieux de progrès social.

Certes, avant comme après la première guerre mondiale, bien des avantages sociaux que nous possédons encore, ont été obtenus par le courage et la persévérance des anciens.

Depuis, l'apathie des foules, l'indifférence des jeunes ont répondu aux sirènes politiciennes tandis que la division rongé le mouvement ouvrier acculé à la défensive.

Ce mal est-il imputable à la jeune génération ?

Non ! car bien souvent, nous ne manquons ni de flamme ni d'enthousiasme, en particulier pour la défense de nos idéaux et conditions de vie.

Les guerres subies nous ont profondément marqués. Outre la sous-alimentation, le dénuement moral et matériel, les ruines, la guerre a apporté son cortège de misères, le retour à l'esprit de lucre et à l'instinct grégaire. Les valeurs morales de nos prétendues « élites » se sont effondrées, illustrées par le règne du marché noir.

Bien pire ! Nous déplorons le vide causé par l'absence d'éducation ouvrière de ceux qui ont, aujourd'hui, entre vingt et trente ans.

Loin de moi la pensée de jeter la pierre aux malheureux qui ignorent leur histoire, celle de leur classe, non celle de leur « patrie ».

A part une minorité, groupée dans les syndicats, Auberges de la Jeunesse, « jeunesses politiques », combien connaissent les étapes du mouvement ouvrier. Un militant n'est pas nécessairement cultivé pour s'affirmer dans l'action. Toutefois, l'enrichissement du savoir procure bien des joies et arme efficacement les militants dans le dur combat contre l'exploiteur.

Pour ne pas gaspiller nos énergies, nous devons allier enthousiasme et esprit d'organisation.

Sans démagogie, frayons-nous un chemin pour présenter notre programme particulier, spécifiquement jeune :

— Accroissement des congés payés pour tous avec un mois minimum.

— Fondation de « foyers de jeunes », avec accès aux terrains de sport, piscines, bibliothèques, musées, caravanes de campeurs, etc...

En un mot, tout faire pour intéresser nos camarades jeunes inorganisés, afin d'empêcher les deux églises : Rome et Moscou, d'enrégimenter la jeunesse au travers de la J.O.C. et de l'U.J.R.F.

Les tâches éducatives méritent toute notre attention. Notre salut en dépend.

Albert SADIK,
Syndicat des Employés.

AU JAPON

Comme le faisait prévoir le bulletin des « Trade-Union » du Japon, des incidents sont survenus à la Diète japonaise, mettant aux prises, violemment parfois, les représentants du peuple.

C'est le départ de Yoshida pour un périple dans les capitales du monde : Etats-Unis, Angleterre, France, etc., qui motiva les bagarres annoncées discrètement par la presse. Ce voyage approuvé par le gouvernement américain n'a pas l'heur de satisfaire le peuple japonais qui commence à manifester de l'impatience, devant la prolongation du M.A.S. (Military aid Service) ; en clair, il s'oppose à subvenir plus longtemps aux frais de l'occupation ennemie.

Devant l'attitude du vaillant peuple japonais, trop longtemps opprimé, notre voix syndicaliste révolutionnaire ne peut que crier « bravo » ; les épreuves que lui ont apportées les progrès de la science, tant par les criminels bombardements de 1945, que par les récentes expériences du Pacifique, sont aggravées par l'emprise que manifeste le capitalisme américain sur ce pays dont il cherche à faire un de ses satellites à l'égal de sa rivale soviétique.

Souhaitons que l'esprit de décision de nos camarades japonais triomphe de l'hégémonie étrangère.

L. ROUSSEL.

Propos sur le syndicalisme

Le syndicalisme est-il capable, et dans quelle mesure, d'analyser les conditions d'existence des travailleurs et de mettre la production au service des hommes ?

Telle est la question qui fut soulevée par le « Mouvement Français de l'Abondance » qui, grosso modo, prétendit que le syndicalisme était périmé. Qui ose le nier ? Il est incontestable que le syndicalisme réformiste, étatiste, dictatorial tel que celui de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., des Indépendants ou autres Astato-syndicalisme (néologisme barbare) est périmé, pire que cela, ce syndicalisme est un véritable obstacle, un danger permanent pour l'émancipation intégrale des Travailleurs.

En est-il de même du Syndicalisme Révolutionnaire de l'A.I.T. dont la C.N.T. est membre actif ? Au risque de froisser les éternels pêcheurs en eau trouble, nous affirmons que si l'anarcho-syndicalisme n'a pas trouvé jusqu'ici la considération qu'il mérite c'est parce qu'il se heurte à une opposition obstinée qui exclue tout argument objectif. Cette opposition provient d'opinions toutes faites ainsi que d'un subjectivisme intégral, expression d'un état d'esprit strictement personnel qui n'a rien de commun avec une opinion raisonnée, contrôlable, analysable.

A ceux qui nous reprocheront de prendre trop ouvertement parti, nous leur répondrons qu'il est toujours préférable de se laisser guider par des hypothèses que ne sont pas en contradiction avec les faits observés. En effet, la valeur d'une théorie se juge à la suite des idées et des actions qu'elle inspire et, qu'on le veuille ou non, cette vérité élémentaire confirme l'anarcho-syndicalisme qui n'a pas à craindre le jugement de l'avenir parce que celui-ci s'achemine vers une société plus conforme aux nécessités vitales de tous les humains.

Le passé fourmille d'expériences malheureuses, de désillusions, de déceptions, de trahisons, de ce fait seul l'ordre logique dans la présentation des résultats de nos expériences est une condition première qui nous permettra d'éviter le renouvellement des erreurs. Or l'expérience a tranché le débat, elle nous a démontré que les Partis politiques, religieux, dictatorial, ainsi que les Centrales Syndicales Réformistes au service de la politique, de la religion, de la dictature, sont cause de mécontentement, parfois de haine entre ouvriers. N'ayons crainte de le dire, aucun parti politique ou philosophique n'est capable de faire l'unité ouvrière, il en est de même des Centrales Réformistes, bonnes à tout faire au service de l'Etat et des partis. En revanche, l'anarcho-syndicalisme ou Syndicalisme Révolutionnaire qui est, par essence, anti-étatiste, anti-politicien, absolument indépendant, internationaliste, qui préconise la transformation sociale par la destruction intégrale de l'exploitation de l'homme par l'homme, est la seule organisation qui peut et doit réaliser l'unité ouvrière. Dès lors il n'appartient qu'il est plus que jamais indispensable de détruire la légende que des gens sans scrupules font circuler au détriment de notre organisation.

« L'affirmation d'un événement est vraie si l'événement est réel. Le vrai est la coïncidence du réel et de l'affirmé, donc une loi n'est loi que lorsqu'elle a été vérifiée, ce qui veut dire

que nous dépendons de l'expérience. » Or l'expérience révèle que tous les êtres humains sans exception ont besoin, pour se perpétuer, de respirer, de se nourrir, de boire, de se reposer, faute de quoi ils dégènerent puis trépassent. Dès lors il est compréhensible que la société n'a de raison d'être que si elle entraîne le perfectionnement de l'être. En effet, le perfectionnement de l'outil est secondaire, celui-ci doit être perfectionné et employé aux fins d'éviter la peine des hommes et non pas, comme cela se produit dans la société capitaliste où l'homme est, honteusement, sacrifié à l'outil ou à l'argent. Voilà pourquoi lorsqu'on veut comprendre un événement il faut, au préalable, rattacher sa singularité à l'essence exprimée par une loi et parmi les lois scientifiques en voici une qui affirme que, « chez l'homme, pour des raisons bien évidentes, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir des souches pures du point de vue génétique », cela nous permet de dire que la prétendue supériorité des uns sur les autres, de même que la hiérarchie sociale, de classe, de caste, n'est que mythe au service de la spéculation métaphysique. Que l'on songe aux conditions de vie liées aux questions de nourriture, de climat, de sécurité sociale, immédiatement force nous est de reconnaître que l'Etat, le Capitalisme, l'Eglise, par l'entremise de l'école, sculptent dans l'enfant des illogismes tels que Héroïsme, Sacrifice, Obéissance envers des entités mythiques, mystiques, irrationnelles telles que Patrie, Dieu, Dictature, Etat. Ces illogismes créent un confusionnisme mental dangereux et préparent l'enfant devenu adulte aux pires actions. Ainsi, contrairement à ceux qui spéculent sur la bêtise et l'ignorance humaine, nous affirmons que le Héros des champs de bataille est un assassin au même titre que le détrousseur qui, pour voler, tue. Tous les deux sont des sadiques inavoués, inavouables. Inutile d'ajouter qu'il en est de même de tout militaire qui, obéissant à des illogismes, tue par devoir ou par crainte d'être tué. Ces faits illustrent le comportement humain et nous donnent l'impression que l'Être est atteint de pararnésie culpable de l'oubli des souffrances endurées au cours des guerres, de révolutions, ou au cours des époques de fascisme noir ou rouge.

C'est vraiment désolant de constater que l'Être s'efforce de satisfaire son besoin de logique par des illogismes et nous voici aux prises avec un illogisme de la dernière heure, la « Sécurité Sociale », qui de plus en plus se transforme en « Exploitation Sociale ». C'est qu'en régime capitaliste, étatiste, tout est subordonné au bénéfice; dès lors la « Sécurité Sociale » se heurte aux intérêts des Grands Administrateurs Industriels et cependant il est incontestable qu'une maladie dite professionnelle est en réalité un « accident du travail » et par conséquent l'ouvrier qui travaille dans des conditions épouvantables, qui est constamment soumis à l'action corrosive des produits chimiques, finira tôt ou tard par subir le choc de la corrosion : goudron, plomb, couleur, aniline, béryllium, amiante, ammoniac, cobalt, métaux en général, et j'en passe, bref la « Sécurité Sociale » est en passe d'appliquer aux accidents du travail un statut d'exclusion, car les docteurs qui conscien-

cieusement devraient, primo, s'évertuer de préserver la santé; secundo, se mettre au service des blessés, prétendent sacrifier ceux-ci à leur intérêt personnel. Voilà pourquoi l'ouvrier, principal intéressé, est toujours exclu du dialogue entre médecin de la « Sécurité Sociale » et celui qui soigne l'ouvrier de sorte que dans cette histoire l'accidenté fait figure d'intrus, cependant il est impossible de faire de la médecine sans tenir compte de la structure sociale dans laquelle le blessé évolue, sans se rendre compte que ce qui importe avant tout c'est... redonner aux blessés toute leur valeur. Mais la société capitaliste étatiste, par ses conflits n'est pas à la mesure de l'homme réel, elle est abstraite, elle ignore l'homme concret ainsi que ses conditions d'existence. Elle est constamment en contradiction avec son idée unitaire de l'homme et le statut contradictoire qu'elle lui donne. Tout ce qui précède prouve que le syndicalisme a du pain sur la planche et confirme qu'il faut retourner au plus tôt aux saines méthodes du Syndicalisme Révolutionnaire. L'expérience a prononcé son verdict : le Syndicalisme Réformiste n'est plus du Syndicalisme, c'est une foire politique où les spéculations métaphysiques, irrationnelles, ont créé l'état désastreux dans lequel la classe ouvrière se débat.

Il est donc très urgent de réagir, de passer à l'action et d'appliquer les principes de l'A.I.T., seule planche de salut pour tous les exploités, les damnés de la terre.

Luc BREGLIANO.

S. I. A. nous communique

Le Comité National de la Solidarité Internationale Antifasciste, informe les adhérents, Sections et amis de S. I. A. de la formation d'une Section de S. I. A. Canadienne.

En effet, dans une assemblée de camarades idéalistes affinitaires qui a eu lieu le 21 mars 1954, à Montréal, il a été décidé de former une branche de S. I. A., tous les assistants s'étant déclarés d'accord avec les statuts de la Section Française de S. I. A.

Ce Comité National a une correspondance suivie avec les camarades Canadiens depuis janvier 1954, apportant son appui moral et matériel à la réalisation de la Section Canadienne.

Les adhérents de S. I. A. seront informés par la voie de circulaire, de la vie de la S. I. A. Canadienne.

Pour le C.N. de S. I. A.
Le Secrétaire :

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

**LA CHARTE
DU SYNDICALISME
REVOLUTIONNAIRE**

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

CNT
Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17. rue de Clignancourt.

POUR UNE SECTION FÉMININE CENETISTE (C. F. C.)

A mes chères compagnes de lutte, Salut !... vous n'êtes guère nombreuses, hélas ! mais vous représentez « l'élite agissante des Travailleuses Syndicalistes Révolutionnaires ». Aujourd'hui, je vous lance un appel à l'union, pour créer, au sein de la C.N.T., une Section Féminine Cénétiste (S.F.C.) qui œuvrera pour l'émancipation réelle de toutes les travailleuses, en tant qu'êtres mûrs et conscients aux points de vue idéologique et révolutionnaire de classe.

Voici d'abord quatre pensées de base à méditer :

1. « L'ordre n'est pas le fruit de l'autorité, mais de l'organisation » (Proudhon).

2. « La meilleure propagande : c'est l'exemple ! »

3. « C'est l'union dans l'organisation qui fait la force ! »

4. « Sans unité idéologique, pas d'unité organique possible ».

Avoir une idéologie ne signifie pas avoir une appartenance politique. Notre idéologie syndicaliste libertaire milite pour l'émancipation intégrale, en vue de l'affranchissement révolutionnaire de la classe ouvrière de tous ses exploités, mœurs et matériels.

Nous luttons pour instaurer l'économie distributive du véritable communisme, qui dit : « A chacun selon ses besoins »... se différenciant en ceci du socialisme qui dit : « A chacun selon ce qu'il produit ».

Notre unité idéologique ce sera notre identité de vues, de moyens et d'actions à mener en commun, et en coordination parfois avec d'autres organisations : A LA BASE !... non pas pour une prise de pouvoir politique par le prolétariat, mais pour la prise de possession de tous les moyens de production, par les travailleurs au profit des travailleurs eux-mêmes !... par la gestion de la production et de la distribution, sans tutelle au-

De force, nous sommes des révoltés

Suite de la page 2

pable d'autre part de donner une vie réelle, une vie naturelle à ses propres rejetons. Si pour elle un jeune du prolétariat devenant gangster est banal, elle pousse de hauts cris scandalisés et hypocrites quand un J3 bourgeois tue et vole. Et pourtant, elle idéalise un crime celui du patriotisme, dans les mouvements de jeunesse, comme le scoutisme. Elle va jusqu'à l'enrôlement dans cette formation militaire de jeunes que constitue son institution d'enfants de troupe. Elle va jusqu'à l'emprisonnement à vie et l'aliénation complète du cerveau en provoquant chez ces mêmes des vocations de prêtres ou de nonnes.

Nous n'avons pas à faire l'apologie de la haine. Mais cette misère de l'enfance, cette misère de la jeunesse, sont pour nous, jeunes, une raison supplémentaire de combattre ce que nous accusons une fois de plus : le capitalisme.

Bourgeois, ce ne sont plus vos portefeuilles que vous tremblerez un jour, ce sera sur vos privilèges de classes. Et nous espérons simplement que tous ces jeunes de la mouise, se dérobant un jour à votre charité chrétienne ou laïque, prendront part à la lutte finale du syndicalisme : l'instauration d'une société d'hommes libres et égaux. P. MORAIN.

cune : tel sera le rôle des syndicats révolutionnaires, mes chères camarades.

Bien des femmes sont encore en retard sur l'évolution révolutionnaire à cause de l'ambiance où elles ont vécu, et aux conditions difficiles d'une existence indépendante.

Comme on taille une plante pour la faire fructifier : sachons abolir en nous-mêmes toute mesquinerie de pensée, de sentiment et d'action. Sachons donc regarder autour de nous, et penser, d'une façon large, haute, généreuse, altruiste.

Maeterlinck a dit : « En toutes choses, il faut viser plus haut que le but qu'on aspire à atteindre. Ne disons pas : c'est dans la mesure, dans l'honnêteté moyenne que se trouve toujours la meilleure vérité. Ce serait peut-être vrai si la plupart des hommes ne pensaient, n'espéraient, beaucoup plus bas qu'il ne convient... et c'est pourquoi il est nécessaire que les autres pensent et espèrent plus haut qu'il ne paraît raisonnable : L'honnêteté moyenne d'aujourd'hui sera prochainement ce qu'il y aura de moins humain. »

A l'origine, le syndicalisme était uniquement et purement révolutionnaire... mais depuis longtemps, les partis politiques, comprenant la force qu'il pouvait représenter, se le sont approprié aux fins de leur propagande spécifique... et le syndicalisme a dégénéré... et le réformisme est apparu.

Malgré tout, Femmes ! sachons que le syndicalisme « Reste un moyen efficace révolutionnaire ».

A nous toutes de savoir l'utiliser pour le bien de l'humanité en marche vers son affranchissement.

Il y a des syndicalistes et il y a des libertaires, mais il y a peu de « syndicalistes libertaires ».

Le syndicalisme libertaire devrait avoir un rôle, une fonction sociale, en plus d'une fonction économique !

Il y a des « syndicalistes réformistes »... qu'est-ce que le réformisme ?... c'est un système selon lequel « le capitalisme se transformera automatiquement dans un régime social et économique nouveau, grâce à l'accumulation graduelle des réformes ».

Or, les réformes n'ont jamais été une solution radicale, et nous savons bien que nos maîtres ne lâcheront pas le pouvoir de bon gré : mais seulement contraints et forcés par l'Action directe des Travailleurs et des Travailleuses !!

Non ! le syndicalisme n'est pas et ne doit pas être seulement « une organisation pour la défense du bifteck ».

A la S.F.C., pas d'évolutionnisme réformiste !!! puisque nous revendiquons « Tout », par l'abolition du patronat et du salariat, par l'expropriation du capitalisme privé ou d'Etat, puisque nous voulons œuvrer pour l'émancipation totale de l'humanité en vue de son affranchissement révolutionnaire !

Femmes !... nous lutterons seulement sur deux points : pour l'émancipation de toutes les femmes et pour une évolution de plus en plus forte de la pensée, et de l'action directe du véritable syndicalisme révolutionnaire.

« Femmes ! nous lutterons avant tout pour notre émancipation intégrale et l'évolution de plus en plus accentuée de notre syndicalisme. »

LOLA.

L'INDEMNITE DE CONGE PAYE AUX GENS DE MAISON DANS LA SEINE

Le « Bulletin Municipal Officiel » a publié un arrêté du Préfet de la Seine fixant les indemnités qui représentent les « avantages en nature » à payer par les employeurs, pendant la durée des congés payés, aux domestiques, gens de maison, serviteurs à gages, etc.

1° Nourriture : l'indemnité journalière par personne sera égale à deux fois le salaire horaire minimum interprofessionnel garanti.

2° Logement : pour une seule personne, 15 francs; pour un ménage de domestiques, 22 fr. 50.

RELEVEMENT DE L'ALLOCATION SPECIALE AUX VIEUX

Toutes les personnes, non salariées qui, à 65 ans, ou à 60 ans, en cas d'inaptitude au travail, ne peuvent bénéficier d'un régime d'allocation-vieillesse (professions industrielles ou commerciales, artisanales, libérales ou agricoles), ont droit à une allocation spéciale, laquelle remplace l'allocation temporaire dite des « économiquement faibles ».

Le montant de cette allocation étant égal à la moitié du minimum de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, elle se trouve donc portée, à dater du 1^{er} janvier 1954, de 28.200 francs à 31.200 francs par an.

De plus, la nouvelle loi élève la limite des ressources annuelles conditionnant le droit à l'allocation de 132.000 francs à 135.000 francs pour une personne seule, et pour un ménage de 180.000 francs à 186.000 fr.

Ce que tout prolétaire doit savoir

LE SALAIRE NATIONAL MINIMUM INTERPROFESSIONNEL GARANTI DOIT ETRE STRICTEMENT APPLIQUE

Le Ministère du Travail a, ces temps derniers, ordonné à ses inspecteurs de veiller, avec une particulière attention à la correcte application des textes portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti, notamment du décret du 5 février 1954, élevant ce minimum à 115 francs par le jeu d'une indemnité horaire.

Tout d'abord, par circulaire TR 4/54, le Ministère avait insisté sur l'importance de l'arrêt de la Cour de Cassation du 10 décembre 1953, confirmant d'une manière péremptoire le droit au salaire minimum des salariés travaillant aux pièces, au rendement ou à la tâche :

« Le droit au salaire minimum national interprofessionnel garanti des salariés, travaillant aux pièces, au rendement ou à la tâche, se trouve ainsi reconnu de manière péremptoire. »

« Je n'ai pas besoin d'appeler votre attention sur l'importance de cette décision qui met fin définitivement aux difficultés auxquelles avait donné lieu l'application du décret du 23 août 1950 modifié aux travailleurs dont il s'agit, difficultés aggravées par la divergence des décisions judiciaires rendues en cette matière.

« Il va sans dire que le droit au salaire minimum garanti ne peut être dissocié du droit à l'indemnité horaire qui, en vertu du décret du 5 février 1954, doit se cumuler avec ledit salaire.

« Le salaire minimum augmenté de l'indemnité constitue en effet le salaire individuel minimum qui doit être payé à tous les travailleurs visés notamment par le décret du 8 septembre 1951 dont la Cour Suprême a jugé qu'il s'appliquait aux salariés rémunérés au rendement. »

Enfin, par circulaire TR 5/54, le Ministre invite les inspecteurs à se montrer très stricts à l'égard des employeurs qui se rendraient coupables d'infractions en dressant procès-verbal à leur encontre après un premier avertissement non suivi d'effet : « Il m'apparaît que pour l'application du décret du 5 février 1954 relatif à la revalorisation des salaires les plus bas, ces contrôles devront revêtir une forme susceptible d'attirer le plus possible l'attention des employeurs et du public sur l'importance qu'attache l'Administration à l'observation des nouveaux taux de salaire minimum. »

« Dès réception de la présente circulaire, je vous demande de consacrer par priorité votre activité des semaines qui vont suivre aux visites d'établissements pour vérifier l'application du décret du 5 février 1954.

C'est ainsi que plusieurs contrôles devront être organisés, auxquels participeront, en même temps que l'Inspecteur du Travail de la Section dans laquelle est située l'entreprise, l'Inspecteur divisionnaire ou le Directeur départemental du Travail et de la Main-d'Œuvre intéressés. Devront être plus particulièrement visés les Etablissements où des difficultés se sont déjà élevées dans ce domaine. J'appelle d'ailleurs votre attention sur la nécessité dans toute visite d'établissement, quel qu'en soit l'objet principal, de procéder aux mêmes vérifications.

« Il semble que vous pourrez rencontrer, à l'occasion de ces contrôles, plusieurs difficultés déjà portées à ma connaissance :

1° Contrats d'apprentissage :

« Des employeurs engageaient, sous de tels contrats, des travailleurs de tous âges dans le but de soustraire les intéressés au champ d'application des textes sur le salaire minimum garanti. Ainsi, des contrats d'apprentissage seraient passés qui ne viseraient pas à une réelle formation professionnelle ou qui s'appliqueraient à des emplois ne nécessitant pas une telle formation.

« Des pratiques de cette nature sont nettement abusives et il vous appartient, si les employeurs persistent à considérer comme valables de prétendus contrats d'apprentis-

sage, de relever les infractions commises pour non-paiement du salaire minimum garanti. Le procès-verbal devra mentionner tous les éléments de fait susceptibles d'éclairer le tribunal sur la véritable nature du contrat incriminé.

2° Licenciements : « Des mesures de licenciements atteignant principalement les travailleurs âgés seraient prises en raison du rendement moindre des intéressés. — Vous devrez donc être particulièrement vigilants à ce sujet.

3° Abattements sur le salaire minimum interprofessionnel garanti pour les travailleurs à capacité physique réduite :

« Les modalités d'application du salaire minimum garanti à cette catégorie de travailleurs ont été précisées par circulaire du 25 août 1950. Les travailleurs dont les salaires peuvent ainsi être réduits sont ceux qui, en raison d'une incapacité physique notoire n'atteignent pas, d'une façon habituelle, le rendement normal des travailleurs de même catégorie, le taux maximum de réduction de 10 % et la proportion de travailleurs visés (10 %) pouvant exceptionnellement, sur décision de l'Inspecteur divisionnaire, être modifiés et fixés à un chiffre plus élevé. »

« Il vous appartient de veiller soigneusement à ce que les réductions ainsi demandées, comme celles que vous pourriez constater au cours de vos visites, ne constituent pas pour les employeurs un moyen de se soustraire à l'application du décret. Vous ne devez tolérer des abattements pour cause de capacité physique réduite que s'ils vous paraissent véritablement justifiés. »

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
C.C.P. André Roux - 37, rue du Regard - Soisy
s-Montmorency (S.-et-O.) C.C.P. 233-92 Paris

Paraît tous les 15 jours

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

EN BELGIQUE

GREVES pour la réduction du temps de travail

Ces derniers temps, des grèves eurent lieu dans quelques usines automobiles de la région bruxelloise.

Les ouvriers réclamaient la semaine de quarante heures payées quarante-huit. Ces grèves — dont l'une a duré sept semaines, se sont terminées par un compromis.

L'existence d'un mouvement syndicaliste révolutionnaire dans ces boîtes aurait permis d'obtenir d'autres résultats, mais le but que poursuivaient les grévistes prouve que nos mots d'ordre, même s'ils ne sont pas suffisamment connus, répondent aux aspirations des ouvriers les plus conscients. Certains officiels des syndicats socialistes sont obligés d'avouer que la réduction du temps de travail est « un des meilleurs remèdes au chômage chronique », tout en ayant soin d'ajouter « qu'il faut tenir compte des contingences internationales » ! (sic)

SUPER TRAVAIL

dans le bâtiment

(Suite de la première page)

Parisien du mois de mai étudia fortement ce fait du travail à tâche, décidée à mener la bataille avec plus d'ampleur. Certains murs montés dans la journée peuvent très bien s'écrouler « accidentellement ». Cette lutte est liée automatiquement aux revendications de la C.N.T., revendications capables d'aboutir par la grève générale illimitée. Mais pour cela, la conscience révolutionnaire du prolétariat doit se réveiller, il y a un gros travail de propagande, d'organisation de nos efforts à effectuer.

Cependant le fait reste là : pour ne pas se trouver au chômage, nous sommes parfois obligés de subir cette forme de travail. Que des camarades se refusent à ce marchandage et restent de longues périodes au chômage, c'est un effort héroïque tout à leur honneur. Ce problème devient plus crucial lorsqu'il y a une famille à nourrir.

Nous subissons, nous n'acceptons pas et luttons. Obligés par cette nouvelle organisation du travail de bosser à tâche, au forfait, ne perdons pas les principes qui nous animent, et entre autres celui de l'égalité. L'argent gagné ainsi répartissons-le également entre tous, du garçon au compagnon, à l'exemple de certains de nos camarades. Ne dépassons pas une certaine norme à limiter par toutes les équipes analogues pouvant se trouver sur un chantier, refusons toute heure supplémentaire.

Pour les récalcitrants il y a une certaine méthode d'action directe.

Ce fait du travail à tâche peut trouver, outre les perspectives révolutionnaires pleinement valables des revendications C.N.T., un antidote dans la coopération ouvrière, la collectivisation proposée par des camarades espagnols. Toutes ces perspectives qui tracent un travail d'action et d'étude pour nos prochaines assemblées générales nécessitent un S.U.B. puissant. C'est par notre action coordonnée et toujours plus accrue que les prolétaires, au vrai sens du mot, viendront combattre avec nous. La lourde responsabilité de la C.G.T. dans l'établissement de cette organisation du travail, trahison que nous constatons malheureusement, parfois poussée d'une manière digne de jaunes contre nos militants — de nombreux faits peuvent être cités — cette responsabilité dégoûte de nombreux travailleurs. Sur un plan général, le dernier Congrès du P.C. constate à son dépit la montée de l'esprit anarcho-syndicaliste révolutionnaire dans la classe ouvrière.

Nous ne devons pas être des diviseurs. Mais il nous appartient de combattre toutes atteintes à la lutte révolutionnaire qui doit être celle du prolétariat. Nos divergences internes disparaîtront dans une action toujours plus accrue et coordonnée. Sans cette action commune et solidaire, nous serions à notre tour des fossoyeurs de la montée révolutionnaire du prolétariat. Responsabilité d'autant plus lourde par les principes qui nous animent.

Comme c'est curieux ! Il y a peu de temps, certains camarades qui avaient émis leur opinion à ce sujet, lors de réunions syndicales, furent traités d'utopistes, de diviseurs et autres épithètes habituelles du langage réformiste.

Aujourd'hui, parce que MM. les chefs socialistes sentent qu'un mouvement revendicatif pourrait échapper à leur contrôle, ils voudraient en revendiquer la paternité et mener à nouveau la classe ouvrière sur une voie de garage.

Un fait mérite d'être retenu, c'est que, malgré les trahisons et la propagande empoisonnante des syndicaux, les gens du travail ou du moins les plus lucides essaient de se frayer un passage vers des solutions plus radicales. Sans tomber dans un optimisme démesuré, tout ceci renforce notre volonté de poursuivre et d'accroître le combat que notre petit groupe s'est juré de mener à bonne fin, nonobstant la faiblesse de nos moyens actuels.

Gardons l'espoir que d'autres conflits viendront confirmer la justesse de nos opinions et que les travailleurs les plus conscients, reconnaissant leurs véritables amis, mèleront leur action à la nôtre.

Groupe Syndicaliste
Révolutionnaire de Belgique.

Pour tous renseignements, écrire à : Guy Badoit, Chaussée de Montigny, 77, Gilly.

S.I.A.

Communiqué

Pour établir une ligne parallèle au développement particulier de S.I.A., il serait nécessaire d'écrire un volume, aussi nous contenterons-nous de faire un bref exposé.

Entre la diversité des lettres symboliques qui ont derrière elles un organisme déterminé, se trouve S.I.A. ces seules lettres signifient pour les adhérents et sympathisants le flambeau de la Solidarité.

La Solidarité Internationale Antifasciste rompt avec toute étroitesse d'esprit, elle va d'une frontière à l'autre pour réaliser une œuvre aussi humaine que solidaire.

Cet organisme, malgré qu'il n'étaie pas des chiffres fabuleux d'adhérents, a une activité digne d'une grande attention, car le résultat des apports de chaque camarade est distribué au malade et au vieillard privé de l'ambiance familiale.

Le dimanche 23 mai dernier, à l'occasion d'une assemblée générale convoquée par la Section locale de Toulouse, nous eûmes l'occasion de vérifier l'importance des dons effectués par le Comité National de S.I.A. pendant le cours des douze mois de gestion.

Quelle que soit la liste des entrées et des sorties, cela est en général peu agréable au camarade qui participe à une Commission de Révision des Comptes, par contre, il en est différemment lorsqu'il s'agit de S.I.A., ici, chaque chiffre signifie une aide possible pour les nécessiteux.

En tant qu'adhérents et membres du Secrétariat local de S.I.A. à Toulouse, nommés dans l'assemblée générale déjà citée nous avons la satisfaction de pouvoir apporter l'aide solidaire à celui qui demande à ce Secrétariat local ou par notre intermédiaire à notre C.N., selon l'importance du cas.

En célébrant notre première réunion, nous saluons fraternellement tous les travailleurs et invitons tous ceux qui sentent le besoin de pratiquer la solidarité, d'adhérer à S.I.A.

Ouvrier, sans distinction de couleur ou de nationalité, d'où que tu sois, si tu es en bonne santé, n'oublie pas que dans chaque hôpital il y a des travailleurs malades et des vieillards. Il y a aussi des hommes qui, luttant pour une humanité meilleure, sont dans les prisons et ont besoin de notre aide.

Pour la Section de S.I.A. de Toulouse: le Secrétaire.

RESOLUTION SUR L'ORIENTATION (suite de la p. 1)

dérisoires pour ceux qui n'ont pas le nécessaire et à des augmentations bien supérieures pour ceux qui ont déjà le superflu. La C.N.T. pense qu'il faut avant tout améliorer le sort des plus défavorisés et que l'application stricte des coefficients hiérarchiques a pour conséquence de rendre impossible une augmentation substantielle des salaires les plus bas. Elle réclame donc un salaire de base de 35.000 francs par mois (avec la semaine de 40 heures et la suppression des abattements de zones) cette revalorisation étant dégressive jusqu'à 50.000 francs.

Elle déclare que le salaire n'étant pas un revenu, les travailleurs ne peuvent être assujettis à aucune forme d'impôt sur le revenu.

La C.N.T. affirme qu'il faut en finir avec l'ingérence de l'Etat dans la question des salaires. Les travailleurs sont seuls qualifiés pour discuter directement avec leurs employeurs de leur rémunération; tous les débats sordides pour la fixation d'un « minimum vital », toutes les échelles hiérarchiques ne tendent, en effet, qu'à diviser les travailleurs et à faire du syndicalisme un rouage complaisant de l'exploitation capitaliste.

Elle entend utiliser toutes les formes de propagande et d'éducation pouvant contribuer à démasquer les régimes d'exploitation et faire connaître nos solutions.

Face à l'amélioration constante de la productivité et afin de ne pas être dépassé dans ce domaine par le capitalisme, devant l'importance croissante d'une catégorie sociale dite technique ou intellectuelle, la C.N.T. doit tendre à divulguer les données techniques et économiques permettant aux travailleurs de faire face à la gestion d'une société atteignant un développement industriel qui bouleverse la face du monde.

Considérant que la distribution de la production et des richesses à tous les êtres humains de leur naissance à leur mort rend plus que jamais nécessaire l'abolition du patronat, du salariat, de l'Etat.

Qu'il existe actuellement, grâce aux progrès constants des moyens de production tant industriels qu'agricoles, un potentiel d'abondance propre à satisfaire tous les besoins vitaux des hommes.

Que, d'autre part, la conception économique de la distribution en fonction du principe : « A chacun selon ses besoins », précise la pensée du syndicalisme révolutionnaire et doit être l'aboutissement normal de son action, la C.N.T. fait sien cette théorie et déclare orienter son activité parmi les masses ouvrières dans le sens de l'instauration de ce mode d'économie.

Elle déclare que la distribution des richesses devra être égalitaire, c'est-à-dire faite selon les besoins de chaque individu, et non selon la place qu'il occupe dans la société.

Elle réaffirme, en outre, qu'elle n'attend d'aucune forme de pouvoir la réalisation de ces aspirations profondes de la classe ouvrière et que cette réalisation ne peut être que le fait de l'action directe de celle-ci œuvrant pour son émancipation.

Elle proclame son attachement à la paix et sa volonté de lutter de toutes ses forces contre toutes les puissances et dangers de guerre qui menacent le monde.

Motion des Syndicats de Grenoble sur le C. D. S. E. et le mouvement Astato-syndicaliste

Le Congrès, après examen de la question C.D.S.E. et Mouvement Astato :

1° Dénonce comme incompatible avec nos principes, la participation de camarades à ces deux organismes, en collaboration avec les forces capitalistes.

2° S'oppose de toutes ses forces au travail réformiste de ceux qui font le jeu des agents capitalistes.

3° Lance un appel à tous les militants révolutionnaires pour qu'ils réagissent comme il se doit.

4° Déclare S.I.A. comme seul organisme de solidarité soutenu par la C.N.T.

LA FOIRE D'EMPOIGNE

Dans notre société actuelle, en France du moins, une curieuse mentalité s'est implantée dans les esprits depuis environ un quart de siècle, mentalité caractérisée essentiellement par une sorte de peur morbide de la vie, par la peur des responsabilités, par une absence quasi-totale du sens moral le plus élémentaire, par la recherche du gain obtenu sans effort et surtout sans risques. Chacun vilipende l'Etat et le dirigeant imbécile imposé par sa caste bureaucratique, chacun moque la gribouillerie des initiatives parlementaires en ce qui touche la vie économique et sociale, mais en définitive c'est à qui sollicitera avec le plus d'ardeur ce même Etat-providence, ces mêmes parlementaires pour en obtenir les bonnes lois, les bons décrets qui lui permettront de faire passer légalement dans sa poche l'argent qui se trouve dans celle du voisin. A titre d'exemples voici quelques recettes utiles.

Vous possédez à la campagne quelques hectares de terrain. Comptant faire une bonne affaire vous semez de la graine de carotte ou encore vous plantez des groseillers sur toute l'étendue de votre domaine. Au moment de la récolte, ne trouvant preneurs que pour une partie seulement vous exigez de l'Etat qu'il vous achète l'autre partie ou qu'il vous dédommage d'autre façon. Pourquoi se gêner, ce sont les autres qui paieront.

Vous êtes industriel, inutile sauf pour l'exportation, et encore, de soigner la qualité du produit; en effet, grâce au contingentement d'une part, aux tarifs douaniers d'autre part, le marché intérieur vous est assuré, le consommateur intérieur est à votre merci, bien obligé d'accepter bon gré mal gré, faute de mieux, ce que vous lui vendez et au prix que vous lui imposez.

Dans un autre ordre d'idées le revendicantisme est à la mode. On revendique non pas par nécessité d'existence comme c'est le cas de ceux des salariés qui n'ont qu'un salaire insuffisant pour vivre; non, on revendique sous n'importe quel prétexte, au nom d'un diplôme ou d'un titre quelconque qui confère un prétendu droit. On revendique non pas une existence décente, on revendique uniquement parce qu'on est père ou mère de famille nombreuse, ancien combattant, ancien prisonnier, ancien déporté, mutilé ou blessé de guerre, ancien ceci ou ancien cela, toutes situations qui n'impliquent pas forcément la privation de moyens d'existence suffisants sans le secours de pensions ou d'allocations. Cette sorte particulière de solidarité sociale constitue un non-sens dans sa forme égalitaire simpliste, car elle aboutit le plus souvent « à donner à celui qui a déjà tandis que l'on ôte, même à celui qui n'a rien » suivant le paradoxe cité par l'Evangile. Qui parmi les anciens n'a pas à l'esprit le ridicule de la retraite du combattant accordé à des millionnaires ainsi qu'aux militaires de carrière.

Les salariés préoccupés uniquement par la défense de leurs salaires oublient trop facilement qu'ils sont aussi consommateurs et plus encore

contribuables et qu'à ce dernier titre ce sont eux seuls qui font les frais de toutes ces largesses, car si l'Etat et les possédants peuvent s'offrir le luxe de chiffrer leurs recettes d'après leurs dépenses, les salariés, eux, ne peuvent établir leur budget personnel ou familial qu'en chiffrant leurs dépenses d'après leurs recettes.

D'où il découle que le travailleur qui revendique à un titre autre que celui de producteur ou d'ancien producteur ne fait de tort en définitive qu'à lui-même ou à de plus défavorisés que lui.

Attachés fermement à notre devise : « A chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins » nous dénonçons comme un vol toute ré-

munération accordée aux dépens du corps social à un titre autre que celui de producteur. Il n'est aucunement dans nos intentions d'ouvrir une campagne contre telle ou telle catégorie de pensionnés ou de bénéficiaires d'allocations en tant qu'individus appartenant à cette catégorie, nous nous bornons seulement à poser le principe du droit à la vie de chacun en tant qu'être humain ni plus ni moins de droits que ses semblables.

Dans la société à l'instauration de laquelle nous travaillons il devra n'y avoir ni parias ni prébendiers d'aucune sorte et sous aucun prétexte.

A. BONNEAU.

L'A.I.T. doit organiser la lutte

(Suite de la première page)
acharnés antifascistes se prétendent socialistes (quelle dérision), qu'ils se réclament de Léon Blum, champion de la « non intervention », responsable, pour une bonne part, de la défaite du prolétariat espagnol.

Qu'on n'oublie pas non plus que la « démocratie américaine », PERSONNIFIEE PAR SON CAPITALISME RAPACE, n'a d'yeux que pour les richesses naturelles du sous-sol de la péninsule et qu'ELLE DESIRE VOIR SE PERPETUER LE REGIME DE FRANCO QUI SERT SES DESSEINS.

Quant aux camarades Espagnols exilés, adhérents aux « syndicats libres », sont-ils obnubilés au point de n'avoir pas conscience de trahir leur propre cause !

Qu'on ne s'y trompe pas ! Tous ces gens-là, au moment opportun, SELON LEURS INTERETS, s'abstiendront, ou se révéleront des ennemis sans scrupules.

Le mouvement émancipateur espagnol n'a, à part ses propres forces, qu'une seule planche de salut qui s'offre à lui : L'A.I.T. La libération de l'Espagne est un problème qui a très largement dépassé le cadre national. L'A.I.T. peut beaucoup et pourra bien plus encore si ses sections progressent.

Nos camarades de la C.N.T. espagnole savent à quel point leur cause est nôtre. Des preuves concrètes de notre attachement à celle-ci leur ont été données.

Pour triompher, il faut, c'est le premier but à atteindre, faire de la C.N.T. française une section qui représente une véritable force, DE CARACTERE REVOLUTIONNAIRE INDENIABLE. Pas un militant espagnol digne de ce nom, n'a sa place ailleurs que dans ses rangs. Ainsi épaulés, tous les espoirs seront per-

mis. Un regroupement total des forces saines du syndicalisme révolutionnaire (DU VRAI) s'effectuera dans notre section.

Quand nous en serons là, ET CELA PEUT SE REALISER RAPIDEMENT, pourra alors être envisagée avec sérénité la réalisation de notre aspiration commune : abattre le tyran et, par extension, si faire se peut, TOUS LES TYRANS !

Raymond FAUCHOIS.

POOL charbon acier

(Suite de la 1^{re} page)

sant de treize à quinze jours dans le Gard et l'Aveyron.

On attribue à l'isolement géographique ainsi qu'à la vétusté d'installations qui n'ont jamais connu une grande prospérité la soudaine gravité de la situation économique dans ces régions où on envisage qu'une faible compensation dans l'exploitation du gaz naturel et des éventuels gisements de pétrole.

Le perfectionnement de l'outillage des usines installées dans les centres de production ne permettra pas d'offrir au personnel licencié des emplois dans des lieux éloignés de leur origine; d'ailleurs le problème du logement se présenterait d'une façon aussi aiguë qu'ailleurs. Ce personnel va donc se trouver sacrifié à la concentration des entreprises qui, continuant à réaliser de fructueux bénéfices, viendront en aide aux dirigeants des usines en veuleuse.

Une action est à envisager sur le plan national pour s'opposer à de telles mesures qui frappent toujours ceux qui, par leur effort continu, contribuent au développement des grosses affaires. Une vigilance de tous les instants est nécessaire pour mettre un frein à la façon désinvolte dont on use avec les travailleurs.

3428

B.D.I.C

C.N.T

A.I.T

Le combat



SYNDICALISTE



De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 123

20 FRANCS

VENREDI 6 AOUT 1954

L'armistice d'Indochine et la colonisation

Le cessez-le-feu en Indochine a été décidé à Genève. Nous laisserons à d'autres le soin de développer les marchandages auxquels il a pu donner lieu entre les deux blocs qui se disputent la domination du monde. La diplomatie, symbole de l'hypocrisie la plus raffinée, mise au service des causes les plus discutables, a joué à plein dans cette affaire. Quant à M. Mendès-France, devenu au bon moment chef du gouvernement français, il recueille modestement les lauriers réservés aux pèlerins de la paix. Reste à savoir si, même sans la venue de ce pacifiste rassurant pour les détenteurs de comptes en banque, la guerre d'Indochine ne se serait pas bientôt arrêtée faute, pour l'économie française, de pouvoir en supporter les frais.

Quoi qu'il en soit, cet armistice signifie qu'en un coin du globe où sévissait la guerre, celle-ci a pris fin. Qui ne s'en réjouirait, même si les canons d'Etat et des généraux puisque les peuples, qui sont assez lâches pour commencer une guerre, n'ont pas le courage d'exiger qu'elle s'arrête ? Toutefois, que la guerre impérialiste, coloniale, marque un temps d'arrêt n'implique pas que la guerre sociale (dont elle n'est qu'un des aspects les plus déchirants), celle qui se déroule sans le fracas des armes, continue à faire ses ravages dans un silence qu'un prolétariat atteint de la maladie du sommeil paraît peu disposé à troubler.

Faut-il, ces hommes d'Etat, qu'ils aient un profond mépris pour les peuples, pour décider ainsi de leur sort avec tant de désinvolture, sans même les consulter ! (liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, quel beau sujet de dissertations tu peux faire pour des diplomates en mal de grands effets...) A l'issue du partage qu'ils se sont fait d'une zone d'influence qui les intéresse, les édiles réunis à Genève (Ali-Baba et les quarante voleurs) ont promis un beau cadeau à la population indochinoise: des élections « libres », la faculté pour elle de se donner, sous contrôle international, le gouvernement de son choix.

Or, l'Indochine avait déjà le triste privilège d'être membre des Etats Associés, formule inscrite dans la Constitution républicaine de 1946, pour donner l'impression d'un semblant d'égalité de droits entre la Métropole et des colonies peu soucieuses de demeurer en bons termes avec la mère patrie. La guerre de « libération nationale » entreprise par le Vietminh avait pour objet de débarrasser le territoire indochinois de la tutelle française pour lui substituer l'autorité d'un gouvernement d'obédience communiste dévoué à la politique russe (qui est aussi impérialiste que celle de l'Amérique, de l'Angleterre ou de la France). Point d'illusions à se faire sur les bienfaits que les travailleurs d'Indochine peuvent attendre de l'impérialisme français, et les crimes de ce dernier sont trop connus pour que nous nous attardions à les énumérer. L'Empire français, cet édifice bâti sur le massacre et la souffrance de

peuples sans défense pour les intérêts les plus sordides, ne mérite que la fin sans grandeur qu'il connaît aujourd'hui — et dont l'affaire d'Indochine n'est qu'un épisode.

Ce qui est un contre-sens dans

cette dislocation attendue du système colonialiste, c'est d'avoir à constater que des travailleurs touchés par elle (voir Tunisie, Maroc, etc...) en soient encore à considérer un

(Suite page 4)

Malheur à celui qui s'est tu parce qu'il croyait parler dans le désert.

BALZAC



REFLEXIONS D'APRES CONGRES Aux "plus de 50.000"

C'est avec une satisfaction sans réserve que le syndicat des cheminots de Paris a vu les syndicats de Bordeaux reprendre à leur compte la revendication des « 35.000 à la base, dégressive jusqu'à 50.000, aucune augmentation au-dessus ».

Cette revendication, les cheminots, contre vents et marées, la dé-

fendent depuis quatre ans. Elle ne fut abandonnée par eux qu'une seule fois, au cours de la grève de mars 1951, par ultime esprit de conciliation, afin de souder l'unité du mouvement, pour adopter « les 6.000 fr. par mois pour tous ». On sait le sort qui fut fait à ces « 6.000 francs pour tous », par les réformistes qui n'en reparlèrent jamais.

Il est possible, en passant, de situer le précipice qui nous sépare de ceux-ci si l'on considère que la concession effectuée par chacun était un maximum mais qu'elle partait de deux pôles exactement opposés, les hiérarches d'une part, les anti de l'autre.

La proposition de Bordeaux, dont nous pouvons à juste titre réclamer la paternité, fut intégrée dans la résolution sur l'orientation accompagnée du commentaire suivant qui est la justification essentielle de cette revendication :

« Dans les circonstances actuelles, la C.N.T. ne peut donc faire siennes des revendications de salaires établies en fonction des coefficients hiérarchiques, qui aboutiraient, si elles étaient satisfaites, à des augmentations dérisoires pour ceux qui n'ont pas le nécessaire et à des augmentations bien supérieures pour ceux qui ont déjà le superflu. La C.N.T. pense qu'il faut avant tout améliorer le sort des plus défavorisés et que l'application stricte des coefficients hiérarchiques a pour conséquence de rendre impossible une augmentation substantielle des salaires les plus bas ».

La résolution obtint une majorité confortable, mais non l'unanimité. Quelques « anti tout », d'autres en désaccord sur des points divers, sans rapport avec celui qui précède, votèrent contre ou s'abstinrent. A eux se joignirent, et la chose est grave car elle touche un point fondamental de la structure du syndicalisme révolutionnaire, ceux qui estiment que « aucun chiffre ne doit être cité sur le plan revendicatif car en maintes circonstances ceux qui sont avancés, et c'est ici le cas, sont largement dépassés ».

Au nom de ceux qui gagnent actuellement moins de 20.000 francs par mois, et ils sont encore nombreux en province, bien qu'ayant des conditions de vie aussi onéreuses que nous Parisiens, au nom des 4 millions d'économiquement faibles à 76 francs par jour, qui nous environnent et sont, qu'on le veuille ou pas, à incorporer intégralement dans la cohorte des exploités du capitalisme, nous incitons les « plus de 50.000 », pour la plupart appartenant à une corporation privilégiée, A UN PEU DE PUDEUR !

Nous tenons à leur rappeler, car ils semblent l'avoir totalement oublié, que les bases du syndicalisme révolutionnaire sont assises sur la so-

(Suite page 4)

FRANCO N'A PAS PU ETOUFFER LA VOIX DE C.N.T. D'ESPAGNE

Soli clandestine reparait



Exactement un an après la découverte par les flics du bureau de l'Espagne, de l'imprimerie clandestine de « Soli » et l'arrestation de ses animateurs, d'autres héros, conscients que, comme ceux qui sont tombés, la prison, les tortures, la mort les guettent, n'ont pas craint de reprendre en main et de lever bien haut le flambeau de la liberté.

Devant un pareil esprit de sacrifice on ne peut que s'incliner très bas.

Ci-dessous, nous reproduisons la traduction de l'Editorial de ce numéro désormais historique.

EDITORIAL

ET DE NOUVEAU DANS LA RUE !
Avec plus de brio que jamais !
« C'est votre Soli, votre chère Soli, travailleurs. « Solidaridad Obrera » clandestine est donc de nouveau ici, dans la lutte. Nous disions hier...
Et nous répétons et crions aujourd'hui, à pleins poumons : « A bas Franco et son régime tyrannique ! Vive la liberté du peuple espagnol ! »
Nous sommes la voix du peuple opprimé, des travailleurs conscients, de l'Espagne digne, brave, martyrisée. Et nous ne nous taisons pas !
Notre voix justicière, accusatrice, se fera entendre dans tous les lieux du sol espagnol. Elle résonnera aussi, sereine, sonore, vibrante, dans tous les lieux du monde.
Ainsi, ces démocraties lâches et complices de Franco, cette Nord-Amérique d'Eisenhower et du cac-

charysme, ces Etats pourris par le fascisme et la réaction, qui donnent la main au caudillo liliputien, introduisent par les baïonnettes des Marocains et avec l'appui de Mussolini, de Hitler et de leurs hordes l'entendent également.
Nous sommes la voix de la Confédération Nationale du Travail, la glorieuse organisation syndicaliste révolutionnaire clandestine, consciente de sa force et que jamais, malgré les tortures et les martyres soufferts par ses militants, Franco ni ses complices n'ont pu détruire.
Nous sommes contre tous les totalitarismes rouges, blancs ou noirs, de n'importe quelle couleur.
Nous sommes une force de liberté qui lutte pour une libre Espagne; pour que le peuple espagnol puisse manger et vivre d'une façon décente ; pour établir un nouvel ordre

d'équité sociale.
Renouveau, travailleurs ! Votre chère Soli est de nouveau dans la rue ! Diffusez-la ! mais attention aux policiers et aux dénonciateurs.
En entrant de nouveau dans l'arène, nous saluons avec émotion nos compagnons qui sont tombés en juillet de l'année dernière, quand la police franquiste découvrit l'imprimerie clandestine de Soli, qui furent torturés et sont encore en prison.
Nous avons de nouveau une imprimerie et en Espagne !
Et de nouveaux les agents de Quintela, de Polo, de Hierro, de Eymar, de la Direction Générale de Sécurité vont être mobilisés pour nous « mordre les talons ».
Nous ne nous effrayons pas. Même si l'imprimerie tombait de nouveau, Soli réapparaîtrait encore.
La C.N.T. ne cesse jamais la lutte.

ATTENTION
Notez, page 2, les noms et adresses des nouveaux responsables de la Trésorerie confédérale, de la Librairie, du « Combat Syndicaliste ».

COMMUNIQUÉS

ERRATUM

Un incident technique ayant provoqué une omission dans la composition du nouveau Bureau confédéral, publiée dans le numéro 122 du C. S., nous reproduisons ci-dessous la liste complète de cette formation :

Secrétaire Général Yves PRIGENT
 Secrétaire à la Propagande Elie AKOUN
 Secrétaire aux relations internationales Henri BOUYE
 Trésorier Confédéral André MAILLE
 Administratrice du « Combat Syndicaliste » Armonia MUNOZ

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
 PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
 TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

SUB. — ASSEMBLEE GENERALE

En raison des vacances, l'assemblée du mois d'août est supprimée.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

DANS NOS RÉGIONS

6^e UNION REGIONALE

SYNDICAT UNIFIÉ
 DU BATIMENT C. N. T.
 DE TOULOUSE
 A TOUS LES OUVRIERS
 DE L'ENTREPRISE PIN

Les délégués titulaires et suppléants de la C. N. T. protestent énergiquement contre les méthodes employées par les délégués de la C.G.T., en faisant paraître dans *Le Patriote*, du vendredi 4 juin, un article où ils font preuve de la plus parfaite mauvaise foi.

Ils nous avaient promis d'aller « la main dans la main » et maintenant ils utilisent la calomnie et le mensonge pour nous attaquer.

Nous n'avons jamais refusé d'aller voir le patron ; ce n'est pas le patron qui nous fait peur, les délégués C.G.T. le savent bien.

Nous avons toujours répondu présent, et sommes chaque fois les premiers, quand il s'agit de défendre les revendications des ouvriers de l'entreprise.

Alors, pourquoi ces mensonges ? Pourquoi lancer de telles attaques contre nous ?

La C.G.T., une fois de plus, a porté atteinte à l'union de tous les travailleurs et cela sciemment.

Nous lui disons : *Assez de mensonges !* Nous ne tolérerons pas que nos camarades soient bernés par vous plus longtemps.

Bas les masques !

Travailleurs ! Tous unis pour démasquer ceux qui se servent du mensonge, de la calomnie pour briser

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATEUR DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Henri Munoz, 12, rue Simon, à Saint-Denis (Seine). C.C.P. 11.342-41 Paris.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21.

Un exemple de surexploitation

Il est à Pontoise (S.-et-O.) un chantier odieux, dénommé par les Pontois « Le Radar » et par les ouvriers le « bagnon ». Chantier de construction destinée aux Transmissions militaires, au grand profit des entreprises Magnard, de Versailles, S.G.T.B.A. et Murat, de Marly-le-Roi.

Ce sont les conditions ignobles de cette dernière entreprise qui ont valu le surnom de « bagnon » à ce chantier.

Le sieur Murat, sous-traitant, ici, de la S.G.T.B.A., est un digne serviteur des Nations capitalistes et de leurs armées. Il ne s'enrichit que par elles. La construction dans ce domaine marche à toute vitesse. Témoins, la rapidité avec laquelle se sont édifiées les diverses installations du S.H.A.P.E. dans la région de Saint-Germain-en-Laye, auxquelles travaillaient évidemment l'entreprise en question.

L'argent des contribuables reversé ainsi au patron par l'Armée, ne suffit pas au sieur Murat, puisqu'il vole non seulement légalement, mais aussi illégalement les travailleurs, surtout les manœuvres de son entreprise.

La durée du travail est, en principe de 51 heures. En pratique, de nombreux ouvriers acceptent imbecilement de prolonger d'une ou deux heures, parfois plus, leurs 8 h. 30 journalières ou, pire, d'une journée leur semaine, en travaillant le dimanche. Il y a de quoi rire de la même manière lorsque l'on s'aperçoit que, pendant longtemps, la paye fut effectuée sur 96 heures la quinzaine, pour 102 heures de travail effectué. Il a suffi qu'un jeune ne se laisse pas entourlouper pour qu'un peu d'ordre soit mis dans ce domaine, mais les heures non payées n'ont jamais été remboursées.

Mais la mesure se trouve dépassée lorsque les heures effectuées au delà des 52 hebdomadaires sont, lors de la paye, réglées presque chaque fois (celles du dimanche comprises malgré les belles promesses), non pas majorées de 50 ou de 100 %, mais au tarif normal.

Incroyable, mais vrai ! Alors que des compagnons sont payés d'un prix rond convenu entre 50.000 et 80.000 fr. pour quatre semaines plus nourriture et logement en hôtel, les manœuvres, dindons de la force sur tous les plans, sont payés à 120 francs de l'heure, sans nourriture ni logement, évidemment ; le compagnon résidant à Paris a droit à l'hôtel payé, le manœuvre nord-africain, sauf deux exceptions, effectuant journalièrement 60 km. pour travailler, n'a le droit, quotidiennement pour cela qu'à 137 francs.

Inutile d'insister sur le travail à tâche. Les gars du bâtiment connaissent suffisamment ce processus et ses méfaits.

Vol illégal sur le temps de travail, vol légal à propos des 120 francs versés au manœuvre, allons-nous découvrir un autre vol illégal, celui sur la cotisation versée à la Sécurité Sociale, en d'autres termes, les 6 % retenus sur la paye sont-ils reversés aux Assurances Sociales ? Trois constatations permettent d'en douter.

Personnellement, ni mon adresse, ni mon numéro d'immatriculation sociale, ni l'adresse du dernier patron ne m'ont été demandés lors de mon embauche. Les deux premières indications ne furent relevées que trois semaines plus tard, sur mon intervention. Ce fait doit se répéter pour d'autres.

Il est quasiment impossible de se faire remplir une fiche d'accident de travail lorsqu'il en intervient un.

Lors de débauche, il n'est pas délivré, malgré les demandes répétées, de certificat de travail.

Autre vol, celui-là légal, vol par la productivité. Il s'agit de bourrer, bourrer. Peu importe si le travail est bien ou mal fait, si des murs ou pignons de briques s'écroulent par la suite, si des travaux en béton armé doivent être démolis et refaits, l'armée en subira les conséquences ; nous pouvons nous en réjouir, mais pour nous c'est, auparavant, de la crevasse accrue, de la sueur supplémentaire versée pour les turpitudes de Murat.

Productivité accrue négligeant toute sécurité. Au coffrage-boisage, les planches pleines de pointes traitent partout. Le coulage des poutres terminant les murs en briques se fait sans garde-corps. J'ai vu manipuler la benne de béton d'une grue à une dizaine de mètres de hauteur sur un boisage large de 25 cm. sans aucune protection.

Comment se fait-il que ce patron agisse si librement ? En face de lui il y a la torpeur de ses esclaves, torpeur que quelques jeunes C.G.T. et C.N.T., essayons de secouer. Mais il « sait s'y prendre » comme il l'avouait lui-même à des gars de la C.G.T.E.A. Il est intéressant de connaître les moyens conscients ou inconscients qui peuvent l'animer ou l'aider :

— différenciation énorme de salaires, d'où deux classes : privilégiés, manœuvres.

— mouchardage organisé.

— nuée d'ingénieurs, de cheffailons, de contrôleurs de l'Etat, de gradés militaires sur le chantier, outre sa présence continue.

— soutien de l'Armée.

— manque d'outils, de planches qui fait que le système « D » joue à plein amenant les disputes.

— mépris de nombreux Français envers leurs camarades Algériens.

— Répression envers les quelques militants. Que ceux-ci envisagent la moindre action ouverte, c'est la mise à la porte immédiate.

— découragement de militants venus spécialement « mettre de l'ordre » et repartant presque aussitôt.

En effet, il y a de quoi se décourager. Malgré tout, le mécontentement grandit, les faits isolés proviennent, les gars se laissent moins « posséder » essaient du moins. Les volontaires pour heures supplémentaires diminuent beaucoup en nombre. Le jour du 28 avril, par l'influence d'un jeune, des gars étaient décidés à faire grève. L'arrivée du singe les fit lâcher. Une prise de conscience ancrée de lutte était auparavant nécessaire.

Avant d'envisager une action directe collective, il y a, en effet, un travail patient de prise de conscience et d'unité à faire, tout en employant les moyens possibles actuellement.

Cette action préparatoire déjà entamée, ira en s'amplifiant surtout si une aide extérieure se solidarise. D'où l'importance des Unions locales. Malheureusement, nous sommes arrivés un peu tard. Le chantier se termine bientôt avec, de nouveau, le chômage pour certains.

Que Murat ne se réjouisse pas trop. La classe ouvrière a de brusques réveils. Un jour viendra où il sera balayé avec tous ses congénères du patronat, par une action générale de tous les travailleurs.

Pierrot-le-Manœuvre.
 P.-S. — Dans le numéro de *Combat Syndicaliste*, du 28 mai, je citais un autre exemple d'exploitation, celui des carrières Lambert, à Corneilles-en-Parisis. Depuis, des « événements » s'y sont produits. Relevons l'information de *Libération*, du 19 juillet 1954, à ce sujet, information qui se passe de commentaires.

« Depuis le 5 juillet, les pelleurs, conducteurs d'engins et serre-freins étaient en grève.

« Ils avaient accepté de suspendre la grève, le jeudi 15, pendant la discussion de délégués avec les représentants patronaux, avec l'intention bien déterminée de la reprendre dès le vendredi, s'ils n'obtenaient pas satisfaction.

« Après plusieurs heures de discussion, les propositions suivantes furent faites et acceptées provisoirement par les ouvriers.

« Prime à la quatorzaine de : 1.700 francs pour les pelleurs ; 1.300 francs pour les conducteurs d'engins et de locos ; 700 francs pour les serre-freins... »

Sans logis

Une nuit qu'elle n'avait plus d'abri.
 Sur le trottoir d'un grand boulevard (1)

Une pauvre femme loin des regards
 Est morte de froid en plein Paris.
 Dans ses mains elle tenait crispé
 Un bout de papier tout froissé

Qui a suffi, c'est tout
 Pour l'expulser de son logement.
 A vous, qui faites des lois
 Contre le peuple pour les bourgeois

Que vous importe les sans-logis
 Et ceux qui crévent dans les taudis.
 Il vous faut l'argent par milliards
 Pour entretenir vos soudards

Par la guerre et la misère
 Qui règne sur la terre entière.
 Mais ne pensez qu'à détruire
 Vous ne pensiez qu'à construire

Vous n'êtes que des destructeurs
 Et d'ignobles malfaiteurs.
 Mais un jour tous les opprimés
 Comprendront la nécessité

D'œuvrer pour leur libération
 En faisant la « Révolution ».
 Alors seulement dans notre monde
 L'action des hommes sera féconde

Unis en nous donnant la main
 Nous construirons un monde
 [humain.

J. HUBERT.

(1) Boulevard Sébastopol en février 1954.

Tribune de la femme

Bien que des réprobations me soient parvenues, je suis décidée à continuer de parler aux femmes — j'ai la tête dure — on ne veut pas de « section féminine », soit ! mais cela n'empêche pas de faire de la propagande pour l'émancipation des femmes ?

En tout progrès social, le grand travail et le seul difficile, c'est la destruction du passé. Femmes ! il faut faire table rase de tous vos anciens préjugés, et que vos cœurs s'emplissent de confiance et d'ardeur combattive pour la cause du prolétariat exploité et asservi !

Mes compagnes, ne lisez donc plus cette presse pourrie dite « féminine », je ne peux citer tous les magazines de minettes... « Nous deux », « Confidences », « Rêves », etc... Voyez-vous, la vie, c'est autre chose !

La vie, ce n'est pas rose, surtout pour les prolétaires... Alors, lisez plutôt des ouvrages, des brochures qui vous enrichiront moralement et intellectuellement, des journaux, des livres, qui donneront un sens à votre vie, à votre lutte de tous les jours. Par exemple, en ce moment, j'ai commencé à lire « L'Éthique du Syndicalisme », de P. Besnard, et je vous jure que c'est passionnant.

Une militante doit être dynamique, avoir le sens de la responsabilité et de l'honnêteté.

Une femme a une belle mission à remplir : celle de faire le bonheur de son compagnon, en le comprenant, en partageant ses idées, en l'aidant dans ses tâches militantes ! et loin d'entraver son action, en l'élargissant et en l'approfondissant !

Mais une mère, elle, en a encore une plus belle, celle de former la conscience de ses enfants. Et com-

ment sera-t-elle à même de le faire si sa conscience, à elle, n'est pas déjà une conscience faite et mûrie, si elle n'a pas une conscience révolutionnaire de classe qui permettra demain d'assumer la liberté par l'auto-discipline ?

N'oublions pas que, sur le plan insurrectionnel, les réactions aveugles préparent le totalitarisme !

Le travail fondamental de la mère est de faire l'éducation révolutionnaire doctrinale de ses enfants, les préparant ainsi à la lutte — car ce sont les idées qui révolutionnent le monde, d'abord, et c'est leur mise en pratique qui sera la réalisation révolutionnaire de demain ! Dans les luttes syndicales actuelles, si nous faisons des revendications partielles, disons-nous bien qu'elles doivent être élargies sur le plan général ! La revendication totale, et l'action totale, sont seules importantes à nos yeux.

Mes chères compagnes, il faut aussi que vous sachiez que la tactique spécifique de notre syndicalisme est l'action directe, à laquelle nous devons nous préparer : 1^o par l'organisation ; 2^o par l'éducation ; 3^o par la pratique de l'agitation révolutionnaire.

Si nous avons été obligées d'accepter, en arrivant au monde, l'ordre établi de notre servitude de classe d'exploitées, nous voulons « en sortir », nous voulons « que ça change ! »... C'est pour cela que nous voulons susciter de nouvelles vocations de militantes ayant la ferme volonté d'aboutir à la libération de la classe ouvrière !

Un troupeau de moutons restera un troupeau de moutons, même si des hommes et des femmes libres, les ont débarrassés des chiens qui les gardaient !

Réfléchissez-y, camarades, et ne soyez plus jamais un troupeau de moutons suiveurs et inconscients ; mais réagissons, et soyons tout à fait à l'avant-garde, à la proue, du grand vaisseau prolétarien qui voguera, beaucoup trop lentement à notre gré, vers une Terre Libre, vers une aube radieuse, emportant en ses flancs tous les espoirs de l'Humanité encore chargée de chaînes...

Lola ROUSSEL.

Librairie

Livres et Brochures d'éducation.

P. BESNARD. — Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme. 25, 35. Le Problème des salaires. 10, 20. La Responsabilité. 20, 30.
 P. CAMUS. — Le Syndicalisme et le problème paysan. 20, 30.
 S. CHARPY. — Prenons-nous les usines. 30, 45.
 CHAUGHI. — Immoralité du mariage. 20, 30.
 P. COMONT. — L'Architecture. 20, 30.
 C.N.T. — Les Buts et l'organisation du syndicalisme révolutionnaire. 30, 40. La Charte du syndicalisme révolutionnaire. 10, 15. Les Délégués du personnel. 30, 40. Le Syndicalisme et la guerre. 5, 15.
 DAN et MARTOV. — La Dictature du prolétariat. 40, 55.
 V. GRIFFUELHES. — Le Syndicalisme révolutionnaire. 20, 30.
 KROPOTKINE. — Aux jeunes gens. 20, 30. Le Salarial. 20, 30.
 P. LAFARGUE. — Le Droit à la paresse. 40, 55.

LASHORTES. — Qu'est-ce que le prolétariat. 10, 20.
 A. MAILLE. — Le Problème démographique. 20, 30.
 PELLETIER. — Le Travail, ce qu'il est, ce qu'il doit être. 20, 30.
 MARESTAN. — L'Éducation sexuelle. 400, 430. Mariage, divorce et union libre. 20, 30.
 E. ROTOT. — Le Syndicalisme et l'Etat. 15, 25.
 P.-L. TIMORI. — Qui succédera au capitaliste. 40, 55.
 G. YVETOT. — L'A.B.C. du syndicalisme. 20, 30.
 M^r J. VASSIVIERE. — La Virginité chez la jeune fille. 30, 45.
 M. VERNET. — L'Amour libre. 20, 30.

Passer les commandes à C.N.T., même adresse.

Effectuer les versements à André Maille, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e. C.C.P. 11.300-50 Paris.

(1) Boulevard Sébastopol en février 1954.

- Diffusez le C. S. -



Le Directeur-Gérant :
 AKOUN Elie.
 SO.F.R.I.M.,
 17, rue de Clignancourt.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

Au début d'octobre commencera à fonctionner, à Paris, le CENTRE CONFEDERAL DE FORMATION SOCIALE. Il aura pour objet de faciliter les camarades désireux de se documenter. Destiné surtout aux jeunes, il sera ouvert à tous. La seule condition exigée pour suivre ses séances sera l'appartenance à un syndicat de la C.N.T. Dans le prochain numéro du « Combat », nous donnerons son programme pour l'année 1954-55, ainsi que tous détails utiles sur son fonctionnement.

C'est moi qui suis le maître de ma faim

Voici un sujet qui fit couler des fleuves d'encre, c'est que la discussion, quoique interminable, n'a jamais résolu un problème angoissant, de ce fait on se demande : « alors, vraiment, l'expérience ne sert à rien ? » En réalité, l'expérience démontre que souvent on agit en automates, que parfois, on dirait qu'un « Tartufe » se complait dans l'art de brouiller les cartes, de semer la désunion, la mésestime. C'est là une très mauvaise méthode qui finit toujours par nuire à celui-là même qui s'en sert.

Diabole, malgré tout il faut reconnaître qu'il n'y a pas que des « Tartufes », il y a aussi des êtres capables de raisonner et de vivre conformément à l'idéal qui les anime, il y a des êtres qui sont convaincus qu'une autorité quelle qu'elle soit, quelle qu'elle puisse être, comporte une parcelle d'arbitraire parce que quiconque exerce l'autorité, tend à user et abuser de sa fonction. Certes, c'est là de la déformation professionnelle, c'est aussi le triomphe de l'égoïsme qui fait de chacun de nous un tyranneau. Mais, direz-vous, à quoi sert-il de faire grand bruit autour d'un fait banal ? C'est qu'un événement, aussi infime soit-il, pèse dans la balance historique et, si la vérité avance lentement c'est qu'en matière de théorie sociale, l'être se cramponne au passé, il suit des concepts subjectifs, strictement personnels sans se préoccuper de ce qui se passe tout autour et cependant la civilisation découle de la solidarité des uns envers les autres.

C'est là une vérité indiscutable mais il s'en faut de beaucoup, pour bien des raisons, que les Libertaires comprennent enfin qu'il est urgent de passer à l'action, que les tergiversations sont toujours nuisibles, dangereuses, que les discussions tendancieuses sont pur byzantinisme. Soyons francs, en toute objectivité, reconnaissons que la guerre, ensuite la « Libération », ainsi que les succès circonstanciels de la C.G.T. et du Parti Communiste Français, ont acculé le mouvement Libertaire dans une impasse, ils ont réussi à le livrer à une philosophie métaphysique imaginaire. C'est à cause de cela que les Libertaires sont incapables de s'entendre, qu'ils titonnent et tels des aveugles, agitent nerveusement leurs cannes blanches et qu'ils cherchent en vain la synthèse. Est-ce là l'incapacité d'adaptation aux exigences du monde moderne ou sommes-nous en présence d'une incompréhension totale, absolue, des principes anarchistes ? Le virus autoritaire, dictatorial, a-t-il contaminé les Libertaires ?

Quoi qu'il en soit, il est impossible d'expliquer la conscience par l'inconscience, ainsi que la raison par la déraison, dès lors le doute n'est plus possible, les Libertaires désunis pataugent dans le confusionnisme parce qu'ils ont oublié que l'anarchie est une et non multiple, qu'individualisme, communisme, anarcho-syndicalisme sont trois branches d'un même tronc. En effet, l'être est à la fois individualiste, communiste, anarcho-syndicaliste. Primo, il est individualiste parce que chaque être pense avec son cerveau, voit avec ses yeux, sent avec ses sens, ce qui fait qu'il est impossible de trouver deux êtres qui voient le monde d'une manière absolument identique. Secundo, il est communiste parce que la vie en société nous impose des devoirs auxquels il faut se soumettre sous peine de désordre, de discorde. Tertio, il est anarcho-syndicaliste parce que le syndicalisme permet l'union de tous les ouvriers sans distinction de parti, de race, condition indispensable pour détruire l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ainsi, tout s'éclaircit, des nouveaux horizons s'ouvrent devant nous car chaque jour apporte des preuves irréfutables de l'action néfaste de l'Etat. On se rend compte que la Société actuelle, tout comme celles qui la précéderent, est fondamentalement autoritaire. L'Etat est, de plus en plus, le Grand Maître, l'arbitre absolu de la pensée et de l'action. La fameuse Dictature du Proletariat, qui d'après Marx lui-même, devait être une étape vers la Société sans Etat, s'est transformée en Dictature personnelle, tyrannique, sectaire, tortionnaire. L'U.R.S.S. est le berceau de l'absolutisme intégral, là la personnalité disparaît tandis que la foule se prosterne devant le nouveau Dieu, législateur qui contrôle, sanctionne toute initiative individuelle. Ainsi, après un quart de siècle de Dictature Proletarienne force nous est de reconnaître que le jésuitisme matérialiste-dialectique-historique a tout contaminé, qu'il a paralysé la classe ouvrière et ce qui est pire, les Libertaires eux-mêmes.

Malgré cela, la lutte continue, deux forces irréconciliables s'affrontent, d'un côté l'autorité sous toutes ses formes, de l'autre la nécessité de Liberté, de Justice, de Respect de la personne. Choc monstrueux qui dure depuis le début de l'aventure humaine, de cette époque où l'absolutisme bestial du Père de la horde engendra la révolte des fils. Certes, l'intransigeance ouvre les portes au sectarisme et cependant qui ose nier qu'il est dangereux, très dangereux de re-

nouer des relations avec des gens constamment préoccupés d'imposer des concepts moraux contraires à la nature, à la justice et au droit humain ? Il est temps de comprendre que la : « Science doit s'accorder à la nature, car la nature ne peut s'accorder à la science ». Or, la nature ignore les hiérarchies sociales forgées par des législateurs roubards. L'ordre Etatiste - Capitaliste - Religieux n'est, en réalité, que désordre, ses lois conventionnelles reconnaissent et défendent les intérêts, les droits d'une caste, d'une classe de parasites qui vivent au détriment de la classe ouvrière. L'analyse du comportement humain nous démontre que là où l'égoïsme triomphe, l'injustice, le meurtre, la mégalomanie mènent la danse et poussent la société vers la guerre, la décadence.

Qui ose le nier ? L'Etat moderne est calqué sur l'Etat historique, l'influence aristotélicienne détermine l'action des ministres, des politiques ainsi, quoi qu'on dise, rien n'induirait plus sûrement en erreur dans l'analyse de l'Etat, que de vouloir la fonder sur l'histoire car, l'aristotélisme égale complexe de trahison. Trahison envers et contre tous, trahison de la personne, contre le bon sens, la logique, la science, la justice, l'ordre naturel, la paix. Il est temps de reconnaître qu'un être a les mêmes droits et les mêmes devoirs que tous ses contemporains. Droit absolu de vivre confortablement et conformément aux règles fondamentales de l'hygiène et de la perpétuation de l'espèce. Ces règles ne reconnaissent pas, ne peuvent pas reconnaître les lois conventionnelles qui imposent la hiérarchie. Seuls des invertis, des pervers, des névrosés, des égoïstes, des sadiques, affirment que le désordre de la trilogie Etat-Capital-Eglise, est un ordre parfait qui assure le bon fonctionnement de la machine sociale. Nul doute n'est possible sur le rôle d'une société ayant comme but l'exploitation de l'homme par l'homme, cause de mécontentement, d'injustices, d'ouïe révolte, guerre, ruines.

Certes, les principes de l'A.I.T., de l'anarcho-syndicalisme sont de peu de poids, ils comptent peu, cependant bien téméraire sera celui qui affirmera qu'on se trouve en pré-

sence d'une utopie ou des principes inapplicables. Un fait est certain, la solidarité est commune à tous les êtres sans solidarité tout s'écroule, la vie en société n'est plus possible, voilà pourquoi, quelle que puisse être l'importance des accusations et des calomnies mises en circulation par une clique de spéculateurs, il nous a semblé indispensable de mettre en évidence cette vérité élémentaire qui affirme qu'un être, en tant que membre de l'espèce humaine, est égal à tous ses contemporains. La joie de mieux comprendre nous oblige à reconnaître que les principes de l'A.I.T., dont l'origine remonte au Congrès de Saint-Imier, sont les seuls capables de donner satisfaction à toute personne honnête, sincère, dépourvue de préjugés de race, de caste ou de classe. Tout comme les anarchistes, nous, syndicalistes révolutionnaires, nous voulons détruire la Justice Divine, Etatiste, Dictatoriale, Capitaliste. Nous voulons une Justice humaine, dont le rôle consiste à répartir équitablement, entre tous les producteurs, la richesse nationale, internationale, fruit du travail. Au désordre issu des lois conventionnelles de droit divin, nous voulons substituer la Justice, la Raison Logique qui assureront à chacun ce dont il a droit. Nous prétendons — et nous attendons de pied ferme que qui que ce soit nous prouve le contraire — nous prétendons, dis-je, que si les partisans de l'Etat trouvent normal que des galonnés, des prélats, des policiers, des diplomates, des bureaucrates, des magistrats, bref des gangsters qui hantent les bas-fonds ou les palais ministériels, vivent fastueusement, il est logique et conforme aux lois scientifiques que les travailleurs jouissent des mêmes avantages.

Ainsi, au terme de notre enquête, nous souhaitons que les Libertaires comprennent que leur rôle consiste à s'associer à ceux qui sont animés par des principes essentiellement révolutionnaires, qu'il est de leur devoir d'adhérer à la C.N.T. dont les principes de l'A.I.T. préconisent la destruction de l'exploitation de l'homme par l'homme ainsi que de la trilogie Etat-Capitalisme-Eglise.

BREGLIANO Luc.

EFFETS INATTENDUS DE LA PRODUCTIVITÉ

Les conflits idéologiques qui divisent le monde en deux blocs antagonistes président à l'instauration d'une mutuelle méfiance chez les dirigeants dont la clairvoyance n'est pas vertu première. La production intensive d'armes et d'équipements de plus en plus variés destinés aux futurs héros malgré eux n'est pas de nature à donner davantage confiance aux gouvernés qu'aux gouvernants. Ceux-ci sont, en outre, tenaillés par une dangereuse courtoisie qui est grosse de conséquences.

Le chaos économique que connaît le monde au milieu du vingtième siècle est, à coup sûr, la résultante des erreurs persistantes du patronat de droit divin qui n'a pas eu la sagesse de satisfaire en temps utile les plus légitimes et impérieuses revendications de ses ouvriers et de ses employés.

Il a fallu le sursaut d'énergie manifesté par la classe ouvrière en 1936 pour secouer l'apathie des exploités de combat qui, dans leur imprévoyance, se maintenaient en retard sur la civilisation économique née des rapides progrès scientifiques. Les congés payés, les conventions collectives, la semaine de 40 heures (pour ne parler que des conquêtes principales de l'époque) demeurent discutés en raison de l'absence de combativité des exploités. Trompés par la tourbe politicienne, que n'enchantent pas une libération trop entendue de la classe des producteurs, les luteurs de cette époque pleine d'espoir ont, de plus, connu la vengeance de ceux qui prétendaient monopoliser à leur profit l'expansion du machinisme.

Grâce à ce dernier se développait le chômage, cette plaie sociale, qui de tous temps a éprouvé les milieux ouvriers. On connaissait déjà ce fléau sous la République romaine où de nombreux chômeurs se trouvaient déjà à la charge de l'Etat ; de même que de nos jours, on observait alors qu'en échange des suffrages éventuels des plébéiens, les politiciens de l'époque, aussi corrompus que les nôtres, offraient à une foule nombreuse d'oisifs d'assez substantiels moyens de vivre.

Au moyen âge ce fut le développement de l'abâtissement religieux qui contraignait à un chômage sporadique de nombreux ouvriers obligés d'observer les fêtes liturgiques de plus en plus nombreuses. Les fêtes nationales de la IV^e République, quoique plus modestes par leur fréquence ne sont pas moins redoutables aux ouvriers payés à l'heure à la journée.

Le système économique qui subsistait pendant de longs siècles et qui

n'est pas encore révolu, a consacré les longues journées de travail et les déplorables conditions d'exécution de celui-ci ; il a eu pour conséquence les recherches constantes pour améliorer la condition ouvrière.

Au lieu d'asservir la machine à son bénéfice exclusif, l'homme demeure l'esclave de celle-ci qui, en outre, réduit les possibilités de l'emploi de son activité. Les chefs d'entreprise, seuls bénéficiaires de cet état de choses, n'hésitent pourtant pas à qualifier paresse la volonté d'émancipation de la classe ouvrière qui, malgré tout, prend conscience de son exploitation.

Il faut donc se garder des prétendus avantages que présentent les lois sociales qui trompent le producteur en prétendant lui offrir une fallacieuse sécurité par une augmentation irraisonnée des normes de rendement. L'illusion dangereuse des participations à la gestion des entreprises, voire même une direction partielle de celles-ci doit être dissipée.

Dans le clan adverse on a coutume de prétendre que ces mesures sont susceptibles de redonner à l'ouvrier la dignité du travail qu'il a, paraît-il, perdue. On oublie, dans ces milieux privilégiés, que celle-ci demeure latente et que seuls les excès des profiteurs de tout acabit spéculant honteusement sur la division, entretenue à dessein parmi leurs victimes, par leurs serviles domestiques des Assemblées parlementaires, donnent cette apparence de baisse de conscience professionnelle.

La distance entre les repus et les affamés est trop grande ; il demeure indispensable de lutter contre les bénéficiaires d'un régime qui leur a permis d'accaparer, à leur usage exclusif les bienfaits d'une civilisation qui, au cours de millénaires, a apporté à l'humanité des richesses qui devraient appartenir à tous.

La sous-consommation à laquelle se trouvent réduits présentement quatre millions et demi d'économiquement faibles (quel euphémisme !) et un nombre égal de salariés n'atteignant pas 25.000 francs par mois, doit conduire à des revendications précises qui, débordant le cadre desuet des organisations syndicales politisées, conduira aux saines méthodes d'action directe qui demeurent la base du syndicalisme révolutionnaire.

De même, le statut social consécutif aux irrégulières mesures d'allocation familiales et de Sécurité sociale a conduit à des modifications profondes dans le rapport du travailleur avec sa production ; il a,

L'action contre la guerre

Réflexions dédiées aux pacifistes

Il est un fait certain. Parmi les nations dites civilisées, aucun individu ne se déclare ouvertement pour la guerre. Tous, sans exception, clament partout leur horreur de ce fléau. Aussi bien le parlementaire, qui vote les budgets pour celle-ci, que l'ouvrier métallurgiste qui fabrique des obus, des mitrailleuses, etc... Il n'en coûte rien de se prononcer contre ; cela vous donne un certain crédit auprès des auditeurs, et de la préparer par son comportement vous procure certains bénéfices parfois.

Dans tous les Congrès, dans toutes les assemblées, des motions, des vœux sont unanimement votés « contre la guerre » et pour la paix. Cela n'est pas récent et ceux d'entre nous qui avons eu le triste privilège de naître avant 1900, nous constatons qu'il en fut toujours ainsi. Mais dans ce grand concert de voix qui s'élève contre la guerre il y a lieu de faire un « distingo ». D'une part, tous ceux qui, charognards nés, font tout pour qu'elle surgisse, pensant qu'ils en seront les profiteurs et non pas les victimes ; de ceux-ci nous ne nous occupons pas, les lecteurs du *Combat Syndicaliste* sont édifiés à leur sujet.

D'autre part, tous ceux qui, sincèrement œuvrent, par tous les moyens, s'organisent pour la lutte contre la guerre. Depuis de nombreuses années, nous assistons à cette action nécessitant de la part de ceux qui s'y adonnent une somme fantastique de dévouement et de sacrifice. C'est de ces compagnons et de leur action, que je voudrais m'entretenir. Loin de moi la pensée d'indiquer qu'ils ne sont pas sincères. Au contraire. Ceci dit, je leur pose, à eux, cette question : L'action contre la guerre que vous menez et qui a été menée avant la dernière et même celle qui avait été menée avant l'avant-dernière par les partis et sectes — j'exclue la C.G.T. d'avant 1914, j'en reparlerai plus loin — a-t-elle empêché le moins du monde la déclaration de la guerre ? Cette action nous l'avons connue avant la guerre de 1914, lorsque le Parti socialiste ne votait pas les budgets de guerre. « Pas de défense nationale en régime capitaliste », disait-il, ce qui n'empêcha pas des leaders de ce parti : Guesde, Sembat, Albert Thomas d'accepter d'être ministres pendant la grande saloperie 1914-18. Nous l'avons connue entre les deux guerres. Que d'efforts, n'est-ce pas « Barbé » du « Semeur », et compagnons de la « Patrie-Humaine » ? Que d'efforts, dis-je, INUTILES.

Inutiles ? Que ce mot ne vous choque pas compagnons pacifistes. Votre sincérité doit me permettre de vous en dire un autre plus exact, plus à propos. A votre tour, par respect pour la mienne de « sincérité » vous devez l'accepter et en tirer profit. Et voici : L'action que vous menez contre la guerre n'est pas seulement inutile, mais elle est contraire au but que vous poursuivez et comme aucune action ne peut être neutre — car ce serait la négation de l'action elle-même — elle est donc néfaste.

Ph. P.

(1) Il est vrai que beaucoup de pacifistes ne sont pas révolutionnaires, cela explique bien des choses.

Limitation du droit de grève par la réquisition

La grève générale expropriatrice et distributive est autre chose qu'un droit inscrit dans la Constitution. Elle fut une arme irrésistible avant d'être transformée en « hochet » par les réformistes avec leur système de grèves tournantes ou limitatives.

Bien qu'émasculée, particulièrement chez les cheminots, sa valeur dans certaines circonstances, n'en demeure pas moins totale et nous ne devons en aucun cas permettre qu'on y porte atteinte.

C'est ce que l'on tente pourtant de faire par tous les moyens.

Un protocole d'accord, signé par les fédérations syndicales réformistes, fait obligation aux cheminots de prévenir la S.N.C.F. de tout arrêt du travail par lettre signée du Bureau fédéral, seul qualifié pour donner l'ordre de grève.

Cela veut dire que, si les cheminots débrayent sans la bénédiction des « bonzes », ils sont sanctionnés. Les sanctions prises, en raison de l'interprétation élastique susceptible d'être donnée aux textes, pouvant être excessivement graves.

A ceci vient s'ajouter l'abus de pouvoir qu'est la réquisition.

de plus, contribué à renforcer les principes de hiérarchie considérés valables par la majorité de la société présente.

Une action vigilante de tous les instants s'impose pour que de plus saines conceptions président à la distribution de la production en attendant la réalisation de notre but qui vise à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

LALIMÉ.

Jean BRIVES.

« On ne doit la vérité qu'à ses amis, mais on la leur doit toute », m'écrivait récemment le compagnon Hobe.

Pour en arriver à cette conclusion, il nous faut rechercher non pas les « causes » qui produisent l'effet « la guerre — ce n'est pas l'objet de ce papier — mais l'action qui pourrait l'empêcher. Nous avons vu que rien n'a pu l'empêcher jusqu'ici. Alors ? Devons-nous conclure que la guerre est inévitable ? Que puisqu'elle n'a pu être évitée dans le passé il en sera de même dans l'avenir ? Non. La guerre est évitable et elle sera évitée le jour où les travailleurs ne la voudront plus faire.

Ceci est une Lapalissade à première vue, mais instruits par les leçons du passé, nous pouvons affirmer que c'est l'exacte vérité. Reviens les années d'avant 1914. Il y avait en France une C.G.T. forte, non pas par le nombre de ses adhérents, mais par son « Idéalisme » qui s'affirmait catégoriquement contre la guerre. Tous les adhérents d'alors étaient convaincus que si la déclaration de guerre survenait, ce serait l'insurrection en France avec toutes ses conséquences. Même dans les sphères gouvernementales « on » s'y attendait. Et les mesures prises par ces mêmes sphères ne sont pas étrangères à cet état d'esprit.

Carnet B., etc... La trahison de Jouhaux fit que la C.G.T. ne fit rien pour empêcher ce que nous appelons toujours la grande saloperie. Les insoumis, les objecteurs de conscience, fussent-ils très nombreux, ne seront jamais une force capable de faire reculer les « intéressés à faire la guerre », même seraient-ils groupés. Ils seront toujours balayés, écrasés, emprisonnés, sans que pour cela la guerre recule d'un pas. Alors ?

Alors nous devons accepter l'idée que seule l'organisation des travailleurs qui se refusent à accepter la guerre est capable, avec les moyens dont elle dispose, de faire l'action nécessaire et indispensable pour qu'elle ne soit pas.

Mais, direz-vous, en quoi notre action est-elle « néfaste », du moment que nous avons le même but ? Refus de participer à la guerre.

Elle est néfaste en ce sens qu'en luttant en francs-tireurs, en dehors de l'organisation qui, seule, peut œuvrer efficacement dans cette lutte, vous dispersez les forces nécessaires et indispensables à cette lutte qui ne peut être — qu'on le veuille ou non — que le prélude de la Révolution (1). Et pensez-vous que la Révolution peut être réalisée par des individualités ou groupes, autres que l'organisation groupant en son sein l'ensemble des travailleurs ? Allons donc ! Quant à moi, je ne le crois pas et c'est pour cela, chers compagnons pacifistes, que je vous dis : votre action est non seulement inutile, mais néfaste.

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr
Changements d'Adresse : 20 francs

B.D.I.C

Solidarité Internationale Antifasciste

dans la lutte contre tous les régimes totalitaires

Parvenu trop tard pour être inséré dans notre numéro de juillet, nous

croions indispensable, en raison de son importance, de publier dans ce

numéro le « Manifeste » diffusé par S.I.A. à l'occasion du

19 JUILLET 1954

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

COMMUNIQUÉ IMPORTANT

La camarade Renée Lamberet, arrivée à l'expiration de son mandat et ne pouvant pour raison de santé continuer à exercer sa fonction, le Bureau de l'A.I.T. a, dans sa séance du 25 juillet 1954, conformément aux dispositions adoptées par son VIII^e Congrès, désigné pour lui succéder comme Secrétaire général de l'Association Internationale des Travailleurs, le camarade Raymond Fauchois, de la C.N.T. française.

Le Bureau de l'A.I.T.

La C. N. T. d'Espagne en exil va tenir son V^e plénum intercontinental

La C.N.T. d'Espagne en exil va tenir cette année, à Toulouse, son V^e Plénum Intercontinental, le 15 août prochain et les jours suivants.

Il comporte un ordre du jour étendu, où figurent des questions importantes, qui donneront lieu à des délibérations intéressantes. Avant que ce Plénum ait lieu, comme il est de règle dans les Congrès, les F.L. de la C.N.T. en exil auront tenu leurs assemblées locales, discutant l'ordre du jour, puis chacun des noyaux de cette organisation tiendront aussi leur Plénum Interdépartemental où seront désignés par les F.L. de chaque région les délégués au Plénum Intercontinental.

Probablement, environ 60 délégués participeront au Plénum, représentant les 21 régions de France, les 10 d'Europe et d'Amérique, pour un total de 500 Fédérations locales et 13.000 affiliés de la C.N.T.E. en exil. Il y aura aussi sûrement une représentation directe du Comité National et de la C.N.T. d'Espagne clandestine.

La C.N.T. à l'intérieur mène une lutte intense contre Franco et son régime, et développe clandestinement ses activités malgré les répressions et la persécution dont elle est continuellement l'objet.

La C.N.T. en exil aide la C.N.T. de l'intérieur dans tous les domaines et pratique surtout, sur une grande échelle, la solidarité à l'égard des prisonniers confédéraux et libertaires victimes du franquisme. Depuis de longues années, elle a réalisé en ce sens un énorme effort, qui prouve l'esprit de solidarité et la morale de ses affiliés.

Depuis 1939, date de la perte de la guerre en Espagne, la C.N.T. et le mouvement libertaire espagnol n'ont jamais arrêté leur activité, malgré la déroute infligée au peuple espagnol par les forces de la réaction espagnole alliées à celles du fascisme international et aux hordes d'Hitler et de Mussolini.

RAPPEL DE STATUTS

Conformément à un vœu exprimé par le 6^e Congrès Confédéral de la C.N.T. française, le secrétariat de l'A.I.T. rappelle aux Sections de l'organisation le texte de l'article 7 de ses statuts relatif aux transferts internationaux, libellé comme suit :

« ARTICLE VII. — Tout membre d'une organisation affiliée à l'A.I.T., à jour de ses cotisations, mais résidant dans un autre pays que celui où il est inscrit comme membre, devra effectuer dans un délai d'un mois de son arrivée dans ce dernier pays, son transfert au syndicat correspondant de la Centrale adhérente à l'A.I.T. Ce transfert devra être effectué par la dite Centrale sans paiement de droit d'entrée ».

Depuis la libération de la France et la chute d'Hitler, la C.N.T. d'Espagne en exil a tenu trois congrès, à chacun desquels ont assisté plus de 400 délégués directs des Fédérations locales. Elle a tenu en outre deux grandes Conférences intercontinentales et cinq Plénams Intercontinentaux, c'est-à-dire que périodiquement et d'une façon régulière, chaque année s'est réunie cette grande organisation, la seconde numériquement dans l'A.I.T., pour traiter toutes les questions qu'elle a cru intéressantes, aussi bien dans la lutte pour la liberté du peuple espagnol et contre le fascisme que dans tout ce qui se rapporte à l'A.I.T., au syndicalisme révolutionnaire international et à sa propre organisation interne.

L'œuvre réalisée par la C.N.T. d'Espagne en exil durant ces longues années est de la plus grande importance, et on peut en dire autant de ses activités.

Actuellement, cette organisation a pour organe d'expression dans la presse, l'hebdomadaire « C.N.T. », et les journaux « Solidaridad Obrera », de Paris, avec un grand tirage, de plus « Solidaridad Obrera », de Mexico. Soutenu aussi par des camarades en exil, est publié à Mexico « Tierra y Libertad », organe du groupe de ce nom, qui rappelle un des vétérans des publications libertaires internationales. La C.N.T. en exil publie aussi la grande revue mensuelle « C.E.N.I.T. » et à Paris paraît le magazine littéraire mensuel « Suplemento Literario de Solidaridad Obrera ».

Le Mouvement Libertaire en exil réalise aussi un travail d'édition important. Parmi les œuvres publiées figurent les trois volumes de « La C.N.T. en la Revolución Española ». C'est la C.N.T. en exil qui soutient toute cette activité et tout cet effort par la volonté et la constance de ses affiliés.

L'ARMISTICE D'INDOCHINE

(Suite de la 1^{re} page)

mouvement de « libération nationale » (essentiellement politique) comme une ébauche d'émancipation sociale. Il arrive même que des « courants » prétendument révolutionnaires épousent ce point de vue. Cependant, il n'est un mystère pour personne qu'un peuple décidé à conquérir sa liberté économique par des méthodes révolutionnaires (les seules qui soient efficaces) trouvera toujours devant lui, dans ce qu'il est convenu d'appeler « son » gouvernement, aussi « national » que puisse être ce dernier, un ennemi irréductible prêt à noyer dans le sang tout soulèvement populaire. Ce n'est donc pas dans le choix d'un nouveau gouvernement ou dans la constitution d'un nouvel Etat, que résidera la véritable libération de travailleurs coloniaux décidés à briser leurs chaînes, mais bien dans leur volonté d'en finir avec l'exploitation qui pèse sur eux, qu'elle soit le fait du patronat ou de l'Etat, qu'elle se manifeste

par la contrainte patronale, la brutalité policière ou la ruse politicienne. Le patronat n'est pas meilleur, et les politiciens sont aussi charlatans (fussent-ils déguisés en « libérateurs ») aux colonies que dans la Métropole, et partout c'est le prolétariat que l'on opprime. Ce n'est pas parce que l'Indochine — avec ou sans élections « libres » — aura un nouveau pavillon national que cela sera changé, et il serait pour le moins déplorable que les travailleurs indochinois, trompés par les apparences, consentent des sacrifices pour une cause qui n'est pas la leur.

Tous les nationalismes se valent, nous les combattons toujours tous avec la même rigueur. Ferme attachés à l'esprit de l'Association Internationale des Travailleurs, c'est dans l'internationalisme prolétarien que nous plaçons notre confiance pour les succès des luttes à venir. Cet internationalisme-là, trop de mauvais élèves l'ont oublié.

Henri BOUYE.

Dix-huit ans ont passé depuis le jour mémorable où le peuple espagnol, les travailleurs et l'opinion libérale d'Espagne s'opposèrent avec toute la force de leur volonté et de leur sentiment de la dignité humaine, au soulèvement des militaires fascistes et à la conspiration de toutes les forces réactionnaires espagnoles.

Cet événement fut le généreux, le courageux soulèvement d'un peuple refusant de se laisser submerger par la vague réactionnaire qui était en train de s'étendre sur l'Europe, qui avait déjà englouti les libertés et les droits en Italie, en Allemagne, en Autriche et en Hongrie, qui sous une autre forme dictatorial, avait enfermé le peuple russe sous la dalle hermétique d'un système concentrationnaire où la vie et la liberté de l'homme ne signifiaient plus rien.

Aujourd'hui, en commémorant, une fois de plus, cette date inoubliable, S.I.A. rappelle qu'elle est née de cela, qu'elle a été déterminée par les circonstances et les nécessités de ce moment — prélude de tous les événements douloureux qui devaient s'accumuler sur le monde.

Depuis sa fondation, en 1937, la présence vigilante de S.I.A. à côté de tous les combattants pour la liberté et contre toutes les forces de totalitarisme n'a pas cessé un instant de se faire sentir.

Et aujourd'hui, évoquant ce jour de gloire, à travers lequel s'affirme la volonté d'un peuple qui se défendait contre l'oppression et la réaction avec tous les moyens à sa portée, S.I.A. affirme que l'œuvre de solidarité internationale commencée à cette époque et à laquelle elle n'a cessé de contribuer avec tous les moyens disponibles non seulement n'a pas été interrompue mais qu'elle continue à être l'impératif catégorique de tous les moments.

L'Espagne tombée dans l'horreur et l'ignominie de la dictature franquiste ; la Roumanie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie sous le despotisme bolchevique ; Péron plongeant le peuple argentin dans la plus honteuse orgie réactionnaire ; le Guatemala vivant aujourd'hui l'étape de persécution et de crimes par laquelle les dictateurs inaugurent leur règne ; la Colombie, le Venezuela victimes de satrapes primitifs ; le Mac-carthysme tout-puissant aux Etats-Unis où l'on tire prétexte de la lutte contre le communisme pour étrangler tous les droits individuels et persécuter tous les hommes de pensée libre, voilà autant d'exemples des caractéristiques qu'offre aujourd'hui la lutte contre toutes les formes de totalitarisme.

Ici comme là, en Europe comme en Amérique, sous les dictatures blan-

ches comme sous les dictatures rouges, les hommes sont opprimés et s'efforcent de se libérer. Des milliers d'emprisonnés, d'internés dans des camps de concentration, de veuves et d'orphelins, de martyrs sacrifiés par la bête sanguinaire, la même en tous les points du globe, exigent de nous une action sans retard, une solidarité effective, la permanence d'un labeur vigilant.

Une fois de plus, S.I.A. dénonce au monde les crimes qui sont en train de se commettre contre les droits de l'Homme et du Citoyen, contre la personne humaine en Europe et en Amérique et demande la solidarité et la protestation des hommes de cœur et de conscience droite en faveur de toutes les victimes.

En ce 19 juillet, XVIII^e anniversaire du soulèvement d'un peuple héroïque pour la défense de sa liberté, nous élevons énergiquement la voix :

Contre toutes les formes de dictature ! Pour le droit à la liberté de tous les hommes et de tous les peuples ! Pour la libération de tous les prisonniers ! Contre tous les despotes qui plongent les peuples dans les régimes de terreur et de misère ! Contre tous les fauteurs de réaction et de guerre !

Vive la solidarité internationale de tous les antifascistes du monde !

F. O. R. A.

La lutte contre le totalitarisme s'amplifie, se perfectionne. La F.O.R.A. édite, elle aussi, un journal clandestin qui a pour titre « Organización Obrera ».

A l'occasion du 1^{er} mai 1954, un numéro extraordinaire, dont nous re-

produisons ci-dessous un article, a été diffusé.

La substance de cet article démontre assez clairement, sans l'appoint de longs commentaires, que la combativité de nos camarades d'Argentine, que nous assurons une fois de plus de notre entière solida-

rité, est absolument intacte.

Un travail tel que celui qu'ils accomplissent, une telle abnégation, une telle persévérance, ne manquent pas d'être couronnés par le triomphe de notre cause commune, par la libération totale des peuples écrasés sous la botte des tyrans.

Valeur morale de la F. O. R. A. en face des autres tendances

On ne peut nier qu'en Argentine il a existé et il ya une série de mouvements ouvriers, mais leur valeur ne réside pas dans leur nom ; encore moins dans leur nombre d'adhérents. La preuve en est à notre époque.

Nous pouvions dire qu'à la chaleur de l'étatisme, il s'en est constitué une certaine, et nous pouvons aussi soutenir que la grande majorité des travailleurs est organisée chez eux, les uns par incompréhension, les autres par force, et le plus grand nombre, par convenance, parce que telle est la réalité, bien que nous puissions préciser que beaucoup de ces syndicats ont été formés en l'absence des ouvriers authentiques, car ils sont le fruit d'une combinaison habile entre le capitalisme, l'Etat et les syndicalistes. Quelle valeur représentent ces syndicats pour les travailleurs et le peuple ? Aucune ! La demande et la réponse doivent être analysées avec sérénité par les travailleurs.

Le courant syndicaliste, depuis son origine et dans ses diverses manifestations, est fils direct et préféré du régime d'exploitation et d'oppression dont nous souffrons. Sa présence dans le mouvement ouvrier et son dénominatif obéissent à une tactique politique déterminée par ses maîtres, Capital et Etat.

L'action de ce courant éminemment régressif et contre-révolutionnaire par son origine, il la prouve dans toute sa trajectoire : dans son sein, les travailleurs sont soumis à un contrôle syndical qui ressemble au contrôle policier, et ce contrôle des personnes qui l'intègrent passe aux mains de l'Etat, comme le mécontentement des ouvriers à l'égard de l'oppression des gouvernements et de l'exploitation du capitalisme, afin qu'ils prennent les mesures préventives et de répression selon les circonstances, alors que les syndicalistes prennent des résolutions dilatoires ou dénonciatrices pour annihiler tout mouvement revendicatif ou de libération des ouvriers.

Tous les travailleurs authentiques, dans ces organismes, sont de purs automates et leur rôle est de payer la cotisation syndicale avec laquelle les dirigeants font des campagnes politiques et entretiennent avec le reste leur existence de parasites ; puis ils reçoivent des ordres du gouvernement et les imposent contre la volonté et l'opinion des ouvriers. Ce procédé autoritaire parle d'une façon éloquente de ce qu'ils sont et à qui ils obéissent.

Que les ouvriers pensent à ce fait : quand se sont-ils réunis et ont-ils

autorisé le secrétaire de la C.G.T. et ses agents pour appuyer les chefs de l'Etat et autres politiques qui veulent se maintenir au pouvoir ? Ce fait démontre que les travailleurs ne sont pas intervenus, et s'ils l'avaient fait, d'autre part, cela signifierait que cette centrale, comme ceux qui l'appuient d'une façon consciente sont seulement des instruments de l'Etat et du capitalisme et des soutiens de la tyrannie.

Si celui qui fait partie d'une organisation n'a ni voix ni vote, qu'y fait-il ? Peut-être que nous, les ouvriers, nous n'avons pas le droit de penser et de résoudre les problèmes qui sont en relation directe avec nos besoins et aspirations morales et matérielles ? Nous, ouvriers, sommes des entités pensantes avec droits et devoirs ; mais dans la C.G.T. et organisations similaires, les ouvriers sont dirigés et réglementés par le pouvoir de leurs dirigeants qui, couverts par les Statuts de ces organisations, résolvent d'une façon exécutive, en favorisant le capitalisme et obéissant à l'Etat ; mais toujours contre le travailleur et ses aspirations à la liberté. Et si les travailleurs doivent faire grève en marge des syndicats, pour des besoins inhérents à la vie, quelle valeur ont ces énormes organisations et leurs énormes ensembles d'adhérents ?

C'est clair : seule la grève par l'action directe sans la tutelle de l'Etat et du capitalisme et de ces entités peut être féconde, si elle est orientée par une idéologie libertaire et si ce sont les travailleurs eux-mêmes qui interviennent et prennent les résolutions sans remettre à personne la solution de leurs aspirations.

Tout cet appareil légalitaire que ces entités préconisent ressemble aux cimetières : ces derniers servent seulement de sépulture aux êtres inertes jusqu'à ce que le temps les désintègre. Dans la C.G.T. c'est la même chose : ils enterreront toutes les aspirations revendicatives des travailleurs ; au cas contraire, que les ouvriers municipaux, les cheminots, les employés de banque, et tant d'autres qui ont commencé des luttes pour des objectifs économiques parlent.

Comment conçoit-on qu'avec tant de champions du « justicialisme », de « Défenseurs des ouvriers » il n'y ait pas de liberté d'imprimerie, de parole, d'association, de grève, de pensée ? Et comment peut-on justifier que le seul mouvement ouvrier révolutionnaire, de justice et libérateur, celui de la F.O.R.A., ne jouisse pas des libertés inhérentes à la vie

pour résoudre les problèmes ouvriers et humains ? C'est clair : dans la F.O.R.A., il n'y a pas de place pour les dirigeants, les laquais et les gens serviles. Elle est celle qui s'affronte et dénonce les abus de la tyrannie et l'exploitation du capitalisme... En elle, les ouvriers prennent des résolutions selon leur libre opinion au sujet des problèmes qui se posent journellement pour la conquête du pain et de la liberté, pour la grève et l'action directe. Ses principes de liberté et de justice sont l'antithèse de tous les courants autoritaires, y compris ceux du syndicalisme...

Comme le verront les travailleurs et le peuple, il n'y a que deux chemins : celui qui nous conduit à la liberté et à la justice parce qu'elle est la synthèse du communisme anarchiste, guide de toutes les aspirations progressistes et civilisatrices pour l'espèce humaine : celui de la F.O.R.A. L'autre, par le syndicalisme (d'Etat) est la perpétuation du régime dominant, avec toutes ses injustices et la mutilation de la dignité humaine.

Seulement, dans le premier, l'homme lutte et vit pour être maître de son corps et de sa pensée, même s'il est tué dans la lutte ou peuple les prisons que les tyrans établissent et maintiennent, comme une tache sanglante pour l'époque civilisatrice qu'ils disent vivre.

Vive la F.O.R.A. ! Vive le communisme anarchiste !

Le Conseil Fédéral.

Aux "plus de 50.000"

(Suite de la première page)

l'idarité, l'altruisme, la philanthropie et que, s'ils sont exactement dans cette ligne, IL LEUR EST INTERDIT de penser à l'élévation de leur niveau de vie tant que celui de tous les autres ne se sera pas hissé à la hauteur du leur.

Qu'ils prennent garde, l'esprit corporatiste étrié, qui les anime, peut leur être funeste. La révolution mécanicienne est susceptible, en un laps de temps très court, de faire de la majorité d'entre eux des CHO-MEURS.

Ils comprendront mieux alors l'égoïsme de leur position actuelle, face à celui des autres plus favorisés qu'eux, s'il se matérialise.

Raymond FAUCHOIS.

B.D.I.C. 342

C.N.T. A.I.T.

Le combat



SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 124

20 FRANCS

VENDREDI 10 SEPTEMBRE 1954

UNITÉ

L'OMNIPOTENCE sans cesse grandissante de l'Etat a, à chaque mouvement de révolte, détruit brutalement l'ambition des révolutionnaires constructeurs de la liberté réelle, allant jusqu'à la destruction physique des révoltés.

Le mouvement de révolte, à l'origine, tourne court; il n'est qu'un témoignage sans cohérence. La révolution commence au contraire à partir de l'idée. Précisément elle est l'insertion de l'idée dans l'expérience historique quand la révolte est seulement le mouvement qui mène de l'expérience individuelle à l'idée.

Si entier était l'optimisme des anciens révoltés, aujourd'hui l'esprit révolutionnaire a grandi en clairvoyance; derrière lui cent cinquante années d'expérience peuvent le faire réfléchir.

Depuis cent ans le régime capitaliste de l'Occident a résisté à de rudes assauts. Doit-on pour cela le tenir pour légitime et rester dans ce lâche conformisme social? Le monde d'aujourd'hui ne peut plus être qu'un monde de maîtres et d'esclaves parce que les idéologies contemporaines, qui modifient la face du monde, ont appris à penser l'histoire en fonction de la dialectique maîtrise et servitude.

Les anarchistes ont bien vu que gouvernement et révolution sont incompatibles au sens direct. « Il implique contradiction, dit Proudhon, que le gouvernement puisse être jamais

révolutionnaire et cela par la raison toute simple qu'il est gouverné ».

Ce qu'on appelait au XIX^e siècle l'émancipation progressive du genre humain apparaît comme une suite ininterrompue de révoltes qui tentent de trouver leur forme dans l'idée mais qui ne sont pas encore arrivées à la révolution définitive qui stabiliserait tout sur la terre. S'il y avait une seule fois révolution, il n'y aurait plus d'histoire. Il y aurait unité heureuse. C'est pourquoi tous les vrais révolutionnaires visent finalement à l'unité du monde et agissent en croyant à l'achèvement de l'histoire. Le révolté récuse l'absolutisme historique et le conteste au nom de sa condition.

Mais auparavant l'histoire des hommes nous montre l'équivalent du premier mouvement de révolte, celui de l'esclave, de l'exploité.

Ce qu'on appelle traditionnellement le syndicalisme révolutionnaire a prodigieusement amélioré la condition ouvrière depuis la journée de seize heures jusqu'à la semaine de quarante heures.

L'Empire idéologique, lui, a détruit la plupart des conquêtes du syndicalisme; c'est que l'esprit syndicaliste et libertaire partait de la base concrète tandis que la révolution césarienne part de la doctrine.

Pour faire triompher le principe révolutionnaire, l'instauration de la société libertaire, il faut abattre le principe de l'ex-

ploitation de l'homme par l'homme, inculquer aux travailleurs la nocivité d'un gouvernement démocratique ou dictatorial, en un mot, faire que les élans révolutionnaires soient au nom de la justice, de la liberté, de l'égalité sociale.

A partir du moment où les principes ayant engendré l'unité ne font plus régner la concorde, les coupables sont des factieux qui nient par leur activité même l'unité nécessaire.

Au sein d'organisation révolutionnaires, nous voyons des exemples de dissidence. Des camarades, par sympathie pour d'autres camarades, meneurs ceux-là, par manque de persévérance ou de conviction, rejoignent des organismes pleinement réformistes ou qui, indirectement, par inconscience ou duplicité, font le jeu des grands de ce monde.

Nous devons lutter toujours et plus encore maintenant, dénoncer les agissements de pseudo-camarades et continuer la route que nous avons bien amorcée. Dans notre C.N.T., révolutionnaire elle, les éventuels éléments favorables au démentèlement de notre édifice international qu'est l'A.I.T. devront être combattus, éliminés.

C'est pour cela, camarades, qu'il nous faut serrer les rangs et, grâce à une solide homogénéité, nous ne pourrions que progresser et parvenir à l'élaboration de notre idéal, la société communiste libertaire.

LES SOLDATS DE L'EUROPE

On mange de la

C. E. D.

Le Parlement français ayant rejeté le projet de Communauté Européenne de Défense (et l'armée européenne qu'il supposait) il n'en découle malheureusement pas que l'Europe soit à la veille de vivre sans armées. L'autorité supranationale qui devait commander l'appareil militaire asservissant l'Europe n'ayant pas été créée, ce seront les Etats - Majors nationaux et les organismes nés du Pacte Atlantique qui continueront à diriger les opérations de mise au pas du prolétariat des pays intéressés, tout en préparant la prochaine guerre.

Avec le rejet de la C.E.D. s'écroulent les espoirs sordides d'une multitude de candidats aux emplois civils ou militaires de cette superarmée dont le commandement venait s'enchevêtrer dans celui d'armées nationales sur lesquelles il devait avoir la suprématie.

L'objectif poursuivi par les auteurs du projet de C.E.D. était avant tout de renforcer le dispositif de « défense » de l'Ouest dans le cadre des plans américains (auxquels M. Mendès-France nous paraît préférer ceux

de l'Angleterre) en utilisant le potentiel humain, économique et militaire de l'Allemagne, en reconstituant ouvertement la puissance militaire allemande sans heurter les susceptibilités nationales des pays éventuellement engagés par le traité. Quoi qu'en disent les communistes, le rejet de ce traité, qu'ils présentent comme leur succès alors que la droite traditionnelle a en partie voté contre, ne résout pas le problème de la Paix, car si l'armée européenne est écartée, les autres subsistent, y compris l'armée rouge, d'autant plus menaçante qu'elle est puissante. D'autre part, bien que ce rejet ait incontestablement bousculé quelque peu des intérêts industriels et financiers considérables, il ne faut pas se faire illusion sur les dangers encourus par ceux-ci, car quelles que soient la

structure administrative ou le caractère politique de la puissance militaires du continent européen, les fournisseurs aux armées sauront toujours opérer les rétablissements qui s'imposent pour être les vrais gagnants de la guerre, même s'il s'agit de la guerre froide.

Au cours du vaste débat sur la C.E.D. dans la presse comme à la tribune parlementaire, il fut souvent question du danger que présenterait la renaissance du militarisme allemand, dans lequel chaque parti ne verrait certainement que des vertus s'il était assuré par avance de pouvoir le faire jouer à son profit. En l'occurrence les communistes nous fournissent un bel exemple de virtuosité politique, eux qui dénoncent plus que quiconque les tendances nationalistes de l'Allemagne de l'Ouest alors qu'ils dotent d'une véritable armée l'Allemagne de l'Est.

De ce débat, s'il fallait en croire les partis en présence (le parti socialiste comme les autres) il ressortirait que ce n'est pas l'armée qui est mauvaise en soi, mais l'usage qui en est (suite page 4)

Si les robots sont inventés pour travailler à la place des hommes, il faut logiquement qu'ils travaillent pour eux!

Refuser à un homme et à sa famille des moyens d'existence parce que c'est une machine qui fait son travail, est commettre un crime social.

Un nouveau messie qui s'effrite

De Charybde en Scylla

Un véritable soupir de soulagement a marqué dans le monde et particulièrement en France l'annonce du « Cessez le feu » en Indochine. Depuis plus de sept ans durait cette ignoble tuerie sans justification valable dont le but n'était autre que la défense d'intérêts particuliers. Dans l'arrêt du conflit chacun a trouvé, ou a cru trouver son compte.

Les esclaves indochinois, enfin affranchis, se sont, en toute indépendance, donné de nouveaux maîtres.

Les Français, eux, aussi librement, ont eu, pas longtemps avouons-le, la possibilité d'adorer un nouveau « Sauveur » près duquel Jésus, un peu défraîchi par le temps, faisait piètre figure.

« Mister France », comme l'appelaient avec déférence nos « bons amis » d'outre Manche, a, en effet, réalisé, en moins d'un mois, le tour de force de museler la gueule des canons qui, là-bas, à l'autre bout du monde, ne voulaient pas se taire. Et chacun de s'exaltait!

Une ère de prospérité que l'imagination assimilait mal, en raison de son importance, allait s'ouvrir devant nous.

Les milliers de milliards que, chaque année, la « gueuse » engloutissait pour des œuvres destructives allaient enfin pouvoir être employés — la « Patrie » n'étant plus en danger — pour d'autres fins, plus conformes à nos désirs.

Et puis, coup sur coup, faisant suite au coup de baguette magique, se situèrent le projet de redressement économique, avec ses pouvoirs spéciaux, et la C.E.D.

Il n'en faut pas plus pour ravaler au niveau de simple mortel un homme qui, la veille encore, se trouvait en passe d'être déifié.

Le désenchantement de ceux qui se faisaient des illusions sur les bienfaits que pouvait provoquer la paix a dû être immense.

Adieu! veau, vache, cochon... « D'assainissement financier » immédiat, susceptible d'améliorer la condition des déshérités de ce monde, pas question.

Nos experts, sans tiquer, prévoient pour 1955 un déficit budgétaire de mille milliards — exactement mille neuf milliards, sauf circonstances aggravantes, bien entendu.

Il y a mieux! Certains démontrent que l'arrêt des hostilités ne provoquera aucune économie et que la suppression d'un pourcentage important de nos exportations vers l'Indochine risque, au contraire, de nous jeter,

(Suite page 4)

(Suite page 4)

Pierre Le Meilleur est mort

Le vieux et rude lutteur que fut Pierre Le Meilleur vient d'être emporté par le mal qui l'avait obligé de se retirer de l'arène sociale.

Evoquer la vie militante de ce camarade qui participa aux luttes sociales depuis le début du siècle nous entraînerait à de longs développements. A l'époque où le syndicalisme observait farouchement une indépendance qui s'est fort amenuisée depuis que es intrigues politiques ont divisé la classe ouvrière pour perpétuer son asservissement, Le Meilleur n'hésitait pas à recourir à l'action directe, fut-ce par des moyens violents.

Luttant constamment contre tout ce qui vise à perpétuer l'asservissement et l'obscurantisme, ce caractère emporté et impulsif n'en était pas moins d'une délicatesse rare dans ses relations avec les camarades.

Par la plume ou par la parole, il sut défendre les idées qu'il avait adoptées et il connut de ce fait les rigueurs de la répression. Dans les luttes ouvrières l'homme de la « chaussette à clous » montra la voie que ne paraissent pas disposés à suivre les jeunes générations.

Ce ne sont pas les regrets que nous cause sa disparition qui doivent nous décourager; au contraire, l'estime qu'emporte dans la tombe ce vieux camarade ne peut que nous engager à persévérer dans la lutte pour laquelle il a su se sacrifier. Que l'idéal de liberté qui l'animait survive en nous qui gardons vivace le souvenir des luttes passées et espérons dans le triomphe de l'idéal qui l'animait.

COMMUNIQUÉS

ATTENTION !

Prière de noter l'adresse et le numéro de chèque postal de l'administratrice du journal.

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S.U.B.

L'Assemblée Générale a lieu tous les troisièmes dimanches de chaque mois.

La prochaine A. G. se tiendra le dimanche 19 septembre 1954, à 9 h. du matin. Réunion à la Chope du Combat, 2, rue de Meaux. Métro : Fabien.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21.

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine).

C.C.P. 1536-03.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

19^e UNION REGIONALE

Permanence: tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège: vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

Sur l'indifférence de la jeunesse

Après les observations d'Albert Sadik parues dans le numéro de juillet, je voudrais ajouter les quelques précisions suivantes:

L'indifférence envers le mouvement ouvrier de beaucoup de jeunes provient en partie de toutes ces sirènes politiques et de la division du monde ouvrier. Si nous nous en donnons la peine, les jeunes de la C.N.T. peuvent contribuer à briser cette indifférence et amener nos jeunes camarades au combat révolutionnaire, combat tout à fait différent de celui de l'U.J.R.F. aux ordres du parti dit communiste et de sa nouvelle politique patriotarde de collaboration des classes, politique qui fait qu'actuellement l'U.J.R.F. recrute pas mal de fils de patrons, de commerçants, de bourgeois. Combat différent de celui de la J.O.C. dont le but primordial est « de refaire chrétiens nos frères », donc assujettissement à l'Eglise. Cela nous crève le cœur de penser que des curés se mêlent, s'implantent dans les affaires du milieu ouvrier, de sa jeunesse. Cependant en toute honnêteté, il convient de reconnaître que bien souvent cette J.O.C. a mené seule une lutte revendicative intéressante, bien plus que l'U.J.R.F. enfermée dans la politique, alors que les organisations syndicales, y comprise la nôtre, se désintéressaient des problèmes propres à la jeunesse.

Mais si dans ce combat nous démarrons dans le cadre syndical, nous ne devons pas nous y cantonner; nous devons porter notre idée syndicaliste parmi cette jeunesse qui nous environne, idéal non sectaire, mais capable de grouper dans la lutte révolutionnaire de tous les jours, les jeunes qui luttent déjà, les jeunes à l'esprit libre, ceux du M.I.A.J., de la F.N.A.J., ceux des mouvements anarchiste et libertaire Les camarades de Grenoble avaient commencé ce travail

par leur journal « Jeunesse Emancipation » dont malheureusement nous n'avons plus entendu parler. Si à l'époque, les jeunes de la C.N.T., nous nous étions plus intéressés à la question, peut-être que ce canard aurait continué de paraître.

Sur le plan revendicatif, il y a nos revendications propres à découvrir et à intégrer dans la lutte syndicale. Nous en avons parlé dans ce « C.S. » de juillet; nous y revenons.

Quant aux réalisations de jeunes tels que « foyers de jeunes », nous ne pouvons y réussir qu'en collaborant avec des jeunes des mouvements proches de nous cités plus haut.

Mais pour que ce combat soit complet, nous devons ancrer en nous la réalité que la jeunesse ne se cantonne pas entre 20 et 30 ans, mais aussi bien avant. Les conditions d'apprentissage et celles des étudiants, par exemple, doivent être abordées.

Il y a un autre aspect du combat qui ne doit pas être délaissé: celui de lutte antimilitariste, plus que jamais en cette période où de jeunes recrues sont envoyées en Afrique du Nord pour se faire massacrer et pour massacrer des prolétaires comme nous.

Sur le plan éducatif, nous nous réjouissons de l'ouverture du Centre de Formation Sociale prévu pour octobre. Nous appelons les jeunes à y participer et à s'y regrouper pour démarrer cette action entreprise.

Je pense que l'action militante des jeunes, basée sur ces suggestions que nous avons essayé d'ébaucher, nous nous plongera pas dans un « snobisme » jeunard stérile. Cette bagarre devant se mener avec l'esprit prolo. Consciencés de prolétaires et de jeunes peuvent être un appoint appréciable à la C.N.T., au delà des disputes internes.

P. MORAIN.

Le capitalisme au Maroc

Les exploités du monde entier peuvent avoir à l'heure actuelle un rictus de satisfaction: en Amérique Latine, les trusts des United Fruit renforcent leur puissance, en Indochine les capitaux français sont préservés, en Tunisie la peur des colons s'amointrit.

Mais les prolétaires, sous des formes diverses, ne dorment pas en certains pays. En Allemagne occidentale, la classe ouvrière s'engage dans des grèves bien déterminées, les pourparlers avec le patronat sont rompus, des compromis inacceptés. Des grèves sont signalées en Amérique; en Angleterre, à l'heure où nous écrivons, les dockers de Hull refusent les ordres apaisants de leurs bonzes et décident de tenir jusqu'au bout dans leur grève. Dans les pays colonisés, la lutte continue: aux Philippines, en Afrique du Sud. En Indochine certains éléments du Viet-Minh n'acceptent pas les tractations des GRANDS de ce monde et ne désarment pas; en Tunisie, malgré les apparences heureuses de la presse française de tout poil, malgré les trahisons des dirigeants bourgeois du Néo-Destour, une partie du peuple tunisien continue à mener la lutte.

Mais c'est au Maroc que la lutte s'amplifie: grèves générales, manifestations importantes, attentats contre les collabos, les flics et les colons français. Certes au premier abord, la lutte pour le retour d'un ancien sultan peut apparaître au prolétariat français peu intéressante. Nous n'irons pas faire l'éloge d'un quelconque roi, sultan et compagnie. Cependant pour le prolétariat marocain, ce sultan détrôné représente une certaine résistance aux colons européens exploités, qui, de ce fait, le détrônèrent il y a un an pour le remplacer par des serviteurs rampants, haïs du peuple marocain.

Cette lutte se trouve donc être en premier lieu une lutte contre les exploités français, les mêmes que les nôtres. Et cette exploitation capitaliste est depuis fort longtemps appuyée par une répression sanglante contre toutes formes de résistance. Nous ne nous attarderons pas sur toute l'étendue de cette répression, il faudrait des pages et des pages. Bornons-nous seulement à quelques faits touchant le syndicalisme marocain, syndicalisme autonome interdit, faits relatés plus loin dans ce numéro.

Tandis que le prolétariat marocain tente de se libérer du colonialisme français, forme adaptée de l'ennemi commun des travailleurs d'Outre-Mer et Français, le capitalisme, la classe de jeunes recrues françaises sont envoyées au Maroc tuer le prolétariat marocain et offrir leur peau pour sauvegarder la vie des exploités et de leurs complices, la classe ouvrière en France reste inactive alors qu'une lutte commune, fidèle à l'internationalisme prolétarien, serait nécessaire pour le plus grand bien de tous ces peuples dont le nôtre.

Grève de tout ravitaillement militaire dirigé vers le Maroc et les colonies, refus massif de laisser partir les jeunes recrues du contingent tuer et se faire tuer, seraient les premiers aspects de cette lutte. Premiers aspects seulement à défaut d'une grève générale capable d'affaiblir le capitalisme commun de France, du Maroc et des colonies.

L'amorphisme de la classe ouvrière française est lourd de conséquences. Il devient une lâcheté.

P. M.

Tribune de la femme

Aujourd'hui je veux parler des fameux « Concours de Beauté »... Qu'en pensez-vous? Moi, je pense que ces concours de beauté ravalent la Femme, au lieu de l'élever!

« La plus belle femme du monde »... à voir, d'abord, toutes les femmes ne concourent pas, et pour cause! Pourquoi? Parce que toutes les femmes ne se considèrent pas comme des « bibelots », des « pin-up »...

Surtout nous autres, les Révolutionnaires, car pour nous, ce qui compte :

C'est le cerveau, c'est la volonté, c'est le dynamisme!

... et les jolies petites écervelées qui se font inscrire dans des concours « de Beauté » ne sont que des « respectueuses », à mon avis.

Il n'y a là rien de très artistique? Ce serait plutôt pornographique! et ce n'est pas avec de telles perruches que nous arriverons un jour à changer la société pourrie actuelle, car ces filles-là ne servent que le Capitalisme et les Trusts, dans ce qu'ils ont de plus vil!

C'est de « la chair à plaisir » à l'ancien, d'abord, et c'est pour le cinéma (engagements prévus).

Camarades Femmes! vous devez savoir que la vraie Beauté, c'est : « Un esprit sain dans un corps sain ».

Cultivez donc, d'abord, votre esprit, par une éducation adéquate; et soignez votre corps, par la culture physique, les sports, la vie au grand air, la vie saine!

Alors, pour nous, et pour l'Humanité en marche, vous serez vraiment : « LES PLUS BELLES ! »

L. ROUSSEL.

DANS NOS RÉGIONS

2^e U. R.

Syndicat parisien du Livre

Après les trahisons successives de la C.G.T., la non combativité de F.O. et la disparition du Syndicat Livré autonome, le Syndicat Livre et Papier-Carton de la C.N.T. est toujours présent et prêt au combat des jours à venir.

Le Syndicat vous invite à venir nombreux à son assemblée qui se tiendra le :

DIMANCHE 12 SEPTEMBRE
à 9 heures précises

20, rue Sainte-Marthe - Paris (10^e)
La petite boutique, sur la place. Métro Belleville. Autobus 46, arrêt Hôpital St-Louis.

Il en va de la vie du Syndicalisme.

Ordre du Jour :

1^o Compte rendu du Congrès de Marseille de la C.N.T., par le délégué du Syndicat;

2^o Compte rendu d'activité du Syndicat par le Secrétaire;

3^o Divers.

Pour le Bureau:

Le Secrétaire.

17^e UNION REGIONALE

La 17^e Union Régionale avait organisé le 28 août un meeting dans la banlieue lyonnaise, à Givors. Cette réunion devait être un four complet d'après certains camarades pessimistes, car en cette période de vacances, les organisateurs de réunions ne réussissent pas à rassembler des auditeurs nombreux.

C'est pourtant devant une salle comble, au moins 600 personnes, que se déroula cette manifestation. La salle de Givors était pleine, cela prouve que l'on s'intéresse encore, malgré tout, à ce que la C.N.T. organise.

Léon Miécamp, de la 17^e Union Régionale, fit d'abord l'histoire du syndicalisme, de son origine, à la C.N.T., qui aujourd'hui continue les principes de la première C.G.T. qui fut à l'époque adhérente à l'A.I.T., ayant pour base principale l'abolition du patronat, du salariat et de l'Etat.

Puis le camarade Fauchois, secrétaire de l'A.I.T., fit un long exposé pour expliquer à l'auditoire ce qu'est cette organisation mondiale du travail, quelles sont ses principales sections, leurs comportements, possibilités et activités, puis passa en revue les grandes questions sociales d'aujourd'hui qui se posent à tous les travailleurs, et fit valoir ce que la C.N.T., avec son programme, pourrait y apporter comme solutions. Il dénonça ensuite les manœuvres gouvernementales qui accroissent la misère de ceux qui, en fait, nourrissent le monde, mais ne reçoivent qu'une faible part de ce à quoi ils ont droit; puis il exposa les dangers de la soi-disant productivité, ainsi que les tromperies des grandes centrales, toutes liées à un parti politique, et qui dupent les travailleurs.

Il fit un appel à tous pour venir lutter à nos côtés, tout en pensant que si nous savons œuvrer, et profiter des moyens propices, l'heure est peut-être proche où chacun devra travailler selon ses forces et recevoir selon ses besoins.

Puis Sans-Sicart, de la C.N.T.E.,

prit la parole en constatant qu'il était encourageant malgré le temps d'exil de voir ant de camarades espagnols assister au meeting qui, dit-il, était nécessaire à Givors, car bien souvent les travailleurs de notre organisation y sont offensés ou salis. Mais nous sommes, continua-t-il, toujours disposés à répondre à nos détracteurs avec courtoisie.

Puis en faisant l'histoire de la C.N.T.E., rappelant ses luttes passées, ses réalisations en pleine guerre civile, il expose comment celle-ci représente l'influence de la première Internationale, au point de vue économique et surtout moral, ce qui explique que par les combats qu'elle a menés, elle est parvenue à sa situation actuelle d'évolution croissante.

Il enchaîne en dénonçant les communistes en exil qui tendent toujours vers une unité d'action, et qui, lorsqu'on les met devant une situation bien précise, lâchent tout.

Il constate d'ailleurs que c'est partout pareil. Qu'a donc fait la F.S.M. avec ses dizaines de millions d'adhérents? Rien... D'ailleurs la C.N.T. suit son cours, malgré le travail de sape des communistes, et est toujours à l'avant de ceux qui pensent que l'émancipation des travailleurs ne se fera que par les travailleurs eux-mêmes.

En somme du bon travail, qui, nous l'espérons, portera ses fruits et qui devra être renouvelé aussi souvent que possible.

La 17^e Union Régionale.

19^e UNION REGIONALE

Le bureau de l'Union lance un appel rigoureux à tous les militants clairvoyants dégoûtés et désabusés par les procédés et agissements de la gent politique et des Théardier des soi-disant centrales syndicalistes qui ont plongé la majorité de la classe ouvrière dans l'inertie et l'avachissement, attitude regrettable et préjudiciable moralement et matériellement à ceux qui produisent et dont le divin patronat tire tout le gain et se consolide. Par l'esprit de trahison de ces dits collaborateurs criminels de la politique, l'exploitation de l'homme par l'homme, système qui met l'individu au rang de l'esclavage du moyen âge, se perpétue.

La 19^e U. R. s'adresse à l'élément sain de la classe ouvrière et lui souligne sincèrement qu'il ne tient qu'à elle que cette dramatique situation change. Notre précurseur économique F. Pelloutier avait déjà préconisé en matière de lutte sociale. Instruit par l'expérience néfaste de la politique, qu'une seule action de revendications était vraiment efficace pour l'obtention d'une vie décente du travailleur, c'était celle qu'elle arrachera elle-même contre le patronat, voleur et insatiable: c'est l'action lutte de classes.

Ce programme, camarades désabusés, est inclus dans notre C.N.T. dont les principes, actions et statuts sont foncièrement antipoliticiens et anti-étatiques, pour l'abolition du système de misère, du salariat et du patronat, afin d'instaurer une société humaine par « le chacun selon ses forces et chacun selon ses besoins ».

Votre place est à la C.N.T., venez

Réflexions sur les grèves allemandes

Dans un élan de spontanéité que l'on pourrait rapprocher des événements de Berlin-Est en juin 1953, les ouvriers allemands se sont mis en grève pour des améliorations de leur situation qui, comme celle de leurs camarades français, ne profite pas de l'augmentation de production à laquelle ils ont été conviés.

Sous peine de disparaître, l'Allemagne devait relever ses ruines et dans le désarroi d'après-guerre, faire face à la misère économique dans laquelle se trouvaient les producteurs.

On a vanté l'esprit de discipline, le goût du travail qui ont entraîné l'adhésion des ouvriers à l'œuvre de reconstruction; ils ont accepté celle-ci au prix de sacrifices et de privations.

Mais l'avalissement des salaires consécutif à l'exode des populations de l'Allemagne Orientale, a fait paraître à l'ensemble de la classe ouvrière d'Outre-Rhin le spectre des années de crise qui précéderont l'avènement du nazisme et si c'est sans joie, ni réticence, elle a accepté le

principe de la reconstitution de l'économie nationale allemande.

Mais les profits demeurant unitaires, une lassitude s'est manifestée parmi ceux qui se jugèrent frustrés de leur effort soutenu; une rémunération plus convenable doit faire face à l'arbitraire de la politique de salaires incompatibles avec la dignité ouvrière.

Comme en France, les salaires se trouvent fort au dessous de la parité de 1938 et les chefs d'industrie, étant partout aussi avides de profit, ne se sont pas avisés en temps utile du décalage susceptible de déclencher un légitime mécontentement. Ils n'ont donc pas à s'étonner de l'explosion de ce dernier qui pourrait servir d'exemple aux exploités en général. Le mouvement ouvrier anglais manifeste de son côté sa volonté de revendications et les prévisions optimistes des dirigeants devraient tenir compte de la situation qui est faite à la population qui les entretient et dont la passivité peut n'être que passagère.

Centre fédéral de formation sociale

Un centre fédéral de formation sociale est créé. Ouvert à tous les membres de la C.N.T., il a pour but de contribuer à la formation sociale, administrative et juridique des jeunes militants désireux d'œuvrer dans nos rangs.

Il tiendra ses séances tous les quinze jours (généralement le jeudi à 20 h. 45), salle de la Chope du Combat (au sous-sol), place du Colonel-Fabien, métro: Colonel-Fabien, Paris.

A chaque séance l'exposé qui aura été fait sera suivi d'une controverse fraternelle devant permettre d'en tirer tout le profit possible.

— Un danger: les conventions collectives (le jeudi 14 octobre à 20 h. 45).
— Développement du Mouvement ouvrier;
— La structure sociale fédéraliste contre l'Etat Centraliste;
— Le travail du militant dans l'entreprise;
— La sécurité sociale et l'insécurité des travailleurs;

Militants de la région parisienne qui voulez nous aider à faire triompher le syndicalisme révolutionnaire, vous suivrez les séances du Centre de Formation Sociale!

Pour les inscriptions passez à notre siège ou écrire: Centre de Formation Sociale, C. N. T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e), les camarades qui se seront fait inscrire seront convoqués individuellement par lettre avant la tenue de chaque séance.

.. Séances prévues pour l'exercice 1954-55 ..
(sous réserve de modifications pouvant intervenir)

— Les allocations familiales et le problème de la famille;
— La hiérarchie des salaires contre l'égalité sociale;
— Le rôle du syndicat dans une société libre;
— La productivité et ses conséquences;
— La révolution russe;
— La révolution espagnole;
— La C.N.T. dans les luttes sociales.

renforcer son action révolutionnaire, car l'horizon est sombre et menaçant. Nous comptons que notre appel sera entendu et compris.

Pour tous renseignements, adhésions et cotisations, s'adresser au bureau de l'Union Régionale de la C.N.T. :

Pour la Trésorerie, à la camarade sions et cotisations, s'adresser au propagande au camarade J. Casanova Secrétaire général, Vieille Bourse du

Travail, 18, rue de l'Académie, Marseille (1^{er}), Salles 5 et 6, le jeudi et le samedi, de 18 à 20 heures.

Réservez votre soirée du Samedi 18 Septembre pour assister au gala de variétés, suivi d'un bal de nuit, organisés au profit de S.I.A.

Salle Susset, 206, quai de Valmy. Métro: Jaurès.

MAINMORTE

Chronique du S. U. B.

H. L. M. ET PROFITS

Mainmorte, terme peu charitable, qui exprime une protestation contre la subordination des intérêts des vivants aux désirs et à la volonté des morts. Mais les êtres qui vivent largement, conformément à leurs désirs, n'ont pas le droit d'imposer des restrictions soit à leurs contemporains, soit à leur postérité.

On a écrit : « La propriété, c'est le vol », et tous les moralistes féroces ont crié au scandale car, d'après ces beaux messieurs, cet aphorisme n'est que supercherie, et pourtant, il est vrai qu'un individu vient au monde tout nu, donc il est logique que lorsqu'il crève, il n'a pas le droit de désigner les successeurs d'une fortune qui ne lui appartient pas. Au fait, aucun homme, si génial soit-il, ne peut prétendre avoir créé quoi que ce soit et c'est une banalité d'écrire que ce qui existe sur le sol, dans les entrailles de la terre, dans l'espace infini, est l'œuvre de la nature, donc lorsque l'homme s'attribue une source naturelle d'énergie quelconque et ce aux fins d'en tirer un bénéfice strictement personnel, qu'on le veuille ou non, il commet un vol au détriment de la communauté.

Le doute n'est plus possible, seuls des extravertis qui désirent constamment imposer leur égoïsme, leurs tendances agressives, sont capables de détacher leurs contemporains. Ces êtres avides de puissance, de domination, incapables de supporter aucune autorité, veulent, partout et toujours, imposer leur égoïsme et dire que l'homme est un animal très curieux, aux allures savantes, en vertu desquelles il forge les codes de la morale classique, afin de nous apprendre que ce sont là des hommes doués d'une très grande volonté. Au juste qu'est-ce que la « Volonté de Puissance » ? Soyez certains qu'il en est de la « Volonté de Puissance » comme de tant d'autres slogans, pire que cela, cette « Volonté de Puissance » danse follement sur le sable mouvant des désirs insatisfaits, refoulés. En écrivant cela nous n'exagérons pas, car en effet quiconque observe le comportement humain aura tôt fait de mettre le doigt sur la plaie et se convaincre que la « Volonté de Puissance » égale névrose.

Ainsi la société moderne forge des complexes et des fixations d'où découlent des injustices innombrables; or, l'état normal de la personnalité est incompatible avec l'existence des complexes et des fixations. Dès lors, il faut admettre qu'actuellement les extravertis mènent la danse, que ces êtres subjugués par des sentiments de supériorité, par leur fixation à des concepts soi-disant transcendants, n'ont que mépris pour le prochain et tout particulièrement envers les ouvriers qui, par comble de malheur, ont adopté l'attitude de l'inverti

lourds soumis, modeste, qui fuit les responsabilités et préfère suivre les dictateurs ou les meneurs de foules.

Voilà que la force de volonté ou la volonté de puissance n'est que fouteuse. En réalité, si les hommes veulent vraiment atteindre le sommet de l'indépendance, s'ils veulent détruire l'exploitation de l'homme par l'homme, s'ils veulent la paix, ils doivent se convaincre que tout cela dépend du plus ou moins grand degré de concentration de leur énergie sur les buts à atteindre. Soyons sûrs qu'il n'existe ni philosophie ni morale capable de donner à l'être ce dont il ne sent pas la nécessité de conquérir; c'est que l'intérêt guide le comportement humain et seuls des hommes mus par l'intérêt immédiat de leur indépendance ont assez d'énergie pour lutter et vaincre. Dès lors il est clair qu'un ouvrier doit s'intéresser à une tâche et y concentrer l'énergie indispensable pour mener à bien son œuvre, il doit désirer fortement de s'émanciper, il doit se convaincre que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », qui, tous unis, la main dans la main, concentreront leur énergie, leurs intérêts, leurs désirs, pour enfin réaliser une société plus conforme aux nécessités vitales de chacun et de tous. Ainsi on doit anéantir l'œuvre d'une tierce personne qui, bénévolement, renoncera à ses privilèges afin de nous permettre de vivre heureux.

Un regard rétrospectif sur l'histoire nous montre que l'homme fut et est encore un grand égoïste, que les philosophes sont des hommes, donc des égoïstes qui jonglent avec des mots, qu'ils bavardent à l'infini sur des sujets finis. Grâce à ces sophistes maîtres dans l'art de tromper, de trahir, l'humanité s'est préoccupée de la recherche de l'esprit pur, immuable, transcendant et lorsqu'on annonça le fameux : « Je pense donc je suis », elle crut découvrir l'Eden. Oui je pense, donc je suis, et tout heureux de cette trouvaille, l'homme oublia qu'avant de penser il faut être, qu'avant d'exprimer une pensée il faut apprendre à exprimer cette pensée. L'enfant qui vient de naître ne pense pas, cependant il existe et si les circonstances le permettent, il grandira, il apprendra à marcher, à parler, à penser, en conséquence il est certain que de son cerveau il ne sortira jamais ce qui y est entré.

Aujourd'hui personne n'ose nier que l'être ne naît ni méchant, ni brutal, ni égoïste, ni autoritaire. Il devient ce qu'il est bon ou mauvais par réaction aux qualités correspondantes des parents ou des éducateurs dont l'influence laisse sur son caractère des traces ineffaçables. Donc le fils des « Grands Messieurs » est soumis à l'action fatale du milieu dans lequel

il évolue. Cette action qui commence juste au moment où le cerveau est très pétrissable, laissera des traces indélébiles.

Par ce qui précède, nous voyons que le milieu joue un grand rôle et détermine souvent le comportement humain, c'est pourquoi les exploités mettent tout en œuvre pour conserver et accroître leurs privilèges. Ces gens-là n'ont que mépris pour l'ouvrier, « brute jamais satisfaite de son sort ». C'est pourquoi lorsque les ouvriers protestent et descendent dans la rue afin de mettre un terme à leur condition misérable, les spéculateurs se servent de l'Etat pour réprimer toute tentative d'émancipation ouvrière.

Mais l'Etat qu'est-il? Est-il une entité, une personnalité avec qui on peut discuter? Donnez-vous la peine d'analyser ce mot et vous trouverez une fiction, un mot magique qui permet d'obtenir des effets contraires aux lois naturelles. L'Etat est une puissance imaginaire, il est un paravent derrière lequel s'abritent des individus atteints de morbidité psychique.

Le Clergé, la Magistrature, l'Armée, le Capitalisme, la Politique, la Bureaucratie sont des clans, des castes qui exercent leur action funeste par l'entremise de l'Etat. Si l'homme moderne a su désintégrer l'atome, il n'est pas moins vrai que ceux qui détiennent le volant de l'Etat n'ont jamais connu leur personne, égotistes à outrance, portent, comme marque de fabrique, le narcissisme. Pour eux, tout est moi, moi ou rien. Mes enfants, mes affaires, mon Etat, ma politique, mes ouvriers, mes citoyens, et si par hasard vous essayez de dire à ces messieurs qu'en tant qu'ouvriers ou citoyens, vous êtes votre propriété et non la leur, ces gens-là se serviront de l'Etat pour vous assassiner légalement.

Cependant il est incontestable que la personnalité est un tout intelligible, coordonné, donc, le respect de la personnalité, quelle qu'elle soit, constitue une des bases de la société alors que l'obéissance aveugle à la tradition est un grave obstacle au progrès. Faut-il ajouter que l'organisme humain est indécomposable et si chaque membre ou organe a une fonction spécifique toute particulière, il n'est pas moins vrai que la suppression d'un organe affecte plus ou moins gravement l'organisme. Cela est vrai pour tous les humains sans exception, ainsi il appert que l'être quel qu'il soit, a droit au respect absolu et par conséquent, lorsque l'ouvrier se révolte contre l'injustice, il ne péjore pas la propriété d'autrui, sa révolte est un acte admirable qui permet des mutations brusques de l'organisation sociale.

Disons qu'il est temps de faire

« Le logement sain et bon marché n'est pas un produit de l'économie capitaliste », écrivait en 1816 l'économiste anglais Robert Owen.

Après un siècle et demi cette vérité est toujours d'actualité. Seul le profit compte en régime capitaliste.

Prenons un exemple: les H.L.M. Celles-ci pouvaient donner quelques espoirs aux prolétaires les moins malchanceux, mais ne pouvaient contenter le gouvernement bourgeois et il y a un an, le 9 août 1953, le gros Laniel augmentait terriblement les loyers des dites « habitations à loyer modéré » en y instituant le système de la surface corrigée. Des loyers sont ainsi parfois triplés. En outre, tout est prévu pour l'escroquerie de la part des profiteurs. Un imbroglio de coefficients incompréhensibles pour la personne non avertie, coefficients basés sur des appréciations de situation, d'éclairage, salaire, etc., permettent des classements supérieurs à la réalité, classements se répercutant sur le prix des loyers.

Des familles occupant 2 pièces et une cuisine se voient dans la nécessité de payer entre 5.000 et 8.000 francs de loyer par mois. Qu'importe à ces messieurs si les faibles salaires ne permettent pas la dépense de telles sommes. Ces familles ouvrières n'ont qu'à éjecter, rejoindre les taudis si elles en trouvent; de bons bourgeois peinaris viendront peut-être les remplacer, ce sera beaucoup moins dangereux pour la tranquillité du régime que cette concentration d'ouvriers où le travail de masse est plus facile.

Car là aussi se pose le problème pour nos dirigeants. Et depuis 1947 par un système administratif s'agrandissant, par l'ingérence de plus en plus étendue de l'Etat, celui-ci ralentit par tous les moyens la construction d'H.L.M. Alors qu'en 47 un projet de construction d'H.L.M. demandait 8 à 12 mois d'étude, l'accord de deux ou trois commissions, des démarches résumées en deux étapes: avant-projet et accord définitif, il faut depuis la fin de 1949, par

table rase de la légende qui a créé la hiérarchie ainsi que la supériorité des castes, des races, des classes. Entre un homme de grande valeur intellectuelle ou un génie qui sonde l'inconnu pour en extraire le connu et le plus humble manœuvre, existe un lien invisible indispensable, une chaîne dont les maillons sont inséparables. Or les personnages légendaires ont honte de leur parenté avec les humbles ouvriers, c'est pourquoi ils cherchent à recouvrir leur infériorité, leur infantilisme, par des fictions.

BREGLIANO Luc.

l'imposition d'accords de programme l'attente de plusieurs années, la papeterie, les plans faisant l'objet d'études d'une soixantaine de bureaux. Et dans le département de la Seine, 80.000 foyers sont inscrits, parfois depuis 8 ans, dans l'attente de logements H.L.M., logements que maintiennent beaucoup d'entre eux ne pourront plus payer.

Notre Lemaire national, l'« homme » qui, par un triste jour d'hiver, se trouvait devant le sauveur de la bonne conscience bourgeoise (dit « abbé Pierre ») ce M. Lemaire a de belles phrases hypocrites pour nous faire patienter:

« Une liberté aussi précieuse que toutes les autres pour les Français est la liberté d'avoir un toit. »

« 250.000 logements, clefs en mains en 1954. Des pancartes à louer en 1957. »

Il nous promet pour l'année prochaine 80.000 logements à loyer modéré. Ce qu'il ne dit pas c'est qu'en 1953 aucun grand terrain n'a pu être acquis, aucun logement n'a été mis en chantier par les Offices publics H.L.M. de la Seine. Ce qu'il ne dit pas, c'est que le chiffre maximum de logements construits cette année sera de 140.000, la plupart en pavillons pour « accession à la propriété », accession impossible à la majorité prolétaire, accession pouvant d'ailleurs être une cause d'embourgeoisement pour les éventuels acquéreurs ouvriers.

Ainsi en encourageant l'accession à la propriété, les entreprises privées, les Castors, les C.I.L., les logements « offerts » par le patronat, au détriment des H.L.M., l'Etat bourgeois essaie d'embourgeoiser, de décentraliser ou de mettre à la merci de l'employeur, une partie de la classe ouvrière. Il se lave les mains du problème du logement, aidé en l'occurrence par l'abbé Pierre qu'est pour lui l'abbé Pierre et ses cités. Il vient de trouver une autre solution: un planing de constructions industrialisées, logements intermédiaires entre les réalisations passées et les cités d'urgence permettant de réduire au tiers le prix de revient normal par l'abaissement de la qualité.

En régime capitaliste, le fond du problème logement ne sera pas résolu. Seule la destruction du capitalisme et son remplacement par le communisme libertaire peut apporter une solution. En attendant le « squatage », le refus collectif de payer des loyers exorbitants, la dénonciation de l'escroquerie des coefficients de surface corrigée des H.L.M. demeurent des actes nécessaires pour une amélioration de nos conditions de vie et pour une prise de conscience révolutionnaire.

PIERROT-LE-MANŒUVRE.

Ce que tout prolétaire doit savoir

Relèvement des tarifs d'autorité. Frais médicaux remboursés aux assurés sociaux

Le Journal Officiel du 21 mai 1954 a publié un arrêté du ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, levant le « veto » qui avait été opposé à une décision prise le 18 juillet 1952 par la Commission nationale des Tarifs.

Cette décision — entrée en vigueur à compter du 14 mai 1954 — avait pour effet de relever en moyenne de 12 % les tarifs de départements où il n'existe pas de convention à cet

effet entre les Caisses de Sécurité Sociale et les Syndicats de Médecins.

Dans la région parisienne, par exemple, qui est dans ce cas, la consultation sera désormais remboursée sur la base de 400 frs au lieu de 350, la visite médicale sur la base de 520 frs au lieu de 450, le coefficient K pour les actes chirurgicaux sur la base de 200 frs au lieu de 180, etc.

Voici les principaux tarifs :

	C	V	K	Accouchement simple
Province	280	360	200	6.400
Villes de plus de 100.000 hab. (a)				
Seine-et-Oise (zone II) et Seine-et-Marne	320	400	200	7.000
Lyon et Marseille (b)	350	440	200	8.000
Seine et Seine-et-Oise (zone I) (c) ..	400	520	200	9.600

(a) Ce tarif a été déclaré applicable aux agglomérations suivantes :
1° Lille, Hellemmes, La Madeleine-Lille, Mons-en-Barœul, Lambertart, Marquette, St-André, Faches-Thumesnil, Ronchin, Haubourdin, Loos, Lomme, Wattignies, Templemars, Wambrechies et Lezennes.
2° Roubaix, Wattrelos, Croix, Wasquehal, Lannoy, Flessy-Lille, Hem, Leers, Lys-les-Lannoy, Saily-les-Lannoy, Toufflers.
3° Tourcoing, Marcq, Halluin, Mouvau, Roncq, Neuville-en-Felrain.
4° St-Etienne, St-Priest-en-Jarez, Villars, St-Jean-Bonnefond, La Ricamarie, Le Renoir, Le Chambon-Feurolles, Firminy, Roche-la-Molière, St-Genest, Izieux, St-Chamond, St-Julien-en-Jarez, L'Horme, Grand-Croix, Lorette, Rive-de-Gier, Châteauneuf.

6° Le Havre, Sainte-Adresse, Bleville, Gonfreville-l'Orcher, Harfleur, Rouelles, Sanvic.
7° Tours, St-Cyr-sur-Loire, Sainte-Radegonde-de-Touraine, St-Symphorien, La Riche, St-Pierre-des-Corps, Joue-les-Tours.
8° Grenoble, St-Martin-d'Hères.
9° Orléans, Fleury-les-Aubrais, Olivet, St-Jean-le-Blanc, St-Jean-de-Brau, St-Jean-de-la-Ruelle, St-Privé, St-Mesmin.
10° Toulon, La Valette (7-10-52).
11° Limoges, Isle, Landouge-Bana-zol (4-10-51).
12° Nice.
13° Nancy, Essay-les-Nancy, Jarville, Laxan, Maxeville, Malzeville, St-Max, Tomblaine, Vandœuvre, Villiers (17-10-52).

(b) La banlieue de Lyon comprend: Villeurbanne, Bron, St-Pons, Venissieux, La Mulatière, Oullins, St-Foy-les-Lyon, Tassin-la-Demi-Lune, Ecully, St-Lambert, Caluire, Vaux-en-Velin, Décines, St-Priest, Champagne-au-Mont-d'Or, Pierre-Bénite, Guire, Givors et Grigny.

Pour l'agglomération marseillaise, sont comprises les localités des Allanches, la Seine-sur-Huveaune, Plan-de-

Cuques, Septennes-les-Vallons et les Pennes-Mirabeau.

(c) Pour la Seine-et-Oise demeurent toujours en vigueur les tarifs de la convention. Les tarifs d'autorité ne joueraient qu'en cas de dénonciation de la convention.

La zone I de Seine-et-Oise s'étend sur un périmètre d'environ 25 km de

Précisions sur la réglementation du chômage

L'application des modifications apportées à la réglementation relative au chômage par un décret du 12 mars 1954 ayant soulevé certaines difficultés d'interprétation, le Ministère du Travail, par lettre circulaire M.O. 31-54 du 29-4-54, a apporté un certain nombre de précisions intéressantes, dont voici l'essentiel :

ELARGISSEMENT DE LA DEFINITION DU TRAVAILLEUR SANS EMPLOI :

Le décret confère la qualité de « travailleurs sans emploi » aux salariés qui — sans être licenciés — sont privés de leur emploi par la cessation de l'activité de l'entreprise, pendant plus de deux quatorzaines.

Il s'agit, en l'occurrence, de la fermeture totale de l'établissement et cette mesure ne pourrait s'appliquer au personnel mis à pied par roulement à la suite d'un ralentissement d'activité. Toutefois, il convient d'admettre — si l'entreprise est assez importante pour comporter des ateliers séparés — que la fermeture d'une partie d'établissement permet aux salariés intéressés de prétendre au bénéfice des allocations.

DEFINITION DES CHOMEURS SAISONNIERS :

Dans le même ordre d'idées les chômeurs saisonniers pourront être inscrits sur la liste des bénéficiaires de l'aide aux travailleurs sans emploi à condition de prouver, qu'au cours

Paris. Elle comprend: les trois cantons de Versailles, les cantons de Boissy-St-Léger, Corbeil, Longjumeau, Villeneuve-Saint-Georges, Aulnay-sous-Bois, Ecouen, Gonesse, l'Isle-Adam, Montmorency, Le Raincy, Taverny, Argenteuil, Maison-Lafitte, Marly-le-Roi, Meulan, Palaiseau, St-Germain-en-Laye, Sèvres et Mantes.

de l'occupation, de deux années précédentes, ils occupent, à la même époque et pendant la même période, un emploi salarié dont ils tiraient un salaire régulier.

REGLE DE NON CUMUL :

L'article 7 modifié stipule que les titulaires des pensions d'invalidité des 2° et 3° catégories (invalides incapables d'exercer une activité rémunérée) ne pourront prétendre aux allocations de chômage.

En outre, les dispositions du 5° de cet article (ancien 3°) prévoit le non cumul des allocations de chômage avec toute somme ayant le caractère d'une indemnité compensatrice de perte de salaire.

La question s'est posée, en effet, de savoir si l'indemnité de licenciement devait être assimilée à une indemnité compensatrice de salaire non cumulable avec les prestations de chômage, ou à un capital versé en réparation d'un préjudice causé.

Cette dernière solution, conforme à la jurisprudence du Conseil d'Etat, a prévalu; l'indemnité de licenciement devra donc être considérée comme un capital portant intérêt à 3,25 % (intérêt des Caisses d'Épargne).

Toutefois, dans le cas où cette indemnité est payée par mensualités égales au salaire antérieurement perçu, cette indemnité peut être assimilée à un préavis et les secours de chômage ne sont alloués qu'à l'expiration de la période indemnisée prolongée du délai de carence et, éventuellement, des congés payés.

DROIT DES CHOMEURS AGES DE MOINS DE 21 ANS ET DES FEMMES MARIEES CHOMEUSES :

Les intéressés ne peuvent, en principe, être considérés comme chef de famille et, par conséquent, ne peuvent ouvrir droit qu'aux seules majorations pour personnes à charge.

RESIDENCE :

Les conditions minima de résidence permettant d'être secouru par le fonds de chômage d'une commune sont, désormais, fixées à trois mois pour toutes les communes (à l'exception de l'ensemble des communes du département de la Seine et des communes du département de Seine-et-Oise assimilées à Paris où elles restent fixées à un an).

En outre, il a paru équitable d'admettre — comme le prévoyait la réglementation antérieure au décret du 12 mars 1951 — qu'un chômeur appelé à changer de résidence pourra être pris en charge par le fonds de chômage de la commune qui le secourait précédemment, pendant la période où il ne remplit pas les conditions de résidence dans la nouvelle localité. Il est à remarquer que, dans cette éventualité, — pour éviter un afflux de chômeurs vers les agglomérations urbaines et, notamment, la région parisienne — les intéressés continueront à être secourus d'après le taux en vigueur dans leur ancienne résidence, si ce taux est inférieur au taux pratiqué dans leur nouvelle résidence.

DELAI DE CARENCE :

Le délai de carence a été réduit de 5 à 3 jours. Cette modification est également valable en ce qui concerne les salariés admis au bénéfice des allocations de chômage du fait qu'ils ne peuvent prétendre à la totalité des indemnités de congés payés.

(Suite page 4)

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

Savants et Révolutionnaires

Dans un numéro de l'année dernière, nous disions ce que nous pensions du comportement des artistes et ce que nous pouvions espérer d'eux. Diverses grandes conférences sur l'énergie nucléaire et plus particulièrement une émission de la radiodiffusion belge nous incitent à apporter notre opinion à des débats où nous ne sommes pas invités. Cette émission était retransmise de Radio-Liège où se rencontrèrent de grands personnages, parmi lesquels nous avons retenu le nom du trop célèbre Moch S.F.I.O.!

Certains auditeurs émirent leurs appréhensions quant au comportement du savant en période de guerre. Une question a retenu spécialement notre attention : « Dans l'éventualité d'un conflit, le savant gardera-t-il son indépendance vis-à-vis de l'Etat ou se mettra-t-il au service de cet Etat ? »

La réponse d'un de ces messieurs fut du plus pur style jésuitique : « Nous autres en Occident n'apportons notre contribution qu'à des œuvres défensives. » Nous sommes trop habitués à un tel langage pour ne pas savoir ce qu'il sous-entend. « On ne fait la guerre que parce que ceux d'en face l'ont voulu », on connaît la suite...

Non, messieurs, vous ne parviendrez pas à nous cacher que vous êtes entrés dans la ronde infernale que le capitalisme international a provoquée et entretient pour la sauvegarde de ses intérêts menacés.

Vous pouvez vous affubler du titre de savant, vous n'êtes que des monstres et des lâches, plus responsables à cause de votre érudition que le prolo qui se laisse embrigader faute de discernement!

Certes, il y a eu et il doit encore y avoir des savants qui n'ont pas démérité de leur titre, mais leur voix est étouffée par l'hystérie guerrière des Etats en présence.

En refusant de vous mettre au service du peuple, c'est de l'humanité tout entière que vous vous séparez et contre elle que vous œuvrez.

Mais il n'est pas sûr que vous réussissiez dans vos entreprises criminelles. Les questions que nous avons entendues nous indiquent qu'il y a des gens qui ne sont plus prêts à marcher quels que soient les travestissements que donnent les savants de carnaval à leurs discours officiels. Un jour viendra où la classe opprimée prendra conscience de sa misère et de sa capacité et ce jour-là elle saura juger comme il convient tous ceux qui ont collaboré à son exploitation.

Nous, minorité syndicaliste révolutionnaire, ne pouvons que répéter ce que nous ne cessons de dire : la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, ses vrais amis sont rares et ceux, politiciens et discoureurs, qui prétendent la libérer ne sont là que pour mieux l'asservir.

La confusion n'a peut-être jamais été aussi grande qu'à notre époque mais il reste encore de par le monde des groupes d'hommes lucides qui n'ont rien abdiqué de leur volonté persévérante. Tant qu'il existe de tels hommes, nous sommes en droit d'espérer qu'au bout d'une route longue et difficile, nous apercevrons l'aube nouvelle qui annonce un monde débarrassé à tout jamais des guerres, des injustices sociales et de tous les fléaux inhérents à l'autoritarisme.

GRUPE SYNDICALISTE
REVOLUTIONNAIRE
DE BELGIQUE

Redressement économique

(Suite de la première page)

naire; de plus, sans préjuger de l'avenir, nous ne pensons pas que la méthode qui consiste à améliorer la production sans augmenter la rémunération de celle-ci aboutisse à autre chose qu'à gonfler des marges bénéficiaires déjà excessives et sur lesquelles on ferme les yeux.

La timidité des plans de nos experts de la rue de Rivoli vis-à-vis des somptueuses dépenses auxquelles se livrent les bureaux de la rue St-Dominique est très regrettable. Nous savons fort bien que ce n'est pas l'arrêt de l'hémorragie des dépenses de la guerre d'Indochine qui peut avoir une influence sur celles-ci; les fonds américains qui couvraient ces dépenses du Sud-Est asiatique, n'avaient d'autre but que la pseudo-défense envisagée par la République étoilée et que celle-ci eut pu éviter avec une plus grande objectivité. Certes, les largesses octroyées par les U.S.A. ont pu donner l'illusion d'une passagère prospérité aux esprits paresseux qui ne se soucient pas du lendemain; mais elles ont, en outre, masqué les buts des Etats-Majors qui favorisent les spéculations sur les matières premières stratégiques.

Ce n'est pas dans les milieux militaires que l'on envisagera, de gaité de cœur, la réduction de dépenses d'armement illusoires; les pratiques de vertu, d'ordre et d'économie ne peuvent être l'apanage de ceux qui ont pour mission de détruire. Malgré cela, on n'hésite pas à introduire dans l'armée l'idée de productivité (les parts de production de l'Electricité de France avait déjà donné lieu à des appréciations peu favorables aux formules creuses qui demeurent chères aux détenteurs de parchemins). Allant plus loin, on envisage une neutralisation de fonctionnaires en général, par une revalorisation de la fonction publique (militaires compris); nous faut voir là, une mesure de technocrates contre laquelle les organisations syndicales devraient montrer plus de foi et d'objectivité. N'y faut-il pas voir, au contraire, la consécration d'une funeste politique sociale qui a jusqu'ici favorisé le jeu des exploités sans aucune contre-partie pour l'effort ouvrier; ce dernier ne reçoit plus la rémunération qu'il était en droit d'attendre et le salarié n'a plus de moyens d'action depuis qu'il a perdu l'habitude de revendiquer.

Le nouveau plan du Ministre des Finances a l'ambition d'accroître la production de 10 % dans l'intervalle de 18 mois et de porter à 25 % avant cinq ans cet accroissement. De telles prévisions, pour optimistes qu'elles soient, ne sont pas même de nature à combler le retard que l'industrie

De Charybde en Scylla

(Suite de la 1^{re} page)

à bref délai, dans une situation inextricable.

Pour un peu, ils vanteraient les bienfaits de l'immonde tuerie qui vient de cesser; la vie des innombrables victimes étant, on s'en doute, considérée par eux sans valeur intrinsèque.

En face d'aussi sombres perspectives quelles sont les réactions de « Monsieur France » et quelles mesures envisage-t-il pour y pallier?

Rien de réjouissant pour ce qui concerne les exploités que nous sommes.

Comme ses prédécesseurs, il hausse au rang de panacées la « productivité », cette pourvoyeuse de bureaux d'« chômage, la reconversion, le plein emploi.

Peu importe pour lui la misère engendrée par les licenciements de personnel, les déplacements de main-d'œuvre, les déportations devrait-on dire. Il faut réduire les prix de revient pour accaparer les marchés étrangers, pour exporter; comme si nos concurrents étaient décidés à se laisser faire.

Tous les moyens sont considérés valables pour aboutir. N'envisage-t-il pas la suppression des majorations accordées entre la 4⁰e et la 4⁸e heure de travail? Les pleins pouvoirs feront le reste!

Si tout va bien, ce salaire de base de 25.166 frs, réclamé par les démagogues du syndicalisme réformiste, nous l'aurons... dans 18 mois! Mieux, si le PLAN réussit intégralement,

française a acquis sur ses concurrents étrangers. Depuis la capitulation de 1945, en raison de l'absence de budget de guerre, l'économie allemande a pu prospérer et mettre à profit cette période transitoire pour perfectionner un outillage qui demeurera en progrès sur ses rivaux.

Mais le plan français a, en outre, le grave défaut de subordonner à ses hypothétiques prévisions une revalorisation proportionnée des salaires; les formules de baisse de prix ou d'extension de l'emploi qui l'accompagnent sont de nature à entretenir de dangereuses illusions et la revalorisation envisagée omet de préciser que celle-ci se trouvera, comme par le passé, hiérarchisée, consacrant par le fait même, l'injustice sociale que nous ne cessons de dénoncer. L'extension de l'emploi, à elle seule, n'a-t-elle pas pour conséquence des migrations forcées qui modifieront la vie familiale que, par ailleurs, on se targue de favoriser et le plus pur

une augmentation du pouvoir d'achat de l'ordre de 10 % pourra être enregistrée d'ici 4 ans.

Quelles magnifiques perspectives « Mister France » nous laisse entrevoir. Chômeurs, économiquement faibles, réjouissez-vous! Notre « Premier » vous l'affirme. Demain, on vous donnera un os supplémentaire à ronger; demain, la vie sera belle. Mais patientez, que diable; la manne céleste, c'est pour demain!

Ainsi, notre dernier messie, malgré son départ en fêche, nous révèle, comme ses prédécesseurs, son impuissance à renflouer cette économie vétuste, périmée, qui crève de ses contradictions, cette économie capitaliste qui montre chaque jour un peu plus son incapacité à solutionner les problèmes de l'heure.

Faut-il rappeler qu'il n'est pas de sauveur suprême. Après l'actuel détenteur du pouvoir un autre viendra, puis d'autres encore qui échoueront tous aussi lamentablement.

Il en sera ainsi tant que les « esclaves du salariat » n'auront pas pris conscience que c'est un changement de structure qui doit intervenir, que le système que nous préconisons, d'où sera exclu le profit et où sera pratiquée la distribution égalitaire de la production, est seul capable de procurer à tous des conditions de vie décentes.

Ils doivent, avec nous, travailler pour imposer son application, en employant toutes les mesures que leur paraîtront nécessaires.

Raymond FAUCHOIS.

résultat du programme économique sera de consentir des libéralités qui neutraliseront certaines oppositions patronales ou renforceront des soutiens déjà acquis.

Il paraît donc opportun d'envisager une opposition objective à ces mesures de temporisation des tenants du capitalisme. Les méthodes de rationalisation, si néfastes au bien-être que poursuit le syndicalisme, doivent faire place à des mesures longtemps préconisées et jamais réalisées qui apporteront des solutions fédéralistes et coopératives aux problèmes de la production et de la répartition. Une volonté éclairée peut avoir raison des mesures rétrogrades qui maintiennent les producteurs dans une stagnation le produisant. Mais il est nécessaire d'y apporter une grande objectivité pour éviter que ces nobles idées vieilles de plus d'un siècle ne soient détournées de leur but final: l'émancipation totale des travailleurs.

NOUVELLES D'AFRIQUE DU NORD

L'antifascisme en Algérie

Un groupe d'antifascistes français et étrangers assoiffés d'un idéal de justice, ont constitué, voici six mois, le Groupe des Amis de S.I.A. de Blida.

Quelques idéalistes ont adhéré dans le but d'apporter leur précieuse obole, morale et matérielle, à l'action exceptionnelle et philanthropique de S.I.A. Cependant, nous devons confesser que malgré le temps écoulé, il y a encore beaucoup d'antifascistes de notre localité qui, quoique cela paraisse invraisemblable, n'ont pas répondu à notre dernier appel de coopération fraternelle. Nous répétons qu'il nous paraît invraisemblable que depuis six mois de constitution, il existe encore à Blida, des hommes de conscience libre qui ne se soient pas joints à nous, profitant de l'occasion qui leur est offerte pour mettre en pratique la première des vertus humaines.

Au cas où cette abstention serait due à la méconnaissance de l'idée que nous défendons, voici une simple esquisse de ce que S.I.A. représente et poursuit.

Solidarité Internationale Antifasciste est une association constituée exclusivement dans des buts altruistes: pour prodiguer des conseils et stimuler, pour secourir et aider nos semblables, sans autre contrepartie que la satisfaction du bien réalisé.

Son essence fondamentale est la plus parfaite: le mutualisme, ce sentiment de fraternité qui se représente dans une famille comprenant tous les êtres affinitaires du monde, proportionnant mutuellement la gloire d'aimer et de se protéger comme des frères, concourant inconditionnellement à adoucir toutes ses douleurs et partager toutes ses peines.

Pour comprendre l'admirable activité de S.I.A., il faut s'imaginer un monde sans amour et sans pitié; un monde dans lequel régnerait seulement la haine et l'égoïsme; un monde de sauvages qui ne vaudrait pas la peine d'y avoir vécu et dans lequel on serait logiquement désireux de disparaître faute de relations et de mutuelle compréhension entre ses habitants.

Par bonheur, la solidarité est encore enracinée dans beaucoup de cœurs, dans le sens moral de la pre-

mière lettre de S.I.A., le monde est digne d'être vécu, parce que dans le malheur, dans la douleur, dans la maladie, dans l'enfance et dans la vieillesse, l'humanité trouve une multitude de frères qui veillent pour elle, comme si en réalité, nous étions fils d'une même mère. Pour cela elle mérite le nom d'internationale, et même si elle était dénommée Universelle, son titre ne serait pas trop ample proportionnellement à l'idéal qu'elle professe et à l'activité qu'elle réalise.

Notre organisme est antifasciste parce que c'est la condition indispensable dans le monde cordial et humain que S.I.A. préconise; puisque le fascisme, loin de contribuer à l'union fraternelle, fait tout le contraire, réveille la haine personnelle et contribue à la prédominance d'un homme, d'une seule volonté, appelé dictateur; ou bien d'une stricte minorité de classe dénommée dictatorial, privative et contraire aux organisations libres du peuple, dans lesquels prédominent les directives du cœur et du cerveau, soit les vertus et sentiments fondamentaux de la philanthropie et de l'amour fraternel, ce qui ne peut pas se produire sous la cloche pneumatique qu'est la dictature ou le totalitarisme, où, privés de liberté, ceux-ci succombent par asphyxie.

Ceci bien que S.I.A. qui remplit son rôle d'opposant au fascisme et de moralisation des forces dispersées; sortant de l'embaras celui qui est contrarié, aidant celui qui vacille, n'ait pas d'autre moyen de subsistance que celui que les anti-autoritaires à outrance lui procurent.

Après ce sommaire exposé, nous avons confiance en tous ceux qui sentent battre dans leur poitrine les vrais sentiments altruistes; ils comprendront notre raisonnement, en leur réservant une place dans le sein de notre famille solidaire.

Pour la délégation:

Les Amis de S.I.A. de Blida

Le Secrétaire: J. ROMERO.

La répression au Maroc

QUELQUES FAITS

Mai-Juin 48 : suite aux grèves sanglantes de Kouribga et Djerada, arrestation de près de 2.000 ouvriers. Février 49 : Ahmed Ben Abdelkader Boumida, secrétaire du Syndicat des mineurs, est condamné aux travaux forcés à perpétuité.

1^{er} novembre 51 : nombreux incidents sanglants notamment à Casablanca — 8 tués, 80 blessés —, des centaines d'arrestations sont opérées, entre autres celle de Maujoub, secrétaire général du Syndicat des cheminots, membre du Comité Directeur de l'U.G.S.C.M. — Union Générale des Syndicats Confédérés du Maroc — condamné à 2 ans de prison.

Pendant toute l'année 1952, nombreuses arrestations atteignant principalement les militants syndicaux.

En avril, déportation de Jdid, responsable de l'Union Locale des Syndicats de Salé et de Chouani, secrétaire de l'Union de Rabat.

Le 1^{er} mai : arrestations et déportations de Mohamed Ben Brahim, secrétaire de l'Union des Syndicats de Marrakech, et de Mohamed Khaled, secrétaire de l'Union de Rabat.

Le 5 août : Salah El Meskini, secrétaire de l'Union Locale de Casablanca; le 6 : Mohamed El Birech, secrétaire de l'Union de Rabat sont enlevés et déportés.

En décembre 52, en protestation contre l'assassinat de Ferhat Hached, de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, les syndicats marocains organisent des manifestations. A Casablanca, les dirigeants sont arrêtés. Les travailleurs marocains protestent. En réponse, c'est le terrible massacre de Casablanca où 2.000 Marocains sont assassinés; l'arrestation, entre autres, de tous les membres du Comité Directeur de l'Union des Syndicats. Le mouvement syndical marocain se trouve découpé.

Restons-en là. Depuis nul n'ignore les incidents de plus en plus sanglants, la répression de plus en plus atroce.

En marge de la C. E. D.

(Suite de la première page)

fait. De même qu'il y aurait, nous dit-on, des bons gouvernements, il pourrait y avoir de bonnes armées, des armées de la liberté toujours prêtes à faire échec aux factieux qui voudraient ignorer les droits du peuple. Or la liberté populaire sera un leurre (en Russie comme ailleurs) aussi longtemps que l'armée en sera la gardienne, car en tous lieux l'armée, en plus de la menace qu'elle constitue pour la Paix, est le bouclier qui protège le gouvernement des attaques éventuelles d'une population frustrée de ses droits. Quant au gouvernement, toujours illégitime puisqu'il extorque au peuple sa véritable souveraineté, il n'est qu'un conseil d'administration de l'Etat, le contentieux dont les intérêts se confondent avec ceux de la classe privilégiée dont il assure la défense, et qui ne peut conserver ses privilèges qu'en mettant en avant la force armée dont elle dispose. Toutes les révolutions ont prouvé que l'organisation militaire de la défense de la liberté aboutit à l'étouffement de celle-ci. Si donc en 1954, conscients de l'interpénétration des intérêts dits nationaux, les hommes envisagent plus qu'autrefois des solutions internationales pour des problèmes qui leur sont communs, que ce soit pour internationaliser autre chose que le militarisme!

Il n'y a pas à choisir entre deux camisoles de force, entre deux formules militaristes: nationale ou internationale. Tant que le peuple n'est pas libéré socialement, sa liberté politique n'est qu'un trompe-l'œil et sa liberté morale un mensonge. Lorsqu'il aura eu le courage d'édifier révolutionnairement une économie fédéraliste dans laquelle sa dignité sera respectée, alors seulement il pourra — et devra — prendre les armes si besoin est, car ce sera vraiment pour lui. Mais même cette défense de ses conquêtes révolutionnaires devra se faire sans que ses forces combattantes soient militarisées, et les travailleurs ne s'en remettant qu'à eux pour leur sécurité face aux ennemis de la révolution, seront détenteurs de leurs armes.

Si dans le débat qui se déroule autour de la C.E.D. nous prenions position « pour », ce serait appuyer le militarisme qu'elle nous offre. Si nous nous prononcions spécialement contre elle, ce serait admettre qu'il peut y avoir des formules militaires plus acceptables. Or, antimilitaristes impénitents, nous rejetons toutes les armées. Nous n'en voulons aucune, qu'elles soient kaki, gris-vert, bleu horizon, rouge ou noire, car même une armée noire qui se dirait anarchiste ne serait encore qu'une armée, une armée de trop, n'ayant rien de commun avec cette auto-défense que le peuple peut être appelé à pratiquer en période révolutionnaire.

Les usurpateurs de la volonté populaire cherchent une formule pour que l'Europe ait « ses » soldats? Européens ou nationaux, peu importe, elle les a ses soldats cette Europe en déconfiture. Ce qui lui manque, ce sont des hommes, des hommes capables de détruire en eux le soldat et d'en tirer toutes les conséquences.

Henri BOUYE.

Ce que tout prolétaire doit savoir...

(suite de la page 3)

ABATTEMENT :

Le reclassement des travailleurs sans emploi devenant plus difficile, dans la conjoncture actuelle, il a semblé équitable d'abaisser le taux de réduction de secours imposée à ceux qui voient se prolonger la durée du chômage, d'examiner favorablement, en particulier, la situation de ceux qui — en raison de leur âge — ont moins de chance de trouver un emploi.

Le nouveau texte prévoit un abattement de 10 % du taux des allocations et majorations, tels qu'ils sont fixés par le décret du 18 février 1954, pour les chômeurs secourus depuis plus d'un an et fixe à 30%, le maximum du taux d'abattement pour ceux qui sont âgés de plus de 55 ans.

La durée de la reprise de travail permettant d'ouvrir droit, à nouveau, à l'intégralité des prestations est fixée à trois mois.

EVALUATION DU TAUX MAXIMUM DE L'ALLOCATION :

La règle fixant le taux maximum de l'allocation aux 2/3 du salaire est modifiée en ce sens que, seuls sont pris en considération, les salaires antérieurs des membres du ménage en chômage pour lesquels le chômeur perçoit des majorations.

D'autre part, le total de l'indemnité versée par une Caisse d'assurance chômage et de l'allocation attribuée par le fonds de chômage peut atteindre les 4/5 du salaire ci-dessus défini.

En ce qui concerne le barème des ressources, deux nouvelles sources de revenu entrent désormais en compte, pour la moitié de leur montant, en ce qui concerne l'évaluation des ressources d'un ménage :

- Les pensions des victimes civiles de la guerre;
- Les ressources des ascendants n'ouvrant pas droit à majoration au titre de personnes à charge (art. 22, 2^e et 4^e).



Le Directeur-Gérant:
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17, rue de Clignancourt.

C.N.T. A.I.T. Le combat



SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 125

20 FRANCS

VENDREDI 8 OCTOBRE 1954

Révolution et conformisme

Dans mon article : « Etre révolutionnaire », réservé au numéro du 1^{er} Mai du Combat Syndicaliste, je m'exprimais ainsi :

« Ecartons d'un geste la masse moutonnaire qui ne sait que déclarer : « Il faut que ça change » sans bouger le petit doigt, car ce simple geste suffirait à troubler une existence parfaitement conformiste — verbalisme pur — et essayons d'aller au fond du débat.

« Etre révolutionnaire, c'est non seulement sentir la classe ouvrière, faire corps avec elle, mais encore reconnaître ses besoins, ses aspirations, son histoire, ses luttes, ses défaites, ses redressements insoupçonnés, et avoir une claire vision de l'état social de demain.

« Etre révolutionnaire, c'est encore accomplir parfaitement son métier ou sa tâche, avec une conscience professionnelle au-dessus de tout égoïsme : dans la révolution, il n'est pas de place pour les fainéants.

« Etre révolutionnaire, c'est avoir une vie d'homme ou d'homme public irréprochable, ceci simplement et gravement à la fois, pour servir d'exemple.

« Etre révolutionnaire, c'est penser à un plan de remplacement de la société actuelle, basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, sur l'injustice et l'oppression, par une autre société où tous les besoins de l'homme et toutes ses libertés seront assurés.

« Mais surtout, être révolutionnaire, c'est travailler sans relâche à la réalisation pratique de cette révolution... »

Si le cadre d'un article, même aussi étendu qu'« Etre révolutionnaire », n'a pas permis d'y faire entrer tous les développements nécessaires, il ne faut pas oublier que l'essentiel de notre tâche de militants consiste à éduquer le peuple, la masse.

Eduquer : ex-ducere, conduire en dehors de soi-même : permettre à l'être de se rendre compte de toutes les possibilités extérieures, assurer ainsi sa richesse en connaissance, et, par là même, amener la confrontation de ses pensées et de ses actes.

Dès la parution de l'article « Etre révolutionnaire », j'ai reçu des lettres qui m'ont demandé de préciser et développer cette notion : « unité de vie ou de conduite » dont il est question dans les paragraphes de l'article cités ci-dessus. Je le ferai bien volontiers avec toute l'objectivité nécessaire, demandant simplement à chacun de réfléchir à la valeur des arguments fournis.

Nul être humain n'est parfait. Il n'empêche que le révolutionnaire, le vrai, celui qui est défini par son propos, est voué par une acceptation volontaire et formelle, à une discipline stricte, par lui librement consentie.

Nous voulons changer la Société : d'accord ! Conduisons - nous alors comme si la nouvelle Société, voulue par nous, était déjà réalisée.

Le spectacle de la vie quotidienne nous apporte la révélation de toutes les turpitudes ou de toutes les faiblesses et nous met en présence de tout ce que nous devons, sans nul regret, supprimer ou transformer.

Je pose la question aux camarades sincères. Que devaient-ils penser d'un prétendu révolutionnaire qui, en actes et en paroles, sur les plans familial, économique et social, se conduirait, en tout ou en partie, dans la vie quotidienne, comme, hélas, tant de conformistes purs ?

1° Sur le plan familial :

— boirait une part importante de sa paie et laisserait ainsi femme et enfants se débattre dans la misère,

— se conduirait vis-à-vis de sa femme et de ses enfants en véritable maître, commandant sa compagne qui n'aurait qu'à se soumettre, sanctionnant la moindre faute de ses enfants

par des punitions et même par des coups.

2° A l'atelier, au chantier, aux champs, à l'usine :

— sous prétexte qu'il est en lutte contre l'Etat ou le patronat, représentant du capitalisme, prétendrait qu'il en fait toujours assez pour l'argent qu'il gagne, réléguant comme le dernier de ses soucis toute manifestation de conscience professionnelle, — qui se servirait de toutes les occasions pour, même sur le dos de ses amis, « monter », grimper un échelon de plus, encore un autre, et prendre ainsi place dans le système hiérarchique, ne poursuivant que son propre intérêt, même s'il n'use pas comme le cas est fréquent, de délation ou de bassesse pour « parvenir ».

CENTRE de FORMATION SOCIALE

Face au légalisme excessif dans lequel les travailleurs tendent à s'enliser, un large exposé suivi d'un important débat sera fait sur le sujet suivant :

UN DANGER :

LES CONVENTIONS COLLECTIVES

le jeudi 14 octobre, à 20 h. 45
salle de la Chope, place du Colonel-Fabien (salle du sous-sol)

Métro : Colonel-Fabien

Tous les militants et amis, adhérents de l'A.I.T., sont fraternellement invités.

Séance du jeudi 28 octobre
à 20 h. 45, salle de la Chope :

ORIGINES du MOUVEMENT OUVRIER

Unité organique ou

L'unité organique est-elle souhaitable ?

Oui ! proclament avec passion la C.G.T. et F.O., chacune apportant à l'appui de son affirmation des arguments dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont inspirés par l'espoir d'un profit personnel.

En effet, si la C.G.T. et F.O. estiment indispensable ce regroupement, c'est seulement dans leur propre sein qu'ils le considèrent susceptible d'effectuer.

A ce prix-là, et à ce prix-là seulement, l'unité organique leur paraît pouvoir prendre rang de panacée.

En regardant la question d'un peu plus près, qu'y a-t-il de valable dans tout cela ? Quels avantages y trouveraient les salariés ?

C'est, croyons-nous, se bercer

3° Dans tous les actes de la vie quotidienne en société :

— qui, s'il est propriétaire de sa petite maison, acquerrait, par le fait même, la fonction créant l'organe, le détestable esprit « propriétaire » ; plaiderait à tout bout de champ pour un arbre qui dépasse la limite, pour

(Suite page 4)

VACANCES PARLEMENTAIRES

Si l'on en croyait une astucieuse formule, la démocratie serait le gouvernement du peuple par le peuple, c'est-à-dire par lui-même. En d'autres termes, la démocratie libérale, par le truchement de la représentation parlementaire issue d'élections « libres », permettrait au peuple de se diriger, de se gouverner lui-même, attendu qu'en votant, l'électeur délègue son pouvoir au candidat de son choix (ce qui n'implique d'ailleurs pas que celui-ci soit automatiquement élu).

Or les travailleurs peuvent apprécier la valeur représentative de ce genre de délégation, car dont les aspirations ne sont en partie satisfaites que dans la mesure qu'ils font peser dans la balance économique tout le poids de leur force d'inertie. Mais il semble que ce soit déjà trop de fatigue pour ces professionnels d'une éléquence douteuse, de s'exercer le pouvoir législatif, et la veille de leur départ en vacances (qui dureront cette année quatre mois), ils trouvent le moyen de « transmettre » leur pouvoir aux quelques hommes qui constituent le gouvernement. C'est ainsi que la représentation nationale qui par elle-même n'est rien, devient moins que rien, lorsque chaque été, et jusqu'en fin d'année, les pouvoirs « spéciaux » (pour ne pas dire les pleins pouvoirs) sont accordés au gouvernement. Alors c'est la période des décrets-lois, publiés chaque jour au Journal Officiel et dont l'application s'impose aux « citoyens » au moment où ils s'y attendent le moins. Entre cette conception de la liberté

populaire et celle enseignée en URSS ou dans l'Espagne de Franco, qui oserait dire que la différence soit si grande ?

Sans doute avons-nous sous le ciel de France une caricature de liberté d'expression, de presse, de réunion, pouvant donner l'impression que chacun est libre de ses mouvements, mais même cette liberté est un moyen de plus pour les dirigeants d'amuser le peuple, d'accaparer son esprit en l'entretenant de sujets frivoles étrangers à ses propres intérêts, en même temps qu'elle permet à un quelconque M. Mendès-France de glisser, entre deux faits-divers retentissants, les promesses classiques selon lesquelles la classe ouvrière aurait bientôt la part qui lui revient du revenu national.

En attendant, elle est bien sage cette classe ouvrière à croire que les jeux qui lui sont offerts constituent pour elle la plus sûre des nourritures. Les salaires ne sont toujours pas revalorisés, la hiérarchie écrase toujours les plus faibles, la semaine de 40 heures continue d'être ignorée, alors que dans de nombreuses branches, la productivité s'en mêlant, il serait nécessaire de limiter la durée hebdomadaire du travail à 30 heures. Malgré les beaux discours, la condition ouvrière devient de plus en plus dure. Ce font donc pendant ce temps les « grandes » centrales syndicales que sont F.O., la C.G.T., la C.F.T.C. ? Elles parlent, elles discutent fraternellement avec les représentants du patronat et de l'Etat, avec les membres du gouvernement, et elles font des déclarations complaisamment reproduites par la grande presse, afin que les travailleurs sachent bien que l'on s'occupe d'eux.

Mais eux, les travailleurs qu'atten-

(suite page 4)

plurarité syndicale

de douces illusions que de croire la cassure provoquée dans la C.G.T., le 17 décembre 1947, susceptible de se souder. L'existence de F.O. est trop importante, sur le plan politique, pour qu'il puisse en être question. Consciemment, ou pas, F.O. est le frein, le contrepoids, qui neutralisent en partie la C.G.T., dont on connaît les attaches, et, tant qu'un bloc communiste subsistera, F.O. sera une nécessité absolue, pour le bloc antagoniste.

L'unité organique peut-elle provoquer l'accroissement de la puissance d'action de l'organisation syndicale ?

A cela il est possible de répondre carrément NON !

(suite page 4)

« Il suffit qu'un seul homme soit tenu sciemment dans la misère pour que le pacte civique tout entier soit nul.

Aussi longtemps qu'il y aura un homme dehors, la porte qui lui est fermée au nez, ferme une cité d'injustice et de haine. »

Charles PÉGUY - Jean Coste.

CONTINUE

sent animés du souci que donne présentement l'angoisse d'une circulation en constant développement. Il paraît évident, en effet, que le fait de déplacer pour une seule séance de travail, suivant des horaires plus souples, la masse des exploités, pourrait apporter un peu plus d'harmonie dans le chaos présent.

La lutte initiale pour les huit heures ne prévoyait pas autre chose quand elle revendiquait huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisirs. Le vote à l'esbrouffe de cette loi n'a pas permis de modifier les conditions habituelles des ouvriers et les résistances qui s'étaient manifestées à son encontre par le patronat n'a pas donné les résultats attendus.

Pourtant dans de nombreux pays on pratique la journée continue ; celle-ci existe même chez nous dans les grosses entreprises où le régime de travail est assuré par deux ou trois équipes travaillant chacune pendant huit heures sans interruption.

Il règne dans la classe ouvrière une hésitation sur cette forme nouvelle qui bousculerait les traditions en modifiant totalement les conditions de vie habituelles. En effet, le régime alimentaire adopté en France est différent de celui de certains pays voisins où le repas de midi ne présente qu'un caractère accessoire et où ceux du matin et du soir sont des plus substantiels. Il faut donc envisager un repas matinal qui peut n'être pas compatible avec certains organismes et une réduction notable de celui de midi. Mais une accoutumance progressive, liée à des apports énergétiques importants sous un faible volume, doit pallier cette incompatibilité en satisfaisant les constitutions les plus délicates.

Du fait qu'elle heurte certaines traditions, d'anciennes coutumes, cette mesure n'a pas l'oreille des populations que l'on maintient dans une ignorance totale de la solution de progrès qu'elle apporte. Mais que sont ces coutumes et traditions au regard des avantages matériels et moraux que l'on peut attendre de cette impor-

(Suite page 4)

Dans le n° 87-88 de l'Unique (septembre-octobre 54) nous trouvons sous la plume de Vladimir Munoz cette appréciation :

« Mon anarchisme défend le seul syndicalisme conscient et intelligent de la Première Internationale. Je considère comme archiste tout ouvrier qui cède à la séduction de l'« augmentation des salaires », oubliant le véritable but de la revendication ouvrière : LA SUPPRESSION DES SALAIRES. L'expérience m'a montré qu'une immense majorité d'ouvriers sont des bourgeois en puissance. Lancés par le hasard parmi les parias, obsédés par le veau d'or, ils rêvent à l'occasion favorable — gains de loterie, salaires élevés, héritages — de grossir les rangs des ploutocrates. Je tiens pour l'ouvrier conscient, studieux, volontairement pauvre, solidaire, ne caressant aucune « manie » de grandeur, qui entend que le syndicalisme, en tant qu'affirmation transitoire, tende à supprimer la honteuse exploitation de l'homme par l'homme. »

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche,
de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUDAINE : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour
d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P.
11300-50 Paris.

2^e UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à
Charles MARTIN, secrétaire, 37,
rue Pernety, Paris-14^e.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédé-
ration du Bâtiment et le S.U.B.
doit être adressé à Maurice
ARONDEL, 100, rue Doudeau-
ville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16
Paris.

S.U.B.

L'Assemblée Générale a lieu tous
les troisièmes dimanches de chaque
mois.

Assemblée Générale le dimanche 17
octobre, à 9 heures, Chope du Com-
bat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les
jours, sauf samedi, de 14 à 18 heu-
res.

Pour la trésorerie, adresser les ver-
sements à Tersida Vergnolle, 76, rue
Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P.
11.198.21 Paris.

19^e UNION REGIONALE

Permanence : tous les jeudis
et samedis de 18 à 20 heures.
Au siège : vieille Bourse du Tra-
vail, 13, r. de l'Académie, Mar-
seille (1^{er}), salles 5 et 6.
Le C.S. est à la disposition
des camarades.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le pre-
mier jeudi de chaque mois, à
20 h. 30 au siège, 39, rue de la
Tour d'Auvergne.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à
Armonia MUNOZ, 12, rue Si-
mon à St-Denis (Seine).

C.C.P. 1536-03 Paris.

Association Internationale des Travailleurs "A. I. T."

V^e Réunion plénière - Intercontinental des NUCLEOS de la C.N.T.E. en exil

A cette réunion plénière ont assisté
environ une cinquantaine de délégués
qui représentaient directement les
Nucléos de France. Les Nucléos d'Eu-
rope, d'Afrique et d'Amérique ont été
représentés indirectement par le S.I.
ou bien par des camarades désignés
par la délégation du Nucléo. Le cama-
rade Raymond Fauchois, secrétaire
de l'A.I.T., représentait celle-ci ainsi
que la C.N.T. française. Il y avait
une représentation de la C.N.T. Bul-
gare, l'Union Syndicale Italienne,
quelques sections de l'A.I.T., et d'au-
tres organisations ont envoyé leur
adhésion.

Le camarade Germain Esgleas,
secrétaire du S.I., ouvre la réunion
plénière, en présentant les délégués
des organisations sœurs qui assis-
taient à l'acte en qualité d'informa-
tion, le secrétaire général de l'A.I.T.,
le camarade Fauchois, représentant
aussi la C.N.T. Française et le délégué
de la C.N.T. Bulgare.

Il envoie au nom de la réunion plé-
nière un salut touchant à nos orga-
nisations militantes, affiliées à l'in-
térieur et très spécialement à nos
prisonniers d'Espagne. Exalte la si-
gnification de ce comice de la C.N.T.
exilée, et le fait significatif de sa
permanence dans la lutte malgré tou-
tes les vicissitudes. Dix-huit ans d'ac-
tion constante, de ferme volonté, sont
la meilleure garantie de notre foi en
l'idéal. La C.N.T. est une chose si
vivante que rien ne peut démentir.
Ses luttes et toute son œuvre pro-
uvent son profond enracinement en
Espagne, et son importance dans le
monde. Notre responsabilité de mili-
tant se détache de ce fait. La C.N.T.
est grande parce qu'elle représente en
Espagne et dans le Monde. Cette vitalité
de la C.N.T. se doit au dynamisme
et à l'esprit de sacrifice de notre
milite, qui est ce qui donne vie à
notre mouvement. Nous devons
l'avoir présent dans tous nos actes,
à l'atelier, aux champs, à la mine,
dans le front de lutte; c'est là où nous
devons donner du prestige à notre
organisation. Nous sommes une mino-
rité dans le monde, comparés avec le
volume de l'humanité, mais nous re-
présentons un facteur puissant de
transformation sociale. Dans notre
organisation, la volonté des affiliés
s'exprime de bas en haut. Ceux-ci se
manifestent et se déterminent dans
leurs assemblées. C'est leurs man-
dats, qu'en qualité de délégués, vous
apportez ici. Résumés en accords, ils
seront interprétés et mis en pratique
par tous et en tous lieux, et ceux qui
viendront nous relever de nos fonc-
tions, valorisant avec l'activité mili-
tante les accords de l'organisation.
Des comices successifs ont marqué
notre route. En vérité les camarades
la marquent depuis les assemblées.
Nous désirons donc, que cette réunion
plénière, que nous inaugurons, ait le
plus grand succès dans ses délibé-
rations. succès que la C.N.T. demande
et réclame de nous tous, mettant tou-
jours le cœur et la pensée en ce qui
est et représente la glorieuse Confé-
dération Nationale du Travail.

Ensuite il passe la parole au cama-
rade Fauchois, secrétaire général de
l'A.I.T., qui de plus représente la
C.N.T. Française. Celui-ci salue les
délégués présents à la réunion plé-
nière, ainsi que nos organisations et
prisonniers de l'intérieur. « Nous
nous engageons à lutter, dit-il, pour
en finir avec le bureau d'Espagne,
et pour que celle-ci soit à nouveau
le pays de la Liberté ».

Le représentant de la C.N.T. Bul-
gare salue également la réunion plé-
nière au nom de tous les camarades
emprisonnés, persécutés, martyrisés
en Bulgarie. Il envoie très spéciale-
ment des salutations à nos camarades
qui gémissent dans les oubliettes fran-
quistes.

Ensuite, le secrétaire du S. I. cède
la table aux camarades qui vont pré-
sider les débats de la première séance,
nommés par la réunion plénière, soit :
Présidence : Ariège.
Compte rendu : Nevers.
Secrétaire de parole : Bordeaux.
Parmi les adhésions à la réunion
plénière, nous détachons les suivan-
tes : Fédération Anarchiste Suisse et
le Groupe « Réveil » du même pays;
C.N.T. Bulgare, présente à la réu-
nion plénière; F.I.J.L. en exil; Nucléo
d'Afrique du Nord (représenté indi-
rectement); Commission de Relations
de la C.R.I.A.; Comité National de
l'Union Syndicale Italienne; Fédération
Syndicaliste Hollandaise (N.S.V.);
S.I.A. et S.I.C.

Manière de conserver, étendre et con-
solider la base organique et les
activités militantes en exil.

La réunion plénière a adopté un
dictamen qui, considérant chaque ca-
marade, individuellement, comme fac-
teur de volonté militante et de dyna-
misme organique, à base de son pro-
pre exemple de conduite, stimule tou-
tes les valeurs essentielles de frater-
nité confédérale, qui facilitent sous

des principes d'harmonie, le dévelop-
pement et l'accroissement des activi-
tés organiques, la constance dans les
efforts impulsifs d'une C.N.T. dyna-
mique, enthousiaste, forte, de son œu-
vre combattive et constructive.

Il est accordé que les réunions plé-
nières et congrès se célèbrent annuel-
lement.

La réunion plénière a accordé éga-
lement que le système de vote conti-
nue nominal, c'est-à-dire par affilié à
chaque fédération locale, adoptant les
décisions de la majorité, tel qu'il a
été appliqué jusqu'à ce jour.

Comme lieu de résidence du secré-
tariat Intercontinental, Toulouse a été
choisi.

Le bulletin-registre des adhésions
et des démissions à l'organisation est
maintenu.

Si les Nucléos ou Fédérations ne
respectaient pas les accords organi-
ques, bien que jusqu'à maintenant ceci
ne se soit pas produit, il est accordé
que le cas serait soumis à la consi-
dération de l'organisation.

Propagande

Il est accordé de l'intensifier sui-
vant les moyens disponibles. Diverses
suggestions intéressantes ont été pré-
sentées, afin de donner vigueur à la
propagande orale, écrite, et à l'œuvre
culturelle et de capacité, développée
par la C.N.T. d'Espagne en exil.

La publication du bulletin d'infor-
mation intérieure est maintenue.

Il a été décidé de fusionner le ser-
vice de librairie et l'éditorial du
mouvement et de Solidaridad Obrera,
pour avoir plus de possibilités de dif-
fusion de livres, d'éditions, et de cul-
ture générale par notre organisation.

Sur la question de la S.A.C., à la
réunion plénière on a donné une ample
information, il a été lu une lettre du
A.U. de la S.A.C., signée par le
camarade Karlson et adressée au Sec-
rétariat Intercontinental, nous faisant
savoir ce que devait nous exprimer
le délégué de la S.A.C. à la
réunion plénière, soit le camarade
Arvidson.

La lettre de la S.A.C. est rédigée
en termes peu heureux.

Il aurait été intéressant qu'un ca-
marade délégué de la S.A.C. puisse
assister à la réunion plénière, pou-
vant suivre toutes les délibérations et
recueillir directement les manifesta-
tions des camarades délégués, parlant
au nom de leur Nucléo respectifs,
et des assemblées de leurs fédérations
locales.

Le débat sur la question de la
S.A.C. a été correct à tous moments.
Quelques Nucléos se sont montrés dis-
posés à rompre les relations avec la
S.A.C. La majorité était pour la conti-
nuité des relations, tout en exprimant
à la S.A.C. le mécontentement
de notre organisation envers l'attitude
observée depuis un certain temps par
la S.A.C. vis-à-vis de la C.N.T.,
l'A.I.T. et le mouvement syndicaliste
révolutionnaire international.

Finalement la réunion plénière
prend l'accord de maintenir les rela-
tions avec la S.A.C., uniquement par
l'intermédiaire de l'A.I.T., et de ré-
pondre à la lettre de la S.A.C. datée
du 9 août, avec un message-réponse
de la 5^e Réunion Plénière Interconti-
nentale rédigé par ceux qui y ont pris
part, les délégations des Nucléos de
Provence, de Normandie, de Gironde,
de Haute-Garonne, Hérault, Gard et
Lozère.

Cet accord a été accepté à l'una-
nimité, ainsi que le texte rédigé par
les chargés de rapport.

La réunion plénière sur le Mouve-
ment Syndicaliste International.

Soutenir l'A.I.T. au maximum, et y
intéresser les sections qui intensifient
les activités syndicalistes révolution-
naires, dans les pays respectifs.

Problème de solidarité

Aide aux camarades malades, inva-
lides ou arrêtés forcés. La réunion plé-
nière a confirmé ses accords anté-
rieurs. Elle a également accordé de
continuer à aider la colonie d'Aymare
et de contribuer aux améliorations
qu'on peut apporter à celle-ci, comme
installation d'eau, etc.

Forme d'accroître les activités contre la tyrannie :

La réunion plénière maintient la
position de combattre sans relâche,
jusqu'au renversement du régime de
terreur impérial d'Espagne, confirme
les accords antérieurs de la C.N.T.
en exil, confirmant cette volonté, ex-
pression de la pensée individuelle et
collective.

Quant aux contingences éventuelles
qui peuvent survenir dans le pays,
la réunion plénière considère que les
accords de notre organisation laisse
définie notre attitude, qui est de con-
quérir, consolider et affirmer les bases
de liberté, en contact constant avec
le peuple et pour le peuple, par con-
séquent le but fondamental de nos
objectifs.

Le pacte Amérique du Nord fran-
quist, accords et manèges du Vati-

can, etc., politique des deux blocs,
menaces de conflits guerriers, la réu-
nion plénière réaffirme la ligne main-
tenue par la C.N.T. d'Espagne en
exil, condamne tout pacte, manèges
ou desseins qui tendent à limiter les
facultés et le libre exercice de la vo-
lonté du peuple espagnol et de ses
droits et à hypothéquer ses indépen-
dances, qui prétendent l'englober dans
la politique guerrière des blocs en
opposition.

La réunion plénière a reconnu l'uti-
lité des organismes existants en ce
qui concerne la coopération du Mou-
vement entre l'Exil et l'Espagne, à
la base de son actuelle structure.

Concernant la question de l'Unité
antifasciste, la réunion plénière a
confirmé les accords de la dernière
réunion plénière intercontinental de
Nucléos, qui définissent que pour des
objectifs précis et concrets, dans le
terrain de l'action pour renverser le
franquisme, sans compromis ulté-
rieurs, l'effort de la C.N.T. d'Espa-
gne en exil, proposant son propre
combat en faveur de la liberté du
peuple espagnol, pourra converger et
traiter avec les autres forces définies
antifascistes.

La Jeunesse :

La réunion plénière a accordé de
faire le possible pour stimuler et inté-
resser la Jeunesse dans les activités
du Mouvement Libertaire, et pour nos
idées, prêtant également à l'organi-
sation de la Jeunesse Libertaire, une
aide morale et effective.

Organisation et Administration :

La réunion plénière prend égale-
ment l'accord que les affiliés à la
C.N.T. d'Espagne en exil fassent leur
possible pour adhérer à la Fédération
Locale de Solidarité Internationale
Antifasciste, et pour les constituer,
avec les concours de personnes fran-
çaises amantes de la solidarité, là
où il est possible et n'existe pas.

Le rapport du Secrétariat Intercon-
tinentale a été approuvé à l'una-
nimité.

La comptabilité correspondant à la
gestion administrative du S. I., de
Genit, du livre « la C.N.T. dans la
Révolution Espagnole », du journal
« C.N.T. » et autres, dans l'exercice
de juillet 1953 à juillet 1954, après
avoir été contrôlée par la Commis-
sion de contrôle nommée par la réu-
nion plénière à cet effet, a été
approuvée à l'unanimité.

Le nouveau Secrétariat Interconti-
nentale est constitué comme suit, après
le résultat du referendum des F.F.
I.L. :

Esgleas, secrétaire général;
Estallo, coordination;
Fédérica Montseny, Valerio Mas,
et José Borrás complètent ce Secrétariat.

La réunion plénière a été clôturée
par le camarade Esgleas, secrétaire
du S.I. Il s'adresse aux camarades
délégués, exaltant le sens de respon-
sabilité, la constance dans l'œuvre
quotidienne, en contact direct avec les
camarades affiliés à notre organisa-
tion dans les Nucléos et dans les
Fédérations Locales; envoie un salut
ému aux camarades de l'intérieur qui,
depuis le sol espagnol, arrosé de leur
sang fécond, auront été, ces jours-ci,
présents parmi nous, suivant par la
pensée, derrière les murs sombres des
prisonniers pénitenciers, et depuis les
lieux de travail et de lutte, les déli-
berations de cette réunion plénière,
dans laquelle ils ont mis toute leur
espérance, comme expression de per-
sévéance et de volonté ferme dans
la continuité pour l'œuvre commune,
en pleine compénétration et identifi-
cation de finalités et d'objectifs, et
confiants en eux et en nous, avec l'ar-
dent désir de voir toujours unies et
actives les volontés de la militance con-
fédérale et libertaire de l'exil et de
l'intérieur, poursuivant infatigable-
ment la lutte pour la liberté du pe-
uple espagnol contre tous les totali-
taires et tyrannies, et pour la réali-
sation de notre idéal et de nos aspi-
rations libertaires.

Secrétariat Intercontinental
d'Information.
Toulouse, le 20 août 1954.

SIA

les Antifascistes venant de tous
les pays totalitaires appellent à
l'aide.

Vous ne les oublierez pas !

Adhères à la Solidarité

Internationale Antifasciste

Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.
SO.FR.IM.
17, rue de Clignancourt.

Salaires ou pouvoir d'achat

Une des visées du syndica-
lisme est d'affranchir les travail-
leurs du salariat. Jusqu'à la fin
du siècle dernier, ce but est resté
un idéal plus ou moins utopique
et les syndicats devaient borner
leur action à limiter les prétenti-
ons patronales en faisant peser
sur eux la menace d'une grève
onéreuse. Les salaires fluctu-
rent plus ou moins selon la fa-
meuse loi de l'offre et de la de-
mande, avec des hauts et des bas,
exactement comme n'importe
quelle marchandise.

Depuis plus de vingt ans, le
problème ne se pose plus de la
même façon. De nos jours, il est
dangereux de se cantonner dans
des revendications ayant pour
seul but le maintien du pouvoir
d'achat. On constate un fait très
grave, c'est que la classe ouvrière
se contente de réclamer, par
l'intermédiaire des syndicats,
des augmentations de salaire. Il
faut lui expliquer qu'une aug-
mentation générale de salaire
ne correspond pas à une amé-
lioration du pouvoir d'achat,
puisque elle est immédiatement
annihilée par une montée iden-
tique des prix.

La meilleure preuve, c'est que
depuis tant d'années que les
salaires gonflent, ils n'ont ja-
mais rattrapé les prix. Il y a
cent raisons à cela qu'il serait
trop long d'énumérer ici. Il me
suffira pour aujourd'hui d'affir-
mer la chose impossible dans le
cadre du régime économique ac-
tuel. Ce que l'on donne aux uns,
c'est en le prenant aux autres.
La nouvelle classe de la société
que l'on nomme par euphémisme

« économiquement faible », aug-
mente en nombre chaque jour.
Plus d'un dixième de la popula-
tion française a droit à ce titre
peu enviable.

Il y a quelques décades, la
France avait ses petits rentiers.
Simple constatation, mais qui
prouve bien que nous n'avons
jamais rien obtenu d'autre que
des prêts avec USURE. La clas-
se ouvrière, sur le plan général,
n'a fait que s'endetter et ne ces-
sera de le faire si elle n'oriente
pas ses revendications vers une
voie susceptible de la faire vrai-
ment évoluer. De nos jours, le
problème de la production est
résolu, donc tous ceux qui vous
parlent de plein emploi, majora-
tion d'heures, prime à la produc-
tion, ne sont que des démago-
gues qui flattent l'égoïsme pri-
maire de l'individu à des fins qui
ne sont pas du tout axées sur
l'évolution des travailleurs, mais
à leur exploitation plus féroce
encore que jadis.

Nous avons un héritage à
nous partager collectivement.
Cet héritage sans cesse plus im-
portant est composé des décou-
vertes techniques de tous ceux
qui nous précédèrent sur terre.
Il est anormal que seuls quel-
ques-uns en profitent au détri-
ment des masses. C'est en re-
vendiquant l'Égalité Économi-
que que nous aborderons enfin
une lutte correspondant aux be-
soins de notre époque et rendue
réalisable par le progrès tech-
nique.

Le salariat peut et doit dis-
paraître.

ALADIN.

Communiqués divers

Dans un but de propagande paci-
fiste, un protégé-cahier imprimé sur
dossier d'excellente qualité vient
d'être édité. Un bilan des deux guer-
res mondiales, des maximes choisies,
des conseils aux enfants pour les dé-
tourner des lectures et des jeux belli-
queux, un appel pour l'Espéranto et
une poésie de Maurice Rostand sont
de nature à engager l'enfant à se dé-
tourner des actions violentes et à
contrecarrer la propagande belliste.

Des spécimens sont adressés sur
simple demande accompagnée de 20
francs pour frais d'envoi, par Gabriel
Duval, instituteur à Echarcon, par
Menney (S.-et-O.).

Pour les commandes auxquelles
s'ajoute une contribution volontaire,
écrire à Mme Arlette Derzelle, insti-
tutrice à Freneuse (S.-et-O.). C.C.P.
4706-45 Paris.

Lundi 1^{er} novembre, à 14 h. 30,
Gala artistique au bénéfice de la Voie
de la Paix, Salle des Sociétés Savan-
tes, 8, rue Danton, Paris-6^e, métro
Odéon.

Samedi 6 novembre, à 15 heures
précises, Salle de Géographie, 184,
boulevard St-Germain, Paris - Métro
St-Germain-des-Prés, Matinée récréa-
tive au profit des œuvres sociales de
l'Unique, avec la participation d'une
pléiade d'artistes connus.

VENDREDI 29 OCTOBRE
à 20 h. 30

Salle des Sociétés Savantes
8, rue Danton
GRAND GALA

au bénéfice des œuvres de S.I.A.
avec le concours de « MYSTAG »

Un cours gratuit d'ESPE-
RANTO aura lieu tous les mer-
credis à 20 h. 30, à partir du
27 octobre 1954, au Comité des
Loisirs, 15, rue Béranger, Paris
(3^e), Métro République.

Invitation cordiale à tous.

Tribune de la femme

Si vous voulez bien, nous dénuderons aujourd'hui cette plaie honteuse de notre sexe : la prostitution. Envoyons donc un rayon de projecteur dans les bas-fonds où telles des araignées, les « filles » tendent des rêts, aux hommes inunis d'argent.

« Respectueuses »... mais de l'argent, plus que d'elles-mêmes, et de leurs partenaires, certaines d'entre elles sont encore assez fraîches et jolies — plus pour longtemps sans doute, car à mener une telle vie nocturne, avec tout ce qu'elle comporte, on se fane vite.

Quelles sont les causes qui permettent à ces femmes de commencer, puis de continuer à se prostituer, à devenir et à rester : des « filles » ?

Parfois, c'est l'appât de l'argent facilement et rapidement « gagné », c'est le goût des belles toilettes, du luxe, de la bonne chère, de la boisson ; souvent, c'est l'entraînement sur la pente fatale, où un homme « du milieu » les pousse ; mais, le plus souvent, c'est le manque de travail, la misère, un gosse à élever qui n'a pas de père !

Il y a des travailleuses qui ont été séduites par leurs patrons, puis abandonnées, sans travail, sans ressources, désespérées, et rapidement « à la rue », ayant rompu avec leur famille qui, parfois, les a reniées et chassées ; c'est alors le commencement de leur fin. Mais il faut comprendre que les plus grands coupables ce sont la Société, et le régime actuel.

C'est terrible ! et si on réfléchit à la pérennité de cette prostitution qui existe depuis l'Antiquité (où elle était même honorée), on se rend vite compte qu'en réalité le monde a bien peu évolué. N'y a-t-il pas toujours des esclaves, des opprimés, de même que des prostituées ?

Après les causes, voyons rapidement les effets : dégénérescence physique et morale, par les infections vénériennes, d'une part, et d'autre part par le vice, l'alcoolisme, les stupéfiants parfois.

Et maintenant, je pose la question : Croyez-vous qu'une « fille » puisse arriver à changer de vie ?... La chose paraît fort improbable, en raison de l'accoutumance à avoir vite et sans peine ce qu'une travailleuse met une journée entière à gagner. De plus, la société par ses lois, n'a rien mis au point pour la cure de désintoxication et de rééducation, ni pour l'apprentissage d'un métier... à part quelques institutions religieuses qui s'en occupent (sans grand succès, d'ailleurs). Il y a eu aussi Marthe Richard qui a fait voter la « clôture des maisons Tellier », ce qui n'a eu, pour seul résultat, que le pullulement sur le trottoir ! Et, de plus, chacun sait bien qu'il est impossible pour « une fille » enregistrée par la Préfecture de Police » de pouvoir trouver un travail sérieux. Cependant, combien doivent souffrir dans leur chair et dans leur cœur, d'être obligées de continuer à se vendre ; mais la société a décrété une fois pour toutes : « Elles y sont, qu'elles y restent ! » Nous ne parlerons pas ici de celles qui parviennent à acheter un commerce, ni de celles qui se font épouser par un riche « client »... ni de toutes les autres, toutes celles qui ne pratiquent pas la « basse prostitution », mais qui se prostituent quand même, en se ma-

riant ou en vivant maritalement, pour obtenir la situation enviable !

Du moins, nous autres, nous gardons l'espoir que ce chancre hideux sera extirpé par nos soins, avec la Révolution sociale, qui permettra à chaque être, en âge et en santé de travailler, de faire chaque jour quelques heures de « Service Social pour la Communauté ». Les « filles » seront assainies physiquement dans des dispensaires prophylactiques, puis désintoxiquées moralement par des spécialistes psychiatres ; et on les éduquera dans des centres de formation sociale, non avec des principes religieux, (révélés impuissants), mais, selon nos théories, basées sur des méthodes humanistes ; puis, on leur apprendra le métier de leur choix... et alors... celles qui le voudront, pourront vivre en union libre avec le compagnon qui leur plaira, sain et honnête. Cette union, enfin ! ne sera plus guidée par l'intérêt, mais par l'amour, l'entente, et la confiance réciproques... Quant à celles qui voudront continuer à courir, ce sera bénévolement, mais j'aime à croire qu'il y en aura de moins en moins, grâce au « changement d'atmosphère » opéré par notre Révolution, qui leur apportera la santé physique et morale, le respect d'elles-mêmes et des autres, la possibilité d'avoir un foyer agréable : en un mot, la joie de vivre normalement, intégralement.

Camarades ! je n'ai rappelé que l'essentiel de cette question épineuse et cruciale, *une des plus terribles des questions sociales*, dont on parle rarement. J'ai exposé le plus brièvement possible ma façon de comprendre cette question. Je ne crois pas avoir dérogé à notre combat de chaque jour pour une vie meilleure, et surtout plus propre, en parlant de cette catégorie innombrable de femmes qui se dégradent, car elles sont agglutinées à l'actuelle pourriture sociale comme de la vermine. Mais il faut bien dire aussi que, souvent, l'homme est faible devant la tentation, le pauvre comme le riche, et que l'homme qui paie se dégrade autant que la fille qui se vend, et cela, à un degré au-dessous de l'animal. Je pense que tout n'est question que de mentalité, de moralité, d'éducation.

Tout est à refaire, parce que tout est pourri ; tout se tient, tout est lié, les causes et les effets, tout ne serait question que de volonté ; par exemple, si les filles ne voulaient plus se vendre, ou si les hommes ne voulaient plus les acheter : il n'y aurait plus de prostitution ! Il faut comprendre aussi que c'est l'argent qui corrompt tout, comme son frère jumeau, le pouvoir, il est maudit, et nous devons les abolir tous deux, ce sera notre tâche d'avenir.

Mais dans cette société en pleine décomposition, le prolétariat syndicaliste révolutionnaire, en plus de son rôle économique, a une tâche sociale qui lui incombe, dès à présent : c'est d'assainir toutes les consciences. De les former, de les mûrir ; c'est d'éclairer tous les cerveaux afin d'éveiller en eux l'esprit de révolte et de rébellion contre tout ce qui asservit, tout ce qui dégrade, tout ce qui avilit la nature humaine, afin de pouvoir, par la suite, bâtir sur de solides fondations la *Future Communauté Humaine*, société de demain, *consciente, digne et fière !*

Lola ROUSSEL.

Sécurité d'abord

Le progrès, la technique créent des méthodes nouvelles de travail. Autrefois, étaient employés dans la fabrication des peintures des huiles ou des essences végétales. Aujourd'hui, les progrès de la chimie et de la synthèse conduisent à employer des produits à base de benzol. Une législation a réglementé l'emploi de ces produits et les précautions à prendre pour se préserver de leur nocivité.

Mais le législateur qui est aussi un politicien, pour conserver ses électeurs, ne peut imposer ces mesures, il ne fait que de simples recommandations. Il en découle qu'aux ateliers S.N.C.F. de Villeneuve, six agents sont gravement atteints par le benzolisme.

Certes une énumération globale du sang est faite aux ouvriers peintres, pour respecter la Loi, mais à part cela rien n'est fait pour assurer au maximum la sécurité des ouvriers. Des souffleries d'air chaud, ayant pour but d'activer le séchage, existent. Elles favorisent aussi l'évaporation dans l'atmosphère des produits nocifs et aucune installation d'aération ne fonctionnant, ces gaz délétères s'infiltreront par les poumons dans le sang des ouvriers.

De nombreuses catégories d'ouvriers, non assujettis au contrôle global de la Loi, sont victimes de maladies professionnelles, ébénistes, ferreurs, tapissiers, électriciens, etc., peuvent être victimes de mêmes intoxications.

La S.N.C.F. jusqu'à ce jour n'a pas, en général, reconnu ces accidents comme maladies professionnelles. Au Comité Mixte, les représentants ouvriers ont rappelé ces faits. Mais quand on étudie la réglementation de ces Comités, l'on s'aper-

çoit qu'ils ne sont que des organismes consultatifs et qu'en l'occurrence les seuls responsables sont le chef d'atelier et les médecins en premier lieu, les dirigeants de la S.N.C.F. ensuite.

Quant le résultat de la prise de sang donne un pourcentage de globules rouges faible, sur la recommandation du médecin, l'agent peintre est changé d'emploi, mais cela est fait sans réflexion, l'on ne recherche pas la solution qui permettrait à ces victimes du progrès de se refaire une santé.

Un de ceux-ci, quoique gravement atteint (corrosion de la paroi stomacale) fut employé à des travaux de manutention. Résultat : ce camarade est hospitalisé depuis un mois. Il faut dire, pour être honnête, qu'il est un des rares cas considérés comme accident professionnel.

Que devons-nous faire devant l'impéritie des dirigeants de la S.N.C.F. ?

1° Faire reconnaître comme professionnels les accidents provoqués par les produits incriminés ;

2° Afin d'en atténuer les effets, faire diminuer le temps de présence des agents chargés de manipuler ces produits ;

3° Exiger l'installation de systèmes d'aspiration et d'aération ;

4° Etendre aux autres agents qui travaillent dans ces locaux les mesures prises en faveur des manipulant.

Pour faire appliquer ces mesures, les victimes et futures victimes ne peuvent compter sur l'humanisme de leurs dirigeants, dans le système capitaliste le travailleur n'étant qu'un rouage que l'on rejette lorsqu'il est usé.

Le Comité Mixte est sans pouvoir !

A propos de la Sécurité Sociale

« La Justice est une vertu, l'injustice un vice, il est donc faux de prétendre que l'injustice est plus avantageuse que la Justice ». Cette vérité platonicienne, défiant les siècles, est plus que jamais d'actualité. En effet, aujourd'hui comme au temps de la Grèce classique, l'injustice est un crime contre la personnalité et si le fait de se tromper ne constitue pas un acte criminel, il est vrai que lorsqu'on persiste dans l'erreur et qu'on refuse de reconnaître qu'on s'est trompé, il y a crime. Ainsi, qu'on le veuille ou non, la vérité se fait jour peu à peu, dès lors nous devons faire nôtre le principe qui consiste d'éviter avec soin les erreurs, les injustices causes de confusionnisme.

Aujourd'hui, nul n'ignore que la société fourmille de contradictions, d'injustices, que les législateurs, les moralistes qualifient de « Justes » des actions, des comportements injustes. Ainsi aucun n'osera nier que l'injustice, aussi infime soit-elle, engendre la haine, la vengeance, qu'une autorité quelle qu'elle soit, quelle qu'elle puisse être, comporte toujours une parcelle d'arbitraire et que quiconque exerce l'autorité a un penchant vers l'abus de sa fonction. Ce sont là des vérités irréfutables, donc pour le plus grand bien de l'humanité, il est temps que chacun fasse l'impossible afin d'éliminer toute cause de confusionnisme, d'erreur, de contradiction. Voyons donc ce qui se passe autour de nous.

Tout le monde connaît ou est censé connaître la « Sécurité sociale ». Cet organisme fut créé aux fins d'éviter — dans les usines, sur les chantiers, aux mines, aux champs — les causes d'accidents. Quant à la Médecine Ouvrière, branche de la « Sécurité Sociale », elle a pour mission de surveiller la santé des ouvriers et de prévenir les effets nocifs, corrosifs des produits chimiques ou autres. A cet effet, la « Sécurité Sociale » édite des vignettes qu'on retrouve sur tous les murs à l'intérieur des usines. Parmi tant d'autres, en voici quelques-unes significatives. Une de celles-ci montre en haut un mégot de cigarette, en bas un pompier avec sa lance en action, tout autour des flammes et de la fumée. Ecrit en gros caractères, on lit : « La cause, c'est-à-dire le mégot, l'effet, c'est-à-dire l'incendie qui ravage l'usine ». En voici une autre où, sur le sol, il y a une grosse tache, un ouvrier, la caisse d'outils sur l'épaule, passe sur cette tache, trébuché, tombe. Un conseil : « Faites attention aux flaques d'huile ». Une troisième vignette : un ouvrier à une égratignure au bras. Il saigne, la Croix-Rouge vous dit : « Sans tarder faites soigner les moindres blessures ». Une quatrième représente un scaphandrier, puis écrit en gros caractères rouges, ce conseil : « Faites comme lui, protégez-vous ! » Par crainte d'ennuyer le lecteur, nous arrêtons là la liste des vignettes éditées par le soin de la « Sécurité Sociale ». Incontestablement, cela semble démontrer que ceux qui nous gouvernent sont animés par de très bonnes intentions, par un souci constant de sauvegarder la santé des ouvriers.

Nous avons écrit : *cela semble démontrer*, parce que si théoriquement, tout cela est fort beau, pratiquement le résultat est nul. Pourquoi ? Parce que, en régime capitaliste où le profit prime, les conseils de la « Sécurité Sociale » sont inapplicables. Voici la vérité. Bon nombre de savants, tels que le Pr. Terracol, le Dr Henry J. L. Marriott, le Dr Charles Oberling, Auguste Lumière, pour ne citer que ceux-là, ont démontré que certains produits chimiques exercent une influence néfaste sur l'organisme. A ce propos, le Dr Charles Oberling écrit : « En biologie (tout comme en sociologie) un fait démontré vaut mieux qu'une centaine de suppositions ». Ainsi grâce aux travaux d'innombrables savants, nous savons que le goudron, l'aniline et ses dérivés, le benzidine, l'arsenic, l'ammoniac, l'urethane, le vert lumière, le chrome, le beryllium, l'oxyde de fer, le vanadium, le magnésium, le cobalt, la poussière d'amiante, le plomb, l'acide chlorhydrique, etc., sont cause de graves perturbations de l'organisme. Dès lors, il est clair qu'un ouvrier qui manipule ces produits chimiques et ce dans des conditions de prophylaxie douteuses est soumis à l'action de ces produits il serait donc logique qu'un ouvrier, lorsqu'il est atteint par une maladie dont la cause est imputable aux produits qu'il manipule, bénéficie de l'assurance accident ou assurance maladie. Il n'en est pas ainsi parce que la loi ne reconnaît qu'un nombre très restreint de maladies professionnelles.

Qui oserait nier qu'il y a là une injustice d'autant plus flagrante que de nombreuses expériences ont démontré que le goudron est cause de cancer et qu'en conséquence, l'ouvrier qui manipule le goudron est menacé par cette terrible maladie et, lorsqu'elle se déclare, il y a là accident ? Hélas, la « Sécurité Sociale » ne se préoccupe pas de cela ; ce qui est pire, on n'oblige pas les industriels à donner aux ouvriers l'indispensable afin de les prémunir contre l'action du goudron. Est-ce là une attitude digne d'un organisme qui fut créé pour éliminer la ou les causes d'accidents ? A notre avis, seule la solidarité humaine peut stimuler la recherche et permettre le respect de la dignité humaine ainsi que l'application de stricte prophylaxie sociale, mais pour ce faire les ouvriers doivent agir tous ensemble, ils doivent éviter de se nuire, ils doivent s'entraider, c'est là une condition indispensable pour imposer la révision de la Législation Ouvrière. Nous reviendrons sur le sujet.

BREGLIANO Luc.

ERRATUM : Dans le n° 124 du « C. S. », une ligne a sauté qui a dénaturé l'article « Main morte ». Il fallait lire, en deuxième colonne, trente-sixième ligne, ce qui suit :

« Ainsi on doit anéantir cette légende qui veut que la Liberté, la Justice, le Bien-Être seront l'œuvre d'une tierce personne qui bénévolement renoncera à ses privilèges afin de nous permettre de vivre heureux ».

PALABRES SUPERFLUES

Des débats sur les salaires vont avoir lieu, sous quelques jours, entre patrons et ouvriers de la métallurgie parisienne — branche pilote — où seront examinées les courbes des salaires et de la production. Un certain intérêt doit être accordé à ces entrevues d'où peut sortir une revalorisation de prime non hiérarchique.

Cette hypothèse ne rencontrera pas la faveur des bonzes dont la rémunération importante leur a fait oublier la détresse de leurs ex-camarades du boulot.

Pour demeurer si calmes alors sur les projets économiques du gouvernement ; mais l'encouragement aux investissements (avec pour corollaire la baisse des prix de revient), la productivité rationalisée et la décentralisation territoriale ne nous donnent pas l'espoir d'améliorations sensibles quant à la situation des producteurs les moins favorisés.

C'est le moment de confirmer l'observation constante de la stabilisation des salaires à la moitié de ceux d'avant-guerre et de rappeler notre revendication minimum fixée à 35.000 francs pour la base avec augmentation dégressive des salaires inférieurs à 50.000 francs ; ceux qui dépassent ce chiffre ne subissant pas de changement.

Nous voilà loin des 25.000 demandés par la C.G.T. et du fait qu'elle entend imposer un relèvement des

Les délégués à la sécurité ne peuvent que constater le fait et sont aussi sans pouvoir !

Il ne reste plus qu'une solution de courage : le refus de travailler, avec la solidarité que peuvent apporter les autres corporations en cessant elles aussi le travail.

Jean BRIVES.

Les travailleurs algériens en grève

Travailler pour des salaires de misère est intolérable. Et cependant c'est ce que l'administration coloniale au service des vinnassiers veut imposer aux ouvriers agricoles. Ceux-ci ne veulent pas travailler à 200 francs par jour. Ils réclament un salaire normal leur permettant de faire vivre décemment leurs familles. Ils ont, bien avant le commencement, alerté le patronat sur leurs revendications légitimes et fait savoir qu'ils étaient bien résolus à engager l'action si celles-ci n'étaient pas prises en considération. Mais les hobereaux de la C.G.A. où les vinnassiers sont les maîtres, avaient répondu par un non catégorique. Donner satisfaction aux vendeurs, le même problème se posait alors pour les autres catégories d'ouvriers agricoles ; ce qui serait une atteinte à leurs privilèges et diminuerait leurs gros bénéfices.

Cette obstination patronale s'est particulièrement fait remarquer dans la région de Philippeville. Ainsi le mouvement de grève commencé le 6 septembre, se développe et s'étend à la plupart des grands domaines... La solidarité est effective et agissante en faveur des vendeurs en grève.

Devant l'échec éclatant des vinnassiers archi-millionnaires ou milliardaires, l'administration coloniale vient à leur rescousse. Gendarmes, gardes mobiles, C.R.S., P.R.G., tout est mobilisé contre les vendeurs algériens afin de les obliger à travailler pour des salaires de misère. On arrête les dirigeants de la grève. Des violences sont commises contre certains grévistes. Des provocations se multiplient et deviennent systématiques.

Et ce qu'on a vu lors des grèves de mineurs de Timzert, du Zaccar, de Sidi Safi, etc., nous le voyons se reproduire contre les grévistes de Philippeville, c'est-à-dire la complicité de l'administration et son appareil répressif avec les magnats de la colonisation.

Que les dockers de Philippeville aient débrayé, ils ne peuvent être que chaleureusement félicités pour leur magnifique geste de solidarité, mais cela est insuffisant. Il n'y a pas que les dockers comme travailleurs en Algérie. Il y a bien d'autres corporations. Il y a aussi les services publics.

Cette solidarité doit se manifester par des débrayages et des arrêts de travail, etc. Les dockers ont donné l'exemple. C'est aux autres organisations de le suivre.

(Extraits de l'Algérie Libre du 17-9-54.)

Après les vendeurs de la région de Philippeville, ce sont plus de 2.000 ouvriers de la région d'Ain Témouchent dans l'Oranie, qui, après avoir manifesté le jeudi 16 septembre, se sont mis en grève... (L'Algérie Libre du 24-9-54.)

CALENDRIER

S. I. A. 1955

Le Calendrier de « S.I.A. » pour 1955 est dès maintenant à la disposition de tous.

Si nos éditions antérieures ont été intéressantes et illustratives, celle que nous annonçons sera agréable et éducative. Le frontispice, dû au camarade Lamolla, peintre de talent, est méritoire, tant en exécution qu'en inspiration, à tel point que les acquéreurs de notre Calendrier 1955 ne résisteront pas à l'envie de le garder pour enjoliver l'intérieur de leurs foyers respectifs.

La partie littéraire a été menée à bien par un très grand ami de S.I.A. et peut être considérée comme irrésistible. Elle traitera de la succession des jours, des sciences physiques, naturalisme, connaissance de l'homme et de la terre, pacifisme intégral, opinions sur l'amour, littérature éditée, philosophie populaire versifiée, curiosités et récits ; le tout signé de noms accredités et précédé d'un éditorial de S.I.A. où nous mettons en évidence le véritable motif — antifascisme militant et solidarité effective — de son intéressante et nécessaire existence.

En résumé, le Calendrier que S.I.A. met à la disposition de ses amis et des sections sœurs d'Amérique et du Canada, est très intéressant à cause de sa triple valeur artistique, littéraire et consultative.

Dans chaque feuille antifasciste, le Calendrier de S.I.A. rayonnera de ses trois lettres symboliques, attestant en même temps de la solidarité effective de véritables idéalistes.

Comme chaque année, nous ferons deux éditions, une en langue française, l'autre en langue espagnole.

Le prix de l'exemplaire reste inchangé, c'est-à-dire 100 francs.

Pour les Sections, Amis de S.I.A., groupements affinitaires et vendeurs, une réduction de 10 % est faite à partir de 10 exemplaires.

Amis, groupez vos commandes et adressez-les :

Comité National de S.I.A.

21, rue Palaprat
Toulouse — C.C.P. 1230-50 Toulouse
ou à André Maille, C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris (9^e) - C.C.P. 11300-50 Paris.

« L'Etat je le connais ; il a une longue histoire toute de meurtres et de sang. Tous les crimes qui se sont accomplis dans le monde, les massacres, les guerres, les managements à la foi jurée, les bûchers, les supplices, les tortures, tout a été justifié par l'intérêt de l'Etat, par la raison d'Etat. L'Etat, est, de sa nature, implacable. Il n'a pas d'entrailles ; il est sourd aux cris de la pitié ; on n'émeut pas l'Etat, on ne peut l'apitoyer. Ce monstre d'Etat est tout dégoûtant de sang humain ; il est responsable de toutes les abominations dont a gémi et dont gémit encore l'humanité. »

G. Clémenceau,
Travailleur du Sénat
(17 novembre 1903)

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA
Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association
Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION :
39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)

Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

La copie doit arriver le Samedi au plus tard

COLONIALISME, RACISME... toujours présents

En douze secondes, un terrible séisme ravageait la région d'Orléansville, dans la nuit du 8 au 9 septembre. Plus de 1.400 morts, plus de dix mille blessés, des dizaines de milliers de personnes sans toit.

Ce triste bilan ne suffisait pas en lui-même. Le racisme, lui, n'a pas été tué, démontrant toute l'horreur du capitalisme dans une de ses formes les plus abjectes : le colonialisme. Les démonstrations de ce racisme à la suite du séisme sont innombrables.

Les premiers « secours » envoyés sur les lieux de la catastrophe ont été des renforts de troupes chargés de cerner les débris politiques algériens et tunisiens du bagne d'Orléansville.

Le débâtement, l'organisation des secours, la distribution des soins et des vivres, l'évacuation des blessés, se sont effectués en priorité au secours des Européens d'Orléansville, tandis que de nombreux blessés agonisaient, des cadavres pourrissaient, entraînant les épidémies, dégageant parfois à deux kilomètres à la ronde une immonde odeur, des fellahs grelottaient de froid et de faim dans les douars. Ce n'est que quatre jours après le tremblement de terre que l'on s'apercevait qu'il y avait 400 morts sous les débris du douar Beni-Rached à 25 kilomètres d'Orléansville.

Grands secours pour les Européens, parcimonieux pour les Algériens. Oh certes ! le cinéma, la presse nous ont présenté un beau tableau de solidarité. Nous disons que ce tableau est faux.

Et nous devons poser la question : comment seront répartis les fonds des collectes officielles ? Nous n'avons pas confiance dans cette solidarité de commande faite à grand renfort de clichés et de torchons tricolores de la journée nationale du 26 septembre. Elles témoignent de l'hypocrisie hideuse d'un régime qui profite d'une terrible catastrophe pour monter une immense comédie destinée à se donner un visage humaniste. Les témoigna-

ges venus d'Algérie, les manœuvres faites dans certaines villes de France pour s'appropriier les collectes organisées par les Algériens eux-mêmes, nous font douter d'une juste destination de ces fonds.

A Versailles, à Maisons-Laffite (Seine-et-Oise), dans le 18^e, d'importantes sommes d'argent collectées par de jeunes Algériens ont été confisquées de force par la police.

Le gouvernement a versé une somme de 100 millions alors que les dégâts s'évaluent à plusieurs milliards. Pour la répression, la guerre, l'armée, c'est par milliards que l'argent coule.

Belle affaire pour le capitalisme, le colonialisme, que ce séisme. Mais le deuil, les larmes, la propagande, les torchons en berne ne nous font pas oublier l'assassinat des 45.000 Algériens de mai 1945, les blessés d'Oran du 3 mai 53, les Algériens tués dans les rues d'Algérie et de France, les emprisonnés, les torturés, l'exploitation d'un peuple crevant de misère dans des bidonvilles, des gourbis de boue séchée. Nous participons à la douleur d'un peuple d'autant plus fortement que le colonialisme français s'approprie moralement les victimes avec un cynisme inqualifiable. Aussi cruel que cela puisse paraître à le dénoncer en de pareilles circonstances, ces 1.500 morts ne sont rien à côté du nombre effrayant des victimes algériennes du capitalisme colonial, du capitalisme tout court.

La véritable solidarité démontrée par les ouvriers français dans les collectes des organisations ouvrières envers leurs camarades algériens, ne doit pas s'arrêter là. La véritable solution est maintenant dans une solidarité de lutte pour chasser d'Algérie, d'Outre-Mer, de France, le chancel capitaliste.

- Diffusez le C. S. -

Les destructeurs

Il nous arrive souvent de constater, lors d'entretiens avec des compagnons de travail, que bon nombre d'entre eux s'imaginent que nous ne sommes bons qu'à tout détruire sans même être capables d'envisager ce que nous mettrons à la place de cette société que nous condamnons. Cette grossière erreur, entretenue par la gent politicienne, ne date pas d'hier. A toutes les époques, on a toujours représenté les révoltés et les révolutionnaires comme des forcenés, des incendiaires et des criminels.

Force nous est pourtant de reconnaître que les tenants de tous les pouvoirs ont toujours pratiqué le vol et le crime en série.

Ce sont les mêmes potentats qui rient au scandale lorsque les peuples se soulèvent pour réclamer leur place au soleil.

Nous devons répéter sans cesse à nos camarades de travail que pour supprimer le vol et le crime légalisés, il est indispensable de détruire de fond en comble tous les rouages de la machine infernale qui nous plonge dans une effroyable barbarie. Et si, à ce titre, on nous taxe de destructeurs, nous n'en rougissons pas, car pour nous se pose ce dilemme : raser le système actuel jusque dans ses racines et édifier la société libertaire ou nous contenter des réformes à la petite semaine et nous faire ainsi les complices de notre propre esclavage.

Nous savons que les partis soi-disant ouvriers et leurs appendices syndicaux ont toujours prêché la discipline et l'obéissance aveugle à leurs mots d'ordre, ils sont les plus surs agents du régime décadent et les pires ennemis de la classe ouvrière.

Nous ne craignons ni les critiques, ni les sarcasmes de ces messieurs. Leur influence peut encore être immense, cela ne prouve pas que nous avons tort de poursuivre obstinément notre route. Un fait est certain : la classe ouvrière qui suit depuis environ cinquante ans les bergers pseudo-socialistes ou pseudo-communistes, n'a pu encore trouver le remède efficace à la misère où elle se débat lamentablement.

Cela seul démontre à suffisance que le problème social ne fut jamais traité dans son essence par ceux-là qui avaient intérêt de maintenir un régi-

me qui leur permettait d'exercer la profession de souteneurs patentés.

Aussi, il est facile de comprendre que dès qu'une minorité révolutionnaire agissante se soulève et pose le doigt vengeur sur la plaie du système, tous les politiciens de la gauche à la droite, crachent leur venin, usent de leur arme favorite : la calomnie et passent à l'assassinat légal lorsque leur position est trop menacée.

Voyez-vous, compagnons de misère, les syndicalistes révolutionnaires ne vous promettent pas de miracles, ils ne mendient pas vos suffrages pour aller dans ce lieu d'infection que l'on appelle le Parlement. Ils se mettent volontairement en dehors et contre l'Etat, contre tous les Etats même prolétariens, et vous appellent à venir les renforcer sous le signe de la lutte de classes pour la destruction impitoyable du système politico-économique actuel en vue de la construction de la société sans classes et sans castes, la société communiste libertaire.

Groupe Syndical
Révolutionnaire de Belgique.
Pour tous renseignements, écrire à :
G. BADOT, 77, chaussée de Montigny, Gilly (Charleroi).

Vacances parlementaires

(Suite de la première page)
dent-ils de tous ces représentants syndicaux appointés, de tous ces fonctionnaires du syndicalisme dont le souci dominant est de rester en place, et qui ne tiennent des propos apparemment politiques que lorsque les formations politiques dont ils sont l'expression syndicale, le leur demandent ?

Pour demeurer si calmes alors qu'ils ont tant de raisons de se fâcher. et de passer à l'action, il faut que les travailleurs aient atteint ce degré de dégoût à partir duquel ils ne croient plus à rien. C'est cependant dans un esprit différent de celui des autres organisations que la C.N.T., se tournant vers eux, les invite à passer au-

RÉVOLUTION ET CONFORMISME

un mur mitoyen, et porterait plainte contre les poules du voisin ou les voleurs de pommes, se servant ainsi de tout l'appareil de justice — pardon, de répression — contre lequel il est censé avoir toujours lutté ;

— qui, bien que n'allant pas à la messe et se déclarant hautement libéré de tout dogme, religion, superstition et préjugé, n'en laisserait pas moins baptiser et communier ses enfants après s'être lui-même (Paris vaut bien une messe !) marié à l'église, pour finir par être enterré religieusement. Tout cela en n'ignorant pas que l'Église, avec ses écoles dites « libres », n'est que le plus vaste consortium d'exploitation de la crédulité humaine, par « la lumière sous le boisseau » et l'allié le plus puissant et le plus sûr du capitalisme profondément haïssable qu'il prétend combattre ;

— qui, enfin, n'étant pas maître de ses réactions, se laisserait aller à la violence de langage qui blesse, à la violence physique individuelle qui conduit très vite à l'acceptation de cette violence matérielle collective qu'on appelle la guerre et contre laquelle, sous quelque forme qu'elle apparaisse, tous prétendent se dresser.

C'est aux « vrais » révolutionnaires que j'ai posé la question. La réponse est déjà certainement venue : ils condamnent les pratiquants totaux ou partiels de ce conformisme pur qui est le seul « reçu », non seulement dans la société « bien-pensante », mais encore dans la société « tout court », comme il l'a d'ailleurs toujours été.

C'est là, précisément, que, personnellement, j'interviens.

J'attire l'attention sur la difficulté

qu'il y a pour chacun de nous, y compris les meilleurs, à réaliser cette unité de vie, cette logique de la ligne de conduite choisie, dégagée du conformisme et de ses servitudes.

Nous sommes, comme tous les autres, des hommes et des femmes faits d'os, de chair, de sang, de cellules nerveuses aux réactions extrêmement diverses. Nous venons au monde avec tout cela, sans que notre comportement futur soit assuré, avec aussi, peut-être, bien qu'il soit nié par certains savants, un « acquis » antérieur, une hérédité dont il faudra, si elle est mauvaise, nous libérer plus tard et avec quelle peine !

Pourtant, peut-être par l'instinct (dispositions de l'individu), sans doute davantage par l'instruction, la confrontation des thèses économiques et sociales, par nos études psychologiques, tout cela mis en ordre et contrôlé par la raison, nous sommes devenus des révolutionnaires. Bien que couloyant chaque jour la masse moutonnière — l'homme est un animal sociable —, et étant les témoins de son conformisme, nous avons gravi le chemin abrupt, hérissé de difficultés semblant insurmontables qui mène à la plate-forme d'action que nous avons choisie.

Nous y maintiendrons-nous ? N'aurons-nous pas, un jour ou l'autre, la tentation ou l'envie de nous plier aux obligations que la masse approuve par ces formules : « c'est bien », « ça se fait », « il faut bien faire comme tout le monde ! » ?

Surtout, saurons-nous échapper à l'emprise du « ne pas faire », toujours justifié comme à plaisir ? Ah ! ce « ne pas », comme il est facile, comme il

SUITE DE LA PAGE 1

est séduisant ! N'en citons que quelques exemples :

Ne pas aller au travail parce qu'on a la flemme.

Ne pas rentrer à l'heure du repas du soir, alors que toute la famille attend parce qu'on boit et blague avec les copains.

Ne pas assister à la réunion du syndicat parce qu'on est fatigué ou qu'il pleut !

Ne pas se montrer, en cas de grève, à une manifestation publique parce que le patron...

Ne pas envoyer ses enfants à l'école laïque pour avoir la paix dans le ménage.

Ne pas, ne pas, ne pas... parce que « les autres », les copains, ceux de l'équipe, les dévoués, le feront bien...

A mesurer tous ces faits, ces menues tentations quotidiennes, ces trébuchets toujours tendus, on s'aperçoit qu'être révolutionnaire : je n'écris pas : « se dire révolutionnaire » est un fait extrêmement grave. Il implique que vis-à-vis de soi-même une discipline de fer, l'acte déterminé par la volonté selon la ligne générale fixée devant toujours, je dis : toujours être accompli, sans tenir compte des contingences. Il exige une surveillance permanente, une autocritique renouvelée, un contrôle constant, le rappel toujours présent à l'esprit des conditions formulées au début de cet article.

Ceci explique que, s'il est en France 42 millions de conformistes, nous ne sommes, bien qu'ayant raison, que quelques milliers de purs, d'irréductibles.

Est-ce à dire que nous rejeterons de notre noyau celui qui aura commis ce que nous considérons comme une erreur ou une faute ? Non !

Je l'ai dit et je le répète : nous sommes des hommes et des femmes faits d'os, de chair, de sang, etc., donc imparfaits, mais perfectibles. Un autre argument également s'impose : nous aussi, nous sommes venus de la masse. Avant d'arriver à la cime conquise, nous avons longtemps buté contre les pierres du chemin.

Notre devoir sera donc d'essayer de faire reprendre à celui qui s'est trompé ou a failli, la véritable route. S'il dévie de nouveau, nous l'abandonnerons à son sort.

Car nous n'avons pas de temps à perdre. D'autres tâches nous appellent. La révolution ne nous a pas attendus pour se mettre en route, mais elle n'a et n'aura jamais besoin pour la servir que des vrais, des purs révolutionnaires.

En dehors des buts déjà définis et qui ne font pas partie de cet article, nous ne saurions mieux lui frayer le chemin qu'en combattant le conformisme sur tous les plans développés, et à chaque instant du jour et de notre vie.

En effet, le conformisme a toujours été et reste la plus invisible des forces réactionnaires, ou, si l'on veut, contre-révolutionnaires, le plus sûr soutien de ce qui constitue : Etat, Capitalisme, Armée, Magistralure, Eglise, etc., l'armature détestée de la Société vouée par nous à la disparition.

Il ne saurait être question d'amodiation, de composition, de tractation entre la Révolution et le conformisme.

Au conformisme, nous réserverons tous nos coups.

Nous veillerons surtout à nous en débarrasser complètement nous-mêmes. Là sera sans doute le plus difficile de notre tâche.

Heureux sont qui y sont déjà parvenus, car, libérés, ils peuvent marcher vers de nouveaux destins.

Louis HOBEY.

La journée continue

(Suite de la page 1)

tante modification dans l'organisation nationale du travail.

Les progrès de la technique, la mécanisation de plus en plus poussée des fabrications, viennent d'ailleurs plaider en faveur de la réduction du temps de présence à l'usine ou au bureau.

Ces prévisions peuvent paraître démagogiques à des esprits timorés qui n'abordent que superficiellement les problèmes sociaux ; les nouvelles conditions de production ne doivent pas être réservées au bénéfice exclusif des exploités.

L'idée du désarmement qui devient plus préoccupante à mesure du danger présenté par les découvertes nouvelles et dont on ne contrôle plus les effets, peut amener les gouvernements à des mesures de sagesse.

Quand il s'agit d'une mesure collective de cette importance, les considérations particulières sont négligeables. Elle peut laisser indifférents les célibataires, mais ne pas laisser insensibles les ouvriers pères de famille qui pourront consacrer plus de temps à leur foyer.

Mais la plus lourde conséquence devra préoccuper les services sociaux chargés de l'organisation rationnelle des loisirs que la mesure est susceptible d'étendre.

Nous devons être vigilants sur l'accueil qui pourra être fait au vu du Conseil Municipal de Paris afin d'apporter, le cas échéant, les solutions constructives qu'il comporte.

LA LIME.

Unité organique ou pluralité syndicale

(Suite de la première page)

tions de ceux qui s'entêtent à les considérer amovibles.

Plus une organisation est puissante, moins il est possible d'y faire entendre sa voix, quand elle est discordante.

Les dirigeants syndicaux sont des « Papes », des intouchables, aux pouvoirs discrectionnaires tant qu'ils restent dans la ligne imposée par les puissances occultes qui leur donnent des directives. Combien en a-t-on vu destitués à la suite de leurs trahisons répétées dans les grèves qui se sont déroulées depuis dix ans ? Sur le plan « Orientation », à quoi a abouti le beau mouvement de révolte de la base F.O. rejetant la productivité ?

Suivre ces « maquereaux de la sociale » équivalait à se ravalier au rang de « Béni-oui-oui » !

Il en sera ainsi tant que le système actuel se perpétuera. Aucun avantage réel ne pourra être obtenu ; l'égalité organique n'y changera rien.

La pluralité, dira-t-on, nous en avons l'exemple, ne permet nullement de mettre au pas ceux qui trahissent la noble cause du prolétariat.

En toute honnêteté nous reconnaissons la chose exacte. Pourtant, si elle ne constitue pas un remède à nos maux, elle accorde certains avantages qui ne sont pas niables.

Elle permet, tout d'abord, une indépendance totale vis-à-vis des partis politiques, des organismes philosophiques et religieux, de l'Etat.

Elle permet, en toute indépendance, à des minorités de se livrer à l'étude des vrais problèmes sociaux et de les solutionner au mieux des intérêts des exploités.

Elle permet aussi, à des organisations comme notre C.N.T., avec des moyens restreints nous

l'admettons, de tenter de redonner au syndicalisme sa véritable signification, d'éduquer les masses, de les débarrasser des œillères qui les empêchent de voir, de présenter des revendications, tôt ou tard satisfaites, parce que d'une valeur indéniée.

Elle permet enfin de se dissocier des « Cadres », ces cryptobourgeois plus immondes que les vrais, de lutter contre eux, classe contre classe, pour l'abolition de la hiérarchie, pour l'égalité économique et sociale.

La future « Cité des Papes » chère à B. Frachon et Botheau peut-elle nous permettre tout cela ? Non !

Unité organique pour palabrer autour d'un tapis vert avec nos exploités ? Non !

L'unité, pour nous, ne se conçoit, n'est valable que dans l'action, l'action directe. Or, quand on les incite à lutter pour des revendications qui en valent la peine, les organisés, eux-mêmes, ne la font-ils pas l'unité ?

A-t-on déjà vu une seule fois dans un mouvement de caractère purement syndical notre C.N.T. s'abstenir ? C'est cela l'unité, l'unité d'action, la seule valable, l'autre, l'unité organique n'étant que baratin.

Evidemment, ce qui gêne les prôneurs de l'Unité qui veulent nous embrigader dans un bloc pro ou antirusse, c'est le caractère de l'action que nous menons, inspirée par le seul désir d'aboutir très rapidement à l'amélioration substantielle des conditions d'existence des exploités et à leur émancipation totale.

Cette action de caractère purement révolutionnaire est incompatible avec celle des animateurs des organisations dénoncées plus haut.

Dans l'état actuel des choses, il ne semble pas qu'un fait nouveau permettant de réviser notre position soit pour demain, nous ne pouvons donc que nous cantonner dans la pluralité syndicale, conscients que seule celle-ci permet au maximum la diffusion des principes propres à créer un climat prérévolutionnaire, alors que l'unité organique, purement démagogique, est juste bonne à mener le prolétariat à l'obscurantisme total.

A quoi bon l'unité organique si une fois celle-ci réalisée, les bergers font prendre au troupeau le chemin qui conduit directement à l'abattoir.

H. BOUYE.

Raymond FAUCHOIS.

C.N.T A.I.T
Le combat



SYNDICALISTE



De chacun
selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun
selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 126

20 FRANCS

VENDREDI 5 NOVEMBRE 1954

« IL EST INDISPENSABLE DE TRAVAILLER POUR GAGNER LA NOURRITURE DE CHAQUE JOUR, MAIS PEU SAGE DE FAIRE DU TRAVAIL ET DE LA POURSUITE DE L'ARGENT LE BUT PRINCIPAL DE L'EXISTENCE. »

Alain GERBAULT - Sur la route du retour.



**« Amis du Combat Syndicaliste »
Responsables locaux et régionaux, militants**

Depuis un certain temps, nous nous sommes abstenus d'alerter nos camarades sur la situation financière du « Combat Syndicaliste ».

Cela ne voulait pas dire que la trésorerie de notre journal se trouvait à l'abri, mais il coûte d'avoir à toujours répéter la même chose, surtout lorsqu'elle consiste à solliciter les lecteurs.

Vous connaissez les insurmontables difficultés qu'éprouve pour vivre en complète indépendance, sans subvention d'aucune sorte, un journal comme le « C. S. ».

Vous n'ignorez pas que le « Combat Syndicaliste » reste le seul point de ralliement des travailleurs qui veulent la révolution sociale.

Malgré les nombreux sacrifices que vous vous imposez par ailleurs, n'oubliez pas la SOUSCRIPTION PERMANENTE DU « C. S. » ! Abonnez-vous ! Renouvelez rapidement vos abonnements terminés ! Effectuez régulièrement vos règlements de journaux et de cotisations (qui interviennent dans les finances du « C. S. »).

Aidez-nous pour que vive décemment le porte-voix du syndicalisme révolutionnaire.

D'avance, à tous, merci !

L'Administratrice.

Un licenciement arbitraire

Le jeudi 7 octobre, à 11 heures, la direction administrative de la SADIR-Carpentier (construction de matériel de radioguidage pour la marine, l'air, etc.) communiquait à notre camarade Thieblemont, secrétaire de la section C.N.T., « qu'elle se trouvait dans l'obligation de procéder à son licenciement » et qu'à midi il devrait avoir pris son compte et vidé les lieux.

Pour quelle raison ? Parce qu'il « est nuisible à la sécurité nationale et de ce fait inutilisable pour des marchés de défense nationale ». Tout simplement ! sans détail, sans un reproche précis, avec même la remarque que ses qualités professionnelles ne sont pas mises en doute, bien au contraire, et que son appartenance syndicale n'intervient pas dans cette décision.

Indigné par cette mesure injustifiée, le personnel du bureau de dessin et de l'atelier prototype cesse le travail. Une délégation envoyée à la direction s'entend réaffirmer ce qui a été dit à Thieblemont le matin même. La direction est inflexible, elle se retranche derrière un ordre émanant d'un service du Ministère de la Défense nationale qui l'oblige à ce licenciement. Cet ordre, elle refuse de le montrer et même de préciser sa source exacte.

Les grévistes, décidés à tout pour la réintégration de leur camarade, envisagent toutes les actions possibles pour faire connaître les méthodes nouvelles en vigueur dans l'industrie privée, considérant le problème comme un cas risquant de se généraliser, ouvrant la porte à l'arbitraire.

Leurs objectifs immédiatement définis sont : d'étendre le mouvement de grève, de faire toute la publicité utile à cet acte et de savoir si la direction de la SADIR dit vrai, ce qui n'est pas leur impression.

Les tentatives d'élargissement du mouvement de grève prennent vite mauvaise figure, les travailleurs regimbent à débayer pour « quelqu'un qu'ils ne connaissent pas ». La presse

quotidienne répond, en partie seulement, à l'appel qui lui est fait, accordant assez peu d'importance à l'événement (elle aurait préféré une histoire de soucoupes, certainement plus profitable pour la vente).

Des tracts sont distribués, des affiches sont collées, appelant la population ouvrière et les travailleurs à la vigilance et à l'action. Les groupes parlementaires sont contactés à l'Assemblée Nationale pour savoir l'origine exacte de l'ordre reçu par la direction de l'entreprise et derrière lequel elle se retranche toujours. Au Ministère du Travail, on affirme d'abord que c'est absolument illégal, puis l'on se rétracte. Le chef de cabinet de la Défense Nationale affirme oralement qu'il ne peut être, en aucun cas, imposé de mouvement de personnel à une entreprise privée, mais se refuse à mettre ses paroles en écrit, ce qui rend nos démarches inutiles. L'inspectrice du travail, après avoir dit également que c'est illégal, dit que ce n'est pas de son ressort...

Pendant ce temps la grève continue, le comité de grève et les grévistes font toutes ces démarches, alertent les syndicats différents, les confédérations et les fédérations, les usines environnantes, organisent la solidarité et les distributions de tracts, les collages, les délégations à la presse.

Que sort-il de tout cela ? La certitude pour les grévistes qu'il y a, à la base de cette affaire, un mensonge monumental, un mauvais prétexte pour se débarrasser de notre camarade. Quelle que soit l'origine de ce mensonge, la direction et les ministères

(Suite page 4)

LES GRÈVES EN ANGLETERRE

Le 5 octobre, dans le but de protester contre l'imposition d'heures supplémentaires, le port de Londres comptait 18.000 dockers en grève, paralysant 70 navires sur 130. Le 6, tandis que des messages de sympathie parvenaient des ports français et hollandais, 3.000 dockers et 300 contrôleurs des chargements de cargaisons se joignaient au mouvement, 1.000 grévistes défilaient dans les rues de Londres avant d'assister à une réunion de masse.

Au cours des journées et semaines suivantes, réparateurs de bateaux, 12.000 métallos des chantiers navals, les 4.500 marins du port (ravitaillant principalement les centrales électriques de la région) se joignent au mouvement. La grève des dockers allait s'amplifiant dans le port même de Londres et atteignait d'autres ports. Le

11 octobre, l'on comptait 52.000 dockers en grève. Le 25, 9 ports étaient touchés.

Le gouvernement anglais, devant l'envergure du mouvement, hésite à employer la troupe.

Mais les transports londoniens, à leur tour, entraînent dans la lutte. Le 11, tandis que les Londoniens se trouvaient privés de journaux, les grèves perlées perturbaient le trafic des autobus. Le 15, 15.746 conducteurs et receveurs d'autobus étaient en grève, immobilisant 3.263 véhicules, 206 lignes. Le 17, un seul autobus, dont le conducteur s'est fait huer, circulait.

Comme en août 53 en France et en août 54 en Allemagne, les travailleurs anglais ont eu à faire face à la trahison de certains dirigeants syndicaux. Notamment du président du syndicat des transports, Sir Arthur

Daekin, ennoblé par le gouvernement, injuriant les grévistes. 5.000 chauffeurs d'autobus ont, au cours d'un meeting, réclamé sa démission. L'ordre de reprise du travail dans les transports pour le 20 octobre, s'est fait au cours de discussions violentes et déclencha des bagarres.

Mais les dirigeants du syndicat des transports disposant de réserves évaluées à 10 millions de livres, n'ont rien versé aux grévistes.

Quelle que soit l'issue de la grève des dockers, issue inconnue à l'heure où nous écrivons, les travailleurs anglais indiquent la voie à suivre, sans se préoccuper des dirigeants syndicaux. Ils rejoignent les travailleurs d'Allemagne d'Est et d'Ouest, de France, d'Amérique du Sud, dans la lutte mondiale contre les capitalistes. Il serait souhaitable que cette lutte prenne positivement un aspect international. Déjà les messages de sympathie des ports étrangers, l'appel de la Fédération des Ports et Docks C.G.T., les camarades de Lorient refusant de travailler sur les navires anglais, laissent entrevoir pour des luttes futures l'espoir d'une solidarité internationale, plus que jamais nécessaire à l'époque où le capitalisme occidental s'internationalise.

Les travailleurs anglais nous ont montré la voie et nous redonnent courage, malgré le sommeil de la classe ouvrière française endormie par Mendès-France.

Dans les mois et années qui vont suivre, le capitalisme mondial aura à affronter notre lutte même dans ces Etats-Unis paradisiaques où le 6 octobre, 25.000 dockers de New-York remportaient une victoire après une journée de lutte, où l'on apprend que 30.000 camionneurs se sont mis en grève dans le courant d'octobre, tandis que de violentes bagarres entre grévistes et flics éclatent chez Ford.

Juin 53, août 53, août 54, octobre 54, de l'Est à l'Ouest de l'Europe, le prolétariat a bougé, l'espoir renaît.

P. MORAIN.

Économie pingouine

L'Etat Pingouin était démocratique, quatre ou cinq compagnies financières y exerçaient un pouvoir plus étendu que celui de l'Etat. On connaît les lignes ironiques célèbres par lesquelles Anatole France concrétisait la puissance de certaines oligarchies.

Bien des années sont passées depuis, mais les choses ont-elles beaucoup changé depuis la mort de M. Bergeret ?

On en pourrait douter en lisant les informations que nous donnent les journaux.

La surproduction laitière, « mot cruel que l'on trouve dans la presse quand tant de vieillards meurent de faim », a provoqué la constitution de stocks importants. Il faut exporter ou mourir.

Mais voilà, nous sommes 30 à 40% plus cher à l'exportation que le Danemark ou la Hollande.

Dans ce but, on envisage la création d'un fond d'assainissement alimenté par le prélèvement d'une partie de la taxe de circulation sur la viande, taxe qui servait déjà à assainir le marché de la viande. Drôle de salade ; ça ne fait rien, le non consommateur payera.

Pour l'immédiat, deux mesures s'imposent.

1^o Exportation de 10.000 tonnes de beurre, ce qui nécessitera une aide de l'ordre de 250 fr. par kilogramme.

2^o La vente de 10 à 15.000 tonnes de fromage. Nos prix de 25 % trop cher pourraient devenir compétitifs avec une subvention de 100 francs par kilogramme.

Cette politique va coûter 5 milliards environ au Trésor. Du moins la presse le prétend ; nous pensons que ce seront les consommateurs de ce pays qui subventionneront l'exportation.

Dans la page financière de cette même presse, on peut aussi lire ceci :

Les Négociants Négobeuruf : Attribution gratuite et cotation éventuelle de 4.104 actions de 15.000 francs en raison d'une nouvelle pour neuf anciennes, cela fait 61.650.000 distribués gratuitement.

Société Anonyme des Caves et Producteurs réunis de Roquefort : Augmentation du capital de 987 millions à 1.233.750.000 francs, par incorporation de réserves et création de 49.350 actions nouvelles de 5.000 francs attribuées gratuitement.

Ets Louis Rigal à Roquefort : Augmentation du capital de 240 millions à 300 millions par incorpo-

ration de réserves et création de 12.000 actions de 5.000 francs attribuées gratuitement.

Genvain, S. A. :

Encore des marchands de lait gênés par la surproduction. Le rapport du Conseil souligne l'accroissement du volume du lait et du chiffre d'affaires traités par les sociétés filiales malgré la diminution en 1953 des cours des produits transformés. Bénéfice net : 154.019.226 frs, contre 146 millions 395.721 frs l'an dernier. Le Conseil demande des pouvoirs à l'assemblée extraordinaire pour augmenter le capital par incorporation des réserves, etc.

Le travailleur un peu sensé continuera-t-il à jouer le rôle du coq magnifique ? Ce petit jeu s'éternisera tant que nous serons en régime capitaliste.

Seule l'instauration d'un régime d'économie égalitaire permettra d mettre un peu d'ordre dans ce chaos.

La production devant d'abord satisfaire tous les besoins, que l'on soit solvable ou non, dans chaque pays, c'est-à-dire producteurs enfants, malades, vieillards, et les échanges extérieurs ne porteront que sur les produits vraiment excédentaires en contre partie de produits manquants.

Sans cela nous ne pourrions mettre fin à ce non sens économique digne du père Ubu et de sa « pompe à phynance ».

J. B.

NECROLOGIE

Jeudi 14 octobre 1954, notre camarade Fugier succomba, victime d'une maladie impitoyable. Son départ sème en nos cœurs meurtris une tristesse immense, car, lorsque la mort frappe un militant tel que notre camarade Fugier, la douleur redouble d'intensité. Tous ceux qui connurent notre ami ont apprécié ses qualités innombrables. Dévoué, sincère, honnête, travailleur infatigable, très serviable et très méticuleux, il fut un collaborateur précieux de l'Union Locale de Marseille.

Sa vie durant, il pratiqua la solidarité, il fut un des rares camarades qui vécurent conformément à l'idéal anarchiste, sa vie fut une synthèse de la pensée et de l'action.

Cher et bon camarade Fugier, notre pensée t'accompagnera toujours dans le pays des ombres, ta bonté infinie sera plus qu'un exemple, elle nous incitera à redoubler d'effort afin que l'idéal pour lequel tu luttas soit enfin réalisé.

U. L. DE MARSEILLE.

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
 PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
 TELEPHONE : TRUdaine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

S.U.B.

L'Assemblée Générale a lieu tous les troisièmes dimanches de chaque mois.
 Assemblée générale le dimanche 21 novembre à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux - Métro Fabien.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

2° U. R.

CONFECTION HOMME ET DAME

Camarades du Vêtement de la R. P., en vue d'organiser le Syndicat Unifié de l'Habillement, vous êtes

UNION LOCALE DE NANTERRE

Dimanche 7 novembre 1954, au Relais Fleuri, impasse de la Gare à Nanterre, causerie sur l'Origine de l'Homme par Lalime. Invitation cordiale à tous.

2° UNION REGIONALE

Adresser la correspondance à Charles MARTIN, secrétaire, 37, rue Pernety, Paris-14^e.

ADMINISTRATRICE DU COMBAT SYNDICALISTE

Effectuer les versements à Armonia MUNOZ, 12, rue Simon à St-Denis (Seine).

C.C.P. 1536-03 Paris.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

19° UNION REGIONALE

Permanence: tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège: vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

priés d'assister à l'Assemblée Générale corporative qui aura lieu le

DIMANCHE 14 NOVEMBRE

à 9 h. 30, à la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne. (Métro Anvers ou Cadet.)

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE le 1^{er} vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

Bluff Mendès-France

Ainsi le mois d'octobre et son fameux rendez-vous attendu par les réformistes illusionnés par Mendès-France, nous aura apporté une fois de plus la preuve que seule l'action directe pour des revendications réelles, est gage de victoire.

Que nous apporte ce rendez-vous ? Une augmentation horaire de 6 fr. 50 pour les salaires les plus bas. Alors que le pouvoir d'achat des travailleurs est loin d'atteindre celui de 1938, ou même les 35.000 frs qui seraient nécessaires aux travailleurs les plus défavorisés pour ne pas vivre comme des chiens. Depuis 1951, le « salaire minimum — terme esclavagiste — légalise des salaires entre 20.000 et 25.000 francs.

Voyons la progression de ce minimum depuis 1951. Cette année-là, le gouvernement le fixa à 20.000 francs par mois pour des semaines de 46 h. de travail. Pour calmer les fonctionnaires à la suite des grèves d'août il porta en septembre 53 le traitement minimum des fonctionnaires à 23.000 Piteuse comme il se doit, la Commission Supérieure des Conventions Collectives préconise, en décembre 53, de porter le S.M.I.G. à 25.166 frs pour 173 heures de travail. Evidemment, ce souhait de tapis vert reste lettre morte. Il n'y eut tout juste, au mois de février 54, qu'une prime horaire dégressive de 15 francs, afin de porter les salaires les plus bas à 23.000 francs. Quant aux salaires des soutiens du régime: flics, militaires, hauts fonctionnaires, une décision injurieuse entre autres pour ceux qui éduquent nos gosses, les augmente dans une proportion considérable aux mois de mai et de juin.

Et le 9 octobre, généreusement, avec des trémolos dans la voix, n'écoutez que son amitié pour les travailleurs, l'illusionniste Mendès-France porte la prime de 15 francs à 21 fr. 50 : 23.300 frs pour 200 heures (semaine de 46 heures) ou 21.060 francs pour 173 heures (40 h.), les abattements de zone étant maintenus.

Et le bluff de Mendès-France vient renchéir avec des phrases de ce genre : « Patrons, vous êtes libres, mais tâchez d'augmenter vos ouvriers plus que cela ». Il nous pose un autre « rendez-vous » pour avril 55 (le 1^{er}?) et une base de 25.000 francs pour la fin de l'année prochaine, à condition que les travailleurs augmentent la PRODUCTIVITE.

Eh bien non ! Nous ne marchons pas dans ces combines politiciennes, qui n'ont qu'un but : museler nos gueules, faire patienter les travailleurs, au moins ceux — et ils sont nombreux, malheureusement — qui aveuglément prennent Mendès-France pour un sauveur. En réalité, celui-ci n'est qu'un sauveur du capitalisme ; est son rôle, un chef de gouvernement, si rusé et d'autant plus dangereux pour nous, enhardi dans son œuvre néfaste, par les pleins pouvoirs en matière économique et par la confiance que lui porte la partie inconsciente de la classe ouvrière qui a vu dans toute la politique de Mendès-France, la sienne.

Dénonçons le bluff Mendès-France.

P. M.

A TOUS LES CAMARADES QUI ECRIVENT A LA REDACTION DU « C. S. »

Quand vous écrivez un texte destiné à être inséré dans le « C. S. », écrivez-le sur une feuille à part et d'un seul côté, en laissant une marge suffisante afin de permettre les signes typographiques qu'il exige.

Ne mettez pas de formule de politesse sur la feuille qui porte votre texte. Si vous ne voulez pas vous plier à cette règle élémentaire, vous doublez le travail du rédacteur et vous risquez de voir votre communiqué se perdre.

Un texte destiné à la rédaction n'arrive pas à temps à celle-ci si vous l'adressez à la trésorerie : le trésorier et le rédacteur n'ont presque jamais l'occasion de se rencontrer. Ce qui intéresse l'administration du journal ne concerne pas la rédaction ; si vous avez à écrire à l'administration et à la rédaction, faites-le sur deux feuillets séparés, cela facilitera le travail de deux camarades déjà surchargés.

PARIS. — On recherche employé, de préférence apparenté à nos idées, pour écritures et travaux de dactylographie, 4 heures par jour, de 14 à 18 heures.

Ne pas se présenter ; écrire à la C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne, Paris-9^e, qui transmettra.

- Diffusez le C. S. -

Salaire, Pouvoir d'achat, Revenu social

Aussi ahurissant que cela puisse paraître, beaucoup de gens confondent encore ces expressions, et les croient synonymes. Il est urgent d'expliquer aux travailleurs que le salaire, issu de l'esclavage, est différent de ce que l'on nomme pouvoir d'achat. Il est étrange même qu'on ait pu croire même un instant que les augmentations générales de salaire puissent avoir été obtenues sans un appauvrissement tout aussi général des masses laborieuses. Les capitalistes, et surtout les grands, possèdent des moyens « légaux » pour drainer les salaires même augmentés, au point de n'en rien laisser à ceux qui les gagnent. Cela peut même être qualifié d'opération de Bourse. A ce jeu, l'Etat a fabriqué en série des économiquement faibles. A commencer par les vieux travailleurs, les chômeurs, les inférieurs et en fin de compte les petits salariés. On a gonflé la monnaie qui n'augmente pas le pouvoir d'achat, bien au contraire.

Pour ne citer qu'un exemple entre mille, un ouvrier moyen pouvait il y a quinze ans, avec le produit d'une journée de travail, acheter une excellente paire de chaussures. Actuellement, pour avoir le même article, il lui faut travailler presque trois jours. Que cet exemple suffise pour démon-

trer que les salaires ne sont pas protégés, et que leur augmentation n'a jamais amélioré le sort de ceux qui en sont affligés.

Le salaire (du mot sel) remonte à une époque déjà lointaine où la rareté sévissait dans tous les domaines. Mais, peu à peu, grâce au progrès technique et malgré des destructions massives appelées « assainissement », et des guerres presque ininterrompues, l'abondance des produits de consommation a fait place à la rareté. Depuis bientôt cinquante ans, la machine travaille de plus en plus à la place de l'homme, mais elle ne travaille pas pour lui.

Le travail à la prime, les majorations d'heures supplémentaires et tous les artifices ayant pour conséquence la suppression de la main-d'œuvre, ont fait diminuer la somme globale non pas des salaires proprement dits, mais du Pouvoir d'achat. Ceux qui achètent encore paient pour ceux qui n'achètent plus.

Le problème de la production est résolu.

Reste à résoudre celui de la consommation qui peut être facilement en instituant le Revenu Social, lequel est une étape indispensable à la réalisation de l'Egalité Economique.

Section F.T.R. de Vitry.

A propos des conventions collectives

Nous avons reçu, d'un sympathisant à la C.N.T., l'article ci-dessous qui est en concordance avec la plupart de nos vues.

Puisque cet exploit est dégoûté de la C.F.T.C. — on le serait à moins — et qu'il pense que le « sauveur suprême » est une galéjade, qu'attend-il pour venir renforcer dans notre C.N.T. les rangs des syndicalistes révolutionnaires ?

La signature d'une convention collective dans la métallurgie a été récemment conclue. Il n'en faut pas plus pour que certaines organisations syndicales se montrent fières des résultats obtenus.

Comme ouvrier réfractaire C.F.T.C., sympathisant à la C.N.T., je ne puis que sourire et ravalier mon amertume. Je n'en énumérerai pas les avantages assez minces et que tous nos camarades connaissent peu ou prou.

Je ne crois guère à une amélioration quelconque avant longtemps, sans une transformation totale de notre société défallante. Malheureusement ceux qui ont charge de nos âmes trouveront bien le moyen de nous harceler de quelque fusil mitrailleur pour nous assurer un bonheur parfait.

Il est tout de même navrant de

constater que la classe ouvrière continue à se laisser doré la pilule et, ce qui est pire encore, abandonne tout au patronat rapace, détenteur des prisons que nos usines constituent.

Personne ne parle plus des 40 heures ni de la réduction de la journée de travail de 8 h. à 7 h. discontinues, mais lâche, chacun pousse sa journée à 9, 10, quand ce n'est pas 11 heures de travail par jour.

A cette allure, où irons-nous ? Il est permis de se le demander et d'essayer de secouer l'apathe de ces gens organisés ou embrigadés, aveugles et inconscients. Au XX^e siècle, la C.F.T.C. se félicite de tels résultats, c'est triste, avouons-le.

Aux lecteurs du Combat Syndicaliste, rappelons que nous voulons :

1° Un salaire de 30.000 frs pour 173 heures ; 2° Trois semaines de congés payés, un mois pour tous les travaux insalubres. Suppression de la hiérarchie et des heures supplémentaires. Enfin et surtout, une réforme totale de notre structure sociale, qui assure à tous la liberté, la justice, l'amour.

Il n'y a plus de sauveur suprême, ni Mendès-France, ni Molotov. Rappelez-vous : la terre aux paysans, l'usine aux ouvriers.

Un C.F.T.C. dégoûté.

DANS NOS RÉGIONS

11° UNION REGIONALE

- A Brest, la CNT était présente. Une fois de plus, les travailleurs de la Marine de l'Etat ont démontré leur vif mécontentement du retard apporté par les gouvernants à solutionner un conflit qui dure depuis plus de trois ans, par un débrayage général.

Ce conflit a pour point de départ le décret du 22 mai 1951, qui met nos salaires en parité avec ceux de la Métallurgie parisienne.

Nos gouvernants qui se succèdent font la sourde oreille à nos diverses récriminations, malgré que certaines commissions officielles ont reconnu que nos salaires étaient inférieurs à ceux que nous devrions avoir.

Aussi, à Brest par exemple, les 4 syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.N.T., s'étaient mis rapidement d'accord pour demander qu'un mouvement de protestation ait lieu sur le plan national, dans la semaine du 11 au 15 oc-

tobre. Ce qui eut lieu, malgré la défection en toute dernière heure de F.O., qui renia ses engagements, en invitant dans la presse locale, le jour même, les ouvriers à rester au travail.

Le débrayage fut massif, et selon Ouest-France, quotidien de droite, il fut de 85 %, malgré le trouble causé par les agissements des responsables F.O. qui ont le tort d'obéir aveuglément à leur secrétaire fédéral Clément, de piètre réputation.

Toutes les revendications exposées, il faut bien le dire, ne nous plaisent pas ; car, comme nous l'avons déclaré carrément au ministre de la Marine venu à Brest en septembre dernier, nous voulons agir surtout en faveur des catégories déshéritées du monde ouvrier.

Nous continuerons cette tâche avec l'appui de tous ceux qui voudront, qui doivent venir vers nous et nous invitons nos camarades d'Indret, de Toulon, etc., à venir rejoindre la C.N.T.

Sortons de l'immobilisme

Trop de militants de chez nous ignorent encore la lutte des classes, et la servitude d'un patronat.

Ces derniers, presque toujours « grands conférenciers » et « meneurs de troupe », militent pourtant à la C.N.T., pour des raisons que nous ignorons. Serait-ce dans un but de publicité ?

Bien trop nombreux sont ces « camarades », à qui se joignent d'ailleurs des adhérents, qui ne se signent à nous que par leur « adhésion symbolique », et le paiement de leurs cotisations ; n'étant pas moins de vrais prolétaires.

Que deviendrait notre C.N.T. avec de tels éléments ?

Une réaction énergique s'impose ! Chaque militant et syndicat doit passer à l'action et inviter les autres à l'imiter.

Le temps des « discutalleries » stériles est passé !

Trop d'ouvriers ne nous connaissent pas, et pour cause.

Le programme d'action minimum que nous proposons dans l'immédiat, est le suivant :

— Diffusion et collage du « Combat Syndicaliste » ;

— Informations et articles pour le « C. S. » ;

— Edition et distribution de tracts ;

— Meetings et causeries (dans la mesure des possibilités).

Un centre de formation sociale vient d'être créé dans la Région Parisienne.

Les camarades et sympathisants de cette région tireront le plus grand profit à suivre assiduellement cette série de causeries qui a pour but d'enrichir les connaissances de chacun sur le plan théorique.

Des comptes rendus de séances seront envoyés à toutes les régions, pour les aider à suivre cet exemple dans la mesure du possible.

Nous faisons appel aux syndicats, afin qu'ils nous fassent part de leurs suggestions et initiatives ; initiatives que nous les aiderons à réaliser par les moyens dont nous disposons.

Les adhérents de la Région Parisienne se feront connaître afin de participer activement à la réalisation de ce programme de propagande.

E. AKOUN.

SOUSCRIPTION

en faveur du Combat Syndicaliste	
Munoz Henri	710
Bichon Roger	70
Biarritz	200
Dupont	250
Huron	50
Mirande	1.000
R. Lamberet	710
David Sund	167
Lecocq	500
Moranzoni	150
Deschamps	70
U. L. de Nanterre	5.000

A toutes et à tous : MERCI !

S. I. A.

Le calendrier 1955 est à votre disposition au siège de la C.N.T.

Passer vos commandes à André Maille, C.N.T., 39, rue de la Tour-d'Auvergne à Paris-9^e. C.C.P. 11.300-50 Paris.



Le Directeur-Gérant :

AKOUN Elie.

SO.FR.IM.,

17, rue de Clignancourt.

A propos de l'insécurité sociale

ENQUÊTE

L'exploitation de l'homme par l'homme, l'esclavage, la tyrannie, les dictatures, l'impérialisme, la guerre et toutes les plaies qui ravagent l'humanité, sont la conséquence directe de la mauvaise foi des contrats. Le capitalisme, prévaricateur, a substitué les valeurs matérielles aux valeurs morales, il a réduit la puissance sociale à la puissance économique, il a permis à des êtres dépourvus de tout scrupule et ignorant totalement les règles du surmoi social et individuel, de parvenir très rapidement à richesse matérielle, et pour compléter le tableau, des sociologues, des pédagogues-moralistes, des législateurs, prostitués de la plume et de la pensée, prétendent adapter ou conditionner l'être à la société capitaliste.

Voilà pourquoi, nous, anarcho-syndicalistes-révolutionnaires, forts des enseignements de l'histoire, nous voulons construire une société faite pour tous les hommes. A la loi artificielle et impitoyable du capitalisme : « Tout doit être subordonné au profit », nous voulons y substituer celle-ci : « Tout doit être subordonné au Respect de la Personne, à la Solidarité ainsi qu'au maintien de la Santé ».

On a dit « L'homme est le capital le plus précieux », cela n'est pas qu'un slogan cher à M. Staline de sinistre mémoire, c'est là une vérité absolue, incontestable. D'autre part, si au cours de l'histoire il fut possible de plier les hommes à des fictions mythologiques telles que Dieu, Patrie, Etat, Dictature Césarienne ou Proletarienne, nous qui l'on dit, quoi que l'on fasse, nous prétendons qu'il est possible de faire accepter par nos contemporains cette vérité qui veut que le respect de soi implique le respect d'autrui, que « la confiance attire la confiance, que lorsqu'on l'exige des autres, on doit aussi en faire preuve à l'égard d'eux ».

Ainsi obéissant aux lois naturelles, nous voulons éviter aux ouvriers d'être l'instrument de forces occultes, d'esprits insensés ou d'égoïstes toujours à la recherche de méthodes leur permettant de vivre aux dépens des autres, dès lors nous continuons notre enquête au sujet de la Sécurité Sociale.

Indiscutablement, la Médecine en général et la Médecine ouvrière en particulier, devraient être, « à l'ordre de la vie », donc le docteur devrait être au service de l'humanité. En réalité, c'est le contraire qui est vrai, de sorte que les « fossyeurs » du progrès sont nombreux parmi les praticiens qui, trop souvent, oublient que l'ouvrier a autant de droits que l'employeur. Certes il est vrai qu'un praticien doit se concentrer sur le diagnostic et le traitement de la maladie, il est vrai aussi que si le corps médical s'appliquait au maintien de la santé, cela transfigurerait la médecine et du même coup l'ordre social.

Voilà donc que le maintien de la santé doit préoccuper l'Etat de nous parce que dans la lutte pour la vie, il vaut mieux prévenir que guérir. Nous disons donc que la Sécurité Sociale et la Médecine devraient s'efforcer de supprimer ou de réduire au minimum, la ou les causes d'accidents, ainsi que celles de maladies professionnelles.

Nous avons écrit : devraient au conditionnel, parce qu'en réalité, en régime capitaliste tout est au conditionnel et conventionnel. En effet, le capitalisme libéral ou dirigé n'admet qu'une loi, qu'une méthode, la sienne, laquelle veut dire que tout doit être subordonné au profit, de sorte que tout industriel, actionné par un sadisme incommensurable, se moque éperdument de l'humain, veut paralyser tout élan vers une organisation sociale plus conforme aux nécessités vitales de l'humanité, ainsi qu'au maintien de la santé. Ce n'est pas tout, l'Etat et son sosie le capitalisme, exigent une production en progression constante, tout en réduisant au minimum la main-d'œuvre. Si cette méthode s'est avérée très efficace dans l'art de gonfler les bénéfices, elle est l'inconvénient d'augmenter le nombre des chômeurs, d'où paupérisme, sous-consommation, sans compter qu'il est impossible de supprimer une partie du personnel d'un secteur donné sans nuire au bon fonctionnement ainsi qu'à l'entretien du dit secteur.

Un vieux dicton affirme : « On ne peut pas être au four et au moulin », donc il est certain qu'un ouvrier, aussi consciencieux soit-il, ne peut pas assurer contemporanément le bon fonctionnement de sa machine, l'entretien de celle-ci et surveiller l'ensemble du secteur auquel il est employé. Ainsi il est clair que la suppression abusive de main-d'œuvre entraînera une déficience d'entretien d'où inévitable usure des machines, et fatalement tout cela provoquera l'accident. Or, le pire dans cette histoire, c'est l'attitude de la maîtrise qui, lorsque l'accident se produit, accuse l'ouvrier comme seul responsable. Cependant qui ose nier que la « maîtrise », par sa méthode d'harçèlement, et jamais satis-

faite du rendement d'un ouvrier, est la principale responsable des catastrophes qui de temps à autre ravagent les industries, causent la mort d'ouvriers et sèment au sein des foyers ouvriers, la désolation et la misère ? En effet, donnez-vous la peine de voir ce qui se passe dans une usine où on a augmenté le nombre des machines et où on a réduit la main-d'œuvre. Là, en vertu du fameux slogan : « Retroussons les manches », tout mécanicien doit se transformer en « Stakhanoviste » ; il doit se plier au mot d'ordre : « Il faut faire vite, toujours plus vite », et qu'on le veuille ou non, il est impossible de faire vite et bien.

Mais, direz-vous, le délégué de la « Sécurité Sociale » que fait-il ? Il s'efforce de faire respecter les règles élémentaires de la sécurité, et s'il ne réussit pas dans sa tâche, c'est qu'il se heurte à l'autorité incontestée, incontestable de la maîtrise, de sorte que ses réclamations sont renvoyées aux « calendes grecques ». Ensuite ce délégué est souvent trahi par les inspecteurs du Travail qui, partisans du moindre effort, font la sourde oreille aux réclamations répétées des délégués.

Laissez aller, ne vous préoccupez de rien, tel semble être le mot d'ordre et l'accident vous guette au tournant. Citons un fait. Dans une salle de presses continues, des vis sans fin transportent la graine oléagineuse. Ces vis devraient être recouvertes, il n'en est rien, et si un ouvrier veut dégager cette vis en marche, il arrive qu'on retrouve une moine sectionnée à l'autre extrémité de la vis. Nous n'exagérons pas, c'est là un accident réel et non pas imaginaire, et par comble de malheur, le danger persiste parce qu'on est pressé, on n'a pas le temps de s'occuper de ces choses-là, d'autant plus que si un ouvrier perd sa main, d'autres ouvriers le remplaceront. Il y en a tellement devant la porte qui attendent !

Maintenant voici un silo destiné à recevoir des tourteaux de ricin. Un ouvrier est chargé de remplir des sacs ; du silo se dégage un nuage de poussière qui empoisonne la cour de l'usine. Après maintes et maintes réclamations, le délégué obtient l'installation d'un aspirateur de poussière et celle-ci disparaît. Cela dure jusqu'à ce qu'une panne survient et l'aspirateur est immobilisé. Or, étant donné qu'on accourt toujours là où le travail presse le plus, la panne de l'aspirateur s'éternise et l'ouvrier est obligé de continuer son travail dans une atmosphère infecte, et afin de se protéger, il est réduit à se recouvrir la bouche et le nez d'un mouchoir, alors qu'il serait si simple de le munir d'un masque.

Incontestablement, le médecin devrait intervenir, il devrait obliger la Direction à faire le nécessaire, seulement voilà, le médecin n'est qu'un fonctionnaire quelconque, et comme tel il subit la loi patronale. Qu'importe si l'ouvrier, intoxiqué, rejoint l'hôpital.

Ce qui précède prouve largement que l'Etat et le Capitalisme sont les ennemis N° 1 de la société et que la Sécurité Sociale n'est au fait que de l'Insécurité Sociale. Ainsi, après tout cela, il est superflu de dire que l'ouvrier devrait plus que jamais se grouper, adhérer à un syndicat, se solidariser avec le délégué à la sécurité ou le délégué syndical et former, à l'intérieur de chaque usine, atelier, mine, champ, des noyaux décidés à faire respecter les règles élémentaires de l'hygiène. N'oublions jamais que la vie d'un ouvrier, aussi humble soit-il, vaut autant que celle du fameux dictateur ou industriel. Ceux qui affirment le contraire sont des pervers qui prétendent imposer aux autres des lois, des codes, des comportements. Leur impératif catégorique est le suivant : « Faites ce que je vous dis, ne vous préoccupez pas de ce que je fais ». Ce contre quoi nous nous révoltons.

BREGLIANO Luc.

Chaque génération qui périt est suivie par une génération différente qui, à son tour, donne l'impulsion à d'autres multitudes. Les peuples se mêlent aux peuples comme les ruisseaux aux ruisseaux, les rivières aux rivières ; tôt ou tard, ils ne formeront plus qu'une seule nation, de même que toutes les eaux d'un même bassin finissent par se confondre en un seul fleuve. L'époque à laquelle tous ces courants humains se rejoindront n'est pas encore venue : races et peuplades diverses, toujours attachées à la glèbe natale, ne se sont point, reconnues comme sœurs ; mais

Les pieds dans le plat

Délaissant pour cette fois la « Tribune de la Femme », c'est en « Tribune Libre » que je veux m'adresser, à tous les libertaires, mettant carrément « les pieds dans le plat ».

Presque tous, vous nous tournez le dos, bien que l'action ouvrière que vous préconisez, doive se faire dans les syndicats, aucune de vos tendances ne nous appuie, et en général vous êtes à F.O. ou à la C.G.T.

Je connais vos arguments, ils sont principalement : 1° que vous allez dans les syndicats de masse, puisque la masse des travailleurs ne vient pas à vous ; 2° que vous ne voulez pas faire du syndicalisme « en vase clos » 3° que la C.N.T. n'est qu'une minorité et qu'elle n'est pas « représentative ».

Essayons de réfuter vos arguments, avant de vous donner les notes et de conclure.

1° D'abord, parlons des « centrales de masse » : elles sont fédérées du sommet à la base. Espérez-vous donc y faire entendre la voix libertaire ?... On vous supportera tant que vous ne les gênez pas trop, ou on vous fera taire !... Car chez eux, on n'est pas fédérés de la base au sommet comme chez nous. Quelle sera votre efficacité ? Si, par miracle, il peut arriver que le petit germe, ou ferment libertaire, fasse lever une belle moisson de nouveaux militants, je craindrais plutôt que le bon grain, semé dans un terrain rebelle, ne s'étiolle, et ne meure, et votre peine sera perdue, votre action : un échec. Au lieu de vous disperser, et de cotiser pour nos ennemis, que n'êtes-vous à nos côtés ?

De plus, ces Centrales sont politisées : à la C.G.T., on est plutôt pro-U.R.S.S. et P.C., tandis qu'à F.O. on est plutôt pro-U.S. et P.S. tout le monde sait cela ! Alors, c'est là-dedans que vous voulez introduire la propagande libertaire ? dans des syndicats qui ont choisi un bloc, ou un autre ? Pensez-vous y faire du syndicalisme révolutionnaire et antipoliticien ?... Vous savez bien que non, ces syndicats ont choisi un bloc, et ils y travaillent : avec le capitalisme privé (F.O.-P.S.), ou, pour un capitalisme d'Etat (C.G.T.-P.C.)... et ils sont tous « DES REFORMISTES », parce qu'ils veulent des réformes « à la petite semaine », des accords de salariat avec le patronat, patronat et salariat que nous, révolutionnaires, voulons supprimer, de même que les politiciens qui bourrent le crâne des prolétaires. La masse est encore plutôt réformiste que révolutionnaire, ce n'est pas encore « tout cuit », ils sont le plus souvent réfractaires à notre propagande, parce que fanatisés. Vous devez en savoir quelque chose ? Pour l'attaquer de front, cette masse, il faudrait que nous aussi, nous soyons « une masse »... mais hélas ! démunis et éparpillés, nous nous affaiblissions, et nous minimisons notre action, notre propagande.

2° Passons maintenant à l'histoire du « syndicalisme en vase clos ». Là, ça va aller vite : les syndicalistes révolutionnaires ont pour but de faire rayonner, de propager le plus possible, le concept de la révolution intégrale, en faisant de l'agitation au sein des masses, en répandant l'idée de l'action directe et de la lutte de classe... et cela ne peut se faire en « vase clos » une action pareille ! ça ne tient pas debout !

Si on ne fait pas plus de « pétard », c'est de votre faute, nous, nous faisons ce que nous pouvons. Mais on voudrait faire beaucoup plus, pour attirer à nous tous les travailleurs par une large et profonde propagande. En ne nous appuyant pas, vous faites le jeu des Réformistes qui, eux, ont intérêt à dévitaliser le combat ouvrier, en le circonscrivant au seul corporatisme !

De plus, nous sommes pour l'Unité d'action à la base, pour former avec les travailleurs de toutes tendances, des comités d'unité d'action de base, des comités révolutionnaires, des comités de grève ! Vous avouerez qu'il

ya là un sacré boulot à faire là-dessus comme prolétaires ! Est-ce là du « syndicalisme en vase clos » ?

3° Enfin, j'en arrive à la non-représentativité de notre C.N.T. D'accord, nous sommes une minorité, on n'est pas « représentatif »... mais vous, vous croyez-vous tellement représentatifs dans les centrales de masse ? N'y êtes-vous pas aussi une minorité ? Alors, puisque un et un font deux, et que deux, c'est plus fort que un (enfantin), la force étant dans l'union, je vous demande une fois pour toutes : « Libertaires ! qu'est-ce que vous faites ailleurs qu'à la C.N.T., comme action spécifique ? Ne savez-vous pas encore que les gros bouffent les petits ?... » Tous nuls, on arriverait mieux à se faire entendre dans la rue et sur les lieux de travail. « Cent voix, c'est faible... mais plusieurs milliers de voix, ça fait déjà du bruit ! » Pensez-y, sinon vous porterez pour notre avenir à tous une lourde responsabilité.

Et j'en viens à quelques arguments en faveur de notre C.N.T. qui devrait être : aussi votre C.N.T. Je suis révolutionnaire libertaire, c'est pour cela que je suis à la C.N.T., parce que je crois que c'est encore la plus sûre façon d'arriver un jour à l'instauration de ce fameux Communisme libertaire, que vous prônez tous ! De plus, à la C.N.T., on n'est absolument pas ni pour un bloc, ni pour l'autre, et on le met en pratique ; c'est en ceci que nous démontrons bien ce qu'est notre syndicalisme : révolutionnaire et antipoliticien !

Une seule politique : la lutte de classe !

Une seule forme d'action révolutionnaire : l'action directe !... cela ne vous suffit plus ?

Mais enfin, mille tonnerres ! où diable sont fourrés les anarchos ? « où sont les neiges d'antan ? », les purs, les durs, les vrais ? Y en a-t-il encore ? Alors, qu'ils sortent des fichues centrales où ils sont embourbés, et qu'ils nous rejoignent ! C'est clair, non ?

Car nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour notre action, et surtout de militants aguerris, formés, habitués à mettre leurs idées et leurs paroles en pratique. Oui, je sais, que beaucoup d'entre vous veulent réserver le fruit de leur propagande à l'organisation spécifique à laquelle ils appartiennent ; néanmoins, rappelez-vous que nous existons, que la C.N.T. existe, avec son syndicalisme révolutionnaire.

Alors, voilà ce qu'il y a à faire : les travailleurs sont simples, plutôt réformistes, et plutôt matérialistes, c'est vrai, et c'est pourquoi ils ne sont guère accessibles aux phraséologies et aux idéologies de vos organisations spécifiques, camarades. Ce n'est pas leur faute. Aussi, ce que nous cherchons d'abord à leur insuffler, c'est l'esprit de révolte combatif, et l'idée action directe et lutte de classe, en un mot : les postulats du syndicalisme révolutionnaire.

Par la suite, quand le travailleur sera devenu militant agitateur, il arrivera facilement à assimiler le syndicalisme « libertaire », parce que ce syndicalisme est surtout constructif, et que ses finalités idéologiques contiennent toute l'essence de la révolution intégrale ! N'est-ce pas là, camarades libertaires, la façon la plus directe de travailler à « la Cause » de l'émancipation des travailleurs ?

Et, si des syndicalistes révolutionnaires peuvent avoir une idéologie et appartenir à l'organisation spécifique de leur choix, par contre, il me semble impossible qu'ils puissent pactiser avec une organisation politique, ou un syndicat politisé, car cela, c'est incompatible avec les buts du syndicalisme révolutionnaire, qui sont DIRECTS, sans « PERIODE TRANSITOIRE » !

Camarades ! laissons-là toute polémique : il n'y a qu'une C.N.T., avec sa charte, ses statuts, et les principes de base de la Première Internationale, l'A.I.T. Ne l'oubliez donc pas... cela doit quand même représenter encore quelque chose pour des libertaires ? dans la lutte implacable qu'ils ont entreprise contre le patronat, contre les politiciens, contre les capitalistes ! Venez donc lutter avec nous, au coude-à-coude fraternel, nous vous attendons, car votre place dans le combat ouvrier est près de nous, pour enfoncer la lourde porte qui nous coupe de la masse des travailleurs, mieux vaut un puissant coup de bélier en plein milieu, que des tentatives dispersées.

Libertaires ! vous excuserez mon franc-parler, un peu « action directe », et mes arguments, que vous jugerez sans doute grégaires (je ne suis pas dialecticienne), mais tant pis ! C'est la vérité après tout, et j'aime bien dire ce que je pense, droit au but, et bien en face ! N'est-ce pas naturel, entre camarades ayant la même idéal : la même VÉRITÉ dont jaillit la lumière, là-haut, sur la CIME, but que nous ferons atteindre à l'Humanité, ensemble, plus rapidement que séparés.

Lola ROUSSEL.

ALERTE aux antifascistes

Un militant actif de la C.N.T. française, secrétaire de la section syndicale de l'entreprise Sadir - Carpentier, vient d'être licencié de son emploi dans des circonstances que n'auraient pas désavoué Hitler ou Mussolini.

Aucune faute professionnelle ne pouvant lui être imputée, ce camarade a été jeté à la rue sous « fallacieux prétexte qu'il est « nuisible pour les secrets de la défense nationale ».

Malgré une grève de solidarité de 12 jours, soutenue par ses employés du bureau de dessin, la décision des patrons de l'ombat de la Sadir fut maintenue et l'enquête menée par le comité de grève pour établir toutes les responsabilités dans cette affaire n'aboutit à rien, fonctionnaires des ministères intéressés et employeurs s'entendant comme larrons en foire pour brouiller les cartes et se rejeter mutuellement la responsabilité du geste accompli.

La vérité est tout autre.

Dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, et même dans les autres, « on réorganise les services ». Sous le couvert de la « raison d'Etat » on élimine les éléments dits dangereux qui seraient pourtant, et pour cause, incapables de divulguer, dans la presque totalité des cas, autre chose que des secrets de Polichinelle.

Le véritable crime de ces professionnels impeccables est de travailler pour l'amélioration de leur propre condition et de celle de leurs semblables. Il ne leur est pas pardonné de manquer de « souplesse ».

Laisserons-nous, sans réagir, ces crypto-dictateurs qui gouvernent le pays sous le signe de la démocratie — admirable illusion — instaurer le mac-carthysme en France.

Permettons - nous que ceux qui ne pensent pas comme eux, les hommes libres, qui prétendent le rester, soient à bref délai condamnés à perdre leur emploi et mourir de faim ?

NON !

A moins de trois mois de la signature d'une convention collective des Métaux de la Région parisienne où gouvernement et patronat exploitateurs ont pris le solennel engagement du respect de la liberté d'opinion et du droit syndical dans les entreprises, il est inadmissible qu'un tel arbitraire puisse avoir cours légal.

La Section française de la Solidarité Internationale Antifasciste s'élève contre de telles méthodes. Elle n'effectuera pas de démarches de protestation ; mais des ministres intéressés ; elle sait ce qu'en vaut l'aune !

Elle dénoncera sans relâche les agissements des ennemis du monde ouvrier, fera la démonstration éclatante de la mauvaise foi de ceux qui lui font signer des engagements à caractère unilatéral.

Le prolétariat finira bien par se débarrasser des œillères qui l'empêchent de voir et agir à temps, espérons-le, pour éviter que s'instaure ouvertement chez nous le plus abject des régimes.

Pour la Section française de S.I.A. :

Raymond FAUCHOIS.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Le prochain C. S. paraîtra le vendredi 3 Décembre

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail

Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs

RÉDACTION - ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-Auvergne - PARIS (9^e)
Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs

Au sujet de l'appel à la Jeunesse de Belgique

CE QUE NOUS EN PENSONS
DES groupes pacifistes ont lancé un appel à tous les jeunes du pays, organisés ou non, pour les inviter à participer ou à se faire représenter à la Conférence de la Jeunesse de Belgique qui se tiendra à Liège les 6 et 7 novembre 1954.

Les sujets proposés à la discussion sont : « Comment la jeunesse peut-elle contribuer à assurer la coexistence pacifique de tous les pays d'Europe, quel que soit leur régime ? »

« Comment peut-elle empêcher une nouvelle guerre qui entraînerait la dévastation de notre continent ? »

Parmi les premiers signataires qui donnent leur adhésion, nous relevons les noms de mandataires d'organisations de jeunesse catholiques, socialistes, communistes, etc.

Nous, les jeunes syndicalistes révolutionnaires, avons l'intention de faire entendre notre voix dans ce débat et envisageons de déléguer un camarade qui aura pour mission de développer notre conception du pacifisme.

Cette conception se résume comme suit :

- a) pas de paix véritable sans justice sociale ;
- b) soutien des antimilitaristes sincères et des objecteurs de conscience, quelles que soient leurs opinions philosophiques ou religieuses, mais libre discussion avec eux pour les engager à combattre le mal non seulement dans ses effets, mais dans ses causes premières, à savoir : l'Etat, forme d'autoritarisme moderne et ses succursales, les boutiques politiques et religieuses.

Le problème de la paix est partie intégrante de nos préoccupations, nous le traitons dans son essence et nous considérons que la paix ne peut être que l'œuvre d'hommes animés d'intentions profondément pacifistes et non de ces phraseurs pour qui le vocable « paix » sert de camouflage à des ambitions louches, à des mobiles sordides.

Nous sommes tout disposés à participer à une œuvre de paix sans jamais abandonner notre position de lutte de classe, laquelle peut nous apporter la seule paix durable qui soit, édifiée dans l'égalité sociale économique et la liberté intégrale.

Nous ne croyons pas à la coexistence pacifique des Etats qui sont une source permanente de conflits et d'arbitraires. Nous estimons que les peuples eux-mêmes doivent bâtir la paix en se débarrassant au préalable de leur complexe d'infériorité et de croyance dans un Etat, un parti ou autre messie !...

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes sans intermédiaire.

Pour les Jeunes du Groupe Syndicaliste et Révolutionnaire : GUYOT.

Lettre ouverte à Charlie Chaplin

(Prix Staline de la Paix 1954)

Mon vieux Charlot, Permetts-moi cette appellation. Depuis près de 30 ans je suis, sans pouvoir dissimuler ma profonde admiration, l'épanouissement de ton magnifique talent. Je t'ai vu gravir tous les échelons, tu touches aux limites du génie. Tu peux te vanter d'avoir à la fois fait pleurer et se pâmer de rire les foules subjuguées. Pourtant, les tenants d'une civilisation plus factice que réelle t'ont répudié, te considérant à tort, j'en ai maintenant la certitude, comme un élément subversif, apparenté au communisme.

Eternel « émigrant » — qui nous avait tant plu — tu t'es, une fois de plus, déplacé, pas dans les mêmes conditions qu'autrefois, évidemment ! La vieille Europe, que tu avais dédaignée jadis, par soif de réussite, t'a offert une hospitalité douillette. Chacun t'a choyé, adulé. Nous ne pouvons en effet nous départir d'un certain « faible » pour qui, même s'il est d'une condition supérieure à la nôtre, subit les rigueurs de la contrainte.

J'en passe. Désirant prendre des gages, certain dictateur a cru devoir te décerner un prix dont le nom et le montant sont à nos yeux sans aucune importance. En raison de son origine tu aurais pu, tu aurais dû même, si tu avais été tel que nous le supposions, refuser cet « hommage » rendu à ton talent.

Tu as cru trouver mieux : tu as découvert l'abbé Pierre ! Tu ne pouvais plus mal tomber !

Sans doute ignore-tu que pullulent, dans nombre de pays et par delà les Pyrénées en particulier, des geôles où croupissent des hommes nobles, avides de liberté, qui n'ont commis d'autre crime que celui de crier à la face des tyrans la vérité en de magnifiques phrases comme celles que tu prononces, toi, sans danger, au studio.

Ton ignorance t'a fait perdre l'occasion unique d'appliquer une magistrale paire de gifles à tout ce que la planète compte de concentrationnistes, aux Franco, Malenkof, Péron et autres Mac Carthy.

Sans doute, depuis si peu de temps que tu es parmi nous, n'as-tu pu assimiler la psychologie qui nous est propre, mais il sera difficile, dans le futur, à la majorité d'entre nous, de te situer, manipulant la légendaire badine, autrement qu'ensoutané ! Pauvre Charlot !

Quelle chute du haut du pavois où nous t'avions élevé. Ainsi les magnifiques envolées des puissants de ce monde, c'était du vent, ta philanthropie, du vent, toujours du vent !

Comme tu as pu seul instant que cet argent, dégouttant du sang des martyrs, pouvait être purifié dans un bémol ? Tu l'as donné à l'abbé Pierre, soucieux à coup sûr de te réserver ta large part de paradis.

Tu as préféré illuminer de ton prestige un abbé, — que nous n'attaquons pas en tant qu'homme — qui porte la même livrée que les « Conseillers » d'un des plus grands bourreaux de tous les temps.

Sans doute ignore-tu que pullulent, dans nombre de pays et par delà les Pyrénées en particulier, des geôles où croupissent des hommes nobles, avides de liberté, qui n'ont commis d'autre crime que celui de crier à la face des tyrans la vérité en de magnifiques phrases comme celles que tu prononces, toi, sans danger, au studio.

Un licenciement arbitraire

(Suite de la première page)

mis dans le bain se sont rendus complices, l'ont entériné par leur attitude de non intervention. Et c'est ainsi que se font les premiers pas de méthodes arbitraires, dignes des pays totalitaires. Elles arrivent entre les lois qui nous « protègent » et sous l'œil bienveillant de ceux chargés de les défendre. Les travailleurs de la SADIR ont jeté un cri d'alarme mais leur appel n'a pas été entendu, leur mouvement n'a été suivi que d'un œil distrait. Dans l'entreprise même, trop de jaunes, par ailleurs contents de leur sort de mal payés, sont restés au travail en pensant que Thiebault n'avait qu'à se tenir tranquille », car personne n'est dupe, c'est le militant actif, le secrétaire syndical C.N.T. que l'on a renvoyé, avec un motif diffamant aux yeux des employeurs, capable de jeter le doute dans les esprits et surtout l'espoir de ne pas avoir de réaction ouvrière.

La manœuvre a été partiellement réussie puisque le nombre réduit des grévistes les a contraints à reprendre le travail après 12 jours. Mais qu'on ne se réjouisse pas trop vite en haut lieu, l'expérience a été profitable au moins aux grévistes, voici les conclusions qu'ils en ont tirées :

1) plus jamais ils ne croiront aux paroles d'une direction qu'ils ont vue atterrir pendant douze jours, dire blanc le matin et noir le soir ;

2) ils savent qu'ils n'ont à compter que sur leurs forces propres et que seule leur action paiera, le jour où son envergure sera suffisante ;

3) ils savent quel crédit apporter également aux paroles des chefs de cabinets, ministres et autres parlementaires, professionnels du bla-bla... et que la législation inextricable ne protège que ceux qui sont en mesure de l'acheter ;

4) Ils savent enfin ceux des leurs sur qui ils peuvent compter, car c'est dans l'action que les personnalités se révèlent.

P.-S. - Actuellement, Thiebault a attaqué la SADIR aux prud'hommes, cette solution étant son seul recours.

Car tu ignores sans doute aussi qu'il existe une « Solidarité Internationale Antifasciste ». C'est à elle que cet argent revenait de droit, pour poursuivre la noble tâche qu'est le soutien, la défense des opprimés.

Quel camouflet aux tyrans si tu avais accompli ce geste ! Mais du même coup tu dressais contre toi tout ce qui est conformiste, bien pensant, que ce soit d'extrême-droite ou d'extrême-gauche et ton prestige en eut fortement souffert.

Cela il fallait l'éviter à tout prix, car ton initiative avait deux buts. La publicité en était un, le principal. Tu devais encore sortir grand de cette comédie.

Rien n'a manqué à ta démonstration. Pas un de tes gestes au cours de ton entrevue avec le « grand bâtisseur » n'a été oublié.

L'orchestre était parfaitement réglé. Tous les « gens bien » se sont piétinés sans pitié, pour être là.

D'un maladroit coup d'ongle, tu as écaillé le vernis sous lequel se camoufle ta véritable personnalité.

Un bourgeois comme les autres, tu n'es rien d'autre. Un jouisseur assoiffé de millions, de multiples femmes. Un cabotin, esclave de la publicité... Un capitaine jouant beaucoup plus mal la comédie dans le monde que sur le « plateau ».

Pauvre Charlot ! Reçois, distinguée illusion, avec le regret que tu ne sois que cela, l'expression de nos sentiments attristés.

DUFALOT
Lampiste.

Centre de formation sociale

La seconde réunion du cycle de conférences 1954-1955 a eu lieu le 28 octobre. Le succès obtenu est pour nous un très sérieux encouragement.

Au cours de son exposé, la conférencière, Renée Lamberet, qui développait le sujet : « L'origine du mouvement ouvrier », communiqua aux auditeurs plusieurs documents dont l'un, datant de 1886, relatif au mouvement espagnol, situé avec une telle force le caractère révolutionnaire de son action qu'il nous est apparu susceptible d'intéresser nos lecteurs à qui nous en soumettons le texte :

Manifeste de la Fédération Barcelonaise (Section de la F.R.E.)

« ... La démocratie recouvre une vaine espérance, et sa seule signification réelle est la sanction par les travailleurs de la tyrannie, de l'exploitation et de la spoliation dont ils sont victimes.

La démocratie est un mensonge, nom odieux inventé pour nous soumettre et nous tromper par le mensonge, puisque les systèmes de force ne peuvent se soutenir dans une époque où l'on raisonne.

Nous ne sommes donc pas démocrates, et nous abominons la démocratie parce que nous abominons le pouvoir, nous haïssons le gouvernement et nous ne le voulons pas même pour nous-mêmes, nous différenciant en cela des travailleurs trompés qui rêvent dans la constitution d'un parti politique.

... Nous proclamons l'acratie (non gouvernement) et nous aspirons à un régime économique et social dans lequel, par concordance des intérêts et réciprocité des droits et des devoirs, tous soient libres, tous contribuent à la production et tous atteignent le plus grand bonheur possible, qui consiste en ce que ce dont on jouit soit gagné par le travail, sans l'exploitation, et par condition sans la malédiction d'aucun exploité.

... L'unité sociale vraie et scientifique est le producteur.

... La première collectivité sociale est le groupement local des producteurs de même profession. Le pacte fondamental se fait entre le producteur et le groupement respectif ou similaire des producteurs.

Les groupements producteurs d'une localité forment un pacte par lequel est constituée l'entité qui facilite le crédit, les échanges, l'instruction, l'hygiène et la police locale, et établit des pactes avec d'autres localités pour le crédit et l'échange sur une plus vaste échelle, ainsi que les communications, transports et services publics généraux et réciproques ; d'autres entités formées selon des conditions géographiques particulières, selon le sol, le climat, peuvent se constituer au moyen de pactes particuliers basés sur des principes économiques et les facilités de production, échange, transport.

La terre, les mines, les usines, les chemins de fer, les navires, tous les moyens de production, transport, échange, et communication déclarés de propriété sociale doivent passer à titre d'usufruit aux collectivités des travailleurs.

L'objet final de la révolution est le suivant :

- Dissolution de l'Etat ;
- Expropriation des détenteurs du patrimoine universel ;
- Organisation de la société sur la base du travail de tous ceux qui sont aptes pour la production ; distribution rationnelle du produit du travail ; assistance à ceux qui ne sont pas encore aptes au travail et à ceux qui ont cessé de l'être. Education physique et scientifique intégrale pour les futurs producteurs. »

(Barcelone, 23 février 1886.)

En raison de sa longueur, le thème sera traité par R. Lamberet à dû être scindé en deux.

Notre camarade terminera son exposé, intitulé : « Le Mouvement ouvrier de 1906 à nos jours », lors de notre prochaine réunion qui se tiendra le lundi 15 novembre, à 20 h. 30, au local de la C.N.T. Espagnole, 24, rue Ste-Marthe, Paris. Métro Belleville.

Tous les militants et amis adhérents de l'A.I.T. sont fraternellement invités.

Ce que tout prolétaire doit savoir...

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI S'APPLIQUE AU TRAVAIL AUX PIÈCES

Un jugement du 20 juillet 1951, du Conseil des Prud'hommes de Troyes, avait jugé que le salaire minimum garanti ne s'appliquait pas au travail aux pièces.

Ce jugement a été cassé par un arrêt de la Cour de Cassation en date du 10 décembre 1953, qui stipule notamment :

« ... Que l'employeur a l'obligation d'assurer aux travailleurs de l'un ou l'autre sexe, à l'exception de ceux qui leur sont liés par un contrat d'apprentissage, âgés de 18 ans révolus, et d'aptitude physique normale, un salaire horaire minimum individuel garanti.

« Attendu que le salaire horaire à prendre en considération est celui qui correspond à une heure de travail effectif, compte tenu des avantages en nature et des majorations diverses ayant le caractère de fait d'un complément de salaire, à l'exclusion des sommes versées à titre de remboursement de frais, des majorations pour heures supplémentaires prévues par la loi, et pour la région parisienne de la prime de transport. »

Après avoir relaté les griefs de la plaignante, une dame G..., ouvrière piqueuse, payée aux pièces, au service de la société des Etablissements X..., qui avait cité son employeur à la suite de son congédiement en paiement de la différence entre le salaire qu'elle avait perçu et celui qu'elle aurait dû percevoir sur la base du salaire minimum interprofessionnel garanti, le jugement poursuit :

« Attendu d'une part que le salaire minimum garanti doit être considéré comme le minimum social dû à tout salarié âgé de 18 ans révolus et d'aptitude physique normale qui apporte son travail à une entreprise ; que, d'autre part, les termes « salaire horaire », employés dans l'article 2 du décret du 23 août 1950 ne sauraient être interprétés dans un sens restrictif comme désignant un mode de rémunération unique ; la rémunération à l'heure ; que cette expression doit s'entendre du salaire perçu par le salarié pour une heure de travail effective, quel que soit le mode de rémunération pratiqué ;

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

« Attendu qu'il n'est pas contesté que la moyenne des salaires versés à la dame G..., dont le faible rendement n'était pas imputable à une inaptitude physique quelconque, était inférieure au salaire minimum garanti, tel qu'il était fixé par la loi, que dès lors c'est à bon droit qu'elle réclamait à son employeur la différence entre ce qu'elle avait perçu et ce qu'elle aurait dû percevoir. »

MISE EN GARDE

Un tapew invétéré, connaissant bien les noms de responsables d'organisations pacifistes ou révolutionnaires, se présente au domicile d'éventuelles victimes. Il s'agit du nommé Gayon, dont les dupes furent nombreuses ces dernières années. Le recevoir comme il convient.

C.N.T A.I.T
Le combat



SYNDICALISTE

De chacun selon ses forces

Organe officiel de la Confédération Nationale du Travail
Section française de l'Association Internationale des Travailleurs

A chacun selon ses besoins

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

27^e année - Nouvelle série, N° 127

20 FRANCS

DÉCEMBRE 1954

LA PAILLE ET LA POUTRE

Calomniez, calomniez...

Un correspondant de l'Isère nous a fait parvenir le n° 2 (octobre) de *L'Alliance ouvrière*, organe syndicaliste mensuel, édité à Grenoble, où, dans un article intitulé : « L'unité syndicale est-elle en marche ? » avec comme sous-titre : « Plus que jamais union des hommes libres », un nommé Ch. Patat prend à parti notre organisation et un certain nombre de militants à qui celle-ci a confié des responsabilités.

Notre crime : Nous être prononcés contre « l'unité syndicale » que nous considérons, dans l'état actuel des choses, comme une *duperie*.

Si l'auteur de l'article en cause s'était cantonné au fond du débat, nous ne lui aurions pas répondu. Il a bien le droit, cet homme, même s'il se trompe, de penser ce que bon lui semble.

Or, ce n'est pas le cas et si nous sortons de notre réserve c'est parce qu'il reprend à son compte, en toute connaissance de cause, de basses calomnies, diffusées par d'autres avec qui il est d'accord et qui n'ont à leur disposition que ce vil moyen pour tenter de nous salir.

Particulièrement visé, puisque je suis le retraité qui ai découvert la C.N.T. et l'A.I.T. « après avoir passé tranquillement des années de travailleur dans une grande administration », je crois utile, afin d'éviter que soit jeté sur nous le dis-

crédit, de rétablir la vérité.

La grande administration à laquelle j'ai appartenu, Monsieur Patat, c'est la S.N.C.F., comme lampiste !

Pendant 36 années, dimanches, fêtes, nuits, commençant soit à 4 heures ou finissant à 1 heure du matin, malgré les intempéries, j'ai couru à mon tour, derrière le cul des wagons avec les mêmes risques que tous ceux qui se font couper en deux. Quelle tranquillité, n'est-ce pas, Monsieur Patat ? Si vous aviez vécu cela, vous sauriez que tous les cheminots ne possèdent pas des sinécures et vous seriez abstenu de dénigrer ces respectables travailleurs comme je me garderai bien de critiquer votre profession de docker, que j'ai vécue pendant deux ans, comme membre actif, s'entend.

Au bout de mes 36 années de « bagne » j'ai dû, usant de subterfuges, afin d'éviter la révocation pour action syndicale, à moins d'un an de la retraite, abandonner mon enviable situation de lampiste.

Je me tiens à votre disposition, Monsieur Patat, et à celle des vilains messieurs qui vous ont inspiré, pour faire la preuve formelle de ce que j'avance; de même que pour justifier l'action que j'ai menée depuis sept ans que « j'ai découvert la C.N.T. ».

Vos calomnies sortant toutes du même tonneau, je ne prendrai pas la peine de réfuter les autres, mais, ceci étant dit, me référant à certain proverbe où il est question de paille et de poutre, me permettez-vous sans doute de m'étonner de votre intervention. Si quelqu'un était, en l'occurrence, qualifié pour se taire, c'était bien vous.

Pour l'édification de chacun sur votre compte — il n'y a pas là calomnie de ma part, mais diffusion de la vérité historique — je me contenterai de reproduire ci-dessous le texte d'un tract, pas très ancien puisqu'il date de décembre 1953, dont j'ai plusieurs exemplaires à votre disposition, qui situe bien votre personnalité. Le voici :

1^{er} CONGRES DU C.E.P.S.

Cercle d'Etudes Professionnelles et Sociales
18, rue Saint-Marc - Paris-2^e

TRAVAIL ET LIBERTE

qui aura lieu les 5 et 6 décembre 1953

Salle du Palais des Fêtes, 199, rue St-Martin - Paris-3^e

Entrée Libre

VENEZ APPLAUDIR

René BELIN, fondateur du Cercle, ancien Ministre du Travail, ex-Secrétaire confédéral de la C.G.T., auteur des grandes réformes sociales de l'Etat français.

André PARSAL, Secrétaire général, fondateur du P.O.P.F. en 1941, défenseur de l'Europe Nouvelle. Honteusement condamné à l'indignité nationale par les « Terroristes » résistants.

Elie BOUDET, Secrétaire, l'un des grands réalisateurs qui entouraient le Maréchal Pétain indignement condamné.

Charles PATAT, Secrétaire, l'homme qui a eu le courage et a su nourrir les travailleurs français grâce aux « restaurants communautaires », malgré le blocus Anglo-Saxon de 1940 à 1944.

Ainsi que de nombreux autres grands Français honteusement « épurés » par les agents de Moscou et des Anglo-Saxons.

TOUS EN MASSE

vous viendrez leur apporter le témoignage de votre sympathie et de votre confiance, malgré les policiers de la République juive, franc-maçonne et bolchevique.

AU CAPITAL, TOUTE SA PLACE

AU TRAVAIL, RIEN QUE SA PLACE

LONGUE VIE AU C.E.P.S.

LISEZ TOUS : TRAVAIL & LIBERTE

Un tel document nous dispense de tout commentaire; nous nous contenterons, pour éviter toute équivoque, de réaffirmer notre position internationaliste et antimilitariste que chacun connaît bien.

Nos lecteurs comprendront mieux maintenant pourquoi il nous est impossible de faire ensemble le bout de chemin pro-

posé par M. Patat, « marchand de soupe du Maréchal », pas un pas côte à côte n'est réalisable avec lui, ni avec les groupements auxquels il appartient — Mouvement Astatosyndicaliste, C.D.S.E. — nos buts, comme les voies qui y mènent, étant exactement opposés.

Raymond FAUCHOIS.

Les politiciens contemporains à tous les degrés, depuis les conseillers municipaux des villes jusqu'aux ministres représentés, pris en masse et la part faite de quelques exceptions, une des classes les plus viles et les plus bornées de sycophantes et de courtisans qu'ait jamais connues l'humanité. Leur seul but est de flatter bassement et de développer tous les préjugés populaires, qu'ils partagent d'ailleurs vaguement pour la plupart, n'ayant jamais consacré un instant de leur vie à la réflexion et à l'observation.

DÉSAVEU

Dans son numéro 406 daté du 25 novembre 1954, le journal « Le Libéraire » a publié un article intitulé « Action et Solidarité », se terminant comme suit :

« Pour le groupe d'action syndicaliste et révolutionnaire (C.N.T.).
« Pour le Groupe S.I.A. (Solidarité Internationale Antifasciste).

Lola ROUSSEL.

« Membre de la Commission Administrative Confédérale (C.N.T.).
« Membre de la C.A. de S.I.A. »

Nous tenons à informer nos lecteurs et adhérents que la camarade Lola Roussel n'a aucunement été mandatée par les deux organisations dont elle se réclame (S.I.A. et C.N.T.) pour faire publier dans les colonnes du « Libéraire » un tel article, et que seule sa responsabilité personnelle est engagée à la suite de l'appel qu'elle a lancé, Les Bureaux de S.I.A. et de la C.N.T.

Pour corroborer le contenu du désaveu ci-dessus, je tiens à affirmer que c'est à titre strictement personnel que j'ai signé l'article incriminé, et que je n'entendais engager aucune autre responsabilité que la mienne.

Lola ROUSSEL.

LA REBELLION s'étend au Maghreb

UNE longue et persistante suite d'erreurs a multiplié les foyers d'insurrection chez les peuples opprimés par les nations colonialistes. Pour n'envisager que le cas de la France, nous relèverons qu'après avoir confondu, dans une fausse analogie, les aspirations de l'Indochine avec celles du Maroc et de la Tunisie, des gouvernants à courte-vue ont omis de mesurer la répercussion que pouvait avoir le report de l'intervention armée d'un théâtre d'opérations sur un autre. La proximité de la métropole ne paraît pas constituer, à elle seule, une garantie de sécurité et il faut à présent compter sérieusement avec l'activité de la ligue arabe, d'une part, et d'autre part avec les participations occultes de certains pays étrangers qui s'intéressent aux difficultés que celle-ci peut occasionner. Les méthodes de terrorisme dont sont bénéficiaires les gouvernements présents ont trouvé des adeptes parmi les populations asservies.

Souffrant d'un grave défaut de généralisation qui risque de renouveler l'échec indochinois, le gouvernement doit faire face présentement, à une rébellion généralisée qui s'étend à tout le Maghreb (*Pays du Couchant*). Du Maroc à la Tunisie, la répression s'étend maintenant aux hors-la-loi qui, le 1^{er} novembre dernier, déclenchèrent une série d'actions terroristes.

Point n'est besoin d'être grand clerc pour déceler que l'effervescence qui se manifeste dans ce vaste domaine est indépendante de la succession des étapes civilisatrices (ô combien) que la France a poursuivies dans ce pays où règne en même temps que l'unité de relief et de climat, une identité linguistique, religieuse ou morale. Si les ancestrales formations sociales (famille, clan) définies par Fustel de Coulanges dans *La Cité antique*, subsistent, c'est peut-être parce que les populations n'ont pas encore acquis l'assurance de constituer un peuple.

Les différences que l'on peut observer dans ce pays proviennent davantage de la succession des étapes d'occupation que des habitudes morales des habitants; les sentiments de fraternité qu'elles pratiquent de si hospitalière façon sont incompatibles avec l'esprit de domination du conquérant. Le faux diplomatique du coup d'éventail du dey d'Alger en 1830 couvrant une mauvaise volonté du débiteur a conduit à l'intrusion du militarisme français dans ce pays dont on convoitait les richesses. Les excès commis par nos troupes de sabre, dont la sauvagerie dépassait celle du conquérant turc, ont éveillé des haines que n'ont pu éteindre les pathétiques appels à la solidarité que leur adressa la mère patrie lors des deux guerres mondiales. L'indépendance promise aux masses asservies n'a pas satisfait les espérances caressées par les populations dupées et le joug colonialiste demeure aussi pesant sur les peuplades expropriées par la force des biens de leurs ancêtres.

Dans ce malheureux pays où le

dominateur voit dans l'indigène un pillard ou un fanatique en puissance, on n'a pas su percevoir en temps utile, les réactions consécutives à l'exaltation des faits de résistance qui se manifestèrent pendant quatre ans contre une occupation étrangère. Le crime collectif que l'on consomme actuellement, constitue un défi aux honnêtes gens qui se jugent déshonorés par l'insigne cécité de dirigeants ne connaissant que l'usage de la force. La folle répression répondant à de coupables attentats, peut-être provoqués, paraît être le signe d'un déclin du colonialisme qui n'a dû de survivre après la deuxième guerre mondiale que grâce au secours ou à la complicité de l'Oncle Sam.

La prospérité, tant vantée par une presse servile, est la conséquence d'un ordre fort qui n'a pas reculé devant les exactions qu'exigent les colons si habiles à faire suer le burnous; elle a — cette prospérité — pour contrepartie la famine latente des permanentes victimes de l'exploitation capitaliste; en outre, les populations demeurent réduites à vivre dans de sordides constructions qui contrastent avec les luxueuses demeures de l'occupant. Spéculant sur la naïveté et l'ignorance du peuple français, la presse se fait la bienveillante complice de l'exploitation de la population indigène en organisant autour d'elle une vaste conspiration du silence.

Dans ce vaste pays qui s'étend de la Méditerranée aux confins du Sahara, on dénombre vingt millions de musulmans dominés par moins d'un million et demi d'Européens dont les sentiments religieux sont incompatibles avec leur compte en banque. La population autochtone, s'accroissant de 250.000 unités par an, vient aggraver le déséquilibre entre une population stationnaire, si non décroissante par suite de l'insécurité qui s'aggrave, et une population indigène se multipliant en dépit de la déficience alimentaire actuelle qui n'est que le prolongement de l'état de famine qui se manifesta en 1937-38 dans le Sud du Maroc et de l'Oranie, pro-

(Suite page 4)

HALTE à la répression

Le jeudi 11 novembre 1954, Le Libéraire, organe de la Fédération Communiste Libéraire (F.C.L.) a été saisi et son siège perquisitionné. Des militants de cette organisation ont été arrêtés, parmi lesquels Caron, Secrétaire général, remis ensuite en liberté provisoire. Les raisons de cette saisie sont les suivantes :

Le n° 404 du Libéraire était consacré presque exclusivement aux événements d'Algérie; de plus une affiche intitulée « Vive l'Algérie Libre » dénonçait la sauvage répression qui sévit en Algérie, faisant savoir que de nombreuses arrestations avaient été effectuées, que le prolétariat algérien était surexploité.

La F.C.L. qui se solidarise avec les Algériens, demandait, par cette affiche, la levée d'interdiction du M.T. L.D. et de son journal, de même que la libération des emprisonnés.

Le Juge d'instruction Pettit Ferrandi a été chargé par le Procureur d'ouvrir une information en vertu du paragraphe I de l'article 80 du code d'instruction criminelle qui vise les menées séparatistes en territoire français.

Ce code prévoit de 1 à 10 ans de prison et de 24.000 à 4.800.000 francs d'amende.

Comme on peut le constater, le

(Suite page 4)

COMMUNIQUÉS

CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL

39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e)
PERMANENCE : Au siège tous les jours, sauf le dimanche, de 14 à 18 heures.
TELEPHONE : TRUdoine : 78-64.

TRESORIER CONFEDERAL

André Maille, 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e). C. C. P. 11300-50 Paris.

BATIMENT

Tout ce qui concerne la Fédération du Bâtiment et le S.U.B. doit être adressé à Maurice ARONDEL, 100, rue Doudeauville, Paris-18^e. C.C.P. 6261-16 Paris.

SUB. — L'Assemblée générale aura lieu le dimanche 12 décembre à 9 heures, Chope du Combat, 2, rue de Meaux, Métro : Fabien, en avance d'une semaine en raison du Congrès de la 2^e U. R.

Syndicat des Employés

Réunion du Syndicat le premier jeudi de chaque mois, à 20 h. 30 au siège, 39, rue de la Tour d'Auvergne.

2^e UNION REGIONALE

Le Congrès de la 2^e U. R. est fixé au Dimanche 19 Décembre 1954 toute la journée.

Horaires des séances : 9 h. 15 - 12 h. 15 - 14 h. 30 - 18 h. 30.

au 129, Boulevard Saint-Germain, Paris-6^e (Métro Mabillon).

Les Syndiqués de la 2^e U. R. sont cordialement invités à assister aux séances de travail qui animeront ce congrès.

Nous comptons sur la bonne volonté de chacun pour que l'horaire soit respecté, permettant ainsi la discussion sans précipitation de tous les points à l'ordre du jour. Le début de séance est fixé à 9 h. 15.

Pour la C. A. Régionale,
Le Secrétaire : Ch. MARTIN.

CENTRE DE FORMATION SOCIALE

La prochaine réunion aura lieu le Mardi 7 Décembre 1954, au cours de laquelle René Lamberet achèvera son exposé sur les Origines du Mouvement ouvrier.

Rendez-vous à 21 heures, 24, rue Ste-Marthe, métro Belleville.

CHEMINOTS

Permanence au siège tous les jours, sauf samedi, de 14 à 18 heures.

Pour la trésorerie, adresser les versements à Tersida Vergnolle, 76, rue Turbigo, à Paris (3^e). C. C. P. 11.198.21 Paris.

UNION LOCALE DE PUTEAUX

ASSEMBLEE GENERALE

19^e UNION REGIONALE

Permanence : tous les jeudis et samedis de 18 à 20 heures. Au siège : vieille Bourse du Travail, 13, r. de l'Académie, Marseille (1^{er}), salles 5 et 6.

Le C.S. est à la disposition des camarades.

le 1^{er} vendredi de chaque mois à 18 heures, au siège, Bourse du Travail.

A propos des heures supplémentaires

La durée légale du travail demeure fixée à 40 heures, mais celle-ci peut être portée à 48 heures, voire davantage. Cela constitue un lourd handicap pour les copains qui, pour raisons de santé, ne sont pas capables de dépasser les 40 heures hebdomadaires. Nous devons donc exiger le respect de la législation.

Il serait long d'exprimer ici les différents aspects de ce respect. Le chômage s'étend. On dénombre 45.000 chômeurs à Paris et 700.000 en Algérie. Est-il si difficile de comprendre que consentir à effectuer 5, 8 ou plus d'heures de travail supplémentaire, c'est commettre un vol envers ceux qui se trouvent privés de leur gain-pain. Le droit à la vie existe pour tous et les copains doivent prendre à cœur de défendre partout cette idée, sur le lieu de travail d'abord, au dehors ensuite.

Malgré la trahison des bonzes, la loi de 40 heures demeure ; mais le fléau que constitue l'institution des heures supplémentaires est à dénoncer. Les hommes éliminés de la production ne sont pas des êtres tarés, comme on se plaît à le raconter ; il n'y a, dans la classe ouvrière, ni voleur, ni professionnel du chômage, et sa santé morale demeure intacte.

Nos amis, ô combien charmants, du 45 de la rue Buissonnière, veulent retourner aux longues semaines de 48, de 54, et même de 60 heures. Il nous appartient de refuser, malgré la défaillance de la C.F.T.C. et malgré le « Retrouvez vos manches » de nos cours vaillants de la C.G.T., ces entorses qui perpétuent notre esclavage en diminuant notre dignité. D'un autre côté, ces messieurs de la rue de Vaugirard tentent de nous faire prendre des vessies pour des lanternes quand, pour éviter des revendications de salaires, pourtant légitimes, ils prouvent l'acceptation des heures supplémentaires. Nous ne suivrons ni les uns, ni les autres.

Ce qui fut acquis au prix de tant de peines, se dissipe comme par enchantement. Nous devons, nous, syndicalistes révolutionnaires, crier NON aux heures supplémentaires comme nous disons NON à la bombe qui demain raserait les trois quarts du globe. Notre réponse négative au fusil comme à l'uniforme devient affirmative lorsqu'il s'agit de grève distributive, de limitation des naissances, ou encore de la résurrection de cet homme malheureux, courbé sous le poids du travail mécanique, prisonnier du patron, de l'argent, d'un parti constituant une suite ridicule que je méprise, parce que pauvre homme peut-être, mais homme quand même, indépendant de tous et de tout. Indépendant, mais condamné au supplice du fer rouge qui semble marqué pour subir dans la fournaie humaine les chocs, les luttes, en un mot toutes les violences. J. ARLHAC.

Le meilleur moyen de faire connaître ce qu'est le véritable syndicalisme, c'est de diffuser la brochure :

LA CHARTE DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

En vente à la librairie confédérale : 5 fr.

Les Centrales mineures La Confédération Nationale du Travail (C.N.T.)

Bien qu'elle existe depuis 1946, la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) reste officiellement ignorée du fait qu'elle refuse, selon ses propres aires :

1^o tout compromis avec les confédérations existantes ;
2^o toute représentation dans les conseils de prud'hommes, dans toutes les assemblées économiques ou sociales pouvant exister de l'échelon local à l'échelon international, et même dans les comités d'entreprise.

Les délégations du personnel sont la seule représentation que la C.N.T. accepte car, dit-elle, « les travailleurs y ont leur place pour la formulation de revendications ».

En fait, la C.N.T. maintient les traditions de l'anarcho-syndicalisme d'avant 1914, prônant l'action directe, l'écrasement de la hiérarchie, la suppression de tout travail aux pièces, et combattant l'ingérence des pouvoirs publics dans la question des salaires. D'ailleurs, elle a complété la Charte d'Amiens de 1906 en proclamant « plus que jamais nécessaire » l'abolition du patronat, du salariat, de l'Etat.

Comme la Fédération Autonome du Travail, la C.N.T. se propose (Suite page 3.)

Tribune de la Femme

Mamans ! aujourd'hui je veux vous parler, simplement, de Noël et du Jour de l'An : les fêtes qui approchent...

Dites bien à vos petits que « Noël » c'est la fête des Enfants, sans père ; et que le Jour de l'An c'est la fête de tous les humains, et spécialement de ceux qui souffrent en espérant de meilleurs lendemains !

Et surtout, pour vos enfants, n'achetez rien qui serait susceptible d'attiser en eux le goût de la guerre, du gangstérisme, des armes : pas de pistolets, pas de carabines, pas de soldats de plomb ! il y a tant d'autres choses à leur offrir... des costumes (pas militaires, ni policiers), des ballons, des jeux de cartes, de dominos, de cubes, de patience, des jeux de l'oie, des jeux de main jaune, etc., et des livres ! Mais attention, pas d'histoires guerrières, nationalistes... il y a tant de beaux livres enluminés qui racontent de belles légendes.

Vous pouvez encore leur donner un

ping-pong, des patins, des billes, un harmonica, une patinette, un vélo, une auto à pédales, que sais-je ? Il y a tant de choix, mes chères camarades.

Songez bien que souvent, les impressions de l'enfance restent en nous et marquent notre comportement futur... Ne donnez pas envie de tuer à vos chers petits, ni des gens, ni des animaux.

Soyez à la hauteur de votre tâche d'éducatrices du cerveau et de la conscience de vos bambins.

Enseignez-leur, d'abord, la bonté envers tout être qui vit, et surtout, envers tout être qui souffre... et expliquez-leur pourquoi on doit respecter la vie, et pourquoi il y a tant d'êtres qui souffrent sur cette terre... et si vous leur contez des histoires, dites-leur celles de tous nos prisonniers, de tous nos militants, tombés au Front Révolutionnaire International pour que, eux, les petits, aient une vie plus belle !

LOLA.

Contre les jouets guerriers

« Sensibles, peut-être, au reproche que je leur fis un jour de prêcher uniquement des convertis, et de diffuser en vase clos des idées excellentes, les « Combattants de la Paix » ont fait, dimanche matin, une sortie en manière de démonstration utile.

Ils se sont rassemblés sur la place de l'Opéra, avec des autos couvertes de panneaux illustrés, et ont répandu parmi les passants des tracts évocateurs.

L'image représente un petit garçon qui aligne des soldats de plomb et pointe un canon théorique inoffensif. Au second plan, deux guerriers en tenue de campagne présentent les armes ; mais en surimpression, ils se présentent eux-mêmes sous forme de squelettes méchamment accommodés par la gloire.

Et voici le texte :
« Avec l'innocent fusil de bois, le bel uniforme, l'innocent canon de plomb, ça commence.

« Avec le corps déchiré dans les barbelés, ça finit.

« Les manifestants, d'après les renseignements qui nous sont parvenus,

ont été accueillis par la curiosité publique avec la plus vive sympathie. Il est évident qu'il représentent le bon sens et la raison.

« On ne joue pas avec le feu. On ne joue pas avec les armes de guerre, même de modèle réduit et d'effet limité. Puisque les parents sont impuissants à refuser aux gosses ces matérialisations en miniature de la cruauté nationale et de la honte humaine, les pouvoirs publics devraient en interdire la vente et la fabrication.

« Si aujourd'hui vous enlevez des mains des gosses les jouets guerriers, sous peine de confiscation et d'amende pour les parents, dans vingt ans vous ne trouverez plus d'arsenaux dans les caves des particuliers. Les menaces de guerre internationale seront ainsi reléguées parmi les anachronismes de l'histoire. »

LA FOUCHARDIERE.
(L'Œuvre du 23 déc. 1937.)

(Reproduction d'après Le Barrage du 30 décembre 1937, en tête duquel se trouve la photographie des autos citées.)

La documentation du Militant

CE QU'IL FAUT LIRE...

BROCHURES

	Prix Franco
Socialisme et Humanisme	40 55
La Contre-Révolution Etatiste (Ernestan)	20 35
Valeur de la liberté (Ernestan)	100 115
Le Problème des Salaires (P. Besnard)	10 20
Anarcho-Syndicalisme et Anarchisme (P. Besnard)	25 40
L'Anarchisme et l'abondancisme (G. Leval)	30 45
Le Communisme (G. Leval)	50 65
Le Salariat (P. Kropotkine)	20 35
L'Anarchie : son idéal, sa philosophie (P. Kropotkine)	50 65
Mon opinion sur la dictature (S. Faure)	20 35
Douze preuves de l'existence de Dieu (S. Faure)	20 35
La pourriture parlementaire (S. Faure)	20 35
L'Orateur populaire (S. Faure)	30 35
Catalogue Libertaire 1936-1937 (A. et D. Prudhommeaux)	40 55
L'Anarchie (E. Malatesta)	20 35
Entre paysans (E. Malatesta)	20 35
Les buts et l'organisation du Syndicalisme Révolutionnaire (C.G.T.S.R.)	30 50
La Charte du Syndicalisme Révolutionnaire (C.N.T.)	10 20
Les Anarchistes et le Problème social (F.A.)	30 45
Le Syndicalisme et l'Etat (E. Rotot)	30 45
Le Syndicalisme et le Problème paysan (P. Camus)	30 45
Les Bulgares parlent au Monde (C.A.A.B.)	30 45
La Société sans Etat (G. Berneri)	30 45
Les Anarchistes face à la Technocratie (S. Parane)	30 45
Le Manifeste Communiste (Marx et Engels)	30 45
Les Délégués du Personnel (Syndicat des Métaux)	30 45
Union Sacrée 1914 (Rosmer et Modiano)	40 55
16 Fusillés à Moscou (V. Serge)	40 55
Centralisme et Fédéralisme (XXX)	20 35
L'A.B.C. du Libertaire (J. Lermine)	20 35
Dieu et l'Etat (M. Bakounine)	50 65
L'Organisation du surmenage (E. Pouget)	50 65
Le Sabotage (E. Pouget)	50 65
A bas l'autorité (Mauricuis)	20 35

LIVRES : ROMANS

	Prix Franco
Les Damnés de la terre (H. Poulaille)	390 435
L'Enfantement de la Paix (H. Poulaille)	250 280
Ils étaient quatre (H. Poulaille)	200 230
Le Pain quotidien (H. Poulaille)	350 380
L'Armée de Soldat (H. Poulaille)	450 495
Béton armé (J. Prugnot)	330 360
Durolle (F. Planche)	150 180
Le sixième Evangile (R. Asso)	360 390
Couillisses et tréteaux (V. Meric)	250 280
Le Curé Bourgeois (L. Tenars)	200 230
L'Enfant et le Bachelier (J. Vallès) (3 vol.)	150 180
Les derniers Temps (V. Serge)	550 595
Chère Pucelle de France (H. Ryner)	150 180
L'Aventure d'amour (H. Ryner)	150 180
Paroles (Prévert)	590 635
Spectacle (Prévert)	625 670
La Maison du Peuple (L. Guilloux)	390 420
La vingt-cinquième heure (C. Virgil Gheorghiu)	690 725
Emigrants (F. de Castro)	390 420
L'Adolescente émerveillée (F. Littré)	330 360
Eugène (J. Celse)	180 210

DANS NOS RÉGIONS

U.L. de Puteaux. — Une invitation nous est parvenue émanant de l'Union nationale d'aide aux sans-logis (animée par l'Abbé Pierre) que nous avons déclinée pour les raisons suivantes :

— Nous n'étions pas au rendez-vous de M. Pierre. Pourquoi ? Ce n'est pas votre place, à vous les pleurnicheurs de chapelle, à vous qui détenez les plus grandes richesses, à vous qui faites fondre pour les revendre les métaux précieux de vos boîtes à grimaces. Combien de saines et confortables

maisons on pourrait édifier avec votre incommensurable fortune, afin de faire disparaître le contraste des palais et des taudis que nous voyons.

Oh ! infiniment bons, infiniment parfaits, il vous faut encore l'aumône des déshérités pour faire le bien.

Bénisseurs d'armées, de cuirassés, etc., SILENCE.

Seule, l'union des travailleurs (sans dieu) fera la paix et le bonheur du monde.

L'Union locale de Puteaux :
CHAMBARD.

La solidarité est en marche

Pour lutter contre l'alcoolisme infantile qui est en constant développement, le gouvernement a adopté une sage mesure en envisageant des distributions gratuites de lait dans les écoles. On atteint ainsi un double but : en palliant la déficience alimentaire des enfants, on enrayer le vice alcoolique.

L'excédent de production betteravière a conduit le même gouvernement à résorber la production sucrière en accordant une distribution gratuite de sucre aux économiquement faibles.

Nous voudrions que ces mesures s'étendent à l'approche de l'hiver et qu'elles se complètent par des distributions de pain (le blé abonde) et de charbon (le mineur chôme).

Il faut également ne pas se montrer trop parcimonieux dans ces libérales mesures et l'administration ne doit pas freiner la volonté trop tardive qui vient de se manifester. La mesure officielle que constitue une carte également officielle ne doit pas laisser ignorer la misère cachée qui

aura à subir, elle aussi, les assauts de l'hiver qui commence.

Une telle initiative est préférable à celle que préconisait notre ineffable ministre de l'Agriculture en envisageant l'exportation de nos produits de qualité pour ne laisser aux producteurs et aux consommateurs français que des produits dépréciés. La production n'a pas mené de pair la qualité avec la quantité et il ne faut pas perdre de vue la nécessité de lier ces deux termes.

Néanmoins, un pareil exemple de solidarité nous paraît sympathique dans la mesure où celle-ci débordera le cadre désuet des frontières pour donner tout son sens à la libre circulation des marchandises, sinon celle des idées (celles-ci ne paraissent-elles pas parfois dangereuses aux timorés,

(suite page 4)



Le Directeur-Gérant :
AKOUN Elie.

SO.FR.IM.,
17, rue de Clignancourt.

ESSAI CRITIQUE

La confusion des mots n'est pas la seule, l'unique cause de malentendus, il faut reconnaître qu'on « complait dans les compromis et du confusionnisme on glisse dans la cacophonie. Tout cela est imputable à la négligence ainsi qu'à l'emploi de définitions incorrectes, douteuses. C'est là une attitude dangereuse, d'autant plus dangereuse qu'elle nous prédispose aux paradoxes tels que le suivant : « Nous sommes tous des assassins ».

C'est là le titre d'un film et bien entendu au cinéma tout est possible car dans les « studios » on tourne le meilleur comme le pire, là on enregistre n'importe quoi parce que ce que la devise est : « Panem et circenses » plus, profits scandaleux, de sorte que souvent, très souvent même, on assiste à des défilés effrayants de méprise. Certes la mimique cinématographique s'efforce d'imiter la vie cependant, le camoufflage saisit tout spectateur attentif, malgré ce, nombreux sont les camarades qui croient vraiment que : « Nous sommes tous des assassins », et grande fut ma surprise lorsque certains essayèrent, au cours de causeries, de démontrer qu'en réalité nous sommes tous tels. Or s'obstiner dans l'affirmation d'un concept semblable c'est mystifier le public, c'est nier le progrès qui a pour mission de nous conduire vers le respect de la personnalité, c'est aussi se priver soi-même et les autres d'un perfectionnement moral et matériel, perfectionnement qui canaliserait le comportement humain vers la négation de tout acte criminel.

Certes au cours de l'histoire la criminalité exerça une influence néfaste. « Œil pour œil, dent pour dent », prouve largement que l'Être ne fut pas, n'est pas toujours raisonnable, cependant nous devons admettre qu'il est possible de modifier la société. Or en modifiant la société, on modifie, du même coup, les individus qui, pour éviter le pire devront s'adapter aux circonstances nouvelles.

Bien sûr, les partisans de « Nous sommes tous des assassins », rétorqueront que les guerres, les révolutions, les révoltes, le gangstérisme, l'espionnage sont autant d'atouts en faveur de leur thèse, ils ont le droit de réfuter les hypothèses morales qui traitent toujours de problèmes insolubles, il n'est pas moins vrai que l'utile et le nuisible, le bien et le mal sont des antipodes et l'étude des mœurs nous apprend que le meurtre anéantit tout espoir de concilier l'inconciliable.

Mais au fait, qu'est-ce qu'un assassin ? Toute personne saine répondra comme suit : « L'assassin est un être qui, soumis à des instincts, des impulsions économiques, sentimentales, psychologiques, supprime, tue un ou plusieurs de ses contemporains ». Dès lors, avant d'émettre une hypothèse, il faut analyser le comportement humain qui seul compte. En effet un

être qui désire ou souhaite la mort de quelqu'un n'est pas forcément un assassin. Pour être tel il faut joindre la pensée à l'action. Tant que l'être souhaite la mort d'un ami, d'un parent, d'un adversaire, d'un partenaire, il reste dans le domaine de l'imagination et par conséquent son action est nulle.

Certes on peut prétendre que rien n'est livré au hasard, que tout acte ou pensée est déterminé, que tout est le résultat d'un enchaînement d'événements antérieurs et chacun est libre d'imaginer que le seul fait de payer des contributions directes ou indirectes, ainsi que d'acheter un objet quelconque ou de travailler, constitue déjà un délit puisque une part de l'argent des contributions servira pour la fabrication d'armes de guerre, mais raisonner ainsi c'est abuser de la bonne foi de l'auditeur ou du lecteur, c'est aussi dénaturer le sens des mots et de la vie.

Incontestablement, le soldat qui tue, l'aviateur qui survole les villes et les villages et les cible de bombes, les membres d'une secte, les policiers qui tirent sur les grévistes ou les foules affamées, les gangsters qui pour voler tuent, les amants ou les conjoints qui par dépit (d'amour ??) suppriment leur partenaire, les officiers, les généraux qui lancent leurs troupes au carnage, bref, tous les bourreaux à gages ou sans gages, sont des assassins. C'est là un fait indéniable même si parfois des juges prétendent (comme ce fut le cas pour Oradour) que les assassins tuèrent parce qu'ils reçurent l'ordre de tuer.

En revanche, avons-nous le droit d'englober dans la catégorie des assassins, les Objecteurs de conscience, Gandhi et ses suiveurs, les partisans de la non-violence, les femmes hindoues qui au cours de l'indépendance de l'Inde se couchèrent à même le sol et se firent piétiner par les chevaux de la troupe d'Albion, ainsi que ceux qui refusent systématiquement de tuer ?

Je ne le pense pas, car si nous admettions une telle absurdité, du même coup nous excuserions tous les véritables assassins. Admettre cela c'est nier que là où règne la violence et la force, la Justice et le respect de la personne s'évanouissent. Qu'on se le dise, l'Être ne peut détruire son prochain sans se détruire lui-même, car la volonté de puissance n'est qu'un nihilisme qui mystifie tout le monde. Lorsqu'on prétend que « Nous sommes tous des assassins », on annule la distinction entre le bien et le mal, entre l'utile et le nuisible, on nie que la nature humaine a la faculté d'arrêter sa rage de destruction, c'est encore nier que le beau se glisse partout où règne la liberté. Donc « Nous sommes tous des assassins » est un monstrueux paradoxe, en généralisant ce qualificatif injurieux, nous admettons des questions atténuantes

en faveur des véritables assassins, c'est aussi avouer : « J'approuve l'assassinat », et désormais, les bourreaux-législateurs ont le droit d'affirmer : « La société est un amas d'assassins. Pour réprimer le crime, nous ferons couler des fleuves de sang ».

Hélas, lorsque l'intérêt et l'égoïsme l'emportent sur l'entraide et l'altruisme, la société dégénère. L'assassinat légal ou illégal ouvre des sombres perspectives; devant le meurtre, l'espoir s'envole, l'avenir s'assombrit et l'Être perd obligatoirement ses qualités viriles qui n'ont de sens que dans l'action par et pour le progrès. Certes la Société capitaliste pullule d'assassins puisque l'ordre de la trinité Etat-Capital-Eglise n'est que désordre et que la richesse sous toutes ses formes ne s'acquiert que par une spoliation déguisée, souvent par l'assassinat. Est-ce là une raison suffisante pour que chacun de nous se transforme en défenseur de l'hypothèse sournoise, pernicieuse : « Nous sommes tous des assassins » ? Ou, en revanche, devons-nous progresser dans la recherche d'un Ordre de plus en plus proche du réel ?

Non, mille fois non, nous ne sommes pas tous des assassins. Actuellement nombreux sont ceux qui ont compris que : « L'homme doit être le maître de lui-même, qu'il ne le deviendra pas tant que des forces extérieures peseront sur lui et viendront amplifier l'intensité de ses complexes et perpétuer l'automatisme qui l'incline à répéter d'anciennes situations ou attitudes. Toute libération de l'homme ne pourra se faire que par une lutte continue contre les forces agressives », et contre l'assassinat légal ou illégal.

Si dans une société moderne il y a des assassins, il faut malgré tout reconnaître qu'il existe un nombre considérable d'Êtres qui ne sont pas et ne seront jamais des assassins. Cela nous permet d'entrevoir une époque où le meurtre sera une exception et l'assassin un spécimen rarissime. Pour nous anarcho-syndicalistes-révolutionnaires, l'Être est sacré. Lorsque tous les hommes auront une notion exacte du Sacré, ils se convaincront qu'il existe une divinité, une très grande divinité devant laquelle toutes les autres s'effaceront. Cette divinité absolue, transcendante, immanente, c'est la personnalité, c'est l'Être sans lequel rien n'est possible. L'homme sapiens qui clame aux quatre vents : « Je pense donc je suis », qui prétend que l'esprit prime la matière, qui, parfois, refuse d'admettre ses origines anthropoïdes, qui est constamment à la recherche de la Pensée Pure, de l'Esprit Pur, de l'Art Pur, qui veut être au faite de l'échelle animale, s'obstinera-t-il dans le crime, voudra-t-il exterminer son espèce ?

Nous ne le pensons pas car en agissant ainsi, l'Être se ravale, il descend au dessous de la bête.

BREGLIANO Luc.

CE QUE TOUT PROLÉTAIRE DOIT SAVOIR

Licenciement pour faute lourde

Lorsqu'un salarié commet une faute lourde et qu'il est licencié pour ce motif, il perd tout droit à l'indemnité de congé payé (art. 54 k du Livre II du Code de Travail) et de préavis.

Par ailleurs, lorsqu'il y a une faute grave, le salarié ne saurait avoir droit à une indemnité de préavis s'il est aussitôt congédié pour ce motif. Le Tribunal civil de la Seine (21 mai 1951), tout en constatant qu'un ingénieur avait commis la double faute de quitter son travail sans autorisation et d'injurier publiquement son chef de service, avait néanmoins accordé à celui-ci une indemnité de congé payé.

La Cour de cassation, par arrêt du 17 décembre 1953, a estimé que cette décision devait être cassée; le Tribunal n'a pas tiré les conséquences juridiques des faits qu'il constatait, alors que, cependant, il avait reconnu que l'attitude de l'intéressé « avait été particulièrement inadmissible ».

Cet arrêt de la Cour de cassation présente un intérêt tout particulier, puisqu'il souligne, en fait, que si les juges du fond sont souverains, en principe, pour apprécier la gravité d'une faute, ils ne peuvent cependant pas se refuser à considérer comme faute grave ou comme faute lourde des agissements particulièrement graves qu'ils constatent dans leur jugement.

Il y a lieu de rappeler à cette occasion que la Cour de cassation a toujours considéré que « la faute lourde », privative de l'indemnité de congé payé, devait être plus grave que la « faute grave » proprement dite, entraînant simplement pour son auteur la perte de l'indemnité de préavis. (Arrêt du 22 février 1940.)

Sur le salaire minimum garanti

Le principe du salaire minimum peut paraître des plus simples, puisqu'il assure le travailleur de voir son travail rémunéré à un taux qui ne peut être inférieur à celui de la zone à laquelle il appartient. Dans la pratique des difficultés d'application peuvent se présenter, car la rémunération comprend plusieurs éléments comme : salaire proprement dit, primes diverses, remboursement de frais, majoration pour heures supplémentaires, avantages en nature.

Etant donné qu'en rassemblant ces divers éléments, on peut atteindre le niveau du salaire minimum garanti, sans en respecter le principe, il a paru nécessaire de faire une discri-

mination entre ces éléments dont certains d'entre eux sont d'une nature toute différente du salaire. Ils sont de nature, non à rétribuer une quantité de travail déterminée, mais à payer ou compenser des dépenses ou des inconvénients supportés par le salarié, voire les charges légalement assumées par l'employeur.

Ces sommes qui ne peuvent être reconnues comme des salaires doivent s'ajouter au salaire minimum garanti et non incorporées au salaire pour atteindre le minimum.

La distinction entre ces divers éléments fait l'objet d'une circulaire du Ministère du Travail en date du 28 octobre dernier.

Cette circulaire énumère d'une part les éléments de rémunération ayant le caractère du salaire et, par suite, comptant pour le minimum garanti; on y trouve : les primes de rendement, le treizième mois s'il est prévu dans les conventions collectives, accords ou contrats de travail, les indemnités, primes ou majorations qui, sous une dénomination quelconque, visent uniquement à augmenter le salaire.

D'autre part, cette circulaire donne la liste des éléments de rémunération qui se trouvent exclus du salaire proprement dit; on trouve : primes d'outillage, de salissure, de vêtements, indemnités de déplacement et primes de panier.

A ces primes s'ajoutent les compensations de conditions particulières de travail : primes de danger, de hauteur, de froid, d'insalubrité ainsi que les majorations pour travail de nuit, du dimanche et des jours fériés.

En outre les obligations légales ou contractuelles : majorations pour heures supplémentaires de 25 et de 50%, primes d'ancienneté et d'assiduité ne sont pas comprises dans ces éléments de rémunération.

Aux yeux du ministre, ces primes « ont pour objet essentiel de récompenser la stabilité des travailleurs dans l'entreprise et ce but ne serait pas atteint, si ces primes étaient incluses dans le minimum garanti ».

Enfin parmi les autres éléments qui sont exclus du salaire proprement dit, on trouve : les gratifications de caractère aléatoire et imprévisible (carrière récompense de services particuliers), les participations aux bénéfices, les compléments versés dans le système du « Salaire proportionnel » et les autres majorations destinées à intéresser le personnel aux résultats de l'entreprise.

Prolétaires... réagissez

Economiquement faibles de toute origine (vieux travailleurs, épargnants naïfs volés par les légales dévaluations successives...), travailleurs du bas-prolétariat (manœuvres, ouvriers du secteur privé, petits fonctionnaires, auxiliaires de toutes les Administrations), vous avez les mêmes droits que les privilégiés ou les demi-privilégiés au bienfaits d'une civilisation multi-millénaire. Revendiquez l'égalité d'usufruit de tout ce qui a été accumulé de richesses matérielles et culturelles par le travail des générations depuis l'âge de pierre jusqu'à l'âge atomique.

Ne vous laissez pas duper par des mots d'ordre qui ne sont que de grossières diversions pour vous détourner de la revendication préalable essentielle : sécurité matérielle pour tous.

N'écoutez pas ceux qui vous conseillent de batailler pour des aumônes dérisoires.

Exigez l'intégrité de vos droits. Le revenu national financier français est officiellement de treize (13) trillions : 23.000 francs mensuels par consommateur. (Soit, pour une famille de 4 personnes : 23.000 frs x 4 = 92.000 frs par mois.)

Chiffres bien au-dessous de la réalité, si l'on tient compte du revenu réel, c'est-à-dire de la production totale.

Débordez les partis et les syndicats soi-disant révolutionnaires, respectueux des structures sociales actuelles

appareils photographiques dans ce pays.

Voilà à quoi aboutit l'imposture de ceux qui prétendent se pencher sur le sort des ouvriers misérables. Ceux qui tapent l'Etat pour les « écoles libres ». Ceux qui vous promettent le ciel pendant qu'eux jouissent sur terre grâce à vous.

L'Eglise n'était qu'un comptoir (Victor Hugo), le Vatican est le plus gros trust du monde.

Ouvriers, Employés, vous seuls êtes juges. La libération n'est pas dans le choix des maîtres, mais dans les capacités et dans la volonté des esclaves.

L'Eglise ne vous découvrira jamais Dieu.

L'Etat ne vous apportera jamais la liberté. Il faut aller plus loin. Organiser la société syndicale coopérative : l'administration des choses.

Travailleur, la C.N.T. t'attend et te convie à la réalisation de cette tâche.

A. PALLANCA.

LES CENTRALES MINEURES

Suite de la page 2

nonce pour « l'instauration d'une économie nouvelle dans laquelle les syndicats auront la gestion de la production ».

Elle recrute ses adhérents dans le Bâtiment et les Métaux.

Adhérente à l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) où elle retrouve la C.N.T. d'Espagne en exil et l'Union Syndicale Italienne, la C.N.T. apparaît plutôt comme un mouvement de cadres dont l'influence peut ne pas être négligeable dans les grèves.

(Extrait de D.I.P. (Documents et Informations Parlementaires) du 30 octobre 1954.)

Quand la dialectique dépasse les bornes

Nous avons assisté depuis plusieurs années à des prises de position de la part du parti dit « communiste » qui ont cessé à la fois de nous surprendre et nous intéresser. Toutefois la dernière en date dépasse franchement les bornes pour que nous n'y attachions l'importance qu'elle mérite.

Nous nous rappelons pour les « communistes russes » l'abandon de l'Espagne républicaine, en matière militaire, contre la guerre en 1939 alors qu'ils signaient un peu plus tard le pacte Hitler-Staline. Abandon de la Grèce de Markos.

En France, en matière économique, adversaires de l'action directe, avec le « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Puis le discours de Duclos de 1951, invitant la classe ouvrière à faire bloc avec le patronat, rejoignant par là même, les bourgeois et les margoulins du commerce, « profiteurs insatiables du travail des autres ». Enfin « la retrouvons nos manches » et « ceux qui parlent de grève générale ne sont que des provocateurs et des fascistes », « la grève, c'est l'arme des trusts ». Où es-tu, camarade... Pelloutier ?

Dans un autre domaine, ces Euzéniens se sont prononcés contre la limitation des naissances.

La fin ne sanctifiant pas les moyens, l'ignominie ne devait pas s'arrêter là.

Aujourd'hui un porte-parole du Kremlin vient de déclarer que les nouvelles autorités soviéto-communistes condamnaient « l'Athéisme scientifique ». Ici je cite Tolstoï : « La vraie science est la connaissance de ce qui constitue le but de la vie et partant, le vrai bonheur des hommes. C'est cette science qui doit servir de fil conducteur dans la détermination de toutes les autres sciences, car sans elle, toutes les autres connaissances deviennent un amuseusement inutile et nuisible ».

Nous savions déjà que la libération ne viendrait ni des maîtres ni des politiciens, ni des pasteurs de Mos-

cou, de Rome ou de Washington. Voilà une mise au point venue de leur part à son heure.

Ainsi les dialecticiens russes prouvent le rapprochement avec les Eglises. Qu'il nous soit permis, à nous humbles mortels, de rappeler à ces soviétiques au cerveau atrophié, les monstruosité commises par l'Eglise au nom de la foi à l'aide de quelques noms, sans passer sous silence la dure époque de l'Inquisition en Europe. Le Larousse même, vous en donnera l'explication : Galilée, Bernard Palissy, Etienne Dolet, Paganini, Socin. Plus près de nous : notamment l'Espagne et l'Ethiopie.

Lorsqu'on connaît les richesses de Rome, on conçoit facilement le marché de coquins, que la déclaration de nouveaux maîtres russes appelle. Voici pour vous ce que nous avons lu dans la Revue « Europe Magazine » des 13 juin et 11 juillet 53 :

Les participations du Vatican dans les diverses affaires industrielles et commerciales s'y trouvent réparties ainsi :

ITALIE : Maïno, 7 milliards — Edison, 500 millions — Monte Catini (Produits chimiques), 14 millions — S.A.D.E. (ancienne Volpi), 115 millions. En dehors des usines Fiat, où le Vatican possède la majorité des actions, on relève les parts importantes suivantes : Electricité (S.M.E. et Adriatica), 18 % du capital — Italyas, 20 % — Téléfonica, 18 %. Enfin, dans le Lloyd Triestino, une entente consacre l'investissement de plusieurs centaines de millions de livres et des parts sont souscrites dans l'industrie hôtelière qui connaît un bel essor au cours de l'année sainte 1950. (Chiffres exprimés en livres.)

SUISSE : Les avoirs pontificaux sont supérieurs à 400 millions de francs suisses, alors que les plus importantes fortunes de ce pays ne dépassent pas 300 millions. De gros investissements immobiliers à Lausanne évalués à 300 millions et une importante participation à la His-

pno-Suiza de Genève, sont parmi les plus importants apports.

FRANCE : Le Vatican investit dans l'industrie du textile, du papier, de la soierie, plus de 7 milliards de francs.

ESPAGNE : 35 % des actions des Tramways madrilènes et 20 % de celles des Compagnies d'Electricité qui les alimentent en énergie, appartiennent au Vatican qui s'intéresse d'autre part aux usines métallurgiques de Saragosse et aux mines de mercure d'Almaden.

PORTUGAL : 8 millions de livres sont réparties entre les deux grandes conserveries de poissons (35 % du capital) et une puissante compagnie Export-Import, ainsi que des parts dans les mines de Wolfram et dans le commerce des vins d'Oporto.

CANADA : Le Saint Siège possède 30 % des capitaux investis dans les entreprises forestières et les papeteries. En outre, 10 millions de livres vont à la Canadian Pacific et une importante participation va à une usine de maisons préfabriquées.

ETATS-UNIS : La Warnerbross, la General Motors et la Dupont de Nemours reçoivent une importante part des capitaux du Vatican qui ne néglige pas la jeune industrie de la Télévision.

BRESIL et ARGENTINE. — Ces pays ont suscité l'attention des financiers du Pape qui subventionnent les affaires de café, de viande, voire les Sociétés de navigation et d'énergie hydroélectrique pour un total qui n'est pas inférieur à 300 millions de livres.

INDES : La construction de ports et de barrages se trouve confiée à une firme italienne qui fonctionne avec des fonds du Saint Siège.

JAPON : On retrouve la même origine dans les capitaux assurant la fabrication des bicyclettes et des

LE COMBAT

SYNDICALISTE

ORGANE OFFICIEL DE LA Confédération Nationale du Travail
Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs
RÉDACTION - ADMINISTRATION : 39, rue de la Tour-d'Auvergne - PARIS (9^e)
Abonnements 12 numéros : 220 francs
24 numéros : 430 fr. - 48 numéros : 850 fr.
Changements d'Adresse : 20 francs
La copie doit arriver le Samedi au plus tard

Le leurre de l'harmonie des prix et des salaires

Tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, tous les groupements d'ouvriers, de patrons, de producteurs, d'intermédiaires, font tous leurs efforts pour améliorer le système d'achat et de vente, les uns pour pouvoir acheter, les autres pour pouvoir vendre.

Et tout le monde avec la même ardeur parce que quand une fraction de la population ne peut plus acheter, l'autre ne peut plus vendre.

Et malgré ces efforts également intéressés, les uns constatant qu'ils peuvent de moins en moins acheter, les autres de moins en moins vendre. Le pouvoir d'achat diminue.

Le mal ne semble-t-il pas incurable ?

Nous constatons que dans tous les pays supérieurement équipés, les gouvernements sont aux prises avec une économie défailante qui se traduit par une masse de produits qui ne trouve pas d'acheteurs.

Il faut en conclure que les hommes ne sont pas fautifs (le progrès technique réalisé ayant démontré leur incompétence) mais simplement le système dans lequel ils vivent, puisque tous les pays supérieurement équipés sont atteints du même mal.

Ne peut-on admettre que le système de répartition n'est pas à l'échelle des moyens de production ?

Et ce système de répartition, quel est-il, si ce n'est celui de l'achat et de la vente ?

La raison conduit à penser que le progrès technique est incompatible avec le système d'achat et de vente.

D'une façon plus générale, nous pouvons constater que le monde s'enrichit de découvertes plus sensationnelles les unes que les autres pendant que les individus s'appauvrissent et que la sécurité du lendemain disparaît.

Le monde n'est-il pas régi par le système d'achat et de vente ?

L'arithmétique, les faits et la raison nous permettent donc d'affirmer qu'au stade industriel auquel nous sommes parvenus, le progrès technique est incompatible avec un système économique dont le moyen de répartition est l'achat et la vente.

Le système d'achat et de vente qui semble considéré comme éternel, parce qu'il a bien marché pendant des siècles, doit encore pouvoir fonctionner, pense-t-on.

Et chacun selon son humeur de tripoter ses rouages, d'ajouter une pièce, d'en enlever une autre, de laisser faire, de diriger, de contrôler, de laisser passer, dans un but unique et commun :

« Harmoniser les prix et les salaires ».

Dans la plupart des cas, suivant les opinions politiques, les moyens proposés diffèrent, mais il faut bien constater pourtant que l'un de ces moyens jouit d'une confiance unanime : la modernisation industrielle, c'est-à-dire la seule mesure qui paraît ne pouvoir qu'accroître le déséquilibre auquel on se propose de remédier.

Les expériences se succèdent et nous en subissons les effets chaque jour plus alarmants. Qu'à cela ne tienne : on nous explique alors gravement que si nous manquons de plus en plus de nécessaire, c'est parce que le budget n'est pas équilibré.

Comme si le déséquilibre du budget pouvait empêcher les céréales de pousser et les vaches d'avoir du lait ! Le déséquilibre budgétaire a-t-il quelquefois empêché de faire la guerre ?

Et s'il n'empêche pas la production de guerre, pourquoi empêcherait-il la production de paix ?

Il faut se rendre compte que ces deux volontés « harmoniser les prix et les salaires » et « équilibrer le budget », ne sont que les expressions d'un désir commun à tous les partis :

Maintenir le système économique d'achat et de vente.

Ce qui conduit tout naturellement à poser la question suivante :

Les hommes produisent-ils pour vendre ou pour consommer ?

S'ils produisent pour vendre, il est logique de vouloir harmoniser les prix et les salaires et de désirer équilibrer le budget, mais alors qu'on ne prétende pas que l'augmentation du pouvoir d'achat dépend de la réussite de ces deux opérations.

Si, par hasard, les hommes produisent pour consommer les fruits de leur travail, il semble qu'il faille chercher une solution hors du cadre du système d'achat et de vente et abandonner cette notion de l'équilibre budgétaire.

En temps de guerre, cet équilibre est plus qu'instable, les armements, que l'on sache, ne sont pas facturés aux combattants, ni les bombes expédiées contre remboursement, ce qui n'empêche pas les pays belligérants de produire les uns et les autres en quantités de plus en plus astronomiques.

Il faut se répéter : l'harmonisation des prix et des salaires, ainsi que l'équilibre budgétaire, sont des conceptions d'un âge économique rendu caduc par le progrès technique :

L'AGE DU SYSTEME D'ACHAT ET DE VENTE EST REVOLU.

Cependant, les gouvernements, délayant leur incompétence ou leur mauvaise foi dans le vide des discours électoraux, s'efforcent de faire revivre un système économique en s'appuyant sur ce qui le désagrège : le progrès technique.

Ce serait ridicule si ce n'était aussi tragique.

C'est de la politique.

Et, comble du ridicule, on assiste, dans les conférences internationales, au spectacle ahurissant de délégués qui, pour maintenir dans leur pays respectif le système d'achat et de vente, veulent à tout prix faire de la distribution chez les voisins.

Il semblerait pourtant logique de penser que le principe même de l'économie actuelle n'étant plus valable, tous les expédients ou solutions qui ont pour but d'agir dans le cadre de ce principe ne peuvent plus avoir la moindre efficacité.

Chaque parti politique, les discours électoraux sont péremptores sur ce point, possède un programme infaillible pour harmoniser les prix et les salaires et équilibrer le budget de l'Etat.

Or, on constate avec surprise que lorsqu'un parti, quel qu'il soit, arrive au pouvoir, il remet à plus tard l'application de son programme. Il se retranche derrière les nécessités de l'heure qui... que... et continue dans le même sens que son prédécesseur, tout simplement parce qu'il veut faire cadrer, comme le prédécesseur, le progrès technique et le système d'achat et de vente et se trouve comme lui devant l'impossibilité suivante : demander plus à l'impôt et moins au contribuable.

Tous les gouvernements successifs nous parlent des difficultés à vaincre, de la grande pénitence, alors que les moyens de production augmentent de puissance chaque jour.

Et malgré, ou à cause de cette augmentation des moyens de production, tout chef de gouvernement qui arrive au pouvoir trouve une situation plus grave que celle trouvée par son prédécesseur.

Qu'il se console en pensant que, malgré tous ses efforts, son successeur se débattrait dans des difficultés plus grandes encore...

En conclusion de tout ce qui précède, nous pouvons dire que les faits semblent prouver que le système économique dont le moyen de répartition est l'achat et la vente ne peut fonctionner que dans la rareté, et qu'en conséquence, l'apparition de l'abondance, engendrée par le progrès technique, se révèle comme une catastrophe pour le système lui-même.

L'on pourrait résumer l'histoire économique du monde depuis une cinquantaine d'années, en disant que pendant cette période, tout a été mis en œuvre, dans les pays supérieurement équipés, par les individus d'abord, par les gouvernements ensuite, qu'ils soient de droite ou de gauche, pour faire triompher le système d'achat et de vente au détriment de l'abondance.

Est-ce humain ?
Est-ce logique ?
Est-ce possible ?

(Extraits de « Détruire ou Consommer ».)

Après la conférence de la jeunesse de Belgique

Notre groupe qui s'était d'abord proposé d'envoyer un délégué à Liège a dû changer d'avis après lecture du bulletin d'information présentant un ordre du jour pourri de formules traditionnalistes propres aux milieux politiques. Par contre, deux jeunes camarades ont voulu se rendre à cette réunion à titre personnel. Voici ce qu'ils nous ont confié à leur retour :

« A peine sommes-nous arrivés dans la salle que nous avons failli suffoquer de stupeur en voyant l'orgie de drapeaux tricolores que les organisateurs ont cru bon de déployer pour rappeler sans doute que le nationalisme n'est pas mort, même à une prétendue conférence pour la Paix.

Ensuite, les différents orateurs qui se sont succédé ont glorifié l'une ou l'autre boutique politique ou religieuse, et certains d'entre eux, dont l'âge n'était plus de première jeunesse, nous ont fait comprendre directement que rien de positif ne pourrait jamais sortir d'une telle assemblée.

Nous reconnaissons, en passant, qu'un seul délégué a eu la bonne idée de marquer sa désapprobation de laisser pendre les loques nationales, ce qui n'a changé en rien l'attitude des organisateurs.

Il faut reconnaître que comme diversité de tendances, on était servi ; les gaullistes eux-mêmes avaient eu le bon cœur d'envoyer un représentant ; v a u t mieux mettre les généraux de son côté, pas !

Nous avons tenté de faire comprendre à quelques jeunes gens qu'ils n'avaient rien à gagner par des supplices à l'O.N.U. ou autres repaires de brigands et que la paix ne peut être une affaire de chancellerie.

Nos remarques n'ont pas été prises en considération et pour cause ! La plupart de ces jeunes étaient des bourgeois ou des petits bourgeois plus soucieux de leur snobisme que des problèmes de paix. Quelques rares travailleurs noyés dans ce tas de bavards, faisaient mine de parents pauvres, devant se contenter d'applaudir.

Bref, ce spectacle lamentable ne fait que répéter ce que les syndicalistes révolutionnaires ont toujours dit et répété : pas de paix véritable sans justice sociale, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes sans intermédiaires ».

Groupe syndicaliste révolutionnaire de Belgique.

Halte à la répression

(Suite de la page 1)

gouvernement essaie d'étouffer la liberté d'expression.

N'aurons-nous donc plus le droit sous peine de menées séparatistes ou d'atteinte à la sécurité extérieure de l'Etat, de protester contre les arrestations malgaches ?

Contre la mascarade gouvernementale en Tunisie ?

Contre la honteuse exploitation des noirs d'Afrique ?

Contre l'oppression militaire en Algérie ?

Si nous le faisons nous pouvons tomber sous les coups de la loi et notre « C. S. » être saisi à son tour comme l'ont été déjà l'Humanité, l'Algérie Libre, Alger Republicain, Liberté, l'Express, et tout dernièrement Le Libertaire, et j'en passe.

Sans vouloir prendre position pour la F.C.L. ni pour son programme, il nous faut quand même réagir énergiquement contre de telles mesures. Kropotkine, dans « Paroles d'un Révolté » n'a-t-il pas écrit :

« ... Au fond, ces droits ne sont qu'un trompe-l'œil, un mirage conçu par le pouvoir pour maintenir les opprimés dans leur rôle d'esclaves et « liberté de presse et de réunion, inviolabilité du domicile et de tout le reste, ne sont respectées que si le Peuple n'en fait pas usage contre les classes privilégiées ».

Les faits démontrent que cette pensée d'hier est, hélas ! encore d'actualité.

Les journaux réactionnaires comme Rivarol sont autorisés et ne subissent aucune saisie.

« Paix et Liberté », groupement de fascistes, a même le droit de parole à la radio ; alors pourquoi interdire le M.T.L.D. et l'Algérie Libre ?

Le droit d'organisation et de presse doit être respecté, sans exclusive. Aujourd'hui, si nous ne disons rien, si notre protestation se s'élève pas avec force, notre tour, assez proche, peut-être viendra. Notre camarade Thiebmont n'a-t-il pas été licencié le mois dernier sous prétexte qu'il était dangereux à la sécurité extérieure de l'Etat ?

Qu'importe si aujourd'hui les victimes ne sont pas des nôtres ! C'est le principe de liberté d'expression, si cher au prolétariat, que nous défendons et rien d'autre. Les militants de la F.C.L. ne doivent pas être inquiétés pour leurs opinions.

L'interdiction qui frappe le M.T.L.D. et sa presse doit être levée.

Le mac-carthysme ne doit pas avoir droit de cité chez nous. E. AKOUN

La rébellion s'étend au Maghreb

(Suite de la première page)

voquant de nombreux décès prématurés.

Le patriotisme ombreux des colons dans ce prolongement de l'Europe s'est encore aggravé au Maroc où l'invasion yankee apporte des perturbations dans les rapports entre exploitants et exploités ; la générosité américaine, si peu soucieuse de la main-d'œuvre qualifiée que pourrait offrir la métropole, vient troubler la quiétude de ceux qui voudraient conserver le bénéfice du monopole de profit qu'ils se sont octroyé avec la complicité des services de la Régence et la bonne grâce des autorités indigènes.

L'égalité économique que poursuit la classe ouvrière de France est ignorée dans ces pays où se maintient la ségrégation. Toutefois, si les races peuvent se côtoyer en Tunisie ou en Algérie, elles se trouvent nettement séparées au Maroc depuis que Lyautey a érigé en dogme la séparation raciale. La science militaire ignore sans doute qu'il n'existe plus de races humaines ; les sanglants conflits qu'elle a entretenus sur le globe, ont tellement mélangé les populations qu'elle terrifiait qu'il est à peine possible de discerner quelques groupes ethniques qui ont pu survivre à ses déshonorants exploits.

Dans ce pays conquis, où les dirigeants ont toujours le mot Paix à la bouche, on remarque surtout la consécration de généraux à la gloire douteuse, mais peu reluisante pour la postérité, ainsi que celle de victoires assurées par une supériorité d'armements à laquelle ne pouvaient prétendre les indigènes. Mais on y observe que les malheurs successifs se chargent de transformer une problématique union en une vivante réalité.

Il est de coutume, dans les pays islamiques, de colporter la fable du bien-être dans lequel se prélassent 40 millions de Français. Certes, la mi-

sère des malheureux peuples colonisés n'a rien de commun avec la situation du prolétaire français, mais il convient de détruire cette légende en montrant l'exploitation régnant dans la métropole et en proclamant une solidarité active avec tous les opprimés et, pour le cas présent, avec le prolétariat nord-africain.

Le bon sens et la générosité peuvent faire défaut aux égoïstes profiteurs d'une situation reposant sur la force. Mais devant l'effritement qui commencé en Indochine, se poursuit en Afrique du Nord, menaçant toute la France d'Outre-Mer, il est utile de se pencher sur les causes profondes du mal savamment exploité par quelques fauteurs de troubles avides de prendre une succession qui ne sera peut-être pas de tout repos pour les libérés.

L'erreur monumentale d'un grand nombre de Français qui s'imaginent être aimés pour eux-mêmes, dans le monde entier, a obnubilé leur esprit au point de leur masquer les sentiments dépourvus de mansuétude que leur manifeste une bonne moitié du monde. Que ce soit par l'expression d'idées avancées, par un luxe irritant ou encore par ce qui fut la réputation de leur grande richesse dans un passé récent, les Français se voient souvent détestés.

La ruine patiemment préparée des grands empires coloniaux a reçu sa consécration dans l'évolution des grands conflits qui ont appris le chemin de l'indépendance aux peuples opprimés à qui on a fait miroiter une vaine liberté ; ils partagent ce mirage avec leurs frères de la métropole et conservent la communauté d'exploitation qui se fait sentir plus constante et plus révoltante.

Pas plus que les cours d'eau ne regagnent leurs sources, on ne peut faire remonter le cours de l'histoire. LALIME.

Des chiffres qui parlent

Un milliard cinq cent millions (1.500.000.000) de personnes, soit les deux tiers de la population mondiale vivent dans la pauvreté, la misère, la faim, endurent sans soins les maladies, ne bénéficient pas des bienfaits du progrès, sont analphabètes, etc.

La solidarité est en marche

(Suite de la page 2)

sans pour cela arrêter leur rayonnement ?)

Quand la solidarité nationale, si égoïste soit-elle aura régué, sinon supprimé, la misère que nous co-toyons et qui est surtout le produit des aberrations économiques qui ont conduit aux conflits armés que connaît l'humanité au cours des cinquante dernières années, nous voudrions que sur le plan international se manifeste ce sentiment qui honorerait l'humanité.

Il existe de par le monde, des populations qui souffrent de la famine à l'état endémique. Nous n'avons pas à les rendre responsables d'une aveugle prolifération qui n'est pas étrangère à l'éclosion des guerres.

Après avoir songé à effacer tardivement la honte qui gagnait les sphères dirigeantes, ouvrant enfin les yeux sur cette plaie atroce souvent dénoncée, il faudra sortir du cadre étroit des nations pour que l'instinct

d'entraide, pratiqué par tous les êtres vivants, s'étende à toute l'humanité.

Il y aura certes, des freins puissants qui seront opposés par les féodalités économiques qui règnent encore en maîtresses et qui ne voient pas d'un bon œil une première atteinte à la loi du profit qu'elles voudraient perpétuer.

Mais, ces distributions gratuites si timides soient-elles ouvriront la porte à d'autres mesures plus libérales encore et nous achèveront enfin vers plus de justice sociale qui fera éclore des sentiments de fraternité, trop longtemps annihilés par des intérêts mal compris.

L'humanité ne doit pas déplorer la pléthore de produits qui sont à sa portée ; elle doit se faire un devoir de répartir ceux-ci judicieusement.

Un premier pas vient d'être franchi ; la voie est ouverte à l'amélioration des rapports humains. Il ne faut pas que ces efforts diminuent et en développant les sentiments de solidarité trop longtemps méconnus, on étendra progressivement les ferments de haine savamment entretenus.

La France montre le chemin en appliquant chez elle une distribution qui doit connaître une grande extension ; elle a de faibles moyens pour contribuer à l'internationalisation de son initiative. Les grandes nations productrices, embarrassées d'une production dépassant leurs besoins intérieurs, doivent imiter cet exemple et les rapports entre les nations du globe deviendront en même temps plus pacifiques.

(Traduit de Senstatano.)

HAINER.